BnF Gallica

Précis analytique des travaux de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BnF Gallica

> Académie des sciences, belles-lettres et arts (Rouen). Précis analytique des travaux de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen. 1807.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :
- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
reutilisationcommerciale@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

PRÉCIS ANALYTIQUE

DES TRAVAUX

DE

L'ACADÉMIE

DES SCIENCES, BELLES-LETTRES ET ARTS

DE ROUEN

PENDANT L'ANNÉE 1872-73.



ROUEN,

IMPRIMERIE DE H. BOISSEL, SUCCr DE A. PÉRON,

PARIS.—E. DERACHE, rue Montmartre, 48.

—

1873

BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE DES SOCIÉTÉS SAVANTES

Rés 1239

PRÉCIS ANALYTIQUE

DES TRAVAUX

DE

L'ACADÉMIE

DES SCIENCES, BELLES-LETTRES ET ARTS

DE ROUEN

Pendant l'année 1872-73

SÉANCE PUBLIQUE

DE

L'ACADÉMIE DES SCIENCES,

BELLES-LETTRES ET ARTS DE ROUEN,

TENUE LE LUNDI 4 AOUT 1873,

DANS LA GRANDE SALLE DE L'HOTEL-DE-VILLE.

PRÉSIDENCE DE M. PROSPER PIMONT.

La Séance publique annuelle de l'Académie a été ouverte le 4 Août 1873, à sept heures et demie du soir, en présence de :

M. Lizot, Préfet de la Seine-Inférieure, M. le Président de la commission de permanence du Conseil général, M. le Procureur de la République, M. le Président de Tourville, M. le Colonel du 24me de ligne, et de nombreux Membres de la Magistrature, de l'Instruction publique et de l'Administration.

Les autorités invitées et non présentes s'étaient fait excuser.

M. le Président Prosper Pimont a ouvert la Séance par un discours dans lequel il a plaidé avec chaleur la cause de la nécessité des études classiques complètes.

MM. les Rapporteurs des concours ouverts par l'Académie ont pris ensuite la parole, dans l'ordre annoncé par le programme distribué aux invités.

M. le Dr Blanche a fait le rapport du concours ouvert pour le prix Bouctot. Le lauréat, M. Busnot, retenu loin de Rouen, n'a pu venir recevoir son prix. Il eut pris sa part des applaudissements qui ont accueilli le remarquable discours de M. le Dr Blanche.

M. de Lépinois a fait le rapport du concours ouvert pour le prix Gossier. Il a su transformer en une œuvre originale et féconde ce qui semblait ne devoir être qu'un travail purement analytique. Le lauréat, M. Samuel Frère, est venu recevoir son prix des mains de M. le Préfet, au milieu des marques de sympathie du nombreux auditoire attiré par cette cérémonie.

M. Paul Allard a fait sur le concours du prix de vertu un rapport qui a été extrêmement remarqué. L'élégance et la pureté du style s'y joignent à la noblesse et à l'élévation des pensées. Mlle Thérèse

Dubouchet, d'Yvetot, à laquelle le prix a été décerné, s'est avancée sur l'estrade où elle l'a reçu des mains de M. le Colonel du 24me de ligne.

La Séance s'est terminée par l'exécution d'un quatuor inédit de M. Amédée Méreaux. MM. Lamoury, Payen et Mouchard, sans oublier M. Jules Dubosq-Lettré, qui avait bien voulu prêter le concours de son généreux talent à cette œuvre académique, ont su faire valoir, à l'aide de leur excellent archet, les moindres détails de cette belle composition.

La Séance a été levée à dix heures.

Le secrétaire pour la classe des lettres,

H. Frère.

Séance solennelle de l'Académie.

DISCOURS D'OUVERTURE

PAR

M. Prosper PIMONT,

Président.

Quand la France, victime d'une imprudente confiance et d'un enivrement fatal, se replie sur elle-même pour ranimer ses forces abattues, portons un instant nos regards sur le passé, pour y trouver quelques enseignements salutaires, qui puissent éclairer l'avenir, et contribuer à préparer une ère nouvelle par la nécessité bien comprise de fortes études classiques.

Il y a près de cinquante ans, présidant une des sociétés savantes de notre ville, à cette même place, où j'ai l'honneur de siéger aujourd'hui, au milieu d'un auditoire d'élite, je signalais les inventions, les perfectionnements de l'industrie, et l'importance de ses travaux pendant un quart de siècle ; je rappelais les succès littéraires et artistiques obtenus pendant le même espace de temps; j'entrevoyais, pour l'avenir de la

France, des progrès toujours croissants, dans l'industrie, et des succès, toujours noblement mérités, dans la carrière des lettres et des beaux-arts.

Ces espérances, qui étaient alors celles de tous, se sont-elles réalisées selon nos vœux?

Seul, le temps pouvait résoudre la question, par la sanction impartiale d'un ensemble de faits acquis.

L'industrie, qui embrasse tant de branches diverses, en s'alliant à la science, a étendu son domaine au delà des limites prévues.

Mais, pour les Beaux-Arts, la décadence est sensible : au culte poétique et vivifiant de l'idéal, qui rapproche de Dieu, s'est substitué le culte prosaïque et irréligieux de la forme matérielle.

Le niveau général de la littérature s'est abaissé. La saine littérature qui a brillé d'un si vif éclat, et contribué si puissamment à la gloire de la France, n'est plus la littérature de tous.

Le roman, par ses péripéties imaginaires et ses tableaux si crûment réalistes, je dirai plus, ses tableaux cyniques, tend à pervertir la jeunesse, qui les accueille, hélas! avec une fiévreuse avidité.

Oserait-on, aujourd'hui, qualifier d'œuvres littéraires ces représentations dramatiques où l'auteur ne s'assujettit à aucune des règles de l'art, où la passion seule agit avec ses accessoires les plus dangereux, et où les plaies de la société nous sont montrées à découvert.

Le théâtre devait corriger les mœurs, le théâtre aujourd'hui tendrait à les corrompre.

D'ailleurs, quels succès artistiques et littéraires peut-on attendre de ces associations des auteurs et des artistes, ayant pour but principal de monopoliser le

droit au gain entre les sociétaires, et qui peuvent fermer la carrière à de nouveaux venus, à des hommes d'un grand talent, peut-être?

Les cours de littérature, les conférences publiques, les écoles des Beaux-Arts, les écoles de dessin, de peinture et autres, n'ont pu remédier à cet affaiblissement des productions de l'intelligence, affaiblissement qui tient encore à la simplification des études, bornées par certains parents aux connaissances scientifiques, indispensables à la branche industrielle qu'ils avaient en vue, comme si des études humanitaires complètes devaient empêcher leurs fils d'être jamais de bons commerçants ou de bons manufacturiers.

De là cette opinion qui a fait considérer les fortes études classiques comme des bagages inutiles dans la vie, des *impedimenta* pour les jeunes gens, que l'on voulait armer au plus vite pour soutenir la concurrence industrielle. Il ne serait pas juste, cependant, d'accuser l'industrie d'avoir amené cet affaiblissement trop réel dans la culture des lettres et des beaux-arts; il ne faut en accuser que l'intérêt ou l'ambition des parents, jaloux de faire parvenir plus tôt leurs enfants à une position lucrative.

Ne pourrait-on pas aussi en rendre quelque peu responsables les complaisances universitaires, qui avaient créé la bifurcation des études, pour faciliter aux parents la réalisation de leurs idées positives?

Les parents dont les études n'ont pas été complètes, se hâtent de débarrasser (c'est l'expression usitée) leurs enfants du grec et du latin, parce qu'ils n'ont connu eux-mêmes que les difficultés de ces deux *langues-*

mères, si utiles dans toutes les circonstances de la vie, et dont leur demi-instruction ne leur a pas permis d'apprécier les beautés.

On ne saurait dire quelles jouissances enlève à son enfant le père de famille qui interrompt un cours d'études, et quels regrets amers souvent il lui prépare! A son entrée dans la vie sociale, le jeune homme qui a reçu une bonne éducation et une instruction solide, ne cherchera pas ses distractions dans les plaisirs du monde pleins de si séduisantes illusions ; il les trouvera dans les ressources infinies de bonnes études au sein même de sa famille, dont il sera l'orgueil, dont il fera le bonheur.

Son appel sous les drapeaux qui est aujourd'hui la loi commune pour tous, il ne le considérera pas comme une charge, mais comme un devoir dont l'accomplissement lui sera d'autant plus facile, qu'il pourra encore consacrer à l'étude, les loisirs que lui laisseront les exigences du service militaire, heureux de retrouver les vieux amis d'autrefois, ses auteurs qui peuvent l'accompagner sur la terre lointaine, et rappeler à son cœur tous les beaux vers, qui expriment si bien le doux souvenir de la patrie absente.

Entré dans la vie civile, quelle que soit la profession qu'il aura embrassée, il trouvera une distraction à ses préoccupations journalières dans une société bien choisie d'hommes comme lui bien instruits, dont la conversation attrayante ne peut que perfectionner son jugement.

Ne sera t-il pas désigné d'avance aux suffrages de ses concitoyens qui, confiants dans ses aptitudes, n'hésiteront pas à lui conférer un mandat qu'il rem-

plira avec distinction, parce qu'il l'aura accepté, non par ambition, mais par le seul désir d'être utile à son pays.

Et plus tard, le souvenir des services qu'il aura rendus pendant la durée de sa carrière le suivra dans l'isolement qui se produit autour de la vieillesse, qu'il supportera facilement avec la conviction du devoir accompli.

En présence de ces avantages, pourrait-on considérer comme perdu le temps consacré aux études humanitaires en y comprenant la philosophie qui, comme l'a dit l'illustre évêque d'Orléans, en est la consécration.

Un retard de quelques années peut-il être nuisible aux bons résultats de l'instruction scientifique, à laquelle est vouée désormais l'intelligence de l'élève? Cette instruction n'en deviendra que plus efficace et plus profitable, parce qu'elle sera mieux comprise et plus approfondie.

Sont-ils restés étrangers aux études littéraires, ces savants professeurs des différentes classes des sciences qui expliquent avec tant de clarté, de méthode et de précision, des leçons, arides parfois, qu'ils savent rendre intéressantes par le charme de la parole, et dont la rédaction témoigne souvent du bienfait de l'union des lettres et de la science?

Si les études littéraires sont utiles aux professeurs, elle ne le sont pas moins aux élèves, devenus hommes, qui n'auront pas perdu le temps employé pour les compléter. Les bonnes semences germent plus vite dans un terrain bien préparé pour toute espèce de culture. On ne saurait donc trop déplorer cette indifférence qui a

été une des causes principales de nos défaillances littéraires.

Par un contraste frappant, qui ne saurait amoindrir nos regrets, l'industrie a marché de progrès en progrès.

En lui prêtant son puissant secours, la science, par ses investigations, a arraché à la nature des secrets qui semblaient impénétrables ; elle a résolu des problèmes, en apparence insolubles. Je n'ai pas à dire le succès de ses heureuses applications, particulièrement dû à l'union de la théorie et de la pratique, succès hautement manifesté à la dernière *Exposition* universelle de Paris, où il nous a été donné d'admirer une foule d'inventions et de produits remarquables, appropriés aux besoins et aux exigences des différentes classes de la société. C'était une affirmation éloquente de la puissance créatrice et fécondante du génie français.

Mais au-delà des produits de l'industrie qui sont ses titres d'honneur et ses médailles significatives, il y a comme un revers saisissant, revers par fois effacé, grâce aux ingénieuses combinaisons de la bienfaisance et de la charité, essayant de réparer le mal que cause aux ouvriers leur agglomération autour des grands établissements formés par l'association du capital, combinaisons moralisatrices, d'autant plus efficaces, qu'elles proviendront d'une source plus élevée. Les patrons qui seront imbus des principes d'une haute instruction intellectuelle et morale, par l'influence de leurs conseils mieux écoutés et mieux compris, sauront maintenir leurs ouvriers dans les principes du juste et de l'honnête, et dans la pensée de Dieu, qui est une réaction salutaire contre les labeurs journaliers, une force pour résister aux entraînements funestes.

Un de nos vieux écrivains français a dit dans le langage naïf de son temps :

« *La source et la racine de toute bonté et de toute prud'hommie, est d'avoir été de jeunesse bien instruit.* » On ne saurait donc trop désirer pour l'enfance une bonne éducation primaire, et pour la jeunesse, ces fortes études classiques, qui sont l'union des lettres et des sentiments religieux, faisant véritablement des hommes et inspirant à ceux qui sont dans la richesse toutes les fondations utiles à leurs semblables, pour les retenir dans le bien ; à ceux qui en sont dépourvus, la constance nécessaire pour suivre la voie droite, qui, si elle ne mène pas toujours à une fortune matérielle par le travail, l'ordre et l'économie, mène du moins à cette tranquilité de l'esprit et du cœur, la plus belle des fortunes.

A ces considérations sur l'utilité d'une bonne éducation et d'une instruction complète, il faut ajouter le charme de ces réminiscences classiques, toutes de vertu, de courage, de piété, de patriotisme, de grâce inimitable, d'érudition, de philosophie consolatrice, heureuses réminiscences, qui exercent une influence favorable sur la vie, rappelée ainsi à la jouissance réelle d'un trésor précieux légué par l'antiquité.

Qui n'admirerait la vertu de Lucrèce, le dévouement patriotique de Léonidas, le courage surhumain de Régulus, la piété d'Antonin, la philosophie stoïque de Marc-Aurèle, l'érudition de Pline l'Ancien ou de Varron, la grâce inimitable de Virgile ?

La véritable instruction conduit à la saine appréciation des beaux arts, et quelquefois à leur pratique glorieuse ; elle consiste dans l'examen approfondi, et

dans la connaissance, non moins utile qu'agréable, des écrivains de la Grèce et de Rome, qui ont illustré, de concert avec le marbre et l'airain, tous les hauts faits de leur époque, en s'illustrant eux-mêmes par les récits admirables qu'ils ont laissés. La littérature française n'a-t-elle pas recueilli une part de ce noble héritage ?

Dans la littérature grecque, brillent les Platon, les Aristote, les Démosthène, les Thucydide, les Homère, interprètes choisis de la philosophie, de la science, de l'éloquence, de l'histoire et de la poësie.

Dans la littérature romaine, se distinguent les Sénéque, les Pline, les Tite-Live, les Tacite, les Cicéron, les Horace, les Virgile, heureux imitateurs des illustrations de la Grèce.

La littérature française n'a-t-elle pas eu ses dignes interprètes, qui ont emprunté une partie de leurs trésors aux littératures de la Grèce et de Rome.

Quand la France est si riche de son propre fonds, et peut elle-même présenter à la génération contemporaine et aux générations à venir des modèles en tout genre, quand elle peut mettre, en regard des écrivains et des philosophes de l'antiquité les noms splendides des Racine, des Boileau, des Lafontaine, et des Corneille, des Massillon, des Fléchier des Fénélon et des Bossuet, pourquoi donc notre époque, rompant la chaîne des traditions, qui sont à la fois la base et le point de départ de tout progrès, voudrait-elle par des études tronquées se rendre inhabile à profiter de ces richesses accumulées ?

N'engage-t-il pas sa responsabilité envers la société, le père de famille qui, appartenant à la classe riche,

et même à la classe aisée, sacrifie à l'idole du jour et, ne consultant que des intérêts matériels, enlève à son fils, en avançant le terme de ses études humanitaires, la certitude d'une vie plus noblement et plus complètement remplie dans toutes les parties, qui mettent en jeu les forces de l'intelligence et du cœur ?

Toutefois ne désespérons pas de notre siècle, qui, dans ses commencements, a pu compter de brillants succès dans les lettres, dans la philosophie et dans l'histoire. Qu'il me suffise de rappeler à notre orgueil national Lamartine, Casimir Delavigne, Augustin Thierry, Cousin, Chateaubriant et autres noms illustres qui appartiennent aujourd'hui à l'histoire, et auxquels je me plais à associer celui d'un grand maître de l'Université, monsieur de Fontanes, qui, ayant reçu les encouragements de Bernardin de St-Pierre, de Marmontel, de Barthélemy, de Ducis, de Delisle, de Laharpe, aimait à encourager lui-même les jeunes littérateurs de son époque.

M. de Fontanes était recommandable par son érudition et l'indépendance de son caractère ; c'est lui qui, présidant un des premiers corps de l'Etat, et sollicité par un pouvoir absolu de participer à la justification d'un attentat politique, répondit par le silence ; éloquente et courageuse protestation qui causa sa disgrâce, le rendit à la vie privée, et à ses paisibles travaux, dont nous avons recueilli le bel héritage, avec le souvenir de ses efforts pour faire renaître et propager le goût des bonnes études, qui sont la source de tant d'inspirations généreuses.

Malgré la domination de l'industrie qui semblerait vouloir être exclusive et dont les succès cependant

sont subordonnés à la direction de l'intelligence que les études contribuent si puissamment à développer, à fortifier, ne doutons pas que la France, toujours digne du haut rang qu'elle a occupé parmi les nations les plus favorisées de l'Europe, ne se hâte de profiter des enseignements de la situation présente, et ne lègue à l'avenir les éléments féconds d'une régénération morale et intellectuelle, présagée par les plus nobles aspirations, et que Dieu, invoqué de toutes parts, peut seul réaliser dans la mesure de nos vœux.

RAPPORT

SUR LE

PRIX BOUCTOT,

Par M. le Dr BLANCHE.

MESSIEURS,

L'Académie a trop rarement l'occasion de recevoir des ouvrages consacrés à la botanique locale pour ne pas accueillir avec sympathie ceux qui lui sont adressés sur cette branche importante de l'histoire naturelle. C'est sans doute aux difficultés qu'offre leur exécution qu'il convient d'attribuer leur rareté, mais ces difficultés mêmes doivent être prises en grande considération et elles assurent à ceux qui les affrontent et qui en triomphent, la bienveillance et la reconnaissance des sociétés qui les ont provoqués. A ce titre, tout d'abord, l'ouvrage dont je vais avoir l'honneur de vous rendre compte s'impose à votre attention, j'aurais dit à votre indulgence, si cette recommandation n'était superflue pour la *Flore analytique et descriptive des*

mousses du Nord-Ouest (environs de Paris, Normandie, Bretagne, Anjou, Maine), *accompagnée d'une description des organes de la végétation et de la reproduction des mousses, avec échantillons intercalés dans le texte et deux planches lithographiées.*

Ainsi que l'indique le titre du travail, une heureuse innovation a été réalisée par son auteur : au lieu d'accompagner ses descriptions organographiques de planches dont il est toujours malaisé de contrôler l'exactitude par les préparations microscopiques parfois si difficiles à obtenir semblables sur des individus d'une même espèce, il a placé en regard de ces descriptions des échantillons-types présentant à un haut degré les particularités d'organisation qu'il signale ; c'est là un véritable perfectionnement, les échantillons naturels ayant toujours l'avantage d'offrir l'image des dispositions organiques telles qu'elles existent dans la nature et non telles que l'auteur juge à propos de les représenter pour justifier ses théories.

Les études organographiques sur la racine, la tige, les feuilles et les fleurs, en parfait accord avec les découvertes les plus récentes de la science cryptogamique, sont suivies d'une clé analytique des genres ; elle permet d'arriver sûrement et promptement à la détermination de chacun des soixante-huit genres qui composent la famille des mousses. L'auteur s'est appliqué à mettre en opposition des caractères faciles à apercevoir et dont la constatation ne nécessite pas l'emploi de grossissements considérables.

Le choix d'une classification est souvent embarrassant dans un ouvrage comme celui que j'ai l'honneur d'analyser devant vous ; ce n'est pas toujours la plus

rationnelle, la plus scientifique qu'il convient d'adopter. En théorie, une classification botanique est excellente et parfois elle est inapplicable dans une flore, parceque les modifications sur lesquelles elle est instituée sont difficiles à vérifier et entraînent à des observations qui ne peuvent être faites dans le cours d'une herborisation et qui réclament l'usage de puissants microscopes. Je sais que ce point de l'histoire des mousses a été élucidé par les botanistes les plus éminents : au XVIII^e^ siècle, Micheli (1729), le lynx de la botanique, selon l'expression de Swartz, Dillen (1741), Linné (1763), Swartz (1781), Hedwig... au XIX^e^ siècle, Bridel, Nees d'Esenbeck, Bruch et Schimper, Muller, Schimper et tant d'autres que je ne puis rappeler; parmi tous ces ouvrages recommandables, l'auteur a choisi la classification de M. W.-Ph. Schimper; je suis convaincu qu'il ne pouvait mieux faire.

Les descriptions d'une flore locale, qu'elle embrasse la totalité des végétaux d'une région ou qu'elle se restreigne à une ou plusieurs classes de plantes, doivent être conçues de telle sorte, qu'elles évitent deux écueils également fâcheux, quoique opposés; il ne faut pas qu'elles soient trop concises, car elles deviennent obscures et elles rendent les déterminations parfois impossibles; il ne faut pas non plus qu'elles soient trop longues, trop complètes, s'il est permis d'employer ici une telle qualification, car elles exposent à noyer au milieu de détails superflus les traits distinctifs, essentiels, avant tous les autres, à faire ressortir et ordinairement suffisants pour caractériser les espèces. L'auteur du travail que j'examine n'est tombé ni dans l'un ni dans l'autre de ces extrêmes; ses descrip-

tions n'ont pas l'aride sécheresse des Synopsis, elles n'ont pas non plus ces développements excessifs qu'on rencontre trop souvent dans les monographies. Elles sont méthodiques, claires, précises, et, quand un genre renferme plusieurs espèces, les caractères différentiels de chacune sont écrits en lettres italiques ; une clé dichotomique, placée à la suite du genre, a déjà signalé ces traits différentiels.

Après l'indication des caractères spécifiques viennent les mentions relatives à la fréquence ou à la rareté, à la station, à l'époque à laquelle la plante est en fructification. A ces indications générales succèdent les renseignements spéciaux aux diverses régions qu'embrasse la flore analytique : la Normandie, la Bretagne, l'Anjou, le Maine, les environs de Paris ; la part de chacune de ces zones est faite avec soin et leur rapprochement a le grand avantage de faire saisir d'un seul coup d'œil l'étendue de l'aire géographique de chaque espèce.

Une place suffisante, pour un ouvrage de cette nature, a été accordée à la synonymie, cette branche de la botanique que les modernes ont enrichie d'une façon si fâcheuse pour l'étude, si décourageante pour les commençants, si peu profitable, en général, à la science ; l'auteur se borne fréquemment à signaler le nom adopté par M. Schimper dans son traité des mousses d'Europe où il est facile de compléter les renseignements.

Telles sont, Messieurs, les qualités solides que j'ai rencontrées dans la flore des mousses du Nord-Ouest ; je n'y ai remarqué qu'une imperfection ; mon devoir est de ne pas la passer sous silence. Les noms spécifi-

ques, à partir des premières pages, sont tous écrits indisctinctement par une majuscule. L'auteur n'ignore pas, assurément, que toutes les fois que le mot qualificatif de l'espèce est un adjectif, il doit être écrit par une minuscule et que les majuscules sont réservées aux mots empruntés à des noms d'auteurs ou d'anciens groupes génériques. Cette imperfection n'entache en rien les descriptions, mais il faut la faire disparaître, quand le travail sera livré à l'impression.

Le nombre des espèces décrites dans la flore des mousses du nord-ouest est considérable, il s'élève à 358; la plupart existent dans la Normandie, et je ne sais s'il en est qui n'aient pas été signalées par M. Alph. de Brébisson, ce botaniste de première valeur, qui a étudié avec un égal succès la botanique cryptogamique et la botanique phanérogamique, et dont la science déplore la perte récente. Notre département lui-même a eu de nombreux adeptes de la science des plantes, et j'ai eu l'honneur de vous faire connaître les travaux de quelques-uns; je n'en ai pas épuisé la liste. La muscologie, en particulier, a été étudiée, dans la Seine-Inférieure, par quelques hommes éminents dont vous me permettrez de rappeler les noms : et d'abord, c'est M. Béhéré qui a consigné dans la *Muscologia rotomagensis* les résultats de ses recherches; (avant lui, personne n'avait spécialement étudié les mousses de notre département); l'abbé le Turquier de Longchamp, contemporain du précédent, qu'il consultait souvent, comme l'attestent les nombreux renseignements conservés dans la riche collection de l'auteur de la flore des environs de Rouen; M. Auguste le Prévost, que

son goût entraînait surtout vers l'étude des lichens, mais qui ne négligeait aucune des familles cryptogamiques ; Marquis, le classificateur ingénieux, le professeur distingué qui a occupé pendant vingt années la chaire de botanique attachée par l'administration municipale au jardin des plantes de la ville de Rouen. A une époque plus rapprochée de nous, mon père, qui aimait à consacrer à l'étude de la botanique les rares loisirs que lui laissait sa vie si remplie par les exigences de la profession médicale, a étudié aussi avec prédilection ces plantes charmantes qu'on appelle les mousses, et il a enrichi notre flore locale de plusieurs espèces qui n'avaient été signalées avant lui qu'en dehors de notre département. Vous vous souvenez sans doute, Messieurs, de l'impulsion qu'un savant, haut placé par le talent et par la naissance, imprima, il y a quelques années, aux études locales ; le but qu'il se proposait d'atteindre vous parut assez grand pour vous déterminer à provoquer la composition d'un catalogue des plantes cellulaires et vasculaires du département de la Seine-Inférieure. Deux membres de l'Académie furent chargés de ce travail, et vous le jugeâtes digne de paraître dans vos publications. C'était en 1864 ; depuis cette époque, la science cryptogamique locale s'est enrichie de nombreux documents, nouvelle preuve que l'étude réserve toujours d'amples moissons à ceux qui s'y livrent avec persévérance. Une Société, à laquelle vous avez tendu une main amie au moment de sa création, et que vous avez continué à honorer de votre sympathie, a dirigé aussi ses efforts vers les études locales ; sans parler des travaux importants qu'elle a publiés sur la zoologie et la géologie, elle a inséré dans

ses bulletins un travail des plus complets sur les lichens de la Normandie, par M. Malbranche, et l'un de ses membres, M. Etienne, dont les recherches incessantes ont enrichi la flore locale d'un nombre important d'espèces non encore signalées dans notre département, a fait paraître, en *exsiccata*, les mousses de la Normandie, classées d'après la méthode de M. W. Ph. Schimper. M. Etienne, après ses *exsiccata*, nous donnera-t-il, comme son collègue, M. Malbranche, l'a fait pour les lichens, un traité descriptif des mousses de la Normandie? C'est ce que l'avenir nous apprendra, et, s'il suffisait de nos vœux pour en hâter l'apparition, nous ne l'attendrions pas longtemps.

C'est à ces sources nombreuses que l'auteur de la flore analytique et descriptive des mousses du nord-ouest a puisé; il y a trouvé des renseignements précieux et il en a tiré un parti excellent. Aussi votre commission, appréciant les difficultés de l'œuvre et la façon heureuse dont elle a été conduite, a-t-elle l'honneur de vous proposer de décerner à son auteur le prix Bouctot. L'auteur de la flore analytique et descriptive des mousses du nord-ouest, est M. F. Husnot, de Cahan (Orne).

RAPPORT

SUR LE

CONCOURS GOSSIER

1873,

Par M. DE LÉPINOIS.

MESSIEURS,

L'Académie, pensant à juste raison que la critique artistique devait avoir son tour d'encouragement, a décidé que le prix Gossier serait décerné cette année à l'auteur du meilleur examen critique des ouvrages de Deshayes, de Lavallée-Poussin, de Le Barbier l'aîné et de Lemonnier, peintres rouennais du XVIII^e^ siècle et membres de l'ancienne Académie royale de peinture.

Une commission composée de MM. Hellis, Gustave Morin, Buchère, Nion et de Lépinois, a été chargée d'apprécier les titres des concurrents, et je viens, en qualité de rapporteur, vous faire connaître ses conclusions.

Un seul mémoire a été envoyé à l'Académie ; c'est un fait regrettable, mais dont on ne saurait s'étonner. Un concours de critique artistique s'adresse à des littérateurs spécialistes, qui ne feraient même rien de bon de leur instruction spéciale, si le ciel ne les avait largement doués de ce sens exquis que l'on appelle l'*oreille* chez les musiciens et que j'appellerai l'*œil* chez les peintres. S'il n'est pas absolument besoin que le critique peintre soit un Poussin et le critique musicien un Pergolèse, le premier ne doit pas ignorer le maniement du pinceau et le second le renversement des accords. Il faut surtout qu'avant de critiquer, l'un et l'autre aient beaucoup vu, beaucoup lu, beaucoup examiné, beaucoup comparé ; que le critique peintre ait longuement étudié la nature et les maîtres, et que le critique musicien ait suivi dans toutes ses évolutions le développement de l'art depuis Josquin Desprez jusqu'à Schumann ; que tous deux enfin sachent distinguer la forme convenue et éphémère qu'impose la mode du jour de cette pureté de style immaculée et éternelle qui constitue le beau ; car, pour rappeler un aphorisme que l'auteur du mémoire a emprunté à M. Thiers (salon de 1822), aphorisme qui, par parenthèse, avait passé par la bouche de bien d'autres avant de sortir de celle du futur homme d'Etat, *le goût est mobile, le beau est immuable.* C'est donc un oiseau rare qu'un bon critique d'art et ne l'apprivoise pas qui veut.

Le travail placé sous les yeux de votre commission comprend une introduction et quatre parties dont chacune se réfère à l'œuvre d'un des peintres désignés. Peut-être pourrait-on regretter une conclusion synthé-

tique ; mais le programme ne l'exigeait pas et l'abstention de l'auteur ne saurait motiver un reproche.

Le livre de M. de Chennevières sur les peintres provinciaux a fourni la donnée de l'introduction. La décentralisation de l'art aux siècles passés et l'épanouissement des artistes dans les provinces en font les frais. Certes les enseignements de quelques maîtres demeurés provinciaux et la création d'écoles de dessin et de peinture dans les grands villes purent doter certaines localités de quelques artistes de second ordre, qui maintinrent une sorte de tradition scolaire ; mais, il ne faut pas s'y tromper, tous les sujets d'élite, à bien peu d'exceptions près, dans les siècles passés comme à présent, se hâtaient de gagner Paris et s'amalgamaient, dans les ateliers en renom, aux artistes de la capitale. Je ne sache pas un peintre de mérite sorti de l'école de Descamps qui ait vécu à Rouen. Que le cachet du premier maître et le goût du terroir se soient conservés jusqu'à un certain point chez les artistes normands, champenois ou provençaux, c'est possible ; mais que l'art ait jamais été décentralisé à ce point qu'on soit forcé de reconnaître une école et même une sous-école normande, une école champenoise, une école provençale, c'est une thèse plus ingénieuse que rigoureusement juste.

Pendant longtemps on a méconnu cette vie artistique de la province, dit le mémoire, parce qu'il était de bon goût de n'admirer et de ne prôner que les produits exotiques de la littérature et des arts. Rien n'était beau que ce qui arrivait de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Italie : Poésie de Byron, prose de Goëthe, musique de Rossini, sculpture de Canova,

peinture de... Ici j'arrête notre auteur, car je crois qu'il serait fort empêché de citer un peintre anglais, italien ou allemand dont l'œuvre ait éclipsé l'art national aux yeux des amateurs et des critiques, depuis Poussin jusqu'à nos jours. Je ne parle pas des vieux maîtres de l'Italie; ils ont eu, ont et auront toujours des adorateurs, en dieux de l'Olympe qu'ils sont; mais ce n'est pas une raison pour en conclure qu'à un moment quelconque le public français se soit désintéressé des faits et gestes de l'école de peinture française.

Pour ne parler que de notre siècle, lorsqu'on s'épreignait en Angleterre des scènes familières de l'écossais Wilkie, on se pâmait d'aise en France devant l'Atala de Girodet; au portraitiste anglais Lawrence on opposait Gérard et Mme Vigée-Lebrun, et on ne se souvenait du romain Battoni que parce qu'il avait légué sa palette à David. La peinture française eut, au contraire, le privilége de n'avoir pas à lutter, comme la littérature, la musique et même la sculpture, contre un engouement d'outre Rhin. Ce qu'il fallait dire, et ce qui est vrai, c'est qu'il y a quarante ans, la folie Boucher et Watteau fit échec à l'idolâtrie David et consorts. D'après les lois du Romantisme, Vien ne pouvait plus être qu'un rapin, alors que Racine (pardon de l'épithète mal sonnante) n'était qu'un *polisson*. On eut le loisir, car la maladie fut longue, d'oublier l'école académique et de jeter par dessus bord les toiles des élèves de Descamps. L'anglomanie ne fut pour rien dans cette réaction, et si nous sommes arrivés à une heure d'apaisement relatif, c'est que tout s'use en ce monde, et qu'après les grandes crises révolutionnaires,

comme après les grands orages, il y a des moments d'accalmie où les choses de sentiment, ainsi que les objets matériels, se perçoivent mieux et se jugent plus sainement.

La figure assez peu connue du peintre Deshayes a été tout d'abord étudiée par l'auteur du mémoire, qui ne lui consacre pas moins de 120 pages. Né en 1729 d'un peintre médiocre de Rouen, Deshayes, dit *le Romain*, fit ses premières études chez Colin de Vermont, puis chez Jean Restout, neveu de Jouvenet, et il les compléta dans l'atelier de Carle Vanloo, premier peintre du Roi, où il entra en 1751, après avoir obtenu le grand prix. Vers la même époque il rencontra Boucher qui le prit en affection et lui donna quelques années plus tard sa fille en mariage. Pourquoi l'appela-t-on *le Romain*, surnom que l'on accordait en même temps au peintre Jean Dumont? Je l'ignore ; il ne fit que poser à Rome, et ses goûts ne l'entraînaient guère vers le style sévère et châtié des vieux maîtres italiens. Peut-être est-ce parce qu'il avait l'amour des grandes machines, la science des compositions dramatiques et l'audace du pinceau. C'est un point secondaire que le mémoire a pu se dispenser de relever, mais qui vient corroborer cette remarque déjà faite, à savoir : que jamais les peintres français ne se crurent plus grecs et plus romains qu'à l'époque où l'école s'éloignait le plus de la Grèce et de Rome.

Je n'accompagnerai pas l'auteur dans son voyage autour de la chambre et de l'atelier de Deshayes. Je me bornerai à le suivre dans son examen critique de deux grands tableaux du peintre : *La Visitation* et *La Prière de saint André*.

La première de ces toiles est à Saint-Ouen, dans la chapelle du transept de gauche. A demi cachée par le rétable de l'autel et perdue dans l'ombre d'une voûte, on la voit fort mal, et bien peu de personnes se doutent qu'il y ait là un tableau digne d'attirer l'attention. Le premier plan est fortement accentué en pleine ombre, on y distingue des femmes, des muletiers et un âne. La scène principale, la visite de Marie à Elisabeth, s'enlève au second plan, sur un haut perron, entre ciel et terre, éclairée par une lumière tamisée qu'un groupe d'anges, émergeant des nuages, semble lui jeter avec discrétion. Cette composition suggère à notre critique trois observations : d'abord, dit-il, l'éclairage tombant à plomb du ciel paraît être un parti pris chez Deshayes, qui en fait usage dans presque tous ses tableaux de sainteté; puis, l'influence de la méthode de l'italien Benedette Castiglione pour l'arrangement des premiers plans, méthode baptisée du nom de *genre caravane*, est visible dans ce tableau exécuté cependant avant le départ de Deshayes pour Rome ; enfin le cachet de l'école de Vanloo et de Boucher se reconnaît dans les figures, notamment dans celle de la sainte Vierge. Ces observations sont justes, mais, sauf la seconde, elles n'ont rien de particulier à Deshayes. La trouée flamboyante d'où les anges versent sur le martyr des torrents de lumière et des pluies de palmes, est en peinture un pont-neuf cosmopolite ; quant aux vierges genre Vanloo et Boucher, on les trouve chez tous les élèves directs ou indirects de ces maîtres. L'imitation de Benedette Castiglione est plus personnelle à Deshayes, car ses contemporains s'en apercevaient, et Mariette en fait mention dans son *abecedario*. Brosseur énergique et doué d'une imagina-

tion des plus fécondes, il aimait à peupler ses premiers plans de bêtes et gens de service prenant à l'action principale une part indirecte et servant de repoussoir aux vrais acteurs relégués au second plan. C'était chez Deshayes affaire de tempérament, et l'exemple des Vénitiens pouvait l'encourager dans cette voie. Il n'est donc pas étonnant que le genre fantaisiste de Benedette Castiglione lui plût, et je ne l'en blâme pas ontre mesure, parce qu'il sut, sinon peindre mieux que ce maître, du moins contenir plus strictement que lui ses comparses dans le rôle modeste qui leur incombait. L'auteur du mémoire s'en tient à ces trois remarques; il aurait pu ajouter que, malgré le convenu de la couleur et la manière des poses, la scène de la Visitation n'est pas sans charme, que l'ensemble a de la grandeur et que l'exécution accuse une sûreté de main fort extraordinaire dans un peintre de vingt-quatre ans.

Deshayes fit à Rome, vers 1756, les trois saint André que possède aujourd'hui le musée de Rouen. Cette trilogie religieuse qui se compose de la prière, du martyre et de l'ensevelissement du saint, eut un grand succès et mérita à son auteur le nom de peintre de saint André. La plus belle de ces toiles est *la Prière*, que le public peut admirer au plafond du palier servant de vestibule au Musée. « Dépouillé « de ses vêtements, le saint élève les bras et les « regards vers le séjour céleste; un bourreau le sou- « tient par derrière et veut le contraindre à se tourner « du côté de la statue de Jupiter que lui montre un « prêtre païen. » Au premier plan, selon son usage, Deshayes fait sortir d'un trou deux tourmenteurs qui préparent les instruments du supplice, tandis

qu'au ciel un ange aux ailes déployées, montre au saint martyr une palme et une couronne de roses.

Ce tableau allume chez l'auteur du mémoire un enthousiasme presque lyrique. « Quelle belle toile ! « s'écrie-t-il ; quelle composition large et pathétique, « quelle pantomime fière et ressentie ! Comme la « lumière arrive à flots sur le martyr !.... La pose « d'André est pleine de mouvement et de vie. N'était « la tête, qui, renversée en arrière, montre surtout la « barbe en dégageant le cou, on pourrait dire que le « saint André est parfait. Ses mains, dessinées si sa- « vamment en même temps que si audacieusement, « concourent à l'expression générale.... Le torse est « nu; sous les puissantes effluves de lumière qui lui « arrivent d'en haut, chaque muscle, chaque partie « anatomique s'accuse et se détache. Comme on voit « bien là le Deshayes anatomiste ; comme on devine les « études préparatoires ; comme on pressent les innom- « brables dessins que nous révèlera le catalogue du « cabinet du peintre rouennais ! Surtout, comme on est « face à face avec cette vertu prédominante du génie « de Deshays, la passion et l'enthousiasme ! L'art vit « de hautes pensées et de nobles passions, a dit « M. Ingres. Du caractère, de la chaleur ! on ne meurt « pas de chaud, mais on meurt de froid. »

Ingres le puriste, le florentin, dont les toiles ont plus de caractère que de chaleur, songeait-il à Deshayes et à l'école de Vanloo et de Boucher, lorsqu'il écrivait cette phrase caniculaire ? J'en douterais. Faire du peintre rouennais une sorte de Michel-Ange, n'est-ce pas pas forcer un peu la note ? Je le crains. Oui, la prière de saint André est une belle œuvre ;

toutes les qualités de Deshayes : la grandeur de la composition, la hardiesse du pinceau, l'heureuse distribution de la lumière s'y rencontrent ; oui, la poitrine et les mains du saint martyr sont savamment dessinées et chaudement peintes ; oui, les premiers plans sont très bien traités ; j'accorderai même qu'il s'y trouve une tête de chien dont Snyders serait jaloux ; mais à côté de ces beautés incontestables, il y a des défaillances. Sans parler du prêtre, sorte de grotesque à demi perdu à l'arrière plan, dans des tons faux et sales, l'ange qui a sa part des approbations de l'auteur du mémoire n'est pas d'une bonne couleur, et M. Ingres trouverait peut-être à redire au dessin de ses bras boursouflés.

Notre auteur poursuivant sa course à travers les œuvres de Deshayes, donne textuellement les opinions des critiques contemporains sur le peintre de saint André, et constate que chaque exposition de peinture grandissait sa réputation. C'est ainsi qu'on lit dans le *Mercure* de septembre 1763, cette phrase après laquelle il faut tirer l'échelle : « S'il était permis dans « un ouvrage de critique de se servir d'expressions et « de figures poétiques, nous dirions avec beaucoup de « justesse, en parlant de M. Deshayes, que nous al- « lons célébrer le soleil levant de l'Ecole française. » L'hyperbole est un peu forte, et j'ajoute que l'auteur du mémoire ne l'accepte pas. Il est cependant certain qu'à cette époque de décadence, Deshayes, âgé de trente-quatre ans, avait déjà donné et promettait beaucoup.

Cette revue contemporaine serait plus intéressante si elle pouvait être complétée par l'étude des tableaux eux-mêmes. Mais, dispersés ou perdus, ils ont

échappé aux regards curieux des critiques modernes. Il est cependant une toile dont notre auteur aurait pu parler en connaissance de cause, puisqu'il a été la voir dans la sacristie de la cathédrale de Versailles ; c'est la *Vision de saint Jérôme* qui figura à l'exposition posthume des œuvres du peintre rouennais, au mois de septembre 1765. Au lieu de substituer à son appréciation personnelle le jugement alambiqué de Diderot, il aurait pu nous dire que le saint Jérôme qui, par parenthèse, n'est ni *vieux*, ni *crasseux*, ni *enfumé*, comme il apparaissait au célèbre critique, se distingue par un dessin excellent, une couleur harmonieuse sinon puissante, une exécution moins risquée que de coutume, mais suffisamment large, et un sentiment mélangé d'extase, de surprise et de crainte qui est bien dans la vérité de la situation.—Quant à la *vigueur*, à l'*expression*, à la *beauté* de l'ange, que louait tant Diderot, notre auteur aurait pu concéder la beauté, mais non l'expression que, pour ma part, je trouve parfaitement fausse. Ce bel ange, aux traits féminins, qui enfle si délicatement sa joue rose en enbouchant une mignonne trompette, a plutôt l'air de chanter un épithalame à l'oreille du vieux solitaire de Bethléem, qu'un dithyrambe sur les fins dernières de l'homme. Qu'il y a loin de cet ange à celui de Sigalon ! Cette critique n'empêche pas le saint Jérôme de Deshayes d'être une toile de grand caractère, comme l'a écrit justement M. Jal.

L'auteur du mémoire termine son article sur Deshayes par le feu d'artifice littéraire que Diderot tira sur la tombe de ce peintre en 1765. Votre Commission, Messieurs, serait d'avis d'en supprimer quelques fusées.

Deshayes eut plusieurs parties d'un grand artiste : une véritable richesse d'imagination, le sentiment de l'effet, l'exécution puissante quoique décorative ; comme coloriste, il tomba souvent dans le rouge pour les carnations de ses groupes principaux, et dans une sorte de ton jaunâtre et verdâtre désagréable dans ses seconds plans et ses fonds ; comme dessinateur, il avait fait des études remarquables et qu'il sut appliquer fréquemment avec une grande habileté. Mais ses types sont communs, et voué, comme tous les peintres de son temps, aux raccourcis et aux poses convulsionnées, il n'a pas toujours affronté impunément ces périls volontaires ; plus d'une fois sa science anatomique échoua devant des difficultés qu'un moins audacieux eut sagement évitées. En résumé, il manqua à Deshayes, qui n'avait pas en lui-même l'étoffe d'un réformateur, de vivre cent ans plus tôt ou trente ans plus tard : élève de Vouet ou de Vien, il eut probablement été un des grands peintres de l'École française.

Notre auteur s'étend moins sur Lavallée-Poussin, peintre dont la vie n'eût rien de bien saillant et qui peignit honnêtement, mais peu.

Cet artiste, élève de Descamps et grand prix de Rome en 1757, figure dans notre salon des Rouennais pour une toile de chevalet représentant la multiplication de l'huile, miracle du prophète Élisée. C'est un joli tableau de genre dans lequel on remarque des dames-Jeanne très habilement rendues ; mais de miracle, c'est-à-dire de scène inspirée, religieuse, dramatique, il n'y en a pas plus que dans un intérieur de cuisine de Kalf. Ce tableau a d'ailleurs des qualités tranquilles qui n'étaient pas dans les allures des

peintres du temps; la composition est simple, la couleur fraîche, le dessin correct, la touche facile. Le Mémoire a sagement apprécié cette œuvre. Il envisage ensuite l'artiste sous un point de vue sinon nouveau du moins peu connu, celui du dessinateur de vignettes. Lavallée-Poussin fit à Rouen en 1764 une suite de douze estampes représentant, avec force accessoires mythologiques, diverses scènes de la vie menée en Italie par son ami Watelet et Mme Le-comte, leur compagne de voyage. « Rien, en effet, « dit notre auteur, de fin, de spirituel et de délica-« tement compris et exécuté comme ces dessins. « Ils mériteraient une étude spéciale; sans vouloir, « sans pouvoir l'entreprendre, nous allons nous en « servir pour apprécier à notre aise les deux talents « prédominants de Lavallée, la finesse et la grâce. » Cette étude l'auteur la fait très-minutieusement même, et il met son lecteur en goût de parcourir ce charmant recueil qui se recommande, en outre, par des poésies italiennes de Louis Subleyras, fils du peintre provençal Pierre Subleyras et de la miniaturiste Maria-Felice Tibaldi. Lavallée-Poussin exécuta aussi à Rome deux grandes toiles : le *Retour du jeune Tobie*, qui fut son tableau de réception à l'Académie en 1789, et une *Adoration des bergers*, commandée par l'évêque de Montauban. Mais l'auteur du Mémoire qui n'a pu voir ces deux tableaux se borne à rappeler les appréciations assez contradictoires qu'en firent les critiques contemporains. Ce mince bagage artistique est complété par deux dessins à la plume lavés de bistre qui sont conservés *dans les greniers du Louvre*, et quelques autres pages du même genre ap-

partenant à MM. de Chennevières et Peignon-Dijonval. Le vrai mérite de la Vallée paraît concentré dans ses dessins. M. de Chennevières dont on connaît le jugement sûr, n'a pas hésité à dire, dans les *Peintres Provinciaux* « les dessins de Lavallée-Poussin sont fort « beaux de caractère, pleins de sentiment et le « rendent vraiment digne du nom superbe qu'il « portait. » L'auteur du Mémoire n'avait pas à modifier cette opinion.

La tâche était moins facile à l'égard du peintre Le Barbier. Comment appliquer un tant soit peu de baume sur les plaies d'un artiste dont la critique moderne a fait son bouc émissaire et duquel un loustic du dernier siècle a écrit:

> De Barbier, de Callet on dira même chose,
> L'un a fait rose et blanc, l'autre a fait blanc et rose ?

Cependant, avoir un faible pour le blanc et le rose, ce n'est pas un grand crime. Qu'en pensent les enfants, les jeunes filles, les amours et les anges? Or, c'est à cette clientèle éthérée que Le Barbier adressait volontiers ses hommages. Chaplui n'en fait pas d'autres aujourd'hui, et personne ne songe à blâmer son blanc et son rose.

D'ailleurs, Le Barbier, élève de Descamps, lauréat de l'Ecole de peinture de Rouen en 1756, agréé de l'Académie royale en 1785, mort en 1826, à quatre-vingt-cinq ans, après d'immenses travaux, ne fit pas toujours blanc et rose, et je pourrais ajouter que son long pélerinage d'artiste, semé de triomphes et de revers, ne fut pas d'un bout à l'autre tout blanc et tout rose.

Quoiqu'en dise la critique grincheuse, ce Nestor du dessin et de la peinture dont j'ai appris, dans mon enfance, à révérer le talent et la personne, a laissé une belle page, *Jeanne Hachette au siége de Beauvais*. Ce grand tableau, placé dans la salle principale de l'Hôtel-de-Ville de Beauvais, où je l'ai admiré plus d'une fois, a des qualités indéniables ; tout d'abord un grand air ; un heureux arrangement des nombreux personnages qui concourent à l'action ; de l'énergie, de la passion dans le groupe des femmes de Beauvais que Jeanne Hachette domine, le drapeau bourguignon à la main ; un dessin irréprochable et une couleur brillante et très harmonieuse. On n'y trouve pas, il est vrai, la fougue de pinceau de Deshayes et la débauche de couleur des ultra-romantiques, mais la raideur pédantesque de la queue de David ne s'y montre pas non plus. L'auteur du mémoire analyse très minutieusement cette belle œuvre, à laquelle il accorde de justes éloges, quoiqu'il la trouve un peu trop académique pour son goût. Quant au crime de lèze-couleur locale commis par Le Barbier : vêtements, cuirasses, canon, drapeau rajeunis de quelque cent ans, le grand seizième siècle italien lui-même n'en était pas à ça près, et ses peintures ne s'en portent pas plus mal.

Beaucoup d'autres toiles de Le Barbier sont examinées dans le mémoire, les unes *de visu*, comme *le Premier homme et la première femme* et *le Sommeil de Jupiter*, les autres, aujourd'hui disparues, d'après les critiques des contemporains. Parmi les remarques judicieuses de notre auteur à l'occasion des ouvrages de Le Barbier, il en est une que j'ai souvent faite moi-même : c'est qu'à mesure qu'il avançait en âge, le

dessin de ses grands tableaux, qui n'avait jamais été bien osé ni bien gras, s'appauvrissait et s'amenuisait étrangement. L'explication est toute naturelle, lorsque l'on se rappelle que chez cet artiste, le peintre était doublé du vignettiste, que dis-je, étouffé par le vignettiste. Cette révélation eût bien étonné Le Barbier, qui se croyait né surtout pour peindre l'histoire, qui fit, pendant cinquante ans, tout ce qu'il put pour le persuader au public et qui y réussit quelquefois.

En effet, ce qui restera de Le Barbier, à part deux ou trois toiles sur cinquante, ce sont ses vignettes et ses dessins. Les illustrations dont il a enrichi Rousseau, Thompson, Gessner, Ovide, Delille, etc, accusent une habileté de main peu commune, et une imagination des plus fertiles. Dès son début dans ce genre, la critique le considéra comme un émule d'Eisen et de Moreau le jeune, et l'auteur du mémoire a bien fait de rappeler ce passage du Véridique au salon de 1783 : « Dans l'art des vignettes, nul avant lui n'a été plus « piquant d'effet. Ses compositions ne peuvent être « plus ingénieuses, et il ne nous paraît pas que la touche légère et spirituelle de M. Moreau doive « être plus estimée que les formes fines de M. Le « Barbier. » Ses nombreux dessins au crayon noir et blanc, sur papier teinté, ou à la plume, rehaussés de bistre, ont aussi une valeur incontestable. Son trait est pur et élégant, et, chose étrange ! cet artiste qui fut rarement heureux en peinture dans les sujets compliqués de nombreux personnages, agençait à merveille les groupes qu'il introduisait dans ses dessins. « Pas « un dessinateur, dit notre auteur, n'a mieux posé « les génies et les enfants. Pas un, une fois le genre

« admis, n'a excellé comme lui à représenter la jeu-
« nesse, le printemps, les grâces, les nymphes et les
« jeux des satyres. Pas un ne savait asseoir plus aima-
« blement les muses gaies et les dieux légers. Sur les
« routes où passaient tous ces personnages de la fable,
« s'il jetait trop de roses et de lilas, c'est que la mode
« du jour l'y entraînait ; il savait, d'ailleurs, quand il
« crayonnait ses paysages, devenir plus simple, plus
« sobre et plus énergique à la fois. » En dégageant cette appréciation d'un trop plein d'enthousiasme qui mettrait Le Barbier au-dessus de l'Albane, il reste la justice envers un artiste auquel on l'a systématiquement refusée de nos jours.

L'auteur du mémoire n'a eu garde d'oublier un côté saillant du talent de Le Barbier, celui de l'écrivain didactique, et il a eu raison, car le peintre rouennais se distinguait d'un grand nombre de ses confrères par une instruction historique et esthétique des plus complètes. La lecture qu'il fit à la Société philotechnique le 20 pluviôse an IX de son étude sur les causes physiques et morales qui ont déterminé les progrès de la peinture et de la sculpture chez les Grecs, est restée longtemps dans la mémoire de ceux qui l'entendirent comme le manifeste le mieux accentué de l'école académique dont Vien fut l'illustre promoteur.

La quatrième partie du mémoire est consacrée à Lemonnier. Au début, l'auteur manifeste son embarras d'avoir à aborder un sujet déjà traité à fond dans une notice lue à la séance publique de l'Académie en 1870. Cependant le programme étant impérieux, il a fallu en passer par ses exigences. Le mémoire analyse donc une à une toutes les peintures de Lemonnier, en

s'étendant sur les plus importantes telles que *La Peste de Milan*, *La Mission des Apôtres*, *La Présentation*, *L'Allégorie du Commerce*. Il aurait pu consacrer quelques lignes de plus à l'examen critique du *Louis XVI recevant la Chambre de Commerce*, œuvre d'une exécution parfaite. Sauf sur quelques points de détail, les conclusions du mémoire sont identiques, quant au mérite de Lemonnier, à celles de la notice de 1870.

Etait-ce bien tout ce que demandait l'Académie, et lorsqu'elle inscrivait Lemonnier parmi les peintres dont les œuvres devaient faire l'objet de l'examen critique mis au concours, n'indiquait-elle pas par là même qu'il restait quelque chose à dire de cet artiste ?

L'auteur de la notice de 1870 n'avait eu qu'un but : poursuivre la réhabilitation d'un peintre injustement oublié, et il lui suffisait pour cela d'attirer sur ses belles peintures l'attention des amis des arts. Mais il restait à envisager et à apprécier Lemonnier au point de vue du dessinateur ; c'était la partie vraiment neuve du travail imposé par l'Académie. L'artiste distingué auquel la France doit la *Peste de Milan* était, en effet, un excellent dessinateur et il a laissé en ce genre des cartons remplis de pages magistrales. Je ne sais s'il en existe au musée du Louvre, mais notre musée de Rouen en possède un certain nombre des plus remarquables ; la famille du peintre rouennais en conserve aussi une grande quantité, et notre confrère M. Henri Lemonnier se fût certainement fait un plaisir d'aider de tout son pouvoir aux recherches du critique qui s'occupait de son aïeul. Je le répète, il y avait là une mine inexplorée, et je regrette que notre

auteur qui n'a pas négligé les crayons de Deshayes, de Lavallée-Poussin et de Le Barbier, ait oublié Lemonnier, dessinateur. Son travail déjà fort riche y eût gagné quelques feuillets intéressants de plus ; or, ce qui abonde en ce genre ne vicie pas.

Cette analyse sommaire, quoique bien longue, du mémoire soumis à notre appréciation suffit, Messieurs, pour vous donner une idée de son importance. Il me reste à vous faire connaître le sentiment de la commission sur sa valeur critique et littéraire.

La première impression que l'on éprouve en parcourant ce travail qui ne comprend pas moins de quatre cent trente-huit pages d'une écriture serrée, c'est un véritable étonnement à la pensée des recherches biographiques et bibliographiques immenses auquel l'auteur a dû se livrer avant de prendre la plume. Mis en présence d'artistes relégués au second plan et dont la vie, sauf celle de Lemonnier, était un mystère que personne n'avait songé à pénétrer, il n'a pas reculé devant la tâche laborieuse de faire une biographie complète de chacun d'eux. Il n'a épargné dans ce but ni pas ni démarches : voyages à Paris, à Versailles, à Beauvais, à Lisieux, ailleurs peut-être; fouilles réitérées dans les musées, dans les collections particulières, au cabinet des Estampes et jusque dans les greniers du Louvre; extraits d'ouvrages esthétiques et critiques, appréciations contemporaines, livrets des salons, traditions, souvenirs de famille, correspondance privée, il n'a rien négligé de ce qui pouvait jeter le moindre filet de lumière sur les visages qu'il avait à peindre. Aussi, nous a-t-il donné leurs portraits vivants. Les œuvres de ces peintres sont passées au

même laminoir ; chaque tableau, chaque dessin a sa biographie et l'on suit le pinceau de l'artiste depuis les bancs de l'école jusqu'à la dernière palette. Un tel ouvrage abonde en révélations curieuses sur l'art et la critique du XVIII^e^ siècle. Aussi, l'un de nous, tout en réservant son opinion sur le côté critique du mémoire, déclarait-il bien haut qu'il lui devait la connaissance de beaucoup de choses. En remontrer aussi délicatement à ses juges n'est-ce pas mieux que les faire rire? Aussi, la cause est-elle gagnée; seulement .. vous souvient-il, Messieurs, d'une pièce de théâtre intitulée les *Faux Bons-Hommes*? On y rencontre un certain Bassecour, qui possède au suprême degré l'art d'écraser, au moyen d'un *seulement* perfide, la personne dont il vient de faire l'éloge le plus merveilleux dans la première période de sa phrase. Que notre auteur se rassure, mon *seulement* ne couve pas une telle trahison et les réserves que j'ai à formuler ne sont pas bien méchantes.

Seulement, donc, il a paru à votre commission que le mémoire soumis à son examen était l'œuvre d'un homme instruit, travailleur, cherchant le beau et sincèrement enthousiaste, mais incomplètement préparé par ses études antérieures à la critique artistique. Ses jugements ne sont pas indiscutables, et le cœur le guidant plus que la tête, il quitte quelquefois le rôle de juge pour se faire panégyriste. Quelquefois encore, sa critique a trop de complaisance pour les aristarques du XVIII^e^ siècle. Il oublie que peintres et écrivains de l'époque de Louis XV appartenaient à la décadence et que le verbe incisif de Diderot, lui-même, ne l'a pas toujours sauvé des erreurs de goût communes à ses contemporains.

Le style du mémoire n'est pas non plus exempt de reproche ; quelques parties sont pénibles à lire, et le désir d'être ultra-complet a entraîné l'auteur dans des digressions trop multipliées. Il semblerait que les trois années de délai accordées par l'Académie aient été épuisées à rassembler et à combiner les matériaux, tant la rédaction paraît se ressentir de la dernière heure.

Telles sont nos critiques : l'expérience fera justice des premières, une simple lecture mettra les autres à néant.

En résumé, le mémoire présenté à l'Académie a des qualités assez sérieuses pour se faire pardonner quelques erreurs, et votre commission a été unanimement d'avis d'accorder à son auteur le prix Gossier.

J'ajouterai, Messieurs, que les conclusions de ce rapport ont été adoptées par l'Académie et que l'auteur du mémoire couronné qui porte un nom justement aimé et honoré dans cette ville et deux fois cher à notre compagnie, est M. Samuel Frère, avocat à la cour d'appel.

RAPPORT

SUR LE

PRIX DUMANOIR

PAR M. PAUL ALLARD.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport de la commission chargée de décerner le prix fondé par M. Dumanoir en faveur des actions vertueuses.

Depuis bien des années les Académies, à Paris et en province, ont reçu, de généreux donateurs, le privilége si noble et si doux que vous êtes appelés à exercer aujourd'hui. On a souvent critiqué cette attribution donnée à des sociétés qui, par essence, semblent vouées exclusivement aux travaux scientifiques ou littéraires. Quoi de plus naturel, cependant, et, aujourd'hui surtout, quoi de mieux approprié à notre mission ? Le

temps est passé, Messieurs, où l'on pouvait faire, en toute sûreté de conscience, de l'art pour l'art et de la littérature dans un but uniquement littéraire. Aujourd'hui, nous sentons tous qu'il nous est demandé quelque chose de plus. Notre pays souffre, et se hâte péniblement vers une régénération nécessaire. Chacun de nous y doit contribuer dans la mesure de ses forces. Historiens, c'est les yeux fixés sur ses besoins actuels que nous devons étudier les siècles écoulés. Artistes, c'est dans le but de relever son âme vers l'idéal que nous devons cultiver les diverses formes du beau. Savants et littérateurs, c'est en pensant à lui plus qu'à nous que nous devons rechercher, pour les répandre, les idées vraies, justes, aimables et généreuses. Mais en même temps, au milieu de nos études fécondées par cette pensée patriotique, nous devons être les premiers à reconnaître que les théories, si vraies et si pures qu'elles soient, feront peu pour relever les âmes et restaurer le pays, si la vertu, cette force vivante, qui est comme le sel de la terre, ne vient s'y mêler. Nous remercions M. Dumanoir de nous avoir imposé, à nous Académie vouée à la culture des lettres, des sciences et des arts, le devoir de venir, une fois chaque année, abaisser nos études, nos recherches, nos créations, aux pieds de quelque modeste homme de bien ou de quelque courageuse fille, qui n'a peut-être ni lettres, ni sciences, ni arts, mais qui, en servant Dieu et les pauvres, a bien mérité de la patrie.

Elle ne s'est peut-être jamais demandé ce que c'est que la vertu, la pieuse fille dont nous devons aujourd'hui raconter la vie : elle n'a, certes, pas eu le temps de se préoccuper de théories, et, depuis son plus jeune

âge, toutes ses pensées ont dû être tournées vers la pratique. Son existence a été une action continuelle, c'est-à-dire un continuel dévouement. Bien qu'elle soit née dans un milieu qui n'était pas complètement illettré, je ne crois pas que sa bibliothèque ait été nombreuse, et qu'elle ait jamais ouvert beaucoup de livres : elle n'en aurait pas eu le loisir; mais je sais qu'elle a ouvert l'Evangile, qu'elle l'a lu avec son cœur et avec sa foi, et qu'elle y a puisé ces vertus agissantes, désintéressées, promptes à l'immolation, saintement éprises du sacrifice, qui font honte à la mollesse de nos vies, et qu'il nous est plus aisé de couronner que d'imiter.

Mlle *Thérèse-Emélie Dubouchet* est née en 1810 : les glorieux hasards des guerres du premier empire fixèrent sa naissance loin de sa véritable patrie. Elle vit le jour à Wesel, en Westphalie, où son père, sous-lieutenant et maître de musique, était en garnison. Elle eut treize frères et sœurs, dont deux seulement étaient nés avant elle. Toute enfant, Thérèse Dubouchet connut, sinon la misère, du moins cette vie étroite et gênée contre laquelle il faut lutter chaque jour à force de courage, de sacrifices, d'ingénieuse économie. Dans un modeste ménage comme celui où vivait Thérèse, une sœur aînée est vite appelée à remplir les devoirs et à partager l'autorité de la mère. Le soin de ses petits frères et sœurs lui est presque entièrement abandonné : elle devient, tout-à-la fois, leur servante et leur institutrice. Mlle Dubouchet comprit et accepta courageusement ce double rôle. C'était elle qui fabriquait et qui raccommodait les vêtements de la famille, c'était elle qui apprenait aux plus petits à dire leurs

prières, à réciter leur catéchisme, à lire et à écrire. Elle faisait tout cela avec simplicité et bonne grâce, n'oubliant personne, et s'oubliant si bien elle-même, qu'à l'âge de vingt ans, au moment où son père, mis à la retraite, vint se fixer à Yvetot, Thérèse Dubouchet n'avait pas encore eu le temps d'apprendre un état.

Personne, à Yvetot, n'a oublié ce petit vieillard sec, droit, mêlant une roideur militaire à une extrême vivacité d'allures, et portant avec une dignité modeste, sur un habit quelquefois râpé, la croix de la Légion-d'Honneur. Le sous-lieutenant Dubouchet, qui n'avait d'autre fortune que sa pension de retraite, vivait en donnant des leçons de musique : il avait, à un degré extrême, l'amour de son art, et il sut l'inspirer à plusieurs de ses enfants, dont il fit d'excellents musiciens. La musique fut ainsi le gagne-pain de toute cette famille. Pendant que ses frères et sœurs donnaient ou se préparaient à donner des leçons, Thérèse restait à la maison, et continuait, près de tous les siens, ce rôle de servante que, toute petite, elle avait commencé à remplir. Qui dira ce qu'elle a dépensé de courage caché, d'héroïsme silencieux, pour adoucir des privations inévitables, multiplier de faibles ressources, ennoblir une humble situation, et empêcher la gêne d'envahir le foyer musical du vieil officier ! Thérèse accepta cette tâche sans murmurer, avec le courage serein et joyeux des grandes âmes. A la voir active, prévenante, et toujours en mouvement, personne ne se fût douté qu'une lutte douloureuse se livrait dans son cœur, et qu'elle devait mêler, aux petits sacrifices quotidiens qui formaient comme le fond même de la vie, l'immolation d'un plus grand sacrifice. Une pensée dominante

était entrée dans ce cœur généreux : elle se sentait, nous écrit-on, appelée à la vie religieuse, et vivement sollicitée de se donner toute entière à Dieu. Elle résista à ce puissant attrait : son devoir la retenait à la maison. Mais elle essaya de tromper son désir en s'imposant, dans Yvetot, la mission extérieure d'une sœur de charité. Au soin des siens, elle mêla celui des malades et des pauvres. La vénération publique l'a récompensée en lui donnant le nom que par devoir elle avait refusé de prendre. Interrogez un habitant d'Yvetot, et demandez-lui s'il connaît M^lle^ Dubouchet : il vous répondra ce qui me fut répondu à moi-même : « Qui ne connaît ici *la sœur Thérèse*? »

Quand elle eût pris le parti de rester dans le monde, M^lle^ Dubouchet dût chercher un emploi qui, en lui permettant de rendre à sa famille les soins accoutumés, lui donnât en même temps les moyens de gagner pour les siens un peu d'argent. Elle obtint d'être employée dans une honorable maison de commerce d'Yvetot. Je n'ai pas besoin de dire ce qu'elle fit de ses gains : son salaire alla grossir la pension de retraite et le produit des leçons de son père. Cependant, M^lle^ Dubouchet avait besoin d'argent pour elle-même, c'est-à-dire pour ses pauvres. Elle réussit à en trouver. Elle s'imposa quelques travaux supplémentaires, qui lui donnaient de légers profits. Puis elle préleva sur ses repas la part de ceux auxquels manquait le nécessaire. Enfin elle ne craignit pas d'aller demander à de plus riches qu'elle le complément de ses aumônes : elle se fit mendiante pour ses pauvres, mendiante toujours heureuse, je n'ai pas besoin de le dire : qui eût voulu refuser quelque chose à son active charité?

Nous n'essaierons pas d'énumérer les pauvres qu'elle a secourus, les malheureux qu'elle a consolés, les malades dont elle a soutenu l'agonie par de douces paroles : Dieu seul sait leurs noms, dirons-nous avec une antique inscription des catacombes, *quorum nomina Deus scit.* La reconnaissance publique a retenu, cependant, quelques épisodes dont nous trouvons l'indication dans les notes qui nous ont été transmises.

Thérèse avait compris tout ce qu'exige de tact, de pieuse industrie, d'exquise délicatesse, la divine vertu de la charité. Si elle soulageait les maux du corps, elle savait en même temps consoler l'âme souffrante, deviner une peine, écarter une inquiétude, donner un peu de douceur aux derniers moments d'un infirme. Un jour, elle rencontre une vieille fille, M^lle^ Durieu, à qui l'âge et les infirmités avaient troublé la raison. M^lle^ Durieu avait soixante-dix ans ; elle avait connu des jours meilleurs. Thérèse vit de suite ce qu'offrait de délicat l'assistance d'une pareille infortune. Non-seulement elle prélève chaque jour, pour la septuagénaire, le superflu de son frugal repas, non-seulement elle va quêter de maison en maison pour sa protégée : mais elle devine la plus grande peine de celle-ci. M^lle^ Durieu redoutait par dessus tout de mourir à l'hospice. Grâce à Thérèse, elle put conserver l'indépendance à laquelle elle était habituée : elle continua jusqu'à son dernier jour à aimer la chambrette dans laquelle la maladie la retenait, chambrette que chaque jour Thérèse venait ranger, épousseter, nettoyer, lui assurant le seul luxe et la seule grâce auxquels pût prétendre le logis de la pauvre infirme, le luxe et la grâce d'une sévère propreté.

Après Mlle Durieu, une famille Marcotte, composée du père, de la mère et de deux enfants, devint l'objet de la charité de Mlle Dubouchet. Le père, atteint d'une maladie chronique, demeura pendant trois ou quatre ans sans pouvoir travailler : pendant trois ou quatre ans la famille se trouva privée de son unique ressource. Thérèse parvint à la faire vivre : elle quêtait pour ses protégés, et venait, de temps en temps, apporter à l'ouvrier malade les aumônes qu'elle avait recueillies : elle lui apportait en même temps, nous écrit-on, de douces paroles, ces paroles qui donnent à l'aumône son complément, parce qu'au secours matériel elles ajoutent un présent infiniment plus précieux, et dont le malheureux sent d'instinct la valeur, le don de l'âme elle-même. C'est là le trait distinctif de Thérèse : elle fut, elle est encore un de ces apôtres de la charité qui savent, selon le mot du prophète, « répandre leur âme sur ceux qui ont faim, et remplir d'eux-mêmes l'âme affligée. »

Le prophète ajoute, dans l'éclatant et doux langage de la poésie orientale : « Celui qui aura fait cela sera comme un jardin fraîchement arrosé, et comme une source vive, dont les eaux ne manqueront jamais. » Cette prédiction se réalisa pour Thérèse : elle ne vit jamais tarir les sources qui alimentaient ses aumônes : sans fortune elle-même, et sans autre ressource que son travail quotidien, elle trouva toujours les moyens de secourir ses pauvres. Après la famille Marcotte, c'est une fille Decaux, tisserande, atteinte d'une maladie pulmonaire, qu'elle soigne et réussit à faire vivre pendant dix-huit mois ; c'est une famille réduite à la misère par un incendie qu'elle assiste pendant

six mois, non pas à Yvetot, mais dans une paroisse voisine ; c'est une femme Rousseau, mère de quatre enfants en bas-âge, dont elle parvient à soulager l'extrême indigence : non-seulement elle apporte dans cette pauvre maison un peu de nourriture et d'argent, mais elle prend sur ses journées, ou, plus probablement, sur ses nuits, le temps de fabriquer elle-même des paillasses pour les petits enfants, qui couchaient sur la terre nue : grâce à elle, chacun d'eux reçoit une couche propre et modeste, sur laquelle il pourra dormir d'un bon sommeil.

Thérèse ne se contentait pas d'assurer le sommeil des petits enfants : il est une autre œuvre de miséricorde corporelle, la plus pénible et la plus répugnante de toutes, qu'elle aimait à remplir dans les maisons pauvres. Elle accourait auprès des mourants, et, quand l'âme immortelle s'était envolée, elle disposait la dépouille terrestre pour le dernier sommeil. On nous raconte à ce sujet un trait touchant. Une personne riche fut un jour témoin de la simplicité, de la dignité avec lesquelles Thérèse ensevelissait un mort. Quelque temps après, comme cette personne faisait son testament, elle se souvint de la pieuse fille, et elle inséra dans ses dernières dispositions une clause par laquelle elle priait M^lle^ Thérèse Dubouchet de l'ensevelir après sa mort, voulant que sa dépouille mortelle fût touchée et consacrée, en quelque sorte, par les mains de celle que les pauvres gens d'Yvetot appellent déjà « la sainte. »

Thérèse se rendit avec simplicité à ce pieux désir.

Ce qu'elle fut pour les pauvres, les infirmes et les mourants, Thérèse, je n'ai pas besoin de le répéter, le fut avant tout pour les siens, et ce modèle de cha-

rité se montra aussi un modèle de piété filiale. Plusieurs années avant la mort de son père, elle se trouva sans emploi : elle n'en chercha point un nouveau : ses parents étaient vieux, et elle voulut se consacrer toute entière à adoucir leurs derniers jours. Le respectable officier mourut dans ses bras, à l'âge de quatre-vingts ans : peu de temps après, elle rendit les derniers devoirs à sa mère, qui avait atteint le même âge, et qui suivit promptement dans la tombe celui avec lequel elle avait, pendant tant d'années, partagé d'abord les hasards de la vie militaire, puis les privations d'une digne et modeste retraite. Les soins de Thérèse, nous écrit-on, ont contribué pour une grande part à cette double longévité.

Aujourd'hui, M^lle^ Dubouchet est âgée de soixante-trois ans : mais les fatigues d'une vie aussi active l'ont affaiblie avant l'âge. Sa vue est fatiguée par le travail et par les veilles : elle qui a tant donné aux autres ne peut plus qu'à grand'peine se procurer le strict nécessaire. Est-ce à dire que Thérèse ait renoncé à se dévouer pour de plus faibles et de plus malheureux qu'elle-même? Non, Messieurs : elle est de ceux qui pensent que « l'homme a l'éternité pour se reposer, » et que, tant qu'il lui reste un souffle de vie, le chrétien n'a pas droit au repos. Le P. Lacordaire, malade, presque mourant, écrivait encore pour Dieu et les âmes ; il disait à ceux qui lui conseillaient de s'arrêter : « Non : crucifions-nous à notre plume. » Notre humble héroïne ne trouverait peut-être pas une parole d'une allure aussi sublime : mais, par les sentiments, elle se montre, je ne crains pas de le dire, digne de ceux qui pensent et qui parlent ainsi ; elle aussi, elle se cruci-

fiera, jusqu'au dernier soupir, aux pieux devoirs qu'elle s'est imposés. Entrez, aujourd'hui, dans le modeste logis de Thérèse : son père et sa mère sont morts, mais elle a adopté, elle soigne et elle fait vivre trois enfants de l'un de ses frères : et soyez sûrs qu'elle n'abandonne pas ses pauvres. L'éloquent et pieux Ozanam, la dernière fois qu'il prit la parole devant ses chers auditeurs de la Sorbonne, laissa tomber ces mots d'une voix épuisée : « Si je meurs, messieurs, ce sera à votre service. » La *sœur Thérèse* en pourrait dire autant : elle mourra, elle aussi, au service de ses pauvres et de ses infirmes.

Ne vous étonnez pas, Messieurs, si je cite d'aussi grands noms à propos de la modeste héroïne que vous êtes appelés à couronner. La vertu n'a rien à envier à personne, et, seule peut-être en ce monde, elle peut supporter sans pâlir l'éclatant voisinage du génie. Dirai-je toute ma pensée ? Je crois qu'à l'heure critique et décisive où nous sommes, pour soutenir ce grand effort de tout un peuple qui travaille à se relever, la France a moins besoin encore d'éloquence et de génie, de grandes découvertes et de brillants chefs-d'œuvre, que d'obscures et modestes vertus. Oui, dévoûments inconnus, héroïsmes cachés, immolations volontaires, humbles charités, larmes répandues en silence sur ceux qui pleurent et qui souffrent, pénibles devoirs acceptés avec cette vaillance tranquille qui s'ignore elle-même, je salue en vous les forces toutes puissantes qui opéreront, avec l'aide de Dieu, la résurrection de notre chère patrie. On s'étonne quelquefois en apprenant que le niveau d'une plaine, d'une vallée, d'une contrée toute entière, s'est insensiblement

élevé : les savants assignent pour cause à ce phénomène l'action des eaux souterraines ou le travail lent et irrésistible de quelque force cachée de la nature : de même, Messieurs, quand le niveau moral d'une nation s'élève ou se relève, il faut en attribuer le mérite moins aux causes extérieures dont nos yeux sont d'abord frappés, qu'à l'action douce et bienfaisante des humbles vertus, des sources religieuses et morales où elles s'alimentent, et des forces de rénovation et de salut que Dieu a déposées en elles.

L'Académie est fière d'avoir su discerner, aujourd'hui, une de ces forces pures, modestes et fécondes, et elle est sûre de s'honorer elle-même en décernant le prix Dumanoir à M^lle^ *Thérèse-Emélie Dubouchet.*

CLASSE DES SCIENCES.

RAPPORT

SUR LES

TRAVAUX DE LA CLASSE DES SCIENCES

PENDANT L'ANNÉE 1872-73,

ET

NOTICES

PAR M. A. MALBRANCHE.

Le compte-rendu des travaux de la classe des sciences n'occupe jamais une très grande place dans le Précis, et cette année ne se serait point distinguée des autres si la mort, frappant à coups redoublés, n'avait enlevé à cette section un certain nombre de membres distingués : Pouchet, Morel, Hélot, de Brunier, tous ayant un passé glorieux, une carrière bien remplie, une mémoire honorée. A défaut des travaux des vivants, le secrétaire aura à rappeler les titres nombreux de ces morts regrettés, qui, dans des voies fort diverses, ont fait preuve de connaissances profondes et d'une persévérante activité. Leur parole faisait autorité et on n'invoquait point en vain les conseils de leur expérience. Des plumes plus compétentes diront avec détail pour la postérité les mérites particuliers de chacun ;

les patients travaux du naturaliste, les observations psychologiques de l'aliéniste, la pratique éclairée du médecin, et les vues larges et sagaces de l'ingénieur. J'essaierai seulement aujourd'hui d'esquisser brièvement la vie de ces savants collègues, afin de remplir le devoir de justice et de reconnaissance que l'Académie doit à la mémoire de ses membres décédés. Commençons par l'examen des travaux des membres vivants et d'abord par les mémoires originaux.

M. P. Pimont. Calorifuge plastique.

M. P. Pimont vous a communiqué une note relative à un nouvel emploi du calorifuge plastique. Il l'applique à la construction de caves au rez-de-chaussée et au revêtement des toitures des mansardes pour les protéger contre les inconvénients des excès de froid ou de chaleur.

A. Malbranche. Les Lichens de la Normandie.

M. Blanche vous a fait un rapport sur un ouvrage intitulé : *Catalogue descriptif des Lichens de la Normandie*, que j'ai eu l'honneur d'offrir à l'Académie. Ce travail, premier essai de la description des cryptogames de notre province, renferme inévitablement des lacunes et des erreurs de classement que je ne me dissimule point et que je m'efforcerai de rectifier plus tard. Le rapporteur trop bienveillant n'a voulu voir que l'ensemble, que les efforts tentés dans une carrière ardue et périlleuse, destinés à ouvrir la voie et à provoquer des travaux analogues sur d'autres familles de cette classe. Il concluait par des éloges qui sont plutôt dictés par l'amitié que par le sentiment juste et impartial de la science.

A. Malbranche. Le Transformisme.

J'ai lu au sein de l'Académie un travail sur le *Transformisme*, question pleine d'actualité qui agite et divise aujourd'hui les naturalistes. La solution de ce grand problème de l'origine des êtres est-elle possible scientifiquement ? L'expérience peut-elle fournir quelque démonstration du mode de leur apparition sur le globe ? C'est douteux. Cependant nous pensons qu'elle nous en apprend assez pour faire voir l'inanité des principes que l'on invoque pour expliquer la nature. La théorie de la transformation d'un être primitif, architype informe, vrai Protée, sans principe et sans but, susceptible de se développer, de s'organiser en des milliers de formes diverses sous les seules influences physiques ou chimiques, ne repose sur aucun fait solide et vraiment probant. Encore, quelques novateurs se passent-ils de cette création primitive dérisoire d'un seul être, plante ou animal, et admettent que la matière brute minérale a pu s'organiser elle-même et prendre les fonctions de la vie.

J'ai cherché à faire voir le peu de fondement de ces conjectures audacieuses, matérialistes, s'il faut les appeler par leur nom. L'homme ne sait rien sur l'enfance mystérieuse de la terre que ce qu'il a plu au créateur, auteur et seul témoin de cette œuvre sublime, de lui révéler. Je n'ai pas à exposer ici les arguments que j'ai fait valoir contre le transformisme, puis que le travail se trouve imprimé in extenso dans le volume.

M. Pasteur. Chauffage des vins.

Plusieurs rapports vous ont été faits sur des ouvrages de membres étrangers à l'Académie. M. Homberg vous a exposé les importants résultats obtenus par le

chauffage des vins, qui avait été indiqué par M. Pasteur, comme un moyen de conserver et d'améliorer ces précieux produits. Une commission, dont les membres présentaient toutes les garanties de science et d'impartialité, a procédé à la dégustation de vins mis en expérience en 1865, et chauffés d'après le procédé du savant académicien. Elle a constaté que les vins chauffés sont meilleurs et se conservent mieux que ceux qui n'ont pas subi cette opération. Certainement les vins fins de Chambertin, de Volney, de Pommard, de Beaune, etc., ont toujours présenté une supériorité incontestable. Elle a été moins marquée pour ceux de Romanée et d'Echeveaux-Vougeot qui, à la vérité, avaient été chauffés quatre ans après leur préparation. M. Homberg a appelé l'attention de l'Académie sur l'intérêt qu'il y aurait à appliquer une pareille méthode au cidre dont la conservation est si difficile. M. Raulin, de Caen, avait commencé sur ce sujet des expériences qui n'ont pas été poursuivies mais qui mériteraient d'être entreprises de nouveau.

Sur la proposition d'un membre, l'Académie a décidé que cette question intéressante pour notre pays ferait l'objet d'un de ses sujets de prix.

D. Foville. Brochures diverses.

Différentes brochures de M. le docteur Foville, directeur le l'asile des aliénés de Quatre-Mares, ont été l'objet d'un rapport de M. Paul Levasseur. Comme MM. Morel et Hélot, M. Foville appartient à l'école physiologiste ; il est de ces savants qui, sans nier la valeur des faits, ni les mérites de ces chercheurs infatigables qui ont poussé l'analyse à ses dernières limites, ne s'arrêtent pas aux phénomènes sensibles et, les

soumettant au contrôle de l'intelligence, remontent à leur origine et formulent dans une synthèse féconde la loi qui les régit.

La thèse du docteur Foville pour le doctorat, intitulée : *Considérations physiologiques sur l'accès d'épilepsie*, est le premier travail français qui ait développé les idées de Marschall Holl, de Brown Squard, dont les théories sur les accès épileptiques sont aujourd'hui généralement adoptées. De plus ce travail renferme des idées complétement neuves sur le rôle de l'asphyxie dans les phénomènes épileptiques.

Dans un mémoire sur la *Paralysie générale*, l'auteur a groupé tous les éléments relatifs à son étiologie et à son diagnostic. Diverses affections qu'il distingue avec beaucoup de précision peuvent produire les symptômes de paralysie générale, or, ces distinctions ont une importance qui n'échappera à personne ; elles différencient des situations semblables en apparence, avec des conséquences particulières, et c'est là l'affaire capitale en médecine, observe le rapporteur, pour le pronostic et le traitement.

L'administrateur et le savant se révèlent également dans un ouvrage *sur la législation et l'assistance aux aliénés* où il fait voir la sage économie de la loi de 1838 et donne les meilleurs conseils sur le régime intérieur des asiles.

Société linnéenne du Nord. Rapp. par M. Malbranche.

La Société linnéenne du nord de la France est une nouvelle Société dont les Bulletins ne manquent pas d'intérêt. Je vous y ai signalé deux intéressantes notices : la première sur le Dr Sichel, qui fut aussi savant entomologiste que savant oculiste ; la seconde sur

Boucher de Perthes, à qui l'on doit la découverte des silex taillés, dont la présence dans les terrains quaternaires a été une révélation de l'ancienneté de l'homme sur le globe. Je vous ai entretenu aussi d'un agréable discours du Dr Richer sur l'instinct, j'allais dire sur l'esprit des plantes. Cette expression de l'auteur est justifiée par quelques citations de ce morceau très littéraire et très scientifique, qui mettent en évidence dans le monde végétal plus d'une analogie avec le monde animal : l'amour de la solitude, celui de la sociabilité, le cosmopolitisme de certaines plantes que l'on trouve partout, la modestie qui se cache, la grossièreté qui s'étale, le parasitisme qui détruit, et enfin les moyens ingénieux et imprévus dont les plantes usent pour arriver à leur fins et accomplir leurs fonctions.

Enfin, j'ai rendu compte à l'Académie des travaux de deux jeunes pharmaciens dont les prémices nous font espérer une carrière laborieuse et bien remplie : M. Jules Clouet, de Rouen, professeur à l'Ecole de médecine et de pharmacie, et M. Patrouillard, de Gisors.

J. Clouet. Brochures diverses.

Parmi les brochures nombreuses que M. Clouet nous a adressés, je m'arrêterai seulement aux suivantes : 1° Une note sur la *Maladie de la vigne dans le département de Vaucluse*. L'auteur pense que le *Phylloxera vastatrix*, insecte auquel on attribue la maladie de la vigne, n'est pas seul en cause, et que l'épuisement du sol, dû à une culture exagérée de la truffe, ne doit pas y être étranger. On sait que ce précieux tubercule n'est pas spécial au chêne, mais réussit également bien dans le sol où l'on cultive la vigne, ainsi que dans le

voisinage d'autres arbres tels que le chataignier, le . . . . . Il en résulterait que, en même temps que l'on détruit le *Phylloxera*, il faudrait rendre au sol par les engrais les éléments azotés que lui enlèvent les truffes. 2° Une observation d'Helminthes (*Syngapus trachealis*) sur des volailles. Ces petits parasites se tiennent à l'entrée des voies respiratoires et déterminent de fréquents baillements tout-à-fait caractéristiques de cette maladie. 3° Des recherches *sur l'Empoisonnement du fœtus par la mère sous l'influence d'un agent toxique.* L'auteur a constaté que, au lieu de se localiser dans le foie comme cela a lieu chez les adultes, le poison, chez le fœtus, se répand par toute l'économie. 4° Enfin, une note *sur une prétendue Pluie de vers.* Après avoir énuméré les diverses pluies extraordinaires qui, comme celles de cendre, de soufre, de sauterelles, sont dues à des vents impétueux qui enlèvent différents corps et les transportent à de grandes distances, M. Clouet cite un autre genre de phénomène, qui consiste dans l'apparition, à la suite d'une grande pluie, de vers qui se développent sur le sol même et s'y montrent en si grande quantité qu'on les croirait tombés du ciel. Ces vers, appartenant à l'espèce *Mermis nigrescens*, ont été observés à Camenbert, dans l'Orne, et à Elbeuf. Ces travaux révèlent chez M. Jules Clouet une érudition sérieuse et une aptitude remarquable pour les sciences chimiques et naturelles.

M. Patrouillard. Aconit et Aconitine.

M. Patrouillard nous adresse sa thèse *sur l'Aconit et l'Aconitine.* La partie botanique contient des vues très judicieuses sur les différentes espèces d'aconit adoptées par quelques auteurs et qui ne sont vraisemblablement

que des formes d'un petit nombre de types. Dans la partie pharmacologique, l'auteur fait voir que la variabilité d'action des préparations d'aconit tient, non pas à la décomposition de l'aconitine, mais à la variation de la constitution chimique de la plante elle-même, constitution qui est corrélative de ses formes extérieures. La racine lui paraît l'organe le plus actif et à préférer pour l'usage médical. Enfin, au point de vue chimique, il n'admet qu'une seule espèce d'aconitine, les autres (pseudo-aconitine, aconitine amorphe) n'étant que des états impurs ou amorphes de l'aconitine cristallisée. Par ce travail délicat et consciencieux, M. Patrouillard peut bien faire présager qu'il continuera les traditions scientifiques de son prédécesseur, M. Lepage, membre correspondant de l'Académie.

Il me reste à vous parler des pertes de l'Académie que je vous signalais en commençant. Sans entrer dans des détails que demanderaient des biographies complètes et plus étudiées, j'ai dû cependant, à cause de la notoriété des noms, donner quelques développements aux notices qui vont suivre.

NOTICE

SUR

M. F. POUCHET.

L'académie, je pourrais dire le monde savant, a fait une perte à jamais regrettable dans M. F. Pouchet, membre correspondant de l'Institut, directeur du Museum d'histoire naturelle de Rouen, professeur à l'école supérieure des sciences et à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie et membre d'un grand nombre de sociétés savantes.

Félix Archimède Pouchet naquit à Rouen, le 26 août 1800, d'une famille protestante très considérée qui s'est fait un nom dans l'industrie. Son père, Louis-Ezechias Pouchet, contemporain et compétiteur de François Richard et de Guillaume Lenoir, devança ces célèbres industriels dans l'importation des machines anglaises pour filer le coton. La filature de Louviers fût créée par MM. de Fontenay et E. Pouchet à la fin du règne de Louis XVI, tandis que les établissements de Richard et Lenoir ne datent que du consulat. (1)

Le jeune Pouchet aurait pu suivre facilement, et avec succès, la carrière de l'industrie, mais il se sentait porté vers les sciences naturelles dont-il avait puisé

(1) *Notice biographique sur Ezechias Pouchet*, par F. Pouchet, 1866.

le goût dans la lecture assidue de Buffon. Il résolut d'étudier la médecine, et débuta dans le service de M. Flauber, à l'Hôtel-Dieu; puis il partit bientot pour Paris où ses relations avec de Blainville développèrent énergiquement son penchant pour les sciences naturelles. En 1827, il revenait à Rouen avec le titre de docteur et, dès l'année suivante, il était nommé professeur d'histoire naturelle à la place de Marquis qui venait de mourir. Par les qualités de son enseignement, « il sut bien vite, dit un de ses biographes, faire oublier à ses auditeurs qu'il était plus jeune que la plupart d'entre eux ». Clarté dans l'exposition, élégance dans la parole, chaleur du débit, surtout quand il s'agissait de démontrer une vérité importante ou contestée, charme des récits, élévation des pensées, facilité étonnante pour dessiner au tableau les objets dont-il parlait; telles furent les qualités qui pendant plus de quarante ans réunirent autour de sa chaire un nombreux et sympathique auditoire.

L'enseignement de l'histoire naturelle réclamait des collections, complément nécessaire des démonstrations théoriques. Au moment où M. Pouchet fut nommé, le Museum n'existait pas ; on ne saurait donner ce nom à quelques objets réunis dans les bâtiments du Lycée; mais la ville venait de faire approprier une partie de l'ancien couvent de Sainte-Marie pour y installer des collections qu'elle ne possédait pas encore. M. Pouchet eût donc la tâche et l'honneur d'organiser le musée qui, grâce à ses relations et à ses voyages et plus tard à des donations importantes, s'enrichit bientôt au point de devenir l'un des plus considérables de la province. On ne saurait trop louer l'ordre avec lequel

tous ses trésors furent classés, et qu'il nous soit permis de rappeler la part que Mme Pouchet elle même, digne compagne du maître par son esprit sérieux et érudit, prit à la classification des collections. Le Conseil municipal a rendu justice au talent et au zèle du professeur, en donnant dernièrement son nom à l'une des salles du Musée.

Persuadé avec Linné que c'est par les voyages que le naturaliste fortifie, agrandit ses connaissances, complète son instruction, que les livres ne sont que des guides, que c'est dans la nature elle même qu'il faut chercher l'histoire de la nature, M. Pouchet entreprit plusieurs voyages en Angleterre, en Hollande, en Italie, en Sicile, en Egypte, et partout il observait, il interrogeait la nature, visitait les collections, nouait d'honorables relations et recueillait pour son musée un grand nombre d'objets précieux.

En 1830, lorsqu'il avait à peine trente ans, il entrait à l'Académie. Il avait pris pour sujet de son discours de réception : *De la marche de l'histoire naturelle depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*. Nous y voyons qu'il se félicitait déjà de la perfection extraordinaire apportée dans l'étude des sciences naturelles, et cependant depuis, que de progrès accomplis ! et quelle part y a pris le récipiendaire de 1830 par ses observations particulières ! Avec bien plus de raison M. Pouchet dirait aujourd'hui que « si Buffon renaissait de nos jours, en voyant l'éclat qui l'environne (la science de la nature) et la marche rationnelle qui préside à son étude, ce grand homme ne pourrait plus dire, comme autrefois, que la méthode de conduire son

esprit dans les sciences est encore à trouver » (POUCHET. *Discours de réception.*)

De 1830 à 1850, M. Pouchet assistait régulièrement aux séances de l'Académie et ne manquait pas de lui signaler les découvertes nouvelles qui se faisaient en histoire naturelle. Nos bulletins renferment aussi de nombreux travaux personnels.

On doit à M. Pouchet l'organisation du service de secours aux noyés. Il publia en 1834 une brochure *sur la Revification des noyés*, qui détermina l'administration départementale à créer pour cet objet un service médical à la tête duquel il fût placé.

M. Pouchet avait succédé aussi à M. Marquis comme directeur du Jardin des plantes ; il créa l'herbier qui, grâce à un de nos collègues, M. Blanche, directeur actuel, a reçu depuis de notables agrandissements et offre aujourd'hui une source de documents fort utiles pour les travailleurs. Il modifia la méthode de Marquis appliquée à la plantation du jardin.

En 1838, il avait été nommé professeur à l'Ecole de médecine et de pharmacie.

M. Pouchet a publié un grand nombre d'ouvrages. Je citerai seulement les principaux : *Histoire naturelle de la famille des Solanées*, *La Zoologie classique* ; cette œuvre, qui parut en 1841, exposait pour la première fois dans son ensemble la classification de M. de Blainville, qui n'avait jamais publié que le cadre et quelques parties de sa méthode. Ce savant académicien n'avait pas hésité à donner à son élève, dont il avait apprécié le mérite, des notes qui lui permirent de faire une exposition aussi exacte et aussi complète de sa classification qu'on pouvait le désirer. Son *Traité élémentaire de Bo-*

tanique, écrit surtout pour les élèves, fût, avec quelques autres, un ouvrage d'enseignement.

L'*Univers* est un ouvrage de vulgarisation ; c'est la science présentée sous une forme attrayante et facile aux gens du monde ; c'est un tableau de la nature où la beauté du style est à la hauteur de la majesté du sujet.

Mais il nous reste à parler de quelques ouvrages d'un ordre supérieur et par lesquels le professeur affirma surtout le talent de l'écrivain, l'érudition du savant et la spécialité du naturaliste.

Depuis longtemps M. Pouchet se préoccupait du mystérieux problème de la génération. Quelques savants ayant démontré que les mammifères se reproduisaient aussi par des œufs, il ne cessa de creuser cette idée jusqu'à ce qu'enfin il pût donner l'expression définitive de ce phénomène et publia sa *Théorie positive de l'ovulation spontanée et de la fécondation dans l'espèce humaine et les mammifères*. Cet ouvrage « hardi et novateur, » selon l'expression de l'un de ses biographes, renversait toutes les théories acceptées et professées depuis des siècles et leur substituait une doctrine naturelle, positive, se rattachant aux lois générales de la nature. « La clarté de cette doctrine, appuyée sur de nombreux documents, contrastait avec le vague empyrisme et les flagrantes contradictions des savants qui ont écrit sur cette mystérieuse fonction dont il semble avoir déchiré les voiles » (1). Tous les journaux scientifiques rendirent hommage à l'exposition claire et précise de l'auteur, et l'Académie des

(1) *Encyclopéd. biograph. du* XIX^e^ *siècle.*

Sciences lui accorda le grand prix de Physiologie expérimentale en 1845, et, peu après, le titre de membre correspondant de l'Institut dans la section de Zoologie.

Tout en publiant quelques mémoires sur la physiologie et l'anatomie du Cousin, des Infusoires, sur la pisciculture, une monographie du genre *Nérite*, il préparait son grand ouvrage sur l'*Histoire des sciences naturelles au Moyen-âge* ou *Albert le Grand et son Epoque*, qui parût en 1855. L'auteur y réhabilite le moyen-âge, cette époque méconnue d'enfantement laborieux, « fabrique de nations, » selon l'énergique expression de Jornandès; cette société calomniée qui, si elle eût ses misères, ses erreurs et ses iniquités, fut pourtant grande par le cœur comme par l'intelligence, elle qui sût trouver dans sa foi cette sublime folie des Croisades, et livrer à nos éternelles admirations les ordonnances de saint Louis, la *Divine Comédie* du Dante, et l'*Opus majus* de Roger Bacon. M. Pouchet s'est surtout attaché à juger le moyen-âge au point de vue scientifique, et on est surpris de tout ce qu'on rencontre dans son livre de trouvailles savantes et curieuses, d'aperçus nouveaux et profonds; « il est, comme on l'a dit, sérieux, comme un traité, attachant comme un roman. » On y voit passer les grandes figures de saint Thomas d'Aquin, de Raymond Lulle, de Brunetto Latini, au-dessus desquelles brillent leurs prédécesseurs et leurs maîtres Albert Legrand et Roger Bacon, ces deux illustrations du moyen-âge, qui eurent l'honneur d'avoir compris et indiqué la puissance et la fécondité de la méthode expérimentale. Il y aurait de belles pages à citer dans cette œuvre ma-

gistrale aussi élégamment écrite que savamment pensée, mais j'ai à vous entretenir d'une œuvre plus spéciale, plus délicate, plus controversée, j'ai nommé l'*Hétérogénie*, ou *Traité de la Génération spontanée*.

On sait que dans ce système dont M. Pouchet fût un des plus ardents défenseurs, la matière organisée peut donner naissance spontanément à des êtres nouveaux, microphytes ou microzoaires, totalement distincts des corps qui les ont produits. M. Pouchet, au reste, définit ainsi l'hétérogénie : « La production d'un être organisé nouveau, dénué de parents et dont tous les éléments primordiaux ont été tirés de la matière ambiante (1). »

Aucune question n'a peut-être soulevé parmi les naturalistes et les philosophes de discussions plus vives, de débats plus orageux, de controverses plus brûlantes. On se rappelle encore avec quelle ardeur la lutte s'engagea au sein même de l'Institut. Dans les deux camps se trouvaient des champions illustres. Il ne saurait nous convenir de nous prononcer ici entre des célébrités incontestables et quelle que soit notre opinion personnelle nous n'avons pas à la formuler ici.

Nous dirons seulement avec un de ses panégyristes : peut-être M. Pouchet n'est-il pas parvenu à démontrer la génération spontanée, mais du moins il a su créer des expériences ingénieuses et variées, il n'a pas craint de recommencer toutes celles de Spallanzani, de Schultz, de Tiedmann, de Burdach, etc., et de rendre à chacun la valeur qui lui convient. Ajoutons que, si

(1) Pouchet : *Hélérogénie*.

ses idées hétérogéniques ne sont pas partagées par tous les savants, ses travaux n'ont pas moins fait faire un pas considérable à l'étude des infusoires en jetant de nouvelles clartés sur l'organisation, les fonctions et la multiplication de ces infiniment petits.

M. Pouchet avait des convictions bien arrêtées sur une doctrine qu'il défendait avec énergie, mais dans la mesure des expériences qu'il avait poursuivies avec une persévérance rare. Il se garda toujours des déductions fantaisistes, des exagérations de quelques-uns des partisans de l'hétérogénie. Il ne méconnût jamais qu'un être suprême avait présidé au plan harmonieux de la création et posé des lois pour sa conservation. Pour lui, toute la zoologie ne consistait pas à décrire admirablement l'appareil circulatoire des Ephémères ou à surprendre en quelque sorte les derniers secrets de l'existence des Infusoires, mais par-dessus tout, à voir dans les infusoires, dans l'éphémère, les manifestations successives de la vie infinie, et, comme on l'a dit, la forme nécessaire de Dieu ! En exposant l'économie de la nature, dans les infiniment petits comme dans les conceptions les plus gigantesques, sa pensée remontait toujours, comme à un but suprême, à l'auteur de toutes choses dont il voyait sous mille formes variées la sagesse et la puissance rayonner dans la création.

Dans un discours qu'il prononça en 1854, à la distribution des prix aux écoles municipales, il terminait par un parallèle où se traduit bien sa pensée profondément religieuse. Il met en regard l'écrivain scep-

tique et le savant religieux, Machiavel et Linné ! Aux habitudes bizares, aux désordres, à la vie misérable et

précaire de l'historien Florentin disgracié, il oppose le calme, la paix, la dignité, le bonheur du botaniste suédois. Permettez-moi de citer ce passage qui nous fournira un heureux spécimen du style de l'auteur. « Linné passe ses journées au milieu d'une famille chérie qui partage ses travaux et sa gloire. Lorsqu'il écrit un livre, il le commence par un hymne en l'honneur du Tout-Puissant ; sa science lui attire les plus hautes distinctions de l'État ; et, lorsqu'il meurt, un roi lit près de sa tombe son oraison funèbre. Il est vrai que le savant aspire à d'autres destinées que Machiavel. Il n'arrive point sur le théâtre de ses veilles, encore imprégné des souillures d'une orgie ; il n'y échange point des haillons contre des vêtements brochés d'or ; là, il n'évoque point la poussière des anciens sépulcres, mais il élève ses regards vers l'immensité ; et tous ces globes qui, comme une poussière lumineuse, en parsème les profondeurs, étonnent et confondent son esprit. Puis, ravi par l'aspect de tant de merveilles, il s'incline humblement devant la majesté de leur auteur, et, dans le vague lointain, Dieu lui apparaît sur son trône éblouissant de lumière ! »

M. Pouchet était affable, humain, accessible à tous, il avait une grande indépendance de caractère, mais on ne peut se dissimuler qu'il était très-sensible aux honneurs et fier de ses distinctions, de sa réputation, de ses amitiés scientifiques des plus illustres. Il avait quelque chose de Buffon dans le soin de sa personne, la correction et l'élégance du style.

Dans ses dernières années, la surdité, les infirmités l'avaient éloigné du monde, il vivait un peu retiré, mais son esprit ne se reposait jamais, et il travaillait à

un ouvrage important sur les *Oiseaux*, quand la mort le surprit le 8 décembre 1872. Pendant la dernière année scolaire, son énergie morale triomphant de sa faiblesse, il avait pu continuer ses leçons auxquelles il trouvait lui-même tant de plaisir. On aime à parler d'un sujet aimé, à en montrer les charmes, à lui gagner des enthousiasmes ; jusqu'à la fin, ce fût son bonheur. Je ne puis mieux terminer qu'en rappelant les paroles que prononçait sur sa tombe M. H. Frère, mon savant collègue des lettres : « Je ne peux résister, disait-il, à la vivacité du souvenir qui me le représente l'hiver dernier, dans sa chaire de Sainte-Marie, apportant ses dernières forces à ses derniers élèves, surmontant son mal, et, de sa voix sûre quoique un peu voilée, ajoutant à ses belles études la grâce de son beau langage. Ce n'était pas le simple professeur, c'était l'ami de la nature, faisant connaître et aimer ses mystères, lui retirant ses voiles pour faire voir sa beauté. Disons mieux, — le mot demeure quoique usé, — c'était le *maître !* »

Principaux ouvrages de M. F. Pouchet.

Notice biographique sur Louis-Ezéchias Pouchet ; *Rouen*, 1866, *in*-8, 64 *p*.

Considérations sur le Jardin botanique de Rouen ; *Rouen*, *F. Baudry*, 1852, *in*-4, 12 *p*. *avec plan*.

Nouvelles considérations scientifiques et économiques sur le Jardin botanique ; *Rouen*, *F. Baudry*, 16 *p*.

Flore ou Statistique botanique de la Seine-Inférieure, contenant la description les propriétés médicales et économiques et l'Histoire abrégée des plantes de ce département. T. 1er, (1re *li-*

vraison). — Flore différentielle; La 1re *livraison seule a paru. Rouen, Baudry,* 1834, *in*-12 de XVI et 84 *p.*

Histoire naturelle et médicale de la famille des Solanées; *Rouen, F. Baudry,* 1829, *in*-8 de VIII et 187 *p.*

Traité élémentaire de Zoologie ou d'Histoire naturelle du règne animal; *Rouen, E. Legrand. (Imp. Baudry),* 1852; *in* 8 de 643 *p. avec* 8 *pl.*

Traité élémentaire de Botanique appliquée, contenant la description de toutes les familles végétales, etc.; *Rouen, E. Legrand,* 1855-56, 2 *vol. in*-8.

Zoologie classique ou Histoire naturelle du règne animal, (2e édit.); *Paris, Roret,* 1841, 2 *vol. in*-8 *avec atlas.*

Recherches sur l'anatomie et la physiologie des Mollusques; *Paris,* 1842, *in-4 avec fig.*

Théorie positive de la fécondation des Mammifères, basée sur l'observation de toute la série animale; *Paris, Roret,* 1842, *in*-8 de VIII et 161 *p.*

Théorie positive de l'ovulation spontanée et de la fécondation dans l'espèce humaine et les mammifères, etc.; *Paris, J.-B. Baillère,* 1847, *in*-8 de 600 *p. avec* 20 *pl.*; ouvrage qui a obtenu en 1845 le grand prix de physiologie à l'Institut.

Recherches sur les organes de la circulation, de la digestion et de la respiration des animaux Infusoires; *Paris, ibid,* 1849, *in*-8, *avec pl.*

Histoire des sc. natur. au moyen-âge ou Albert-le-Grand et son époque, considérés comme point de départ de l'Ecole expérimentale; *Paris, ibid,* 1855, *in*-8 de V et 656 *p.*

Hétérogénie ou Traité de la génération spontanée, etc.; *Paris, ibid,* 1859, *in*-8 de XXXII et 672 *p. avec* 5 *pl.*

L'Univers. Les infiniment Grands et les infiniment Petits; *Paris, Hachette,* 1865, in-12, 2e éd. illustrée, 1868, gr. in-8 de 780 p. — Cet ouvrage a été traduit dans plusieurs langues.

NOTICE

SUR

M. LE Dr MOREL.

La nature humaine est sujette à d'étranges maladies : infirmités du corps, de l'intelligence, du sens moral ; il en résulte un long et triste cortège de misères auxquelles on ne saurait se soustraire entièrement. Maladie ou perversité ; tels sont les deux termes de ces misères humaines, correspondant à la double nature de l'homme, corps et âme. Mais chaque élément de cette dualité réagit sur l'autre ; le corps est affecté par les vices de l'intelligence ; l'âme souffre à son tour des lésions des organes dont elle est cependant distincte et ce n'est que par une énergie rare qu'elle s'affranchit de cet esclavage, de ces liens pesants qui ne tomberont que dans un monde meilleur. C'est à étudier ces liens, cette influence des lésions sur l'intelligence, c'est à en faire la part et à en atténuer les effets que le docteur Morel consacra toute sa science, on peut dire, toute sa vie.

Benoit Morel était né, en décembre 1809, à Vienne (Autriche), de parents francais. Il fit ses premières études à Phalsbourg, les continua à Metz et passa ensuite plusieurs années au séminaire de Saint-Dié. Il vint enfin à Paris où il fût reçu docteur, le 21 août 1839. Il forma dans la capitale les liaisons les plus

honorables : Claude Bernard, Falret, Buchez, Recurt. L'un de ses biographes nous à conservé l'origine de son union avec la fille du célèbre tragédien Talma. Falret l'avait chargé d'accompagner une dame de haute condition dans un voyage entrepris en vue de rétablir une santé gravement compromise. M^lle^ Talma était du voyage et s'était offerte pour accompagner la malade et veiller sur elle. Ce concert de soins donnés en commun détermina bientôt entre le docteur Morel et M^lle^ Talma une amitié sincère qui fût consacrée par un mariage.

Le docteur Morel fonda d'abord à Auteuil une maison de santé qui n'eût point de succès, et, après plusieurs voyages dans diverses contrées de l'Europe dont le compte rendu a paru sous forme de lettres à M. Ferrus, dans les *Annales médico-psychologiques*, il fut nommé, en 1848, médecin en chef de l'asile des aliénés de Marèville, près Nancy. Il réorganisa cet établissement et apporta dans le traitement des malades d'importantes améliorations par l'emploi de l'hydrothérapie, de l'électricité et de l'éthérisation. En même temps il se livrait à des études philosophiques profondes et à des observations cliniques nombreuses qui formèrent la matière d'un ouvrage, publié à Nancy en 1852, intitulé *Etudes cliniques*.

En 1856, M. Morel était nommé à l'asile de Saint-Yon, de Rouen, où il continua de développer ses recherches théoriques et pratiques sur l'aliénation et sur son traitement. Après avoir visité les asiles de la Grande-Bretagne, il appliqua à Saint-Yon cette méthode du *non-restreint* qui supprimait les loges, les clôtures, les prisons, les entraves de toute espèce pour

le corps. Aucun trouble, aucune rébellion ne suivit cette réforme. Mais il fit plus ; il essaya de soustraire l'esprit des malades aux obsessions qui l'accablent par des plaisirs tranquilles, par des émotions douces. Il organisa ces promenades où l'ordre était respecté, et ces concerts où les intelligences troublées, incohérentes s'unissaient dans une simple mélodie.

Le goître et le crétinisme ne pouvaient manquer d'attirer vivement l'attention d'un savant qui recherchait les causes des dégénérescences de notre pauvre humanité. Il fût dans le pays même où végétent ces populations désolées ; il se lia avec Mgr Billet, le savant archevêque de Chambéry, qui étudiait aussi ces questions au point de vue humanitaire et scientifique, et ne cessa d'entretenir avec lui une correspondance pleine d'intérêt.

La réception de M. Morel à l'Académie eût lieu le 7 août 1857. Il avait pris pour sujet de son discours la question suivante : *Y a t-il plus d'aliénés aujourd'hui qu'autrefois* ou *De l'influence de la civilisation sur le développement de la folie*. Malheureusement la réponse était affirmative et il demeure constant que de tous côtés des asiles s'ouvrent ou s'agrandissent pour recevoir les nombreux aliénés qu'y envoient chaque jour la fièvre des intérêts, l'exaltation des esprits, l'accroissement de l'alcoolisme, l'emportement des plaisirs.

Souvent notre confrère fit à l'Académie des communications très intéressantes, mais, s'abandonnant trop facilement à sa grande facilité d'élocution, et secondé par son érudition, il s'oubliait quelquefois dans de longues digressions qui détournaient l'attention de l'objet principal.

Vous vous rappelez encore les luttes qu'il soutint dans cette enceinte même, avec la magistrature sur le dégré de criminalité d'accusés inconscients, selon lui, des actes coupables pour lesquels ils étaient poursuivis. Dans sa polémique ardente, il accumulait les faits, les preuves médicales et psychologiques et semblait ébranler même ses adversaires par l'inaltérable conviction qui l'animait.

Notre confrère avait comme aliéniste une notoriété européenne, doué d'un esprit méditatif, préparé par une érudition profonde, il se livra avec succès à l'examen de toutes les causes de dégénérescence. Ses travaux sur les maladies mentales qu'il étudia sous toutes leurs formes : délire, alcoolisme, monomanie, hystérie, etc., furent traduits dans plusieurs langues et font autorité. Avec une persévérance et une rare sagacité, il s'appliqua à démêler dans les actes réputés criminels la part de la folie et celle de la perversité. Sous ses formes insidieuses et cachées, il devinait et signalait la maladie, vrai Protée, dont les progrès confirmaient plus tard ses assertions.

Un procès célèbre acheva de mettre en évidence la haute science du Dr Morel. Dans l'affaire Chorinski, qui a eu tant de retentissement en Allemagne, il fût appelé à Vienne et, seul contre quatre aliénistes du pays, il soutint que l'accusé était fou et qu'on ne pouvait lui attribuer la responsabilité du crime qu'il avait commis. La justice passa outre et une condamnation sévère fût prononcée. Notre confrère protesta en vain ; il eût hâte de quitter Vienne où la populace surexcitée voulait lui faire un mauvais parti. Cependant l'événement lui donna raison et fit éclater aux yeux du corps

médical de l'Europe, la sûreté de son diagnostic; le comte Chorinski, moins de deux ans après, mourait, comme il l'avait prédit, des suites d'une paralysie générale.

Le Dr Morel, dans des circonstances toutes opposées, fournit à la justice d'utiles renseignements. Dans le procès Derozier, et tout récemment dans l'affaire Petitot, il reconnût la dissimulation des accusés qui simulaient la folie et parvint même par la ruse à amener Derozier à convenir qu'il avait bien sa raison.

Parmi ses communications et ses ouvrages, dont plusieurs furent couronnés par l'Institut; je citerai un travail sur l'*amélioration intellectuelle et morale de l'espèce humaine*. « Le besoin d'amélioration qui se fait sentir, y est-il dit, tend à prendre une direction où les intérêts de la vie matérielle priment ceux de la vie intellectuelle et morale », mais ces avertissements, ces cris d'alarme des plus sages n'ont point été écoutés et les catastrophes qui nous ont épouvantés n'ont que trop justifié ces prédictions. Citons encore : *Amélioration du sort des Prisonniers ; Notes sur les Astèques ; Etude sur Swendenborg ; Des secours que la médecine mentale peut apporter à l'administration de la justice ; Anthropologie du département de la Seine-Inférieure.*

N'oublions pas son *Traité des maladies mentales* qui, avec l'ouvrage sur les *Dégénérescences de l'espèce humaine*, constitue les œuvres principales du Dr Morel, et lui assure une place honorable parmi les aliénistes les plus distingués.

Le style de M. Morel était surtout nourri de faits; sans efforts et sans fatigue il improvisait et racontait avec une facilité surprenante. Sans prétention, sans pa-

raître, pour ainsi dire, s'en apercevoir et avec une certaine bonhommie, il glissait dans son discours un trait malicieux et original qui portait juste.

Le Dr Morel succomba le 30 mars de cette année, par suite d'un anthrax grave qui s'était déclaré à la jambe. Sa mort fût celle d'un chrétien. Je le disais au bord de sa tombe, après la science du savant médecin qui soulageait le corps, la douce et chrétienne philosophie de l'homme de bien s'adressait à l'âme qu'elle voulait régénérer. Il se faisait au besoin moraliste, publiciste, conférencier, pour combattre les doctrines malsaines et dangereuses qui se propagent de nos jours. Il sentait, mieux que personne, que dans la santé de l'âme est la valeur des individus et le salut des sociétés.

NOTICE

SUR

M. LE Dr J. HÉLOT.

Le Dr Jules Helot est né en 1815, à Counigis, dans l'Aisne, où son père exploitait un riche patrimoine que les invasions de 1814 et de 1815 avaient cruellement entamé. Il fit ses études au collége de Fribourg et, nourri de la forte et chrétienne éducation que l'on reçoit dans cette maison, il resta toute sa vie attaché à ces grands principes qui font la force des âmes et la dignité des caractères. Il vint à Paris pour y étudier la médecine, et se fit bientôt remarquer des professeurs qui illustraient alors l'Ecole : Ricord, Trousseau, Velpeau, Récamier ; celui-ci lui conserva toujours une affection véritable ; il en avait fait son secrétaire à Paris et lui légua, à sa mort, sa bibliothèque et ses instruments.

Lauréat des hôpitaux de Paris, M. Helot fût reçu Docteur le 3 avril 1844. Pendant ses études il s'était marié à une jeune personne dont les parents habitaient Rouen, et les instances de sa nouvelle famille le décidèrent à se fixer dans notre ville. Une grave piqûre anatomique mit ses jours en danger, quand il était encore dans la capitale, et il ne fallût pas moins de onze mois de soins incessants pour le rappeler à la santé.

Le Dr Helot venait à peine de se fixer à Rouen quand

un événement épouvantable fournit au jeune praticien l'occasion de montrer son sangfroid et son activité. La vallée de Monville fut le théâtre d'un désastre sans exemple dans nos contrées. Une trombe furieuse s'abat sur cette industrieuse vallée, déracine les arbres, renverse les maisons, les usines et ensevelit sous leurs débris de nombreuses victimes. Arrivé un des premiers sur le lieu du sinistre, le Dr Helot organise rapidement les secours et arrache à la mort plusieurs malheureux que de plus longs délais auraient perdus.

Notre collègue était sincèrement religieux, et, sans ostentation comme sans crainte, il faisait ouvertement profession de sa foi. Lorsqu'éclata la révolution de 1848, cette autre trombe sociale qui emportait les trônes et menaçait les autels, la société ébranlée, chancelante sur sa base, cherchait sa voie. Le peuple se réunissait dans des assemblées où s'agitaient avec passion les principes vitaux des nations. Malgré sa jeunesse, le Dr Helot se mit à la tête du mouvement catholique et, Président de l'une de ses réunions, souvent orageuses, par la controverse qui s'établissait quelquefois entre les assistants, il sut, par sa présence d'esprit, son caractère ferme et résolu, maintenir l'ordre et prévenir la violence prête à éclater.

Désormais la position du jeune praticien était fondée ; l'appui des plus hauts personnages, l'estime qu'il avait déjà conquise, une pratique intelligente et heureuse, tout le désignait pour un poste élevé de la carrière médicale. En effet, dès 1849, il était placé à la tête de l'important service de l'Hospice général, il n'avait que 34 ans ! Trois ans auparavant il avait été nommé chirurgien-adjoint de l'Hôtel-Dieu. Lors de la

mort de M. Pillore qui laissa 100,000 francs pour fonder une Maternité modèle; le docteur Helot fut chargé de remplir les intentions du généreux donateur ; avec les importantes ressources mises à sa disposition, il créa un service que l'on nous envie et que le Ministre de l'intérieur recommandait par une circulaire aux préfets dans les termes les plus pressants. Les épidémies de fièvre puerpérale étaient très meurtrières, la statistique constatait à l'Hôtel-Dieu une mortalité de 25 p. 0/0, elle tomba à 2 p. 0/0 dans la nouvelle installation. Ce fût là un véritable titre de gloire pour le docteur Helot, qui appliqua dans cette occasion les règles hygiéniques que lui avait indiqnées sa pratique ou qu'il avait apprises à l'enseignement du docteur Pillore (1).

(1) La circulaire suivante dont-il est question ici fera connaître les mesures adoptées à la Maternité de Rouen :

Monsieur le Préfet,

L'inspection générale des établissements de bienfaisance a eu l'occasion de constater plusieurs fois les mauvaises conditions du service des Maternités établies dans les hospices civils, et les ravages qu'y exercent surtout les épidémies de fièvre puerpérale. Elle vient à ce sujet d'appeler mon attention sur les mesures prises par M. Helot, mêdecin de l'Hospice général de Rouen. Ces mesures auraient eu pour résultat de réduire de moitié environ la mortalité constatée dans cet établissement ; elles peuvent se résumer de la manière suivante :

1° Les femmes grosses ne sont admises â l'hospice, en règle générale, qu'aux derniers moments ;

2° Les femmes en couche sont séparées de la manière la plus absolue des femmes qui attendent l'accouchement ;

3° Trois salles complétement distinctes les unes des autres sont destinées à recevoir les femmes nouvellement accouchées ; ces salles sont bien exposées, vastes et convenablement chauffées et ventilées. Elles ne contiennent que dix lits chacune ; elles

M. Helot fut reçu dans l'Académie en 1850, et il eut l'honneur de présider la compagnie en 1859. Son discours de réception : *De la valeur scientifique de la médecine*, prouve déjà sa foi dans l'art qu'il exerçait

pourraient en renfermer quinze. Chaque malade a 36 mètres cubes d'air autour d'elle. Les lits ne sont même pas tous occupés, on en réserve toujours un ou deux afin de pouvoir facilement changer de lit les malades ;

4° Quand une salle a été occupée par des malades, on n'y fait pas rentrer immédiatement une seconde série de femmes de couche avant de l'avoir aérée pendant cinq jours de suite au moins, en ayant soin d'enlever tous les objets de literie qui ont déjà servi, rideaux, oreillers, couvertures, matelas, lesquels sont lessivés, blanchis et remis à neuf.

Les nouvelles malades sont placées dans la deuxième salle qui, après son évacuation, est ensuite laissée en aération, tandis que la troisième salle est occupée ; tous les objets de literie sont remis à neuf chaque fois.

Chaque salle est donc, à tour de rôle, occupée et aérée successivement.

5° Pour éviter les impressions morales que la maladie ou la mort d'une malade pourrait causer aux autres femmes en couche, tantôt on la place dans une chambre séparée, tantôt on la laisse dans son lit, et on transporte ailleurs les autres accouchées ; on prend enfin toutes les mesures nécessaires pour ne pas laisser pratiquer les accouchements dans les salles occupées par les malades.

Il semblerait utile de généraliser l'application de ces mesures dans les établissements hospitaliers. Veuillez donc les signaler à toute la sollicitude des commissions administratives. J'ai la confiance que les administrations charitables s'empresseront, dans la limite de leurs ressources, d'adopter un système de traitement qui offre tant d'intérêt pour les malades comme pour la science.

Recevez, etc,;

Le ministre de l'Intérieur,

F. DE PERSIGNY.

Paris, 25 mars 1862.

avec tant de distinction. Il y démontrait, en effet, l'immutabilité des maladies, la certitude du diagnostic, la constance de la marche de l'affection, et des remèdes à lui appliquer. Si des desiderata nombreux restent encore, il ne cessa de travailler à les combler en dirigeant sa pratique dans ses voies sûres de la logique et de l'expérience.

Il lut aussi à l'Académie un travail sur *la Physiologie et l'Anatomie pathologique des abcès phlegmoneux*.

C'est sous sa présidence qu'eurent lieu les réceptions de MM. Bigorie et Decorde.

La nombreuse clientèle du Dr Helot lui laissait peu de loisirs pour écrire. Le médecin occupé est esclave de la confiance et de l'affection de ses clients ; et, plus qu'à aucun autre, on s'attachait à lui par ce double titre. Il savait trouver à propos une bonne parole ou une douce raillerie pour réconforter le malade qui se laissait aller au découragement. Intelligence vive, il voyait promptement et juste ; et son opinion formulée, il la défendait opiniâtrement. Sous des dehors quelquefois un peu froids, il cachait un bon cœur. Sa science et son caractère s'appuyaient sur ces bases régénératrices de la société dont il parlait dans sa réponse au discours de réception de M. Decorde : « Des études littéraires sérieuses, une éducation chrétienne, une intelligence plus complète des vrais principes qui règlent la raison humaine et en préviennent les écarts. »

Dans son enseignement, il excellait à exposer son sujet et à le faire pénétrer dans l'esprit de ses auditeurs.

En 1853 il était nommé professeur suppléant à l'École de médecine, et en 1858 professeur titulaire

d'accouchements et des maladies des femmes et des enfants. En 1865, il entrait au Conseil d'hygiène dont il fût le président après le décès du Dr Vingtrinier. De 1848 à 1855, il siégea au conseil municipal. Il avait été décoré de la Légion d'Honneur en 1865.

La mort qui n'épargne rien, ni les talents, ni le vertus, ni la jeunesse, le frappa quand son énergie pouvait faire espérer encore de longs jours. Un affaissement général, physique et moral, abattit cette nature ardente. Les progrès en furent rapides ; un voyage dans le midi n'apporta aucune amélioration à la situation, et il expirait le 6 avril dernier, entouré de sa famille et de ses amis désolés.

NOTICE

SUR

A. DE BRUNIER.

Augustin de Brunier (1) descendait d'une ancienne famille noble du Dauphiné qui comptait parmi ses ancêtres un de Brunier, chancelier d'Humbert II, dauphin viennois, et Abel de Brunier, médecin ordinaire du Louis XIII, premier médecin de Gaston d'Orléans et botaniste célèbre, auquel on doit la fondation du jardin botanique de Blois, en 1636, établissement qui surpassa bientôt celui de Paris créé dix ans auparavant. Abel de Brunier eût le premier l'idée de l'arrangement des plantes par groupes naturels, idée dont on fait à tort honneur au botaniste anglais Morrison, qui lui fut adjoint pendant quelques temps à Blois où il était exilé.

Augustin de Brunier naquit à Chicherai (Loire-et-Cher), le 11 avril 1809. La famille était nombreuse et se trouva un peu disséminée. Nous ne savons par quel concours de circonstances il se trouva amené à Rouen où il embrassa la carrière d'ingénieur civil qu'il par-

(1) Bien peu de personnes savaient que M. Brunier appartenait à une famille noble, tant il prenait soin de ne jamais parler de la particule nobiliaire qu'il avait supprimée de son nom.

courût avec distinction. Théoricien profond et praticien expérimenté, il s'y créa bientôt une clientèle nombreuse et fut appelé à prendre part à beaucoup d'expertises importantes. Son activité rare suffisait à de nombreux travaux qui lui laissaient peu de temps pour écrire. Prompt à saisir les différentes faces d'une question, il se formait promptement aussi une opinion sûre à laquelle l'événement donnait presque toujours raison.

En 1855, il fit partie de l'Académie. Son discours de réception avait pour titre : *Des merveilles de l'industrie moderne et son influence sur la civilisation.* Le récipiendiaire faisait remarquer que les connaissances scientifiques industrielles étaient presque inconnues des anciens, et que pour les travaux gigantesques qu'ils exécutèrent, ils y suppléaient par la force musculaire, par l'abondance des bras et par l'emploi de quelques machines simples. Enfin il terminait en faisant voir quels puissants auxiliaires l'homme trouve dans la vapeur, l'électricité, la lumière, et en défendant l'usage des machines des injustes accusations portées contre elles.

C'est au sein de la Société d'agriculture que se produisirent surtout les travaux de notre confrère. Il en fut élu Président en 1864, et prit en 1867 une grande part à la création de la Société des courses, dont le succès a dépassé toutes les espérances. Il était toujours prêt à payer de sa personne pour l'organisation des concours, des expositions, des visites de fermes, et savait, par sa prévoyance et son activité assurer le succès de ces solennités publiques. On doit à M. de Brunier l'introduction dans le département des machines agricoles

anglaises et américaines et de nombreuses communications sur l'usage de ses instruments dont il possédait à fond le mécanisme.

J'aurai fait connaître toutes les qualités de notre confrère, si j'ajoute qu'à la fermeté d'un caractère impartial, à la droiture du jugement, il joignait une obligeance qui ne comptait pas, et une amabilité qui faisait le charme de ses relations.

Ce fut par un pur sacrifice et pour tenir la promesse faite à son frère mourant qu'il quitta Rouen pour aller à Lunay, près de Vendôme, exploiter le patrimoine de ses nièces orphelines. Il traversait Paris deux jours avant l'investissement et gagnait avec peine par Orléans le domaine en souffrance qu'il espérait rétablir. Mais les désastres de l'occupation, les difficultés suscitées à propos des mineurs le déterminèrent à revenir à Rouen. Après avoir pourvu aux intérêts de la jeune famille, il se remit en route, s'arrêta à Paris où il fut pris d'une fluxion de poitrine qui l'emporta en quelques jours. Il mourut le juin 1873.

MÉMOIRES

DONT L'ACADÉMIE A ORDONNÉ L'IMPRESSION

DANS SES ACTES.

LE TRANSFORMISME,

Ses ORIGINES, ses PRINCIPES, ses IMPOSSIBILITÉS,

PAR M. A. MALBRANCHE.

« Chaque forme spécifique est une pensée de Dieu réalisée à sa place dans le plan de la création. »

GIRAUD.

Une des plus sérieuses questions qui divisent aujourd'hui les naturalistes, c'est celle de l'origine des espèces. Les espèces végétales ou animales sont-elles certaines, immuables, résultant de créations spéciales à l'origine des choses? Sont-elles sorties des mains de Dieu achevées, complètes, typiques, à leur heure, au fur et à mesure que se réalisaient sur la terre les conditions nécessaires à leur existence? Où bien, résultent-elles de l'évolution progressive d'un type unique ou de quelques types (3 ou 4) se modifiant, se perfec-

tionnant sans cesse, sous les influences du sol, du climat, de l'habitude ? Tel est le grand problème que la science a posé. L'observation, l'expérience, les faits acquis nous apprennent-ils quelque chose sur ce point important ? Voilà le but de cette étude qui n'a point la prétention d'apporter au débat des faits nouveaux mais de rapprocher ceux qui sont connus, et de voir quel appui ou quelle déchéance en peut résulter pour l'une ou l'autre doctrine.

Aujourd'hui je veux écarter toute préoccupation théologique ou philosophique et, me plaçant uniquement sur le terrain scientifique, montrer que le Transformisme, même à ce point de vue, ne repose sur aucune base sérieuse. Tout y est conjectural ; aucun fait certain ne démontre l'évidence des lois sur lesquelles il s'appuie. Beaucoup de ses partisans étudient les faits avec le parti pris de les faire cadrer avec leur théorie, de les faire entrer dans ce lit de Procuste. Ce sont ces naturalistes dont parlait M. Samson, en répondant à un défenseur du Darwinisme, qui cherchent pour *prouver* et non pas pour *trouver*.

« De nos jours moins que jamais, fait observer M. de Quatrefages, l'esprit de l'homme se contente de connaître ce qui est, il veut en outre l'expliquer, et la profondeur, l'immensité du problème est pour lui un attrait de plus. »

Avant d'expliquer ce que c'est que le Transformisme et pour bien le comprendre dans son principe et dans son but, limitons son domaine ; voyons d'abord ce qu'il n'est pas. Il faut écarter tout d'abord les métamorphoses des insectes qui passent par les différents états de larves ou de vers, puis de nymphes ou de

chrysalides, avant d'arriver à leur forme parfaite, adulte, sous laquelle ils se reproduisent. Ces phénomènes n'ont rien de commun avec le Transformisme. C'est bien en vain qu'un adepte de cette doctrine nous dit : « mais autour de nous, tout se transforme, voyez les insectes » (1). — (Voyez note A.)

Il faut en séparer aussi les *Générations alternantes*, phénomènes singuliers qui nous montrent des êtres se reproduisant sous une forme différente, puis, à la génération suivante, la première forme reparaît. Ces faits, tout d'abord mal compris, ont bien pu égarer les naturalistes étonnés, mais sont d'un ordre tout-à-fait différent.

Le Transformisme n'est pas non plus le système d'une école moderne à laquelle M. Jordan a donné son nom et que de savants botanistes ont soutenue par leurs travaux. Ces naturalistes sont bien éloignés de croire à la transformation des espèces, puisqu'ils affirment au contraire la fixité même des variations légères qui ne sont pour beaucoup d'autres que des formes trop peu importantes pour mériter un rang spécifique. C'est, s'ils me le permettent, l'exagération de la fixité.

Le Transformisme n'est pas davantage l'hétérogénie qui fait naître spontanément les êtres sans aïeux, sans antécédents générateurs, mais par une force propre de la matière qui s'organise et prend d'elle même les propriétés vitales. M. Pouchet, qui fut un des plus illustres champions de l'hétérogénie, la définit avec Burdach : « *la production d'un être organisé nouveau, dénué de parents et dont tous les éléments primordiaux ont été tirés*

(1) Dr Maire.

de la matière ambiante (1). Le savant rouennais se défend bien, au reste, de transformisme qu'il qualifie « d'audacieuse hypothèse, de témérités de la science. » Ce qu'il y a de singulier, c'est que M. Darwin, de son côté, répudie l'hétérogénie « J'ai à peine besoin de dire ici, écrit-il dans son livre de l'*Origine des espèces*, que la science, dans son état actuel, n'admet pas en général que des êtres vivants s'élaborent encore de nos jours au sein de la matière organique. » L'hétérogénie ou génération spontanée n'est pas le transformisme, sans doute, mais elle le côtoie, elle s'y mêle à chaque instant et, sans la chercher, nous la rencontrerons souvent, les deux systèmes se prêtent un mutuel appui et, au dire de certains naturalistes, ils se complètent l'un par l'autre.

Nous croyons, nous, que tous les êtres procèdent par génération d'autant de types semblables à eux, créés à l'origine des choses; qu'ils se perpétuent par leurs semences, invariables et fixes dans leurs caractères essentiels; que rien ne se crée de soi-même et ne se modifie assez pour se transformer en une autre espèce; que la vie, encore bien moins que la forme, ne peut naître, s'engendrer spontanément au sein de la matière inorganique. Nous pensons, avec un écrivain contemporain que « *chaque forme spécifique est une pensée de Dieu réalisée à sa place dans le plan de la création* » (2).

Le Transformisme ou le Darwinisme prétend, au contraire, que trois ou quatre types — et peut-être un

(1) Pouchet, *Hélérogénie*. p. 1 et 8.

(2) Giraud, *la Science des Athées*, p. 187.

seul — créés à l'origine des choses ou nés spontanément de la matière organique, ont pu, modifiés sans cesse pendant une longue suite de siècles, d'après certaines lois naturelles, produire les innombrables êtres si variés de formes, de structure, d'aptitude, qui peuplent aujourd'hui la terre. Et cette variabilité des êtres s'exercerait encore sous nos yeux, éteignant certaines espèces, en créant de nouvelles et conduisant les êtres à une perfection dont l'homme n'est pas le dernier mot, mais dont le terme serait en Dieu même pour quelques-uns.

Nous étudierons rapidement les lois, les faits sur lesquels s'appuie le transformisme. Nous verrons combien sont incertains, fragiles, obscurs, contradictoires même les renseignements qu'on fait valoir pour le soutenir. Disons quelques mots d'abord de ses origines, de son histoire, des précurseurs de Lamarck et de Darwin, qui ont, dans notre siècle, à cinquante ans de distance, relevé son drapeau défaillant.

I. — Historique : *De Maillet, Restif de la Bretonne, Lamarck, E. Geoffroy Saint-Hilaire.*

En l'an 1748, parut un ouvrage étrange, bizarre assemblage de rêveries et de principes sérieux, lequel, sous une forme moitié plaisante, moitié sévère, prétendait expliquer le monde d'une nouvelle manière. Le titre de l'ouvrage, *Telliamed*, ou *Entretiens d'un philosophe indien*, n'est autre chose que l'anagramme de l'auteur de Maillet, diplomate et voyageur, esprit d'une certaine érudition, mais d'une crédulité plus grande encore, qui lui faisait accepter comme vérités

les fables les plus invraisemblables. S'appuyant de cette parole de Moïse : « L'esprit de Dieu planait sur les eaux, » il en concluait que Dieu les disposait ainsi à la fécondité et que tout est sorti de la mer. Là, tous les êtres existent et « tous les jours, dit-il, les pêcheurs de Marseille ramènent dans leurs filets des raisins blancs et noirs, des pruniers, des roses très vermeilles. » Pour expliquer la formation des oiseaux, il suppose, par exemple, que des poissons ont échoué sur une plage ou dans une île et sont tombés dans des roseaux ou dans des herbages d'où il ne leur a pas été possible de reprendre la mer. «..... Leurs nageoires n'étant plus baignées par les eaux de la mer, se fendirent et se déjetèrent par la sécheresse. Tandis qu'ils trouvèrent dans les roseaux et les herbages dans lesquels ils étaient tombés, quelques aliments pour se soutenir, les tuyaux de leurs nageoires, séparés les uns des autres, se prolongèrent et se revêtirent de barbes ; ou, pour parler plus juste, les membranes qui, auparavant, les avaient tenus collés les uns aux autres, se métamorphosèrent. La barbe, formée de ces pellicules déjetées, s'allongea elle-même ; la peau de ces animaux se revêtit insensiblement d'un duvet de la même couleur dont elle était peinte et ce duvet grandit. Les petits ailerons qu'ils avaient sous le ventre, et qui, comme leurs nageoires, leur avaient aidé à se promener dans la mer, devinrent des pieds et leur servirent à marcher sur la terre. Il se fit encore, dit-il, d'autres *petits* (!) changements dans leur figure : le bec et le cou des uns s'allongèrent, ceux des autres se raccourcirent; il en fut de même du reste du corps » (1) ; et le poisson

(1) *Telliamed*, p. 139.

était devenu l'oiseau. Il en est ainsi des animaux terrestres, dont il explique aussi *facilement* l'apparition.

« Que 100 millions aient péri, ajoute-t-il plus loin, sans avoir pu contracter l'habitude du séjour sur la terre, il suffit que deux y soient parvenus pour avoir donné lieu à l'espèce. » — (V. note A)

Nous verrons que Lamarck et Darwin n'ont pas trouvé d'autre explication des transformations qu'ils supposent s'être accomplies depuis leurs types primitifs jusqu'à la multitude des êtres actuels.

Le limon des eaux était pour de Maillet une matrice féconde qui pouvait, sous l'influence d'une chaleur convenable, donner naissance à des êtres animés, « génération propre et naturelle à la matière. » Après le transformisme, voici la génération spontanée ; tout y est, comme vous voyez. L'homme lui-même, dit le philosophe indien, a dû naître du limon du Nil, et de Maillet fait gaiement la remarque très judicieuse, dans sa préface, que « son philosophe eût fait sagement, pour le renouvellement de l'homme et des animaux, de s'en remettre aux soins de l'intelligence suprême qui gouverne tout. Mais la démangeaison de raisonner si ordinaire aux philosophes, n'a permis à celui-ci de se renfermer dans de justes bornes... il n'a pas craint d'outrer la matière » (1). Nous sommes tout-à-fait de l'avis de de Maillet sur les théories de Telliamed.

M. Michelet, écho fidèle de de Maillet, a dans un ouvrage assez récent, chanté le *mucus* de la mer, la viscosité de l'eau, l'élément universel de la vie. « Prenons, dit-il, une goutte d'eau dans la mer, elle va dans ses

(1) *Telliamed*, Préface, p. XXXIII.

transformations nous raconter l'univers. Attendons et observons. Qui peut prévoir, deviner l'histoire de cette goutte d'eau? Plante-animal, animal-plante, qui le premier doit en sortir? Cette goutte, sera-ce l'infusoire, la monade primitive, qui, s'agitant et vibrant, se fait bientôt vibrion? Qui, montant de rang en rang, polype, corail ou perle, arrivera peut-être en dix mille ans à la dignité d'insecte. Cette goutte, ce qui va venir, sera-ce le fil végétal, le léger duvet soyeux qu'on ne prendrait pas pour un être, et qui, déjà, n'est pas moins que le cheveu premier né d'une jeune déesse, cheveu sensible, amoureux, dit si bien cheveu de Vénus? Ceci n'est point de la fable, c'est de l'histoire naturelle. Ce cheveu de deux natures (végétale et animale) où s'épaissit la goutte d'eau, c'est bien l'aîné de la vie. » (1) Et, plus loin, il ajoute : « C'est justement la théorie qui vient de renaître avec tant d'éclat par les expériences de M. Pouchet. Il établit que des débris d'infusoires et autres êtres se crée la *gelée féconde*, la membrane proligère d'où naissent, non pas de nouveaux êtres, mais les germes, les ovules d'où ils pourront naître ensuite. Nous sommes dans un temps de miracles, il faut en prendre son parti. » (2).

De Maillet était au reste un homme de beaucoup d'esprit et fort instruit pour son temps, d'après M. d'Archiac, et son livre, commencé avec méthode, aboutit par ses explications fantaisistes à des conceptions qui n'ont plus rien de scientifique. » (3).

(1) *La Mer*, p. 116.

(2) Michelet, l. cit.

(3) D'Archiac cité par De Quatrefages.

Après de Maillet parût Restif de la Bretonne. Il naquit en 1724, près d'Auxerre, de parents cultivateurs. Sa constitution chétive décida de sa vocation. Son père, le croyant trop faible pour en faire un gardeur de troupeaux, lui fit donner de l'instruction et mettre en état de tenir un emploi. Mais, livré de bonne heure à lui-même, les plus mauvais penchants se firent jour et se traduisirent par des vices précoces et un libertinage que l'âge n'affaiblit jamais. Toute sa vie fût un tissu incroyable de dévergondages, de misères, d'orgies, d'aventures dont je vous fais grâce. Joignez à cela une fatuité sans mesure ; il se disait supérieur à Voltaire et le plus beau génie de son siècle. Avec une imagination inépuisable, un esprit vif, une plume facile, il écrivit plus de soixante volumes où quelques pages attendrissantes, un style naturel et parfois énergique, mêlés pourtant à la crudité et à la licence des tableaux, lui valurent quelques succès. Une anecdote vous peindra tout à fait l'homme, sorte de Diogène littéraire, qui fit une exception étrange parmi les écrivains de son époque. Il avait publié un ouvrage intitulé : *Pornographe*, espèce de code de cythérée à l'usage des Phryné de Paris, et il l'avait adressé à l'Empereur Joseph II. Celui-ci le mit en vigueur dans ses états en 1786 et envoya à l'auteur son portrait enrichi de diamants sur une tabatière dans laquelle se trouvait un diplôme de baron. Restif répondit aussitôt : « Le républicain Restif de la Bretonne conservera précieusement le portrait du philosophe Joseph II, mais il lui renvoye son diplôme de baron qu'il méprise et ses diamants dont il n'a que faire. » (1)

(1) *Biog. univ.* t. 42.

Les idées de Restif de la Bretonne sur la physique du globe se trouvent développées dans un ouvrage intitulé : *La découverte australe par un homme volant*, et qui porte la date de 1781. Voici en deux mots son système : Le soleil et les planètes ont été créées par le grand être, océan infini d'intelligence et de vie, puis les causes secondes, chaleur et sol, animées, douées elles-mêmes d'intelligence, ont produit les animaux et les plantes, les différences des influences produisant la variété des êtres. (3e vol. p. 609 et suiv.) C'est encore, vous le voyez, la même idée limitant la création aux astres et attribuant l'apparition des êtres à une sorte de génération spontanée, s'exerçant sous les influences de la chaleur et du sol.

Marquis, dans sa Philosophie botanique, parle aussi d'un naturaliste, Hornschuch, qui admettait dans toutes les eaux une monade (*monas lens*), atome invisible, lequel végétalisé par la lumière, principe positif mâle, et l'eau, principe négatif femelle, devenait la matière verte de Priestley, prototype ou expression générale de la végétation. Divers degrés d'évolution de cette monade dépendent de l'influence combinée des deux éléments et de la station, et donnent naissance aux algues, aux lichens puis aux mousses. — Cela paraît avec raison à M. Marquis le romantisme de l'histoire naturelle.

Tous ces auteurs ne pourraient-ils pas répondre comme Laplace à l'empereur, lorsque celui-ci, après avoir lu la *Mécanique céleste* du savant académicien, lui disait : Mais M. Laplace, vous n'avez pas parlé de Dieu. — Non, sire répartit Laplace, je n'ai pas eu besoin de cette hypothèse.

Enfin, en 1809, Lamarck faisait paraître sa *Zoologie philosophique*, et posait ainsi le premier, sous une forme scientifique, le système de la variabilité ou plutôt de la transformation des espèces. Ce savant, esprit méditatif et réfléchi, ne restreignant pas l'étude de l'histoire naturelle aux êtres vivants, comme Linné et Buffon, l'étendit à tout ce qui avait existé et chercha à se rendre compte de tous les phénomènes moraux qui constituaient le monde. Dans un premier ouvrage qui fait partie de l'*Encyclopédie méthodique* (1796) et qui ne comprend pas moins de 15 vol., il défendait la théorie de la fixité de l'espèce. « L'opinion, dit-il, que le blé est une plante altérée (modifiée) par la culture, me paraît très peu fondée; les altérations que produit la culture ne pouvant jamais changer les caractères essentiels d'une plante... Il n'y a point d'exemple que les organes aient pu prendre des caractères qui ne sont point ceux de la plante à laquelle ils appartienent (1). » Treize ans plus tard, son opinion s'était complétement modifiée. Dans sa *Zoologie philosophique*, on lit : Le froment cultivé n'est-il pas un végétal amené par l'homme, à l'état où nous le voyons actuellement? Qu'on me dise dans quel pays une plante semblable habite naturellement, c'est-à-dire, sans y être la suite de sa culture dans quelque voisinage?.... Ou trouve-t-on dans la nature nos choux, nos laitues dans l'état où nous les possédons dans nos jardins potagers? (2) Cependant Lamarck lui-même, dans l'*Encyclopédie*, avait indiqué le pays où avait été trouvé le Blé-

(1) *Encyclop. méthod.*, t. 2, p. 557.

(2) P. 226-227.

Epeautre, la Perse; et il supposait que le Froment se trouvait en Asie. Quant à nos légumes, sans doute ils n'existent pas dans la nature avec les qualités améliorées que la culture intelligente a développées, mais bien sous une forme sauvage qui n'en diffère point spécifiquement. Nous aurons occasion de revenir sur cette question.

Lamarck a été un des premiers à constater la variabilité des espèces, variabilité qui, résultant de l'influence des agents physiques, ne dépasse pas une certaine mesure et n'est contestée par personne, mais « entraîné, dit un de ses biographes, par cet esprit logique, qui le poussait à suivre jusqu'aux dernières conséquences les principes qu'il avait posés; il est regrettable qu'il n'ait pas compris qu'il y avait là une question d'observation, comme dans toutes les questions d'histoire naturelle. Il a compromis une bonne cause par des exagérations tout à fait en dehors de la science. Il voit dans les changements d'habitude des animaux, la cause de tous les changements d'organisation. C'était dépasser le but. (*Biogr. univ.*) L'Echassier, d'après ce savant, en marchant dans les marais, aurait vu s'allonger ses tarses. La Girafe, en s'efforçant d'atteindre les jeunes pousses des arbrisseaux, aurait vu peu à peu croître ses jambes et son cou. « Les Limaçons, dit-il, faisant des efforts pour toucher aux corps qui sont devant eux, avec quelques-uns des points antérieurs de la tête, y envoient à tout moment des masses de fluide nerveux, des sucs nourriciers; je conçois qu'il doit résulter de ces affluences réitérées, qu'elles étendront peu à peu les nerfs qui s'y rendent... Il doit s'en suivre que deux ou quatre tentacules se for-

meront insensiblement sur les points dont il s'agit. » (LAMARCK, cité par de Quatrefages). Sans doute, la puissance fonctionnelle d'un organe s'accroît ou diminue par l'exercice ou le non exercice, mais cela n'implique en rien le changement de forme. C'est ainsi que la vue des oiseaux chasseurs a pu acquérir plus de portée, et que celui de la Taupe a pu s'atrophier faute d'usage. Dans la discussion, nous reviendrons sur ces hypothèses ; voyons jusqu'au fond ce système de Lamarck.

« C'est pour moi, dit-il encore dans la *Zoologie philosophique*, c'est pour moi une vérité des plus évidentes, que la nature forme des générations directes, dites *spontanées*, au commencement de l'échelle, soit animale, soit végétale (p. 87). » Puis il suppose que des êtres plus élevés ont pu être engendrés aussi spontanément, tels que les vers intestinaux, la vermine, les lichens, les champignons, etc. Il croyait à un *prototype* animal, *Monère* de Hackel, à ces êtres intermédiaires entre le règne minéral et les règnes organiques, que Bory appelait *psychodiaires* et Hackel des *protites*, et que les modernes transformistes appellent l'état *pseudo organisé* (BEAUDRIMONT), passage de la matière brute, minérale, inorganique, par le seul jeu des forces chimiques, à l'état organisé, vivant, en vertu des lois de l'hétérogénie. « C'est ainsi, conclut M. Pennetier, qu'on peut concevoir scientifiquement comment la vie a pu apparaître sur le globe (1). »

Vous le voyez, nous avons été entraînés à parler Hétérogénie ; elle se trouvait sur notre route, et ses origines se confondent avec celle du Transformisme

(1) *Les microscopiques*, p. 25-26.

qu'elle complète, comme nous l'avons dit. Un botaniste moderne, M. Germain de Saint-Pierre, dit que le système de la variabilité (qu'il admet) l'a logiquement amené à admettre comme origine des types actuels, la production spontanée de formes primordiales (1). »

Etienne-Geoffroy Saint-Hilaire, contemporain et successeur de Lamarck, était partisan aussi de la variabilité des types, mais reconnaissait encore des limites aux variations et refusait d'admettre celles que Lamarck prétendait résulter des changements d'actions et d'habitudes. Avec les vues philosophiques qui étaient une des aptitudes spéciales de son esprit, et en voyant l'unité de plan qu'offrent les formes d'un même groupe, il se sentit porté à les regarder comme des variations d'un même type. Son fils Isidore-Geoffroy Saint-Hilaire, qui poursuivit avec tant de distinction les travaux de son père, envisageait d'une manière plus conforme à la réalité des faits le classement des êtres, il considérait la variabilité des espèces comme excessivement limitée dans les conditions actuelles, et leur fixité comme étant la base de la science. La méthode des deux Geoffroy, fût entièrement différente ; M. Dumas, l'éminent secrétaire de l'Académie des sciences, a tracé dans un éloge historique d'Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, le parallèle heureux de ces deux savants. « Etienne, dit-il, avait une âme de feu, ses créations portent l'empreinte de la fougue et de la spontanéité. Son fils avait le travail soutenu, la décision lente et réfléchie. Erigeant, chacun à leur manière, une statue à la vérité, l'un tirait du moule le bronze encore

(1) *Diction. de botanique*, p. 596).

brûlant ; l'autre, avant d'y toucher, attendait qu'il fût refroidi. Etienne se montrait de plus en plus ardent à la recherche des lois de l'organisation, tandis que son fils, dont la jeune imagination aurait pu s'enflammer, devenait de plus en plus réservé. Celui que l'âge aurait dû calmer était plein d'ardeur ; celui que les illusions du début auraient pu enivrer se montrait circonspect. Le père voulait deviner la nature par des aspirations soudaines et il y parvenait souvent ; le fils voulait prouver, par des raisons solides, que son père avait deviné juste, et souvent aussi, il avait le bonheur d'y réussir... Etienne concevait sa pensée d'un premier jet, et la formulait d'un seul trait par quelques paroles imagées qui ne s'oubliaient plus. Son fils attendait pour conclure, d'avoir contrôlé toutes les données du problême et vérifié la suite entière de son raisonnement. (1)

Cette différence dans les procédés de travail nous paraît caractériser assez bien la manière de faire des transformistes et des partisans de la fixité des types. Chez les premiers, la théorie descend pour expliquer les faits ; ils concluent *a priori* ; chez les seconds, l'étude des faits observés, s'élève jusqu'à la théorie ; ils concluent *a posteriori*.

Dans un bel ouvrage sur la vie, les travaux et la doctrine scientifique d'Etienne, son fils, Isidore-Geoffroy Saint-Hilaire a ramené l'unité de composition des animaux à ses vraies limites et l'a défendue contre les fausses conséquences qu'on en tirait déjà. « Loin de considérer cette formule comme mettant une entrave à la liberté

(1) Dumas, *Rev. des Cours. scient.* 2e S., n° 23, p. 131.

du créateur, dit M. Dumas, ou imposant une gêne à sa puissance, l'illustre anatomiste (Etienne) voyait dans la découverte de ce principe nouveau, au profit de la pensée humaine, un pas de plus vers la connaissance de Dieu. Son fils rappelle avec raison que Newton, si profondément religieux, après avoir admiré l'unité de plan qui règne dans les cieux ; après l'avoir signalée comme démontrant l'intervention de la sagesse et de l'intelligence de l'Etre toujours vivant, en reconnaît une nouvelle preuve dans cette autre unité de plan et d'exécution, signe caractéristique de toute beauté, qui s'observe chez les animaux... Et, comme si lui, Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, prévoyait que les doctrines de sa famille seraient un jour travesties, et, comme s'il voulait protester d'avance contre cette humiliation et cette douleur, il s'était séparé dès sa jeunesse de ces savants qui classent l'homme dans le règne animal, ne considérant que sa nature physique, sans tenir compte de sa nature morale. Dans ses derniers écrits, il veut même qu'on fasse de l'homme un règne à part, le *règne humain,* le soustrayant ainsi à cette étude brutale qui, ne prenant de l'homme que ce qui n'est pas l'homme, sa chaire périssable et mortelle, ne sait plus comment le distinguer des animaux... Il n'eût pas accepté pour l'homme, ajoute M. Dumas, cette origine bestiale, destinée à le conduire à une fin plus bestiale encore, dont il convient de laisser la gloire et le profit moral à l'Allemagne, qui l'a inventée (1). »

En résumé, la diversité des influences de climat, de sol, des conditions d'existence agissant sur un ou plu-

(1) *Rev. des Cours scient* , l. c., p. 538.

sieurs types primordiaux — nés spontanément de la matière brute ou créés par une intelligence suprême, — aurait donné naissance à tous les êtres qui existent ou ont existé sur la terre : telle est en quelques mots la théorie de la nature qu'ont admise les naturalistes dont nous avons parlé. Ces tentatives avaient eu peu de succès; le système de Lamarck a été repoussé presque sans examen à son apparition, comme par une antipathie instinctive. Les uns en avaient souri, et le ridicule, en France, est une arme mortelle; les autres y avaient vu une conception audacieuse, athée; la grande majorité des savants était spiritualiste et croyait à un Dieu personnel et créateur. On se méfiait d'une doctrine qui commençait par supprimer cette grande et majestueuse épopée biblique qui plaît à l'esprit et satisfait le cœur. Son ouvrage fut considéré comme une tache à la gloire du savant. Lamarck et Etienne Geoffroy Saint-Hilaire, combattus par Cuvier, n'avaient réuni que peu de partisans. Les temps n'étaient pas mûrs pour le Transformisme. — (V. note B.)

II. — Darwin; *Sélection naturelle; Concurrence vitale.*

Le livre *de l'Origine des espèces* n'est pas au fond autre chose que les idées soutenues par de Maillet et par Lamarck. Les faits que M. Darwin a accumulés dans son ouvrage prouvent une érudition profonde, un talent d'observation incontestable, mais les déductions qu'il en tire pour les procédés de la nature ne sont pas justifiées. A-t-il apporté quelque preuve nouvelle du système? Nullement; il a ajouté deux mots nou-

veaux : *sélection naturelle*, *concurrence vitale*, explications conjecturales qui ne reposent sur aucun fait certain, et prétendent cependant donner la clef des transformations indéfinies des êtres. Voyons en quoi consistent ces deux lois fondamentales de Darwin et quel appui peut y trouver la doctrine transformiste.

Lorsque l'homme veut améliorer une espèce animale, l'espèce bovine, si vous voulez, il choisit dans les produits ceux qui lui présentent plus développées les qualités qu'il a intérêt à accroître; ce sera la rectitude des formes, la facilité d'engraissement, l'abondance et la qualité du lait. Il unit ses sujets d'élite et, à la génération suivante, il choisit encore ceux qui lui présentent plus perfectionnée l'amélioration qu'il poursuit, et ainsi, de génération en génération, au bout de quelques années, il se trouve en possession d'une race nouvelle qui peut rester stable, fixe et se reproduire avec les qualités acquises. Ainsi ont été créés le cheval de course, le taureau de combat, le bœuf Durham, etc. Ainsi font les fleuristes qui, par un procédé identique, obtiennent les brillants spécimens qui ravissent nos yeux, c'est là la sélection artificielle. « Substituez à la main de l'homme la main de la nature, » dit M. Darwin, « et vous avez la *sélection naturelle*. « J'ai donné ce nom, continue-t-il, au principe en vertu duquel se conserve chaque variation légère, à condition qu'elle soit utile, afin de faire ressortir son analogie avec le pouvoir de sélection de l'homme (1) » — Et plus loin : « Il faut admettre qu'il existe un pouvoir *intelligent*, et ce pouvoir intelligent,

(1) *De l'orig. des espèces* ; traduct., 2e édit., p. 92.

c'est la sélection naturelle constamment à l'affût de toute altération (1). » Remarquons tout de suite que M. Darwin personnifie ici la nature, et, à ceux qui lui en feraient le reproche, il répond que ce terme de sélection naturelle est une métaphore, un contre-sens, si l'on veut, mais, comme toute expression métaphysique, indispensable à la clarté d'une exposition succincte. »

M. Fée fait observer très-judicieusement « que la sélection artificielle de l'homme modifie l'espèce mais ne la change pas. Elle fait des bœufs sans cornes, mais ce sont toujours des bœufs, des poires monstrueuses, mais ce sont toujours des poires; des froments à épis rameux qui sont toujours des froments (2). L'action de l'homme a, en effet, pour limite le cercle de l'espèce; il fait des variétés, des races, mais ne fera jamais d'un mouton un bœuf, ni d'un chêne un palmier. Le savant Anglais qui « cherche la lumière, c'est son expression, dans ce que nous savons de nos espèces domestiques (3), » s'appuie donc sur une base qui ne résiste pas à l'examen. On ne saurait conclure des races de pigeons ou de chiens, dont il fait grand usage, à ce qui se passe dans la nature.

M. Darwin ne cite aucun fait naturel qui appuie sa théorie de la sélection. Il se sert, pour sa démonstration, de faits artificiels et d'observations dont les résultats n'ont pas la portée qu'il leur attribue. Végétaux et animaux protestent contre les déductions qu'il essaye

(1) L. c. p. 292.
(2) Fée, l. cit., p. 103.
(3) L. c. p. 92.

de tirer d'expériences faites hors de la nature. Quand l'horticulteur, nous l'avons dit, choisit dans un semis de fleurs les formes les plus modifiées, par la taille, la couleur, la duplicature, etc., semées à leur tour, ces formes donnent de nouvelles déviations du type plus accentuées et qui sont employées à de nouvelles productions ; il finit par obtenir des variétés intéressantes à son point de vue, pour son agrément ou son utilité ; mais ces variétés ne se soutiennent que par les soins persévérants de l'homme, par la sélection continuée, par le sol amélioré, par l'exposition favorable. Il faut l'artifice de la greffe, de la bouture pour les perpétuer. Quand on sème les pépins d'une excellente poire de Crassane, les bonnes qualités acquises disparaissent incontinent. Van Mons, célèbre arboriculteur belge, déclare que c'est à peine si cinq ou six produits sur cent méritent d'être conservés. Les jardiniers savent très-bien qu'il ne faut pas semer les artichauds : ils perdent leurs qualités culinaires, se rapprochent du type sauvage et, selon l'expression aussi juste qu'énergique des praticiens, *retournent au chardon*. Abandonnées à elles-mêmes, nos plantes cultivées tentent vite à revenir au type originel ; là, comme pour les hybridations, la nature n'est jamais complice de nos efforts pour troubler l'ordre de ses productions. M. Vilmorin a pu, en quelques années, dans un terrain sans engrais, ramener la Carotte au type sauvage, à cette racine petite, chétive, amaigrie d'où l'on était parti.

Ainsi la sélection artificielle, la sélection de l'homme — que M. Darwin compare à celle de la nature — n'arrive à un résultat qu'en luttant sans cesse contre les tendances naturelles des êtres à reproduire et à con-

server les formes typiques primitives. Les plantes varient sans aucun doute dans certaines limites, nous le verrons — et sans cette variabilité la sélection de l'homme n'aurait pas sujet de s'exercer — mais ces variations ne résistent pas à la grande loi de fixité, d'inaltérabilité des types spécifiques.

Dans le règne végétal, en dehors de ces qualités ornementales ou alimentaires que l'homme développe, en quoi peuvent consister des modifications avantageuses, utiles à la plante et qui témoigneraient de sa marche vers la perfection? Sera-ce quand les roses auront perdu leurs épines, quand les chardons fleuriront comme des lys, quand les arbustes auront la taille des palmiers, quand toutes les fleurs seront régulières, parfumées et parées de couleurs vives? Pensez-vous que la nature sera plus belle? Non, elle aura perdu les contrastes qui en font le charme, et l'harmonie qui résulte de la variété.

Non, la sélection ne s'exerce pas dans la nature, comme l'entend M. Darwin. Cela est impossible à admettre quand nous voyons, au mépris de cette prétendue loi, les infirmités se perpétuer dans l'espèce humaine, le triste héritage des maladies se transmettre des parents aux enfants et affecter le germe formé dans un organisme malade. Le génie n'est pas toujours l'apanage de la postérité d'un savant illustre, et, d'un autre côté, trop souvent le vice paternel lègue à la société des familles entières déchues par l'idiotisme ou la dépravation. La nature n'assure donc pas la perpétuité des avantages, mais semble plutôt assurer celle des défauts et des infirmités, comme si l'homme s'assimilait moins facilement les vertus que les vices qui entourent son berceau.

Au lieu d'avoir gagné en force et en beauté, n'est-ce point le contraire qui serait vrai pour les êtres ? Que sont nos Fougères, nos Lycopodes, nos Prêles, à côté des espèces éteintes dont nous trouvons dans le sol les gigantesques débris ? Dans le règne animal, nos Autruches sont des naines à côté des OEpyornis et des Palaptérix. Les grands Sauriens, les Pachydermes des anciens terrains avaient une taille et une force qui n'ont plus été atteintes. Où sont leurs ascendants? Où est leur postérité? On n'a pas trouvé encore le *Proto-Dinotherium* et le *Post-Dinotherium*, observait un membre de la Société d'anthropologie, tandis que tant d'infimes débris sont recueillis ; les dimensions de ces monstres ne devraient pas leur permettre d'échapper à nos recherches.

Et l'homme, a-t-il gagné? La durée de sa vie paraît être abrégée, son énergie musculaire n'a pas progressé, et le poète n'avait-il pas raison de dire :

Nous sommes étonnés de ces harnais de guerre
Qu'à peine notre bras peut soulever de terre,
Et nous nous demandons si chez l'homme d'alors
La taille était plus haute et les muscles plus forts ;
N'en doutons pas, leurs fils, triste progéniture,
Ont déchu par degrés de force et de stature.

(BARTHELEMY.)

L'homme peut progresser dans ses connaissances, dans l'exercice de ses facultés, mais son organisme, comment peut-il se perfectionner? On ne conçoit guère comment les influences extérieures pourraient réagir. Ce qui n'est pas contestable, c'est le progrès de l'intel-

ligence, de l'art. Mais le progrès, remarque encore M. Fée, est un mot d'acception humaine.—(V. note C.)

Si, comme le dit M. Darwin, la sélection naturelle agit *seulement* pour le bien de chaque individu, « tout don, physique ou intellectuel, tendra à progresser vers la perfection » (1), comment se fait-il que, dans les opérations sélectives de l'homme, si peu de produits conservent les qualités qu'il leur avait conquises, dès que les individus sont abandonnés à eux-mêmes? Serait-ce que la beauté des corolles, la saveur des fruits, s'il s'agit de plantes, la rectitude des formes, si nous nous occupons des animaux, ne seraient pas des dons avantageux pour l'espèce? Nous nous demandions tout à l'heure en quoi pouvaient consister ces qualités avantageuses que la sélection naturelle accumulerait, et nous ne le comprenions pas. Les plantes diffèrent les unes des autres, mais sans qu'on puisse dire qu'elles sont plus parfaites; elles ont chacune leur élégance particulière, leurs propriétés, leurs ressources spéciales. — (V. note D.)

La seconde proposition de M. Darwin, la *Concurrence vitale*, est fondée sur la lutte que les êtres soutiennent pour résister aux causes de destruction qui les menacent. La vie, à la vérité, est un combat au physique aussi bien qu'au moral; il faut lutter contre la faim qui nous presse chaque jour, contre la maladie, qui nous menace, la caducité, qui s'avance, contre l'inclémence des saisons et des climats, contre les poursuites d'autres êtres qui nous attaquent; tous veulent avoir et conserver leur place au soleil. Les animaux, mieux que

(1) P. 590 l. c.

les plantes peut-être, soutiennent cette lutte pour l'existence, pouvant fuir le danger, émigrer d'un pays où l'alimentation devient impossible, lutter par la ruse ou la force. Mais les plantes, comme les animaux, ont, ne l'oublions pas, des ressources naturelles immenses pour réparer leurs pertes et maintenir la balance numérique des êtres vivants. M. Darwin croit que les puissants, les habiles, les méchants triomphent, dominent, suppriment les faibles, les humbles, les dénués ; il n'en est rien. Les gigantesques mammifères des âges préhistoriques ont disparu et nous avons toujours des Cirons. Les grandes Cicadées des premiers temps, dont les troncs robustes se retrouvent dans la houille, ont péri et l'humble gramen fleurit toujours dans nos champs. Tout dans la nature s'oppose à cette prédominance des espèces robustes sur les petits, et, tout en permettant l'exercice de ces instincts carnassiers, de cette vitalité envahissante, la Providence maintient l'harmonie de son œuvre, en assurant la conservation de chaque espèce. Les plantes produisent avec profusion ces grains de pollen dont un seul suffirait à féconder l'ovaire de la fleur ; les forêts de pins livrent aux vents des nuages de cette poussière séminale que l'on a pris pour des pluies de soufre, et qui assure inévitablement la fécondation des germes. Les poissons engendrent des milliers d'œufs qui comblent les vides faits par leurs voraces ennemis, et, tandis que l'énorme cétacé, qui a peu d'antagonistes à redouter, n'a qu'un petit, les espèces dont il fait sa proie se multiplient en nombre incalculable. La nature a des moyens de reproduction inimaginables. Hallet sema grain à grain deux litres de son blé généalogique

dont il obtint 1,292 litres. Un Irlandais, Miller, ayant pris soin de coucher sur la terre les tiges au fur et à mesure qu'elles se développaient, a obtenu, d'un seul grain de blé et en une année, 21,109 épis, contenant 576,840 semences (soit 34 litres). Quels trésors de fécondité, de vie, l'homme à sa disposition ! !

Nous verrons dans les faits la préoccupation constante de la nature pour la protection de tous ses types créés pour une époque. Il y a déjà longtemps que M. Guérin Menneville faisait la remarque que « lorsqu'un être, animal ou végétal, protégé dans sa multiplication, prend un développement exagéré, anormal, d'autres êtres, destinés à limiter cet accroissement numérique, ne tardent pas à l'attaquer, afin qu'il ne puisse jamais dominer et rompre le juste équilibre qui garantit l'existence perpétuelle de toutes les espèces de la création » (1).

Donc, la lutte pour l'existence existe dans la nature dans une certaine mesure, mais elle n'a pas pour résultat d'assurer la possession du sol uniquement aux forts et aux intelligents ; chaque être a ses ressources, ses armes, ses aptitudes diverses, et rien ne s'anéantit, ne se change dans le sens où les transformistes l'entendent. C'est dommage, car la conception scientifique de l'univers, comme ils disent, était complète : un type ou quelques types primordiaux varient, modifiés sans cesse par les influences physiques du sol, du climat ; la Sélection naturelle conserve les modifications avantageuses, la Concurrence assure la victoire aux robustes, aux intelligents, et toute la nature marche ainsi vers

(1) *Insectes parasites de la Cochenille* ; Rép. de Ph^ie^, 1849.

une perfection finale dont le terme est en Dieu même, selon quelques transformistes : *Sicut Dei eritis*, vous serez comme des Dieux, avait dit le tentateur au premier couple, cette prophétie de l'esprit du mal, se demande M. Maire, « après quelques millions d'années, le transformisme aidant, deviendra-t-elle une vérité ? » (1)

Le système du Darwinisme étudié plus à fond va nous offrir bien d'autres singularités. Ses partisans ont bien senti, des premiers, que l'on n'expliquait pas tout avec la sélection naturelle et la concurrence vitale favorisant les forts. Sir Wallace a trouvé la théorie des formes *imitatrices* et *protectrices* (en anglais *mimiery*). Il y a des espèces qui ont la couleur de la terre, du rocher, du feuillage sur lesquels elles vivent. Des insectes ressemblent à une feuille morte, à un morceau de bois mort. Grâce à cette ressemblance trompeuse, à cette propriété avantageuse acquise, elles échappent facilement aux poursuites de leurs ennemis. — Mais il y en a d'autres qui ont des couleurs bariolées, voyantes, qui les signalent bien vite à leurs adversaires ; cela n'embarasse nullement notre transformiste : « Ce sont, dit-il, des espèces mimiques dont l'existence s'explique de la même manière que celles des espèces ressemblant à une feuille... Sorte de chevaliers d'industrie qui se donnent tous les dehors de gens bien nés et respectables pour se glisser dans une société honorable (2). » La sélection les a conservés parce que « ils échappent aux poursuites de leurs ennemis par leur ressemblance

(1) *Note sur le Transformisme*, p. 13.
(2) *Rev. du Cours scientif.* ; 1870, p. 566.

avec une espèce dont ceux-ci n'ont pas l'habitude de faire leur proie... puis elles jouissent d'une odeur ou d'une saveur pénétrante, propres à en faire des proies plus repoussantes qu'agréables, ou du moins offrent-elles une dureté qui les rend indigestes (1). » Parmi les grands chats, le Tigre, dit M. Wallace, qui vit dans les jungles, caché dans les hautes herbes et les bambous, a un pelage à bandes verticales qui doivent se confondre avec les troncs verticaux des bambous et faciliter au carnassier chasseur l'approche de sa proie. D'autres, comme la Panthère, vivent sur les arbres et ont un pelage ocellé ou tacheté qui se marie admirablement avec l'arrière-plan du feuillage, tandis que le Pouma, au pelage uniformément fauve, guette sa proie appliqué contre la maîtresse branche de quelque arbre au point de se confondre avec son écorce (2).

M. Claparède qui est cependant darwiniste lui-même, trouve cette explication des couleurs très ingénieuse, mais il craint qu'on ne se laisse entraîner trop facilement à lui accorder une valeur scientifique à laquelle elle ne saurait nullement prétendre. « Avec un peu de réflexion, ajoute-t-il, on pourrait imaginer d'autres explications tout aussi plausibles ou tout aussi peu plausibles, comme l'on voudra (3). Et plus loin : « La théorie est d'une élasticité merveilleuse et on peut la mettre entièrement au service de son imagination, dès qu'on part de prémisses mal assises (4). »

Les couleurs des oiseaux sont expliquées par M. Wal-

(1) *Rev. du C. sc.*, ibid.
(2) Ibid.
(3) Ibid.
(4) Ibid,, p. 567.

lace avec la même facilité. Les femelles ont généralement des couleurs plus ternes, plus sombres, le Faisan par exemple ; c'est la sélection naturelle qui a favorisé les individus à couleurs peu vives, dans la lutte pour l'existence, en leur permettant d'échapper plus facilement aux regards de leurs ennemis. Le brillant plumage, comme la belle voix des mâles, serait dû aux préférences des femelles pour les individus qui présentent ces qualités; c'est la sélection sexuelle que M. Darwin admet également. On suppose chez les oiseaux un sentiment du beau, de l'harmonie, identique avec le nôtre. Mais pour les espèces à cri désagréable, à plumage sombre, une autre sélection a du présider à leur formation. M. Claparède convient encore que l'exactitude de ces interprétations n'est pas suffisamment démontrée et rappelle à sir Wallace l'antique dicton : *De gustibus coloribus non est disputandum*, il ne faut pas disputer des goûts ni des couleurs. Si les Rossignols femelles, « dit-il plaisamment, ont toujours accordé de préférence leurs faveurs aux mâles bons chanteurs, c'était la conséquence de leurs goûts musicaux et des aptitudes harmoniques de leur oreille. Malheur aux pauvres mâles à registre peu étendu ou à timbre fêlé ! Les douceurs de la paternité leur ont été impitoyablement refusées ; ils sont morts de jalousie dans la tristesse et l'isolement... Mais pourquoi n'y a-t-il pas de chanteuses ? Serait-ce que les oiseaux mâles ne se sont jamais souciés de la voix de leurs épouses, ou que leurs concerts personnels suffisaient à la satisfaction de leurs goûts musicaux, ou que cette aptitude n'était point compatible avec l'organisation du sexe féminin, ou, ajouterai-je, parce que les mélo-

dies des belles couveuses au plumage sombre, eût peut-être appelé sur elles l'attention de leurs ennemis ? Sir Wallace ne s'en explique pas.

J'en laisse beaucoup ; j'en ai dit assez pour faire voir comment on tombe dans de puériles suppositions, que l'on nous donne pour des réalités, quand on veut expliquer tout et échapper à une création primitive, spéciale pour chaque type.

III. — De la Variabilité.

La sélection et la concurrence vitale ne sont pas tout le transformisme, ce ne sont que les moyens, à l'aide desquels les variations produites sont choisies et conservées. Mais ces modifications se réalisent-elles, en effet, et dans la mesure que les transformistes supposent; à ce point que ce que nous prenons pour des espèces, créées originairement distinctes et désormais immuables, ne soit que des formes modifiées, dérivées d'un ou de quelques types primordiaux, et constamment instables et en voie de perfection.

D'abord, qu'il existe dans les êtres une faculté de varier, dans certaines limites, sous les influences diverses qu'ils subissent, c'est ce que personne ne conteste ; mais que ces variations soient assez considérables pour effacer les caractères fondamentaux de l'espèce, pour en acquérir d'autres qui aient, au même titre, une valeur spécifique, voilà ce qu'il nous paraît impossible d'admettre, même avec les milliers de siècles que réclame la théorie.

On sait déjà, d'ailleurs, apprécier dans beaucoup de

cas les effets des influences du milieu, de l'exposition, du climat. Nous savons par exemple que les Renoncules d'eau à feuilles déliées, capillaires, prennent, si l'eau baisse, si la plante émerge, des feuilles à limbe élargi et lobé. La Sagittaire, dans un courant rapide, voit ses feuilles en flèche s'allonger comme un ruban étroit et la rendre méconnaissable (*F. vallisnerifolia*). A une exposition solaire, dans un sol sableux, la taille diminue, les aiguillons et les glandes augmentent, la nervation se prononce, la division des organes devient fréquente; tandis qu'à l'ombre les tiges s'allongent. les aiguillons diminuent, les inflorescences se simplifient. L'étude des Ronces nous montre toutes ces transitions, et, si l'on hésite encore sur le groupement des diverses formes, c'est qu'on n'a pas encore reconnu complétement l'étendue et les limites de ces variations. La couleur des fleurs, des fruits varie, mais sans que la constitution de ces organes soit modifiée.

Les Phyllodes, ces feuilles anormales simples qui ne sont qu'un pétiole élargi, remplaçant le limbe absent, ne trompent point le botaniste qui a vu les jeunes *Mimosa* naître avec des feuilles composées et perdre leurs folioles dans les feuilles adultes ; et certains *Lathyrus* offrir, au contraire, des feuilles simples au bas de leur tige et des feuilles ailées au sommet. La nature semble se jouer dans ces variations nommées à juste titre *Ludibria naturæ*. Elles n'influent pas sur les caractères spécifiques dont l'observation attentive nous montre toujours la fixité. Elles roulent toujours dans le même cercle, pour la même espèce, et l'on peut dire des plantes qu'elles sont *constantes même dans leurs caprices*.

Au reste, les ressemblances constantes, générales frappent bien plus l'esprit que les dissemblances légères, accidentelles. Dans les écarts du type on retrouve toujours des caractères communs, distinctifs, qui réunissent ces formes et nous les montrent comme des sœurs issues de parents communs :

..... Facies non omnibus una
Nec diversa tamen, qualem decet esse sororum

Mais jamais ces variations, jeux de la nature ou influences des milieux, ne peuvent prendre assez d'importance pour devenir spécifiquement différentes du type qui leur a donné naissance. « Aucune somme d'inconstance, dit M. Fauvel, n'est inconciliable avec l'idée de l'entité spécifique, et nos formes ambigues ou douteuses ne sont rien que celles dont le cercle des variations ne nous est pas encore bien connu. De même que les courbes tracées par le flot sur le rivage s'avancent ou reculent, mais ont des limites qu'elles ne franchissent pas, de même chaque espèce nous offre des fluctuations plus ou moins profondes au sein desquelles elle demeure entière et inaltérée, emblême admirable de la stabilité dans l'inconstance, de la variété dans l'unité, selon la pensée du poète anglais :

Changeant toujours, quoique jamais changée
Immuable au repos éternel condamnée
En sa mobilité sans fin, » (1)

M. De Caisne, en étudiant les différentes espèces du genre Poirier, déclare que les formes multiples de ce

(1) *De l'espèce et ses variations* par A. Fauvel, bull. de la Soc. Linn. de Norm. 1868.

genre *sont incapables de se changer les unes dans les autres.*

De Candolle n'hésite pas à affirmer que, « depuis que l'homme observe les plantes, aucune espèce ne s'est modifiée et que rien n'autorise à penser qu'il a pu en être autrement avant les temps historiques. »

M. Germain de Saint-Pierre et plusieurs transformistes admettent l'immutabilité pour une époque géologique. Mais c'est tout ce que nous pouvons savoir ; au-delà nous raisonnons sur l'inconnu. La résistance des plantes à se modifier se montre visiblement dans les acclimatations que l'on a tentées. Le Ricin qui passe ici pour une plante annuelle, est un arbre dans son pays, il végète tant que la température le lui permet, puis le froid survient et le fait périr. La vigne, loin de s'acclimater, a plutôt perdu que gagné; d'après les anciens écrits, elle était cultivée aux environs de Rouen, d'où elle a disparu. Les plantes ne cèdent rien de leurs exigences, il faut qu'elles retrouvent, à peu de chose près, les conditions de la patrie ; leur naturalisation est impossible ; elles ne deviennent pas autre chose ; elles restent chétives ou succombent. *Les plantes meurent et ne se rendent pas.*

« La science nous fournit des preuves incontestables et incontestées que, dans l'état sauvage, les animaux n'ont pas changé depuis des centaines de siècles... à ne parler que des insectes, les types fossiles, exhumés des assises tertiaires ou englobés dans le succin, ceux qu'on retire des momies d'Egypte, vieux de 5000 ans, nous montrent leurs formes identiques aux nôtres. La faune alpine s'est perpétuée la même sur nos montagnes tempérées et sur les rivages arctiques depuis sa

séparation au temps de la période glaciaire. » (FAUVEL, loc. cit.)

« Qu'est-ce ceci? s'écrie M. de Cartailhac — le savant secrétaire de la Société d'histoire naturelle de Toulouse — Qu'est-ce ceci? Une Libellule qui a rasé de son aile les eaux stagnantes de la période du Lias est pareille à celle-ci qui voltige autour de nous. Voici d'autres insectes : ces coléoptères, encore parés de toutes leurs couleurs et conservés dans une goutte de succin, sont identiques à ceux de nos jours. Pendant la durée interminable des mers jurassiques, crétacées, tertiaires, ils sont restés immuables. C'est l'affirmation de l'espèce; c'est le problême le plus palpitant de l'univers. » (1)

Raspail dont les systèmes médicaux et politiques sont bien connus, a écrit aussi un livre sur la botanique et il y embrasse avec ardeur le transformisme et l'hétérogénie. Voici comment, dans son langage imagé, il raconte, par exemple, les transformations du Blé : Abandonné à lui-même, « le Blé se dépouille de son caractère systématique, de la noblesse que lui imprime la culture, pour retourner à la rusticité des gramens. Il devient un *Avena*, « si les locustes deviennent rachis ou pédoncules, si les glumes s'allongent et que l'arète se détache sur le dos de la paillette; un *Festuca*, si « les glumes restent plus courtes que les paillettes et que l'ovaire et les écailles restent lisses; » un *Dactylis*, s'il « associe la structure compacte de l'épi à la ramification de la panicule. » Enfin, qui sait dans le corps de quel gramen foulé aux pieds l'âme de

(1) *Bull. de la Soc. d'hist. nat. de Toulouse*, 1868-69, p. 167,

cet enfant déchu de la culture peut passer ainsi sous la baguette magique de la transformation ! » (1)

« Le Blé peut devenir de l'Ivraie, je l'admets, dit-il, comme un fait démontré qui finira par passer dans la science comme la pluie de crapauds et la pluie de pierres dont les savants de cabinet ont ri aux éclats pendant tant d'années. » (2) Vous reconnaissez sans peine les procédés de de Maillet, expliquant le passage du poisson à l'oiseau. Vains efforts, depuis que l'homme observe, répéterons-nous avec De Candole, rien n'autorise ces suppositions tout-à-fait gratuites.

Le Dr E. Fournié fait une comparaison très-ingénieuse qui montre comment il faut comprendre toutes ces espèces très voisines sans doute, que les transformistes font dériver les unes des autres, au lieu de reconnaître des créations indépendantes. (3) N'est-ce pas, dit-il, comme « la série chromatique des touches d'un piano, chaque corde, chaque touche a bien été fabriquée indépendante, sans rien emprunter aux touches précédentes, l'ouvrier imprimant à chaque note ses caractères spécifiques ; d'après les transformistes, le grand Ouvrier aurait paresseusement construit son piano en faisant sortir les notes les unes des autres ; il aurait créé la gamme sériaire des êtres vivants par voie de transformation et de filiation. (4) »

(1) *Nouveau système de physiolog. bot.* T. 2, p. 283.

(2) *Ibid.* p. 281.

(3) Il ne s'agit pour beaucoup d'auteurs que de défendre la fixité des espèces, mais les transformistes n'admettent pas même celles des genres ni des classes, puisque, dans leurs doctrines. un très petit nombre de types aurait suffit à tout produire.

(4) *La place de l'homme.* Correspondant, 10 avril 1872.

Dans le règne végétal les genres *Rubus*, *Hieracium*, *Pyrus*, *Mentha*, dans le règne animal, les genres *Chien*, *Pigeon* renferment des types extrêmement mobiles, très polymorphes, des variations nombreuses par conséquent, mais elles ne sortent pas d'un cadre déterminé; c'est, si l'on veut, le pendule qui s'écarte de la perpendiculaire pour y revenir et s'écarter encore. Seulement les naturalistes ne savent pas bien encore, nous l'avons dit, reconnaître les limites de ces oscillations et prennent quelquefois pour des espèces ce qui n'est que des variations, des écarts de types connus. « L'espèce, dit aussi M. Fée, c'est comme un peuple constitué par des individus dont aucun ne ressemble absolument à un autre, les générations, en se succédant, reproduisent les mêmes nuances individuelles et la physionomie nationale se conserve sans rien perdre des caractères qui la distingue. » (1)

Si la taille, la force, les dimensions des feuilles, le nombre et la couleur des fleurs varient; si, chez les animaux, les poils sont plus ou moins abondants, les cornes plus ou moins longues, la faculté de produire de la graisse ou du lait plus développée, la forme générale des organes, leur situation respective, le mode de nutrition, la durée de la gestation, les habitudes de la vie et bien d'autres caractères importants se conservent, se transmettent et obéissent à une loi de permanence, de fixité que le temps et les milieux ne modifient pas.

(1) Fée; l. cit., p. 41.

IV. — De l'Hybridité.

Il est une autre propriété des êtres qui a dû jouer un certain rôle dans la transformation des types, d'après les naturalistes partisans de ce système ; c'est l'hybridation. Elle consiste dans le croisement d'espèces qui s'unissent et donnent naissance à des intermédiaires, différents des parents dont ils sont issus et paraissant bien propres à fonder des espèces nouvelles et à établir ce lien qui les rattache les unes aux autres. Voyons ce qu'on est en droit de lui attribuer par ce qui se passe sous nos yeux.

L'hybridation naturelle n'est pas un fait aussi commun qu'on pourrait le supposer, en voyant le rapprochement des espèces et connaissant les facilités de croisement dues aux vents, aux insectes, ces agents exacts et infaillibles de la fécondation des plantes unisexuelles. On sait d'ailleurs que l'hybridation ne peut s'exercer qu'entre des espèces qui présentent une grande analogie ; mais, ce qui nous importe, c'est de connaître les suites de ces unions adultérines, et de savoir si elles sont aptes à fonder quelque chose.

M. Naudin, qui a beaucoup étudié les hybrides végétaux, rapporte, au sujet des Cucurbitacées, dans un mémoire couronné par l'Académie des sciences, que les ovaires fécondés ont donné de très beaux fruits mais sans graines ou avec des graines sans embryon (1). Quand il a obtenu des graines fertiles, « dès la deuxième génération, dans la grande majorité des cas

(1) *Rev. horlic.* 1864, *p.* 405.

et peut-être dans tous, commence la dissolution des formes hybrides »…. « Ce que je puis affirmer, conclut-il, c'est qu'aucun des hybrides que j'ai obtenus n'a manifesté la moindre tendance à faire souche d'espèce. Une plante hybride réunit deux natures qui se contrarient mutellement et sont sans cesse en lutte pour se dégager l'une de l'autre » (1). On ne saurait être plus explicite, plus clair.

Kœlreuter et Gaertner avaient déjà, après de longs et importants travaux, proclamé cette loi universelle de la stérilité du croisement entre espèces distinctes, et, quand la fécondité était acquise aux produits hybrides, Kœlreuter n'hésite pas à déclarer qu'on avait croisé des variétés et non des espèces. Quand les vrais hybrides se montrent par hasard féconds, c'est pour faire retour à l'un des types qui les ont produits (2).

M. Périer, dans un mémoire intitulé *Essai sur les croisements ethniques*, lu à la Société d'Anthropologie, a résumé avec un grand soin et une rare impartialité, les différentes opinions sur le point qui nous occupe et il est obligé de convenir « que les déviations hybrides des végétaux ne se perpétuent pas et n'ont point rang dans la création » (3).

Les hybrides ou mulets dans le règne animal ne sont

(1) *Mém. sur les Variétés*, p. 304 en note.

(2) M. De Quatrefages a fait la remarque que la culture peut développer la fécondité des hybrides ; Ex : *OEgilops triticoides*, *Primula variabilis* (Godron). La même idée se trouve formulée ainsi dans une leçon d'anthropologie : « Le milieu sauvage restreint la fécondité des alliances entre formes dissimilaires ; le milieu domestique développe cette aptitude. » (*Rev. du Cours sc.* 1869, p. 89).

(3) *Bull. de la Soc. d'Anthropolog.* T. III, 3e fasc. 1870.

pas plus favorables à la théorie transformiste et ne présentent pas plus de disposition à faire souche d'espèce. Toutes les observations exactes et persévérantes confirment cette impuissance des hybrides. Cuvier, Flourens, Godron, de Quatrefages, Duvernoy défendent la stérilité des hybrides ou leur fécondité bornée. Examinons quelques-uns des cas qui ont été proposés contre cette opinion.

Les *Léporides*, union du lièvre et du lapin, dont on a fait beaucoup de bruit dans ces dernières années et tiré des conséquences exagérées, n'apportent aucun document contraire à la loi de la stérilité des hydrides. C'est en vain que M. Broca affirme que la classique permanence des espèces est erronée, M. Périer, qu'on ne suspectera pas de trop d'orthodoxie, déclare, dans le travail précité, que cet exemple manque d'autorité, de précision, d'authenticité suffisante et laisse beaucoup à désirer. » Les Léporides ne se soutiennent que par des unions nouvelles avec le premier sang. M. Samson affirmait dernièrement à l'Académie des sciences que ces métis font retour au lièvre ou au lapin. « Les générations passent, dit M. Périer, et les espèces restent comme primitives, projetées dans le premier plan de la création, selon l'expression de Pallas. N'est-il pas évident que, si les croisements pouvaient altérer les formes permanentes qui caractérisent les espèces et même les races véritables, il n'y aurait plus de toutes parts que des collections ou des suites confuses d'êtres sans type, sans nom, en un mot, que désordre au lieu de l'ordre qui règne sur le globe ? » (1).

(1) PERIER, loc. cit. p. 265.

Il en est de même des *Chabins* (hybrides du bouc et de la brebis), ils ne se soutiennent au Chili, où leurs peaux appelées *pellones* sont l'objet d'un commerce important, que par des croisements des brebis hybrides avec les boucs (1).

Les *Ovicapres*, le *Loup-Chien*, le *Bison-Bœuf*. l'*Alpa-Vigogne*, l'*Alpa-Lama*, tous ces croisements, tentés depuis un certain nombre d'années, n'ont jamais montré dans leurs suites une fécondité continue; ce n'est que par de nouvelles infusions du sang des types qu'on maintient les caractères qui s'effacent et la fécondité qui s'éteint. « Nous ne voyons pas, c'est encore M. Périer qui parle, ces hybrides vivre de leur vie propre et s'interposer, comme un chaînon intermédiaire, entre les espècee d'où ils tirent leur origine. » (Périer *l. cit. p.* 274.)

Nous aurions pu rappeler encore l'exemple vulgaire du Mulet pour la propagation duquel il faut sans cesse recommencer le croisement dont il est issu.

L'hybridation n'est point uu procédé de la nature; nous voyons au contraire qu'elle résiste à cet accident, qu'elle maintient ses types en frappant de stérilité les hybrides et les mettant ainsi dans l'impossibilité de se perpétuer.

La brutalité des faits oblige aussi MM. Littré et Robin à déclarer que « le mulet est infécond. On cite, disent-ils, quelques exemples de mules fécondes mais les produits n'ont pas vécu. » (*Dict. de Nysten*). On sait que la liqueur séminale du mâle est imparfaite. — Aussi, Cuvier était-il amené, dans son *Histoire des*

(1) Gay. *Comples-rendus de l'Académie des sciences*; 1855.

Mammifères, à cette conclusion qui n'a point encore été ébranlée : « Tout ce que l'on concluera sur la reproduction indéfinie des mulets (ou hybrides) sera conjectural, imaginaire et plus propre à faire partie du roman de la nature que de son histoire. »

M. Darwin lui-même qui avait tant d'intérêt a établir la fécondité des hybrides, leur aptitude à faire souche d'espèce, convient avec bonne foi, « qu'il est douteux que l'on connaisse aucun exemple bien authentique d'un animal hybride parfaitement fécond »(1). Mlle Royer, sa traductrice, cherche en vain à expliquer cela avec les lois darwiniennes « la stérilité des hybrides, dit-elle, n'est point un avantage pour les individus, mais c'en est un pour l'espèce dont *elle maintient la pureté typique* et les *adaptations locales*... Elle peut donc à ce point de vue avoir été acquise par sélection naturelle... Les espèces rebelles à tout mélange avec des espèces alliées (?) ayant généralement dû être élues de préférence aux espèces folles ou polymorphes » (2). Notons que Mlle Royer admet ici le maintien de l'espèce *pure*, *adaptée aux circonstances locales*, de sorte que la fixité naîtrait de la variabilité; mais la variabilité et la sélection qui agissent sans cesse, et puis ces espèces *rebelles*, *alliées*, *polymorphes* ..! Tout cela est bien confus, mais peut-il en être autrement, quand on veut tout expliquer.

Quoiqu'en disent ces auteurs, tout ce qu'on peut conclure des faits hybrides est désastreux pour le Transformisme, non-seulement parce que c'est un moyen

(1) Darw. trad. 2 Ed. p. 310.
(2) ibid., en note, p. 304.

de transformation qui lui échappe, mais surtout parce que la fécondité des croisements est une démonstration de la communauté d'origine et que leur stérilité, au contraire, prouve leur distinction profonde et l'impossibilité de la formation d'intermédiaires. Toutes les variétés d'une même espèce se croisent facilement entre elles et les suites de ces unions sont fécondes. Telles sont, dans l'espèce humaine, les alliances des différentes races qui prouvent l'unité d'origine, la vérité du monogénisme. Les métis qui en résultent se perpétuent indéfiniment, tandis que les unions entre deux espèces distinctes ne donnent lieu qu'à des hybrides stériles ou à fécondité bornée, indice généralement admis d'une origine différente entre les parents. Cette épreuve de la fécondité continue ou bornée des suites d'un croisement est peut-être le seul caractère certain qui permette d'affirmer que deux êtres appartiennent ou n'appartiennent pas à la même espèce.

Les plantes unisexuelles donnent des graines qui se développent mâles ou femelles. Cela est inexplicable avec la sélection naturelle héréditaire. On dira peut-être que la fécondation inégale, l'imprégnation pollénique différente, a pu produire ce développement distinct, et qu'il n'y a rien de prévu. Mais alors il faut admettre que cette inégalité de propriétés se produit toujours avec régularité pour toutes les plantes unisexuelles dioïques. Et aussi, comment cette séparation des sexes a-t-elle pu s'opérer par la sélection puisqu'elle ne paraît pas avantageuse aux plantes en rendant l'acte important de la fécondation bien plus difficile ; comment peut elle se maintenir par héré-

dité puisque les plantes mâles ne produisent pas de graines?

V. — Atavisme.

L'*Atavisme* dont le nom signifie ressemblance aux aïeux, est une loi qui concourt puissamment à la conservation des caractères spécifiques, en contrebalançant la tendance à la variabilité et maintenant aux produits la fidélité des formes ancestrales ou les y ramenant, quand ils s'en écartent. C'est elle qui transmet aux descendants, invariables et complètes, ces habitudes instinctives que les parents ne leur ont jamais apprises. Les nids sont faits depuis longtemps quand les petits éclosent et personne ne leur apprend la construction de ces berceaux qu'ils édifieront à leur tour l'année suivante.

Pour les formes essentielles comme pour les instincts dont nous parlerons tout à l'heure, il y a là comme une loi de transmission héréditaire, certaine, immuable et particulière, posée à l'origine; quelque chose d'invincible, de fatal, que la science n'explique pas avec les lobes cérébraux et les appareils nerveux, quelque chose, il faut bien en convenir, de providentiel qui est hors la science.

Le retour des hybrides aux types géniteurs est dû sans aucun doute à cette loi de l'atavisme, et c'est elle qui agit manifestement sur nos animaux domestiques aussi bien que sur nos races légumières, dès qu'elles sont soustraites aux soins persévérants de l'homme, à la sélection artificielle, et replacées dans

l'état de nature. Toujours dans ces conditions elles reprennent peu à peu, mais constamment, les caractères de leur type originel.

Nous avons déjà cité l'exemple de la carotte maraîchère que M. Vilmorin a vu, cultivée dans un terrain maigre et sauvage, revenir en quelques années à la racine étriquée et sans suc, d'où sont partis les premiers horticulteurs. Un voyageur, M. Roulin, a consigné, dans un mémoire important, les changements observés dans les animaux domestiques transportés sur le nouveau continent. « Errant tout le jour dans les bois, dit-il, les porcs ont perdu presque toutes les marques de la servitude ; les oreilles se sont redressées ; la tête s'est élargie, relevée à la partie supérieure ; la couleur est redevenue constante, elle est entièrement noire. Les jeunes individus, sur une robe un peu moins obscure, portent en lignes fauves la livrée comme les marcassins... Les habitudes d'indépendance amènent des changements qui paraissent tendre à faire remonter les espèces domestiques vers les espèces sauvages qui en sont la souche. » (1). Ce fait là, invoqué par M. Pennetier comme un exemple de variabilité, proteste au contraire contre le système transformiste. On y voit évidemment un retour à l'espèce typique, une preuve de la ténacité des caractères spécifiques qui reprennent le dessus, dès que les êtres sont soustraits à la domesticité ou à la culture, une démonstration de la fixité des espèces.

M. Darwin n'a pu méconnaître cette force qui n'est pas favorable à son système, et il a admis une varia-

(1) *Mém. de l'Institut.* T. VI, p. 326.

bilité *réversive*, une *sélection récurrente*, rétrograde, exceptionnelle, indice de l'origine commune des formes qui présentent ces anomalies. On a beaucoup exagéré, selon lui, ce retour au type des aïeux ; « la réversibilité n'a pas empêché l'homme de créer d'innombrables races, pourquoi, dit-il, mettrait-elle une entrave absolue aux procédés sélectifs de la nature. » (1). Nous répondrons que l'homme n'a réussi à créer les races à son usage qu'en luttant sans cesse *contre la nature*, qu'en choisissant avec persévérance pour producteurs les sujets offrant au plus haut point les variations qu'il voulait fixer. La nature résiste donc et manifeste ainsi sa subordination à la la loi de l'atavisme.

M. Darwin convient que beaucoup de races domestiques ne peuvent se soutenir à l'état sauvage ; et, si elles reviennent au type originel, type inconnu souvent, « cela peut être attribué à la pauvreté du sol. » (P. 23.) — Sans doute, les conditions anormales où elles étaient maintenues cessant, la nature reprend ses droits — mais il trouve tout cela sans importance. Il voudrait « que nos races manifestent une forte tendance de réversion, qu'elles perdent leurs caractères acquis, *sans que les influences changent*..., alors il accorderait qu'on ne peut rien induire des variétés domestiques aux espèces de l'état de nature. » (P. 23). M. Darwin demande ici l'impossible, car, puisque les influences ont eu le pouvoir de faire dévier l'espèce, de triompher de l'atavisme héréditaire, il est évident que le type spécifique ne surmontera jamais ces obs-

(1) L. cit. p. 119.

tacles, sans que les conditions changent, c'est le contraire qui arrive quelquefois, l'accoutumance, la persistance des variations, la formation de races fixées. M. Darwin voudrait ainsi que la nature, par un retour inexplicable, triomphât d'influences qui l'ont vaincue une première fois, qui ont ébranlé et modifié ses types. Cependant, il admet que ces influences agissent sans cesse et avec une énergie qui ne se dément point.

La faculté qu'ont les plantes de varier est donc comprimée, balancée, dominée par l'Atavisme, cette force innée des germes qui maintiendrait le type originaire et préviendrait la confusion et le désordre inévitables, si les lois du Transformisme étaient une vérité.

C'est l'*Atavisme* qui imprime aux enfants le cachet paternel, cette ressemblance, morale aussi bien que physique, qui rattache la postérité à ses ascendants, quelquefois déjà un peu éloignés. En parlant de nos animaux domestiques, on entend dire : ils ont de la race, ils ont du sang, pour désigner une forme élégante, une qualité heureuse, transmise par les aïeux. L'Atavime a des droits contre lesquels ne prévaudront jamais les jeux de la forme.

VI. — Les instincts.

Mais la forme n'est pas tout dans les êtres, les fonctions, les instincts, les habitudes les plus diverses les caractérisent. « L'instinct, dit M. Fée, sépare les animaux autant que la structure. » (1). Les transformistes

(1) Fée l. cit. p. 112.

soutiennent que l'organe est formé *par* la fonction. — « La fonction fait l'organe (GUÉRIN). — Les partisans de la fixité prétendent que l'organe a été formé *pour* la fonction, et ils nient ce développement progressif qui, d'après la loi de sélection naturelle, accroit à chaque génération une modification utile. Nous savons que l'exercice ou le non exercice d'un organe peut le perfectionner ou diminuer sa puissance, mais il y a loin de là à la création des pièces d'un organisme, si délicates, si ingénieuses, si parfaites, telles que celles qui composent le sens de la vue ou celui de l'ouïe. Ce perfectionnement d'un organe par sélection n'est établi par aucun fait certain, et, nous l'avons vu, les anomalies, les infirmités se reproduisent aussi bien que les variations avantageuses.

Voyons comment les transformistes expliquent les instincts. Dans leur dictionnaire, MM. Littré et Robin définissent l'instinct « un mode d'activité cérébrale ». On pouvait s'y attendre puisque pour ces philosophes le génie n'est autre chose qu'une névrose (1). Le philosophe Hartmann dit que « l'instinct est la volonté consciente d'un moyen en vue d'une fin inconsciemment voulue»(2). Cette explication très-obscure ne peut nous satisfaire et il est encore permis de supposer, malgré la négation du docteur allemand, que l'utilité du fait passé en habitude a été prévue et voulue par un être surnaturel. J'aime mieux la définition du Dr Spalding, au congrès de Brigthon, en 1872, « l'instinct est

(1) MOREAU, de Tours, *la Psychologie morbide*, p. 464 et 469.

(2) *Rev. des cours scientifiques*, 1872, 2e série, p. 220 et suiv.

une faculté innée et non le résultat d'une éduccation rapide d'un ou de plusieurs sens » (1).

Les instincts sont, et M. Darwin en convient, une des difficultés de sa théorie. Dans le chapitre qu'il leur a consacré l'auteur, après avoir annoncé qu'il ne veut pas définir l'instinct, ni rechercher l'origine des facultés des êtres vivants, écrit cependant ceci : « Un acte, que nous ne pourrions accomplir qu'à l'aide de la réflexion et de l'habitude, lorsqu'il est accompli par un animal, et surtout par un anival très jeune, est un acte instinctif » (p. 257 loc. cit.). Puis, nous trouvons là les contradictions assez fréquentes du systême. L'habitude peut-être héréditaire, dit l'auteur, et il n'y a plus de différence avec l'instinct, mais « on tomberait dans une grave erreur, si l'on supposait que le plus grand nombre des instincts ont été acquis par habitude et transmis ensuite héréditairement... Il est de toute évidence que les plus merveilleux instincts que nous connaissions, tels que ceux de l'abeille domestique et de beaucoup de fourmis, ne peuvent s'être développés ainsi exclusivement par habitude héréditaire » (p. 259 loc. cit.). Ce qui n'empêche pas, au paragraphe suivant, dans la même page, qu'il s'exprime ainsi : « si l'on peut prouver que les instincts varient quelquefois, si peu que ce soit, dès lors je ne vois aucune difficulté à ce que la sélection naturelle conserve et accumule continuellement toute variation d'instinct avantageuse à l'espèce, sans qu'on puisse poser de limite où son action doive nécessairement s'arrêter. Telle serait donc, selon moi, l'origine de tous les instincts les

(1) *Rev. des cours scient.*, 1872.

plus compliqués et les plus merveilleux ». (loc. cit., p. 259.).

Les instincts naturels se perdent dans l'état domestique, mais les animaux en acquièrent de nouveaux par habitude et par sélection. « Jamais l'homme, continue M. Darwin, ne s'est imaginé de dresser un chien à arrêter, ni un pigeon à culbuter, mais quelques individus ayant présenté ces dispositions naturelles l'homme les a developpées, perfectionnées par sélection et l'habitude instinctive s'est formée. La sélection naturelle a pu agir de même et un instinct accidentel devenir habituel et permanent, s'il est avantageux à l'espèce »... « Il paraît à M. Darwin plus satisfaisant pour l'esprit de considérer les instincts, non pas comme le résultat d'actes créateurs spéciaux, mais comme de petites conséquences contingentes d'une seule loi générale ayant pour but le progrès de tous les êtres organisés » (loc. cit., p. 302). Je ne citerai ici qu'un exemple pour faire voir comment, dans sa théorie, il explique le passage d'un instinct très borné à celui qui présente les œuvres les plus étonnantes.

Il suffirait, d'après M. Darwin, que la Mélipone, sorte de mouche à miel du Mexique, qui construit des cellules globuleuses assez informes, les construisît plus symétriques, placées à égale distance, bien de niveau, qu'elle pût juger de la distance à laquelle elle doit rester de ses compagnes de travail, lorsque plusieurs construisent ensemble ; il faudrait encore supposer que, une fois les prismes hexagones formés par l'intersection des sphères contigues, elle puisse les prolonger afin de pouvoir y renfermer la quantité de miel nécessaire. Il en conclut que l'Abeille domestique

a pu ainsi *aisément* acquérir par sélection naturelle son inimitable talent d'architecte. (DARW., trad., 2e éd. p. 281.)

Quelle complication de suppositions, et cela n'empêche pas les auteurs de trouver tout simple et « *aisé* » cette transformation de l'instinct d'une mouche américaine en celui de notre Abeille d'Europe.

Non, l'instinct ne peut provenir ni d'une éducation rapide, ni d'une faculté accidentelle perfectionnée par la sélection naturelle. Les instincts sont ce qu'ils ont toujours été et n'ont eu, comme les formes, ni progrès ni déclin. Depuis que l'homme observe il n'a pas constaté de modification. Les chants de Philomèle ravissaient déjà les anciens et Virgile chantait les admirables constructions des abeilles.

Le jeune ver à soie qui éclôt au printemps n'a point connu ses parents et n'a pu apprendre d'eux à fabriquer ses trésors de soie, ni à construire son ingénieux cocon. On ne peut concevoir davantage comment la sélection naturelle aurait pu perfectionner son fil, après l'avoir d'abord amené à en former ; comment elle eût pu le conduire à édifier sa retraite soyeuse, tandis que d'autres se contentent d'une tente mal close, d'une feuille ployée, ou se suspendent par un fil à un rameau.

L'oiseau, nous l'avons dit en parlant de l'atavisme, n'a pas davantage appris à construire le berceau de ses amours, ni à moduler ses chants harmonieux. Un savant rouennais avait annoncé que les Hirondelles avaient modifié la forme de leur nid. On disait qu'elles avaient voulu ainsi obvier à certains inconvénients. L'instinct avait fait un pas en avant ; l'intelligence de

l'animal avait conquis un perfectionnement ! Il n'en était rien, hélas ! On se trompait d'oiseau. « Sous ce rapport, comme en toutes choses, conclût M. Belonino, l'instinct des animaux, livré à lui-même, est une raison qui ne varie pas. » (1.).

L'observation montre une inaltérable régularité dans ces travaux, une constance parfaite, caratéristique dans les habitudes aussi bien que dans les formes. Voyez les nids, toujours les mêmes matériaux, toujours les mêmes aménagements ; voyez le plumage, toujours les mêmes dessins, toujours les mêmes nuances ; écoutez les chants, toujours les mêmes mélodies, les mêmes cris et les mêmes chansons.

Si l'instinct, qui n'est dans la théorie matérialiste que l'aîné de la raison, résultait de la sélection, l'homme, malgré la place élevée qu'il occupe dans la série animale, serait bien mal partagé. Il naît ne sachant rien et ayant besoin de tout. Quel animal a une enfance aussi longue et aussi dénuée ? Que de peines et de temps pour lui apprendre quelque chose ! Si l'oiseau délibérait, discutait, perfectionnait son nid, sachant si vite et si bien raisonner il serait bien supérieur à l'homme. Mais il y a entre eux une distance que l'on ne peut combler avec la sélection naturelle et la concurrence vitale, la distance de l'instinct à la raison. L'homme ne sait rien en naissant, mais il a en lui une faculté pour connaître, comparer, juger, développer ce qui lui est transmis. Chaque génération, comme une vague nouvelle à la mer montante, porte un peu plus haut le niveau des connaissances hu-

(1) *Bull. Soc. protect. des animaux.* 1873.

maines. L'humanité travaille, progresse, c'est son lot, c'est son devoir, c'est aussi sa gloire (1) !

VII. — Hésitations, Contradictions.

Ainsi, l'action des causes que le Transformisme invoque n'est pas assez énergique pour changer les espèces et former de nouveaux types. Aucun fait acquis n'autorise une semblable théorie, ne permet une telle espérance. On a beau accumuler des millions d'années, et supposer que ces légères modifications que nous voyons toujours légères, depuis 2000 ans que l'homme observe la nature, s'accroîtront pour créer de nouveaux types ; nul ne peut savoir ce qui peut advenir, mais, dit M. Fée, tout ce que nous savons nous montre que le temps, s'il a le pouvoir de détruire, ne semble pas avoir celui de transformer. » (Fée, l cit. p. 105.) Nous voyons, au contraire, un invincible entraînement à maintenir les types et à y revenir, s'ils ont dévié.

Mais, pour les adeptes mêmes du Transformisme, la doctrine a-t-elle quelque certitude ? La conviction est-elle faite dans leur esprit? Non, le terrain est mal assuré sous leurs pas, et leurs hésitations se font jour à chaque page. « Nous comprenons, c'est un darwinien qui parle, M. Dumont, nous comprenons que beaucoup d'esprits éprouvent une certaine répugnance

(1) « L'homme n'est qu'un roseau, le plus faible de tous, mais il est un roseau pensant. » (Pascal.) — « Je suis à peine un atôme, mais cet atôme a la pensée et la volonté. » (Fée).

à accepter les vues audacieuses de Darwin... Ce n'est encore qu'une induction hypothétique qui attend sa vérification expérimentale ; mais il n'en est pas moins vrai que c'est là plus vraisemblable de toutes les théories émises jusqu'à présent sur les formes de la vie » (1).

Dans une récente leçon au Collége de France, M. Marcy dit que Lamarck n'a fourni aucune démonstration de son système et qu'il objectait que l'observation scientifique ne remontait pas assez loin. Si l'on demande, continue-t-il, aux partisans du Transformisme de prouver expérimentalement leur doctrine..., ils sont forcés d'avouer leur impuissance et de répondre qu'il faudrait exercer les influences modificatrices et la sélection pendant des milliers d'années. « Ce n'est que par des transitions très lentes qu'a pu s'effectuer la variation des espèces, *si tant est qu'elle ait eu lieu.* Dès lors, en l'absence de solution expérimentale, l'hypothèse du Transformisme ne peut être ni prouvée, ni réfutée. Les savants dont l'esprit est habitué aux démonstrations rigoureuses se désintéressent de pareilles questions ; pour eux, elles n'ont rien de scientifique » (2). C'est un transformisme qui a écrit ceci. Entendez-en un autre :

« Malgré le côté aventureux et idéal de la conception de Darwin, celle-ci n'atteste pas moins chez son auteur, au plus haut degré, le véritable esprit scientifique. » Et cela parce qu'il « a écarté toute intervention théologique et *essayé* de résoudre le problème à l'aide des

(1) *Cours scientif.*, 2e sér., n° 10, p. 224.
(2) *Cours scientif.*, 1er mars 1873, p. 814 .

seules ressources de la science *humaine* » (1). Ce même auteur dit, dans un autre endroit : « Dès que le penseur fait intervenir la cause première dans l'interprétation des faits naturels, non-seulement il s'égare et perd toute créance, mais encore il commet l'acte anti-scientifique par excellence, puisque la science est l'*élimination de la cause première dans l'explication du monde* (2). »

A propos des intermédiaires et de la fécondité des croisements, signe d'une origine commune, il écrit : « Plus ils sont nombreux, plus grande aussi est la probabilité de la communauté d'origine. Probabilité, oui, mais, hélas, *seulement probabilité*, car non-seulement les transformations peuvent être et sont mêmes le plus souvent brusques, mais encore, comme l'a dit Darwin lui-même *avec mélancolie*, il est tant de groupes identiques par la structure dont le croisement est stérile ! »

Le même auteur, parlant des faits embryogéniques, dit que « si la doctrine de Darwin y trouve un nouvel encouragement, de là à conclure que positivement les espèces dérivent de quatre types, il y a loin ; il y a aussi loin que de la réalité au rêve, du fait à l'espérance. Or, si la science, dans l'œuvre ardue qu'elle se propose d'accomplir, est animée par la flamme d'une conception théorique et soutenue par l'espoir de voir cette conception réalisée, il n'en est pas moins vrai que son seul et unique fondement est le fait. Hors du fait, elle n'est pas la science, mais le roman (3). » Nous

(1) FERRIÈRES, *Le Darwinisme*, p. 318.
(2) Ibid., p. 280.
(3) Ibid, l. c. p. 305.

sommes tout à fait de cet avis. O Darwinien, sois donc logique !

M. Pouchet n'admettait pas le Transformisme. Il traitait ces théories, je le disais en commençant, « d'hypothèses audacieuses » et les rangeait parmi les témérités de l'intelligence humaine. « Où sont, demande-t-il, les ascendants des grands Pachydermes fossiles, du Mégathère géant, du Mesosaurus Hoffmanni? Où est leur généalogie dans les temps antérieurs? Oui, tout s'est succédé et non transformé (1). »

Enfin, Darwin, et ses adversaires lui rendent cette justice, qui a mis dans son œuvre plus de prudence et de réserve, plus de science et de logique que beaucoup de ses commentateurs, — ceux-ci, en effet, affirment quand il hésite encore et tranchent les questions les plus ardues avec une assurance qui en impose aux esprits superficiels. — Darwin avoue les desiderata et expose les objections ; il a fait un chapitre intitulé : Difficultés de la théorie ; cas difficiles. « Je suis convaincu, dit-il, quoique je ne puisse encore prouver. » Aussi, M^lle^ Roger trouve-t-elle que « sa prudence nuit quelquefois à la clarté de son exposition. » (*Préface*, p. xxxvii). « Elle rend ses démonstrations plus diffuses et son style un peu lourd.... J'ai respecté autant que possible cette forme sincère mais un peu hésitante » (ibid.). « J'avoue mériter beaucoup plus que M. Darwin le reproche d'avoir osé beaucoup d'hypothèses ;..... elles ont leur utilité en ce qu'elles préparent les théories.... M. Darwin ne me semble pas même assez hardi. » (Id. p. xxxix). Je vous assure que M^lle^ Roger,

(1) *Hétérogénie*, p. 503, 506.

qui a peur « que l'on appelle son siècle dans l'histoire, le siècle des timides, » donne l'exemple de l'audace des théories et de la violence des revendications.

M. Fournié dit que la théorie des transformistes ne repose pas sur une base scientifique mais sur une hypothèse.... Darwin ne peut citer un seul exemple authentique de variations revêtant les caractères d'une espèce nouvelle » (1).

« Tant pis pour les faits, » avait déjà dit Hegel ; les Darwinistes ne pourraient-ils pas à bon droit répéter la même réflexion, quoique M^lle^ Roger affirme qu' « il les interrogent au contraire avec une conscience scrupuleuse.... les regardent comme la règle la plus infaillible de toute vérité et le point de départ de toute spéculation rationnelle » (2); et plus loin : « que les preuves de la théorie de M. Darwin sont inscrites partout dans la nature » (p. XXXII) « que nul n'est *moins aventureux* dans ses théories » (p. XXXV.) Enfin, citons encore ce passage remarquable d'ambiguité et de doute : « ce qu'il y a de vraiment nouveau et de plus personnel dans la théorie de M. Darwin, c'est que les espèces progressent généralement, mais *non pas universellement*, *ni forcément* ; celles qui ne progressent pas sont exposées à s'éteindre dans un temps plus ou moins long, sans que pourtant cette destruction soit d'une nécessité absolue »..... « Certain concours de circonstances peut occasionner la décadence d'un type ou la dégénérescence d'une espèce, sans que pour cela elle

(1) *La place de l'homme dans la nature*; Correspondant. 10 avril 1872.

(2) Préface, p. XXXI.

disparaisse ; il faut alors que la dégénérescence lui soit un avantage, c'est-à-dire qu'il y ait au-dessous d'elle une place vide dans la série des êtres vivants, tandis que les rangs trop serrés au-dessus d'elle lui font une loi de périr ou de descendre. » (p. XLIX.) Est-il un système plus élastique et plus commode ? Que signifient des lois qui sont appliquées ou suspendues, affirmées ou contredites, selon les circonstances ? — Que d'assertions gratuites que rien ne justifie ! — (V. note C)

Un membre de la Société des sciences naturelles trop tôt enlevé à la science, fait remarquer que « la nature a autant de ressources que nous avons d'imagination..... et que dans les arguments de nos adversaires l'audace supplée à la solidité » (1).

Nous avons déjà eu l'occasion, au courant de cette étude, de signaler quelques contradictions. J'en indiquerai deux seulement ici. M. Ferrière, qui a résumé la théorie darwinienne dont il est un ardent partisan, énonce en ces termes la première loi, celle de la reproduction : « Tous les êtres ont une tendance à transmettre la vie à leurs descendants avec des caractères *non pas identiques mais variés*. La troisième loi, c'elle de l'hérédité, a pour axiôme fondamental : « *le semblable produit le semblable*... l'hérédité des caractères est si bien regardée comme la règle que leur intransmission passe pour une anomalie » (2). Darwin, lui-même, dit que « si l'on pouvait appliquer à l'état de nature le principe de sélection que nous savons *si puissant entre les mains de l'homme*, quels n'en pour-

(1) EUDELINE, *de la Mutabilité*, Bull. Soc. des Sc. nat., 1868.
(2) *Le Darwinisme*, p. 9 et 11.

raient pas être les immenses effets ; » et ailleurs : « la sélection naturelle est nécessairement prête à agir avec une puissance *incommensurablement supérieure aux faibles efforts de l'homme* » (1). — (V. note D.)

Dans le travail remarquable que M. de Quatrefages a fait sur Darwin et son école, après avoir passé au creuset d'une sérieuse discussion toutes les théories transformistes, il en arrive à conclure que l'inconnu est le champ de ces spéculations hazardées où le possible se substitue au réel. Des conjectures, des possibilités, des convictions personnelles ne lui paraissent pas dispenser de preuves expérimentales. De faits vrais les transformistes tirent des conséquences qui ne sont pas justifiées (2).

Mais pouvons nous être surpris qu'il soit si difficile d'expliquer la nature qui n'est ni l'œuvre de l'humanité ni celle du hazard? La majesté des conceptions, l'étonnante harmonie des détails, la délicatesse des organes dépassent notre raison bornée. Que de génies ont reconnu là leur impuissance et se sont inclinés devant la sublimité de l'univers.

Berzélius dit qu'il sera toujours plus honorable pour nous d'admirer la sagesse que nous ne pouvons suivre que de vouloir nous élever à une connaissance, supposée de choses qui seront probablement à jamais « hors de la portée de notre entendement (3). »

La vue du grand ordre universel se révélant à l'esprit de Newton, faisait trembler jusque dans ses fonde-

(1) Origine des espèces. Traduction de M^lle^ Royer.
(2) *Rev. des Deux-Mondes*, t. 79-80.
(3) MIALHE, *Art de formuler*; p. 11.

ments l'âme calme et forte de l'illustre savant...» «Il se comparait modestement à un enfant qui ramasserait des coquilles sur les bords du vaste océan de la vérité. (1) » C'est encore ce puissant génie qui n'hésitait pas à déclarer au Dr Benthley « qu'à chaque pas on trouve les limites des causes physiques, par conséquent les traces de l'action de Dieu... Qu'il est certain que les mouvements des planètes ne peuvent provenir de l'action seule de la gravitation ; il a fallu qu'un bras divin les lance sur la tangente de leurs orbites. » (Newton, cité par Giraud.)

Donc vouloir expliquer la nature, c'est folie. Est-ce que nous connaissons ses procédés? Nous lui prêtons les moyens dont l'homme dispose, et nous supposons qu'elle agit à notre manière. Oh ! nous pouvons répéter avec le poète des feuilles d'automne dans ses beaux jours :

..... Qui sait comment Dieu travaille ?
Qui sait si l'onde qui tressaille,
Si le cri des gouffres amers,
Si la trombe aux ardentes serres,
Si les éclairs et les tonnerres,
Seigneur, ne sont pas nécessaires
A la perle que font les mers ?

(V. Hugo.)

Il serait donc possible que l'homme ne pût expliquer la nature? Sans aucun doute, et cette opinion s'est produite au sein de la société d'anthropologie où le Transformisme compte de nombreux partisans.

(1) Carpentier. *Rev. Cours sc.*, août 1872.

Ceux-ci pressés par les réfutations de leurs adversaires concluaient par ce dilemne : « L'ensemble des phénomènes naturels ne peut s'expliquer que par deux causes : ou il y a eu création et par la même miracle, ou il y a eu transformation. » M. de Quatrefages a protesté énergiquement contre une telle argumentation. « Il ne s'agit, disait-il, que d'une question de science. A ceux qui me demandent comment se sont passées les choses, s'il n'y a pas eu transformation, je répondrai que je n'en sais rien. » M. Sauvage a ajouté « qu'il y a en effet une troisième réponse à faire à nos adversaires, c'est que dans l'état actuel de la science la question est insoluble. » (1) « Mystère des mystères, » avait déjà dit de Humboldt. — « Si l'on essaye, conclût aussi Réaumur, de se faire des idées claires de la première formation de quelques corps organisés, on sent bientôt que la force de notre raisonnement et l'étendue des connaissances qu'il nous est permis d'avoir ne sauraient y conduire. » — (V. note E.)

Enfin, et je termine par là ces aveux d'une science réelle qui s'incline sans s'abaisser, après avoir montré l'impossibilité pour l'homme le plus instruit et le plus perspicace, s'il n'a visité les hauts-fourneaux et les ateliers de l'industrie, de se faire une idée comment on tire le fer d'une sorte de pierre et comment on le transforme en acier pour en faire un ressort de montre ou une aiguille : « Voilà, dit M. de Quatrefages, où nous en sommes, quand il s'agit des organismes vivants. Nous les étudions tous faits, nous n'avons pu pénétrer encore dans l'atelier d'où ils sortent;

(1) *Bull. de la Soc. anthropol.*

nous ne pouvons donc rien dire sur les procédés de formation. Tel est le dernier mot de cette longue étude (1). »

Heureux qui peut connaître les causes premières, chantait Virgile :

Felix qui potuit rerum cognoscere causas!

Mais ce privilége échappe à la science qui semble condamnée à les ignorer. « Son but doit être, c'est M. Fauvel qui parle, d'en rechercher les phénomènes et d'en déduire les lois. Ces lois que Montesquieu définit l'ensemble des rapports qui dérivent de la nature des choses. L'astronome n'a pas à expliquer la cause de l'attraction, le physicien la nature du calorique, le physiologiste le principe de la vie, pas plus que le naturaliste n'est tenu à démontrer l'origine des espèces (2). »

Nous conclurons de cette étude rapide que la théorie du Transformisme ne repose sur aucune base scientifique certaine, qu'elle consiste dans des hypothèses plus ou moins ingénieuses dont aucun fait naturel n'établit la vraisemblance ; que, si la science ne peut démontrer l'origine des choses, les observations les plus sûres permettent seulement de supposer une création primordiale des types et leur permanence pendant notre époque géologique. Les plus savants naturalistes : Linné, Buffon dans ses derniers écrits, Cuvier, Flourens, De Candolle, Agassiz, de Quatrefages, etc.,

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1869, p 672.

(2) FAUVEL, l. cit.

ont soutenu cette doctrine. Elle s'accorde avec ce sentiment intuitif, universel d'un Dieu créateur. Il a fait son œuvre parfaite, logique, complète, immuable, obéissant à des lois dont la science ne connaît pas encore toute l'économie, mais à l'étude desquelles l'esprit s'applique avec bonheur, ravi de découvrir, à travers les incomparables beautés de la nature, la main divine qui a créé ces merveilles.

Peu importe que de modernes savants viennent, après Raspail, déclarer que « le système de Cuvier est fondé sur une de ces puérilités dont l'imagination la plus vulgaire refuserait d'être le complice.... qu'il faut se dépouiller de ces enfantillages scientifiques (1). » Peu importe que Mlle Royer, la fougueuse traductrice de M. Darwin, se raille des efforts séniles de M. Flourens (2), qu'elle déclare que rien d'aussi vaste que le Darwinisme n'a été conçu en histoire naturelle..... que c'est la synthèse des lois économiques universelles..... que la *règle morale* pour toute espèce est celle qui tend à sa conservation, à sa multiplication, à son progrès... que cette révélation de la science nous en apprend plus, sur notre origine ou notre but, que tous les philosophêmes sacerdotaux ; peu importe qu'elle se rie de Genève aussi bien que de Rome et jette à ses savants adversaires la boue de ses qualificatifs injurieux. (V. note F.) — Peu importe que les uns répudient tout surnaturel : Dieu, âme, révélation, « idéaux inutiles, oripeaux d'un autre âge » ; que les autres admettent un Être suprême réduit à un rôle

(1) Raspail, l. cit. p. 326, 327.

(2) Préface de l'origine des espèces.

passif, témoin inconscient et désintéressé de ce qui se passe sur la terre, comme le Dieu d'Epicure que décrit Cicéron : *nihil habens sui, nihil alieni negotii.... nec benè promeritis capitur, nec tangitur irâ* ; intelligence inconsciente d'un philosophe allemand, deux mots bien étonnés de se rencontrer ensemble. Peu importe ces aberrations de l'esprit à l'éclat saisissant de la vérité. Le nuage obscur qui passe sur le soleil, le passant en délire qui jette à ses rayons une poussière infime ne sauraient altérer la splendeur de sa lumière et la source féconde de sa chaleur.

(Suit l'Appendice.)

APPENDICE.

Note A. — Sans doute les métamorphoses des insectes si subites, si complètes, sont un fait bien autrement extraordinaire et bien plus inexplicable que la transformation d'un poisson en oiseau; — de Maillet dit que le changement d'une chenille en papillon est mille fois plus difficile à croire, — mais c'est là un phénomène d'un ordre tout à fait différent qui se passe tous les jours sous nos yeux, et sa vulgarité fait qu'il ne nous surprend plus. Il est aussi impossible à la science de le nier que de l'expliquer. Qu'en pensent les rationalistes ?

Note B. — Les esprits n'étaient pas encore arrivés à ce degré de superbe indépendance qui leur a conseillé de secouer toute autorité et de ne croire qu'à leur raison. La philosophie sceptique et railleuse du XVIII^e^ siècle avait déjà corrompu les mœurs, l'immoralité et l'irréligion pénétraient dans les habitudes, et descendaient des régions élevées dans les masses; mais dans les sciences, on n'avait pas encore élaboré de système scientifique. La corruption du cœur était accomplie, celle de l'esprit n'était que commencée. Il

était réservé au XIXe siècle d'achever l'œuvre. C'est de l'Allemagne que nous sont venues ces théories nuageuses et pesantes, dont Hegel et Kant furent les précurseurs. Leur étiquette nous dit assez ce que peuvent contenir ces livres prétentieux. *Force et Matière* : c'est le titre de l'ouvrage de Buchner qui résume cette philosophie matérialiste ; *matière*, symbole de ce qui est informe, inanimé, inintelligent; *force*, la brutalité qui domine, qui étouffe, qui prime le droit, la raison. Tout l'univers est dans ces deux mots. Auguste Comte et Littré ont été en France les créateurs d'un système qui se rapproche beaucoup du matérialisme germanique. (Le premier est resté le chef de l'école des positivistes.) Donc l'Allemagne avait donné le jour à cette philosophie, qui se traduit par ces formules étranges : éternité de la matière, immortalité de la force, simultanéité universelle de la lumière et de la vie, infinitude des forces de l'être dans le temps et dans l'espace ! ! Il appartenait au pays de la foi indépendante de nous donner la morale indépendante et la science indépendante. Le rationaliste a fait son chemin et creusé son sillon ; la semence va tomber maintenant sur une terre préparée ; nous sommes en 1860, Darwin va paraître.

— Voici comment M. Guizot, qui se connaissait en hommes, apprécie Auguste Comte, qui sollicitait pour lui la création d'une chaire d'histoire générale des sciences physiques et mathématiques. — « Pour m'en démontrer la nécessité, dit M. Guizot, il m'exposa lourdement et confusément ses vues sur l'homme, la société, la civilisation, la religion, la philosophie, l'histoire. C'était un homme simple, honnête, profondément convaincu, dévoué à ses idées,

modeste en apparence, quoique au fond prodigieusement orgueilleux, et qui, sincèrement, se croyait appelé à ouvrir, pour l'esprit humain et les sociétés humaines, une ère nouvelle. J'avais quelque peine, en l'écoutant, à ne pas m'étonner tout haut qu'un esprit si vigoureux fut borné au point de ne pas même entrevoir la nature ni la portée des faits qu'il maniait ou des questions qu'il tranchait, et qu'un caractère si désintéressé ne fut pas averti par ses propres sentiments moraux, malgré lui, de l'immorale fausseté de ses doctrines... Je ne tentai même pas de discuter avec M. Comte, sa sincérité, son dévoûment et son aveuglement m'inspiraient cette estime triste qui se réfugie dans le silence. Il m'écrivit, peu de temps après, une longue lettre pour me renouveler sa demande de la chaire dont la création lui semblait indispensable pour la science et la société. Quand j'aurais jugé à propos de la faire créer, je n'aurais certes pas songé un moment à la lui donner. » (*Mémoires*, t. III, p. 125, — *Rev. des Cours scientifiques*, 17 août 1872, p. 161).

Après avoir échoué près de M. Guizot en 1832, près de M. Salvandy en 1846, deux ans après éclatait la révolution. M. Littré sollicita de M. de Vaulabelle, pour Comte, la fondation de la chaire. Il échoua pour la troisième fois, et M. Littré conclut que « trois ministres faillirent à l'occasion d'inaugurer un enseignement de la plus haute importance, qui eût été un modèle pour l'Europe entière. » (*A. Comte et la Philosophie positive.*)

— Hégel admet que tout vient de rien, par une énergie spontanée. Qu'est-ce, se demande le P. Gratry, qu'une énergie spontanée inhérente à ce qui n'est pas?

(*Logique*, p. 259). « On voit croître un germe, on dit : *il pousse*; on ne voit pas qu'*il est poussé*. On ne voit pas les forces invisibles qui le couvent et le suscitent ; on n'aperçoit pas l'origine de cette prévoyance, qui lui apporte les matériaux de la croissance, et la force pour employer les matériaux. On oublie l'impulsion initiale... Encore bien moins s'informe-t-on d'où viennent les germes et qui leur donne ce plan intérieur et prédéterminé, aussi visiblement déposé dans leur sein que l'est un plan signé d'un architecte sous la première pierre d'un palais. » (P. GRATRY, *Logique*).

— M. de Quatrefages cite encore parmi les ascendants de Darwin, RÉNÉ ROBINET, un rêveur, qui ne mérite pas, dit-il, un examen sérieux. On a de lui deux ouvrages sur le sujet qui nous occupe : *De la Nature* (1766) ; *Considérations philosophiques, de la gradation naturelle des formes de l'être ou les Essais de la nature qui apprend à faire l'homme* (1768). Comme ses successeurs, il a subordonné l'observation à sa théorie.

On peut encore nommer parmi les écrivains moins connus qui ont soutenu des idées analogues, DE LA MOTTE LE VAYER, dans ses *Dialogues* (1608); et le Jésuite *J.-B. Robinet*, mort en 1820, qui se rétracta, du reste, avant de mourir.

BUFFON, d'abord partisan de la fixité, admit ensuite la variabilité, et même la mutation et la dérivation des espèces animales. Enfin, dans ses derniers ouvrages, il adopta définitivement l'immutabilité de l'espèce et l'existence des races. « Distinction fondamentale, dit M. de Quatrefages, où se retrouve l'empreinte du génie revenant à la vérité, éclairé par ses erreurs même. »

— Savez-vous comment Lamartine parlait des apôtres de la perfectibilité infinie ? « Le véritable nom de leur philosophie, dit-il, est le *végétalisme*... Ils ont rêvé qu'à l'origine des choses et des êtres, l'homme ne fut lui-même qu'une boursouflure de fange échauffée par le soleil, puis douée d'un instinct qui la force au mouvement sans impulsion, puis de quelques membres rudimentaires qu'une intelligence sourde et obscure dégageait successivement de la boue pour se créer à elle-même ; puis de la forme humaine se débattant encore pendant des milliers de siècles contre le limon qui résistait au mouvement ; puis douée successivement de l'instinct, ce crépuscule de l'âme, de la raison, ce résumé réfléchi de l'instinct, du balbutiement, ce prélude de la parole, et enfin de toutes les facultés merveilleuses qui font aujourd'hui de l'homme la miniature abrégée et périssable d'un Dieu. »

« Singulier système, qui prend pour créateur, à la place de Dieu, une pelletée de boue dans un marécage, un peu de chaleur putride dans un rayon de soleil, un peu de mouvement sans but, emprunté aux vents et aux vagues ; puis un instinct emprunté à une sourde puissance végétative, puis une intelligence empruntée au temps qui développe et détruit tout ? Et tout cela pour se passer de Dieu ou pour reléguer Dieu dans l'abîme de l'abstraction et de l'inertie ! (1) »

Note C. — Voici quelques réflexions qui ne sont pas de nature à éclaircir et confirmer l'action de la sélection naturelle. M^lle^ Royer dit que si les représentants

(1) *Cours de littérature*, Entretien n° 3.

d'une espèce, sous l'influence d'un climat nuisible, se reproduisaient avec des variations désavantageuses, « la sélection naturelle interviendrait pour éteindre la variété naissante avant qu'elle eût pris des caractères distinctes et d'une certaine fixité. » (*Orig. des espèces*, traduct., p. 164 en note.) « La sélection naturelle a plus à détruire qu'à accumuler » (p. 165). La sélection naturelle, dans toute contrée, n'est autre encore, à chaque moment donné, que la résultante de l'action toujours actuelle du milieu ambiant sur tous les êtres organisés du même lieu » (p. 166). « L'*inmcité* d'un être est soumise à chaque génération au contrôle de la sélection naturelle » (p. 166).

Ainsi voilà les espèces qui varient sous l'influence d'un climat nuisible, c'est-à-dire du *milieu ambiant* et puis la sélection qui n'est autre que l'*action du milieu ambiant* intervient pour éteindre ces variations désavantageuses! Peut-on se faire une idée de cette sélection *consciente*, discernant, choisissant, conservant, perfectionnant ou détruisant les variations qu'elle a produites ! Quel galimatias !

Note D. — M. de Quatrefages remarque qu'il y a une certaine analogie entre la lutte pour la concurrence vitale qui tue et l'éleveur qui empêche les individus les moins parfaits de concourir à la reproduction ; mais on n'a pas fait assez grande la part de l'intelligence ; l'homme a fait plus que la nature.

« L'homme peut bien plus que la nature, dit encore ailleurs, M. de Quatrefages, le *mens agitat molem* est scientifiquement vrai. » Il cite contre l'assimilation qu'on fait des procédés de la nature et de ceux de

l'homme : la digue de Cherbourg et le soulèvement des Alpes ; le tunel du Mont-Cénis et les magnifiques cavernes d'Antiparos et de la Carniole... L'homme ne transforme pas les forces ni les lois (de la nature), mais son intelligente volonté en modifie l'application ;... il les oppose, neutralise celles qui lui nuisent, active celles qu'il juge utile et réalise ainsi des résultats incompatibles avec le libre jeu des organes... Jamais la nature ne dégagera le sodium des sels où il s'accumule, et ne formera les fulminates de nos laboratoires..... L'homme est plus puissant que la nature, mais, en revanche, ses œuvres sont bien peu stables et ne subsistent que sous la protection de celui qui leur a donné naissance. Dès que l'homme cesse de veiller sur les produits de sa propre industrie, ceux-ci retombent sous l'empire des lois générales et plus ils sont exceptionnels, plus vite ils disparaissent ou rétrogradent vers le point de départ.» (*Revue des Deux Mondes* ; 1869, pp. 648 et suiv.)

Note E. — Non, la science ne peut tout expliquer ; nous nous heurtons sans cesse à des mystères sans nombre, à des voiles impénétrables, la nature garde ses secrets et ce que nous savons est bien peu de chose comparé à ce qui nous reste à apprendre. Combien de raisons encore le savant n'a-t-il pas de s'humilier devant ces problèmes de la vie qui le confondent. Rien ne peut justifier ces superbes paroles de l'un des défenseurs les plus autorisés du rationalisme : « Les savants rentrés dans leur laboratoire ou leur cabinet, doivent comprimer leurs aspirations et fermer l'oreille aux bruits du dehors, pour n'entendre que la voix inflexi-

ble de la vérité. Car la science ne doit relever que d'elle même et ne saurait se plier aux exigences des partis ; elle est la Déesse auguste qui trône au-dessus de l'humanité pour la diriger et non pour la suivre ; c'est elle seulement qu'on peut dire qu'elle est faite pour commander sans jamais obéir. » (Broca. *Société anthropologique*, 1870.)

Note F. — M. Darwin trouve « qu'il y a de la grandeur à envisager d'une telle manière la vie et ses diverses puissances, animant à l'origine quelques formes ou une forme unique sous un souffle du Créateur, » (p. 590). M. Darwin admettait encore au moins pour ce prototype originaire un acte de création, « un souffle créateur. » C'est encore trop !! Mlle Royer se demande d'où viendrait cet ancêtre commun, cet archétype de la création ? « Faudrait-il, après avoir éliminé si heureusement tant de miracles, en laisser subsister un seul (1) ? »

« Si cet ancêtre unique a existé, dit Mlle Royer, ce ne peut être que la planète elle-même. Rien n'empêche d'admettre que cette matière universelle n'ait eu, à l'une des phases de son existence, le pouvoir d'élaborer la vie. Mais un seul des points de sa surface aurait-il eu le privilége de produire des germes ou faut-il croire qu'ils se soient élancés de son sein ? Toutes ses analogies font

(1) « En vain M. Darwin proteste que son système n'est en aucune façon contraire à l'idée divine, sa théorie, dit Mlle Royer, est foncièrement et irrémédiablement hérétique... aussi hérétique que la loi de gravitation universelle de Newton... » Préface, p. xxvii).

plutôt supposer qu'elle fut féconde sur toute sa vaste circonférence, que son enveloppe aqueuse fût le premier laboratoire de toute organisation, et que le nombre des germes produits fut immense, mais que sans aucun doute ils furent tous semblables : des cellules germinatives nageant éparses en grappes ou en filaments dans les eaux, une cristallisation organique, rien de plus. » (*Trad. de Darw.*, 2e éd. en note, p. 582.)

Toute la genèse transformiste de Mlle Royer se trouve, au reste, exposée avec détail dans les notes au courant de la traduction (p. 493 et suiv.). Tout cela n'est pas très clair, mais il faut convenir que la thèse est très ardue. Elle déclare que les premiers êtres, produits par une sorte de végétation spontanée ou d'enfantement de la planète, ont dû être très variables, peut-être variables au point d'être amorphes, c'est-à-dire sans forme héréditaire déterminée, bien que peut-être ils aient été formés d'un aussi grand nombre d'éléments chimiques qu'aujourd'hui et qu'ils aient présenté des aspects très divers quant à la couleur et à la texture, mais sans jamais s'éloigner beaucoup d'une apparence purement minérale et anorganique..... Tous ces individus semblables, mélangés dans une mer unique, sans courants, sans barrières, et peut-être à une très haute température propre qui diminuait l'influence des climats, où les dangers étaient égaux et les conditions de vie identiques, il n'y avait aucune cause de choix ou de sélection naturelle pour fixer les variations d'après les circonstances locales .. Cependant, une sorte de concurrence vitale devait avoir lieu... et les caractères généraux acquis alors seraient ceux que l'on observe encore aujourd'hui... La concur-

rence vitale devait donc tendre, à cette époque primitive, *autant à unifier les caractères organiques qu'à les faire diverger*... Les organismes flottants libres revêtirent les quatre types principaux du règne animal : rayonnés, mollusques, articulés, vertébrés. qui *se sécrétèrent peu à peu un squelette intérieur*... qui se développèrent parallèlement, ne pouvant sortir les uns des autres.

CLASSE DES BELLES-LETTRES.

RAPPORT

SUR LES

TRAVAUX

DE LA

CLASSE DES LETTRES ET DES ARTS,

PENDANT L'ANNÉE 1872-73,

PAR M. HENRI FRÈRE,

Secrétaire de cette classe.

MESSIEURS,

Je vous demande la permission d'employer, cette année, pour la rédaction de mon rapport, le plan dont je me suis servi l'année dernière.

Dans une première partie, je vous rappellerai très-brièvement les mémoires dont vous avez ordonné l'impression. Ce résumé, qui ne peut avoir la prétention de suppléer à la lecture de ces œuvres remarquables et qui, si on lui donnait trop d'étendue, ferait avec elles un double emploi sans intérêt et sans utilité, aura pour but unique de vous permettre de jeter un coup-d'œil d'ensemble sur les résultats de l'année académique.

A ce premier inventaire succédera une seconde partie dans laquelle j'essaierai de faire con naître, par une analyse consciencieuse et sincère, les travaux originaux que les dimensions du Précis ne vous permettent pas de faire imprimer. Ce sera le seul moyen pour notre Recueil de leur offrir, à défaut de l'hospitalité plus complète à laquelle leur mérite leur donnait droit, puisqu'ils sont de la maison et qu'ils en ont fait aussi l'ornement, la publicité qui permettra à nos lecteurs d'en connaître l'existence et de s'y reporter dans nos archives.

Dans une dernière partie, nous grouperons les rapports faits par les membres de la Compagnie sur les ouvrages renvoyés à leur examen. Nous n'étonnerons personne en disant que l'importance de plusieurs de ces compte-rendus égale celle des œuvres qui en faisaient le sujet. Mesurées à leur valeur, les pages qui vont leur être consacrées exigeraient donc un certain développement. Mais nous sommes obligé de les retenir dans d'étroites limites, à cause de l'espace, fort étroit lui-même, dans lequel les convenances et la tradition, sinon votre généreuse indulgence, renferment le rapport annuel de votre secrétaire.

En tête des mémoires originaux dont je commence immédiatement à vous entretenir, suivant l'ordre qui vient d'être indiqué, se placent naturellement les discours de réception que vous ont fait entendre, au milieu d'un sympathique et intelligent auditoire, nos trois nouveaux confrères : MM. Danzas, Buchère et Paul Allard.

M. Danzas, juge de paix à Rouen, a pris pour sujet

l'histoire de l'Alsace, à la magistrature de laquelle il appartenait en 1870, et dont, après le douloureux traité de 1871, il a voulu quitter le territoire, devenu allemand, pour en suivre le drapeau demeuré français. L'Alsace est une de nos plus vieilles provinces. Elle avait sa place dans la nationalité française avant la Flandre, le Hainaut, l'Artois, le Roussillon, avant la Lorraine. D'un autre côté, la constitution du royaume de Prusse, singulière base à ses revendications! est de cinquante-deux ans postérieure au traité de Westphalie.

L'honorable récipiendaire s'est attaché à exposer comment une première fois l'Alsace a été française et par quelles fautes, du côté de la France, elle perdit une nationalité qui lui était chère pour la retrouver après de longs siècles, et pour, hélas! plus tard, la perdre de nouveau.

M. Buchère, avocat général à la Cour de Rouen, et auteur de travaux extrêmement remarquables sur les institutions judiciaires anglaises, était appelé, par ses études préférées et savantes, à vous entretenir de cet intéressant sujet. Il l'a fait avec une sûreté d'appréciation qui a pu le conduire, sans que la vérité fut le moins du monde blessée, à cette conclusion non moins patriotique que celle du précédent récipiendaire : c'est que la procédure et l'organisation de la justice, en France, présentent beaucoup plus d'avantages aux justiciables qu'en Angleterre. Les Anglais eux-mêmes le savent et commencent des réformes qui les rapprochent de nos institutions.

M. Paul Allard, juge suppléant au tribunal civil de Rouen, a également emprunté à ses études de prédi-

lection la matière de son discours de réception. Le public lettré n'ignore pas l'abondante moisson qu'il a déjà faite dans le champ qu'il cultive avec tant de bonheur depuis quelques années. Le récipiendaire vous a entretenu du socialisme dans l'empire romain. Il a surtout cherché à mettre en saillie la différence profonde qui existait entre les conditions du travail libre et celle du travail servile, et les conséquences sociales de l'un et de l'autre.

Il l'a fait avec ces grandes qualités de style que vous avez retrouvées dans son rapport sur le prix de vertu, lu dans la séance publique.

Il fallait, Messieurs, toute l'expérience et tout le talent de votre président et de votre vice-président pour répondre à ces trois discours.

C'est M. le président qui a reçu MM. Danzas et Paul Allard.

En répondant à M. Danzas, il a su captiver l'attention par le soin avec lequel il a exposé les principaux actes de la vie industrielle de l'Alsace. Il y a deux siècles, son industrie se bornait à la fabrication des draps en laine, destinés aux habitants des campagnes et à l'exportation. En 1746, le coton parut se substituer à la laine dans les manufactures alsaciennes. A cette époque, MM. Samuel Kœchlin, Jacques Smaltzer et Henry Dolfus eurent l'heureuse pensée de former à Mulhouse, leur ville natale, une association pour la fabrication des toiles peintes. Les premiers métiers à filer ont commencé à fonctionner dans l'établissement de Wesserling, en 1806. Cette manufacture eut aussi l'honneur de faire fonctionner les premiers métiers à tisser mécaniquement. Toutes ces industries

sont aujourd'hui parvenues en Alsace à un degré de prospérité extraordinaire.

Dans la réponse qu'il a faite à M. Allard, M. le président a insisté surtout sur le divin remède que le christianisme apporta au monde désorganisé. En supprimant l'esclavage, il supprima le socialisme. Il versa dans ces sources taries, avec l'eau fortifiante du baptême, les bienfaits de la charité. La parole du Christ rendit à l'homme le sentiment de sa dignité dans cette vie avec la certitude de sa destinée dans l'autre. Puisse la France s'instruire de cet exemple et revivre au même souffle! En entendant cette chaleureuse invocation faite par le premier magistrat de votre Compagnie, dans un langage auquel sa digne et verte vieillesse donnait une véritable éloquence, vous n'avez pas oublié l'émotion qui s'est emparée de vous.

C'est sous l'inspiration de ces nobles sentiments que M. le président a traité la question de la nécessité des études classiques dans son discours d'ouverture de votre séance publique, par lequel il a clos les travaux de sa laborieuse et sympathique présidence.

M. Decorde a été prié par M. le président de répondre à M. Buchère. Après le savant discours de l'honorable récipiendaire, il semblait en effet appartenir à un jurisconsulte plus qu'à tout autre de le suivre sur le terrain difficile et tout à fait spécial de la législation étrangère. M. Decorde n'avait qu'à faire appel à ce grand fond d'érudition que vous lui connaissez pour entreprendre avec succès cette excursion dans les mœurs judiciaires d'un pays voisin. Il nous en a rapporté des notes précieuses que vous avez

entendues avec le plus vif intérêt. L'une d'elles portait sur une réforme toute récente qui venait d'être décidée, au moment même où M. Decorde vous en faisait part. Beaucoup moins enthousiaste de la juridiction du jury que ne le prétendent certains publicistes français, la chambre des Communes, dans sa séance du 17 février 1873, a adopté, en seconde lecture, sur la proposition de l'attorney général, un bill qui réduit à sept au lieu de douze le nombre des jurés, excepté dans le cas de haute trahison et de meurtre et qui, sauf la même exception, cesse d'exiger l'unanimité pour la condamnation.

M. le vice-président a su également captiver votre attention en vous lisant son travail intitulé : *Une correspondance à propos des fêtes républicaines à Rouen.*

M. Gosselin a achevé, cette année, son histoire des Bureaux de Police de Rouen. Vous trouverez dans le Précis de cette année le résultat des utiles recherches de notre infatigable et très érudit confrère pour ce qui concerne le *Bureau des Pauvres* et le *Bureau de la Santé.* Celui de l'année dernière contenait l'analyse des documents relatifs au *Bureau de la Police* proprement dit.

Notre histoire locale s'est enrichie également cette année de deux travaux extrêmement intéressants de M. de Beaurepaire : le premier, sur les impressions de voyage de Don Pedro Nino à Rouen et en Normandie, en 1405 et 1406, rapportées par son fidèle serviteur Jutierre Diez de Jamez, sous le titre de *Victorial*, que méritèrent, paraît-il, à l'expédition du héros castillan, les victoires obtenues sur les corsaires du Levant et sur le cœur de certaine dame normande. — Le second, sur la vie et les travaux de

Jean Le Roy, chanoine de Rouen, l'un des auteurs de la satyre Menippée, mort à Rouen, dans un état voisin de la misère, le 21 août 1617.

M. de Duranville vous a lu un travail portant ce titre : Appendice à une notice intitulée *Une pierre tombale de la cathédrale de Rouen*. Dans cette étude supplémentaire, qui fait suite à celle publiée dans le Précis de 1873, notre savant confrère emprunte à diverses sources la confirmation de ses recherches précédentes. L'abrégé d'un journal historique de Rouen, par un prêtre nommé Josse, les histoires tragiques du sieur de Saint-Lazarre, l'histoire de la ville des Andelys, de M. Brossard de Ruville, le texte même de l'arrêt de réhabilitation qui a proclamé l'innocence des trois malheureux jeunes gens lui ont fourni la matière d'intéressants et nouveaux détails.

Toujours curieux des anciens temps du vieux Rouen, M. Edouard Frère a eu l'heureuse idée de vous communiquer la traduction qu'il a faite d'une lettre écrite à l'éditeur du *Times*, par M. Stuart A. Moore, le 19 octobre 1872 et que le *Times* a publiée. Cette lettre, relative à l'installation des premiers vitraux de couleur dans la cathédrale d'Exeter, dans le Devonshire, au commencement du XIV^e^ siècle, contient des remarques intéressantes sur l'existence, à Rouen, à cette époque, de l'industrie de la peinture sur verre. C'est de Rouen en effet que furent expédiés 629 pieds de verre blanc et 203 pieds de verre teint qui furent employés à la décoration de ce magnifique monument.

A côté de ces nombreux tributs payés par l'Académie à l'histoire locale de la capitale normande, il convient de placer la biographie que M. l'abbé Loth a

faite de son historien Farin. Par la couleur de son style et le charme de son récit, notre confrère a su faire revivre le clerc matriculier de la paroisse Saint-Godard. C'est un portrait de plus à suspendre dans la galerie de nos célébrités rouennaises, où il était surprenant que celui-là manquât encore.

M. Henry Frère ne s'est pas éloigné des études normandes en consacrant une étude biographique à l'architecte Piel, né à Lisieux en 1808, et mort sous l'habit dominicain, à Bosco, en Piémont, en 1840.

M. de Lépinois, par la rapidité avec laquelle son mérite obtient les distinctions les plus flatteuses, nous laisse à peine le temps de les enregistrer chaque année. En 1872, c'était un prix de l'Institut; en 1873, c'est la décoration de la Légion-d'Honneur remise à notre savant confrère par M. le ministre de l'Instruction publique, dans la réunion des délégués des sociétés savantes à la Sorbonne, où il représentait l'Académie. Notre Précis de cette année contient trois œuvres pleines d'intérêt, dues à sa plume à la fois spirituelle et savante : *Françoise et Margot*, conte en vers, le *Rapport sur le prix Gossier*, et un *Rapport sur le dernier drame* de notre confrère, M. Frédéric Deschamps, — *Sœur Isabelle*. En ordonnant l'impression de ce compte-rendu, l'Académie a été heureuse de retenir par ce moyen, dans son Recueil, ce qu'elle a pu s'approprier d'une œuvre remarquable mise au théâtre par un de ses membres les plus distingués.

Entre la catégorie des mémoires dont vous avez décidé l'impression et dont je viens de vous entretenir, et la catégorie des mémoires auxquels les di-

mensions du Précis n'ont pas permis d'y trouver place, et dont il me reste à vous parler, peut se placer un travail extrêmement important de M. Decorde, renvoyé à l'examen d'une commission qui n'a pas encore été à même de déposer son rapport. Je veux désigner le manuscrit contenant la table des Précis de l'Académie depuis 1831 jusqu'en 1870.

Cette table est triple. Sous une première forme, elle contient toutes les matières qui peuvent concerner l'histoire de l'Académie. Sous une seconde, rédigée dans l'ordre alphabétique des noms des auteurs, membres résidants ou correspondants, se trouvent classés chronologiquement les mémoires, notices et rapports dus à chacun d'eux avec renvoi aux volumes et aux pages du Précis. Sous une troisième et dernière forme, M. Decorde donne le classement alphabétique des matières. L'Académie a accueilli ce véritable présent avec une reconnaissance marquée.

Devant le désir qu'elle a manifesté spontanément de faire imprimer ce précieux travail, mais devant la nécessité de se rendre compte des frais de l'impression, M. le président a nommé une commission composée de MM. Hellis, Decorde, de Beaurepaire, de Lérue et d'Estaintot, pour l'examiner ainsi que l'ancienne table de M. Périaux, et dire dans quelle mesure on pourrait les fondre ensemble et en entreprendre la publication.

En tête des travaux non imprimés, nous retrouvons encore M. Gosselin et la continuation de son travail sur la Bazoche, qu'il avait commencé l'année dernière. Cette intéressante étude reprend au

moment du retour du Parlement royaliste à Rouen et de sa réconciliation avec le Parlement ligueur. Les deux régences se réconcilièrent moins vite que les deux Parlements : elles finirent cependant par suivre leur exemple. Une seconde fois troublée par l'exaltation que les édits fiscaux, les intrigues de la duchesse de Longueville et de la Fronde jetèrent dans les esprits, l'harmonie se rétablit de nouveau parmi les clercs de la Régence, recomposée dans son unité, et le 6 décembre 1648, elle fut consacrée par de nouveaux règlements assez semblables aux anciens et qui reçurent, comme eux, l'homologation du Parlement.

Trente ans après, le désordre était revenu, et avec assez de violence pour inspirer au Parlement la résolution de placer un de ses membres à côté du régent pour relever son autorité. Cette fonction délicate fut confiée à M. le conseiller Brice. Pendant vingt-cinq ans, ce magistrat dirigea la communauté, qui ne fut jamais aussi prospère que sous son gouvernement.

La restauration du vieux nom de *Bazoche*, que la communauté des clercs avait reçue de Louis XII, en 1499, date de cette époque. Dans une requête présentée en 1696, pour faire admettre son successeur, le régent, dont les pouvoirs allaient expirer, introduisit le nom de Bazoche au lieu de celui de Régence, le titre de président ou chancelier au lieu de celui de régent, et l'arrêt reproduisit ces modifications. Il n'est donc pas vrai que la réorganisation de la Bazoche date seulement de la seconde moitié de XVIII^e^ siècle, comme on l'a dit à la suite et à propos de la découverte de ses anciens titres, dans un vieux bahut. Ce qui est exact, c'est que, en 1665, le régent, nommé

procureur, emporta les archives de la Régence. Son successeur ne les réclama qu'après sa mort. Les héritiers ne surent où les trouver. Et ce fut seulement en 1759 que les descendants, plus heureux, les découvrirent dans le bahut séculaire qui servait de banc aux procureurs.

M. Gosselin raconte ensuite un trait fort intéressant de l'histoire des clercs du Palais, et que consacre un arrêt inédit du Parlement du 10 juillet 1736. Les clercs avaient obtenu de l'Assemblée des procureurs une décision qui, à propos de l'admission au Palais, à titre de clerc, d'un nommé Eustache, ancien domestique de l'avocat Perchel, défendait à tous procureurs de recevoir à l'avenir pour clerc à leur banc, ou à leur étude, aucune personne qui ait été laquais ou domestique. Le Parlement cassa la délibération des procureurs, pour avoir formulé un principe général d'exclusion contre une classe d'individus, qu'aucune loi n'empêchait, jusque-là, d'entrer dans la cléricature. « La condition des domestiques est à la fois basse et triste, — disait le procureur général, — mais elle n'est pas déshonorante, elle n'est que l'effet de l'infortune de ceux qui la font. Mais elle n'exclut pas et n'éteint pas en eux une naissance quelquefois honnête, ni les sentiments de l'honneur. »

M. Gosselin termine son travail par d'autres épisodes qui complètent son intéressante histoire de la Bazoche. Etrange et curieuse corporation, tout ensemble folle et grave, animée de sentiments généreux et capable d'entraînements chevaleresques, capable aussi de folles escapades et douée d'une grande verve comique, ayant de la jeunesse toutes les qualités, en

ayant aussi les défauts, souvent charmants, toujours pardonnables ! Elle resta fidèle au Parlement jusqu'à sa mort. Et quand le 28 septembre 1790, il tint sa dernière audience, il y avait encore, dans la salle, des clercs rêvant du chanteau de leur dernière messe et de leur beau mai fleurdelisé.

A l'occasion de l'opinion qui avait été exprimée par un de nos confrères, dans une discussion académique, sur l'imperfection des connaissances de Bossuet dans la langue hébraïque, M. l'abbé Loth a fait un mémoire dans lequel il s'est attaché à démontrer que le grand évêque avait fait des études exégétiques extrêmement complètes, et que, depuis sa jeunesse jusqu'à sa mort, son application à l'étude de l'Ecriture sainte ne s'est jamais démentie. Il en trouve la preuve dans les ouvrages mêmes de Bossuet et dans ceux de ses historiens. Rapprochant l'ardeur de ces études de l'étendue de l'intelligence de celui qui les faisait, notre honorable confrère en conclut, avec raison, que peu d'autres ont pu porter plus de fruits, même celles de Richard Simon, dont la supériorité lui avait été opposée.

Fidèle à la mémoire de Bossuet, M. l'abbé Loth a choisi pour sujet d'un autre travail qu'il a communiqué à l'Académie les sentiments patriotiques de ce grand évêque. Nul, mieux que Bossuet, n'a défini la notion de la patrie et les devoirs des citoyens envers elle. Dans sa politique tirée de l'Ecriture, il a consacré tout un chapitre à l'amour de la patrie. — Comme il aimait la France, il aimait le roi en qui se résumaient alors la grandeur et l'éclat du pays. Mais la respectueuse affection qu'il lui portait n'excluait ni l'indépendance ni l'autorité. Jamais il ne fut cour-

tisan ; il sut au contraire faire entendre au plus puissant des monarques les vérités les plus sévères sur ses désordres.

M. l'abbé Loth cherche ensuite, dans les œuvres de Bossuet, comment il entendait la liberté et la fraternité. C'est Bossuet qui a posé comme principe théologique cette maxime : « On doit s'attacher à la forme « de gouvernement qu'on trouve établi dans son « pays. » Cette maxime annonce bien la définition qu'il allait donner de la liberté : « La liberté vérita- « ble, c'est d'être soumis aux lois. » Quant à la fraternité, c'est par la charité qu'elle peut se pratiquer d'une manière sincère et utile. L'extinction du paupérisme ne cesse d'être une chimère qu'à la condition d'être traitée par la charité.

L'Académie a écouté, avec un vif intérêt, cette éloquente dissertation dans laquelle M. l'abbé Loth a su constamment se maintenir à une grande hauteur de vues et de langage.

Vous avez vu avec quelle persévérance M. Sémichon continue ses études sur l'histoire de France. Cette année, c'est aux assemblées provinciales, tenues principalement en Normandie et en Alsace qu'il a consacré sa plume intelligente et facile.

Notre confrère défend ces assemblées du reproche qui leur a été fait d'avoir, sous le règne de Louis XVI, affaibli l'autorité royale. Il pense que ce reproche doit être reporté aux Parlements et à la presse, dont il blâme la résistance et les critiques.

M. Sémichon expose la création, dans toutes les généralités de France, dès l'avénement de Louis XVI au trône, des assemblées où furent convoqués les

membres du clergé, de la noblesse et du tiers état, d'abord dans le Berry et dans la Haute-Guyenne, en 1778 et 1779, puis dans toutes les provinces en 1787, 1788, 1789. Il en explique l'organisation. Il en étudie l'influence. Il montre, d'un autre côté, les principaux ministres du roi, et les meilleurs, tombant devant la presse et les Parlements. En poursuivant ce parallèle, il croit pouvoir en tirer la justification de ses conclusions contre ces derniers.

L'un des passages les plus intéressants de son travail est celui où il note les réflexions de Louis XVI sur les projets de réforme de Turgot et de Necker, et où il les commente. La Constitution proposée par Turgot effrayait le roi. Relativement au mode d'élection des assemblées provinciales par les propriétaires, Louis XVI écrivit, le 15 février 1778 : « Ce système d'élection est le moyen de faire des mécontents des non propriétaires, et si on permet aux premiers de s'assembler, ce sera une semence de désordre. » Combien, depuis, ces questions n'ont-elles pas grossi, et quelle route elles ont faite, jusqu'à ce qu'elles nous aient menés au suffrage universel!

M. De Lérue est un des membres les plus actifs de notre Compagnie, à laquelle il apporte la collaboration la plus dévouée. Nul de vous n'a oublié son pittoresque voyage « *A travers les ruines, Féret, Hyacinthe Langlois, un Voyage artistique en Normandie.* » Ne sont-ce pas des ruines en effet, que les souvenirs, à l'époque où nous vivons, et où les tombes se ferment et s'oublient si vite! Le poète l'a bien dit :

Sans doute il est bien tard pour parler encor d'elle.
Depuis qu'elle n'est plus quinze jours sont passés,

Et dans ce pays ci, quinze jours, je le sais,
Font d'une mort récente une vieille nouvelle.
De quelque nom d'ailleurs que le regret s'appelle,
L'homme par tout pays en a bien vite assez.

(ALFRED DE MUSSET. — Stances à la Malibran.)

Notre collègue nous guide avec le charme d'une causerie familière dans les détails les plus intéressants que présente la vie de ces deux notabilités normandes. Il insiste avec beaucoup de raison sur la bienveillance vraiment royale avec laquelle Madame la duchesse de Berry avait accueilli et même recherché cet archéologue et cet artiste dans leur jeunesse, sans qu'il puisse s'empêcher de jeter un coup-d'œil sur certains actes de leur vie publique, qui ne paraissent pas avoir répondu à ce premier attachement. Il le fait avec la discrétion due à d'anciens confrères, et se plaît à croire qu'au fond leur cœur était demeuré reconnaissant.

M. Féret était parent de François-Henri Descroizilles, dont les travaux chimiques sur le blanchiment des tissus ont rendu à cette région de si grands services.

M. De Lérue termine sa lecture par la description de deux œuvres peu connues de Langlois : l'une, une belle aquarelle représentant Madame en costume de Cauchoise, appuyée sur un rocher, au milieu d'un paysage normand; l'autre, une eau forte, composée d'après le dessin de Jolimont, que les amateurs recherchent et qui a pour titre : « *le Retour des Bourbons en France*, » avec une dédicace signée.

Le même membre vous a lu, sur un ouvrage de

M. Neymarck intitulé : *la Rente française, son origine, ses développements*, un rapport tellement important que je crois devoir le classer au nombre des travaux originaux et en parler à cette place. En effet, M. De Lérue a joint à l'examen de cet ouvrage des fragments d'une étude qui lui est propre sur les conditions de la dette inscrite. Il passe en revue l'historique des emprunts d'Etat, depuis le XVI^e^ siècle jusqu'à nos jours, et examine le caractère et les conditions de dette publique, ainsi que les inconvénients ou les avantages que présentent les deux moyens employés pour remédier à un surcroit de dépenses : l'emprunt d'Etat ou la surtaxe des impôts. Après avoir discuté les grandes questions économiques avec l'aptitude que nous lui connaissons, notre confrère conclut qu'en principe, l'emprunt avec constitution de rentes au grand livre, paraît financièrement et économiquement (politiquement ?) préférable à la surtaxe de l'impôt ; mais il y a une limite que la prudence ne permet pas de dépasser et qui est aujourd'hui atteinte.

Notre laborieux confrère a pris une troisième fois la parole pour présenter à l'Académie des considérations intéressantes sur les Sociétés protectrices de l'enfance, leurs progrès, leurs caractères.

En général, les œuvres particulières qui s'annoncent comme disposées à se substituer, soit à une loi absente ou incomplète, soit à des mesures de règlement ou de tutelle que l'administration a mission d'exercer, paraissent suspectes à notre honorable confrère.

Rapporteur d'un programme de la Société protectrice de l'Enfance du Havre (séance publique du

24 avril dernier), M. De Lérue expose que cette société a été fondée récemment. Elle compte environ trois cents souscripteurs. Le but qu'elle poursuit et que poursuivent les sociétés semblables paraît ne pas se différencier assez de celui que visent les sociétés maternelles ou autres déjà établies, pour qu'on saisisse bien leur raison d'être. Ne seraient-elles pas nées d'une pensée d'hostilité, ou tout au moins d'opposition au pouvoir, au clergé, à l'administration? Telle est la question que se pose notre confrère, sous sa responsabilité personnelle.

Nous terminons cette analyse des travaux originaux non imprimés par un souvenir malheureusement trop rapide, offert, comme un hommage fort insuffisant, à un tableau que M. le président a présenté des progrès du christianisme sous les derniers empereurs romains et à trois spirituelles épigrammes de M. le vice-président, dans lesquelles il a su, en quelques vers, conquérir le sourire de son auditoire.

Votre secrétaire, Messieurs, aurait voulu ne pas se contenter de ces simples mentions, qui répondent si mal à l'étendue des impressions que lui ont laissées comme à vous les remarquables mémoires entendus cette année. Mais il se sent repoussé aux dernières limites qui lui laisse la place qu'il ne peut dépasser dans ce volume, sous peine d'usurper celle d'autrui. Ce n'est pas au moment où j'exprime, avec l'Académie tout entière, le regret que tant d'œuvres dignes d'être imprimées n'aient pu trouver asile dans les pages malheureusement restreintes de notre volume annuel, que je pourrais, avec quelque convenance, y ajouter le disgracieux supplément des miennes.

Tel est le sentiment sous l'impression duquel je me trouve, en abordant la troisième partie de ma tâche, consacrée aux rapports.

C'est M. De Lérue qui vous a fait, en 1873, le rapport annuel sur les comptes de M. le trésorier. Il a exprimé à notre dévoué confrère les remercîments que lui doit l'Académie pour son excellente gestion.

M. Hellis ne se contente pas ne nous faire de bons comptes financiers; il nous fait d'excellents compte-rendus littéraires. Il nous a entretenus du 14e volume, publié par l'Académie de Lyon, qui ne met au jour ses travaux que tous les cinq ou six ans. Ce recueil, consacré exclusivement à la classe des lettres, renferme deux discours prononcés par les présidents, en 1868 et 1869, à la séance publique qui a lieu chaque année, à la fin du mois de décembre; trois discours de réception, une étude sur un ouvrage de M. de Lapradeet des recherches historiques et critiques sur Pétrone et ses ouvrages.

Notre confrère a commencé son intéressant rapport par de précieux détails sur l'organisation et l'ancienneté de l'Académie de Lyon. C'est peut-être la plus ancienne des Académies de province. Sa création date du règne de Louis XIV. Emportée, comme toutes les autres, par la tourmente révolutionnaire, elle a été rétablie par le premier consul, avant le commencement du siècle actuel. L'Académie se composait, au 31 décembre 1869, de vingt membres associés, de quatorze honoraires, de quatre-vingt-quatorze correspondants et de cinquante-deux titulaires. Les membres sont répartis en deux grandes classes et sept divisions.

Le travail de M. Pétrequin, sur Pétrone, a surtout fixé l'attention de l'honorable rapporteur. Après avoir signalé les principaux mérites littéraires de l'écrivain romain, l'auteur s'est attaché à préciser le caractère de son œuvre et de son esprit. Il s'en tient à ce portrait dû à la plume de Tacite : « Pétrone, voluptueux, raffiné, débauché et dissipateur, passant ses jours dans le sommeil et ses nuits dans les plaisirs, fut admis dans l'intimité de Néron et devint l'arbitre de ses amusements. Supplanté par Tigellinus affranchi, homme de la pire espèce, qui plongea le prince dans l'ignominie et dans la cruauté, il fut par lui dénoncé pour avoir pris part à une conspiration. Pour échapper au supplice, il se fit ouvrir les veines ; mais avant de mourir, il envoya à Néron ses tablettes cachetées, qui révélaient les débordements du prince et l'infamie de ses nuits. »

M. d'Estaintot a présenté à l'Académie le rapport de la commission à l'examen de laquelle avait été renvoyé l'ouvrage de M. Paul Allard, *Rome souterraine*. On sait qu'après avoir fouillé pendant vingt ans le sol Romain, M. de Rossi a pu remettre au jour les tombes des papes Corneille, Eusèbe, Fabien, Lucius, Eutychius, l'inscription de Saint-Urbain, la crypte de Saint-Sixte, celle de Sainte-Cécile. Il a exposé les résultats de ses recherches dans un ouvrage considérable que deux savants anglais, MM. Vorthcote et Brontow ont popularisé dans la langue de leur pays.

Ce sont ces deux auteurs que M. Allard a traduits ou plutôt commentés avec une grande abondance d'érudition, et, en même temps, avec une telle modestie que le lecteur, sans renseignements sur les

additions personnelles du traducteur, peut ne lui attribuer d'autre mérite que celui d'un style correct et d'une entente exacte du texte. Heureusement, M. de Rossi a pris lui-même la peine d'écrire, en tête de la publication de M. Allard, une préface dans laquelle il rend justice à la rare intelligence du jeune et dévoué Français qui s'est fait son collaborateur. C'est un éclatant et juste hommage à ce travail considérable qui ne comprend pas moins de 495 pages d'un texte serré, grand in-8°, avec un index alphabétique, 20 magnifiques planches chromolithographiques, 63 gravures dans le texte, 3 fac-simile d'inscription et 2 plans, l'un surtout d'une charmante exécution reproduisant la juxtaposition des *arcas*, dont la réunion successive constitue l'ensemble aujourd'hui connu sous le nom de cimetière de Calliste.

M. Homberg vous a fait connaître une brochure que vient de publier M. Léon Vidal, inspecteur général honoraire des prisons, sur les principales questions pénitentiaires qu'aura à traiter la commission parlementaire nommée pour l'étude du régime pénitentiaire en France. M. Homberg, tout en rendant à certains passages de cette brochure la justice qui leur est due, regrette de n'y pas trouver toutes les observations que la longue pratique de M. Vidal dans le service des prisons devait faire attendre de sa plume. D'autres, que M. Vidal a cru devoir faire, ne rencontrent pas l'assentiment de notre honorable rapporteur. Ainsi, ni le système irlandais de la libération provisoire, ni celui des quartiers dits d'amendement et de préservation ne paraissent à M. Homberg

complétement exempts de dangers. Il approuve, au contraire, sans restriction, les critiques adressées par M. Vidal au mode de recrutement des maisons centrales et à la surveillance de la haute police.

Le même membre communique à l'Académie le résultat de son examen du compte général de l'administration de la justice en France, publié par M. le garde-des-sceaux.

Dans ce rapport, nous citerons surtout les observations auxquelles donne lieu la statistique des récidives. Soixante-dix fois sur cent, un condamné pour vagabondage revient pour le même délit devant la justice pendant la fin de l'année de sa libération ou dans le cours des deux années suivantes. Il est donc impossible de méconnaître plus longtemps l'insuffisance du régime pénitentiaire au point de vue moralisateur. Le gouvernement s'en préoccupe et l'Assemblée nationale a chargé une commission de procéder à une enquête sur les causes d'un mal aussi persistant. Notre honorable collègue revendique avec juste raison l'honneur d'avoir appelé depuis bien longtemps sur ces questions vraiment sociales l'attention des économistes et des jurisconsultes. J'ajoute que, de son côté, l'Académie revendique celui de compter dans ses rangs l'intelligent et courageux magistrat qui a pris tant de fois l'initiative de ces utiles réformes.

M. de Lépinois fait un rapport sur divers ouvrages renvoyés à son examen.

Dans le volume de l'Académie de Caen, 1870, il cite une étude de M. Jules Caudet, professeur à la Faculté de droit, sur le droit pontifical chez les an-

ciens Romains dans ses rapports avec le droit civil, et un travail de M. Caillemer, professeur à Grenoble, sur le contrat de prêt à Athènes, où l'intérêt de l'argent paraît avoir ateint les proportions les plus arbitraires. Notre spirituel rapporteur discute ensuite avec M. Jules Carley, auteur de la notice : *Musiciens paysagistes*, sur la date de la naissance du paysage en peinture et sur d'autres questions également attrayantes, et avec M. Charles Bataillard sur l'authenticité des *Anes d'or* de Lucius, de Lucien, d'Apulid et de Machiavel. Ce volume de l'Académie de Caen se termine par une étude de M. Jacques Denis, professeur à la Faculté des Lettres, intitulée : *Critique et controverse sur Richard Simon et Bossuet*, dans laquelle le second lui semble un peu sacrifié au premier.

M. de Lépinois a analysé avec la même verve et la même justesse le volume de l'Académie de Caen 1871 et les Mémoires de la Société Académique de l'Aube 1869.

Le lauréat du prix de poésie décerné en août dernier par l'Académie, M. Guibert, de Limoges, lui avait adressé un volume de poésies dont le rapport a été renvoyé à M. H. Frère. Le rapporteur fait l'éloge de ce livre, dans lequel on trouve du sentiment, de la grâce, de la fraîcheur, et dans la partie intitulée *Les Mauvais Jours*, beaucoup d'élévation et de noblesse. La partie intitulée *Notes de Voyages*, et composée d'une longue série de sonnets, lui paraît moins intéressante. Il conclut en félicitant le lauréat de l'Académie de ses beaux vers, et l'Académie elle-même du discernement dont elle a fait preuve en donnant le prix à un auteur honoré déjà de plusieurs distinc-

tions et dont l'œuvre entière se trouve répondre à la seule pièce de lui qu'elle connût.

M. De Lérue a communiqué à l'Académie des extraits et des observations qu'il a tirés d'un important ouvrage récemment publié par M. le comte H. de la Ferrière, sous le titre de : *La Normandie à l'Etranger* ; répertoire de correspondances et documents historiques recueillis dans le cours d'une mission scientifique à Vienne, à Saint-Pétersbourg, en Espagne, etc., et qui, par leur caractère de missives autographes, de papiers d'Etat jusqu'à présent célés aux investigations des bibliophiles, ont une importance de premier ordre pour l'histoire des guerres de religion en Normandie pendant les règnes des derniers Valois et de Henri IV. Les causes de l'invasion, des progrès, des fortunes diverses et de la décadence finale du calvinisme en Normandie, les actes et la vraie physionomie des hommes qui ont marqué dans ces luttes fratricides, y sont retracées d'une manière saisissante. M. De Lérue pense que ces documents, qui ne laisseraient prise à aucun doute, seront, pour l'histoire exacte de ces temps troublés et jusqu'à présent si diversement appréciés, un guide aussi sûr qu'attrayant. Il termine en félicitant M. de la Ferrière de ce beau et utile travail.

Le même membre a rendu compte des travaux de la Société d'Emulation de Rouen années 70-71. Puis dépassant très vite les limites d'une simple analyse, il a jeté un coup d'œil général sur les ressources et les richesses de cette société qui se fait justement honneur de le compter dans ses rangs, et il exprime l'espoir de la voir non pas prendre la succession de

la Société industrielle de Mulhouse qui revivra un jour dans Mulhouse redevenu français, mais remplir l'intérim de cette patriotique institution jusqu'à ce que l'Alsace nous soit rendue.

Dans une autre séance, M. De Lérue a lu quelques notes sur divers volumes publiés par les sociétés Académiques de Douai, Saint-Quentin et Brest. Il y a trouvé matière plutôt à d'ingénieuses réflexions qu'à un compte rendu.

M. de Duranville vous a entretenus des Annales de la Société Académique de Nantes 1871, et du Bulletin de la Société d'Emulation de l'Allier 70-73, dont les volumes avaient été renvoyées à son rapport.

Dans le premier de ces volumes, l'honorable rapporteur a particulièrement remarqué une étude sur la langue française à la pureté de laquelle nuisent les développements exagérés et précipités du journalisme et de toute cette littérature éphémère et malsaine qui fait quotidiennement la seule nourriture intellectuelle d'un très grand nombre de cerveaux ; et, dans le second, la publication in extenso des rapports de Jean Garnier, commissaire envoyé par la Convention, en 1793, dans le département de l'Allier.

Le même membre a fait un rapport très complet sur les Mémoires de l'Académie du Gard année 1871, dont le volume renferme une intéressante étude sur la légende de Guillaume-Tell, qui aurait un caractère presque cosmopolite et qui ne serait pas seulement un écho de l'émancipation de la Suisse.

Un rapport de M. Gosselin sur les travaux de la Société géographique de Paris, les mémoires de la

Société académibue de Cherbourg, les mémoires de la Société d'Emulation du Jura et ceux de la Société d'Emulation de l'Ain, clôt la série de ces analyses consciencieuses dont les auteurs veulent bien nous faire profiter sans aucun espoir de publicité, et dont on peut dire qu'elles sont aussi intéressantes que désintéressées.

MÉMOIRES

DONT L'ACADÉMIE A ORDONNÉ L'IMPRESSION

DANS SES ACTES.

DISCOURS DE RÉCEPTION

DE M. DANZAS.

La France et l'Alsace dans le passé.

MESSIEURS,

Il m'a semblé qu'en vous parlant de l'Alsace je répondrais à votre pensée bienveillante et hospitalière. Si je cherche à quel titre je dois l'honneur d'être appelé parmi vous, je m'en reconnais un seul, Messieurs : c'est le titre d'exilé, celui de fils d'une terre aujourd'hui couverte de deuil, mais d'autant plus française, où vit dans sa tristesse un peuple fier et fidèle, dédaigneux du fait brutal qui l'a ravi à ses affections, et retenant d'un cœur obstiné la passion de la patrie perdue, avec l'espoir inébranlable du retour.

Je voudrais donc, Messieurs, vous dire quelque

MUSÉUM DE CONSTRUCTION PUBLIQUE ET DES ARTS
BIBLIOTHÈQUE DES SOCIÉTÉS SAVANTES

l'histoire et le vrai caractère. Ainsi on répète volontiers que l'Alsace était la dernière venue dans la grande famille française, et on oublie qu'elle y avait sa place avant la Franche-Comté, avant la Flandre, avant le Hainaut, l'Artois, le Roussillon, tout un siècle avant la Lorraine. C'est une de nos vieilles provinces, et, chose digne de remarque, la Prusse, qui invoque sur elle on ne sait quel droit de revendication, n'existait point alors. L'érection de ce royaume (qui déjà fut œuvre de haine envers la France), est postérieure au traité de Westphalie de cinquante-deux ans. En ces temps la Russie était comme inconnue, et on n'eût pu même entrevoir les destinées de l'Amérique. Rien ne ressemblait à ce que nous voyons. L'acquisition de l'Alsace en 1648 marque proprement la fin d'une période, pour nous bien lointaine de cette terminaison brillante et agitée du moyen-âge qu'il est convenu d'appeler *la Renaissance.* Après le traité de Westphalie, qui change le vieux système de l'Europe, après la Fronde, cette dernière étincelle de l'esprit féodal, tout s'empreint d'un caractère moderne, la société, la science, le langage, et on peut le dire, la forme elle-même de l'esprit humain. La France sort, pleine de vigueur, de ses luttes séculaires avec la maison d'Autriche. On dirait que par le seul déplacement de l'Alsace l'équilibre des forces a été changé en sa faveur. Elle monte au premier rang des nations européennes, elle arrive à la liberté d'action. Là est pour elle le début d'un siècle mémorable, dont il lui reste, même aujourd'hui, un prestige unique et supérieur, qui commande l'at-

tention des hommes, et survit aux revers les plus désolants. L'Alsace ne s'est point dérobée à cet ascendant national, et c'est de cœur qu'elle a partagé les destins de sa nouvelle patrie. Les épreuves, et même, et surtout la dernière, n'ont servi qu'à manifester son union, toujours plus forte et plus intime. Après sept générations d'hommes, après les transformations profondes de l'Europe et surtout de l'Allemagne, que la vieille Alsace ne reconnaîtrait guère, une de ces prescriptions s'est acquise auxquelles ne s'opposent plus même des souvenirs. Un seul, à vrai dire, a été légué par l'époque germanique au peuple de l'Alsace : c'est celui de la guerre de trente ans, de la *guerre suédoise*, souvenir sinistre et plein d'horreur, arrière plan sombre de l'histoire, où se relève la vive et brillante image de ce que la France et ce peuple courageux ont fait ensemble.

Peu de provinces offrent une histoire plus étendue, plus diversifiée dans ses causes et dans ses vicissitudes que celle de l'Alsace, et je ne puis même essayer de la retracer dans son aspect général. Néanmoins comme on veut, de cette histoire, faire un argument contre la France, il y a quelque intérêt à la contempler dans ses origines, à rappeler une communauté antique d'existence entre l'Alsace et la Gaule. Un autre intérêt, triste mais actuel, s'attache à l'étude des convulsions politiques où une première fois dans les siècles cette union avait péri, et sur lesquelles l'infortune contemporaine est bien faite pour ramener nos pensées. Vous me permettrez donc, Messieurs, de vous redire comment l'Alsace jadis a été française,

et par quelles fautes du côté de la France elle perdit un jour cette nationalité, qui lui était déjà chère, pour la retrouver après de longs siècles de séparation et d'oubli.

I.

L'Allemagne, comme corps de nation, compte environ mille ans d'histoire. Il faut remonter à trois ou quatre siècles au-delà pour trouver l'origine de la France, l'aînée des nations en Europe, l'héritière immédiate de Rome, la fille de l'Eglise. Les tribus qui s'unirent au IXe siècle pour constituer la puissante Allemagne avaient alors une culture bien nouvelle, et qui ne datait guère que de l'apostolat de Saint-Boniface. Tout autre était le passé de l'Alsace, qui a vécu avec l'antiquité, avec la Gaule et Rome, et dont les souvenirs appartenaient à la civilisation et au christianisme. Partagée entre les deux familles celtiques, les Gaëls et les Cimbro-Belges, elle avait fixé dès les premiers jours l'attention de César, et cela dans une conjoncture des plus mémorables. Le Rhin venait d'être franchi. Ce conflit du monde latin et de la Germanie, qui depuis a fait le fond de l'histoire européenne et dont le dernier épisode nous touche si douloureusement, débutait dans les plaines de l'Ill. Il s'agissait là pour les Gaules d'appartenir à la civilisation de Rome ou à la barbarie du Nord. La civilisation l'emporta, et des premières la province délivrée partageait cette destinée plus noble. L'Alsace a connu la vie gallo-romaine dans son épanouissement le plus complet. Elle conserve encore, et en nombre peu

commun, les traces du gouvernement de Rome, de sa langue, de ses habitudes, de son luxe. Du milieu d'elle des colonies allaient porter la culture romaine entre le Rhin et le Danube, dans cette région, qui une fois mise en valeur par les Gaulois des frontières, fut annexée à l'Empire sous le nom de *Champs décumates*. Mais au IIIe siècle Rome avait faibli, et on trouve ces mêmes terres occupées par les Alamans, peuple d'origine mélangée, qui vécut toujours avec l'Empire dans un état d'hostilité violente, et dont le voisinage devait être funeste à l'Alsace.

Les Vandales, dont le nom est demeuré le synonyme de barbarie et de destruction, ont eu leur jour, mais les ravages des Alamans ont duré des siècles. Avant Clovis on ne compte pas moins de quinze invasions de ce peuple, une en moyenne tous les vingt ans, sans parler de courses et de pillages continuels. Ils apparaissent à Langres, à Chalons, à Sens, commettant les plus effroyables déprédations, immolant le peuple dans les églises. Tous les grands empereurs, Probus, Julien, Valentinien, s'occupent de réprimer ces Barbares, les poursuivent au cœur de l'Alamanie, en font périr des multitudes immenses, et cela presque sans effet. *Cette nation se répare toujours*, a dit un contemporain, et après cent défaites ses attaques recommençaient avec la même furie. On doit voir en ceci l'effet d'une circonstance géographique. L'Alamanie, ou l'ancienne Terre décumate, entre les deux cours d'eau qui couvraient l'Empire, le Danube et le Rhin, formait un angle très aigu, le sommet au détour de ce dernier fleuve à Bâle. Dans cette espèce d'impasse venait s'accumuler tout ce qui ne pouvait

pas vivre en Germanie : colons celtes redevenus barbares, débris de nations vaincues par les Romains sur les frontières belges et pannoniennes, ou chassées de leurs demeures par des luttes intestines. Beaucoup de peuples germains connus de Tacite avaient disparu au IVe siècle, et tous avaient dû recruter les Alamans. De là ce nom, qui veut dire : *hommes de toute sorte*. Soumis à une pression incessante, ne pouvant parvenir à un état stable, les Alamans cherchaient une issue dans l'Empire, faiblement contenus d'ailleurs par le Rhin, là où son cours se rapprochait de Lyon et des opulentes régions de la Gaule. L'Alsace, dont ils avaient sous les yeux la civilisation et la riche culture, irritait surtout leurs convoitises, et souffrit le plus de leurs violences. Une de leurs irruptions laissa le pays presque désert. Pour s'y établir à demeure, ils n'avaient à faire qu'un dernier pas ; néanmoins ils n'y réussirent jamais. C'est qu'après tout les Barbares n'ont pas occupé les provinces romaines à titre de conquête, mais à titre de concession. La terre cédée aux Francs, aux Burgondes, n'était pas détachée de l'Empire, et eux-mêmes devenaient les fédérés du peuple romain. Or, jamais Rome n'a voulu reconnaître aux Alamans un titre qui fut accordé même aux Vandales. C'est sans doute à cause de cette exclusion, de ces rapports singulièrement hostiles, que chez nous le nom des Alamans demeure appliqué à toute la race teutonique. La Gaule a fait siens le nom des Burgondes, surtout celui des Francs, mais pour distinguer d'elle une Germanie tout étrangère, elle n'a pu trouver une appellation plus frappante que le nom d'*Allemands*.

Ce furent des Francs qui en définitive occupèrent l'Alsace, et c'est d'eux qu'elle reçut un nom trois quarts de siècles avant Clovis (1). En s'étendant sur les terres vacantes, ils ont fourni avec les restes des Gallo-Romains le fonds de la population actuelle, et ainsi l'Alsace a été germanisée, en ce sens que l'idiome germanique y a prévalu. Mais la race n'est pas celle de ces Teutons que Tacite nous dépeint comme purs de tout mélange (2), au point que dans une telle multitude les individus offraient un même extérieur : des yeux bleus et farouches, des cheveux d'une couleur ardente, une haute stature. Ces traits physiques aujourd'hui doivent être cherchés dans le nord de l'Allemagne, et ne sont pas communs en Alsace, où abondent les caractères opposés. L'origine est à la fois gauloise et franque ; elle est donc la même au fond que celle des Français en général, bien qu'avec des proportions différentes ; et comme les Francs presque en totalité ont passé dans la Gaule, l'Alsace, par le sang, est réellement distinguée de la véritable Allemagne, qui renferme de son côté un tiers environ d'éléments slaves, ou même touraniens bien étrangers à notre province.

Clovis, vainqueur de Siagrius en 486, se trouva maître de l'Alsace à un double titre : elle était comprise dans le territoire qui avait obéi à ce dignitaire romain, et ses possesseurs étaient de race franque.

(1) Terra antiqua, potens, Franco possessa colono, cui nomen Helisaz Francus habere dedit. Ermoldus in laudem Pipini. Pertz II, 517.

(2) Sinceram, et tantum sui similem gentem extitisse. Germ. 4.

Mais il y avait à compter avec les Alamans. Ce peuple, accoutumé à faire sa proie de la Gaule, et de la Gaule rhénane en particulier, ne pouvait la voir d'un œil tranquille au pouvoir de rivaux tels que les Francs. Il y eut donc une nouvelle invasion. La lutte qui s'en suivit eut le caractère de ces guerres de suprématie dans lesquelles deux nations engagent leurs ressources, leur avenir, leur existence elle-même, et qui se terminent pour l'un des antagonistes par une ruine totale. Dans celle-ci la puissance des Alamans fut brisée pour des siècles ; ils y perdirent leur renom, leur indépendance, s'avouèrent sujets du vainqueur, restèrent dans cette condition, ne franchirent plus le Rhin. L'ère des invasions était fermée ; résultat immense, qui suffirait à immortaliser la victoire de l'époux de Clotilde. Mais cette victoire eut pour les contemporains, elle a pour nous-mêmes un intérêt d'un ordre bien supérieur. Vous le savez, Messieurs, ici est le fait générateur de la nationalité française.

Demandons-nous un moment où l'Europe en était au v^e^ siècle, et ce qu'elle serait devenue si la Gaule chrétienne n'avait pas existé. Dans le reste de l'Occident romain on cherche alors une ressource, une force vive, partout absente. Tout s'éteignait, et bien avant la dissolution de l'Empire la vieille Rome n'était plus qu'un souvenir. Une province pourtant recueillait les principes d'une vie expirante, et la Gaule conservait ces trois forces inestimables : l'esprit militaire, le patriotisme, et la plénitude de la foi religieuse.

Des mœurs romaines elle n'avait point accepté la mollesse, et il lui restait, au milieu de la décadence uni-

verselle, une vigueur qu'on eût cherchée vainement dans toute autre province. L'attestation précieuse nous en a été laissée par un soldat, qui écrivait ces paroles vers la fin du IVe siècle : « Là tous les âges « sont propres au métier des armes, et la vieillesse « elle-même sait combattre. On n'y voit personne, « comme en Italie, se priver du pouce, afin d'être in- « habile aux travaux de Mars. » Plus loin, Ammien nous montre une cohorte gauloise cernée par l'ennemi, mais touchée d'une seule crainte : celle d'être secourue avant d'avoir accompli des prouesses dignes du grand cœur de la Gaule. (1) Ce pays possédait, et il le montra même après la chute de Rome, ce qui fait la puissance guerrière. Les Francs mérovingiens lui empruntèrent sa force, et il leur fournit des milices excellentes, qui se décoraient toujours du titre glorieux et antique de légions.

Le patriotisme, c'était alors l'attachement à cette civilisation romaine, que la Gaule un jour avait embrassée avec une promptitude, une ardeur, une facilité, qui sont un phénomène de l'histoire. Imagine-t-on ce qui arriverait de l'Algérie si nous retirions nos soldats ? C'est pourtant ce que César, malgré la fière résistance que la Gaule lui avait opposée, a pu faire au moment des guerres civiles. Sans crainte il emmena les garnisons romaines, parce qu'au fond, la Gaule avait moins été conquise qu'elle ne s'était donnée. Touchée dans Rome d'une supériorité plus noble que celle de la force, elle avait compris et aimé le génie de l'ordre, la culture de l'esprit, par dessus tout certain

(1) Nihil egisse pro magnanimitate gallica. Am. XIX 6.

caractère large et universel, se dégageant des temps et des lieux, qui répondait chez elle-même à des affinités intimes, et que Rome définitivement lui a laissé, comme une noblesse, comme la part d'une fille favorisée.

Ce trait fondamental, qui devait faire de la France la nation éminemment sociable, avait préparé d'une façon particulièrement heureuse l'avènement de la foi chrétienne et de l'unité catholique. Datant des premiers jours, touchant aux apôtres par ses pontifes et ses martyrs, ennemie de tout esprit de secte, « l'Eglise gallicane, a dit excellemment le comte de « Maistre, n'eut presque pas d'enfance. Pour ainsi « dire, en naissant elle se trouva la première des « églises nationales, et le plus ferme appui de « l'Unité. »

Telle était la Gaule, et de son alliance avec la race belliqueuse des Francs il sortit, suivant la remarque du grand écrivain, « une nation extraordinaire, ap- « pelée à jouer un rôle étonnant parmi les autres, « et surtout à se retrouver à la tête du système re- « ligieux en Europe. » Les voies longtemps obscurcies devenaient distinctes ; on se sentait au début d'une grande histoire.

Sans doute le temps seul pouvait assimiler les deux races franque et gallo-romaine, mais leur union, dès le premier jour, a été nationale, car elle se fondait sur ce but commun d'activité : à l'intérieur, développer les rapports sociaux sur le principe du christianisme et conserver l'héritage intellectuel de Rome; au dehors, propager l'Eglise catholique. Il y eut un jour une représentation nationale complète dans ces

plaids généraux, où venaient siéger les leudes francs et les évêques, ceux-ci à un double titre : comme pasteurs de l'Eglise, et comme défenseurs des cités, stipulant pour la population romaine. Par ces traits la France se distinguait profondément des états barbares qui l'avoisinaient. Le Goth, le Vandale, étranger à la foi et aux sentiments de la population native, vivait isolé dans sa conquête, et tels que nous voyons, après quatre siècles, les maîtres de la moderne Byzance. Aussi les peuples imbus de l'idée arienne n'ont-ils laissé aucune œuvre à l'avenir. Partout ils n'ont fait qu'aplanir les voies à l'Islamisme, et en résultat l'origine des états occidentaux remonte de toutes parts à l'antique France. C'est que, par son action directe ou par son influence, elle a seule assuré à l'Europe la possession intégrale du christianisme, sans lequel la société ne pouvait ni vivre, ni progresser. Par ce service, qu'on ne peut estimer trop haut, elle a empêché notre Occident de tomber des mains des Ariens à celles des sectateurs de Mahomet, qui ont fait ce que nous voyons des plus belles parties de l'ancien monde et du berceau de la culture humaine.

Il n'est donc point exact d'assigner à un fait de conquête l'origine du royaume gallo-franc, et surtout celle de sa grandeur. On voit en même temps ce qu'il faut rabattre des systèmes qui rapportent tout l'honneur du renouvellement européen à la Germanie. Celle-ci, par elle-même, ne serait point sortie de la condition barbare, qui resta la sienne encore pendant trois siècles. Les Francs, par exemple, avant leur union avec la Gaule, n'eurent ni civilisation, ni

véritable puissance ; mais cette union, à peine accomplie, les fait supérieurs à tous leurs rivaux (1). Ils subjuguent alors en peu de temps les nations, plus fortes par elles-mêmes, de la Germanie méridionale, et dès le VI^e^ siècle ils engagent contre les Saxons cette longue et formidable lutte, dont le résultat devait être de fixer l'assiette de l'Europe. S'il y a eu conquête, elle est vraiment partie des bords de la Seine. On peut observer, dans les guerres d'ambition entre les petits fils de Clovis, que l'Austrasie, plus mêlée d'éléments germains, ne l'emportait pas en énergie militaire sur la Neustrie et la Bourgogne. Ces deux royaumes ont en général l'avantage des armes (2), jusqu'au jour où Pépin d'Héristal établit la prépondérance de leur rivale, préparant les voies à Charlemagne, le grand Austrasien, auquel il était réservé de couronner l'œuvre de la Gaule franque, et de

(1) Cette vérité est énoncée avec une précision singulière par un contemporain. Procope parle des Francs comme d'une nation peu considérable au début : *ου πολλου λόγου τὸ κατ' ἀρχὰς ἄξιον*. Les forces des Souabes et des Alamans étaient bien supérieures : *Σουάβοι τε καὶ Αλαμαννοι ἰσχυρὰ ἔθνη*. La puissance des Francs est due à leur union nationale avec les Gaulois, basée sur une même foi religieuse : *χριστιανοι ἀμφότεροι ὄντες.... εἰς ἕνα λαὸν ξυνελθόντες, δυνάμεως ἐπι μέγα ἐχωρησαν*.

(2) Ainsi, les Neustriens défont les armées austrasiennes à Droissi, 593; à Laffaux, 597; à leur tour ils succombent à Dormelle, 600. En 612, Théodoric de Bourgogne bat le roi d'Austrasie à Toul, extermine à Tolbiac une armée de secours, formée de Saxons et d'autres Allemands, et poursuit son rival jusqu'au-delà du Rhin. Les hommes de guerre les plus renommés du VI^e^ siècle sont deux Gallo-Romains, Lupus et Mummolus, les vainqueurs des Saxons et des Lombards.

soumettre enfin toute la Germanie, résultat dû à des talents extraordinaires, au prestige religieux de la race des Arnoul et des Pépin, qui avaient donné des saints à l'Eglise, et qui ralliaient les esprits honnêtes contre le gouvernement corrompu des maires de Neustrie.

Ce royaume d'Austrasie s'étendait fort au-delà du Rhin, et l'Alsace y était comprise, mais pour cela n'était point du tout confondue avec l'Allemagne. Elle s'en distinguait au contraire d'une manière frappante par sa constitution politique, aussi bien que par son histoire. Ce qu'enfermait le Rhin, c'était le pays des Francs, la terre de l'indépendance, qui avait sa capitale sur la Marne ou sur la Moselle. Par delà on trouvait les peuples conquis, les duchés des Alamans, des Thuringiens, gouvernés par des chefs dont les rapports avec les rois de la première race étaient une sorte de vassalité. Le paganisme était dominant dans cette vaste région, qui retenait beaucoup de la barbarie primitive. Les rois ne passaient guère le fleuve qu'en attirail de guerre, et pour réduire ces sujets peu dociles. Mais à l'autre bord, au pied des longues Vosges, était pour eux une terre de prédilection, bien différente d'un pays barbare. Ils aimaient la douce et belle Alsace, *dulcis Helisatia*, sa vigne, ses monts voilés d'azur, ses feuillées où s'abritaient les bêtes fauves. Dans le palais royal de Strasbourg, plus souvent dans les demeures délicieuses d'Isembourg ou de Marlenemme, Childebert II ou Théodebert goûtaient le repos, ou célébraient avec magnificence les fêtes sacrées, ou tenaient leurs assises de comtes et d'évêques. Cette préférence se remarque

surtout chez deux princes dont le souvenir est resté cher à l'Alsace, et que l'Eglise a placés sur ses autels, Dagobert le jeune et Sigisbert III. C'est l'époque des fondations pieuses et des hommes apostoliques. Sans doute le christianisme datait de loin en Alsace. Il a dû s'y répandre, d'après un texte de saint Irénée, en des temps voisins de son origine, et au IVe siècle l'Eglise d'Argentorat était représentée dans les grands conciles. Mais depuis, cette Eglise avait subi d'affreux désastres, et au temps des rois d'Austrasie elle réclamait le zèle de nouveaux apôtres. C'est de la France latine qu'arrivent alors ces messagers de la foi et de la lumière, les Déodat, les Pirmin, les Arbogaste ; ils ont pour auxiliaires des ascètes de l'Irlande, venus peut-être avec Dagobert II, qui vécut exilé dans l'île lointaine. Les travaux des saints furent secondés par l'influence d'une illustre famille, qui vint présider à cet âge de renouvellement.

Au VIIe siècle en effet le gouvernement de la contrée fut confié au duc Etichon ou Adalric, dont la postérité y conserva longtemps la puissance. C'était un Franc ou un Gallo-Romain, venu de la Neustrie, où sa famille avait de royales alliances et comptait parmi ses membres un des hommes influents et des grands caractères de cette époque, saint Léger, évêque d'Autun, célèbre par son opposition à la tyrannie d'Ebroïn, par son cruel martyre, singulièrement honoré en Alsace, où cependant il n'a point vécu. C'est aussi dans la France intérieure que se passa la jeunesse de la fille d'Adalric, Odile, patronne aimée, saint et poétique souvenir de l'Alsace chrétienne.

Au milieu de la contrée, près de la ville d'Obernai,

petite, mais intéressante par son histoire, une montagne escarpée s'avance de la grande chaîne comme un haut promontoire, d'où l'œil plane au loin sur la province. A l'entour l'Alsace dans toute sa grâce déploie les beautés de sa nature élégante et la richesse de ses souvenirs. On voit là près les unes des autres des antiquités de tous les siècles. Dans un passé lointain la haute cîme fut un observatoire et un poste militaire, comme le montrent les débris imposants d'une enceinte de deux lieues de tour, dont l'origine est mystérieuse, élevée peut-être par la main des Celtes ou par les légionnaires de Valentinien. C'est l'Altitona gauloise, la Hohenbourg des Francs, c'est pour la bonne et populaire Alsace le mont béni de sainte Odile. Là s'éleva le manoir d'Adalric, puis la chaste retraite où sa fille entretenait la prière, le culte élevé de l'intelligence et celui de la douce charité. Là vécurent auprès d'elle ses sœurs par le sang, ses filles par la piété, les Attale, les Eugénie, noms qui éloignent l'idée de mœurs barbares. L'histoire d'Odile est mêlée d'obscurités, mais la mémoire de cette sainte, dont la patrie était la France, est restée la plus vivante, la plus profondément gravée dans les traditions de l'Alsace. Il est des caractères supérieurs qui, apparus à certaines heures décisives, exercent une longue influence sur la destinée morale d'un peuple. Une de ces époques de transition, succèdant à la période violente de l'entrée des Barbares, a été le VII^e^ siècle, dont on peut dire du mal, mais que le grand Mabillon appelle un siècle d'or, et qui a produit en France beaucoup d'âmes d'une élévation singulière. C'est l'âge héroïque de l'église d'Alsace, et

Odile est une fleur de cette saison nouvelle des vertus et de la sainteté.

En ces temps reculés, l'Alsace était déjà ce qu'elle est restée dans toute son histoire, une terre de liberté. Le servage n'y a guère existé que comme une exception (1). La classe dominante se composait de propriétaires fonciers, absolument maîtres chez eux et soumis seulement au service militaire. Ces possesseurs du sol offraient dans leurs manières d'être et de penser l'expression la plus complète du génie et des préférences de leur peuple. C'est donc pour nous chose intéressante que de voir l'un d'eux, un grand homme qu'à son tour l'Alsace a donné à la France, y participer à la conduite des plus graves affaires de son temps : la conversion de l'Allemagne, la dotation du Saint-Siége, l'avénement d'une dynastie. Fulrade, né en Alsace où il possédait de vastes domaines, fut abbé de Saint-Denis et grand aumônier de France. Il était lié d'amitié avec saint Boniface, l'apôtre de la Germanie. Sa main un jour déposa sur l'autel de Saint-Pierre les clés des villes enlevées aux Lombards. Enfin il eut le soin de la négociation mémorable qui affermit le sceptre dans les mains du fils de Charles Martel, et le prince fut couronné en sa présence par le Pontife romain, dans la basilique de Saint-Denis.

Combien l'Alsace, par l'esprit politique, se séparait du pays d'Outre-Rhin, on le vit pendant les troubles qui ont marqué la chute de la famille de Clovis. Pépin

(1) V. Mossmann, Histoire d'une Abbaye et d'une Commune, p. 26. Colmar 1866.

d'Héristal et ses successeurs, tout puissants dans les Gaules, trouvèrent de vives résistances dans l'Alémanie, où l'on affectait de refuser à des maires du Palais la soumission qui n'était due qu'aux rois. Ce fut l'occasion d'une suite de guerres qui remplissent un demi siècle. Mais ces symptômes d'un antagonisme national, qui se manifestait sous les couleurs de la loyauté, ne s'étendirent point à l'Alsace ; elle suivait simplement le sort de la France, et les Alamans attaquèrent en vain une terre défendue, nous dit le poète Ermoldus, qui l'habita, par des Francs d'humeur impétueuse (1). C'est à elle que vint demander une retraite et un soulagement de ses labeurs apostoliques l'ami de Charles Martel, saint Pirmin, exilé de l'Alémanie où il annonçait l'évangile, mais d'où le repoussaient des peuples hostiles à la France et à peine ralliés au christianisme. L'Alsace au contraire lui fut hospitalière et généreuse (2).

Comme leurs prédécesseurs mérovingiens, Pépin, Charlemagne, Louis Le Pieux affectionnaient l'Alsace, où ils eurent treize demeures de rois et dix-sept fermes fiscales. On doit à ces princes la massive et indestructible abside de Strasbourg, peut être aussi la belle église de Rosheim, chef-d'œuvre de simplicité élégante, précieux reste d'une époque où l'Allemagne, à peine baptisée, ne connaissait point d'architecture.

(1) L. C. plebs animosa nimis.

(2) Un comte de la famille de sainte Odile dota en faveur de saint Pirmin la fameuse abbaye de Murbach.

II.

Vers le milieu du IXe siècle l'empire de Charlemagne fut partagé à Verdun entre ses trois petits fils. La ligne du Rhin fut donnée pour frontière à l'Allemagne, celle de la Meuse et de l'Escaut, à la Neustrie, ou au pays qui a retenu pendant le moyen-âge le nom de France. Entre deux, l'importante partie de la Gaule qui est enfermée par ces grands cours d'eau, à peu de chose près l'Austrasie primitive, s'est appelée le royaume de Lotharingie, ou la Lorraine. On voit qu'une des provinces de ce nouveau royaume était l'Alsace.

Du traîté de Verdun date la distinction de l'Allemagne comme état, et nous avons vu combien la France de Clovis était plus ancienne. Successivement conquise, aujourd'hui émancipée, la Germanie sentait croître ses forces, et allait élever des prétentions fort redoutables. Cette grandeur nouvelle, à bien des égards l'Allemagne la devait à l'action exercée sur elle par la Gaule franque, dont elle avait reçu avec le Christianisme, avec la première culture intellectuelle, un principe d'unité politique absolument inconnu aux anciennes populations germaines. Envisageons la conduite qui avait amené ces remarquables résultats.

On a dit que la France fait seule la guerre pour une idée. C'est l'expression moderne d'un fait en quelque sorte inhérent à sa destinée, et dont nos aïeux se sont très bien rendu compte. On disait de leur temps : *Gesta Dei per Francos*. Dès l'époque mérovingienne se

laisse entrevoir l'action à venir et la vocation singulière de la France. Pendant que les autres états, d'origine barbare, poursuivent la conquête et la proie, seule elle engage ses forces dans un intérêt moral. A peine fondée, elle réagit contre la barbarie. On ne voit pas bien l'intérêt de nos deux premières dynasties à faire des conquêtes sur l'Elbe et le Weser. De quel prix, pour les opulents possesseurs de la Gaule, pouvaient être des forêts et des marécages, hantés par une population grossière? On eût pu, comme les Romains, garder la frontière, laisser les tribus teutoniques à leurs divisions, à leur existence inférieure. L'avenir de l'Allemagne eût été alors une civilisation tardive, excentrique, analogue à celle de la Russie. On pouvait aussi détourner vers l'Empire grec la turbulence des Germains; mais les mobiles qui dirigeaient les Francs ne s'accommodaient point avec ces calculs. Ils poursuivaient un peu l'idée chevaleresque d'accomplir des choses difficiles, *d'acquérir de l'honneur*, comme on disait au moyen-âge, puis le but plus élevé et plus grave de procurer à ces vastes régions la connaissance du christianisme, de reculer les limites de la communauté européenne. Le roi n'était-il pas le Fils aîné de l'Eglise? Rome et les évêques le pressaient d'étendre le royaume du Christ (1). Il était d'ailleurs le défenseur en titre de l'Empire romain, qui, aux yeux des hommes de ce temps, existait toujours, et dont l'idée pour eux était celle de la civili-

(1) Le programme de cette politique des Francs existe, tracé d'avance, dans la lettre célèbre de saint Avit de Vienne à Clovis.

sation elle-même (1). Clovis avait reçu le consulat. Ouvrir la Germanie à cette civilisation, assurer au Saint-Siége l'indépendance politique, sauver l'Europe de la barbarie musulmane, telle est l'œuvre glorieuse, le noble résultat qui se dégage des commencements de notre histoire, et qui par sa valeur inestimable rachète beaucoup de fautes et de malheurs. La France fut alors comme une base, dont la résistance a tout sauvé, et sur laquelle tout devait se construire ; mais suivant sa nature elle avait moins assuré ses intérêts que ceux de l'humanité en général, et dans ces luttes prolongées elle avait sacrifié quelque chose d'elle-même et compromis son unité. La divergence s'était dessinée peu à peu entre les Neustriens de la Gaule centrale et les Austrasiens, toujours occupés en Germanie ; puis, quand par l'effet d'une force des choses le grand empire se fut dissous, la France trouva devant elle la plus dangereuse des rivalités. Quelquefois l'histoire se répète, et nous avons appris, hélas ! à redouter de nouveau cette Allemagne, rendue plus forte et plus unie par l'ascendant éphémère de la Gaule.

Pour considérer dans son vrai jour la lutte qui allait s'engager, et qui se termina pour la France par une défaite, on doit se rendre compte de l'esprit qui régnait dans le nouveau royaume de Lorraine. Malgré certaine divergence que nous avons notée, la Lorraine ou la nouvelle Austrasie (et sous ces noms il faut se rappeler que l'Alsace est toujours comprise)

(1) On lit dans les diplômes de Pépin-le-Bref : *Administrante romanum imperium Pippino rege Francorum*.

retenait le sentiment très vif de son origine gauloise et franque, d'une première éducation latine, d'une vie déjà longue dans l'histoire. C'était pour elle une noblesse. Elle tenait à se distinguer de la Germanie, et ne lui reconnaissait aucun droit sur elle, mais envers la Neustrie son attitude était bien différente. Nous voyons par exemple dans la seconde moitié du IXe siècle plusieurs conciles s'assembler en Lorraine, à Tusi, à Savonnières. Ce sont des conciles généraux des Gaules, où ne figure aucun prélat d'Outre-Rhin; mais les évêques de la Neustrie et de la Provence y délibèrent avec ceux de la Lotharingie, et parmi eux un siége appartient à l'évêque de Strasbourg : on traite là des affaires de l'Armorique et de l'Aquitaine, avec la participation du roi de Neustrie. Les deux états se regardent comme ayant les mêmes intérêts, car tous deux tiennent leur origine de la Gaule, et ensemble, bien que sous différents maîtres, ils sont la France.

Le royaume de Lorraine, sous la branche aînée des Carolingiens, était indépendant alors, mais son existence à ce titre fut courte, car sa dynastie s'éteignit en un quart de siècle. Les branches cadettes qui gouvernaient la France et l'Allemagne se portaient héritières. Auquel des deux pays resterait uni désormais le sort de la Lorraine? Question redoutable, qui ne fut résolue qu'après un conflit de soixante-dix ans.

On répète volontiers que la France possède un fonds de ressources morales, une secrète énergie, qui, pareille à un puissant ressort, l'a toujours relevée dans ses défaillances et dans ses abaissements les plus profonds. En ces tristes jours nous sentons

le besoin de nous consoler et de nous raffermir par une pensée que justifient des faits éclatants de notre histoire. Il serait peu sage, toutefois, de s'imaginer qu'un peuple ait en privilége une sorte d'impunité finale, et qu'à se livrer aux passions les plus folles et aux plus dangereux écarts, le plus grand mal qui lui doive arriver, c'est de souffrir un peu plus ou un peu moins, pour être enfin ramené d'où il était parti. La leçon contraire ressort des graves événements dont il me reste à vous entretenir. Par une suite de circonstances fatales qui ont tenu, soit à l'imprévoyance des rois, soit surtout à l'indiscipline des gouvernés, la France, à cette époque de son histoire, a subi un immense dommage, qui n'a pas été réparé. Un règne malheureux avait laissé la Neustrie dans un état de révolution d'où le régime féodal devait sortir. Pendant cette crise, qui dura tout un siècle, l'autorité monarchique fut avilie par le jeu des factions, atteinte dans son pricipe par l'incertitude de la succession au trône. La perte des traditions, l'oubli des sentiments de fidélité et d'honneur devaient amener le pays, par une véritable défaillance nationale, à négliger sa grandeur, à s'incliner devant la Germanie, en abandonnant sans retour, avec l'antique frontière des Gaules, des provinces qui se faisaient honneur d'être françaises. En quel moment plus qu'à l'heure où nous sommes convient-il de méditer ces enseignements sévères ?

Le conflit fut engagé par Charles-le-Chauve, qui se saisit de la Lorraine à la mort de son roi ; entreprise prématurée, contraire à des promesses solennelles et au pacte de famille des Carolingiens, car

le défunt laissait un héritier, le roi d'Italie. L'excuse du prince français, et ce qui nous intéresse le plus dans sa tentative, c'est que loin de s'y porter de lui-même, il cédait aux vœux des Austrasiens. Les seigneurs de la contrée ne se souciaient point d'être rattachés à l'Italie, et voyaient leur condition naturelle dans le retour à la France. Parmi eux nous distinguerons les comtes d'Alsace, de cette grande famille d'Adalric et de sainte Odile, où se conservaient les antiques souvenirs et les affections traditionnelles de la province (1). Ce fut seul et sans escorte que Charles parut à Verdun, où un cortége nombreux l'attendait, pour le conduire pompeusement à Metz. Couronné par les évêques dans la vieille capitale austrasienne, il y reçut les hommages du royaume du Rhin. Jusque-là tout lui était facile ; mais il s'agissait de défendre et de retenir son acquisition. Or son frère d'Allemagne, qui avait quelques adhérents, élevait des critiques, appuyées par des menaces qui avaient de quoi faire réfléchir à l'heure où la Neustrie était envahie par les Normands. On finit par s'entendre, non pour appeler l'héritier, mais pour se partager l'héritage, et la France recula jusqu'à la Meuse. Alors pour la première fois les bords du Rhin et de la Moselle, Strasbourg et Metz passèrent sous le sceptre des rois de Germanie, et le sort de l'Alsace fut ainsi réglé, contre ses désirs, par le traité d'Héristal, en l'année 870, dix siècles juste avant une séparation plus pénible en-

(1) Iter in Helizatiæ partes arripuit, ut Hugonem Lutfridi filium et Bernardum Bernardi filium obtineret; quod et fecit. — Ann. Bert.

core, date fatidique aux yeux de l'Allemagne contemporaine.

Ainsi se manifestait le caractère d'un prince dont le règne doit passer pour le plus funeste de notre histoire. La naissance même de Charles-le-Chauve fut un malheur, car elle suscita les discordes, qui dès le règne de son père avaienté branlé jusqu'aux fondements la France carolingienne. Négligeant l'intérêt réel de la couronne, ambitieux et tout ensemble inhabile à préserver ses peuples contre des hordes de pirates, poursuivant de téméraires conquêtes bientôt délaissées, pour se faire des appuis ne sachant qu'aliéner le pouvoir public et désorganiser son royaume, Charles laissa le sceptre inutile, les cœurs ulcérés, l'opinion corrompue, la France encurée à toutes les convoîtises, ouverte aux aggressions les plus humiliantes. Il voulut un jour, avec son inquiétude accoutumée, revenir sur la cession des provinces rhénanes, mais rudement battu à Andernach par le roi de Saxe, il quitta le Rhin pour l'Italie, avec de nouveaux projets, auxquels la mort vînt mettre le terme.

Louis-le-Bègue après lui ne fit que paraître, et lorsqu'il laissa le trône à un fils de seize ans les conséquences de la politique de Charles-le-Chauve se développaient déjà avec une effrayante rapidité, et la dissolution commençait pour la France neustrienne. Le sol se morcelait; la Bourgogne, séparément, se constituait en royaume; tout duc, tout comte, tout dépositaire du pouvoir s'érigeait en roi dans son district. Et la dislocation matérielle n'était pas en elle-même le plus grand mal. Une fausse direction avait jeté le pays dans un état moral

essentiellement pernicieux, en suscitant chez les grands, chez les possesseurs du sol et chez les officiers de tout ordre un esprit d'anarchie, d'insubordination, de brutal égoïsme, qui étouffait les sentiments nationaux. A ce moment l'aristocratie terrienne avait peu de souci des églises brûlées, des villes mises à sac, de la royauté rendue tributaire par les aventuriers du Nord. Qu'importait l'indépendance et la grandeur du pays! Il s'agissait pour chacun de son indépendance et de son pouvoir personnel, et l'idée de la patrie n'était plus comprise nulle part.

Deux hommes pourtant dans cette heure critique Conrad, comte de Paris, et Gosselin, abbé de Saint-Germain, s'inspirèrent d'intérêts plus élevés, et frappés de l'immensité des maux, ne crurent pas la royauté française capable d'y parer, surtout par la main d'un adolescent. Le salut, suivant eux, n'était que dans le retour plus ou moins complet à la vieille unité de l'Empire. Dans cette pensée ils offrirent la couronne à un puissant fils de Charlemagne, à ce même Louis de Saxe qui venait de vaincre les Français sur le Rhin, et qui régnait alors sur la plus grande partie de l'Allemagne et de l'Austrasie. Le prince allemand fut tenté et gêné tout ensemble. Il était lié par des serments envers la dynastie française, retenu aussi par les passions nationales de ses propres sujets, qui depuis la guerre de Saxe nourrissaient contre les Francs une violente animosité. Le parti féodal termina son embarras en venant lui offrir pour prix d'un désistement la Lotharingie française. Seulement, par un reste de pudeur patriotique,

les feudataires réservaient le principe de la souveraineté, et la cession n'eût lieu qu'à titre précaire ou révocable : *ad locariam*, suivant l'expression du temps.

Ce pacte étrange marque dans cette malheureuse époque un des moments où la conscience publique fut le plus abaissée. Pour l'expliquer on remarquera que le fameux capitulaire de Quierzy, par lequel Charles-le-Chauve avait converti les fonctions publiques en bénéfices héréditaires, comptait deux années de date seulement. Bien décidés à retenir l'indépendance qui en découlait pour eux, les grands tenaient pour première maxime de ne pas souffrir en France un gouvernement fort, qui n'eût pas manqué de révoquer la concession. Ils écartaient dans Louis de Saxe (on voit à quel prix), un maître, un représentant de la forte unité de l'Empire, et par le même souci, en France, ils divisaient la royauté pour l'affaiblir. Le jeune roi Louis III, reçut un collègue dans son frère Carloman, auquel furent assignées les provinces méridionales.

Ces princes, morts tous deux à la fleur de l'âge, méritent des regrets. Louis III surtout avait paru digne de la couronne, lorsqu'à dix-neuf ans il remportait sur les Normands la victoire de Saucourt, objet de la joie et de l'admiration des peuples, et premier soulagement de l'humiliation nationale. On s'étonnait de voir réprimer ces envahisseurs, dont le roi de Germanie même avait enduré les insultes. Aussitôt dans l'Austrasie les cœurs se portèrent vers la France et vers le jeune héros qui y ceignait la couronne. Il nous reste de cette époque une poésie

tudesque en l'honneur du vainqueur des Normands, et sans doute l'Alsace a répété ce chant national, qui nous révèle les aspirations des peuples du Rhin (1). Les Austrasiens demandaient hautement leur réunion à la Neustrie, leur vœu ordinaire dès qu'une circonstance donnait cours à leurs sentiments intimes. Mais ces vœux, le roi de France était dans une position trop délicate pour les accueillir, et le temps lui manqua.

En effet, la succession carolingienne allait être recueillie en entier, et pour la dernière fois, par Charles-le-Gros, peu digne d'une si grande fortune. L'immense empire, attaqué de toutes parts, désuni et travaillé par mille causes de dissolution, ne pouvait subsister entre ses débiles mains. On sait l'humiliante déposition de ce triste empereur, en qui la descendance légitime de Charles Martel s'éteignit.

Désormais les peuples de l'empire étaient livrées à leurs tendances particulières, et ils ne devaient plus se réunir en un même corps. Alors, dit la chronique, fut consommée la séparation entre les Francs teutons et les Francs latins ; remarque vraie autant qu'elle s'applique à l'Allemagne et à la Neustrie, mais qui l'est moins quant à la Lorraine, où vivaient toujours associées deux populations avec leurs différents idiômes.

(1) *Hludwig Koning min, hilp minan Liudin...*
Tanne sprach Hludwig : Herro, so duon hi.

Louis mon roi, secours mon peuple. Et Louis répondit : je vais le faire, Seigneur.

III.

On avait à remplir le trône vacant. Il fut offert en Neustrie à Eudes, comte de Paris, populaire par ses victoires sur les Normands et par la défense de la capitale. Les Teutons firent séparément leur choix. Ils appelèrent à la couronne le prince Arnoul, que recommandaient aussi de hautes qualités et de grands services, et de plus une descendance carolingienne, bien que par bâtardise. Quant à la Lorraine, elle resta dans la situation que les événements lui avaient faite, et qui était l'union avec l'Allemagne. L'élection en France d'un simple feudataire n'agréait pas aux Lorrains, chez lesquels vivaient les souvenirs de Charlemagne, qui avaient combattu à Fontenay pour l'unité de l'empire, et dont les préférences appartenaient à un Carolingien, quel qu'il fût. Mais sous le sceptre d'Arnoul l'Austrasie demeurait un royaume entièrement distingué de l'Allemagne, et ses rapports avec celle-ci étaient moins suivis qu'avec la France, vers laquelle des penchants traditionnels la ramenaient toujours. Les événements qui se préparaient en Neustrie allaient mettre en pleine lumière ces sympathies des peuples du Rhin.

A Reims vivait un arrière-neveu de Charlemagne. C'était un enfant posthume, longtemps oublié. Par sa naissance il pouvait mieux qu'Arnoul réclamer une couronne, et même celle de l'Empire, car sa mère avait eu près de Louis-le-Bègue le rang d'une épouse et les honneurs souverains. Mais leur union n'avait pas été reconnue par l'Eglise romaine, alors qu'une

première femme du roi vivait encore. Ainsi la légitimité du prince qui porte dans l'histoire le nom de Charles-le-Simple pouvait être sérieusement contestée.

Un prélat qui avait recueilli son enfance, Foulques, archevêque de Reims, profitant de quelques difficultés que rencontrait le gouvernement du roi Eudes, tenta de raviver au profit de l'orphelin le prestige antique du sang royal. Les partisans de l'ancienne race, nombreux encore, prêtèrent à l'évêque leur appui, pour faire reconnaître dans une assemblée comme successeur de Charlemagne, le fils de Louis-le-Bègue et d'Adélaïde. Une circonstance d'un extrême intérêt est la présence dans le plaid de Reims des trois métropolitains de Trèves, Mayence, Cologne, et de leurs évêques suffragans. C'était au complet l'espicopat de la France rhénane, fait analogue à ce qui s'était vu dans les conciles de Tusi et de Savonnières. Ces prélats, sujets d'un prince allemand, concentrent tous leur intérêt sur les affaires de la France, s'inquiètent de son sort, et surveillent ses institutions, déployant pour elle toute la sollicitude qu'on éprouve pour une patrie. Mais ils ne pouvaient pas offrir au jeune Charles la Lotharingie, et en Neustrie Eudes fut assez fort pour retenir la couronne. Cependant, par un mouvement de pitié généreuse, et aussi par un calcul de sagesse patriotique, il rapprocha de lui le fils de l'homme qui avait été son seigneur. lui céda quelques villes, et en mourant il le recommandait à ses fidèles comme le roi qu'ils devaient servir, le préférant ainsi à son propre frère. Le vœu du mourant fut écouté, mais sa prévoyance fut déçue.

L'histoire du règne de Charles-le-Simple est celle de la ruine de la monarchie. Ce que sa naissance avait d'irrégulier explique la destinée sur le trône d'un prince dont le titre n'était précisément ni la légitimité ni l'élection nationale. La charte de partage de l'Empire, qui excluait les bâtards, paraissait infirmer ses droits, et cela en des temps orageux, où plus que jamais il aurait fallu pour les esprits une direction précise. Les deux principes se contrariaient par leur équivoque; le roi n'eut pas le bénéfice des situations nettes, où le devoir est tracé pour chacun, et qui ôtent tout refuge à la mauvaise conscience. Ainsi les titres de Charles-le-Simple n'eurent de valeur qu'au gré des passions d'un moment ou des intérêts d'un parti. Il en résulta dans la tradition nationale un trouble profond, qui, se perpétuant sous plusieurs règnes, fut pour la France une cause active de dissolution, d'amoindrissement, de décadence.

Cependant les auspices du nouveau règne furent heureux. On se plut d'abord à saluer le sang de Charlemagne. Les seigneurs de la Neustrie et de l'Aquitaine venaient faire leur hommage, conduits par Robert, frère du roi défunt, qui, à la place de la couronne, se contentait du duché de France. Les peuples respiraient, car les Normands, contenus, allaient se fondre dans la Nation, et leur chef prenait rang parmi les feudataires. Par une nouvelle faveur de la fortune la même année s'éteignait la branche allemande des Carolingiens. Il ne restait qu'un seul neveu du glorieux empereur, et ce représentant des grandeurs passées était roi de France.

On eût supposé que l'ancien empire, comme au

temps de Charles-le-Gros, allait se retrouver sous un sceptre. Cette solution eût convenu à la Lorraine, où plus qu'ailleurs se conservait l'attachement pour le sang royal et le sentiment de la vieille unité, qui d'elle-même se rallia d'abord au prince français, le tenant pour très légitime, et qui lui fournit jusqu'à la dernière heure ses plus fidèles appuis. D'autres idées prévalurent dans la Germanie, où le roi neustrien n'eût jamais pu se faire accepter. Un sentiment de distinction nationale se prononçait, dur et très peu sympathique aux Francs, les anciens maîtres. Par un dernier égard pour cette race qui avait fondé l'empire, on élut le duc de Franconie, c'est-à-dire un homme de cette partie de l'Allemagne où des Ripuaires s'étaient fixés sous le nom de Francs orientaux. Mais les Austrasiens, qui ne se regardaient pas comme des Allemands, et qui, loin d'éprouver de la répulsion pour la France, estimaient ne faire qu'un peuple avec elle, portèrent leurs hommages à Charles-le-Simple. L'impulsion dans toute la Lotharingie fut donnée par Régnier, comte de Hainaut, qui vint montrer à de nouveaux sujets le fils de Charlemagne. En parcourant l'Austrasie sympathique et soumise Charles de France n'oublia point l'Alsace ; il s'y arrêta avec prédilection, et il se plait à la considérer comme son héritage dans les diplômes qu'il y a datés avec cette mention remarquable : *largiore hæreditate indepta.* Régnier fut récompensé par le titre de duc de Lorraine.

Il semble ainsi que la situation était réglée avec l'Allemagne. Elle avait librement disposé d'elle-même. Dans l'Austrasie, le roi de France avait pour lui la

possession, le vœu national, et un titre héréditaire infiniment préférable à celui dont Arnoul s'était prévalu. Même au besoin il était un héritier d'Arnoul. Toutefois il n'élevait pas de prétentions sur la Germanie; il la laissait à son nouveau prince, et la possession paisible de l'ancienne conquête de la France avait de quoi satisfaire le roi Conrad, élu par les siens.

Cependant il ne put voir sans colère la Lorraine lui échapper, la Lorraine et surtout la belle province d'Alsace, objet d'une envie passionnée pour les princes teutons. Ils voyaient là des éléments de richesse, de progrès, de puissance, legs lointain de la civilisation romaine, qui manquaient au-delà du Rhin, et qu'ils travaillèrent à s'approprier, d'abord en s'appuyant sur leur titre d'héritiers de Charlemagne, et quand ce titre se tourna contre eux, sur le pur droit de la force. Dans la circonstance Conrad fit à Charles le Simple une de ces querelles auxquelles un usage bien ou mal fondé a attaché le nom de la nation germanique. Il ne pouvait réclamer la France rhénane comme héritier; il ne le pouvait pas mieux comme prince élu, car les Allemands seuls l'avaient choisi, et non les Lorrains. N'importe, l'union telle quelle avait subsisté entre les deux états, et ainsi le choix des Allemands devait faire loi même pour la Lorraine. C'est une argumentation toute pareille qu'on a vu se produire il y a peu d'années à propos des duchés de l'Elbe.

Conrad passa le Rhin, et sa visite pour l'Alsace fut celle d'un ennemi : *hostiliter invasit*. Néanmoins quelques circonstances marquées avec peu d'explication

dans les vieilles chroniques nous fait deviner ce qui l'encourageait dans son entreprise. Je veux parler du sac de Strasbourg par les Austrasiens et du meurtre de son évêque.

Strasbourg commençait à s'enrichir. Elle tenait de Pépin et de Charlemagne des immunités, des exemptions de péage dans tout l'Empire, qui lui procuraient des profits considérables par la navigation du Rhin et de ses affluents, par le transport des riches productions de l'Alsace. Cette condition privilégiée attirait dans les murs de la cité commerçante nombre de Souabes ou Alamans de la rive droite, fait qui s'est perpétué sans interruption jusqu'à nos jours. Ces nouveaux venus s'étaient groupés, et avaient acquis de l'importance politique sous le gouvernement des rois de Germanie, qui durait depuis quarante ans. A l'heure où je parle, ne voit-on pas, dans la même cité, s'abattre une foule inconnue, qui déjà supplante l'élément indigène et français. Conrad trouvait ainsi dans Strasbourg l'appui d'une faction allemande, capable de maîtriser le reste de la population, ce qui nous explique pourquoi la ville fut prise de vive force, et très maltraitée par le parti du roi de France. Un dissentiment violent, disent à ce propos les annalistes, existait entre la cité et son évêque, Otbert d'Alsace, qui la frappa d'interdit. Les démonstrations des factieux contraignirent le prélat de quitter sa ville épiscopale ; il fut suivi par ses haineux adversaires, surpris dans un de ses manoirs, et mis à mort. Cette fin tragique d'un pasteur de l'Eglise, dont l'histoire vante les vertus et le grand caractère doit, être rapportée aux mêmes causes locales. Otbert était

de la famille de sainte Odile ; il était frère peut-être de ce Gérard de Roussillon, fameux par ses hauts faits contre les Normands et les Sarrazins, et dont l'héroïque mémoire remplit la vieille épopée française. Otbert, de toute façon, représentait la tradition historique de l'Alsace, ses sentiments pour la race de Charlemagne et pour la France, qui d'ailleurs, jusqu'au dernier instant, rencontra dans l'Épiscopat et dans l'Église ses amis les plus dévoués et les plus sûrs. Charles de France était pour Otbert le souverain légitime de l'Alsace, et le prêtre tomba, victime d'une fureur étrangère, pour avoir défendu avec les armes de l'Église la cause qui était à ses yeux celle du droit et de la Patrie.

L'ambition germanique fut cette fois déçue, et la vaillante épée de Régnier de Hainaut maintint l'Austrasie sous l'autorité du roi de France. (1) Un usage particulièrement remarquable de cette autorité fut la désignation des évêques. Charles nomma deux successeurs au malheureux Otbert. Le roi Conrad, auquel l'Alsace tenait toujours à cœur, prit ombrage de ces actes de souveraineté. Il crut pouvoir les infirmer au moyen d'une procédure canonique, et par ses ordres, Ricuin, l'un des nouveaux prélats, fut déféré à un concile d'Allemagne comme intrus et usurpateur. L'évêque de Strasbourg refusa de reconnaître des juges allemands, ne parut pas devant le concile, y fut frappé de suspension, en appela à Rome, où, sans

(1) Il semble que la confusion des événements d'alors ait dérobé le sort de l'Alsace aux yeux des écrivains qui ont traité l'histoire générale. M. Dareste lui-même, t. 1, p. 500, admet que l'Alsace fut conquise et retenue par Conrad Ier.

difficulté, il obtint gain de cause. Le Saint-Siége en effet reconnaissait hautement les droits de la France, et au même moment le Pape adressait un reproche sévère au métropolitain de Cologne, pour avoir installé un évêque de Liège au préjudice du sujet nommé par Charles le Simple. (1) A tous les points de vue la situation du prince dans le royaume de Lorraine demeura claire et bien établie.

La mort du duc Régnier vers ce temps fut un grand malheur. Charles, qui lui devait beaucoup, voulut honorer sa mémoire, et par un mouvement de reconnaissance trop peu réfléchi, maintint le titre de duc de Lorraine en faveur de Gilbert, fils du défunt. C'était se livrer à un homme funeste. Le roi, né pour l'infortune, devait être victime de sa générosité et de sa confiance surtout cette fois, et son erreur eut les suites les plus malheureuses pour lui-même, comme pour la France, qui en reçut d'irréparables atteintes dans sa grandeur. Gilbert, ambitieux sans foi, était le vrai représentant par les plus mauvais côtés de la turbulente aristocratie du x^e^ siècle.(2). Sa vie fut employée à trahir, à poursuivre par des moyens odieux de folles chimères de grandeur, le sceptre de la Lorraine ou de la Neustrie, peut-être la couronne de Charlemagne. Ce personnage dangereux l'était davantage par l'autorité qu'il tenait du roi sur la Lorraine. Nous avons vu que les droits de Charles-

(1) Les expressions du pape Jean X sont remarquables : « *Caroli dignitatem nullo modo auferre volumus ; eum inconcussam dominationem obtinere delectamur.* »

(2) Le plus détestable boute-feu qui fut jamais, a dit Boulainvilliers.

le-Simple étaient moins bien reconnus en Neustrie, et ce pays révolutionné, livré à des crises renaissantes, pouvait à peine souffrir un gouvernement, moins encore lui fournir un appui. L'Austrasie au contraire était intacte, pleine de sentiments conservateurs et de vieil esprit militaire, capable à elle seule de soutenir la monarchie, sans la félonie de Gilbert, qui sut rendre inutiles de si précieuses ressources.

Investi du titre ducal, Gilbert débuta par en faire hommage à l'antagoniste naturel de la France. En Allemagne régnait alors le chef de la maison de Saxe, Henri l'Oiseleur, enclin déjà à faire revivre les prétentions germaniques, lorsque Gilbert vint faire briller à ses yeux la couronne de Lorraine, et lui proposer une alliance. Le saxon cependant hésitait à la pensée d'une grande injustice à commettre (1), et devant une entreprise difficile, car le prince carolingien paraissait être solidement assis en Austrasie. Le danger pour lui apparaissait ailleurs, et sa fortune allait se heurter à la grande difficulté de son époque, l'insubordination et les exigences des feudataires neustriens. D'abord il leur avait servi d'instrument, mais le jour où le roi montra la pensée de relever le pouvoir central, les intérêts alarmés se coalisèrent. Robert de Paris, ce même frère du roi Eudes, qui naguère donnait l'exemple de la soumission, se mit à la tête des rebelles, entraîna dans son parti le duc de Bourgogne, et, chose plus fâcheuse, offrit un pacte à Gilbert et au roi de Germanie. Le malheureux Charles

(1) Henricus restitit, et ut a nefariis quiesceret crebro eum admonuit. Chro. Sax a. a. 916.

vit manquer à la fois tous ses appuis, en Neustrie, en Bourgogne, et même dans l'Austrasie agitée par les intrigues du duc de Lorraine.

Il sut pourtant mesurer d'un œil ferme les périls de sa situation, et adopter un parti que conseillaient le courage et la prudence. Son premier intérêt, c'était de maintenir la Lorraine, recouvrée nouvellement sans doute, mais après tout son appui le plus sûr. A tout prix il fallait l'enlever au traître. Dans le pays de Charlemagne, l'Ardenne liégeoise et les provinces belges, le roi leva sans peine des troupes dévouées, puis les mena contre Gilbert, qui vaincu, abandonné, chercha un refuge en Allemagne. Là il était sûr de trouver toute assistance. Le roi Henri observait les troubles de la Gaule, et, pour l'heure présente, tenait surtout à préserver la situation du duc de Lorraine, dont il n'avait pas renoncé à employer les services. Dans ce but il demanda au vainqueur une entrevue.

La ville de Bonn fut indiquée pour les conférences, et là les choses se passèrent avec un cérémonial qui fait ressortir la position officielle des deux rivaux. Ils campèrent vis-à-vis l'un de l'autre, le Rhin entre deux, comme limite de la Gaule et de la Germanie. Un navire amarré au milieu du fleuve servait de local pour les réunions. Du côté d'Henri étaient les comtes et évêques d'Outre-Rhin ; Charles amenait de la Neustrie, qui était en révolution, un seul évêque, mais les grands et l'épiscopat du royaume de Lorraine se rangeaient autour de sa personne. On se jura paix et amitié, et dans le protocole, qui subsiste, les deux princes, comme au temps des fils de Charlemagne, semblent régner sur un même peuple : ils

s'intitulent : Charles, roi des Francs occidentaux, et Henri, roi des Francs orientaux. Il était habile à ce dernier de se présenter comme un chef des Francs aux Austrasiens fiers de leur origine, et dans cette même pensée il affecta de présider avec Charles un concile, qui réunit à Coblentz des évêques des deux royaumes. En résumé Henri obtint le point essentiel, la réintégration de Gilbert, c'est-à-dire la perte assurée de son rival et l'abaissement prochain de la France.

Gilbert en effet, quittant les bords du Rhin, courait en Neustrie s'aboucher avec les ennemis de son bienfaiteur. Il était de ce plaid de Soissons où Charles, déposé, fut remplacé par Robert de Paris, et où la seule présence du Lorrain soutenait les rebelles, en leur assurant l'appui de l'Allemagne. Le roi, indignement joué, reprit les armes pour en finir avec le vassal félon ; mais un concert était arrêté d'avance pour rompre ses mesures. Pendant qu'il se porte dans la haute Lorraine et dans l'Alsace, Henri de Saxe, quittant la feinte, passe le Rhin en armes, se joint à Gilbert, et grâce à lui se saisit de la ville de Metz. Par là le roi de France, coupé des provinces belges, où étaient ses principales ressources et sa base d'opération, se trouva dans une position critique. Succombant à son mauvais sort il se résigna à céder la couronne de Lorraine, mais il le fit avec une clause très singulière, qui caractérise ses relations morales avec l'Austrasie. Comptant sur les sentiments des peuples, il se réservait l'hommage de tous les vassaux qui voudraient le reconnaître, et par le fait les hommes de l'Austrasie lui restèrent fidèles. C'est

ainsi qu'il lui fut possible de réunir à Tongres une vaillante troupe, et de s'y apprêter à un effort vigoureux et désespéré pour rétablir ses affaires en Neustrie. Je n'ai pas à raconter la rude bataille de Soissons, où Robert tomba, mais où Charles fut vaincu, la fuite du roi en Allemagne, où il dut tristement réclamer la pitié du prince qui lui avait juré une amitié éternelle en préparant sa chûte, et qui possédait ses dépouilles, son retour en Neustrie sur des assurances perfides, enfin l'indigne captivité où se termina sa vie. Prince digne de la compassion et des sympathies de l'histoire, qui ne manqua ni d'intelligence, ni de courage, ni de patriotisme, et mérita honorablement le nom de *Simple* par sa confiance trop généreuse envers des contemporains sans cœur et sans foi. Entre la Neustrie livrée à des emportements anarchiques, et l'Allemagne, avide et ambitieuse, la loyauté des Austrasiens le soutenait; mais cet unique appui fut ruiné par la malice de Gilbert. Charles-le-Simple attire d'autant plus notre intérêt qu'il emportait dans sa chûte tout espoir sérieux pour la France de conserver les provinces rhénanes. La Gaule restait démembrée au profit de la Germanie, que jadis elle avait soumise par les armes, puis policée ; humiliant résultat, qui n'est pas sans rapport avec le partage de la Pologne au dernier siècle. Les causes sont les mêmes : l'égoïsme des passions, favorisé par une désorganisation révolutionnaire et par l'incertitude de la succession monarchique, sous les yeux de voisins puissants, ambitieux et perfides. Sept siècles de sage et constante politique ont à peine suffi pour réparer les fautes de cette époque néfaste, encore dans

une mesure bien restreinte, et déjà les fruits de cette politique monarchique et nationale commencent à nous échapper. Notre chère et malheureuse patrie, cruellement blessée dans sa grandeur, entamée dans son territoire, menacée par la plus haineuse des rivalités, minée à l'intérieur par des causes de dissolution qui reviennent toujours, avec la différence des temps, à la licence des ambitions, à l'affaiblissement des principes nationaux, puisse-t-elle échapper au sort de la Pologne, même au sort qui fut le sien au x^e^ siècle, et qui cette fois ne lui laisserait aucun avenir.

Délivré de son malheureux antagoniste, Henri de Saxe ne se tenait pas sûr de sa conquête. La cession arrachée à Charles de France était de peu de valeur, car elle dépendait pour ses effets des seigneurs austrasiens, dont la sujétion volontaire avait été réservée. Le prince allemand s'inquiétait surtout de l'Alsace, et pour mettre en sûreté cette précieuse acquisition il occupa Saverne, clé du pays du côté de la France. Les évènements allaient faire voir que des précautions à l'égard des Austrasiens étaient motivées, que dans leur cœur l'attachement à la postérité de Charlemagne ne vivait pas seul, mais qu'il s'alliait à un sentiment vivace de solidarité nationale avec la vieille Gaule.

Depuis la bataille de Soissons Raoul de Bourgogne portait le sceptre en Neustrie. Il avait concouru à la ruine du prince carolingien, il le laissait languir en prison, il occupait sa place. Et pourtant, ce chef qui à plusieurs titres devait leur être si peu agréable, les Lorrains l'appelèrent, plutôt que de rendre hommage au roi de Germanie. Raoul fut accueilli à Mouzon et

reconnu roi par toute la noblesse de la France rhénane. Cette noblesse était présidée par Vigeric, évêque de Metz, qui au nom des peuples de l'Austrasie supplia le prince français de ne pas laisser Saverne et l'Alsace aux mains des Allemands. Aussitôt les milices lorraines se rangent sous les ordres de Raoul. Le roi et le prélat passent les Vosges pour investir la place, qui était gardée par des Allemands d'outre Rhin. Ces étrangers, isolés dans l'Alsace et n'espérant aucun secours, furent contraints de se rendre : Gilbert et Henri arrivèrent trop tard ; la province se retrouva française. Les deux alliés purent y pénétrer un moment et la ravager comme un pays ennemi, mais les mesures du roi de France et les mouvements de l'armée austrasienne ne leur permirent pas de s'y maintenir.

Chassé de l'Alsace et rejeté en Allemagne, Henri l'Oiseleur changea ses plans militaires, et passant le Rhin vers le Nord, se rendit maître de la place importante de Tolbiac. Raoul cependant n'avait pas eu l'art de s'attacher les Austrasiens. Son titre précaire et entaché d'usurpation, la captivité du prince légitime, n'avaient pas de quoi lui concilier l'estime et l'affection de ses nouveaux sujets ; il eut aussi l'imprudence de les blesser par des hauteurs. Appelé en Neustrie par des querelles féodales, par les mouvements des amis de Charles-le-Simple et par une invasion des Hongrois, il laissa les Lorrains désaffectionnés, et peu éloignés dans leur dépit de se prêter aux intrigues de Gilbert. L'archevêque de Trèves fut entraîné avec la noblesse des bords de la Sarre, qui la première se rallia à la maison de Saxe, et quelque

temps après fut imitée par le reste de la Lorraine. Lui-même l'évêque Ricuin de Strasbourg, cédant à la force des évènements, reconnut le roi de Germanie, et lui jura fidélité. — En 925 fut consommée l'annexion de l'Alsace à l'Allemagne. Elle devait durer 723 ans.

IV.

En ces temps les contrées d'entre Rhin et Meuse étaient moins allemandes qu'elles ne l'ont été depuis. Leur population avait des mœurs et des souvenirs qui la séparaient des Teutons, et l'empêchaient de voir en eux des compatriotes. Ces sentiments nationaux, ces habitudes, avaient encore au x^e^ siècle trop d'énergie pour laisser à la suzeraineté allemande un caractère stable et incontesté. Les Carolingiens, qui devaient encore reparaître, ne pouvaient renoncer au berceau de leur famille, au siége de leur ancienne gloire, et leurs regrets étaient partagés dans toute la Lorraine, comme on s'en aperçut, dès qu'un roi de cette race fut remonté sur le trône de France.

L'annexion de l'Austrasie datait de dix ans, lorsque vinrent à mourir Henri de Saxe et Raoul de Bourgogne. Le roi de Germanie laissait la couronne à son fils, Othon I^er^. En France les évêques et les vassaux rappelèrent le fils du malheureux Charles, dont l'adolescence s'était passée dans l'exil, et qu'on nommait Louis d'Outremer. Ce jeune prince, d'une haute origine, heureusement doué, touchant par son infortune, fut reçu à Boulogne avec des témoignages inouïs d'espérance et de joie. Par un de ces retours qui étonnent

dans l'histoire, l'ouvrier le plus actif de sa restauration était l'héritier de l'homme qui avait détrôné son père, le duc de France Hugues, fils de Robert de Paris. Ce personnage influent paraît avoir cédé à un mouvement national irrésistible, dont il prit la tête, non par un véritable patriotisme, mais pour le diriger selon ses vues. La concorde en effet dura peu. Dès que la fierté du prince voulut rejeter la tutelle du feudataire, la guerre civile éclata, et le duc de France, suivant de trop près les exemples paternels, fit appel à Othon d'Allemagne, qui, par l'intérêt de retenir la Lorraine, devait se complaire aux divisions de la Neustrie. Hugues toutefois semble avoir eu des regrets de sa conduite : vainqueur à la bataille de Reims, il s'accommoda avec le roi, et l'engagea même à saisir l'occasion nouvelle de récupérer les provinces rhénanes.

Elle était fournie par l'inquiétude de ce même Gilbert, auteur de tant de maux pour sa patrie, et qui aujourd'hui, après avoir grandi l'Allemagne, s'appliquait avec une même ardeur à la bouleverser. Afin de payer la trahison de cet ancien vassal de la France, et plus encore pour l'attacher par un lien durable à la maison de Saxe, Henri-l'Oiseleur n'avait pas craint de lui donner sa fille. Mais pour Gilbert cette alliance n'était qu'un moyen de s'élever plus haut. Il conspira contre son beau-frère, le roi Othon, en lui suscitant des ennemis dans sa propre famille. Le comte d'Alsace fut initié au complot. Sentant le besoin d'une assistance du dehors, les conjurés jetèrent les yeux sur la Neustrie, et se décidèrent à rétrocéder la Lorraine, pour obtenir la coopération de Louis-d'Ou-

tremer. Gilbert prit pour lui la tâche très facile d'entraîner les Austrasiens vers la France carolingienne. — N'était-il pas honteux, leur disait-il, d'obéir à des Saxons, aux ennemis héréditaires des Francs, soumis autrefois par les armes françaises ! Un roi des Francs vivait en Neustrie, un fils de Charlemagne, chef naturel des hommes du Rhin et de la Meuse. Qu'ils portassent là leurs hommages ! — Ce discours, bien que venant d'une bouche impure, trouva vite de l'écho chez la noblesse rhénane, chez les prélats surtout, inclinés vers la France par les traditions séculaires de leurs églises. Les évêques de Metz et de Strasbourg furent des premiers à entrer dans le mouvement. Othon, averti de l'orage qui grondait au-delà du Rhin, se porta subitement en Lorraine, fit ravager une étendue de pays afin d'imprimer la terreur, et se défiant surtout de l'épiscopat, dont les vœux n'étaient pas un mystère, prit des ôtages parmi les dignitaires de l'Eglise. Cette démonstration faite, il repassa en Allemagne, où il avait à combattre des ennemis domestiques et des hommes de son propre sang.

Une entreprise sur le Rhin ne séduisait point le roi de France. Il tenait compte de certains ménagements d'Othon, qui avait peu écouté les rebelles de la Neustrie; il redoutait la puissance de l'Allemagne, se défiait de Gilbert, appréhendait tout de ses propres vassaux, et ses craintes, surtout la dernière, furent trop justifiées par l'événement. Pour l'ébranler, il ne fallut pas moins que la venue de Gilbert, celle en particulier, et à deux reprises, de beaucoup de comtes austrasiens, amenés par le duc de Lorraine, et qui

apportaient les vœux de la nation rhénane. (1). Ces députés représentèrent avec chaleur ce que le prince devait à l'Austrasie comme carolingien, à l'honneur de sa couronne comme roi de France. Louis céda, et put voir qu'on ne l'avait point trompé. Partout sur la route du Rhin il trouva ce qui lui était annoncé : les peuples unanimes en sa faveur, conduits par leurs évêques. Les provinces se soumettaient d'elles-mêmes, et il put parvenir ainsi jusqu'en Alsace. Le comte Everard, qui avait le commandement de la province, lui ouvrit Brisac, citadelle réputée imprenable par sa position sur une roche abrupte, que le Rhin, en la lavant de ses eaux impétueuses, laissait alors sur sa rive gauche, et qui, depuis, par un caprice du fleuve, a été détachée du sol austrasien. Là le fils de Charles-le-Simple, à la frontière extrême de l'Alsace, au bord de ces eaux qui avaient séparé le Germain et le Celte, fut salué roi, et la réunion des deux royaumes francs parut accomplie. Le jeune prince, malheureusement, avait affaire dans Othon au plus grand homme de son siècle, et dans ses propres vassaux à une faction remuante, que l'intérêt général ne touchait point, mais très attentive à un autre but, qui pour elle, passait avant tout au monde, le démembrement du pouvoir et l'abaissement de la royauté. Les assauts de l'anarchie et les secousses révolutionnaires étaient de tous les jours, et souffraient à peine des trèves momentanées. Lorsque Louis tenait sa cour en Alsace,

(1) Iterum proceres regni, Gislebertus dux et comites quamplures. — Chro. Virid.

et se flattait d'avoir acquis un royaume, en Neustrie, un de ses sujets, le comte de Vermandois, menaçait la ville de Laon, la seule qui reconnût encore l'autorité directe du prince, et le siége de son gouvernement. Perdre Laon, c'était presque abdiquer. Il fallut abandonner Brisac, et l'Alsace, et les conquêtes, et les hommes qui s'étaient compromis pour la France.

Brisac aussitôt fut investie par Othon de Saxe, qui se faisait suivre de gré ou de force par plusieurs feudataires, partisans secrets du roi de France, et par deux prélats austrasiens dont il se défiait le plus, les évêques de Metz et de Strasbourg. Au début d'un siége difficile, ce cortége peu sûr le mit dans une situation des plus périlleuses. On s'aperçut un matin que les deux évêques, suivis de plusieurs comtes et d'une partie de l'armée, avaient quitté le camp royal, se dirigeant vers les bords de la Moselle, pour s'y réunir à Gilbert. Le comte d'Alsace, duc de Franconie, s'était joint à eux. Resté devant la forteresse avec une armée bien réduite en nombre, le roi pouvait craindre d'être assiégé lui-même, car la faction qui lui disputait l'empire gagnait du terrain, et la révolte s'étendait en Allemagne. Ses conseillers le pressaient de quitter une entreprise sans issue, pour se replier sur la Saxe, le siége de sa maison et le centre de sa puissance. Mais sa ténacité magnanime et son heureuse fortune le sauvèrent. Il permit aux hommes découragés de quitter le siége. Pour lui, il se déclara prêt à périr, plutôt que de laisser entacher son honneur de prince et de soldat, et il conserva ses positions d'attaque, sans se laisser distraire par l'invasion de

la Germanie. Gilbert et le comte d'Alsace venaient d'y pénétrer en passant le Rhin vers Coblentz ; mais un secours opportun allait changer la face des événements. Vis-à-vis d'Andernach, nom déjà malheureux dans cette histoire, une petite armée commandée par Udon de Souabe assaillit les troupes rhénanes, nombreuses, mais mal campées et répandues pour le pillage. Le comte d'Alsace, surpris, fut tué dans sa tente, et Gilbert, en voulant repasser le Rhin, périt dans les flots. Ainsi finit sans gloire l'orageuse existence de ce violateur des droits les plus saints, qui a bien eu le pouvoir de renverser son bienfaiteur et d'amoindrir sa patrie, mais dont la perfidie envers de nouveaux maîtres n'a rien sauvé de ce qu'il avait perdu, car jamais le crime n'a été réparateur.

Les conséquences de la rencontre d'Andernach furent décisives, et l'histoire nous a dépeint l'allégresse du roi de Germanie à la nouvelle qu'il en reçut devant Brisac. La place ne pouvait plus lui échapper, et dès ce moment l'Allemagne, la Lorraine, l'Europe, pour ainsi dire, étaient sous sa main. Au bout de peu de jours les troupes alsasiennes et lorraines qui tenaient Brisac au nom du roi Louis furent réduites à capituler, pendant que la résistance se prolongeait à Metz, où l'évêque lutta le dernier pour la cause française. Sept siècles plus tard, après un autre siége, qui est une Iliade par sa durée, par ses vicissitudes, par l'héroïsme et les talents déployés dans les attaques comme dans la défense, les portes de Brisac s'ouvraient devant Guébriant et Turenne, et le sort de l'Alsace était de nouveau changé par la chute de cette place renommée. Bien qu'alors séparée de l'Alsace

par le cours du Rhin, l'ancienne ville celtique s'attacha des premières à la France, et Turenne lui confiait ses dépôts pendant la campagne immortelle qui couronna sa glorieuse carrière. Elle changea de maître à regret par le traité de Riswyk.

Le règne d'Othon fonda l'Empire germanique, et il ouvre le moyen-âge proprement dit. L'Allemagne était mise pour longtemps à la tête de l'Europe, et les empereurs Saxons s'appliquèrent à perpétuer sa prépondérance par les soins donnés à l'organisation du royaume de Lorraine. Leur attention se porta d'abord sur l'épiscopat, jusqu'ici rempli par des Austrasiens, auprès desquels la France trouvait des sympathies jamais lassées, toujours renaissantes. On y mit des Allemands d'outre Rhin. L'évêque Ruthard de Strasbourg, envoyé en exil, fut remplacé après sa mort par un fils d'Udon de Souabe, le vainqueur d'Andernach. Sur le siège métropolitain de Cologne Othon installa son propre frère, Brunon de Saxe, digne de cet honneur par ses hautes capacités et ses vertus sacerdotales. Brunon reçut avec l'épiscopat le gouvernement politique de toute la Lotharingie. Afin d'affaiblir l'esprit national des Austrasiens, et de rendre moins efficaces leurs répulsions pour l'Allemagne, il partagea leur pays en deux régions, le Brabant et la haute Lorraine. Quant à l'Alsace, elle fut mise à part comme un joyau de prix (j'emprunte ici l'expression de ses modernes ravisseurs). Distraite de la Lorraine, elle fut annexée au duché de Souabe, en vue de hâter sa fusion avec la Germanie. Pour faire accepter son autorité, Othon put s'aider d'une douce influence, celle de la princesse d'origine fran-

çaise, dont il fit sa compagne sur le trône. Je ne puis raconter ici l'intéressante histoire de sainte Adélaïde, née en Bourgogne, mariée au roi d'Italie, privée de son époux par un parricide, sa fuite et son émouvant appel au plus puissant prince de la chrétienté, l'expédition d'Othon au-delà des Alpes et son mariage avec la reine persécutée, dont le résultat politique fut la réunion de l'Italie à l'Empire allemand. Cette femme au noble cœur préféra l'Alsace, y perpétua sa mémoire par des fondations, et voulut y reposer après sa mort. Cependant la mémoire de l'Impératrice Adélaïde est restée moins populaire que celle de la fille d'Adalric, dont le nom ne rappelle pas une séparation, mais éveille des souvenirs qui sont communs à l'Alsace et à la France.

V.

La révolution dont je viens d'esquisser l'histoire eut pour les Carolingiens des conséquences mortelles. Après avoir été des rivaux pour les maîtres de l'Allemagne, ils tombèrent à leur égard dans une condition dépendante. Privé de la Lorraine, et par là d'un appui indispensable contre le parti féodal, Louis d'Outremer fut contraint d'accorder à Hugues le titre de duc de toutes les Gaules, c'est-à-dire la puissance d'un maire du palais, sauf que le prince opprimé, plein de fierté et de courage, ressentait l'indignité de sa situation, et cherchait toujours à s'en affranchir. Le conflit aboutit, pour lui comme pour son père, à la captivité, car on s'habituait à emprisonner les rois. Pour comble d'abaissement il dut sa délivrance à

Othon, qui lui enlevait un royaume. Un jour même l'Empereur d'Allemagne fit marcher ses armées, non pour conquérir la France, mais pour s'assurer qu'elle aurait un gouvernement. Plus encore, elle fut soumise durant douze années à Brunon de Cologne, et cet évêque saxon eut à y rétablir un peu d'ordre. Une assemblée qu'il présidait, et où les Allemands étaient admis, proclama le jeune roi Lothaire. Il nous appartient de réfléchir sur ce lamentable état d'un grand pays énervé par ses divisions, et réduit à souffrir qu'une main étrangère, suppléant à son impuissance, vienne régler chez lui ses propres affaires. Du moins alors cette main était celle d'un grand homme et d'un sage.

Mais cette concorde, ce patronage bienveillant, ne tenaient qu'à la vie et aux vertus de l'archevêque de Cologne. La seule existence de la vieille dynastie, en ramenant vers la Lorraine les vues des Français, devait susciter des ombrages du côté de la Germanie. Les sentiments nationaux se réveillaient, et, bien tard, les vassaux neustriens se prenaient à regretter les fautes de trois générations. On vit alors le nouveau duc de France, Hugues Capet, pousser le roi à ressaisir la Lorraine, détenue de fait par les Allemands, mais qui jusqu'ici n'avait pas été régulièrement cédée. Il fut encore donné à Lothaire d'entrer dans Metz et de s'y faire reconnaître, de chasser d'Aix-la-Chapelle Othon II et l'Impératrice Théophanie. Par représailles les Allemands s'avancèrent jusqu'à Saint-Denis, d'où ils insultèrent la capitale. Mais elle était gardée par Hugues, qui sut leur en interdire les portes, et les Germains, regagnant leurs foyers, re-

trouvèrent le prince au passage de l'Aisne, où il se couvrit de gloire par leur défaite. Depuis, il a fallu un nouveau siècle de révolutions pour les ramener sous les murs de la cité française.

Une guerre prolongée avec l'Allemagne était chose si formidable, que le roi, n'osant la poursuivre, acheta la paix par le sacrifice de ses droits. Mais les vues des feudataires étaient bien changées. L'abandon de la Lorraine rencontra de leur part une opposition vive et unanime, et Lothaire, sous leur impulsion, dut reprendre la lutte à nouveau. Il arriva encore jusqu'à Verdun ; mais les heures favorables étaient passées, l'entreprise ne pouvait plus aboutir, et pour tout résultat elle entraîna la fin tragique du Carolingien, empoisonné, suivant les probabilités, par les ordres de Théophanie. Son fils lui survécut à peine, et son frère Charles, compromis par ses rapports avec les Allemands, se vit préférer Hugues Capet, à partir du quel la succession royale n'est plus interrompue.

Les rois de la nouvelle dynastie n'avaient pas abdiqué toute prétention sur les pays de la Meuse et du Rhin. Tout au moins s'y attribuaient-ils les droits de suzeraineté. En effet, si les chroniques allemandes présentent l'abandon de Lothaire comme pur et simple, il n'y aurait eu, d'après les sources françaises, qu'un engagement féodal, et les suites autorisent cette dernière version. Le roi Robert, prince timoré, médita la reprise de la Lorraine, et seulement sous son règne le sort de cette noble partie de la Gaule fut définitivement fixé.

Dans la première moitié du XI^e^ siècle le dernier roi de Bourgogne vint à mourir, laissant un héritage

disputé entre Conrad le Salique, roi de Germanie, et le comte de Champagne, que la France avait intérêt à soutenir ; mais alors elle n'en eut point la puissance. Le comte, repoussé en Bourgogne, se rabattit sur la Lorraine, défendue cette fois par un prince dévoué à l'Empire. Les hostilités, accompagnées de dévastations, durèrent plusieurs années, et se terminèrent à la bataille de Bar par la défaite et la mort du vassal de la France. L'évêché de Toul était alors administré par un alsacien, Brunon d'Eguisheim, de la race d'Adalric et proche parent de l'Empereur. Ce prélat, qui devait occuper la chaire de saint Pierre sous le nom de Léon IX, et recevoir après sa mort les honneurs des saints, s'appliqua à réparer les maux de la guerre. Il avait travaillé d'avance à en prévenir le retour par une paix solide entre la France et l'Allemagne. Elle ne fut jamais troublée, disent les annalistes, ni entre les rois, ni entre leurs fils, qui tous deux portèrent le nom d'Henri (1).

Henri III d'Allemagne, Henri Ier de France ; noms qui caractérisent pour les deux pays une situation bien différente. Nous avons vu le point de départ : la distribution en trois lots de l'héritage de Charlemagne : la Germanie à l'Est, à l'Occident la France, entre deux un vaste territoire touchant à l'Adriatique et à la mer du Nord. De cette troisième part, restée sans héritiers, et dont les peuples avaient tant d'affinités avec le royaume neustrien, ou par la race, ou par l'idiôme, ou par l'histoire, ou par les liens poli-

(1) Quoad vixerunt, cum sibi succedentibus filiis Henricis. — Vit. S. Léon.

tiques, la France n'avait pas retenu même une parcelle. L'Allemagne avait tout attiré ; elle arrivait à l'apogée de sa puissance. La Lotharingie, des embouchures de l'Escaut aux sources de la Meuse, le royaume de Bourgogne, Lyon, la Provence, l'Italie, étaient incorporés à l'Empire, sous le gouvernement vigoureux d'un grand monarque. Le prince était l'ami de l'Eglise et le défenseur de son Chef ; seulement, la pensée protectrice inclinait à la tutelle et à la suprématie ; vue fausse et dangereuse, qui devait un jour ébranler cet assemblage immense et en amener la dislocation.

En France le règne d'Henri I^er^ marque pour la royauté l'effacement absolu. Comme autorité, comme territoire, jamais elle n'eût d'aussi étroites limites, jamais moins de prétentions et de plus faibles moyens d'agir. Le royaume semblait voué pour toujours au morcellement et aux dissensions féodales. Il y avait alors 160 ans que, pour la première fois un roi de Germanie avait mis la main sur l'Alsace et sur le royaume austrasien.

Nous avons vu les causes de cette éclipse de la France : l'esprit de révolution, l'oubli des idées de fidélité et d'honneur, où réside la force des monarchies. De là, non seulement des pertes de territoire, mais, chose plus triste, un obscurcissement des consciences, une honteuse dégradation des âmes, qui décriaient le caractère national. Le roi d'Angleterre, pour rendre Louis d'Outremer aux Français, demanda des ôtages, appréhendant contre son neveu quelque noire trahison. En effet, pendant cette sombre période, deux rois furent retenus captifs, trois pé-

rirent par le poison, tous furent opprimés et trahis. Et par un effet inévitable de sa corruption morale la France était déchue dans l'ordre même de l'intelligence, elle qui la première avait initié l'Europe nouvelle. L'Allemagne ne l'emportait pas seulement par son organisation vigoureuse et par sa puissance militaire, mais la cour des Othons et la rude Saxe étaient devenues le domicile des sciences. Là se rencontraient les humanistes, les philosophes, les théologiens. Dans une entrevue à Rome entre Othon II et Hugues Capet, l'Empereur, qui s'exprimait couramment en latin, prenait un interprète, car le prince français n'avait à son usage qu'un idiôme obscur des bords de la Seine, dont personne alors n'eût pu imaginer le brillant avenir.

Après tant de maux et d'ignominies le pays se calma comme un malade abattu par de violents transports, et l'hérédité, s'établissant d'une manière fixe dans la famille des Capétiens, leur permit de refaire peu à peu l'unité française. La France aussi relevait son honneur. Je ne sais quel mouvement dans les âmes lui préparait un réveil incomparable, et nous devons à cette heure de rénovation les plus beaux traits de notre physionomie nationale. Ce qui se sent alors, c'est, avec un dévouement profond pour l'Eglise, une générosité particulière, qui, par exemple, a fait éclore en France la plupart des grandes institutions religieuses. De là encore l'apparition de ce type idéal d'héroïsme guerrier et de pureté chrétienne qui s'est appelé la chevalerie, type sans doute plus offert aux imaginations que reproduit dans les faits, mais qui, même ainsi, a laissé une empreinte exquise dans

l'esprit et les habitudes des sociétés modernes. A une manière nouvelle de sentir répondaient l'élan magnanime des croisades, une poésie épique toute nationale, dont l'Europe devait longtemps subir le charme, une architecture inspirée. Les seules causes religieuses et morales avaient remis la France au rang le plus éminent, et le lustre qu'elle s'est attaché au moyen-âge a passé de beaucoup sa puissance matérielle. Cependant, auprès d'elle, le grand Empire germanique tendait à déchoir parmi les troubles qui signalaient les transmissions électives de la souveraineté, mais surtout par les violences de ses chefs envers l'Eglise. Sachons nous souvenir, lorsqu'à cette heure nous revoyons de ces choses du passé.

Quant à l'unité nationale, il a fallu des siècles pour la rétablir, et l'œuvre, après tout, est demeurée imparfaite, puisque la limite du Rhin n'a pas été regagnée. Cette limite, d'ailleurs, enferme des peuples qui nous sont devenus étrangers par une tradition neuf fois séculaire, et, sur le point où nous l'avions atteinte, nous venons, hélas! de la perdre de nouveau. Il semble que, par une fatalité étrange, les pays austrasiens nous soient toujours enlevés par l'effet de nos passions politiques. Au XVII^e^ siècle, après la paix de Westphalie et les défaites de l'Espagne, l'acquisition de la Belgique semblait assurée, quand les agitations de la Fronde firent évanouir les résultats de la prudence et de la victoire. De nos jours encore la réunion de cette même Belgique et celle des bords du Rhin ont été préparées, et alors, par l'effet de circonstances qui ne peuvent revenir, elle eût comblé les vœux de leurs habitants, qui, à l'heure

où nous parlons, seraient Français comme nous-mêmes. Mais lorsqu'un successeur de Charles-le-Simple allait faire à son pays ce présent magnifique, son trône s'écroula; et pour qui se rend compte de l'enchaînement des situations et du mouvement politique de l'Europe depuis quarante ans, la secousse prolongée de cette chute n'est étrangère ni aux catastrophes qui nous accablent, ni en particulier à la perte de l'Alsace. Quoi qu'il en soit, les résultats de l'anarchie du x^e^ siècle demeurent à bien des égards irréparables.

VI.

Nous l'avons reconnu : parmi les causes qui ont rattaché à l'Empire germanique le royaume de Lorraine et en particulier l'Alsace on ne doit pas compter les sentiments de ces provinces, qui n'oubliaient qu'avec peine leurs origines historiques. Il a fallu pour les réduire trois conquêtes successives et une crise de soixante et dix ans, durant laquelle l'autorité française fut plusieurs fois relevée, non point par les armes, mais par le vœu des peuples et l'appel de l'Eglise, tant l'Austrasie se regardait comme liée au sort de la Gaule. Pour les Allemands eux-mêmes l'Alsace, les Ardennes, les Pays-Bas, ce n'était point l'Allemagne, mais une portion de la terre des Francs, soumise aux maîtres de la Germanie, et on disait encore au XII^e^ siècle que la frontière était sur le Rhin. La chronique nous montre par exemple un certain Frédéric de Souabe, passant le fleuve pour aller de l'Alamanie dans la Gaule, qu'il soumet de Bâle à Mayence. L'auteur ajoute cette réflexion singulière :

on sait que là sont les plus grandes forces de l'Empire (1).

Dans l'Alsace en effet l'Empire possédait un riche trésor de forces économiques, morales, militaires, et toujours il distingua cette noble province, qui lui a donné deux de ses dynasties. Après la bannière impériale celle de Strasbourg marchait la première, et la cité du Rhin fut dotée de priviléges singuliers, tels que l'exemption des tributs et la dispense du serment de fidélité. Mais bien que mêlée d'une manière intime et glorieuse à l'histoire politique et guerrière de l'Allemagne, l'Alsace ne devint jamais hostile à son ancienne patrie, et des empereurs tels que Henri V. Othon IV, Maximilien, ne purent l'entraîner contre la France. Au XVI^e^ siècle François I^er^ nouait avec la république de Strasbourg des relations officielles, qui se développèrent durant les troubles de l'Empire, et préparèrent par degrés la réunion. Puis plusieurs villes se mirent sous la protection de la France vers la fin de l'épouvantable guerre de Trente Ans, qui peut-être n'a sévi nulle part d'une façon plus cruelle. Comme ce beau pays ne formait pas une principauté, mais une aggrégation de seigneuries et de cités libres, tout soldat de fortune aspirait à s'y faire un apanage. Ainsi furent pris, repris, saccagés ces nombreux châteaux, ces villes, dont les vieux murs conservent à la contrée un caractère poétique et plein de charmes, mais ne purent alors sauver leurs habitants. Seules Strasbourg et Mulhouse se préservèrent de ces assauts

(1) De Alamannia in Galliam, transmisso Rheno.... ubi maxima vis regni. — Ott. Fris.

meurtriers, dont les circonstances, parfois, étaient horribles. Un jour, par exemple, un ordre du chef protestant Mansfeld faisait mettre à mort la population entière de la ville impériale de Rosheim. Les campagnes furent absolument ruinées. De Bâle à Strasbourg, dans un espace de trente lieues du pays le plus fertile, on eût retrouvé à peine quelques villages habités, et d'un grand nombre il n'est resté que le nom. La dépopulation et la détresse rappelaient l'époque des Barbares.

Quand la domination française, d'abord vacillante, eût été affermie par le traité de Nimègue, l'Alsace épuisée goûta sous une autorité nouvelle un bienfait inconnu aux générations d'alors, le repos, qui la fuyait depuis plus d'un siècle. De ce moment la frontière du Rhin n'a plus été franchie. Le maréchal de Villars, qui sut la défendre avec tant de hardiesse et de bonheur pendant la guerre de la succession d'Espagne, a pu dire qu'il emportait l'affection de l'Alsace (1). Et en effet la province, préservée au milieu du conflit de l'Europe, était reconnaissante, et de plus en plus se ralliait à la monarchie française, dont l'éclat, même dans ses revers, effaçait toute autre grandeur. Il y avait aussi de vieux noms, conservés dans l'ombre du sanctuaire et dans le cœur du peuple, qui rappelaient qu'en un temps lointain l'Alsace déjà avait été France. Trois influences séculaires se partageaient la contrée : l'épiscopat, les villes, la noblesse. De ces trois pouvoirs, le premier à embrasser la cause

(1) Mémoires, 1708. Je quittai l'Alsace. Les généraux, les troupes, les peuples me montrèrent la plus vive douleur.

de l'unité française, ce fut l'épiscopat, de même qu'il s'était vu jadis le plus constant, le dernier de tous à lutter pour elle. D'autre part, la réunion a été avantageuse au catholicisme, qui depuis a fait des progrès considérables, mais avantageuse par la liberté, par la suppression des entraves que supportait l'ancien culte à Strasbourg et en d'autres localités, où l'exercice en était proscrit. Quant aux dissidents, qui en Alsace se rattachaient à la confession d'Augsbourg, ils n'étaient point touchés par les lois portées en France contre le Calvinisme, et ils jouissaient dans leurs affaires religieuses de la liberté la plus grande peut-être qui existât en Europe sous un prince d'une autre religion. Les précieuses immunités des villes étaient maintenues, et Strasbourg par exemple garda jusqu'à la fin de l'ancien régime sa constitution républicaine, et presque les attributs d'un état souverain. A cette époque le nombre des habitants avait quadruplé (1). Cette province, que la France avait reçue ruinée, déserte, était devenue dans le royaume l'une des plus prospères, des plus attrayantes par la beauté de son sol, par l'aspect vigoureux et pittoresque de sa population aux mœurs originales, aux costumes variés. Des réformes salutaires furent réalisées, surtout dans l'administration judiciaire et communale. Les droits féodaux étaient réglés d'une manière précise, équitable, et la province n'en ressentait pas les

(1) Triplé environ, si on se rapporte au dénombrement de 1707 ; mais la proportion serait bien plus forte, si on connaissait le chiffre des habitants en 1648, époque du traité de Westphalie et de la plus grande dépopulation.

abus, ni ceux, plus cruels, de l'écrasante fiscalité, qui fut la plaie incurable de l'ancienne France. L'Alsace donc était satisfaite de son sort, elle en était fière, elle n'a pas appelé la Révolution, où elle avait beaucoup à perdre, et des voix alors se sont élevées pour réclamer le bénéfice des vieilles coutumes et des capitulations faites avec la monarchie. Si ces vœux furent écartés, jamais celui d'un retour à l'Allemagne ne s'est fait entendre. L'Alsace était devenue profondément française, et elle a voulu le rester, même en sacrifiant des priviléges qui lui étaient chers.

Ce qu'elle est aujourd'hui, vous le savez. Elle a l'Univers pour témoin de sa fidélité invincible, de ses sacrifices, d'une foi dans la France et dans son avenir qu'à peine on retrouve égale dans la mère patrie. L'Alsace espère contre l'espérance, elle attend, elle compte sur le Ciel ; et cependant, par milliers, ses enfants, n'ayant pu souffrir la privation de la patrie et le joug de maîtres abhorrés, ont dit adieu au champ paternel, au foyer de la famille, aux tombeaux des ancêtres, aux intérêts les plus chers et aux plus tendres affections. Ce dévouement passionné d'un peuple que l'idiôme et les habitudes sembleraient porter vers l'Allemagne a jeté un tel éclat aux yeux même de ses ravisseurs que le conquérant (fait inouï peut-être) ne s'est pas montré dans sa conquête. Chercherons-nous des motifs à un sentiment si profond et si vivace ? Mais ce qu'éprouve le cœur s'explique mal avec des paroles. Seulement, observons ici un trait historique dont la France a le privilége. Tout peuple qu'elle s'est uni durant un demi-siècle n'a plus voulu d'autre destinée ; loi constante, qui ne

s'est jamais démentie dans une longue suite de générations, et que n'offre aucune autre histoire. Est-ce donc que chez nous l'existence humaine aurait des conditions plus fortunés? Non; car si la France a beaucoup brillé, aucun peuple n'a autant souffert. Son attrait est dans une grande idée que son nom réveille; disons-le: dans la noblesse qui lui appartient parmi les nations, et qui lui vient de son origine extraordinaire, de cette mission supérieure que j'ai essayé de définir. Grand motif d'espoir; car il suffit à la France de reconnaître sa mission véritable pour retrouver sa place dans le monde. Là est un des secrets du patriotisme de l'Alsace. Et puis, l'Alsace sent qu'elle a mérité l'estime de la France; elle a la certitude de n'en être pas méconnue, pas oubliée; elle sait ce qu'elle valait ou plutôt ce qu'elle vaut encore pour cette patrie bien aimée. Vous rappellerai-je, Messieurs, ce que pensait de l'Alsace, il y a deux siècles, le grand homme dont les mains puissantes nous avaient assuré cette belle frontière? « M. de Turenne, lisons-« nous dans les mémoires de La Fare, en sentait toute « l'importance et tout le prix. Il était persuadé que, « tant qu'il y aurait un soldat allemand dans l'Alsace, « il ne fallait pas qu'en France un seul homme de « guerre restât en repos. »

Nous nous plaisions à remettre en mémoire les faits des anciens évêques et leur attachement pour la France, quand l'Alsace s'est senti humilier par leur successeur, en vain; ce peuple reste ce qu'il était : PLEBS ANIMOSA.

RÉPONSE

AU DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. DANZAS,

Par M. PIMONT,

Président.

MONSIEUR,

On a dit : la modestie est un fruit exquis de l'éducation ; on a dit aussi : la modestie est la compagne du vrai talent. Par l'excellence de vos qualités privées et par la valeur de vos œuvres, résultat de recherches approfondies et d'études consciencieuses, vous avez donné une nouvelle preuve de la justesse de cette double appréciation. Aussi, vous me permettrez de refuser mon approbation à la délicate et trop discrète réserve dans laquelle vous vous renfermez. Nous avons apprécié les raisons qui vous ont fait abandonner le sol natal pour venir au milieu de nous ; vous ne pouviez manquer de rencontrer une bienveillante hospitalité. Par esprit de patriotisme, vous vous êtes volontairement exilé de l'Alsace, et vous semblez attribuer à ce titre seul votre admission dans nos rangs ; Monsieur, vos titres sont établis par le rapport fait à l'appui de votre candidature, et con-

firmés par le mérite du travail historique que nous venons d'entendre.

On aime toujours à reporter sa pensée sur ses affections perdues, et à dire ses regrets à ceux que l'on sait disposés à les partager. Pour inaugurer votre entrée à l'Académie, vous avez été heureusement inspiré en choisissant pour sujet de votre discours, une étude sur les origines et les phases historiques de l'Alsace, cette province si attachée à la France, si aimée d'elle et qui en a été si violemment séparée.

Vous avez, en remontant la chaîne des temps, dans un tableau non moins intéressant par le fond que par les détails, reproduit les vicissitudes que l'Alsace, dès l'époque gauloise, a eu à subir; les agressions des peuples Germains, encore barbares, d'abord sous la domination romaine, plus tard sous celle des Francs, qui repoussèrent les Alamans par la victoire de Tolbiac, où Clovis fonda sa puissance par le triomphe de la religion.

Au quatrième siècle, vous nous avez montré l'Alsace déjà chrétienne, en nous citant l'église d'Argentorat (Strasbourg), mentionnée dans un texte de Saint Irénée, et vous nous avez signalé les noms sacrés qui lui sont chers.

Vous avez rappelé les plus glorieux souvenirs de l'histoire de cette province, mêlée avec celle de la France, en évoquant un nom illustre, Fulrade, abbé de Saint-Denis, grand aumônier de France, ami de saint Boniface, qui évangélisa la Germanie ; Fulrade déposant sur l'autel de saint Pierre les clés des villes conquises sur les Lombards, et assistant, en 754, au couronnement de Pépin-le-Bref, sacré par le pontife

romain avec ses deux fils Carloman et Charles qui fut Charlemagne.

Cet évènement est remarquable, en ce qu'il cimentait l'union de la Papauté avec la France, qui put s'honorer du titre de *fille aînée de l'Eglise*.

On peut remarquer avec justesse cette étrange coïncidence qui, sous les successeurs de Charlemagne, nous montre en 870, dix siècles précis avant une séparation plus cruelle encore (1870), l'Alsace livrée à l'Allemagne par le traité d'Héristal.

Profitant du fruit de vos savantes investigations dans le domaine de l'histoire, nous avons pu suivre, avec vous, les péripéties diverses que subirent l'Alsace et la Lorraine, dont le clergé favorisait les tendances patriotiques ; le but de ces aspirations séculaires fut atteint en 1648, par le retour de l'Alsace à la France. Pourquoi nous faut-il le voir écarté de nouveau par les désastres récents de la Patrie ?

En rappelant les évènements qui se rattachent à l'existence de l'Alsace pendant une longue suite de siècles, existence si accidentée et si tourmentée, vous avez peint un tableau d'un grand intérêt ; nous avons à regretter que les limites d'un discours académique vous aient imposé la nécessité d'en resserrer le cadre ; nous serons heureux, Monsieur, de retrouver votre travail avec tous ses développements, dans votre manuscrit qui est devenu la propriété de l'Académie.

MESSIEURS,

L'intérêt légitime, qui appartient à l'histoire de l'Alsace, si savamment étudiée dans son point capital, a captivé votre attention.

Puissé-je la retenir quelques instants encore par un exposé sommaire des principaux actes de la vie industrielle de cette belle et riche province, *momentanément* (vous accueillerez avec moi ce mot de sympathique espérance) *momentanément* enlevée à nos affections.

Quelle était l'industrie de l'Alsace il y a deux siècles ? Elle se bornait à la fabrication des draps en laine, draps de qualité médiocre, convenables cependant aux habitants des campagnes, et aussi destinés à l'exportation.

Cette fabrication avait pris une grande extension et acquis une importance telle qu'elle excitait la jalousie de certaines classes qui, redoutant l'influence des industriels, en raison de l'accroissement de leur fortune, parvinrent à faire rendre un édit qui limitait le nombre de pièces devant sortir annuellement de chaque atelier.

Ces entraves, diverses circonstances qui ont diminué l'exportation, l'introduction en Alsace de l'industrie cotonnière et son rapide accroissement, ont réduit une fabrication qui comptait un demi-siècle d'existence, et dont le souvenir ne semble subsister que par quelques manufactures à Mulhouse, pour les draps blancs propres au travail de l'impression des indiennes, et à Bishwillers pour les draps de couleur.

(Disons de suite que tout récemment, deux riches manufacturiers de Bishwillers, MM. Blayn et Bloch, ne voulant pas continuer d'exercer leur industrie sur une terre devenue allemande, sont venus fonder à Elbeuf, centre de la fabrication des draps en France,

un établissement qui réunit les meilleures conditions de succès).

Ce ne fut qu'en 1746, que l'industrie cotonnière parut se substituer en Alsace à la fabrication des draps, et cette transformation date du moment où trois habitants de Mulhouse, MM. Samuel Kœklin, Jacques Smaltzer et Henry Dollfus, eurent l'heureuse pensée de former dans leur ville natale une association pour la fabrication des toiles peintes.

Honneur à ces trois noms qui, après plusieurs générations, sont encore noblement portés par leurs descendants !

L'industrie des toiles peintes, appelée ainsi parce que, dans l'origine, elle s'exécutait au pinceau, est venue de l'Orient, où elle s'exerçait grossièrement sans emploi de machines.

A la suite de la révocation de l'Edit de Nantes, plusieurs français émigrés s'adonnèrent, dans les pays où ils reçurent l'hospitalité, à diverses branches d'industrie jusqu'alors négligées.

C'est ainsi que la Hollande, la Suisse, l'Allemagne, le Portugal, virent s'élever, par l'initiative intellectuelle et même matérielle de ces hommes industrieux, des fabriques auxquelles nous voyons attachés dès 1746 des graveurs et des imprimeurs.

Plusieurs de ces établissements, formés sur divers points, avaient acquis une certaine importance sous le rapport de la production ; mais ils étaient restés stationnaires par l'uniformité de leur fabrication, qu'il leur a été difficile de varier, puisque l'on se bornait alors à l'application de deux couleurs : le noir et le rouge, auxquels on adjoignait parfois le violet.

L'industrie des toiles peintes ne pouvait rester longtemps dans de si étroites limites, et c'est du milieu du dix-huitième siècle que date son émancipation. La fabrication des indiennes, primitivement regardée comme un métier, devint, avec le puissant secours de la science, pour ainsi dire un art, que l'on pourrait considérer aujourd'hui comme arrivé à la perfection, s'il était donné à l'homme de l'atteindre jamais.

La gravure était un des éléments principaux de l'impression des indiennes. A la gravure sur bois vint bientôt se joindre la gravure en taille-douce qui fit naître l'impression, dite *à la planche plate*, au moyen de laquelle on obtenait des effets de dessin d'une délicatesse et d'un fini tels qu'elle serait sans doute encore en vogue aujourd'hui, si l'impression par mouvement continu, dont on a tiré les mêmes effets, ne l'eût remplacée, en raison de l'avantage d'un travail plus suivi, plus expéditif, donnant lieu à une plus grande production.

C'est de l'Angleterre, malgré les peines dont était frappée l'exportation, que nous est venue en France la première machine à imprimer au rouleau, qui a été installée à Jouy et dont le merveilleux succès, dès l'origine, a fait la fortune et fondé la réputation du grand industriel qui l'avait importée : j'ai nommé Oberkampf.

L'Alsace ne pouvait rester indifférente devant ce progrès. Dès 1803, on put voir fonctionner dans la manufacture de MM. Gros, Odier, Roman et C^ie^, à Wesserling, une machine à imprimer dans les mêmes conditions et avec le même succès que celle de Jouy.

L'exemple fut suivi.

Les résultats, obtenus par ce nouveau mode d'impression, indépendamment des moyens déjà employés, auxquels vint s'adjoindre plus tard *la Perrotine*, de l'invention de notre compatriote M. Perrot; ces résultats, dis-je, tendant à augmenter considérablement les produits, firent sentir le besoin de se procurer en quantité suffisante et dans de bonnes conditions, les tissus propres à l'impression, nécessaires pour alimenter une fabrication croissante.

De là, les créations de la filature et du tissage.

Les premiers métiers à filer ont commencé à fonctionner en Alsace dans l'établissement de Wesserling, en 1806.

Des filatures furent installées sur d'autres points, à Massevaux en 1807, à Mulhouse en 1809, et plus tard à Munster, à Altkirch, à Thann, à Guebwillers et autres localités.

Les progrès de cette branche de l'industrie furent rapides ; mais ses plus grands succès sont dûs à l'invention de la *Peigneuse Heilmann*, appliquée d'abord à la laine, puis après au coton, et qui a valu à son auteur le prix de 12,000 fr., offert par la Société d'Encouragement ; et aussi, aux perfectionnements successifs apportés à la construction des métiers, par l'aptitude intelligente de MM. Schlumberger et Bourcart à Guebwillers, et d'André Kœklin à Mulhouse : perfectionnements tels que les machines, sortant de leurs ateliers, seraient aujourd'hui préférées à celles de fabrication anglaise, si le prix en était sensiblement abaissé.

Je me plais à constater ici, avec un sentiment de

reconnaissance qui sera partagé par tous, que les premiers métiers de filature importés en France, ont été installés à Rouen par l'heureuse initiative de M. Ezéchias Pouchet, dont les services rendus à notre département ont été rappelés récemment sur la tombe de son digne fils, Félix Pouchet, notre savant et regretté confrère.

Le tissage mécanique a suivi de près la filature, et c'est encore la manufacture de Wesserling, qui a fait fonctionner les premiers métiers à tisser mécaniquement.

L'on vit bientôt abandonné le tissage à la main, qui avait été importé à Mulhouse en 1772 par M. Mathias Risler, dont les descendants, après les essais faits à Wesserling, ont adopté le nouveau mode de fabrication, auquel ils ont ajouté des perfectionnements remarquables.

Ces créations furent suivies de celles de blanchisseries, d'ateliers de machines, de fabriques de produits chimiques et autres indispensables auxiliaires de l'industrie des toiles peintes.

La chimie et la mécanique avaient une tâche importante à remplir; on sait l'impulsion qu'elles ont donnée à toutes les forces vives qui se révélaient.

Les limites que je dois m'imposer ne me permettent pas de suivre dans leurs développements les progrès de l'industrie alsacienne, depuis le commencement du XIX^e^ siècle. Je me bornerai à quelques citations qui donneront une idée de son accroissement.

En 1812, l'établissement de MM. Dolfus-Mieg et C^ie^, à Mulhouse, qui réunissait le tissage, la filature

et la fabrique d'indienne, avait accquis une telle importance qu'il occupait 5,000 ouvriers et fournissait, à la consommation et à l'exportation, 55,000 pièces par année. La réputation de ces manufacturiers était dès lors fondée, surtout par l'excellence de leurs produits.

Dans le même temps, M. Daniel Kœclin, préludant aux destinées de son illustre famille, dotait l'Alsace de la belle fabrication du rouge *andrinople*, qui présentait des difficultés, que ses connaissances théoriques et pratiques, ses aspirations au succès et sa persévérance l'avaient mis à même de surmonter.

A Mulhouse encore s'était élevée une importante usine réunissant la filature, la blanchisserie et l'impression des indiennes. Sa fabrication excellait par la finesse et la belle qualité de ses produits, non moins remarquables par la délicatesse et l'élégance des dessins que par la vivacité des couleurs; MM. Bleck, Steinbach et Mans obtenaient ces heureux résultats.

Quelques années plus tard commença la fabrication des étoffes d'ameublement, si riche et de dessin et de couleur, qui ont fait la réputation de MM. Shwartz et Huguenin.

En dehors de Mulhouse, qui était comme un point central, mentionnons, au Logelbach, près de Colmar, l'établissement Hausmann, dont le nom se rattache aux premiers succès de l'industrie alsacienne et est lié aujourd'hui à celui des Hirn, dont la sollicitude constante pour le progrès, s'est manifestée par leurs importants travaux d'expérimentation concernant l'emploi de la force motrice et l'économie du combustible.

Ne quittons pas le Logelbach sans signaler les importants ateliers de filature et de tissage de MM. Hertzog frères, ces honorables manufacturiers qui, par un acte de confraternité, ont pris à leur charge, dans un moment de crise commerciale, plusieurs établissements en souffrance qu'ils ont remis à la disposition de leurs chefs, aussitôt que les circonstances, devenues plus favorables, leur ont permis de reprendre leurs travaux.

J'ai signalé les services rendus à l'industrie cotonnière par l'influence des établissements de Wesserling, et porté haut les noms de leurs chefs vénérés, Gros, Odier et Roman, auxquels revient le mérite d'une fabrication hors ligne qui a valu à leurs produits une réputation européenne; je porte plus haut encore l'exemple de bienfaisante libéralité donné par ces grands industriels qui, liés pendant un grand nombre d'années par un accord d'intérêts et de sympathique affection et par une communauté d'idées philanthropiques, ont consacré leurs soins paternels à assurer le bien-être physique et moral de leurs nombreux ouvriers.

A ces illustrations j'aurais pu associer d'autres noms, dignes de vous être signalés; ils ne seront pas oubliés dans les annales industrielles de l'Alsace, où seront conservés, avec leurs travaux, leurs titres à l'estime et à la reconnaissance des amis du progrès.

Malgré l'importance, déjà bien marquée, de certains établissements, en 1812, on n'aurait alors osé prévoir les développements considérables de l'industrie textile jusqu'à nos jours et les avantages, qui en

sont résultés, pour les autres industries qui s'y rattachent.

Sans entrer dans les détails de son immense production, je me borne à constater, d'après des relevés statistiques officiels en 1870 : quatre-vingts établissements de filature occupant 17,183 ouvriers et produisant annuellement 21,238,208 kilogrammes de filés;

Et cent onze établissements de tissage occupant, avec leurs accessoircs, 35,619 ouvriers (hommes, femmes et enfants), pour une fabrication de 172 millions 150,199 mètres de tissus.

A quelles causes attribuer un tel accroissement? A un esprit de recherche et d'observation, à une aptitude née de la volonté de bien faire, à une persévérance qui conduit au succès, et, croyons-le aussi, dans une large mesure, à l'influence exercée par la Société industrielle de Mulhouse, sur laquelle j'appelle particulièrement votre attention.

Fondée vers la fin de 1825, cette Société sert de centre d'action pour le Haut-Rhin; elle publie dans ses bulletins mensuels les travaux de ses membres et de ses correspondants. Plusieurs dons généreux l'ont mise à même de former une bibliothèque importante et des collections parmi lesquelles je me borne à citer le *Musée de l'Industrie du Haut-Rhin*, comprenant une suite d'échantillons relatifs à la fabrication des toiles peintes, dont je vous ai entretenu plus spécialement, parce qu'elle est en quelque sorte le pivot de plusieurs autres industries.

La Société Industrielle put créer des cours de dessin et de peinture, des écoles de tissage et de filature, plus tard une école de commerce richement dotée par

un don de 100,000 fr. de M. Jules Siegfreed, et qui doit son organisation au savant et dévoué professeur, M. Pinot, aujourd'hui directeur de l'Ecole de Commerce de Lyon.

La donation de M. Nicolas Kœklin a rendu la Société Industrielle propriétaire d'un vaste et beau local qui comprend, au profit de la Société, la Bourse et la Chambre de commerce de Mulhouse; ainsi se trouve réalisée l'union de la science, du commerce et de l'industrie.

Reconnue en 1832 comme établissement d'utilité publique, la Société Industrielle de Mulhouse remplit noblement sa tâche.

Non-seulement elle s'occupe de la solution de toutes les questions scientifiques, mais elle se plaît encore à enregistrer et à proclamer les actes de généreuse et philanthropique bienfaisance, but principal des aspirations des grands industriels de l'Alsace, qui savent faire un si noble et digne usage des richesses acquises par leurs travaux.

Les archives de la Société ne peuvent-elles pas être considérées comme un vaste répertoire, où viennent se classer, chaque année, toutes les applications de la chimie et de la mécanique, et où sont accueillis tous les faits saillants qui s'y rattachent plus ou moins directement.

A la dernière exposition universelle de Paris, il nous a été donné de contempler le luxe et la richesse des produits de l'Alsace, admirés de l'Europe entière.

Nous ne pouvons que concevoir des regrets plus

amers des événements qui ont séparé de la mère-patrie cette contrée privilégiée.

En Alsace, tout avait concouru à préparer les succès de l'industrie ; les travaux de la Société Industrielle de Mulhouse ; l'intelligente activité des manufacturiers et assurément les *institutions moralisatrices*, fondées en vue du bien-être matériel et intélectuel de leurs ouvriers.

Je ne citerai pas avec détail les nombreuses et importantes donations aux églises et aux hospices ; ces souscriptions, sitôt remplies pour les œuvres de charité et d'utilité publique ; ces fondations si nombreuses de salles d'asile, de jardins d'enfants, d'orphelinats, de refuges pour les jeunes filles, d'asiles pour les aveugles, d'écoles du dimanche, de bibliothèques publiques à la portée de tous, de sociétés coopératives, — de secours mutuels, — de prêts au travail et autres, toutes dans l'intérêt des ouvriers.

A ces fondations se rattachent les grands noms de l'industrie, qui sont aussi les grands noms de la bienfaisance ; les Kœklin, les Dolfus, les Schwartz, les Schlumberger, les Hausmann, les Gros, les Odier, les Roman, les Bourcart et autres, dignes d'être inscrits au livre d'or des bonnes-œuvres.

Le juste tribut d'éloges, payé à l'industrie alsacienne, n'affaiblit pas celui qui est dû à notre industrie normande, dont le développement, depuis le commencement du siècle, a été considérable, surtout dans la Haute-Normandie, qui compte un si grand nombre d'établissements divers que je ne cite pas, parce qu'ils vous sont connus, et dont plusieurs rivalisent, par l'importance, la variété et la perfection

des produits, avec les principaux établissements du Haut-Rhin. Attribuons aussi à la Société libre d'Emulation du Commerce et de l'Industrie de notre ville, la part de reconnaissance qui lui appartient, pour la vive impulsion donnée à ses travaux, pour ses créations de cours publics, bien suivis parce qu'ils sont bien professés, pour son initiative et sa coopération avec l'administration municipale et la Chambre de commerce, à la fondation d'une école supérieure de commerce; enfin, pour ses constants efforts tendant à favoriser le mouvement progressif de notre industrie locale.

Quelques mots encore sur l'Alsace.

Sous une influence providencielle, l'industrie s'était comme implantée sur cette terre féconde qui, cultivée par des mains fermes et dirigée par des volontés intelligentes, actives et dévouées à l'œuvre, a porté des fruits qui se sont répandus sur tous les points du globe.

Malgré les entraves de la politique, ses travaux ne se ralentiront pas; elle continuera sa marche dans les voies ouvertes.

La plupart des chefs d'établissement, attachés de cœur à la France, sont retenus sur le sol alsacien par les exigences de leur position; nous nous intéresserons encore à leurs œuvres de philanthropique bienfaisance, et nous admirerons, avec un juste sentiment d'orgueil national, leurs productions qui, matériellement allemandes, seront toujours, par le génie qui les aura inspirées, intellectuellement françaises.

Monsieur,

Vous avez exprimé le désir bien compris de

voir l'Alsace rentrer au sein de la mère-patrie.

Ce désir, qui vous est inspiré par l'amour du sol natal, est aussi le nôtre.

Nous avons partagé vos regrets; nous nous associons à vos espérances.

DISCOURS DE RECEPTION

De M. BUCHÈRE,

Avocat-Général.

De l'Organisation Judiciaire en France et en Angleterre.

MESSIEURS,

Au moment où, pour la première fois, je prends la parole au milieu de vous, c'est pour moi un impérieux devoir de vous remercier de l'honneur que vous me faites, en m'accueillant parmi les Membres de cette Académie. Depuis longtemps déjà, je savais les services que vous rendez aux Sciences et aux Belles-Lettres, par les études assidues, auxquelles se livrent la plupart d'entre vous. Je ne pouvais espérer faire un jour partie de votre Société Littéraire ; je n'avais aucun droit au titre que vous venez de me conférer, et je ne l'accepte qu'avec hésitation, dans la crainte de ne vous apporter en échange qu'un concours bien peu fructueux. Mais vous me permettrez de me féliciter du moins, d'y trouver l'occasion de relations fréquentes avec des collègues, dont les travaux intel-

lectuels me seront profitables, et parmi lesquels, je suis certain de rencontrer toujours une cordiale sympathie.

J'ai besoin de compter, dès à présent, Messieurs, sur votre bienveillance, en venant réclamer quelques instants de votre attention pour une étude bien incomplète, mais que votre règlement m'impose de vous présenter le jour même de ma réception. Vous me pardonnerez d'en avoir choisi le sujet, parmi les matières que mes occupations habituelles me rendent familières.

Nous vivons à une époque où la plupart de nos institutions sociales sont l'objet des plus vives attaques. Il semblerait, à entendre certains hommes, que les lois qui ont régi la France depuis le commencement de notre siècle, n'ont eu pour origine que l'inintelligence de nos ancêtres, et pour résultat que le malheur des populations. Toutes, devraient être l'objet des réformes les plus radicales. L'organisation judiciaire ne pouvait échapper à ces aspirations, que l'on appelle progressives, et vous savez si elle a été épargnée ; je ne viens pas ici la défendre, en combattant certains projets de réforme. La tâche serait facile; mais je vous détournerais de vos études habituelles, et je veux m'en rapprocher autant qu'il me sera possible.

Il m'a semblé, qu'en présence des préoccupations que peuvent soulever les projets que je viens de vous rappeler, il ne serait pas sans intérêt de vous présenter une étude comparative entre l'organisation judiciaire de la France, et celle d'un peuple voisin,

dont on a souvent le tort de trop vanter les institutions, sans en connaître les résultats pratiques; vous avez compris, Messieurs, que je veux parler de l'Angleterre. Des différences notables existent entre les deux pays sur le point que je vous signale; je vous les rappellerai rapidement; puis je chercherai si nous avons en cette matière, quelque chose à envier à nos puissants voisins.

Chez toutes les nations, dont les institutions sont d'accord avec les idées libérales de notre époque, la justice doit être égale pour tous; elle ne peut arriver à ce résultat, qu'en assurant aux affaires une solution rapide, peu couteuse, impartiale, et à la portée de tous les justiciables. Tel est le but que s'est proposé le législateur, en réglant l'organisation judiciaire de notre pays.

Pour y parvenir, il a institué dans chaque canton, un magistrat, nommé juge-de-paix, chargé de statuer sans frais ni procédure, sur les contestations de minime importance, et dans chaque chef-lieu d'arrondissement, un tribunal de première instance, auquel est attribuée la connaissance des affaires concernant les personnes qui y résident. La compétence de ces tribunaux a été déterminée avec soin, et comme il importe que celui qui est attaqué devant la justice, ne soit pas détourné de ses juges naturels, ou exposé à de couteux déplacements, c'est en général, le domicile du défendeur qui est attributif de la juridiction territoriale. Auprès de ces tribunaux, ont été placés des officiers ministériels, soumis à une discipline sévère, et des avocats offrant toute garantie de science et de probité, chargés concurremment d'éclairer les

plaideurs sur les droits qui leur appartiennent, de les guider dans la direction de leurs affaires, et de présenter les causes d'une manière claire, précise et dégagée de toute animosité personnelle.

Mais ces précautions ne pouvaient suffire; quelque consciencieux que soient les magistrats, quelque soin qu'ils apportent à l'examen des affaires, ils sont sujets à erreur, *Errare humanum est.* Il fallait garantir autant que possible les justiciables contre ce danger. Delà, la création des cours, chargées d'examiner de nouveau les affaires, sur l'appel porté devant elles, par les parties intéressées. Ces cours, au nombre de 28, avant les tristes évènements que nous venons de subir, réduites aujourd'hui à 26, ont été placées dans différentes villes, déterminées d'après leur situation, de manière à éviter aux plaideurs des déplacements onéreux.

L'institution des Cours d'Appel, ayant pour objet l'examen nouveau des causes déjà soumises à un premier degré de juridiction, il était nécessaire de les composer d'hommes expérimentés, joignant à la conscience, qui est l'apanage incontestable de tous les membres de la magistrature française, une science plus approfondie, une expérience plus grande des affaires ; et la loi ne s'est pas bornée à cette garantie : elle a voulu la rendre plus sérieuse encore, par le nombre des juges appelés à statuer en dernier ressort. La loi organique de 1810, a fixé à sept le minimum des conseillers nécessaires pour siéger en matière civile, de telle sorte que la majorité dépassât le chiffre total des juges composant ordinairement les tribunaux de 1re instance.

Enfin, au-dessus de ces cours d'Appel, est placée une Cour suprême, chargée spécialement d'assurer le respect de la loi, et de décider, en cas de dissidences, sur son interprétation. Cette Cour, composée de nos plus savants jurisconsultes et de magistrats, qui dans leur longue carrière ont témoigné d'une aptitude spéciale, ou d'une connaissance approfondie des matières de notre Droit, n'a cependant pas pour mission d'imposer ses décisions aux Tribunaux inférieurs. Si, adoptant une opinion contraire à celle des premiers juges, elle casse l'arrêt d'une Cour d'Appel, qui a été soumis à son appréciation, elle renvoie l'affaire devant une autre Cour, qui elle-même statue avec une complète indépendance, et peut interpréter la loi autrement que ne l'a fait la Cour de cassation. Ce n'est que sur un nouveau pourvoi, et après une décision rendue par la Cour suprême, chambres réunies, que l'interprétation légale devient définitive ; et cependant, si quelque affaire identique vient à se présenter de nouveau devant les tribunaux, ceux-ci reprennent leur complète liberté. Les arrêts de la Cour de cassation ne sont pas une loi pour eux ; ils fixent seulement une jurisprudence qui est utilement consultée, mais dont les magistrats peuvent s'écarter, si elle est contraire à leur conviction.

Tel est, Messieurs, l'ensemble de notre organisation judiciaire, en matière civile : Elle vous est assez connue pour que je puisse passer rapidement ; mais je serais incomplet, si j'omettais de vous signaler quelques garanties accessoires ajoutées à celles que les justiciables trouvent dans l'institution même des

divers degrés de juridiction. Vous vous étonneriez certainement, et à bon droit, de me voir passer sous silence, l'intervention des magistrats du Ministère public, placés auprès des tribunaux des divers degrés, à l'exception des juges de paix, et appelés à donner publiquement leur opinion sur les affaires qui viennent d'être plaidées. Leur rôle est bien simple en apparence; mais vous en comprenez l'utilité; il consiste à rechercher dans l'examen des pièces et l'étude du droit, quelle doit être, à leur avis, la solution du procès. Entièrement désintéressé sur le résultat de l'affaire, connaissant à peine les noms des parties, l'organe du ministère public apporte au Tribunal ou à la Cour, le résultat d'un travail complètement impartial, et qu'il serait impossible d'exiger des avocats les plus consciencieux. Et qu'on ne se méprenne pas sur la portée de mes paroles. Je n'ai l'intention de froisser personne; mais, j'ai trop longtemps appartenu au Barreau, pour ignorer que l'esprit le plus droit, le plus honnête, peut se tromper de bonne foi, lorsque son étude est dirigée vers la recherche des moyens qui sont de nature à faire triompher les intérêts qui lui sont confiés. L'intervention du ministère public, chargé d'examiner l'affaire, en dehors de toute préoccupation, peut donc être considérée comme augmentant encore les garanties d'une bonne justice.

Mais nos lois organiques n'ont rien oublié à cet égard. On pouvait craindre que la conscience du juge se bornât à rechercher d'après les règles de l'équité où devait être la solution du procès, sans attacher une sérieuse importance aux circonstances de l'affaire, dont quelques-unes pouvaient échapper à son attention.

Pour éviter ce danger, les Tribunaux et les Cours, sont tenus de motiver leur décision, et de statuer séparément sur chacun des points du litige, de manière à ce qu'il soit établi que tous ont été examinés et appréciés avec soin.

Je ne puis, vous le comprenez, vous rappeler ici que les principales dispositions légales édictées dans le but d'assurer à tous une bonne et prompte justice. Je termine cet exposé, qu'il vous est si facile de compléter, en vous signalant la loi du 22 janvier 1851, sur l'assistance judiciaire, qui permet aux indigents de se présenter, sans aucuns frais, devant nos diverses juridictions, et de s'y faire assister gratuitement par les officiers ministériels, dont le concours est utile à la défense de leurs intérêts. Ainsi, l'organisation judiciaire de la France offre aux plaideurs toutes les garanties désirables. Les règles de compétence y sont clairement déterminées. Chacun peut savoir facilement devant quel Tribunal il doit porter sa demande, et il le fera, le plus souvent, sans déplacement coûteux. Tout individu, quelle que soit sa situation sociale, peut s'adresser avec confiance à la justice; il y trouvera aide, protection et toute sécurité pour la reconnaissance de ses droits. Ne semble-t-il pas qu'aucune institution ne peut être mieux appropriée aux besoins d'une nation, qui proclame le principe de l'égalité comme base de ses constitutions, et doit dès lors désirer que cette égalité soit surtout reconnue et sauvegardée devant la justice et devant la loi. Mais ne nous hâtons pas de conclure : je vous ai promis un point de comparaison.

Si, détournant nos regards de nos institutions judi-

ciaires, nous les portons sur celles qui régissent l'Angleterre, nous y trouvons au premier coup d'œil un ensemble d'une apparence merveilleuse. Une haute magistrature, composée de quelques hommes éminents, dont le nombre n'atteint pas, au total, celui des conseillers d'une de nos Cours d'appel, ne siégeant pas d'une manière permanente, et suffisant toutefois, avec l'aide de citoyens appelés à leur prêter passagèrement leur concours, pour règler les différends et procès dans toutes les parties du royaume. N'est-ce pas là un admirable mécanisme qui paraît justifier cette appréciation d'un de nos publicistes modernes : « Il « semble que l'Angleterre ait résolu un grand pro- « blème, puisqu'elle a la justice et pas de tribunaux (1).» Mais ne nous bornons pas à ce coup d'œil superficiel, étudions et analysons cette organisation judiciaire, et cette appréciation pourra se modifier.

Le nombre des magistrats anglais est très limité. A leur tête, se place le lord Chancelier, chef suprême de la justice, membre du ministère, et Président de la Chambre des Lords ; puis, quinze magistrats, présidents ou juges composant les trois Cours de loi commune, siégeant au palais de Westminster, sous les noms de Cour du Banc de la Reine, Cour des plaids Communs, et Cour de l'Echiquier. A un degré inférieur au point de vue hiérarchique, mais avec une égale autorité judiciaire, le Maître des Rôles, et les trois vice-Chanceliers, composant la Cour de la Chancellerie, puis le maître de Chancellerie remplissant, en matière civile, les fonctions de magistrats instruc-

(1) M. Leberquier, *Revue des Deux Mondes*, 15 février 1862.

teurs; enfin, les juges des Cours de Comté, magistrats de création moderne, dont l'origine ne remonte qu'à un statut de la Reine Victoria.

Il existe également, en Angleterre, des Juges de paix, mais il ne font point partie de la magistrature et n'ont aucune juridiction civile; ce titre peut être conféré à tout propriétaire possédant un revenu de 100 livres sterling en immeubles : je vous ferai connaître plus tard leurs attributions, qui sont spéciales à la police judiciaire.

Vous remarquez, Messieurs, que dans cette énumération, je ne vous ai parlé d'aucun représentant du ministère public. Cette institution n'existe pas en Angleterre. Un *Attorney General*, choisi parmi les avocats les plus distingués, est, il est vrai, chargé de défendre les droits du souverain, devant la cour de l'Echiquier, et d'intervenir dans certaines affaires civiles devant la Cour de chancellerie; mais il n'est point magistrat et n'est considéré que comme l'avocat de la Reine, avec mission spéciale de défendre les intérêts de la couronne.

Vous connaissez maintenant, Messieurs, la composition de la magistrature anglaise. Il me reste à vous exposer l'organisation des différentes Cours et leurs attributions. Je ne vous parlerai que de celles qui ont juridiction sur tout le royaume. Je craindrais de tomber dans la confusion, si je devais m'occuper des tribunaux dont la compétence est spéciale à certaines affaires ou à certaines provinces. Les Cours d'une juridiction générale se distinguent en trois grandes classes: 1° les Cours de loi commune, *of common law*, comprenant celle du Banc de la Reine, *Queen's Bench*, des plaids communs, *Common pleas* et

de l'Echiquier; 2° la Cour dite d'Equité, comprenant la seule Cour de chancellerie; 3° les Cours Ecclésiastiques. Si ces dernières Cours n'avaient juridiction que sur les affaires concernant le clergé et la religion, nous les passerions sous silence; mais leur compétence s'étend à des matières civiles importantes, aux causes matrimoniales et aux institutions testamen taires. A ce titre, il est indispensable de vous en dire quelques mots.

Cette énumération vous démontre déjà que l'organisation judiciaire n'a point cette simplicité qui séduit au premier coup d'œil; vous en jugerez mieux lorsque je vous aurai indiqué sommairement les attributions de chacune de ces Cours; je m'efforcerai d'être clair; je n'ose me flatter d'y réussir complètement.

Parmi les tribunaux inférieurs, le plus important, le seul qui mérite d'être signalé, est celui qui porte le nom de *Cour de Comté*. Ce tribunal se composait autrefois du Shérif seul, mais siégeant avec le concours de jurés choisis parmi les francs-tenanciers du comté. Aujourd'hui le Shérif est remplacé par un juge, siégeant également seul, mais qui peut statuer sans assistance de jurés, et qui se transporte successivement dans chaque district, pour y rendre la justice. Sa compétence s'étend à toute affaire civile ou commerciale, dont le chiffre n'excède pas £ 50 (1,250 fr.). Si l'importance du procès dépasse £ 5, et qu'une des parties le requiert, le juge est tenu d'appeler un jury de cinq personnes, pour statuer sur les questions de fait soumises à sa décision; ce cas est fort rare dans la pratique. Si la cause présente une question de quelque difficulté, le juge peut en référer à deux magistrats des Cours supérieures.

Au-dessus de ce tribunal se place la Cour des Plaids communs, qui n'est elle-même qu'un tribunal de première instance. Elle jugeait autrefois toutes les affaires civiles, personnelles ou réelles, intéressant les particuliers. Mais aujourd'hui sa juridiction comprend spécialement les affaires réelles ou immobilières. Elle statue sur ces causes, soit directement, soit même par évocation, lorsqu'elles ont été portées devant un tribunal inférieur. Ses décisions, qui, dans l'origine, relevaient en appel de la Cour du Banc du Roi, sont aujourd'hui soumises à la Chambre de l'Echiquier.

La Cour de l'Echiquier, qu'il ne faut pas confondre avec la Chambre du même nom, est aussi un tribunal de première instance. Elle est, en outre, chargée de certaines attributions administratives, concernant la recette des revenus royaux. Au point de vue judiciaire, elle se bornait autrefois à statuer sur les poursuites exercées pour le recouvrement des revenus de la couronne. Mais, au moyen d'une fiction singulière, dont on rencontre de fréquents exemples dans le Droit Anglais, sa juridiction s'est étendue d'abord à toutes les affaires personnelles aux comptables, puis à celles concernant indistinctement tous les citoyens. Il suffit, en effet, pour justifier la compétence de cette Cour, que le demandeur allègue que le tort que lui fait son adversaire au procès, en contestant ses droits, empêche ou retarde le paiement des impôts qu'il doit à la couronne, déclaration qui ne peut être contestée par le défendeur. Il obtient alors un writ de *quo minùs*, qui lui permet de porter devant la Cour de l'Echiquier sa demande purement civile et person-

nelle. De là, une compétence étendue aux affaires ordinaires concernant les particuliers.

La Cour du Banc-de-la-Reine a une double juridiction : elle statue comme tribunal de première instance sur les actions personnelles, par suite d'une fiction analogue à celle que je viens de vous signaler. D'après les règles de loi commune, elle ne peut être saisie de ces demandes, que si le défendeur est un officier de la Couronne, ou s'il est détenu sous la garde du geôlier de la Cour. Si le demandeur veut porter son action devant la Cour du Banc-de-la-Reine, il articule que son adversaire est arrêté pour offense à la paix publique et placé sous la garde du geôlier. Cette déclaration ne peut être ni contrôlée ni contestée, et a un caractère de fiction légale suffisant pour étendre la juridiction de la Cour.

La Cour du Banc-de-la-Reine statue également comme Cour d'appel. Elle peut être saisie par requête de *writ of error*, de l'appel des décisions rendues par les tribunaux inférieurs. Mais ses arrêts ne sont pas définitifs : les parties peuvent les déférer à la Cour des Lords ou à la Chambre de l'Echiquier, suivant la nature de l'affaire.

Cet exposé des attributions des Cours de loi commune siégeant comme tribunaux de première instance, vous indique qu'en matière civile et personnelle, le demandeur peut, à son gré, choisir celle de ces Cours devant laquelle il veut porter son action ; mais, je me hâte de le reconnaître, cette faculté n'a point le résultat qu'elle aurait en France, en permettant de détourner le défendeur de ses juges naturels. Toutes les affaires déférées à l'une des trois Cours de

loi commune, doivent, en effet, être portées devant les Cours de *nisi-prius*, présidées par un juge pris indistinctement, et à tour de rôle, dans l'une des trois Cours, sans distinction de celle devant laquelle l'action a été primitivement intentée.

Dans les cas les plus fréquents, la Cour saisie de la demande, et siégeant à Westminster, se borne à rendre un writ de *venire facias*, c'est-à-dire un arrêt qui ordonne la convocation des jurés nécessaires pour le jugement, et choisis dans le comté où l'affaire a pris naissance. Cependant, dans les procès de grande importance, ou lorsque la cause paraît d'une solution difficile, la Cour saisie peut retenir l'affaire à sa barre, pour être statuée par les juges réunis ensemble, mais toujours, avec le concours des jurés du comté. En dehors de ce cas exceptionnel, la Cour, après la délivrance du writ de *venire facias*, fixe, par un arrêt spécial, le jour où l'affaire sera appelée à sa barre, si auparavant *nisi prius*, un juge ne s'est rendu dans le comté pour y procéder au jugement; et la date, ainsi fixée, est toujours postérieure à l'époque des tournées de circuit, qui ont lieu, quatre fois par année à Londres et dans le Middlesex, et deux fois dans les autres comtés. Toutefois, l'affaire peut revenir devant la Cour primitivement saisie, lorsqu'une partie prétend que la question de droit soulevée par le procès a été mal résolue, et requiert un *writ of error*; la décision est alors soumise aux juges réunis de la même Cour.

Vous avez déjà compris, par ce que je viens de vous dire, que les Cours dites de *nisi prius* ne constituent pas une juridiction spéciale; elles ne sont qu'un démembrement des Cours de loi commune, ou plutôt

un mode d'exercice de leurs attributions. Chacune de ces Cours envoie, à chaque session, dans l'un des comtés, un juge chargé de présider les jurés réunis en vertu du writ de *venire facias*, et ce sont les assises tenues par ce juge unique, qui constituent les Cours de *nisi prius*. Je dois vous signaler ici un fait qui démontre le respect, quelquefois exagéré, que l'Angleterre professe pour les lois et règlements anciens. Je vous ai dit que dans la pratique, les affaires doivent être jugées, lors des sessions des tournées de circuit, dans le comté où elles ont pris naissance, et que la Cour de loi commune, saisie de la demande, se borne à rendre le writ nécessaire pour la convocation du jury. Il serait, dès lors naturel, d'insérer à la suite de cette ordonnance de convocation, la formule de *nisi prius* qui ajournerait la réunion des jurés à l'époque des tournées de circuit. Mais le texte de la loi ordonne que leur convocation aura lieu sans retard. La Cour délivre donc le writ de *venire facias*, qui enjoint aux jurés de comparaître à sa barre et l'adresse au shérif du comté, chargé de son exécution. Celui-ci renvoie l'ordonnance à la Cour, avec une bande de parchemin contenant la liste des jurés qu'il est censé avoir convoqués. En réalité, il ne les a pas prévenus, et ceux-ci ne comparaissant pas au jour indiqué, la Cour rend une seconde ordonnance d'*habeas corpus juratorum*, en vertu duquel les jurés devront être contraints de se présenter; et c'est à la suite de cette ordonnance qu'elle insère sa formule de *nisi prius*, qui contient l'indication du jour et du lieu fixé pour la tenue des prochaines assises.

Au-dessus des Cours de loi commune, se place la

Chambre de l'Echiquier, nommée aussi *Court of Error*, qui connaît des appels de leurs décisions. Elle est composée de la réunion de tous les juges des trois Cours, y compris celui qui y a rendu le jugement attaqué, et elle siége sous la présidence du lord Chancelier. Ses décisions ne sont pas complétement définitives. Elles peuvent être déférées par les parties à la Chambre des Lords, qui est considérée comme Cour suprême, et dont nous vous ferons connaître la composition. Les plaideurs recourent rarement à cette procédure, qui entraîne des frais considérables.

Auprès des Cours de loi commune, il existe une Cour dite d'*Equité*; singulière appellation, qui semble froisser l'opinion que l'on doit avoir des cours de justice. Le premier devoir de tous les tribunaux n'est-il pas de statuer suivant l'équité. Mais l'institution de cette Cour sera bientôt justifiée, en vous rappelant le respect profond des Anglais pour le droit ancien de la nation. Toutes les difficultés ne peuvent être prévues par la loi commune. Certains actes peuvent même être prohibés par cette loi, et cependant admis par l'usage et sanctionnés par la conscience. C'est un fait de cette nature qui a donné naissance à la Cour d'Equité. Les fidei-commis, qui n'étaient point reconnus par la loi, avaient pris, au XIV^e^ siècle, une extension considérable. Le clergé les considérait comme obligatoires, au point de vue de la conscience. Les Cours les déclarait nuls, comme n'étant pas sanctionnés par la législation du pays. De là la nécessité d'établir un tribunal, chargé de statuer, lorsque le droit commun n'offrait aucun moyen de trancher la difficulté. Il ne faut pas cependant en conclure que

cette Cour puise juger arbitrairement. Elle doit, avant tout, respecter les lois ; mais si le droit commun est muet, elle statue suivant des règles devenues aujourd'hui presque fixes, et basées sur la jurisprudence antérieure.

La Cour de Chancellerie a aujourd'hui le monopole de cette juridiction spéciale (1), qu'elle a longtemps partagé avec la Cour de l'Echiquier. Son président est le Lord chancelier. Elle se compose en outre d'un maître de rôles, de trois vice-chanceliers, de maîtres de Chancellerie, et de deux Lords juges d'appel. Les maîtres de chancellerie sont chargés de l'instruction des affaires, laquelle se fait par écrit; puis les causes sont plaidées devant le maître des rôles, ou l'un des vice-chanceliers, siégeant seul, comme juge unique, et sans concours de jurés. Si cependant l'affaire nécessite un examen de faits que la loi déclare ne pouvoir être constatés que par des jurés, la Cour se dessaisit et renvoie la cause devant une des Cours de loi commune.

La Cour de Chancellerie siége toujours à Londres, au palais de Westminster. Ses principales attributions judiciaires concernent l'exécution des fidéicommis et contrats de même nature, les actions et réparations d'un dommage résultant d'une fraude, d'un accident, de la perte d'un titre, etc. De plus, et comme conséquence de la tutelle qui appartient au Lord chancelier sur les mineurs et aliénés, et de la surveillance des établissements de charité qui lui est confiée, cette Cour est compétente pour statuer sur

(1) Statut 5, Victoria.

la plupart des actions concernant les mineurs, les aliénés, sur les demandes en interdiction et sur celles qui intéressent les établissements charitables.

Les décisions rendues par le juge unique représentant la cour de Chancellerie, peuvent être attaquées par voie d'appel devant le Lord chancelier, qui doit alors siéger en personne ; mais il délègue ordinairement un des Lords juges qui font partie de la cour. Ces juges ont également juridiction pour statuer sur l'appel des décisions de certains tribunaux spéciaux, placés par la loi, sous la direction du Lord chancelier.

Les sentences de la cour de chancellerie peuvent aussi, même sans passer par un second degré de juridiction, être déférées en appel à la chambre des Lords. Cette chambre constitue, vous le savez, un des grands pouvoirs politiques de l'Angleterre. Mais, comme Cour de justice, son organisation est très défectueuse. Elle est présidée par le Lord chancelier, qui peut ainsi être appelé à statuer sur une décision qu'il a lui-même rendue. et qui n'est quelquefois assisté que de deux ou trois personnes. Car si tous les Lords ont droit de siéger comme juges, en fait tous ceux qui ne sont pas Lords jurisconsultes, *Law-Lords*, s'en abstiennent ou ne viennent que pour compléter le nombre nécessaire à la validité des Arrêts ; et le titre de *Law-Lord* n'appartient qu'aux anciens chanceliers, ou à ceux qui sont arrivés à la Pairie par la Magistrature et le Barreau. Le gouvernement Anglais se préoccupe, depuis longtemps déjà, de la mauvaise organisation de cette cour suprême, et un projet de réforme a proposé de lui adjoindre deux juges, pris en

dehors de la chambre des Lords, parmi les Magistrats des cours supérieures, ayant plus de cinq années d'exercice, qui porteraient le nom de *Deputy speaker*, et seraient investis de la pairie viagère.

Il me reste, Messieurs, à vous parler, en quelques mots, des cours Ecclésiastiques et de leur juridiction sur certaines affaires intéressant les laïcs. Je vous ai déjà dit que leur compétence s'étend à la plupart des causes concernant les mariages et les institutions testamentaires. A ce point de vue, elles doivent être rangées au nombre des tribunaux civils de l'Angleterre. Il existe plusieurs cours Ecclésiastiques, ayant une même compétence *ratione materiæ*, mais dont la juridiction est restreinte à certaines paroisses. Les principales sont la cour des Arches, la cour des Péculiars, la cour des Prérogatives et la cour Consistoriale de l'Evêque. Chacune d'elle se compose d'un juge unique, doyen des Arches, chancelier de l'Evêque, ou juge Ecclésiastique, nommé par les Archevêques d'York et de Cantorbéry.

Ces cours connaissent de toutes demandes entre époux, actions en divorce, ou en nullité de mariage, restitution de droits matrimoniaux, demandes en pension alimentaire, etc. Elles sont en outre chargées, sous le nom de *Cours de Probate*, de la vérification et de l'exécution des testaments. Elles en constatent le dépôt, en délivrent des expéditions, avec un acte de probate, revêtu du sceau de la cour ; à défaut d'exécuteur testamentaire, elles procèdent à la nomination d'un administrateur provisoire ; enfin, en cas de contestations, elles statuent sur les demandes en validité de testaments et en délivrance de legs. Ces

actions doivent être portées devant la cour, dont la compétence s'étend sur le diocèse où sont situés les biens laissés par le défunt; mais comme il arrive fréquemment qu'il existe des immeubles sur différents diocèses, la loi, pour éviter tout conflit, attribue dans ce cas, juridiction à la cour des Prérogatives, dont le juge est nommé par les Archevêques d'York et de Cantorbéry. Cette compétence spéciale a donné à cette cour une grande importance parmi les tribunaux de l'Angleterre.

L'appel des décisions de ces différentes cours est soumis à la Reine, statuant en la cour des Délégués. Cette cour, tribunal Ecclésiastique supérieur pour tout le royaume, est composée de juges ou commissaires, *Judices delegati*, désignés par le chancelier pour représenter la Reine, chef suprême de la religion Anglicane, et choisis parmi les Lords spirituels et temporels, les juges des cours de Westminster et les docteurs en droit civil. Les arrêts de la cour des Délégués sont définitifs. Cependant la Reine peut, sur la demande de l'une des parties, accorder une Commission de révision, *Writ of error*, si la décision paraît motivée sur une erreur matérielle. Ce cas est presque sans exemple; le pourvoi serait alors porté devant le Conseil privé.

Je suis obligé de me borner, Messieurs, à cet exposé, qui pour être complet, devrait comprendre les cours spéciales à certaines affaires, cour des faillites, des débiteurs insolvables, etc., et les juridictions concernant certaines corporations. Mais je ne puis vous présenter ici que l'ensemble de l'organisation judiciaire de l'Angleterre, et je dois même passer

sous silence l'institution du jury, qui occupe cependant une place si importante auprès des cours de loi commune. Peut-être un jour compléterais-je ce travail, en vous en fesant connaître les origines et les attributions ; mais je ne pourrais le faire aujourd'hui sans abuser de votre attention. Le rapide tableau que je viens de vous présenter, suffira pour vous permettre d'apprécier des institutions judiciaires que je veux comparer, à celles qui nous régissent, et de rechercher lesquelles sont préférables, dans l'intérêt des justiciables. Mais je ne vous ai parlé jusqu'ici que des tribunaux civils ; il importe de jeter également un coup-d'œil sur les juridictions criminelles chargées soit en France, soit en Angleterre, de la répression des crimes et délits.

Dans notre pays, nous trouvons une organisation qui présente une certaine analogie avec celle des tribunaux civils. Au degré inférieur, le tribunal de simple police, composé du juge-de-paix, statuant seul, mais dont la compétence ne s'étend qu'à la répression des contraventions de police, c'est-à-dire à des faits de minime importance, qui ne peuvent entraîner, comme pénalité, qu'un emprisonnement de cinq jours au plus, ou une amende de 1 fr. à 15 fr. Ses décisions sont définitives au profit des condamnés. Ces derniers seuls peuvent interjeter appel, lorsque la condamnation entraîne peine d'emprisonnement ou une amende supérieure à 5 fr. Cet appel est porté devant le tribunal de police correctionnelle.

Les tribunaux de première instance, dont vous connaissez la composition, statuent correctionnelle-

ment sur les faits qualifiés délits. Ils sont saisis, dans la plupart des cas, par la poursuite exercée au nom du Ministère public ; ils peuvent cependant l'être également par une action formée directement par la partie lésée.

Il est nécessaire de nous arrêter ici un instant, pour vous exposer le rôle important que remplissent, en matière criminelle, les magistrats du Ministère public ; je ne puis vous en faire connaître les nombreuses attributions, mais il est indispensable de vous dire comment s'exerce l'action publique pour la poursuite des crimes ou délits. En principe, la répression a lieu, au nom de la Société. Toute personne lésée ou qui a connaissance d'un crime ou d'un délit, peut et doit en donner avis au Procureur général ou au Procureur de la république qui le représente dans chaque arrondissement. Ce magistrat reçoit, en outre, chaque jour les procès-verbaux constatant les faits délictueux dressés par les officiers de police judiciaire répartis sur tout le territoire du pays, maires, commissaires de police, gendarmes, etc. Chacun des faits ainsi signalé est l'objet d'un premier examen. Si le magistrat pense qu'il n'y a pas lieu de poursuivre parce que le fait ne constitue ni crime ni délit, ou ne présente aucune gravité, la plainte ou le procès-verbal demeure sans suites. Si au contraire, l'acte renferme un caractère délictueux, le Procureur de la république fait vérifier avec soin, soit par les officiers de police judiciaire, soit même par voie d'information devant le Juge d'instruction, les présomptions relevés contre la personne soupçonnée, et ce n'est qu'après cet examen minutieux que le prévenu est cité devant le

tribunal correctionnel. Lorsque le juge d'instruction n'est pas saisi de l'information, le Procureur de la république reste maître de suspendre les poursuites et de ne point déférer l'affaire aux tribunaux. Mais il doit en informer le Procureur général, qui a le droit d'ordonner qu'elles seront reprises. S'il y a information régulière, l'ordonnance du juge d'instruction décide s'il y a lieu ou non de suivre contre le prévenu ; En cas de désaccord entre ce magistrat et le chef du parquet, ce dernier peut se pourvoir contre l'ordonnance, et il est statué par la chambre des mises en accusation, siégeant à la Cour d'appel.

Il existe dans chaque tribunal d'arrondissement un Juge d'instruction, chargé d'informer sur les faits dont il est saisi par un réquisitoire du procureur de la république. A lui seul, sauf de rares exceptions, appartient le droit de délivrer les mandats d'arrêt ou de dépôt, en vertu desquels le prévenu est mis ou maintenu en état de détention préventive. L'instruction est secrète, en ce sens que l'interrogatoire du prévenu et les dépositions des témoins sont reçues dans le cabinet du juge, en l'absence du public ; mais il en est dressé procès-verbal, et tout interrogatoire ou déposition doit être signé par le prévenu ou par les témoins.

Les individus contre lesquels il existe présomption suffisante de s'être rendus coupables d'un délit, comparaissent devant le tribunal correctionnel composé du président et de deux juges au moins. Les témoins sont entendus à l'audience publique et la défense du prévenu doit être complétement libre.

Les décisions des tribunaux correctionnels peuvent

être frappées d'appel, et sont déférées à une des chambres de la Cour, composée de cinq magistrats au moins. A l'audience, un des conseillers fait un rapport sur l'affaire, et lit les pièces et les dépositions des témoins entendus en première instance. Le prévenu est de nouveau interrogé et peut présenter ses moyens de défense. La Cour statue sur les réquisitions du ministère public; mais aucune aggravation de peine ne peut être prononcée contre le prévenu qui a interjeté appel, à moins que le Procureur général n'ait lui-même frappé la décision de première instance, d'un appel à *minima*, dans les délais prescrits par la loi.

La répression des crimes est confiée aux Cours d'assises, tribunal exceptionnel, statuant définitivement et sans appel, mais avec l'assistance du jury. La cour est présidée par un des Conseillers de la Cour d'appel du ressort, qui se transporte chaque trimestre au chef-lieu du département pour y tenir les assises. Ce magistrat est assisté de deux assesseurs pris, au chef lieu de la Cour, parmi les conseillers, et dans les autres villes, parmi les juges du tribunal de première instance. La Cour, ainsi formée, est chargée de l'instruction de l'affaire à l'audience publique, et de l'application de la peine. Mais la culpabilité doit être reconnue par un jury, composé de douze personnes habitant le département, et désignées par le sort sur une liste formée suivant des règles qui ont varié à diverses époques. Le jury est complétement maître de sa décision, qui est rendue à la majorité des voix. Même en présence d'un aveu de l'accusé, il peut déclarer ce dernier non

coupable. Il doit en effet, non-seulement vérifier l'exactitude des faits, mais apprécier leur caractère de culpabilité. Enfin, il peut admettre au profit de l'accusé, des circonstances atténuantes, de manière à abaisser de un ou deux degrés la peine édictée par la loi ; et cette déclaration du jury n'est pas motivée ; elle peut être basée sur la seule nécessité, reconnue par lui, d'adoucir la peine, alors même qu'en réalité toutes les circonstances du crime seraient plutôt aggravantes, que de nature à atténuer le fait dont l'accusé s'est rendu coupable.

Je ne puis entrer ici dans les détails de la procédure suivie devant les cours d'assises ; mais il est utile de signaler le soin avec lequel la loi a voulu garantir à l'accusé la complète liberté de sa défense. Il peut récuser un certain nombre de jurés ; appeler et faire entendre des témoins à décharge, qui sont invités à déposer sur les faits que signale l'accusé lui-même. Enfin il doit être assisté d'un avocat, chargé de présenter sa défense, et la loi est tellement impérieuse à cet égard, que l'accusé ne peut renoncer à cette assistance, et qu'un avocat d'office lui est désigné toutes les fois qu'il n'a pas fait choix de son défenseur. Celui-ci doit toujours parler le dernier, et dans le résumé des débats prescrit par la loi au président des assises, ce magistrat doit rappeler en dernier lieu, les moyens présentés par la défense Les arrêts rendus par les cours d'assises ne peuvent être frappés d'appel ; mais le condamné a droit de se pourvoir devant la Cour de cassation, laquelle examine si toutes les formes prescrites par la loi ont été suivies, et s'il a été fait une application régulière de

la loi pénale. Mais cette Cour ne peut réformer la décision du jury, qui n'est infirmée que s'il y a cassation, pour inobservation des formalités légales.

La Cour de cassation est également chargée de statuer sur les pourvois portés contre les jugements des tribunaux de simple police, non susceptibles d'appel, et contre les arrêts rendus l'appel des jugements des tribunaux correctionnels. Elle examine dans ces cas, si la qualification du fait incriminé et la peine prononcée sont conformes aux dispositions de la loi. Dans le cas de la négation, elle casse la sentence qui lui est déférée, et renvoie l'affaire devant un autre tribunal ou une autre Cour.

Tel est l'ensemble de notre organisation judiciaire en matière criminelle. Esquissons rapidement celle qui existe en Angleterre.

Le fait saillant qui différencie, au point de vue criminel, les institutions de ce pays d'avec celles qui nous régissent, est l'absence des Magistrats du ministère public. Il existe bien à Londres, un Attorney général, grand officier de police judiciaire ; mais ses fonctions sont complétement différentes de celles de nos Procureurs généraux, et s'il peut, dans certains cas, poursuivre d'office la répression de quelques crimes, ce n'est que comme représentant la Reine, gardienne de l'ordre public, et chargée en cette qualité de réprimer les faits qui y portent atteinte. Certains officiers de police, nommés *Coroners*, chargés de constater les cas de mort violente, peuvent aussi, à défaut de plainte de la partie lésée, poursuivre d'office les individus accusés de meurtre. Mais, en principe, la poursuite criminelle n'appartient qu'aux

parties lésées. Elle est portée, suivant la gravité des cas, devant les juges-de-paix, siégeant seuls ou avec le concours de jurés, ou devant les cours d'assises, tenues par un des juges des cours de loi commune, et toujours avec l'assistance du jury.

Je vous ai dit, que les juges-de-paix, n'étaient pas de véritables Magistrats. Il existe dans chaque Comté, une commission de la paix, composée des grands propriétaires laïcs ou ecclésiastiques. Ceux qui y sont inscrits, peuvent exercer les fonctions de juges-de-paix, en levant un acte de leur inscription, et prêtant un serment prescrit par la loi. Les fonctions des juges-de-paix sont de diverses natures. Ils doivent, non-seulement punir les délits, mais les prévenir, et peuvent, dans ce but, exiger des individus, dont la conduite soulève quelque crainte, une caution pécuniaire, qui varie ordinairement de £. 25 à 40. Tout citoyen, menacé dans sa personne ou dans sa propriété, peut appeler son adversaire devant le juge-de-paix, et exiger cette caution, en affirmant qu'il craint réellement un danger sérieux.

Comme juges de répression, les juges-de-paix exercent de différentes manières, suivant la nature et la gravité des affaires, l'autorité qui leur est confiée. Ils jugent seuls, ou au nombre de deux, dans des réunions nommées *Petty sessions*, qui se tiennent tous les quinze jours dans les villes de marché, certains faits sans importance, déterminés par les statuts, et qui correspondent à nos contraventions. La procédure consiste alors uniquemeut à recevoir les dépositions des témoins et à interroger les parties. Des faits plus graves, sont soumis à la même juridiction,

dans les *Quarter sessions*, tenues tous les trois mois, et formées par la réunion de tous les juges-de-paix du Comté. Les affaires sont alors jugées avec le concours de jurés, et par voie d'*indictment*, c'est-à-dire sur un acte d'accusation dressé par la partie plaignante. Les *Quarter sessions* statuent également, mais sans *indictment* ni jury, sur l'appel des décisions rendues en petty sessions.

Il serait difficile de déterminer d'une manière précise, quelle nature d'affaires rentrent dans la compétence des quarter-sessions. Les faits criminels, sont il est vrai, divisés, en *misdemeanor*, *felony*, et *treason*; mais cette classification ne répond point à celle de notre Code pénal, et certains misdemeanors, sont de la compétence des cours d'assises, tandis que d'autres peuvent être jugés en petty sessions. Cependant, en général, les félonies, sont des faits assimilables aux délits du Droit français, et soumises aux quarter-sessions.

Les juges-de-paix, remplissent aussi les fonctions de juges d'instruction. L'information se fait dans une salle ouverte au public; le plaignant et le prévenu y comparaissent, assistés chacun de leur attorney ou conseil, et les témoins sont entendus en leur présence; leurs dépositions sont consignées par écrit. Mais le juge ne fait aucune constatation, aucune recherche ni visite de lieux. La loi s'en rapporte à la partie lésée, pour la découverte de la vérité. Après l'information, le juge-de-paix décide si l'affaire doit être renvoyée devant les quater-sessions ou devant les assises, et ordonne l'arrestation du prévenu ou sa mise en liberté sous caution.

Les assises criminelles, auxquelles sont soumis l'examen et le jugement des crimes les plus graves, se tiennent deux fois par an dans chaque Comté, et huit fois à Londres et dans le Middlesex. Elles sont présidées par un des juges des cours de loi commune, qui se transporte dans les Comtés aux époques déterminées. Les cours d'assises, ont une double compétence ; elles statuent, avec l'assistance du grand jury, sur la mise en accusation des prévenus, et avec le concours du petit jury, sur le jugement des affaires renvoyées devant elle par le verdict du jury d'accusation. Le grand jury, ou jury d'accusation, se compose des principaux propriétaires et de tous les membres de la commission de la paix du Comté. Une liste générale est dressé par le shérif; les vingt-trois premiers inscrits sont seuls appelés à siéger, et ce nombre n'est pas indispensable pour la validité du verdict. Il suffit que la réunion comprenne douze jurés. Aucune récusation n'est admise ; la décision doit être prise à la majorité, mais composée de douze voix au moins, quelque soit le nombre de jurés siégeant dans la cour.

Le petit jury, ou jury de jugement, dont la liste est également faite par le Shérif, comprend tout citoyen ayant un revenu foncier de £. 10, (250 fr.). Le Shérif indique les plus riches pour les assises, et réserve les autres pour les quarter-sessions, qui entraînent moins de dépenses personnelles. Ces jurés siègent au nombre de douze, et leur verdict est rendu à l'unanimité. Il est d'usage d'en appeler quarante-huit pour chaque session, en raison des récusations qui peuvent être exercées, soit par le prévenu, soit par la partie plaignante.

Je pourrais me borner à cette esquisse rapide des principales institutions criminelles de l'Angleterre. Mais, il me paraît utile de vous signaler quelques traits saillans de la procédure suivie devant les assises, et qui diffère complètement de celle de notre pays. L'accusation étant, le plus souvent, poursuivie par la partie lésée, le plaignant comparaît, assisté de son avocat. Devant le grand jury, réuni pour statuer sur la mise en accusation, l'accusé n'est pas appelé. Le plaignant expose l'affaire, fait entendre ses témoins ; puis, le jury délibère et rend son verdict, en écrivant au bas de l'indictment, ou acte d'accusation, *true bill*, s'il y a lieu à poursuite, *no bill*, s'il rejette l'accusation.

Dès que ce verdict est rendu, l'affaire est appelée, le jour même, devant le jury de jugement. L'accusé est amené à l'audience, et le président lui demande s'il plaide *Guilty*, or *not Guilty*, c'est-à-dire s'il se reconnaît coupable ou se prétend innocent. Dans le premier cas, il est immédiatement condamné sans examen ni débats. Aussi, lorsque le crime emporte peine capitale, et que l'accusé déclare plaider guilty, le président l'avertit des conséquences de sa déclaration, et les avocats, celui même du plaignant, le sollicitent de plaider not guilty, et de conserver ainsi les chances d'un acquittement.

Lorsque l'accusé plaide not guilty, l'avocat de la partie plaignante, expose l'affaire, simplement, sans invectives ni réflexions. Les témoins, entendus quelques instants auparavant devant le jury d'accusation, sont appelés de nouveau, et interrogés par l'avocat du plaignant. Après leur déposition, l'avocat de l'accusé les interroge à son tour, et cherche à provoquer des

contradictions. Si l'accusé n'a pas de défenseur, cette contre-enquête, *cross-examination*, est faite par le Président. Mais, en dehors de ce cas, le juge reste complétement étranger aux débats, et se borne à noter les déclarations. Après l'audition contradictoire des témoins, le président lit leurs dépositions, sur les notes qu'il a recueillies, et clôt les débats, sans que l'accusé soit interrogé, ni que la parole soit donnée à aucun des avocats. Les jurés prononcent ensuite sur le fait, et doivent rendre leur verdict d'après l'évidence résultant des preuves produites, sans égard aux conséquences. La loi ne leur permet pas d'admettre des circonstances atténuantes. Aussi, bien que le verdict doive être pris à l'unanimité, il est rendu très promptement, souvent même sans quitter l'audience ; il ne s'agit en effet que de constater un fait matériel. L'accusé est reconduit en prison, et ce n'est qu'à la fin de la session, que les condamnations sont prononcées par le juge, souvent même par une seule sentence. Cependant, en cas de meurtre, la peine est immédiatement appliquée.

Si l'accusé prétend que le fait qui lui est imputé n'est pas prévu par la loi, il soulève la question après le verdict, et il est de suite statué par le juge. S'il se borne à discuter l'application de la peine, il peut se pourvoir devant la cour du Banc de la Reine, qui est la cour criminelle supérieure. A cet effet, il sollicite de l'Attorney général, un *writ of error* qui ne peut lui être refusé. Il peut y avoir également pourvoi devant la même juridiction, pour inobservation des formes prescrites par la loi. La cour du Banc de la Reine, composée du président,

Lord chief justice et de deux juges statue, après avoir entendu le juge qui a rendu la sentence attaquée, et les plaidoiries des avocats de chacune des parties. Si l'arrêt est cassé pour vice de formes, l'affaire est renvoyée devant un autre jury. Si la peine seule a été mal appliquée, la cour réforme elle-même la sentence, et prononce contre le condamné, la peine déterminée par la loi.

Je m'arrête, Messieurs; vous connaissez par l'exposé que je viens de vous présenter, l'ensemble d'institutions qu'il serait intéressant d'étudier d'une manière plus complète. Mais j'ai hâte de conclure et de rechercher en quelques mots, si l'organisation judiciaire de notre pays est inférieure à celle de nos voisins. A mon avis, la France n'a rien à envier sur ce point. Je préfère, dans l'intérêt des justiciables, nos nombreux tribunaux d'arrondissement à la haute magistrature de l'Angleterre. La réunion à Londres, au Palais de Westminster, de toutes les cours du royaume, présente de graves inconvénients pour la justice. Autour de ces cours, se groupent nécessairement les avocats, *barristers*, les altorneys, les solliciters, et autres hommes d'affaires appelés à aider les parties de leurs conseils, et à régulariser les procédures, en sorte que toute personne qui veut intenter une action judiciaire ou est obligé d'y défendre, doit, quelque soit son domicile, venir à Londres, ou s'y faire représenter. Les cours de nisi-priùs, ont, il est vrai, pour objet de remédier à ce vice radical de l'organisation judiciaire, en permettant de rendre la justice dans le comté; mais ce remède est insuffisant. Vous vous rappelez, en effet, que simple émanation

de celles de loi commune, elles ne sont saisies que par le writ d'une de ces cours, et, dès lors, c'est toujours au palais de Westminster que doivent être portées les demandes, suivies des premières procédures. D'ailleurs, les cours de nisi-priùs ne statuent que sur les affaires de la compétence des cours de droit commun et les nombreux procès portés devant la cour d'Équité et devant la cour des Prérogatives, ne peuvent être terminées qu'à Londres, ces cours n'ayant point de tournées de circuit. Il faut ajouter que le déplacement des avocats, qui quittent Londres en même temps que les magistrats, et se rendent dans les comtés pour soutenir devant les cours de nisi-priùs, les intérêts qui leur sont confiés, entraîne pour les parties, des frais considérables.

Je dois immédiatement appeler votre attention sur un autre fait qui présente également de sérieux inconvénients ; c'est le défaut de permanence des tribunaux anglais. Les cours supérieurs de Westminster, ne siégent elles-mêmes que pendant des sessions assez courtes, et les tournées de circuit n'ont lieu qu'à des époques périodiques éloignées. De là des retards regrettables pour les intérêts des plaideurs, contraints d'attendre l'époque des réunions des cours de nisi-priùs, pour faire statuer sur leurs droits les plus importants.

Les difficultés qui naissent d'un tel état des choses n'ont pas échappé aux publicistes anglais, et plusieurs d'entr'eux n'ont pas hésité à reconnaître la supériorité de notre organisation judiciaire, qui a placé dans chaque arrondissement, un tribunal permanent chargé de statuer sans retard sur les procès

nés entre les habitants de la contrée. La création récente en Angleterre, des Cours de comté, a eu pour but de donner une satisfaction partielle aux plaintes que soulèvent depuis longtemps la concentration à Londres des Cours de justice. Mais elles ne sont appelées à juger que les affaires de minime importance.

Faut-il vous signaler les difficultés plus graves encore, que font naître la diversité des juridictions et l'incertitude fâcheuse qui en résulte dans les règles de la compétence. La distinction qui existe entre les cours de justice n'est plus en rapport avec les mœurs de notre époque. Est-il possible d'admettre que le même fait donnera lieu à une solution différente, selon le tribunal auquel il sera déféré ; qu'une cour de loi commune refusera de sanctionner un contrat, dont la validité sera reconnue devant la cour d'Équité. Sans doute le respect des Anglais pour leurs anciennes coutumes peut présenter des avantages incontestables à divers points de vue. Mais il faut que les décisions de la justice soient basées sur les mœurs et les habitudes de l'époque où elles sont rendues, et l'appréciation des actes faite, en tenant compte des idées modernes, me paraît offrir plus de garanties, que la stricte application de lois édictées pour un autre siècle.

Mais, il est inutile d'insister. Aucun réformateur n'a jamais réclamé la concentration de nos tribunaux, ni l'établissement dans notre pays des diverses juridictions de l'Angleterre. On reconnaît même, en général, que la réunion dans un même tribunal, de plusieurs magistrats appelés à statuer à la majorité, sur les procès qui leur sont soumis, est préférable au

juge unique des tribunaux anglais ; mais ce que l'on réclame, c'est l'introduction dans nos institutions judiciaires, du jury en matière civile, ce prétendu palladium des libertés publiques et de l'indépendance de la justice ; et il est curieux de remarquer, que cette réforme est sollicitée à une époque où le rôle du jury tend chaque jour à perdre chez nos voisins une partie de son importance.

Sans doute, un principe du droit commun de l'Angleterre proclame, comme règle absolue, l'examen et la constatation par le jury des faits relatifs à toute affaire civile ou commerciale ; mais dans la pratique, cette règle a reçu des atteintes considérables. La Cour d'Équité statue sans assistance de jurés, à moins qu'une contestation sur les faits ne l'oblige à se désaisir, pour permettre de les établir devant une Cour de loi commune. Dans les affaires portées devant les Cours ecclésiastiques, et devant les Cours de comté, le concours des jurés est facultatif, et les statistiques établissent qu'il y est rarement réclamé. En réalité, le jury n'intervient habituellement que dans les Cours de nisi-priùs, chargées de statuer sur les actions en paiement, appelées *actions de dettes*, sur actions de *trespass*, qui ont pour objet la réclamation de dommages-intérêts fondée sur des faits étrangers aux conventions des parties, et sur les demandes en interdiction, renvoyées par la Cour de Chancellerie pour établir les faits sur lesquels est basée cette demande. Mais les actions en interprétation d'actes et de conventions, sont le plus souvent portées devant les magistrats de la Cour de Chancellerie, qui statue sans assistance du jury.

Et dans les cours de nisi-priùs, voulez-vous savoir qu'elle est l'importance des jurés. Ils se bornent à constater les faits du procès et à fixer le chiffre des dommages-intérêts. Ils ont, il est vrai, le droit de rendre, sur l'affaire, un verdict général; mais si ce verdict doit entraîner la solution d'une question de droit soulevée par la demande, le magistrat présidant la Cour, leur indique comment ils doivent résoudre cette question, et s'ils statuent contrairement à cette opinion, leur verdict est attaqué en appel au moyen d'un *writ d'error*. Aussi les jurés préfèrent laisser au juge unique qui les préside, la responsabilité de ces solutions, et rendent le plus souvent un verdict spécial, qui ne décide que sur les faits matériels du procès.

Quelle est donc l'utilité réelle de l'intervention du jury en matière civile et quelle garantie peuvent y trouver les justiciables. Les magistrats ne sont-ils pas plus aptes à apprécier les faits du procès, et leurs fonctions ne leur assurent-elles pas une indépendance qu'on pourrait ne pas toujours rencontrer auprès de jurés habitant le pays, et susceptibles d'y subir, même à leur insu, les influences locales au profit de l'une des parties. Le concours du jury nécessiterait d'ailleurs, entre le fait et le droit, une distinction souvent délicate, et quelquefois dangereuse pour la solution du procès. Les faits peuvent, dans certains cas, modifier l'application rigoureuse du droit, et les règles du droit, doivent souvent servir à l'appréciation des faits. L'expérience de nos magistrats, la connaissance des affaires, jointes à la connaissance qui est toujours leur premier guide, me

semblent présenter des garanties plus sérieuses que ne le ferait l'intervention de jurés étrangers à ces difficiles appréciations.

Si nos institutions judiciaires ont, en matière civile, une supériorité réelle, reconnue par les publicistes anglais eux-même, au point de vue des garanties d'une bonne justice, en est-il de même en matière criminelle. Je pourrais me borner, à cet égard, à invoquer l'opinion d'un savant magistrat qui déclare « qu'envisagé dans l'ensemble de ses formes, notre « Code d'instruction criminelle paraît la loi de procé- « dure la moins imparfaite parmi les lois des peuples « modernes (1). » Mais examinons cette loi dans ses principales applications. Sans doute, il est possible de critiquer certaines formalités de l'information préparatoire. Mais trouverait-on quelque avantage, à rendre publique cette information, dont toutes les phases et recherches sont constatées par écrit. C'est au nom des prévenus que l'on réclame cette publicité, sans réfléchir que les plus dignes d'intérêt, ceux en faveur desquels intervient une ordonnance de non lieu, regretteraient souvent d'avoir été soumis en public, à une information sur des faits dont ils n'étaient pas coupables, mais que des présomptions permettaient de leur imputer.

Il existe depuis longtemps dans notre pays, une institution, qui de l'aveu de tous les publicistes compétents, assure à la France, au point de vue de la procédure criminelle, une supériorité incontestable sur l'Angleterre. C'est l'institution du Ministère pu-

(1) Faustin Hélie, Théorie du Code d'instruction criminelle.

blic. L'action publique, laissée aux mains des particuliers, n'existe réellement pas, du moins avec les garanties d'impartialité nécessaire. Supposez, en effet, qu'un homme placé par sa fortune dans une position élevée, jouissant de la considération, se rende coupable d'un délit ou même d'un crime contre un individu d'une position inférieure, celui-ci n'osera pas le poursuivre. Il craindra de soulever l'opinion publique, de ne rencontrer que des témoins indécis ou timides, qui hésiteront peut-être à déposer contre l'homme puissant que nous supposons coupable. L'exercice de l'action publique confiée à un magistrat, le plus souvent étranger au pays, en tous cas, inaccessible aux influences locales, présente au contraire les garanties les plus certaines. Toute plainte, toute dénonciation au parquet, y est examinée avec le plus grand soin; sans doute, il peut être parfois pénible pour le magistrat lui-même, d'avoir à sévir contre des personnes, occupant un rang élevé dans la société ou appartenant à une famille honorable; mais il n'oublie jamais que la justice doit être la même pour tous, et aucune considération personnelle ne l'arrêtera dans l'accomplissement de son devoir. De plus, il exerce la poursuite au nom de la société, et dès lors aucune transaction pécuniaire ne peut entraver l'action publique. L'homme riche, comme le pauvre, est soumis à la loi, et ce serait en vain qu'il achèterait le silence ou le désistement de la partie lésée.

Mais ce n'est pas seulement dans l'intérêt de la société qu'il est préférable de confier la poursuite aux magistrats, au lieu de l'abandonner à l'arbitraire

des particuliers. Les prévenus y trouvent aussi de sérieux avantages. Personne n'ignore combien celui qui se croit lésé, exagère les torts de celui qui lui a porté préjudice. La jalousie, la haine, la vengeance, l'animosité de certains caractères bilieux, peuvent en Angleterre, entraîner des poursuites, sans causes sérieuses, contre des personnes innocentes. Sans doute, les tribunaux parviendront le plus souvent à découvrir la vérité; mais ai-je besoin de vous dire combien il est pénible à un homme injustement accusé de comparaître devant un tribunal, dût-il en sortir avec un verdict d'acquittement. L'intervention du Ministère public prévient le plus souvent ce danger. En voulez-vous une preuve? Consultez les statistiques, et comptez le nombre des plaintes adressées au parquet et restées sans suite, quelque fois même à l'insu de celui qui en a été l'objet. Comparez à ce résultat les procès, si souvent ridicules, portés devant nos tribunaux correctionnels, sur la poursuite directe de la partie civile, en vertu d'une faculté réservée par le Code d'instruction criminelle, sans qu'il soit facile d'en justifier les motifs et l'utilité pratique. L'Angleterre nous envie depuis longtemps l'institution du Ministère public. Il y a quelques années, Lord Brougham en réclamait ouvertement l'établissement. Le respect des anciens usages s'oppose à l'accomplissement de ces vœux; mais la création d'un Attorney général chargé de la poursuite des crimes qui intéressent directement ou indirectement la couronne, et surtout le pouvoir donné aux coroners, de poursuivre d'office les individus coupables de meurtre, attestent que les Anglais sont loin de méconnaître

l'utilité de l'institution qui domine l'organisation de nos tribunaux criminels.

Si les hommes impartiaux avouent la supériorité de notre législation sur ce point, on oppose souvent comme préférables à notre procédure, les règles de l'instruction préparatoire en Angleterre, l'existence du jury d'accusation et les formes suivies devant les cours d'assises. Permettez moi quelques mots sur ces différents points.

Sans doute, l'instruction préparatoire est plus rapide en Angleterre ; mais cette rapidité n'a-t-elle pas ses dangers ? L'information se borne à entendre le plaignant, les témoins qu'il produit et à interroger l'accusé. Aucune constatation, aucune recherche n'est faite pour découvrir la vérité. Peu importe que les coupables échappent à la vindicte publique, si la partie lésée ne parvient pas à faire la preuve. La société n'a-t-elle pas droit à être plus sérieusement sauvegardée. Les constatations judiciaires, les descentes sur les lieux, les expertises ordonnées par nos juges d'instruction rendent plus lente l'information, mais elles la rendent plus sûre et plus certaine. S'il reste un doute sur la culpabilité du prévenu, le juge n'hésitera jamais à rendre une ordonnance de non lieu, sachant qu'il a employé tous les moyens possibles d'arriver à la découverte de la vérité.

Il existe en France comme en Angleterre, une juridiction chargée de rechercher, après la clôture de l'information préparatoire, s'il y a lieu à accusation. Chez nous, cette recherche est confiée à des magistrats composant une des chambres de nos Cours d'appel. Serait-il préférable de la réserver à un jury d'accusa-

tion ? L'expérience peut dicter notre réponse. Ce jury a fonctionné en France, en 1791 et sous l'empire du Code de brumaire an IV, et l'essai fait à cette époque a révélé de graves inconvéniens. L'un des plus sérieux, résulte de l'impossibilité de faire siéger le jury d'une manière permanente; l'accusé doit dès lors attendre, en état de détention préventive, une décision qui n'a pour objet que de savoir s'il doit être poursuivi. Les chambres des mises en accusation de nos cours d'appel, qui sont permanentes, peuvent au contraire, ordonner dès que l'affaire est instruite, la mise en liberté de l'accusé contre lequel il n'y a point lieu de suivre. De plus, il est souvent nécessaire d'apprécier les faits, au point de vue des dispositions du droit pénal, et il serait, dans bien des cas, difficile aux jurés de décider, si un fait reconnu constant tombe sous l'application de la loi. Enfin, l'examen fait par le jury d'accusation, tel qu'il fonctionne en Angleterre, ne présente réellement aucun avantage. Vous vous rappelez en effet, que le verdict est rendu sur un simple exposé de l'affaire présenté par l'avocat de la partie lésée, après audition des témoins entendus en l'absence de l'accusé, et, le même jour, cet accusé est amené devant le jury de jugement. Quelle peut être l'utilité du premier verdict, et n'est-il pas permis de craindre qu'il n'ait une influence funeste contre l'accusé dans l'esprit de jurés, considérés comme d'une classe inférieure, et appelés cependant à rendre le verdict définitif.

Si, sur ces deux premiers points, les formes usitées en France me paraissent préférables aux procédures anglaises, je serai moins absolu en ce qui

touche celles suivies devant la Cour d'assises. Je n'approuve point cependant le droit donné à l'avocat de la partie plaignante de recevoir les dépositions des témoins appelés à l'appui de l'accusation. Guidé par le désir qu'il a d'obtenir une condamnation, cet avocat peut, à l'aide de questions insidieuses, amener des dépositions funestes à l'accusé et qu'il sera souvent difficile de détruire par la *cross-examination*. Le droit, réservé en France au président des assises, d'interroger les témoins, assure une plus grande impartialité, sans nuire aux intérêts de la défense, toute question présentée en son nom devant être posée par l'intermédiaire du magistrat. Je crois également utile de permettre à l'accusé de donner lui-même quelques explications sur les faits dont les témoins viennent de déposer. Mais, je reconnais volontiers que les joûtes oratoires usitées devant nos Cours d'assises pour soutenir l'accusation ou présenter la défense, ont pris un développement qui peut nuire à l'appréciation des jurés, peu habitués aux luttes de la parole, et embarassés quelquefois de découvrir la vérité au milieu des arguments présentés de part et d'autre. En Angleterre, l'exposé fait par l'avocat du plaignant est présenté avec simplicité. L'accusateur n'invoque ni les mauvais antécédents de l'accusé, ni les présomptions qui peuvent naître de sa perversité habituelle. Il s'attache uniquement à prouver le fait de l'accusation. Quant au défenseur, son rôle se borne à procéder vis-à-vis des témoins à la *cross-examination*, dans le but d'expliquer leur déposition et de détruire ce qui est défavorable à son client. Il lui faut de l'habileté plutôt que de l'éloquence. Les

jurés qui n'ont dès-lors à s'occuper que du fait matériel apprécient avec facilité les preuves qui leur sont présentées. Ils n'ont d'ailleurs point à répondre, comme devant nos Cours d'assises, à des questions accessoires concernant les circonstances relevées pour bien caractériser la gravité du crime. La seule question qui leur est soumise est relative à la culpabilité de l'accusé, et il est facile de la résoudre. Sous ce rapport, la procédure anglaise me paraît préférable à celle suivie dans notre pays.

Pardonnez-moi, Messieurs, d'avoir abusé si longtemps de votre attention. M'accuserez-vous de partialité ou d'un patriotisme exagéré, si je me résume en vous disant que nos institutions judiciaires me paraissent supérieures, dans les points importants, à celles de l'Angleterre. Faut-il y ajouter l'avantage incontestable que nous assure la codification de nos lois principales, bien préférable, tout le monde le reconnaît, à l'inextricable dédale de lois anciennes conservées en Angleterre, et dont la contradiction est devenue inévitable dans la pratique. « Mon seul « code, disait, à Sainte-Hélène, le plus grand des « législateurs modernes, mon seul code, par sa « simplicité, a fait plus de bien en France que toutes « les lois qui l'ont précédé (1). »

Faut-il en conclure que nous devons repousser toute amélioration, tout projet de réforme. Loin de moi, Messieurs, cette pensée : Je suis de ceux qui applaudissent à tout progrès, à toute modification utile basée sur l'intérêt public. Mais lorsqu'il s'agit

(1) *Mémorial de Sainte-Helène.*

de toucher à ces institutions que la plupart des nations européennes nous ont empruntées parce qu'elles en reconnaissaient la grandeur, il faut agir avec prudence et circonspection. Que l'on modifie certaines procédures inutiles, de manière à réduire les frais de justice, au moyen de réformes partielles; que l'on diminue même le nombre de nos tribunaux dont quelques-uns sont devenus inutiles, en raison du petit nombre d'affaires qui leur sont soumises, et de la plus grande facilité des communications, tous les hommes raisonnables applaudiront à cette pensée, surtout s'il est possible de la concilier avec le respect dû à la propriété des offices ministériels et aux droits de leurs titulaires. Mais si l'on veut aller plus loin, toucher aux bases mêmes de nos institutions judiciaires, il est bien permis de protester et de demander que ces tentatives ne soient faites qu'avec le concours d'hommes instruits par l'expérience et ayant une parfaite connaissance de ces institutions. Autrement, les populations pourraient bien regretter bientôt les garanties qu'elles y rencontraient, et réclamer, au nom des libertés publiques, le rétablissement d'un ordre de choses, si injustement attaqué et si difficile à remplacer.

RÉPONSE

AU

DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. BUCHÈRE,

PAR M. A. DECORDE,

Vice-Président.

MONSIEUR,

En acceptant, sur la demande de M. le Président, le périlleux honneur de répondre à votre discours de réception, j'ai cédé principalement au désir de ne pas retarder plus longtemps votre admission dans le sein de l'Académie. La position élevée que vous occupez dans la magistrature, les travaux divers que vous avez déjà publiés et parmi eux surtout, votre savant traité sur les Valeurs mobilières, vous recommandaient particulièrement aux suffrages de notre Compagnie, et c'est avec une vive satisfaction que nous vous avons vu prendre place dans nos rangs.

Vous vous excusez, dès le début de votre discours, d'en avoir emprunté le sujet à des études de législa-

tion que vos occupations de chaque jour vous rendent familières. Permettez-nous, au contraire, de nous féliciter de ce choix. L'un des grands attraits que l'on peut rencontrer dans nos réunions académiques, c'est que chacun y apporte, dans le cercle particulier de ses connaissances, le produit de ses études et le résultat de ses travaux. Il y a là un mutuel échange de labeur et je le dirai même, d'enseignement. Le littérateur acquiert, dans les communications du savant, des connaissances nouvelles; il y trouve des faits et il y découvre des horizons qu'il n'avait point encore aperçus. Le savant, à son tour, fait avec le littérateur, dans le domaine des lettres ou de l'histoire, des excursions utiles. Tous enfin y rencontrent un délassement agréable et des loisirs intelligemment occupés.

Le sujet que vous avez traité était d'ailleurs des mieux choisis pour fixer l'attention de l'Académie. L'organisation judiciaire de l'Angleterre diffère profondément de la nôtre. Elle est, en général, peu connue en France. Il était intéressant d'en voir tracer, d'une main aussi expérimentée que la vôtre, un tableau complet, quoique rapide, qui en fit saisir l'ensemble et les détails principaux. Cette organisation une fois décrite, il était naturel de la comparer avec celle de la France et de se demander si nous devions, à cet égard, envier à nos voisins leurs institutions ou bien, au contraire, leur préférer les nôtres.

Cette question, que des publicistes ont déjà soulevée et que vous résolvez, avec beaucoup de raison, en faveur des institutions françaises, offre un

exemple de plus de cet amour du changement et de ce besoin de réforme auxquels on sacrifie trop souvent dans notre pays. Sans doute, comme vous le faites observer, notre régime judiciaire peut, en quelques parties, laisser à désirer ; certaines modifications de détail pourraient, à bon droit, y être introduites. Mais il y aurait un immense danger à le soumettre à une réforme radicale, en empruntant à l'étranger une organisation tout à fait opposée à nos habitudes et à nos mœurs. L'Angleterre est le pays des traditions : ses institutions judiciaires datent de plusieurs siècles ; il est beaucoup de points où elles ne sont plus en harmonie avec les besoins de l'époque et les nécessités locales. Nous devons à la Révolution de 1789 la création de tribunaux réguliers, répartis également sur tous les points du territoire, dont la juridiction est bien déterminée, dont le mode d'action est simple et facile, et dont l'accession est entièrement libre pour tous les citoyens. Les imperfections que présente pour l'observateur impartial le système judiciaire de l'Angleterre, n'ont peut-être pas dans ce pays tout le danger qu'on suppose, puisque malgré les critiques dont il a été l'objet de la part d'Anglais mêmes, aucune réforme capitale n'y a été introduite. Mais cela dépend certainement de circonstances qui lui sont propres et du caractère particulier du pays auquel il est destiné. C'est là une considération dont on ne saurait trop tenir compte et ne serait-il pas de la plus haute imprudence de s'approprier ce système dans des points qui seraient vicieux sans ces circonstances locales ?

Différentes dans leur organisation judiciaire, l'Angleterre et la France ne sont pas moins différentes dans leur législation. Notre loi civile est résumée dans un petit nombre de Codes. La législation anglaise n'est pas codifiée. C'est un dédale de statuts, d'ordonnances et de coutumes, rédigés, pour un bon nombre, dans une langue vieillie et barbare, où les hommes de loi eux-mêmes ont grand'peine à se retrouver.

« Le Droit national de l'Angleterre, » dit un auteur moderne (1), « comprend deux sortes de dispositions :

« Les lois non écrites, autrement dit le droit coutumier, qui résulte de l'usage, des traditions et de la jurisprudence antérieure. C'est en vertu de ce droit qu'existent les quatre Cours supérieures du Banc de la Reine, des Plaids communs, de l'Echiquier et d'Equité ;

« Les lois écrites, c'est-à-dire les statuts et les ordonnances édictés par le roi après un vote du Parlement.

« Ces édits forment un corps immense de législation, qui comprend, pour les matières civiles et commerciales seulement, plus de vingt mille statuts distincts. Ils datent de la célèbre Grande Charte, telle que l'a confirmée le Parlement, la neuvième année du règne de Henri III. On a pour précepte de s'en tenir aux précédents, quand une question analogue est contestée. »

(1) Westoby : *Résumé de la Législation anglaise en matière civile et commerciale*; Bruxelles 1854, in-8. — Introduction, p. 25.

« L'Angleterre, » dit un autre jurisconsulte (1), « est un des pays où les attributions respectives de « première instance et d'appel sont distribuées de la « manière la plus compliquée et la plus singulière. « Tandis que la juridiction de première instance est « presque toute concentrée dans les grandes Cours « centrales, deux d'entre elles, celles du Banc du « Roi et de Chancellerie, sont en même temps tribu- « naux d'appel pour diverses Cours inférieures. Le « Conseil du Roi est Cour de premier et de dernier « ressort pour certaines causes et Cour d'appel pour « d'autres. Enfin, en dehors des Cours de *Quarter-ses- « sions* et de *Petty-sessions* et des Cours de comté qui « sont distribuées sur tout le territoire, il y a une « multitude de petites Cours réparties çà et là, sous « diverses dénominations, et avec des attributions « diverses, les unes jugeant exclusivement, et d'au- « tres jugeant en premier et en dernier ressort. »

Certes, nul en France n'enviera à l'Angleterre une législation aussi étrange, et l'on se demande avec étonnement comment il ne s'est point trouvé dans cette nation, si remarquable à tant de titres, un homme de génie pour y fonder un Code plus en rapport avec l'esprit moderne et tel que celui que nous possédons.

Et ce ne sont point là les seules étrangetés que je rencontre en étudiant le régime judiciaire de l'Angleterre.

Le barreau anglais a produit certainement bien des

(2) J. Rey : *Des Institutions judiciaires de l'Angleterre comparées avec celles de la France et autres Etats* ; édit. de 1839, t. II, p. 148.

hommes illustres. C'est dans ses rangs les plus élevés que se prennent les membres des Cours de justice, sans qu'ils aient besoin, comme en France, de suivre humblement la filière pour parvenir aux degrés supérieurs (1). Comment, néanmoins, se recrute ce barreau? Il n'existe point de Facultés de Droit dans la Grande-Bretagne. L'aspirant au titre d'avocat n'est assujetti à aucun cours théorique. Il suffisait, il y a peu d'années encore, de se faire inscrire sur le registre d'un *Inn of Court* (collége ou hôtel d'avocats), et moyennant une somme payée annuellement à la corporation, de prendre part pendant trois ans, dans la grande salle du collége, aux quatre dîners annuels des *Barristers* (2). Aujourd'hui, on a ajouté quelque chose d'un peu plus sérieux. Les *Inns of Court* ont établi des cours d'éducation légale. Le candidat doit suivre deux de ces cours pendant une année; mais il n'est pas astreint, à la fin de l'année, à subir un examen obligatoire. On compte sur la pratique pour lui faire acquérir les connaissances nécessaires à l'exercice de sa profession. Aussi les étudiants qui veulent suivre sérieusement le barreau, sont-ils obligés de s'attacher, pendant plusieurs années, à travailler dans le cabinet d'un avocat en renom. C'est un usage excellent et que nous voyons aussi pratiquer en France. Mais ce qui est en cela tout spécial à l'Angleterre, c'est que ce stage du jeune avocat est largement payé

(1) Alph. Esquiros : *L'Angleterre et la Vie anglaise; le Barreau, les Cours de justice et la Procédure criminelle.* — Revue des Deux-Mondes, 38e année, 2e période; tom. LXXIII, 1870, p. 683.

(2) J. Rey : t. I, p. 108; — Esquiros : p. 671.

à celui qui le lui offre. Le nouveau venu verse généralement à l'avocat, dont il est l'élève, cent guinées par an (2,680 fr.) durant tout le temps de son stage. C'est une nouvelle dépense à ajouter aux frais d'entrée à l'*Inn of Court* et à ceux des douze dîners des trois ans du premier stage. Dans ce pays éminemment calculateur, on ne donne rien pour rien. La liberté peut y fleurir; l'égalité n'y existe pas. Aussi faut-il qu'un jeune homme possède déjà une certaine fortune personnelle, s'il veut se faire une carrière dans le barreau anglais (1).

L'ambition des réformateurs ne va point, du reste, jusqu'à vouloir imposer à la France le régime judiciaire de nos voisins dans tous ses détails. On reconnaît généralement que de l'autre côté du détroit, la justice civile est trop lente, et qu'elle coûte trop cher. Les efforts tendent exclusivement, comme vous le faites remarquer, Monsieur, à introduire chez nous le jury en matière civile, et à modifier, sur le modèle des institutions anglaises, notre procédure criminelle.

Nous n'avons en France de jury civil qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Lorsque cette innovation fut proposée en 1833, aux chambres législatives, elle ne fut pas accueillie sans difficulté. Les orateurs du gouvernement ne la présentèrent que comme un essai, dont l'expérience pourrait seule démontrer les inconvénients ou les avantages. L'essai a parfaitement réussi. Lors de la

(1) Esquiros; pages 672-673.

révision de la loi sur l'Expropriation en 1841, l'institution du jury, chargée de régler les indemnités, a été maintenue. Il ne paraît pas que depuis cette époque, elle ait été critiquée. Mais il faut le dire, il y a là une nature spéciale d'affaires qui justifiait cette mesure nouvelle. L'intervention du jury a pour seul objet de fixer la valeur de l'immeuble exproprié, ou le montant de l'indemnité due. Il faut pour cela des connaissances particulières, qui peuvent manquer aux juges ; et le législateur a pensé qu'on les trouverait plus sûrement dans une réunion de propriétaires constitués en jury. Au fond, le jury d'expropriation fait plutôt office d'expert que de juge. Le magistrat directeur, qui rend son verdict exécutoire, n'a pas de contestation à juger. Son rôle se borne à faire observer les formes légales, et si des débats s'élèvent pour l'attribution de l'indemnité, il renvoie aux tribunaux ordinaires, devant lesquels le procès se suivra.

Quant aux autres affaires civiles, on s'accorde, en général, à reconnaître que l'introduction du jury est trop contraire aux principes de notre législation et à nos habitudes judiciaires, pour qu'on puisse en attendre de bons résultats.

Dans un discours de rentrée, prononcé devant la Cour de Rouen en 1869 (1), un de vos collègues, M. Pouyer, discutant, comme vous, Monsieur, cette grave question, faisait remarquer qu'en 1790, les

(1) *Le jury en France et en Angleterre* : Discours prononcé par M. Pouyer, substitut du procureur général à l'audience solennelle de rentrée de la Cour impériale de Rouen, du 3 novembre 1869. Rouen, Lecerf, imprimeur, 1869 ; page 39.

plus savants jurisconsultes proclamaient que le jury civil serait en France d'une exécution impraticable, et que trois ans plus tard, les plus hardis novateurs de la Convention, Couthon et Robespierre, l'avaient eux-mêmes repoussé.

Ce sont là des faits qu'il est bon de retenir. Les adversaires du jury en matière civile ne s'attendaient pas sans doute à trouver dans Robespierre et Couthon de chauds défenseurs de leur opinion. Ils peuvent rencontrer aussi, même en Angleterre, bien des faits qui démontrent que le principe de la participation du jury au jugement des affaires civiles y perd beaucoup de sa faveur.

J'emprunte au discours de M. l'avocat-général Pouyer, des documents statistiques qui confirment à cet égard votre assertion.

« Au sommet de la hiérarchie, dit-il, les cours « d'Equité, qui jugent sans jurés, ont vu quadrupler « en dix ans, le nombre des procès soumis à leur « décision. Le statut de la reine Victoria, qui a réor- « ganisé les Cours de comté, prescrit au magistrat de « juger seul, si les parties ne réclament pas l'inter- « vention de jurés... Les documents officiels at- « testent que sur 577,622 affaires jugées en 1868 par « ces cours, 1,041 seulement ont été jugées avec un « jury. Enfin, le nombre total des procès civils, dans « lesquels les jurés ont siégé dans les diverses juri- « dictions anglaises, n'a pas atteint, dans cette même « année 1868, le chiffre de 4,000 (1). »

Les mêmes idées continuent de prévaloir. Le mo-

(1) M. Pouyer, discours déjà cité, pages 41-42.

ment serait donc assurément mal choisi pour introduire en France un régime que nos voisins tendent de plus en plus à abandonner.

Que dire maintenant des matières criminelles ?

« La procédure criminelle, écrit M. Esquiros, dans « les intéressants articles qu'il a consacrés dans la « *Revue des Deux Mondes* à l'étude de l'Angleterre et de « la vie anglaise, est sans contredit le plus beau « monument de la justice chez nos voisins..... « C'est un des chefs-d'œuvre de la conscience hu- « maine » (1)

Je crains que cette appréciation enthousiaste ne soit due, en grande partie, aux idées politiques de l'écrivain. Si j'en juge par le nom de ses auteurs, le même sentiment me paraît avoir donné naissance à une proposition soumise, il y a quelques années, au Corps législatif, pour appliquer en France, à l'imitation de l'Angleterre, la procédure par jurés au jugement des affaires correctionnelles.

Au cours de la discussion de la loi du 1er juin 1863, qui modifie plusieurs articles du Code pénal, MM. Darimon, Jules Favre, Hénon, Picard et Emile Ollivier présentèrent un amendement conçu dans les termes suivants :

« Les délits punis de peines correctionnelles seront « déférés au jury. — Il sera tenu des tribunaux d'As- « sises par chaque département et si les nécessités « du service l'exigent, au chef-lieu d'arrondissement. « — Ces tribunaux seront composés de juges délé-

(1) Esquiros ; p. 686 et 698.

« gués à cet effet. Ils statueront avec l'assistance de six « jurés, choisis conformément au décret du 7 août 1848, « suivant les formes établies par le titre 2, livre 2 du « Code d'instruction criminelle. — Une loi déter- « minera les délits qui à raison de leur nature, « comme le vagabondage ou la mendicité, ou en raison « de leur peu de gravité, seront déférés aux tribunaux « de simple police. »

Cet amendement fut repoussé par la commission du Corps législatif, non-seulement parce qu'il impliquait une organisation nouvelle de la justice criminelle qu'il n'appartenait pas à la Chambre des Députés de créer par voie d'amendement, mais aussi et principalement parce que, sans parler de la difficulté considérable, d'instituer dans chaque arrondissement un jury correctionnel capable, la répression aurait eu vraisemblablement trop à en souffrir (1).

Il serait fort regrettable que les dissentiments politiques fussent la cause principale, sinon unique, des réformes profondes, que certains publicistes voudraient apporter à notre législation pénale. La loi criminelle est, avant tout, une loi de protection sociale. Elle doit puiser ses principes en dehors des inspirations de la politique et des agitations des partis.

« Dans d'autres pays, dit encore l'auteur que nous « venons de citer, la justice a été organisée de ma- « nière que le coupable ne puisse échapper au châ- « timent. En Angleterre, elle a été instituée de telle

(1) Voir le rapport de M. De Belleyme au Corps législatif, Dalloz, 1863. 4. 86, nº 61.

« sorte, que l'innocent ne se trouve point exposé à « être condamné par méprise (1). »

Je ne vois là qu'une de ces formules sonores, faites pour frapper les esprits, mais dont il serait plus difficile de démontrer l'entière exactitude. Tout jugement humain est faillible. Mais grâce au ciel, la condamnation d'un innocent est un fait aussi rare en France qu'en Angleterre. Que de coupables, au contraire, non-seulement devant nos cours d'assises, mais aussi devant nos tribunaux correctionnels, échappent à la répression ! Loin de moi la pensée d'accuser la justice : mais ne voit-on pas trop fréquemment encore de ces acquittements, que l'opinion publique peut avec raison qualifier de scandaleux ! Notre jury criminel a autant d'indépendance que peut en avoir le jury anglais. Sa composition est bien moins livrée à l'arbitraire du juge ; le droit de récusation est entouré de plus de garanties ; il est plus facilement exercé (2). On accuse quelquefois la pression morale que des présidents d'assises essaient d'exercer sur les jurés. Le juge, en Angleterre, a une bien autre influence.

« Dans le résumé qu'ils présentent au jury, dit « M. Rey (3), les juges anglais sont autorisés à donner « leur opinion sur la qualification du délit et même « sur la quotité de la peine. Si les jurés, après leur « délibération, se trouvent embarrassés sur quelque « point, ils s'adressent au juge pour avoir son avis,

(1) Esquiros, page 698.

(2) M. Pouyer, page 29, où il cite Ledru-Rollin : *Décadence de l'Angleterre*, tome 1, p. 51, à l'appui de son opinion.

(3) Rey, tome 2, page 349.

« et cet avis, le plus souvent, sert de base à leur dé-
« cision. Les jurés portent souvent encore bien plus
« loin leur déférence pour le juge, en déclarant, par
« un verdict spécial, qu'ils s'en rapporteront à sa dé-
« cision sur la qualification du fait. Le juge anglais
« se permet fréquemment de faire aux jurés des ré-
« primandes, d'exiger qu'ils lui rendent compte des
« motifs de leur décision, de leur dire même dans
« quel sens ils doivent prononcer. S'il lui paraît qu'ils
« ont statué d'une manière contraire aux témoi-
« gnages, il peut leur faire un nouvel exposé et les
« engager à changer leur décision. Ceux-ci peuvent
« persister, il est vrai, dans leur premier avis ; mais
« s'ils sont faibles ou peu instruits, une telle mesure
« exerce nécessairement sur eux beaucoup d'empire.
« Enfin, toute différence entre le verdict du jury et
« l'opinion du juge, même sur la valeur des témoi-
« gnages, est une cause de pourvoi contre le verdict.
« Or, la manifestation seule de cette différence,
« n'est-elle pas un puissant moyen d'influencer le
« jury ? »

Vous même, Monsieur, avec l'autorité que donnent la science et la pratique de la loi, vous avez signalé spécialement les dangers que présente dans la procédure anglaise, la publicité de l'information préparatoire, le mauvais côté de l'intervention du jury d'accusation, les inconvénients de l'interrogatoire des témoins par l'avocat du plaignant et celui de l'inculpé.

Pour beaucoup de jurisconsultes anglais, le système de procédure criminelle suivi en Angleterre, n'est point non plus une arche sainte, à laquelle il ne

soit pas possible de toucher, et leurs efforts constants tendent à l'améliorer.

L'institution d'un *Coroner*, chargé par la loi, d'ouvrir une enquête dans tous les cas de mort soudaine ou violente, celle de l'*Attorney-général*, ayant pour mission de poursuivre les crimes qui intéressent directement ou indirectement la Couronne, ne sont-elles pas un acheminement à l'établissement d'un ministère public, comme le demandait lord Brougham, comme cela se pratique déjà en Ecosse, où le *lord Advocate*, avec l'assistance de ses trente-et-un *Procurateurs-fiscaux*, est chargé de la poursuite d'office des crimes et des délits (1). — Le jury d'accusation a beaucoup perdu de son importance. Sa mission se borne actuellement à procéder à un nouvel examen des charges recueillies par le juge-de-paix ou par le magistrat de police, et à décider par oui ou par non, s'il doit être donné suite au procès. Quelques légistes anglais regardent même cette seconde investigation comme superflue, et demandent qu'on l'abroge (2). — Autrefois, tous les frais de justice tombaient à la charge du plaignant. « Après avoir souffert de l'im-
« puissance de la société à défendre ses biens ou sa
« personne, il souffrait encore, dit M. Esquiros, et
« souvent bien davantage, en demandant la répa-
« ration, qui appartenait indirectement à la vindicte
« publique. » Aujourd'hui, la plupart de ces dépenses sont payées, comme en France, par la caisse de l'Etat. — Il y a bien peu d'années encore, la loi

(1) Esquiros, page 689, note 1re.
(2) Esquiros, page 692.

anglaise n'accordait point de défenseur à l'accusé : le principe était qu'il devait se défendre lui-même. C'est en 1836 qu'une doctrine plus humaine a prévalu. Les efforts d'éminents jurisconsultes ont obtenu du Parlement la modification de l'ancien usage. Mais ce ne fut pas sans opposition de la part du plus grand nombre des juges (1). — La règle de l'unanimité, dans la décision du jury, pour pouvoir prononcer une condamnation, est une de celles qui a soulevé le plus de critiques. Au moment où je parle, ce principe, que des jurisconsultes anglais défendaient avec acharnement, comme la barrière la plus efficace contre les erreurs judiciaires, reçoit une bien grave atteinte. Dans sa séance du 17 février 1873, la Chambre des Communes a adopté, en seconde lecture, sur la proposition de l'*Attorney général*, un bill qui réduit à sept au lieu de douze le nombre des jurés, excepté dans le cas de haute trahison et de meurtre, et qui repousse, hors ces deux mêmes cas, la règle de l'unanimité pour prononcer les condamnations (2).

Il serait facile de multiplier ces citations. Le Royaume-Uni a fait déjà, et peut faire encore d'utiles emprunts à notre régime judiciaire. Nous pouvons également lui prendre certaines règles propres à améliorer le nôtre. La procédure sommaire, appliquée au jugement des flagrants délits par la loi du 1er juin 1863, est une mesure nouvelle, empruntée aux principes anglais. Elle est imitée, en majeure partie, de

(1) Esquiros, page 698.

(2) *Journal de Paris*, du 19 février 1873, à l'article : Nouvelles de l'étranger, Angleterre.

l'institution moderne des cours de police, que les nécessités de la répression avaient fait établir à Londres et dans plusieurs autres grandes villes (1).

Vous estimez, Monsieur, que chez nos voisins les plaidoiries au criminel présentent, moins que chez nous, l'aspect d'une joute oratoire et qu'on s'y attache davantage à la démonstration sévère des faits. Je ne sais si l'observation est parfaitement juste. Je lis dans l'Etude sur la Vie anglaise que j'ai déjà citée, « qu'un procès criminel est, de l'autre côté du détroit, « un tournoi d'éloquence et que les avocats y viennent « alternativement rompre des lances et combattre à « armes égales (1). » Cette expression de tournoi me fait craindre qu'il n'y ait là aussi beaucoup d'esprit dépensé sans nécessité et que, malgré le caractère plus froid des Anglais, l'ardeur de la lutte n'amène quelquefois les mêmes inconvénients que vous apercevez chez nous. Comment, d'ailleurs, dans des affaires où, à côté de l'intérêt de la société toute entière, l'honneur et la vie même d'un accusé sont en jeu, pourrait-il être interdit de faire appel à toutes les ressources de l'éloquence et du savoir, afin d'émouvoir le juge ou pour réclamer sa juste sévérité? Peut-être en Angleterre, la plaidoierie proprement dite a-t-elle, en général, moins d'étendue et de mouvement, parce que les avocats anglais peuvent interpeller eux-mêmes les témoins et qu'ils discutent leurs dépositions à mesure qu'elles se produisent. Mais de l'aveu d'écrivains im-

(1) Exposé des motifs de la loi des 20 mai-1er juin 1863; Dalloz' volume de 1863, 4e partie, page 109, nos 3 et 4.

(2) Esquiros, p. 698.

partiaux, le barreau anglais use des mêmes développements et des mêmes moyens de persuasion que le nôtre, toutes les fois qu'il s'agit de causes importantes ou qu'il existe des moyens sérieux de contestation. « Quelques-uns de ses membres, dit M. Phi-« lips (2), ne sont même pas très scrupuleux sur les « moyens d'obtenir une déclaration favorable. Il n'y a « point d'artifices, de sentiments affectés, de flatte-« ries, de séductions, de persuasions, d'insinuations « et d'assertions qu'ils ne considèrent comme une « partie essentielle du caractère de leur profession et « qu'ils n'emploient pour une bonne ou pour une « mauvaise cause. » J'aime à croire que le tableau est un peu chargé, et que, pour l'honneur des avocats d'Outre-Manche, s'il en est qui agissent de la sorte, ils ne forment sans doute qu'une infime minorité. Mais, enfin, cela prouve que tout n'est point parfait, même en Angleterre, et qu'avant d'aller y chercher des règles de conduite, il faut bien observer et bien réfléchir.

Les Anglais ont un grand mérite. Fidèles à leur caractère, dévoués à leurs traditions, ils ne procèdent à la réforme de leur législation criminelle qu'avec prudence et circonspection. Là est le progrès véritable : non pas ce progrès, plus apparent que réel, qu'on cherche dans un changement absolu, sans en avoir étudié la portée et pesé les conséquences ; mais le progrès solide, qui ne donne rien au hasard, parce qu'il repose sur l'étude des faits et sur l'expérience. Imitons cette sage conduite. Notre organisation judi-

(1) Cité par M. Rey, t. II, p. 248.

ciaire peut résister à bien des attaques. Depuis soixante ans et plus, elle a fait ses preuves. N'empruntons à nos voisins , pour la compléter, que ce qui peut lui apporter un avantage bien réel. Contentons-nous d'en améliorer les détails; mais sachons, comme vous l'avez si bien dit, Monsieur, en respecter les bases et les fondements essentiels.

DISCOURS DE RÉCEPTION

De M. Paul ALLARD.

LE SOCIALISME DANS L'EMPIRE ROMAIN.

MESSIEURS,

Depuis longtemps j'avais le désir de solliciter vos suffrages : l'insuffisance de mes titres m'effrayait. L'indulgence de l'Académie y a suppléé : elle veut bien m'admettre dans son sein, non, comme tant d'autres, à titre de récompense, mais bien plutôt à titre d'espérance et d'encouragement. Je vous apporte, Messieurs, une entière bonne volonté, le désir de me mêler activement à vos travaux, et l'assurance de rencontrer parmi vous des juges bienveillants et d'indulgents conseillers pour des études historiques encore inachevées, qui, je l'espère, recevront, sous vos yeux, leur forme définitive.

Quels modèles et quels encouragements peuvent trouver parmi vous ceux qui se sont voués à l'étude de l'histoire ! Sans doute, Messieurs, l'Académie

réunit dans son sein des hommes distingués à plus d'un titre : les sciences y ont d'exacts et laborieux serviteurs , les lettres proprement dites y sont cultivées avec un goût délicat, et la poésie elle-même y rencontre d'élégants interprètes : l'éloquence judiciaire et la science du droit ont ici pour organes plus d'une bouche habile dans l'art de bien dire : les beaux-arts tiennent dans vos préoccupations une place digne d'eux, digne aussi des hommes qui les représentent parmi vous. Et cependant, s'il m'est permis de le dire, c'est l'histoire qui est le principal objet de vos travaux. L'histoire de France est comme un champ immense que de courageux pionniers, dispersés çà et là, défrichent avec une ardeur infatigable. Ces pionniers, ce sont les innombrables sociétés savantes répandues sur la surface de notre pays. Par elles, l'histoire des diverses provinces est fouillée sur tous les points et dans tous les sens, la vie du passé est explorée et révélée dans tous ses détails, et une multitude de documents de première main sont préparés pour les grandes synthèses des historiens futurs. Ainsi, Messieurs, par vos mains, et par celles de vos laborieux émules de chaque province, se forme, dans l'ombre, la vraie histoire, celle qui se nourrit, non pas de rêves brillants et d'aventureuses chimères, mais d'observations et de faits. Telle inscription découverte, telle charte interprétée, telle sépulture fouillée par les laborieux érudits de nos sociétés locales, font plus, pour le vrai progrès historique, que bien des livres prônés par les cent voix de la presse et acceptés avec enthousiasme par la facile crédulité des lecteurs. Quelle creuse déclamation sur l'instruc-

tion populaire vaudra de patientes recherches faites dans nos archives par une érudition sûre et désintéressée, ressuscitant sans phrases, grâce au seul énoncé des faits, les grandes institutions scolaires fondées par le moyen-âge catholique dans notre pays ? Quels tableaux de fantaisie des mœurs des XVI^e^ et XVII^e^ siècles auront un intérêt aussi vrai et aussi piquant que tel fait caractéristique lu à travers « la poudre du greffe » dans les archives de nos Parlements ? En assemblant des faits, en groupant des détails, vous atteignez la vie, et par conséquent vous touchez à la véritable histoire, qui est, non pas le rêve, mais la résurrection du passé. Vous en recueillez les matériaux, vous tirez du sol les pierres qui serviront à la construire, vous déchiffrez les lettres à demi effacées avec lesquelles on l'écrira. Vous posez le fondement solide et sûr, sans lequel l'histoire générale ressemble à l'édifice bâti au milieu des sables, et non à la maison fermement assise sur le roc.

Je viens, Messieurs, m'instruire à votre école. N'attendez pas de moi, cependant, dans cet ordre d'études historiques dont je parlais tout à l'heure, les services que, à défaut de science, ma bonne volonté m'autoriserait à vous offrir. J'aime l'histoire, je l'aime avec passion, et peut-être m'est-il permis de dire que je me suis voué à son service. Mais des études préférées m'ont entraîné loin de cette belle Normandie, et même de cette belle France, auxquelles vous consacrez vos studieuses et patriotiques recherches. Le charme de Rome, au seuil de ma jeunesse, m'a saisi : j'ai visité et parcouru avec amour cette Rome païenne et cette Rome chrétienne qui s'étendent l'une sous

l'autre, la première si vivante encore dans ses ruines dorées par le soleil, animées d'eaux innombrables et parées de verdure, la seconde si touchante et si sublime dans ses froids corridors où de rares rayons, tombant par des soupiraux, viennent seuls éclairer et réchauffer une terre toute imprégnée de la poussière des saints. Comment la ville souterraine a peu à peu conquis la ville brillante qui l'écrasait de son poids ; comment le christianisme et la civilisation romaine se sont d'abord combattus, puis mêlés ; quelles lumières nouvelles ont répandues sur cette histoire l'archéologie, cette science expérimentale à laquelle chaque jour apporte un document inattendu, l'épigraphie, livre qui s'enrichit sans cesse de quelque page nouvelle, la science du droit romain, immense répertoire de faits et de mœurs où bien des découvertes restent à faire encore, voilà, Messieurs, le sujet multiple, à la fois très vieux et très neuf, pour lequel j'aurai plus d'une fois à solliciter votre indulgente attention. Puisque l'usage impose à tout nouvel académicien de vous payer par un discours ou une lecture sa bienvenue, permettez-moi de détacher de mes notes quelques pages qui emprunteront à de cruelles préoccupations un intérêt d'actualité plus grand que la date du sujet ne le ferait croire d'abord : je veux parler du socialisme dans l'empire romain. Je vous en montrerai aujourd'hui les causes et je vous en exposerai le tableau ; plus tard, quand j'aurai acquis le droit de me faire entendre parmi vous, j'essaierai, Messieurs, de vous en présenter la contre-partie, et de vous faire voir le christianisme rectifiant l'économie politique de la Rome païenne, et la

reprenant en sous-œuvre pour substituer, sans ébranlement et sans secousse, des institutions vraies aux institutions faussées par l'égoïsme et la corruption naturelle du cœur humain.

Aujourd'hui, la première partie du tableau va seule être soumise à votre attention.

I.

Comment l'esprit moderne comprend-il une société bien ordonnée ? En négligeant les détails, il se la représente à peu près ainsi : au sommet, un pouvoir fort et respectueux de tous les droits ; au-dessous de ce pouvoir, des classes qui possèdent soit la terre, soit les capitaux, et qui se composent d'hommes parvenus par leur propre travail ou par le travail de leurs ancêtres à cette condition qu'on appelle l'aisance, la richesse, ou tout au moins la sécurité matérielle de la vie ; à côté de ces classes, d'autres composées d'hommes qui luttent pour parvenir à cette richesse, à cette aisance, à cette sécurité, vendant leur travail à ceux qui les y ont précédés, et s'efforçant de les rejoindre dans cette condition sinon meilleure en soi, au moins plus heureuse. Tout est en mouvement dans une telle société : ceux qui possèdent travaillent pour accroître ou conserver ce qu'ils ont acquis, ceux qui ne possèdent pas ou qui possèdent peu travaillent pour acquérir : il se fait un mouvement ascendant qui ne cesse pas, qui entretient la vie, donne aux ressorts sociaux une élasticité merveilleuse, empêche qu'une classe se ferme jamais devant une autre, et que les hommes s'immobilisent soit dans la possession

exclusive de la richesse, soit dans les privations d'une pauvreté sans espoir.

Telle est la condition économique des sociétés modernes : nous essaierions vainement d'en concevoir une autre. Cependant, la société païenne était fondée sur un principe opposé à celui-ci, et c'est pourquoi elle tombait en dissolution, elle se mourait quand le christianisme est venu à son secours.

Il y avait, en effet, dans la société romaine, telle que le temps, en détruisant ses meilleurs éléments, l'avait faite, telle qu'elle était au premier siècle de notre ère, deux classes d'hommes bien tranchées : les uns, qui étaient arrivés à la richesse, au pouvoir, aux honneurs ; les autres qui ne pouvaient avoir, pris en masse, aucune espérance d'y arriver. Il y avait les possesseurs d'esclaves et il y avait les esclaves. Les esclaves ne vendaient pas leur travail, ils étaient contraints de le donner gratuitement : ils faisaient acquérir à autrui, ils n'acquéraient pas pour eux-mêmes : ils étaient comme ces machines qui, dans l'industrie moderne, animées d'une vie mécanique, créent des valeurs énormes et sont condamnées à demeurer fixées au sol ou aux murailles de l'usine, sans profiter en rien des millions qu'elles produisent. Telle était, au point de vue économique, la condition du tiers au moins, de la moitié peut-être de la population dans l'Europe civilisée, au premier siècle de notre ère.

Etait-ce tout, cependant, et n'y avait-il, à Rome et dans le monde romain, qu'une population de maîtres faisant travailler une population d'esclaves ? Non : il y avait un troisième élément qui, puissant pendant plusieurs siècles, avait, à l'époque dont nous parlons,

perdu toute influence sociale, politique, économique, vivait non de ce qu'il gagnait, mais de ce qu'on lui donnait, ne possédait rien, et cependant consommait sans produire, était presque nourri gratuitement par les riches et par l'Etat; c'était ce que nous appelons, dans notre langage moderne, *le peuple*, ce que la langue politique de Rome appelait d'un mot dédaigneux, *les prolétaires*. Les prolétaires, qui représentaient presque la moitié de la population de Rome, vivaient surtout des largesses de l'Etat : ils travaillaient peu, le champ du travail se rétrécissant devant eux à mesure que le flot montant de l'esclavage les en chassait.

Ainsi, un peuple de riches qui faisait travailler, un peuple d'esclaves qui travaillait pour lui et non pour soi, et un peuple de mendiants qui ne pouvait pas travailler, tels sont, en négligeant les détails, les trois éléments dont la coexistence formait la population romaine proprement dite, et la population de toutes les grandes villes de province, dans les trois premiers siècles de l'Empire.

Que pouvait-il résulter d'un tel état de choses sinon le socialisme ?

Je définis le socialisme : l'Etat substituant son initiative et son activité à celles des individus. Le socialisme, grâce à Dieu, est impossible dans les sociétés modernes : quelques fous et quelques scélérats bouleverseront en vain le monde pour l'établir, ils n'y réussiront pas, parce qu'ils ne pourront tuer une grande force sociale que le christianisme a ressuscitée. Quelle est cette force sociale ? le travail libre. Chez nous, l'ouvrier qui n'a que ses bras et son travail est déjà riche : il est maître de l'avenir. Le

produit de son travail est pour lui. Aucune carrière ne lui est fermée : il voit s'ouvrir devant ses efforts des débouchés innombrables. Si les circonstances ne lui sont pas trop contraires, s'il est vertueux, laborieux, économe, en travaillant il pourra vivre, il pourra faire vivre les siens, acquérir le nécessaire, conquérir le superflu. Il y a partout du travail pour lui, et par conséquent du pain. Il n'en était pas ainsi dans le monde antique. Le travail était presque tout entier accaparé par les esclaves : à Rome, sous l'Empire, quiconque n'était ni riche ni esclave n'avait pas les moyens de vivre. Il n'y avait pas de place pour l'ouvrier libre. A l'aide de l'esclave, en effet, la classe des maîtres suffisait presque entièrement à ses besoins personnels, était maîtresse de l'industrie, et contribuait pour une part considérable à l'alimentation du commerce.

Etudions cette curieuse situation économique, avant de tracer le tableau du socialisme romain.

II.

Entre l'esclave antique et le serviteur moderne il n'y a aucune ressemblance, mais toute la distance qui sépare l'homme libre qui s'appartient et loue volontairement son travail, de l'homme qui appartient à autrui et n'a droit de stipuler aucun salaire en échange de ses services. Il n'y a de même aucun rapport entre le nombre et le rôle des esclaves dans les sociétés antiques et le nombre et le rôle des serviteurs dans les sociétés modernes.

N'avoir que trois esclaves était considéré, à Rome

et dans les villes de province, comme une marque de pauvreté (1). N'en posséder qu'un était, non pas seulement aux premiers siècles de l'Empire, mais encore à l'époque de saint Jean-Chrysostome, l'indice de la plus extrême misère (2). Un Romain qui n'avait pour patrimoine que quelques milliers de francs de capital y joignait ordinairement sept ou huit esclaves. Quand Horace s'asseyait devant sa table frugale, trois esclaves l'y servaient, et il en avait neuf dans son petit domaine de la Sabine (3). Valère Maxime parle d'un Marcus Scaurus qui hérita d'un très petit patrimoine : ce patrimoine se composait de trente mille sesterces et de dix esclaves (4). Telle était la proportion entre le nombre des esclaves et l'importance de la fortune en numéraire (5). Apulée, dans son *Apologie*, nous apprend que sa femme, qui possédait environ 800,000 francs en terres et en capitaux, avait donné à ses fils une partie de sa fortune territoriale, et quatre cents esclaves (6) : en supposant, ce qui ne ressort nullement du texte, et ce qui est peu vraisemblable, qu'elle n'eût possédé d'autres esclaves que ceux-ci, il en résulterait qu'à un capital de deux mille francs

(1) Apulée, *Apolog*,, éd. Nisard, p. 212.

(2) S. Joann. Chrysost., *Ad Stagirium a dæmone vexatum*, III, 12.

(3) *Sat.*, I, VI, 116; II, VIII, 18.

(4) Val. Max., IV, IV, 11.

(5) Il arrivait même quelquefois que les esclaves composaient la totalité de la fortune, qui ne comprenait ni terres ni capitaux : qui servos tantum habet in patrimonio suo. — Ulpian., 14 *ad Edictum*. = *Digest.*, V, II, 8, § 9.

(6) *Apolog.*, éd. Nisard, p. 256.

correspondait la possession d'un esclave ; on voit par là que l'on pouvait être presque pauvre, et posséder plusieurs esclaves : et l'on comprend quelle prodigieuse quantité d'esclaves devait entrer dans la composition des grandes fortunes romaines.

A la fin de la République et sous l'Empire, il n'était pas rare de rencontrer de riches Romains possédant plusieurs milliers d'esclaves. Sous Auguste, un simple affranchi, C. Caecilius Claudius Isodorus, « bien qu'il eût perdu une partie considérable de sa fortune pendant les guerres civiles, laissa encore en mourant quatre mille cent seize esclaves (1). » Au IVe siècle, à une époque où les fortunes étaient bien amoindries, de riches chrétiennes de Rome, en se convertissant, affranchissaient d'un seul coup jusqu'à huit mille esclaves (2), et saint Jean-Chrysostome, s'adressant au peuple de Constantinople, pouvait, sans être accusé d'exagération, évaluer à mille ou deux mille le nombre moyen des esclaves possédés par les riches de son temps (3). Qu'était-ce donc, deux ou trois siècles plus tôt ? A la fin de la République, un des plus opulents citoyens de Rome, Marcus Crassus, avait coutume de dire : « On ne mérite vraiment le nom de riche que si l'on est en état d'entretenir à ses frais une armée (4). » Cette définition convenait parfaitement aux grands possesseurs d'esclaves de cette époque. Ils avaient sous leurs ordres de véritables armées. Un affranchi, Demetrius Pompeianus, « se faisait, dit

(1) Plin., *Hist. natur.*, XXXIII, 10.
(2) Palladius, *Hist. Lausiac.*, 119.
(3) *In Malth.* Homil. LXIII, 4. — Cf. Lucien, *Le Navire*, 22.
(4) Plutarch., *Marcus Crassus*, 2.

Sénèque, répéter chaque matin le nombre de ses esclaves, comme on fait à un *imperator* le dénombrement de ses soldats (1). » Ce mot de Sénèque semble avoir été mis en action par Pétrone quand il montre Trimalcion, lui aussi un affranchi, se faisant apporter le registre où est inscrit le chiffre des esclaves, mâles et femelles, qui, la veille, sont nés sur ses terres, « trente garçons, quarante filles (2). »

On peut se représenter, maintenant, l'intérieur d'une de ces riches maisons romaines qui, « si vastes qu'elles fussent, étaient souvent trop petites pour la multitude des esclaves qu'on y entassait (3). » De telles multitudes ne pouvaient demeurer improductives. Quelque grand que fût le nombre des esclaves de luxe, ceux-ci ne pouvaient être, cependant, qu'une minorité. L'immense majorité des esclaves travaillait et produisait. Par eux, dans une riche maison romaine, tous les métiers et tous les arts étaient représentés. Une maison un peu nombreuse était une véritable manufacture, où les esclaves créaient la plus grande partie des produits consommés par leurs maîtres et par eux-mêmes. Le grain était moulu et le pain cuit à la maison (4). Les habits y étaient fabriqués (5). On y filait le lin ou la laine, on l'y tissait (6),

(1) Sen., *de Tranquillitate animæ*, 9.

(2) *Satyric.*, 53.

(3) Sen., *Consolatio ad Helviam*, 40.

(4) Le jurisconsulte Paul compte parmi les impenses *nécessaires* la construction d'un *pistrinum* dans la maison. — Paul., 7 *ad Sabinum*. = *Dig.*, XXV, 1, 6.

(5) Pomponius, 14 *ad Sabin*. = *Dig.*, XXIV, 1, 31, § 1.

(6) Titiæ textores meos omnes lego, dit un testament commenté par Pomponius, 6 *ad Sabin*. = *Dig.*, XXX, 1, 36.

on l'y teignait, on y cousait et brodait l'étoffe, sous la surveillance de véritables contremaîtres (*lanipens*) chargés de distribuer à chacun sa tâche (1). On avait des esclaves tailleurs, brodeurs, dégraisseurs, des esclaves pêcheurs (2), des esclaves chasseurs (3), des esclaves peintres, des esclaves ciseleurs, des esclaves mosaïstes, des esclaves vitriers, des esclaves charpentiers, des esclaves architectes, des esclaves médecins. Lucien, dans les *Fugitifs*, parle d'esclaves « qui exercent des métiers appropriés à leur condition, cordonniers, menuisiers, foulons, cardeurs de laine (4). » Dans une *familia urbana* complète, il y avait, en outre de ces ouvriers d'intérieur, des artisans nomades, *artifices*, que l'on envoyait faire les travaux nécessaires dans les divers domaines du maître (5). Ces esclaves, dans les grandes maisons, étaient souvent divisés par décuries, appartenant chacune à un corps de métier, et ayant à sa tête un décurion. « De quelle décurie est-tu ? demande Trimalcion à un esclave.—

(1) Un des graffites de Pompei, publiés par le P. Garrucci, donne le compte de la distribution d'un travail de tissage entre douze esclaves, dont un homme et onze femmes. — *Graffiti di Pompei*, pl. XX, n° 1.

(2) Marcianus, 7 *Instit.* = *Dig.*, XXXII, III, 65.

(3) Paul., *de Instrum. signif.* = *Dig.*, XXXII, III, 99, § 1. — Les jurisconsultes distinguent les esclaves chasseurs, *venatores*, et d'autres qui remplissaient un rôle à peu près analogue à celui des chiens de chasse, les esclaves chargés de dépister le gibier, d'en trouver et d'en suivre la trace, *vestigatores*. — Ulp., 20 *ad Sabin.* = *Dig.*, XXX, VII, 12, § 9.

(4) *Les Fugitifs*, 12.

(5) Urbana familia, item artifices, quorum operæ cæteris quoque prædiis exhibebantur. — Ulp., 20 *ad Sabin.* = *Dig.*, XXXIII, VII, 12, § 42.

De la quarantième. — Acheté, ou né dans la maison ? — Ni l'un ni l'autre : je vous ai été légué par testament. — Sers-moi vite, ou je te fais reléguer dans la décurie des valets de ferme (1). » Un tel dialogue n'est pas une création de la fantaisie de Pétrone : il est rigoureusement historique. Les inscriptions (2) mentionnent fréquemment les décurions, esclaves eux-mêmes, qui présidaient à l'embrigadement des travailleurs, au « classement des aptitudes, » dans ces maisons romaines que l'on serait tenté d'appeler d'immenses phalanstères. L'orgueil, et aussi l'économie, d'un riche romain, c'était de n'avoir rien à acheter au dehors, rien à demander au commerce, de tirer tout de ses terres et du travail de ses esclaves. « Il n'achète rien, disait avec admiration un convive de Trimalcion : tout ce qu'il consomme naît chez lui (3). » Et Trimalcion, offrant lui-même son vin à ses invités, leur disait, avec son arrogance de parvenu : « Grâce aux dieux, rien de ce qui, chez moi, vous fait venir l'eau à la bouche, n'est acheté (4). »

(1) *Satyric.*, 47.

(2) Dans le *columbarium* des esclaves et des affranchis de Livie, nous trouvons : Decurio cubiclar., Mensor decurio, Strator decurio, Decurio medicus, Lector decurio, Ostiarius decurio, Pedisequus decurio, Decurio a tabulis, Ex horreis Petronianis decurio, Decurio femina, Vernarum decurio. — Orelli, 2973. *Pedisequus decurio* rappelle ce texte du jurisconsulte Scævola, qui nous montre, dans les maisons romaines, les esclaves inscrits nominativement et par catégories sur des registres : Pedisequas omnes, quarum nomina in rationibus meis scripta sunt, liberas esse volo. — Scævola, 23 *Dig.* = *Dig.*, XL, IV, 59.

(3) *Satyric.*, 38.

(4) *Satyric.*, 48.

On voit déjà comment, par l'esclavage, se resserrait le champ du travail libre. Quiconque possède un petit patrimoine est possesseur d'esclaves, et quiconque possède un certain nombre d'esclaves réussit plus ou moins à se suffire à lui-même, sans rien demander au travail du dehors. Quelques-uns, les plus riches, échappent tout à fait à cette nécessité : d'autres y sont assujettis, mais s'efforcent de s'en affranchir : et l'on peut dire qu'à Rome toute fortune qui s'accroît, loin de répandre l'aisance autour d'elle et de « faire aller le commerce, » arrive, au contraire, à stériliser davantage le champ du travail indépendant, à faire plus de vide dans l'air que respire l'ouvrier libre.

Donc, par l'esclavage, les riches enlèvent au commerce, au travail libre, l'immense appoint de leurs besoins. Ils ne demandent, soit pour eux-mêmes, soit pour les innombrables serviteurs qu'ils entretiennen' dans leurs maisons, rien ou presque rien au producteur libre. Est-ce tout? Non : ils rendent, de plus, presque impossible l'existence de ce producteur, en lui faisant, eux-mêmes, une concurrence écrasante. On comprend, en effet, que le travail de deux ou trois mille esclaves dépasse énormément les besoins d'un seul homme, ou même d'une seule famille, quelque exagérés que soient ces besoins. Il faut donc que le trop plein de ce travail se verse au dehors. Tout grand possesseur d'esclaves est, qu'il le veuille ou non, un industriel et un commerçant.

Je dis : qu'il le veuille ou non. En effet, même les riches Romains qui ne songeaient pas à augmenter leurs richesses par l'industrie ou le commerce étaient, en quelque sorte, contraints de mettre de temps en

temps dans la circulation les trésors que le travail non interrompu de leurs esclaves accumulait dans leurs maisons. Par exemple, ces légions d'esclaves tisseurs, tailleurs, brodeurs, qui faisaient partie intégrante du mobilier d'une maison bien montée, produisaient sans relâche : et un jour venait où, les coffres et les armoires étant remplis de vêtements fabriqués, « que rongeaient les mites et dont nul ne savait le nombre » (1), il fallait bien les vider. Un trait célèbre en fera juger. Vers la fin de la République, un préteur, obligé de donner des jeux, avait un jour à vêtir un grand nombre de figurants. Les costumes manquaient. Que fait-il ? Va-t-il courir chez les marchands d'étoffes, frapper à la porte des tailleurs ? Non, il va trouver un des plus riches citoyens de Rome, Lucullus, et lui demande de quoi habiller sa troupe. Lucullus envoie de suite à l'*impresario* deux cents tuniques de pourpre. C'était une faible partie des vêtements fabriqués par le travail de ses esclaves, et qui s'étaient accumulés dans ses armoires. Moins riches ou moins généreux que Lucullus, certains possesseurs d'esclaves louaient à des directeurs de théâtres ou même à des entrepreneurs de pompes funèbres les vêtements fabriqués dans leurs maisons (2). Les deux cents tuniques de Lucullus auraient semblé,

(1) Lucien, *Saturnales*, 20, 21.

(2) Locaturum tam scenicam quam funebrem vestem. Ulpian., 18 *ad Sabin.* = *Dig.*, VII, 1, 15, § 5. — Il s'agit, dans ce texte d'Ulpien, de quelqu'un à qui a été donné ou légué l'usufruit d'une certaine quantité de vêtements, et qui les loue : mais ces vêtements étaient vraisemblablement le produit du travail des esclaves du nu-propriétaire ou du testateur.

du reste, deux siècles plus tard, un don fort mesquin. Au IIe siècle de notre ère, il n'était pas rare qu'un riche Romain eût en réserve, dans sa maison, plusieurs milliers de vêtements. « Il est impossible, disait un contemporain de Marc-Aurèle, le philosophe Favorinus, que l'homme qui veut avoir chez lui quinze mille chlamydes ne désire bientôt en avoir davantage » (1). Martial écrivait à un riche de son temps: « Tes presses à étoffes sont surchargées de robes brillantes, tes coffres sont remplis d'habits de festin en quantités innombrables : tu possèdes assez de toges blanches pour vêtir toute une tribu » (2).

Beaucoup de possesseurs d'esclaves ne se contentaient pas de vendre, accidentellement, les produits de leur manufacture domestique : c'était dans un but de spéculation qu'ils faisaient fabriquer chez eux de quoi « vêtir toute une tribu : » ils devenaient de véritables chefs d'industrie, fondaient, au moyen de leurs esclaves, d'immenses établissements, et réalisaient, en les employant comme ouvriers, des bénéfices

(1) Aul. Gell., *Noct. attic.*, IX, 8.

(2) Sic tua suppositis pellucent prela lacernis;
Sic micat innumeris arcula synthesibus.
Atque unam vestire tribum tua candida possunt,
Apula non uno quæ grege terra tulit.
(*Epigr.*, II, XLVI).

Cf. Lucien, *Saturnales*, 20, 21, 24. — Dans l'inventaire des richesses d'une courtisane, au IIe siècle, je trouve : 275 coffres de vêtements de soie, 410 coffres de vêtements de lin, 160 coffres de robes brodées d'or, 152 coffres de robes brodées de pierres précieuses, 123 coffres de vêtements variés. — *Vita S. Eudociæ*, c. VIII, ap. *Acta Sanctorum*, Martii, I, 116.

énormes. A Rome, la division du travail, ou plutôt ce que nous appelons, en style barbare, la « spécialité des carrières, » était, pour les riches, chose inconnue : tel Romain pouvait être à la fois soldat, jurisconsulte, homme d'Etat, philosophe, poète et agriculteur. Il n'était point de riche possesseur d'esclaves qui ne pût aisément joindre à ses occupations habituelles la direction de quelque manufacture (1). La seule administration de sa maison l'avait initié, de bonne heure, au maniement des affaires industrielles : entre le bon *pater familias*, employant fructueusement les aptitudes de ses nombreux esclaves, et l'industriel proprement dit, il y avait si peu de différence, que la distance de l'un à l'autre pouvait être franchie de plain pied, sans noviciat.

La transition était si peu sensible que, dans certains textes juridiques, il est souvent difficile de déterminer s'il s'agit d'esclaves employés dans l'atelier domestique ou dans l'atelier industriel proprement dit. Ainsi, quand un testateur a légué toutes ses provisions de bouche, il y a controverse entre plusieurs jurisconsultes sur le point de savoir si ce legs comprend non seulement les provisions préparées pour l'usage personnel du maître, de ses amis, de ses clients, des esclaves qu'il a autour de lui (2), mais encore celles destinées à ses « tisserands et tisserandes (3). » S'agit-il là d'un atelier organisé dans la

(1) Lucien nous montre un maître à la poursuite d'un esclave fugitif, qui « était employé dans sa fabrique à tondre le duvet du drap. » — *Les Fugitifs*, 28.

(2) Quos circa se habet.

(3) Textorum et textricum cibaria. — Ulpian., 22 *ad Sabin.* = *Dig.*, XXXIII, IX, 3, § 6.

maison, ou d'un véritable tissage monté dans un but spécialement industriel et commercial ? Il est difficile de le dire, tant, je le répète, la nuance était faible et la transition aisée entre l'un et l'autre.

Beaucoup de riches Romains se faisaient donc chefs d'industrie. A leur exemple, bien des pauvres gens convertissaient leur petit capital en esclaves, qu'ils faisaient travailler sous leurs yeux. Grande et petite industrie s'alimentaient ainsi par l'esclavage : l'immense manufacture, l'étroit atelier, étaient remplis de travailleurs achetés. Avec le bas prix des esclaves de rebut, que l'on consacrait à cet usage, avec le peu de frais que demandait leur entretien, avec le pouvoir absolu des propriétaires, maîtres d'exiger d'eux tout ce que les forces humaines peuvent donner, monter des manufactures à l'aide d'esclaves devenait une excellente spéculation. On achetait un ouvrier 450 ou 500 fr., une ouvrière 125 ou 150 fr. (1). On nourrissait chacun d'eux, sinon avec les olives tombées du vieux Caton, au moins avec une pitance composée presque exclusivement de farine, d'huile, de sel, d'un peu de vin, rarement de légumes, jamais de viande, et qui, d'après certains calculs, ne devait pas

(1) Sous Auguste, un esclave mâle, ordinaire, se vendait 500 drachmes (Horace, *Sat.*, II, VII, 43) : une drachme représentait à peu près 97 centimes de notre monnaie. — Sous Domitien, une esclave femelle de qualités ordinaires valait 600 sesterces, c'est-à-dire 125 francs (Martial, VI, LXVI). — Sous Septime Sevère, le prix *moyen* des esclaves, sans distinction de sexe, fut fixé légalement à 20 *aurei* ou *solidi* : l'*aureus* ou *solidus* valait environ 22 francs 10 c. Papinian., 9 *Respons.* et 6 *Quaestion.* = *Dig.*, IV, IV, 31 et XL, IV, 47.

coûter au maître plus de 134 francs par an (1). A peine s'occupait-on de les vêtir, si nous en croyons une petite statuette de bronze de l'époque romaine découverte à Caudebec-les-Elbeuf, et représentant une esclave *textrix* assise à terre et tissant, dans un état complet de nudité (2). On leur faisait faire un dur apprentissage, où les coups, les blessures même, ne leur étaient pas ménagés par l'instructeur (3); puis, quand ils avaient appris leur métier, on les faisait travailler le jour, on les faisait travailler la nuit, réveillant, par le fouet, le malheureux qui fléchissait sous sa tâche et se laissait aller au sommeil (4). On se rappelait que les esclaves, en vieillissant, perdent leur valeur, et l'on ne tenait pas qu'ils vieillissent. « On voulait tirer d'eux, dit M. Wallon, non seulement le prix d'achat, mais encore, dans un temps donné, l'amortissement du capital, puisque le produit de l'esclave est de la nature des rentes viagères, et que le capital placé sur la tête de l'esclave s'éteint avec lui (5). »

(1) Antonin est obligé de défendre aux maîtres, par une constitution, de laisser leurs esclaves souffrir de la faim. Ulpian., 8 *De officio Procons.* = *Dig.*, I, VI, 2. Cf. Ulp., *De off. Praef. Urb.* = *Dig.*, I, XII, 1, § 8.

(2) *La Seine-Inférieure historique et archéologique*, par M. l'abbé Cochet, p. 401.

(3) Il fallut déclarer responsable, en vertu de la loi Aquilia, le maître (ou le contre-maître) qui, chargé d'apprendre un état à un esclave, l'aurait, par mesure disciplinaire, blessé, éborgné ou tué : Si magister in disciplina vulneraverit servum, vel occiderit... qui eluscaverat discipulum in disciplina. — Ulpian., 18 *ad Edict.* = *Dig.*, IX, II, 5, § 3.

(4) Sen., *De Ira*, III, 30.

(5) *Histoire de l'Esclavage dans l'antiquité*, t. I, p. 202.

Traités de la sorte, des ouvriers esclaves devaient paraître, on le comprend, beaucoup plus avantageux que n'eussent été des ouvriers libres, qui auraient, en louant leur travail, fait leurs conditions, exigé un salaire rénumérateur, une nourriture suffisante, des ménagements et des égards. Le travail des esclaves employés dans les manufactures romaines coûtait certainement beaucoup moins et rapportait beaucoup plus que n'aurait coûté et rapporté celui d'ouvriers libres. Il n'y avait point de contestations, point de grèves possibles ; l'esclave n'avait qu'une manière de se mettre en grève, s'enfuir : et encore il existait (en Grèce certainement (1), et sans doute aussi à Rome) des compagnies d'assurance contre la fuite des esclaves employés dans l'industrie. D'ailleurs, la fuite de l'esclave était considérée comme un délit. Par une amère ironie, contre laquelle protestait, non sans courage, le bon sens de Plaute (2), l'esclave qui s'enfuyait était censé se voler lui-même à son maître (3), et ce vol était puni non seulement par le fouet, les chaînes, les cachots, le travail des mines, mais encore, jusqu'à Constantin, par l'affreux supplice de la marque (4). Le bourreau domestique veillait, un fer

(1) Pseudo-Arist., *Oecon.*, 35.

(2) *Captivi*, II, II, 9, 10.

(3) Sui furtum facere intelligitnr. — Africanus, 7 *Quaest.* = *Dig.*, XLVII, II, 60, et Const. de Dioclétien (ann. 286), *Cod. Justin.*, VI, 1, 1.

(4) *Cod. Theod.*, IX, XL, 2. — Cf. De Rossi, *Bullettino di archeologia cristiana*, 1863, p. 25, 26. — Non seulement l'esclave fugitif était puni, mais encore une action civile en dommages-intérêts était donnée contre l'homme libre qui s'était rendu complice de sa fuite. Ulp., 11 *ad Edict.* = *Dig.*, IV, III, 7, § 7. —

rouge à la main, à la porte des manufactures romaines. Par ce procédé, beaucoup de questions qui sont une menace perpétuelle pour l'industrie moderne se trouvaient simplifiées, ou plutôt abolies : mais l'industrie, exercée de la sorte, était un bagne : et, à ce travail forcé, à ce travail qui broyait l'homme pour lui faire rendre, en sueur et en sang, tout l'or qu'il avait coûté, et l'intérêt usuraire de cet or, quelle concurence pouvait faire le travail libre? Aucune.

Sans doute les lois romaines et les inscriptions mentionnent, même avant le IVe siècle, d'assez nombreuses corporations composées d'hommes libres voués à l'exercice des métiers. Mais les membres des corporations d'arts et métiers que l'on voit nommées dans les inscriptions étaient pour la plupart des chefs d'atelier, des patrons, non des ouvriers. Et dans ces ateliers, de même que dans les manufactures des grands capitalistes de Rome, c'étaient presque uniquement des esclaves qui travaillaient (nous verrons tout-à-l'heure à quel titre et dans quelles conditions les hommes libres y entraient quelquefois). Un assez grand nombre d'inscriptions nous montrent des chefs d'atelier élevant un tombeau à eux-mêmes, à leurs affranchis et affranchies, quelquefois à leurs *alumni*; il est probable que ces affranchis et ces *alumni* sont les anciens ouvriers du patron qui, après avoir, de

On devenait complice de la fuite en donnant asile à l'esclave fugitif, à moins que, l'ayant reçu « par humanité et miséricorde, » on l'eût gardé avec soin chez soi pour le restituer à son maître. Ulp., 23 *ad Edict.* = *Dig.*, XI, III, 5.

son vivant, travaillé dans son atelier, ont reçu ou recevront de lui la liberté testamentaire (1).

Quelques espèces rapportées par les jurisconsultes des IIe et IIIe siècles montreront que, dans les ateliers de cette époque, c'étaient bien des esclaves qui remplissaient le rôle d'ouvriers. Les esclaves, au rapport de Paul et de Pomponius, étaient considérés comme faisant partie du mobilier de la boutique ou du cabaret où ils servaient (2) : il en était de même de l'atelier. Si un boulanger, dit Paul, lègue son mobilier de boulangerie, les esclaves *pistores* sont compris dans ce legs (3) : c'étaient donc des esclaves, et non des hommes libres, qui travaillaient habituellement sous les ordres du maitre boulanger. Un pêcheur léguait son mobilier de pêche : les esclaves pêcheurs, dit Marcien, sont légués par cette disposition (4). Un père légue à son fils la fabrique ou la boutique dans laquelle il travaillait ou vendait la pourpre : les esclaves qui y sont employés font partie du legs, dit Ulpien (5). Ces nombreuses fabriques de poteries, dont nous retrouvons tant de produits dans nos fouilles modernes, avaient aussi pour ouvriers des esclaves : un texte de Javolenus, qui cite lui-même Labeo et Trebatius, en fait foi (6). On pourrait mul-

(1) Orelli, 4147, 4148, 4155, 4168, 4218, 4252, 4253, 4258, etc.

(2) Paul., 4 *ad Sabinum*. — Pompon., 6 *ad Sabin.* = *Dig.*, XXXIII, VII, 13, 15.

(3) Paul., 2 *ad Vitell.* = *Dig.*, XXXIII, VII, 18, § 1.

(4) Marcian., 7 *Instit.* = *Dig.*, XXXIII, VII, 17.

(5) Ulpian., 7 *Respons.* = *Dig.*, XXXII, III, 91, § 2.

(6) Javolenus, 2 *Ex Post. Lab.* = *Dig.*, XXXIII, VII, 25, § 1.

tiplier ces exemples, que le Digeste offre en grand nombre : mais nous croyons inutile d'insister.

Quand donc un homme libre, habile dans un art ou dans un métier, voulait s'établir à son compte, il ne s'occupait pas de recruter des ouvriers, il achetait un ou plusieurs esclaves. Souvent il donnait mandat de les acheter à un artisan expérimenté, qu'il chargeait également de leur apprentissage (1). Etait-il pauvre ? il s'associait avec un tiers, afin de posséder en commun les esclaves dont leur industrie avait besoin (2). S'il ne pouvait les acheter, il les prenait à loyer ; donner à loyer des esclaves était encore une industrie (3). Certaines gens s'établissaient loueurs d'esclaves comme on se fait loueurs de chevaux et de bêtes de somme (4). On louait des esclaves de toute sorte : le petit bourgeois qui voulait donner un festin prenait à loyer un esclave cuisinier pour le préparer (5), un esclave servant pour offrir les mets aux convives (6), une joueuse de flûte esclave pour les égayer (7). Le marchand en détail ou le cabaretier louait des esclaves pour desservir sa boutique (8). L'entrepreneur de

(1) Paul., 32 *ad Edict.* = *Dig.*, XVII, I, 26, § 8.

(2) Voir au *Digeste*, XVII, II, de nombreux textes relatifs aux esclaves communs à plusieurs maitres ou associés. Cf. XXVIII, V, 7, 8 ; XXIX, II, 64, 66, 67, et Egger, *Mém. d'hist. anc.*, p. 368-372.

(3) Sur la *locatio-conductio* des esclaves, voir *Dig.*, XIX, II, 42, 43, 60, V, 25 ; XXXII, III, 73.

(4) Mercedes servorum vel jumentorum... possunt locari. — Ulp., 61 *ad Edict.* = *Dig.*, XLII, V, 8, § 1.

(5) Plaut., *Aulularia*, *Pseudolus*, *Mercator*, etc.

(6) Ulpian., 28 *ad Edict.* = *Dig.*, XIII, VI, 5, § 7.

(7) Plaut., *Aulularia*, *Epidicus*.

(8) Si hominem tibi locavero ut habeas in taberna... — Paul., 22 *ad Edict.* = *Dig.*, XIX, II, 45, § 1.

transport donnait à loyer des esclaves muletiers au même titre que des voitures et des mules (1). L'entrepreneur de maçonnerie prenait à loyer des hommes de peine et des manœuvres (2). Dans ce dernier cas, les esclaves loués recevaient habituellement le nom d'ouvriers, *operarii*. Nous possédons l'inscription d'un tombeau élevé à un compagnon de travail par « Alypius et Symbolus, *ouvriers* de M. Albius Pollio, « *esclaves* de Caius Domitius (3). »

Les plus riches citoyens de Rome ne dédaignaient pas d'augmenter leur fortune en louant leurs esclaves. Ils louaient aux malades leurs esclaves médecins, aux petits commerçants leurs esclaves comptables, aux maîtres boulangers leurs esclaves *pistores* (4), aux voluptueux leurs esclaves de luxe et de plaisir. Quelques-uns entretenaient des troupes d'histrions qu'ils donnaient à loyer (5). Plusieurs entreprenaient en grand l'exploitation des esclaves à louer. Crassus, raconte Plutarque, avait cinq cents esclaves constructeurs et architectes. Il s'était rendu acquéreur, dans Rome, de vastes terrains achetés à très bon marché. Voici comment il s'y était pris : « A Rome, dit Plutarque, les incendies sont très fréquents, parce

(1) Labeo, 5 *Post. a Javoleno Epist.* = *Dig.*, XIX, II, 60, § 7, 8.

(2) Ulpian., 28 *ad Edict.* = *Dig.*, XIII, VI, 5, § 7.

(3) Orelli, 5042. — C'est peut-être dans le même sens qu'il faut entendre le mot *operarii*, *Dig.*, XIV, III, 5, § 10.

(4) Ulpian., 20 *ad Sabin.* = *Dig.*, XXXII, III, 73, § 3.

(5) *Ibid.* — De pauvres gens même louaient leurs esclaves pour les représentations scéniques : « Tel acteur, qui, sur le théâtre, joue le rôle de roi ou de général, est souvent l'esclave de ceux qui vendent des figues et des raisins sur le forum. » S. Jean Chrysost., *De Lazaro* Homil. II, 3.

que les maisons sont extrêmement pressées les unes contre les autres, et, comme on est obligé, faute de place, de construire des maisons très élevées, il arrive souvent que leur trop grande hauteur les entraîne, et qu'elles s'écroulent (1). » Crassus se faisait avertir de tout accident de ce genre : quand une maison avait brûlé ou était tombée, il courait offrir au propriétaire un très bas prix du terrain couvert de ruines. On lui vendait ce terrain pour presque rien; c'était au lendemain des proscriptions de Sylla, l'avenir était incertain, les vies menacées, peu de gens étaient tentés de lui faire concurrence. La sécurité revenue, quand on commençait à respirer un peu, Crassus mettait en vente les immenses terrains dont il s'était rendu acquéreur. Il se gardait bien d'y bâtir : « L'homme qui fait bâtir, disait-il, court à sa ruine, et est son pire ennemi. » Mais il louait ses cinq cents esclaves constructeurs et architectes aux citoyens moins prudents auxquels il avait vendu des terrains. Il réalisait ainsi d'immenses bénéfices. « Bien qu'il possédât, dit Plutarque, de nombreuses mines d'argent et d'immenses domaines, cela n'était rien en comparaison du profit qu'il tirait de ses esclaves. »

Quelquefois les maîtres permettaient à leurs esclaves de s'établir entrepreneurs ou architectes pour leur propre compte, moyennant une sorte de loyer ou de droit annuel (2). C'était encore, pour des maîtres qui n'avaient point au même degré que Cras-

(1) Plut., *Marcus Crassus*, 2.

(2) Servum arte fabrica peritum, qui annuam mercedem præstabat, Paul., 13 *Respons.* = *Dig.*, XXXIII, VII, 19.

sus le génie des affaires, un moyen de mettre à profit, sans avoir à la diriger eux-mêmes, l'industrie de leurs esclaves.

Souvent encore les maîtres louaient, non plus le travail de leurs esclaves, mais celui de leurs affranchis. En effet, il n'était pas rare qu'un esclave fût affranchi sous la condition d'exercer, dans une proportion convenue, son métier ou son art au profit du maître devenu son patron. On affranchissait, dit le jurisconsulte Julien, son esclave pantomime : on pouvait le faire sous la condition qu'il donnerait, soit chez son ancien maître, soit chez les amis de celui-ci, tel nombre de représentations : mais si le maître, ajoute le jurisconsulte, n'était pas ou n'était plus dans une situation de fortune lui permettant de se donner ou d'offrir à ses amis le luxe d'un pantomime, il pouvait louer les *operae* qu'il avait stipulées de celui-ci. De même pour les esclaves médecins. On pouvait, en les affranchissant, stipuler d'eux des services, tel nombre de visites, par exemple, pour chaque année, telles ou telles opérations : mais, comme on n'était pas toujours malade, comme on pouvait n'avoir jamais besoin d'être opéré, on était libre de louer à autrui les soins médicaux que l'on avait stipulés de son affranchi. « Et de même, continue Julien, pour toutes les autres professions » (1).

On voit à quelles spéculations variées pouvait se prêter l'esclavage, sous la direction d'un homme habile, connaissant par expérience tout ce qu'il est possible de tirer des forces et de l'intelligence hu-

(1) Julian., 65 *Digestorum*. = *Dig.*, XXXVIII, 1, 25, 27.

maines : et l'on comprend comment, par le moyen des esclaves, le fruit du travail industriel était tout entier entre les mains de ceux qui les possédaient.

L'influence de l'esclavage sur le commerce n'était pas d'une autre nature. Non seulement le grand commerce était devenu le monopole des riches possesseurs d'esclaves, mais le petit commerce, le commerce de détail, le commerce des denrées, était, pour une part considérable, accaparé par eux (1). Cet homme qui débitait de l'huile ou du vin sur le comptoir de marbre d'une *taberna*, cette femme qui, au coin d'une rue, proposait des légumes aux passants, ce barbier qui rasait, dans son échoppe, le prolétaire de Rome ou le pâtre velu de la Sabine, ce colporteur qui parcourait les villes et les villages, sa balle sur le dos, ce capitaine d'un navire marchand, ce chef d'un important comptoir, ce banquier assis devant sa table sur le forum, ce changeur sous l'œil duquel s'étalaient des tas d'or, cet usurier qui prêtait à gros intérêt aux pauvres gens, cet homme d'affaires qui vendait aux naïfs sa science et ses conseils, tous ces hommes remuants, empressés, âpres au gain, qui les uns amassaient obole après obole de petits profits, qui les autres concevaient et exécutaient d'audacieuses spéculations, n'avaient souvent de libre que l'apparence :

(1) Les patrons avaient le droit d'interdire à leur affranchi d'exercer le même commerce qu'eux, quand la concurrence pouvait leur être nuisible : Libertus negotiatoris vestiarii an eandem negotiationem in eadem civitate et eodem loco invito patrono exercere possit ? Respondit, nihil proponi, cur non possit, si nullam læsionem ex hoc sentiet patronus. — Scævola, 2 *Responsorum*. = *Dig.*, XXXVIII, 1, 45.

beaucoup d'entre eux étaient des esclaves qui travaillaient pour le compte de leurs maîtres. Entrez dans cette *taberna* : derrière le comptoir s'ouvre un corridor, et ce corridor communique avec la maison du maître (1), qui y fait vendre par un esclave *institor* (2), aidé de jeunes serviteurs et de jeunes servantes (3), les denrées que ses esclaves *villici* ont le matin apportées de sa ferme suburbaine. Le majestueux banquier du forum, le brillant changeur, le malin usurier, c'est l'esclave *mensae praepositus* (4), l'esclave *argentarius*, l'esclave *pignorius*. Cet homme qui, à quelque coin de rue bien achalandé, vend le pain en détail aux ménagères romaines, c'est l'esclave du *pistor* (5). L'agile colporteur qui étonne de son babil les habitants de ce petit village perdu dans un coin de l'Apennin, c'est l'esclave *circitor* (6). Le loquace barbier qui vous racontera, en vous rasant, tous les bruits de Rome et de l'univers, ce qu'a dit Auguste à souper, ou quel a été, en mourant, le dernier mot de Thraséas, c'est l'esclave *tonsor*. Ce rusé marchand d'esclaves, habile à acheter, à dresser et à revendre la marchandise humaine, c'est lui-même un esclave, l'esclave de quelque spéculateur qui a voulu, à

(1) Dyer, *Pompei*, p. 322, 329, 444. — Cf. Paul., 7 *ad Sabin.* = *Dig.*, XXV, 1, 6. Souvent une *taberna* était attachée aux exploitations rurales : Scævola, 17 *Digest.* = *Dig.*, ibid., 38, § 5.

(2) Marcellus, 13 *Digest.* = *Dig.*, VII, VIII, 20.

(3) Plerique pueros puellasque tabernis præponunt. — Gaius, 9 *ad Edict.* = *Dig.*, XIV, III, 8.

(4) Ulpian., 4 *ad Edict.* = *Dig.*, II, XIII, 4, § 3. — Ulp., 28 *ad Edict.* = *Dig.*, XIV, III, 5, § 3.

(5) Ulpian., 28 *ad Edict.* = *Dig.*, XIV, III, 5, § 9.

(6) Ulpian., 28 *ad Edict.* = *Dig.*, XIV, III, 5, § 9.

l'exemple du vieux Caton, s'associer avec ses serviteurs dans ce honteux commerce (1). Ce prudent armateur, ou ce capitaine si absolu à son bord, auquel obéissent en tremblant vingt matelots, souvent esclaves eux-mêmes (2), c'est l'esclave *exercitor* (3), c'est l'esclave *magister navis* (4). Allez demander à cet employé studieux, à ce caissier grave, intègre, exact jusqu'à la minutie, qui il est : « Je suis, vous répondra-t-il, l'esclave *ratiocinator*. » Et si, voyageant dans les provinces, vous y rencontrez quelque usurier de bonne mine et de belles façons, prêtant à la petite semaine et faisant, en même temps, sur le marché bien achalandé d'Arles, le commerce des denrées et des huiles (5), ne vous hâtez pas de voir en lui un homme libre : c'est peut-être un de ces esclaves que de riches propriétaires entretenaient hors de Rome soit comme représentants de leurs intérêts, soit comme commis-voyageurs (6). On voyait ainsi des esclaves à la tête des plus importantes entreprises commerciales, de celles mêmes que les forces d'un seul capitaliste ne suffisaient pas à fonder, et qui ne pouvaient s'établir qu'avec le secours multiple de l'association. Ulpien nous montre plusieurs associés s'entendant pour préposer, comme directeur de la maison ou de

(1) Plut., *Cato major*.

(2) Ulpian., 17 *ad Edict.* = *Dig.*, IV, IX, 7.

(3) Ibid.. § 6. — Cf. Paul., 22 *ad Edict.* = *Dig.*, IX, IV, 19, § 2.

(4) *Dig.*, XIV, I, *passim*.

(5) Africanus, 8 *Quæstionum*, = *Dig.*, XII, I, 41.— Habebat quis servum merci oleariæ præpositum Arelatæ, eumdem et mutuis pecuniis accipiendis. Ulp., 28 *ad Edict.* = *Dig.*, XIV, III, § 13. Cf. Paul., 1 *Decret.* = *Dig.*, XIV, V, 8.

(6) Ulp., 4 *Disput.* = *Dig.*, XXVIII, V, 35, § 3.

l'affaire montée en commun, l'esclave, sans doute fort intelligent et fort habile, de l'un d'entre eux (1).

C'est ainsi que non-seulement le commerce, mais encore toute spéculation, tout profit quelconque, étaient entre les mains d'esclaves « négociants » (*negotiatores*) (2), qui acquéraient pour leurs maîtres (3), mais dont les faits et gestes donnaient ouverture, contre le maître, à l'*actio institoria* (4), à l'*actio exercitoria* (5), à l'*actio quod jussu* (6), à l'*actio de peculio* (7). De tels esclaves, on le comprend, étaient dressés aux affaires avec le soin le plus minutieux. Ces écoles d'Industrie et de Commerce que fondent en ce moment, à grands frais, plusieurs villes de France, on en aurait pu trouver le modèle dans plus d'une riche maison romaine. Ainsi, chez Crassus, le maître des cinq cents constructeurs et architectes, il y avait encore, raconte Plutarque, « de nombreux et d'excellents lecteurs, écrivains, banquiers, intendants, hommes d'affaires, et Crassus était toujours au milieu d'eux,

(1) Ulpian., 31 *ad Sabin.* = *Dig.*, XVII, II, 24. Cf. *Dig.*, ibid., 23

(2) Servis negotiatoribus... qui præpositi essent negotii exercendi causa, veluti qui ad emendum, locandum, conducendum præpositi essent. — Marcian., 7 *Instit.* = *Dig.*, XXXII, III, 65.

(3) Même lorsqu'ils étaient autorisés à faire en leur propre nom le commerce ou la banque, soit seuls, soit en société (Pompon., 3 *ad Sabin.* = *Dig.*, XVII, II, 13. — Ulpian., 31 *ad Edict.* = *Dig.*, XVII, II, 58, § 3), ils acquéraient encore pour le maître, puisque celui-ci avait le domaine éminent de leur pécule, et ne leur en laissait la disposition qu'autant qu'il le voulait bien.

(4) *Dig.*, XIV, III.

(5) *Dig.*, XIV, I.

(6) *Dig.*, XV, IV.

(7) *Dig.*, XV, I.

les inspectant sans cesse, leur donnant des leçons, et professant que le devoir du maître, c'est d'examiner ses esclaves, de les instruire, de les dresser à être les organes vivants de sa fortune, des hommes capables de diriger toute chose, pourvu que leur maître ne cesse de les diriger eux-mêmes (1). »

C'est ainsi que les riches, par l'esclavage, étaient parvenus à ramener à eux et à détenir toutes les sources de la richesse. Ils étaient maîtres de la grande industrie, du grand et du petit commerce, de la vente des denrées, d'une foule d'infimes métiers, et, à côté de cela, de ce qu'on est convenu d'appeler plus particulièrement « les affaires, » affaires de banque, de placements, de crédit. Ils avaient attiré tout cela à eux, ils avaient poursuivi jusque dans ses derniers retranchements le travail libre, ils n'avaient pas fait grâce au plus petit gain. Le maître et l'esclave, voilà les deux extrémités entre lesquelles avait fini par se trouver resserrée, comme dans un étau, toute activité industrielle et commerciale. Or, Rome, selon l'évaluation la plus probable, comptait, sous l'Empire, un million d'habitants. Parmi eux, il y avait trois ou quatre cent mille prolétaires : comment vivaient-ils ?

III.

Ici se dresse, de toute sa hauteur, le problème que nous avons posé au début de cette étude.

Quelques-uns, les plus industrieux, les plus souples, les moins honnêtes sans doute, à côté de tant de car-

(8) Plut. *Marcus Crassus*, 2.

rières qui leur étaient fermées par l'esclavage, parvenaient à s'en créer d'autres, des carrières interlopes, détournées, souvent inavouables : pareils à ces eaux dont un obstacle vient tout-à-coup arrêter le cours naturel, et qui réussissent, en profitant des moindres fissures, à se creuser des lits souterrains, à se créer des passages cachés, à s'ouvrir des canaux inattendus, au risque d'ébranler le sol qu'elles traversent par ces nouvelles voies. M. de Champagny a très-bien peint, en lui assignant sa véritable cause, la multiplication à l'infini, dans la société romaine, « de ces situations intermédiaires, qui ne sont pas le travail, et qui ne sont pas la fortune . . . On se faisait histrion, prêtre d'Isis, prêtresse d'Adonis, devin, astrologue, gladiateur, laniste, cocher ou palfrenier du cirque, danseur, danseuse, bouffon. On se faisait, à des degrés divers, *leno*, *lena*, hétaïre, *meretrix*, *scortum*, tout cela plutôt que de travailler : hommes, femmes, enfants, encombraient à l'envi ces carrières, plus lucratives et même plus honorées que le travail. On se faisait même mendiant, quoique la mendicité fût un peu moins honorée et un peu moins lucrative. On se faisait surtout parasite, et le parasitisme était, à Rome, une profession presque officiellement constituée (1). » En un mot, toutes les professions utiles étant fermées, on se précipitait dans cette multitude de situations inutiles ou immorales que le luxe engendre dans une société corrompue. Cela maintenait, à la surface du monde romain, une apparence de travail libre, pareille à ces végétations malsaines,

(1) De Champagny, *Les Antonins*, t. II, p. 110.

mais brillantes, qui s'élèvent quelquefois à la surface d'un marais.

Le véritable travail libre était-il, cependant, absolument étouffé ? Non : il en restait encore un germe obscur, languissant, méprisé, qui ne périt jamais tout entier, comme s'il eût attendu le jour où le christianisme devait l'échauffer et le faire éclore. Quelques hommes libres, trop fiers pour vivre comme vivaient, nous le verrons tout-à-l'heure, les milliers de prolétaires que l'Etat nourrissait gratuitement, ou trop chargés de famille pour se contenter des distributions intermittentes qui alimentaient la plèbe de Rome, s'engageaient, comme ouvriers, dans les ateliers déjà remplis d'esclaves : ils partageaient alors le sort de ces derniers, ne se distinguant d'eux que par le faible salaire qu'ils recevaient (1). Entre ces hommes libres et les esclaves avec lesquels ils vivaient, auxquels ils se trouvaient assimilés, s'établissait quelquefois une fraternité touchante : nous en trouvons la preuve dans les colléges funéraires de pauvres et d'esclaves, si méprisés que la politique romaine ne leur faisait pas l'honneur de les craindre, mais dans le

(1) Plaute, dit-on, se loua pour tourner la meule. Varron rapporte que, pendant qu'il exerçait cette profession, il composa trois de ses comédies. On comprend que, de tous les écrivains de l'antiquité romaine, Plaute soit celui qui a le mieux connu les esclaves, et qui, tout en peignant leurs vices avec la verve et la crudité habituelles de son langage, parle d'eux avec le plus de sympathie. Plaute tournant la meule était passé en proverbe : au III^e^ et au IV^e^ siècle on donnait encore aux *pistores* le nom de *familia Plautina*. — Minuc. Felix, *Octavius*, 14 ; S. Hieronym., *Ep.* XXVII, XLVII.

sein desquels se réfugièrent bien des sentiments nobles et délicats, et qui offrent une image anticipée de la charité chrétienne. L'Eglise le comprit ainsi, car lorsque, au IIIe siècle, elle fut contrainte de prendre la forme d'une corporation légale, elle choisit celle de ces humbles *collegia tenuiorum* (1). Et ce n'était pas seulement dans le sein du collége funéraire, mais jusque dans l'atelier, que la communauté de souffrances unissait entre eux les esclaves et les ouvriers qui y travaillaient : ainsi, une inscription, publiée par Orelli, nous montre que, dans les ateliers des cardeurs de laine, il y avait un mélange d'esclaves et d'hommes libres, et que ces derniers ne rougissaient pas de se dire publiquement les *sodales* de leurs compagnons de condition servile :

ACCEPTO CHIAE SERVO
LANARII PECTINARII
SODALES POSVERE (2).

Mais ces hommes libres, qui se mêlaient volontairement aux esclaves, étaient bien peu nombreux, comparés à l'immense multitude d'oisifs que l'Etat nourrissait. Les prolétaires romains, sous l'Empire, n'étaient pas assez fiers pour rougir de l'aumône distribuée par l'Etat, et devenue pour eux un des priviléges du citoyen : ils étaient trop orgueilleux pour s'abaisser à ce travail des mains, qu'ils appelaient

(1) *Rome Souterraine*, par Northcote et Brownlow, trad. de l'anglais par Paul Allard, 2e édit., p. 71.

(2) Orelli, 4267.

sottement un travail *servile*. D'un autre côté, le célibat, cette plaie de la société romaine, s'était étendu des familles riches aux familles populaires, et les prolétaires n'avaient plus d'enfants : ou, s'ils se mariaient, l'avortement, qui, à Rome, malgré les lois, n'était jamais puni (1), et l'exposition des enfants, qui fut longtemps permise et toujours tolérée, simplifiaient souvent, pour eux, les charges de la paternité. On le voit, ni la fierté, ni le sentiment courageux des devoirs de la famille, ne devaient pousser beaucoup d'hommes du peuple à se mêler, en qualité d'ouvriers, aux esclaves qui remplissaient les grandes et les petites manufactures : et jusqu'à ce que le christianisme, en réhabilitant le travail manuel, en encourageant et en purifiant le mariage, eût modifié cette situation antinaturelle et antisociale, l'homme libre, à part de rares exceptions, demeura, dans Rome, éloigné du travail.

IV.

Le plus grand nombre des prolétaires vivait donc sans travailler. Telle est la conclusion logique à laquelle tout ce qui précède nous conduit. A Rome et dans les provinces, les empereurs et les riches nourrissaient à l'envi la plèbe oisive.

(1) Les lois le défendaient sous des peines sévères : Qui abortionis aut amatorium poculum dant, etsi dolo non faciant, tamen quia mali exempli res est, humiliores in metallum, honestiores in insulam, amissa bonorum parte, relegantur. Quod si eo mulier aut homo perierit, summo supplicio afficiuntur. Paul., *Sentent*, 2. Mais ce crime était passé dans les mœurs, et n'était jamais poursuivi : voir Tertull., *Apologet.*, 8; Ovide, *Amor.*, II, XIV; Aul. Gell., *Nocl. att.*, XII, 1.

A la fin de la République on avait vu, à Rome, un simple citoyen assurer à chaque prolétaire du blé pour trois mois. Sous les empereurs, les distributions de blé et de denrées alimentaires furent réglementées et devinrent une véritable institution. Sous certains empereurs, la plèbe romaine reçut des rations mensuelles de blé. Sous d'autres, on lui distribua une ration journalière de pain, d'huile et de lard. M. de Champagny estime que, au IIe siècle, les prolétaires (et sous ce nom nous comprenons les hommes, les femmes et les enfants) recevaient, par an et par tête, en blé seulement, une valeur d'environ 240 sesterces, ou 60 francs.

Ajoutez à cette rente en nature les rentes en argent. Adrien, en vingt ans de règne et en sept distributions, partage entre les trois cent mille prolétaires de Rome trois cent millions de francs. Son successeur Antonin, en vingt-trois ans de règne et en neuf *congiaria*, leur distribue deux cent quarante millions. Sous Marc-Aurèle, chaque prolétaire touche, en moyenne, une rente annuelle, en argent, de 263 sesterces, environ 65 francs.

Ces profusions effrayantes, que la politique imposait aux empereurs les plus économes, à un financier comme Adrien, à un sage comme Antonin, à un philosophe comme Marc-Aurèle, allaient chercher tous oisifs inscrits sur le livre des largesses publiques, « sans distinction entre le prolétaire honnête et le voleur, l'adultère, le parjure (1). » Ce n'était pas une

(1) Frumentum publicum tam fur quam perjurus et adulter accipiunt, et sine delectu morum quisquis incisus est. Sen., *De Benef.*, IV. 10.

faveur, c'était un droit, ou plutôt, dans la situation sociale que nous avons décrite, une nécessité. Joignez à ces distributions régulières, à ces *congiaria* officiels, les dons de toute nature qui, à chaque instant, pour mille causes diverses, pleuvaient sur la foule oisive. C'est un empereur, dans un jour de gaîté, faisant jeter à tout le peuple les billets d'une immense loterie, où l'on peut gagner de tout, depuis des poulets jusqu'à des maisons et des esclaves. C'est un riche bizarre qui, pendant un an, fait raser la plèbe à ses frais. Ce sont des ambitieux qui, sur tous les points de la ville, bâtissent pour elle des bains gratuits, des gymnases, des théâtres, et de vastes portiques où elle pourra faire sa promenade au soleil, si chère au peuple de Rome. Le prolétaire de Rome quitte, le matin, la modeste chambre qu'il loue, au jour ou au mois, à l'étage supérieur de quelque haute maison de la Suburre, s'il n'est pas logé gratuitement par un opulent et généreux patron (1); il va ensuite, de palais en palais, présenter sa sportule, qu'on lui rend pleine de vivres et d'argent (2); il va, quand l'heure est venue, porter sa *tessera* au distributeur du froment public : quelque riche, auquel il est attaché comme client, l'invite à l'un de ces repas publics par lesquels on célèbre toutes les circonstances tristes ou joyeuses, anniversaire d'une mort, d'une naissance, funérailles, mariage, solennité d'une

(1) Si quis gratuitas habitationes dederit libertis et clientibus, vel suis, vel uxoris... Ulpian., 23 *ad Edict.* = *Dig.*, IX, III, 5, § 1.

(2) Juven., *Sat.* I, 95, 120; Sen., *De Brev. vitæ*, 14; Lucien, *Nigrinus*, 22.

entrée en charge, inauguration d'un monument, etc. L'heure du bain est arrivée : il court aux thermes gratuits. Il va faire sa méridienne sous quelque portique de marbre exposé aux tièdes rayons du soleil couchant. Puis il finira sa journée au théâtre, au cirque, au Colysée, où quelques centaines de gladiateurs s'égorgeront, aux frais d'un riche, pour ses plaisirs. Il est le véritable roi de Rome : quand il regagne, le soir, son petit logis, il peut se dire, plus heureux que Titus : « Je n'ai pas perdu ma journée, » et il peut ajouter, sans doute : « Elle ne m'a rien coûté. »

Rome donne l'exemple de ce gaspillage insensé des deniers publics et privés : les cités municipales l'imitent sur tous les points de l'Empire (1). Là aussi, les décurions, les aspirants à l'édilité ou au duumvirat, les magistrats en exercice, offrent à la foule des bains gratuits (2), des luttes, des spectacles, des repas, des distributions de sesterces, d'huile, de denrées, et jusqu'à des loteries (3) : des citoyens généreux lèguent aux villes « de quoi donner des jeux, des représentations théâtrales, des chasses, des courses, ou des sommes d'argent à distribuer par tête à chaque habitant, ou des fonds pour offrir un banquet à tous les citoyens (4). » La moindre fête est, comme à Rome,

(1) Lucien, *Timon*, 49.

(2) Alfenus, 3 *Digest. a Paulo epitomat.* = *Dig.*, XIX, II, 30, § 1. — Scævola, 17 *Digest.* = *Dig.*, XXXII, III, 35, § 3.

(3) Orelli, 3994.

(4) Paul., 3 *Regul.* = *Dig.*, XXX, 1, 122. Le jurisconsulte Marcellus cite le passage suivant du testament d'un certain Lucius Titius : « Je veux que mon héritier fasse construire dans ma ville

une occasion de libéralités. « Ceux qui prennent la robe virile, écrit Pline pendant son séjour en Bithynie, ceux qui se marient, qui entrent dans l'exercice d'une charge, ou consacrent quelque ouvrage public, ont coutume d'inviter tout le sénat de la ville, et même un grand nombre de gens du peuple, et de leur donner à chacun un ou deux deniers. Il y en a qui invitent à ces repas jusqu'à mille hommes et plus (1). » Les provinciaux riches (et sous l'Empire il y avait encore, dans les provinces, des fortunes énormes) emploient une partie de leurs revenus en largesses publiques, Sous Marc-Aurèle, le célèbre Hérode Atticus assure à chaque citoyen d'Athènes une rente annuelle de cent drachmes. A ce jeu, on devenait aisément populaire : mais, si riche que l'on fût, si l'on ne possédait pas les trésors inépuisables des Attici, on s'y ruinait souvent. Pline parle d'un certain Julius Piso qui avait presque épuisé sa fortune en dons aux habitants d'Armisène (2). On en arriva à ce point, que les lois furent obligées d'assurer le sort des décurions que leur munificence, conséquence obligée de leur charge, aurait rendus pauvres (3).

Ces profusions vont toujours croissant. Nous avons

natale un portique destiné à l'usage du public, dans lequel il placera des statues d'argent et d'autres de marbre. Marcell., *Respons.* = *Dig.*, XXXIV, II, 6, § 2. Cf. Pompon., 8 *ad Sabin.* : Titius, si statuas in municipio posuerit, hæres esto. — *Dig.*, XXXV, I, 14.

(1) Plin., *Ep.*, X, 117.

(2) Plin., *Ep.*, X, 111.

(3) Hermogen., 1 *Epitom.* = *Dig.*, L, III, 8.

vu le nécessaire assuré aux prolétaires romains : nous venons de voir comment le superflu leur était offert de toutes parts : un pas de plus, et ce superflu allait devenir, pour eux, non plus une largesse accidentelle, mais un droit, plus qu'un droit, le privilége du citoyen romain. Outre le blé, l'huile, le lard, qu'ils recevaient à ce titre, Aurélien allait faire distribuer aux prolétaires de Rome une ration quotidienne de vin, quand un préfet du prétoire l'arrêta en lui faisant entrevoir, comme conséquence, la nécessité d'ajouter un jour des distributions d'oies et de poulets (1).

La foule s'accommodait de cette vie oisive : elle aimait cet air « empesté, dit Tertullien, par l'haleine de tribus, de curies et de décuries entières sortant de table (2). » En se rendant aux distributions de blé, leur *tessera* à la main, ou en allant porter, chez les grands, leur sportule, les citoyens romains regardaient d'un œil de pitié le malheureux esclave courbé, le front en sueur, sur sa tâche quotidienne. Ainsi nourrie, choyée, adulée, amusée, la plèbe romaine avait perdu toute fierté : c'était une bête à l'engrais : peu lui importait qui était son maître : sa voix s'était faussée, dit Tacite, à poursuivre de ses acclamations ceux qui triomphaient (3) : « vide de soucis (4) », elle ne distinguait plus entre un Trajan et un Néron : elle

(1) Vopisc., *Aurel.*, 47, 48.

(2) Tot tribubus et curiis et decuriis ructantibus acescit aer. — *Apolog.*, 39.

(3) Clamor vocesque vulgi, ex more adulandi nimiæ et falsæ. — *Hist.*, I, 90.

(4) Vulgus vacuum curis. — Tacit., *Hist.*, II, 90.

était à qui lui donnait sa pitance de chaque jour. On la gouvernait par le ventre : elle ne se plaignait pas, elle ne murmurait pas, elle ne s'indignait pas : elle restait calme devant le gouvernement d'un Caligula ou d'un Commode. Si elle rêvait quelquefois un nouveau César, c'est qu'à l'idée d'un changement de règne s'attachait celle d'une distribution extraordinaire d'argent et de vivres (1). Mais quand le César régnant multipliait suffisamment les congiaires, la plèbe n'avait aucun intérêt à le changer contre un autre : elle le supportait, fût-il mauvais, elle le souffrait, fût-il bon. Le ventre seul, chez elle, était révolutionnaire : on l'apaisait aisément. La belle humeur populaire, quand on savait l'entretenir, demeurait inaltérable. « Rien n'est folâtre, disait un Empereur, comme le peuple romain quand il a bien dîné (2). » Les Empereurs veillaient à ce que tous les jours il dînât bien.

La société romaine était si corrompue, si énervée, si abrutie, qu'elle put vivre pendant plusieurs siècles dans un tel état, l'aimant, s'en trouvant bien, en jouissant : aucun Catilina, pendant toute la durée de l'Empire, ne tenta de lever l'étendard de la révolution sociale : personne, parmi les prolétaires engraissés aux frais de l'Etat, ne l'eût suivi. Dans les sociétés modernes, qui n'ont pas dans leur sein ce grand dissolvant, l'esclavage, un régime aussi abject, disons-le

(1) Jam si pectoribus ad translucendum quamdam specularem materiam natura obduxisset, cujus non præcordia insculpta apparerent novi ac novi Cæsaris scenam congiario dividundo præsidentis ? —Tertull., *Apolog.*, 35.

(2) Neque populo romano saturo quicquam potest esse lætius. — Vopisc., *Aurel.*, 47.

à leur honneur, serait intolérable ; il n'y peut survenir que par un accident passager, et, même alors, il ne peut durer quelques jours sans amener de terribles explosions : tant l'existence des sociétés modernes et chrétiennes est inséparable du travail libre, indépendant, se suffisant à lui-même. Dans sa déposition devant la commission parlementaire d'enquête sur les causes de l'insurrection du 18 mars, M. Thiers attribue en partie cette effroyable crise au socialisme accidentel qui avait été mis en pratique pendant le siége de Paris : « Deux ou trois cent mille individus avaient passé plusieurs mois à ne rien faire... vivant des secours de l'administration municipale. » Et M. Jules Favre, devant la même commission, est plus explicite encore : « Dans cette classe (la classe ouvrière) s'est manifesté surtout ce que j'appellerai la négation des règles économiques et morales ; c'est-à-dire que cette classe a, en fait, pris l'habitude d'être nourrie par l'autre (la classe aisée), de vivre sans rien faire... Pendant cinq mois, la classe laborieuse a été comme les populations antiques ; elle a vécu dans l'oisiveté... Je le répète, ce que je considère comme ayant amené la véritable dissolution sociale, c'est cet antagonisme des classes, l'une faisant tout et l'autre faisant quelque chose, mais attendant tout de la classe supérieure, se corrompant par l'oisiveté, par l'idée qu'elle devait être nourrie, et perdant ainsi l'habitude du travail et de la dignité. »

On voit quelle est la différence entre une société fondée sur l'esclavage et une société fondée sur le travail libre. Celle-ci, fière et délicate, répugne essentiellement au socialisme : c'est un poison que ses en-

trailles ne peuvent supporter, qu'elle doit vomir, même au prix d'épouvantables convulsions. L'autre est accoutumée à cette nourriture abjecte : le socialisme est son état naturel : elle en doit périr, sans doute, parce que le socialisme est un poison mortel, mais elle en doit périr lentement, en détail, après plusieurs siècles de douce et calme agonie, comme un corps qui se décompose et se dissout pièce à pièce, vivant encore et déjà en proie à la pourriture du tombeau. C'est là l'histoire du monde romain : la corruption dans laquelle, sans résistance, sans secousse, par son poids naturel, il s'enfonçait chaque jour plus avant, allait finir par l'étouffer, quand le Christianisme, en combattant l'esclavage, en ramenant le travail, introduisit peu à peu un air plus pur dans cette constitution viciée par le socialisme.

RÉPONSE

AU DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. ALLARD

Par M. PIMONT,

Président.

MONSIEUR,

Les premières paroles que vous prononcez devant nous, témoignent de votre reconnaissance envers l'Académie, reconnaissance que vous exprimez dans des termes tels que vous semblez craindre de n'avoir pas assez fait pour lui appartenir.

Votre admission dans nos rangs n'est pas le fait de l'indulgence ni le résultat d'une faveur; c'est un acte de justice, c'est un honneur que nous sommes heureux d'accorder à ceux qui, comme vous, se sont voués à l'étude des lettres et les cultivent avec succès.

Le mérite de vos diverses publications recommandables surtout au point de vue du sentiment religieux qui les a inspirées, et notamment la valeur de l'œuvre que vous avez soumise à l'appréciation de l'Académie à l'appui de votre candidature, vous ont acquis son suffrage, en la mettant à même de reconnaître que, jeune encore, vous joignez à l'esprit de

recherche et d'observation, qui conduit aux bonnes pensées, la maturité du talent pour les bien exprimer.

Dans le discours que nous venons d'entendre, vous avez, avec une délicate intention, payé un juste tribut d'éloges à ceux de nos confrères qui se sont adonnés aux études historiques, éloges justifiés par le mérite de leurs œuvres que nous avons appréciées et auxquelles, bien qu'étranger à l'Académie, vous vous étiez intéressé.

Sans doute la France offre à ceux qui se plaisent à évoquer les souvenirs du passé, des sujets bien dignes de fixer leur attention; mais ces études intéressantes n'excluent pas des préférences utiles à l'ensemble des connaissances historiques.

Un heureux penchant, déterminé par les sympathiques réminiscences de vos études de prédilection, vous a conduit à préférer les souvenirs de Rome; cette Rome antique et chrétienne qui a pesé d'un si grand poids sur les destinées du monde entier. Vous vous êtes attaché avec un zèle ardent et éclairé, en traduisant de l'anglais le livre publié par MM. Northcote et Branlow, ouvrage basé lui-même sur les travaux remarquables de M. de Rossi, en y ajoutant de savantes notes et de précieuses observations, fruit de découvertes nouvelles, vous vous êtes attaché, dis-je, à faire revivre aux yeux de la France, la Rome chrétienne ensevelie sous la Rome payenne dans les catacombes, qui furent à la fois le berceau caché de la religion naissante, l'asile presque inviolable et le tombeau sacré des fidèles.

Je ne saurais mieux vous féliciter, Monsieur, de votre travail consciencieux sur Rome souterraine,

qu'en rappelant ce que M. de Rossi écrivait de Rome le 25 mai 1872 : *qu'il le reconnaissait, dans une certaine mesure, comme l'expression de sa pensée.....*

« Je dépose la plume, disait-il encore, plein de confiance dans le brillant succès que l'importance des matières et le talent de l'auteur assurent à ce livre, qui se recommande bien mieux par soi-même que par mes paroles. » A cette appréciation de M. Rossi, j'ajouterai celle non moins honorable de mon prédécesseur, M. Robert d'Estaintot, chargé du rapport de la Commission, dont l'opinion justifiée par la réalité de vos titres, est devenue celle de l'Académie toute entière.

Les détails intéressants que vous nous avez communiqués, nous ont permis d'apprécier votre science de l'antiquité romaine, puisée à de nombreuses sources d'une autorité reconnue.

Vous nous avez représenté la société moderne recevant, de bas en haut, un mouvement continu qui pousse les classes ouvrières à prendre rang par le travail et l'économie dans les classes plus élevées ; la condition des travailleurs améliorée par les institutions du Christianisme et la dignité de l'homme établie en principe.

Vous vous êtes particulièrement attaché à nous faire connaître l'état et les conditions de fonctionnement de la société romaine, et les rapports existant entre les différentes classes de cette société ; et vous avez tracé d'une main habile et savante, les origines historiques du socialisme dans l'empire romain, en signalant les causes de son développement en raison de la corruption morale de la nation, corruption à la-

quelle l'influence du Christianisme pouvait seule porter remède.

Sans vous suivre, Monsieur, dans toutes les parties de ce tableau, je me permettrai quelques considérations qui sembleront peut-être apporter quelque modification au rapport du parallèle que vous avez esquissé entre la société romaine et la société contemporaine.

On a vu, il est vrai, dans des temps rapprochés, peut-être verra-t-on encore, grâce au travail et à l'économie, des ouvriers parvenir à une certaine aisance, à la fortune même ; mais vous paraissez, d'une exception, faire une loi qui réglerait un certain mouvement ascensionnel des classes ouvrières.

Ne pourrait-on pas opposer à cet optimisme, dont je voudrais pouvoir partager l'idée consolante, le fait de ces associations de gros capitaux, qui se propagent de plus en plus et qui ont pour résultat la création d'immenses établissements comprenant plusieurs genres d'industrie, et s'occupant. au détriment du commerce, de subvenir aux nécessités de la vie de leurs travailleurs réglementés minutieusement.

La spécialité et la division du travail, appliquées à une partie de l'objet en fabrication, rendent inapte à un travail complet, l'ouvrier devenu incapable de toute autre occupation, en cas d'arrêt, de chômage ou de renvoi.

Dans ces conditions, l'ouvrier même intelligent et laborieux peut-il espérer exercer un jour pour son propre compte, une profession qui lui permette d'arriver à cette douce aisance, cette *aurea mediocritas* célébrée par le poète latin ?

Cette aisance ne pouvait-elle pas être obtenue au moyen de sociétés coopératrices formées entre les ouvriers mêmes ? Combien d'essais ont été tentés ? Combien peu ont réussi ? Ces sociétés, presque toujours sans expérience et sans direction bien ordonnée, n'étant soutenues que par de minimes cotisations, pouvaient-elles lutter contre la puissance des gros capitaux ?

Ainsi le plus grand nombre des travailleurs devient de plus en plus subordonné aux exigences du capital associé, créant à son profit le monopole en écrasant les fabriques secondaires. A Rome, les capitaux s'accumulaient dans certaines mains ; les moyens d'action de l'industrie y étaient à peu près les mêmes qu'aujourd'hui, avec cette différence qu'au lieu de travailleurs ouvriers, on avait des travailleurs esclaves, et que le travail s'exécutait pour ainsi dire sans emploi de machines.

Par suite des guerres, les petits propriétaires dans les campagnes avaient en grande partie disparu ; d'immenses domaines que cultivait seul le travail plus avantageux des esclaves, s'y étaient créés. *Latifundia perdidêre Italiam*, a dit Pline ; les grands domaines ont perdu l'Italie.

Chaque province, à mesure qu'elle devenait romaine, subissait plus ou moins le même sort.

Aussi le nombre des esclaves donnant à des maîtres le produit de leur intelligence et de leur force, composait-il une grande partie de la population romaine au III^e^ et au IV^e^ siècle, puisque, comme vous nous l'avez dit avec de curieux détails, l'esclave : c'était le serviteur; l'ouvrier, l'employé, le gérant, le cultiva-

teur, le matelot, le colporteur l'acteur ou l'histrion, le médecin même, etc.

Si l'on prenait pour base le calcul auquel vous ont amené vos citations et qui établit que la propriété d'un esclave correspondait par son produit à un capital de 2,000 francs, il en résulterait, toutefois d'après un calcul approximatif, ce curieux point de comparaison que le travail d'un ouvrier de nos jours, par la valeur de son produit, correspondrait également à un capital de 2,000 francs ; fait qui semblerait à cet égard modifier d'autant les conditions de différence que vous avez présentées entre la société antique et la société moderne.

D'ailleurs, si l'on tient compte du nombre d'ouvriers employés par les compagnies de chemins de fer, les ateliers de construction de machines et les autres entreprises, soit publiques, soit particulières ; si l'on y ajoute celui des serviteurs nécessaires et de luxe, si l'on y joint encore des matelots, une foule d'employés, etc., ne retrouverait-on pas, proportion gardée du nombre des riches, de la population, et du degré de civilisation, un chiffre équivalent à celui des esclaves chez les Romains ?

L'homme dans l'état d'esclavage n'était pas une personne, mais une chose, un meuble, propriété exclusive du maître auquel, dans l'origine, le gain des esclaves travailleurs appartenait tout entier. Ce ne fut que plus tard qu'il leur fut permis d'économiser sur leur travail un pécule, — *peculium*, — destiné à acheter leur affranchissement.

Cependant cet avantage et quelques mesures destinées à les protéger contre les mauvais traitements,

réussirent difficilement, parce que toute amélioration de leur sort semblait une atteinte à la propriété.

Cette exagération de pouvoir, les mauvais traitements, les cruautés même qui en étaient la conséquence, auraient dû faire réfléchir les maîtres, puisque ces abus avaient déjà amené ces révoltes formidables, notamment celles de Spartacus en Italie et de Salvius en Sicile, qui tinrent quelque temps en échec des armées romaines.

Plus tard le Christianisme vint, sous les Empereurs, apporter dès consolations à l'esclave et lui donner le sentiment de sa dignité. Par ses idées éminemment libérales, il fit multiplier les affranchissements.

Ainsi vous nous avez cité une dame romaine qui, en se convertissant, affranchit ses 8,000 esclaves.

Toutefois, l'esclavage, malgré les prescriptions du Christianisme, ne disparut pas totalement. Dans les Etats européens, qui se fondèrent sur les ruines de l'Empire romain, il subsista encore pendant une longue suite de siècles ; mais il devait passer par une forme intermédiaire. Dans la suite des temps, réglementé, adouci, il devint le servage comprenant tous les individus non libres, ceux qui n'avaient pas de domicile fixe, et les colons *adscripti glebæ* dont les droits et les devoirs furent dès lors de plus en plus régulièrement déterminés,

Converti au Christianisme, le maître ne put trafiquer du serf, comme il avait fait de l'esclave ; il ne put disjoindre la famille basée désormais sur la reconnaissance du mariage des serfs par l'Eglise, qui ne borna pas là sa bienfaisante intervention ; car elle prit soin de leur assurer des demeures et des établis-

sements fixes dans les vastes propriétés qu'elle possédait. Elle leur ouvrait même parfois ses rangs. Elle sut les protéger contre les exactions et les durs priviléges de la féodalité, en faisant rendre des édits en leur faveur ; et afin de diminuer les résultats déplorables des guerres de seigneur à seigneur, en instituant la trève de Dieu qui a fourni le titre éminemment chrétien du livre aussi savant que bien écrit d'un de nos confrères. Et cependant le servage en France amena la Jacquerie où l'on vit les paysans brûler les châteaux des seigneurs ; sorte de résurrection du soulèvement des Bagaudes qui, au IV^e^ siècle, conduits par Elianus et Amandus, furent battus par Maximien et eurent pour dernier refuge Saint-Maur près de Paris.

En nous reportant au fait de l'esclavage chez les Romains, reconnaissons avec vous que le nombre croissant des esclaves dans l'Empire, en restreignant le champ du travail libre, avait créé le prolétariat oisif, entretenu aux dépens de l'Etat et recevant les dons des ambitieux.

C'était sans doute une charge bien onéreuse, que ces distributions publiques d'argent, de froment et autres, que vous nous avez montrées atteignant sous les Empereurs des centaines de millions ! Les prolétaires de Rome étaient presque forcément dans la position de ceux qui vivent maintenant de la bienfaisance publique et privée se traduisant par des secours d'argent, des bons de pain, de viande et autres !

Les prolétaires dans le champ des idées n'avaient qu'un pas à faire pour considérer une aumône, qui

n'était qu'une coûteuse nécessité politique, comme un droit impérieux. De là, le socialisme, comme vous l'avez justement envisagé, en cherchant ses débuts dans l'Empire romain.

Par ces causes concomitantes et les vices qu'elles engendraient, la Rome païenne tombait en dissolution.

N'était-elle pas, en effet, arrivée à cet état de décrépitude si voisin de l'anéantissement, cette société romaine dans laquelle ne régnait plus que désordre et anarchie ; où l'on ne reconnaissait d'autres limites au pouvoir que celles de la force ; où tout moyen légal pour la transmission et l'exercice de la souveraineté avait cessé ; où la violence ou la révolte asseyait les empereurs sur le trône, les y retenait et les en renversait, souvent à de courts intervalles, où les soldats de ces anciens maîtres du monde qui avaient porté si haut la gloire du nom romain, n'étaient plus guidés par les principes du devoir, de la discipline et de l'honneur; où tous les droits étaient méconnus et impuissants à protéger le faible opprimé ; enfin où la force primait le droit, comme l'a dit de nos jours un orgueilleux vainqueur.

L'Empire romain, réduit à un pareil état d'abaissement et d'impuissance, et ébranlé par d'incessantes commotions politiques, était trop près de sa chute, pour que les bienfaits du Christianisme pussent la conjurer ; ils ne firent que la retarder ; ils préparèrent une ère nouvelle en Europe par le baptême des peuples nouveaux.

Le Christ a vaincu l'esclavage, suivant une sainte parole : *Ascendens in cœlum captivam captivitatem duxit ;*

en rétablissant la dignité de l'homme, il l'a appelé à jouir du bienfait d'une sage liberté.

Combien hélas ! n'en a-t-il pas abusé ? Aujourd'hui la lutte est établie entre l'erreur et la vérité, entre les fausses doctrines et les bons principes ; entre le vice et la vertu ; entre le bien et le mal !...

La victoire serait elle douteuse ? N'est-ce pas le Christianisme qui par l'association de la bienfaisance et de la charité, fort des institutions qu'il forme ou qu'il inspire, combat les tendances fatales de l'industrie moderne. C'est lui qui flétrit et condamne les spéculations scandaleuses et qui en proclamant l'égalité des droits pour tous, interdit au maître l'exploitation de l'ouvrier ; à l'ouvrier la haine contre le maître.

Le Christianisme n'oppose-t-il pas aux doctrines perverses qui agitent et troublent la société, les bienfaits de ces institutions qui tendent à la rassurer : l'éducation et l'instruction partout répandues, les écoles primaires, les écoles secondaires, les classes d'adultes et les écoles professionnelles ; les salles d'asile pour l'entance, les établissements hospitaliers pour les vieillards qui trouvent le repos après le travail ; les caisses de retraite, les caisses d'épargne, les sociétés de secours mutuels, les cercles catholiques ; ces hospices, objets de si importantes donations et sur lesquels la charité publique répand si largement ses bienfaits ? Ces œuvres moralisatrices ne témoignent-elles pas des aspirations de la société moderne pour rétablir entre tous ses membres la solidarité qui est une garantie pour le maintien de l'ordre, et qui rend une nation forte pour repousser les doctrines per-

verses et sacriléges des sociétés secrètes et notamment les tentatives subversives du socialisme que l'on a vu à l'œuvre dans ses criminels essais de réalisation ?

Ebranlée, par de violentes secousses, la vieille France est encore debout; elle ne succombera pas. L'œuvre de sa régénération a commencé; elle s'accomplira entière; redevenue plus chrétienne, la France redeviendra le bras de Dieu, et l'on pourra écrire encore glorieusement dans l'histoire les hauts faits de ses enfants :

Gesta Dei per Francos.

Monsieur,

En comparant les conditions d'existence des peuples anciens et celles des peuples modernes, vous nous avez mis à même de juger que vous ne borniez pas vos études historiques à l'archéologie, cette science que vous avez cultivée avec une ardeur passionnée, qui vous a valu ses faveurs. Vous êtes entré, il est vrai, dans une voie ouverte; vous l'avez suivie avec succès, vous y persévérerez avec bonheur..... Et en venant partager nos études, vous la trouverez sensiblement élargie par les travaux de plusieurs de nos confrères; je cite seulement, par un rapprochement pris dans la circonstance, l'œuvre de celui d'entre eux qui a interrogé le sol de nos contrées avec une érudition consommée, une persévérance digne des plus grands éloges et qui a fait que, si Rome peut s'enorgueillir de sa *Roma subterranea*, notre Normandie peut aussi se glorifier

de sa Normandie souterraine, où les sépultures chrétiennes tiennent une si grande place et ont inspiré des pages si dignes d'intérêt.

Monsieur,

Vous nous avez fait espérer la seconde partie de votre travail ; le passé à votre égard nous répond de l'avenir. Nous accueillons votre promesse avec satisfaction, bien convaincus d'avance que, par de nouvelles communications, vous mettrez l'Académie à même d'applaudir à de nouveaux succès.

RECHERCHES

SUR LES

ANCIENS BUREAUX DE POLICE

DE ROUEN

(Suite)

Par M. GOSSELIN.

Bureau de la Police des Pauvres.

Avant le XVI^e^ siècle, la mendicité était libre. Les pauvres, à la condition de ne point causer de trouble dans les rues, pouvaient mendier partout, et personne ne songeait à les en empêcher. Ils n'étaient point constitués en corporation, mais ils se rendaient à l'aumône avec un ensemble et une régularité tels que l'on pourrait supposer qu'il existait entre eux une sorte de discipline.

Divisés par quartiers ou paroisses, ils se renfermaient volontiers dans leurs limites. On les voyait s'en aller par bandes, à certains jours et à certaines

La première partie de ce travail a été publiée dans le *Précis* de 1872, page 358.

heures, et s'arrêter devant les portes des maisons où l'aumône leur était habituellement distribuée. Chaque habitant, nobles, seigneurs et riches bourgeois, avait alors son jour d'aumône, absolument comme les dames de notre temps ont leur jour de réception. Il en était de même aux portes des communautés d'hommes et de femmes ; les pauvres s'y rendaient par centaines à des jours indiqués et y recevaient d'abondants secours en pain, blé, légumes, lard, etc. Mais là où les mendiants étaient véritablement importuns, c'était aux portes des églises ; ils s'y rassemblaient en si grand nombre et demandaient avec tant d'insistance, qu'il était toujours difficile de s'arracher d'au milieu d'eux.

Il existait une autre catégorie de mendiants, c'était celle des infirmes ; celle-là faisait bande à part. Au lieu de se faire recevoir à l'Hôtel-Dieu, où des soins leur étaient assurés, les infirmes, ou prétendus tels, dédaignant d'aller tendre la main aux portes, s'établissaient à poste fixe aux endroits les plus fréquentés, sur les places, aux carrefours, aux abords des églises et des couvents, aux portes des plus somptueux hôtels, aux halles, aux marchés, enfin partout où le public affluait. Là, ils étalaient à nu des plaies hideuses, souvent entretenues à plaisir, des difformités et des infirmités factices ou réelles, et si les yeux des passants se détournaient, leurs oreilles étaient assourdies par les lamentations et les supplications que ces malheureux faisaient entendre du matin au soir, sur des tons qui variaient entre la plainte timide et le cri de l'imprécation.

En étudiant l'état des pauvres avant le XVI^e^ siècle,

on reconnaît que ce qui, surtout, leur faisait défaut, c'était une administration, une bonne police ; car les secours ne leur manquaient point ; la charité chrétienne, si puissante alors, les rendait surabondants. Les gouverneurs des provinces étaient bien chargés de la *police* des pauvres, mais cette police ne comprenait que les mesures propres à les contenir et à les empêcher de causer du désordre dans les rues.

Quant à les protéger contre eux-mêmes, en essayant de réglementer la distribution des aumônes, personne encore ne l'avait essayé. D'ailleurs, les pauvres, malgré leur grand nombre, n'effrayaient point la société de ce temps-là. Vivant au milieu d'elle et par elle, ils ne connaissaient point encore ces sentiments de haine que certaines doctrines devaient leur inspirer plus tard. La vraie plaie de l'époque était le vagabondage ; car si nos ancêtres vivaient dans une quiétude parfaite au milieu de leurs pauvres et s'ils n'avaient ni règlements, ni lois contre eux, il n'en était pas de même à l'égard des vagabonds contre lesquels la législation les avait dès longtemps armés, en leur infligeant, suivant les circonstances, la peine du fouet, l'essorillement, le pilori, la marque d'un fer chaud sur le front et le bannissement. On admet difficilement, aujourd'hui, cette grande tolérance d'un côté et cette rigueur excessive de l'autre, et cependant, en se reportant à l'époque où ces choses se passaient, l'explication en devient facile.

Les pauvres étaient sédentaires : connus des habitants, qui les avaient vu naître, ils en étaient protégés et aimés, tandis que les vagabonds, n'ayant ni feu ni lieu, vivant de rapines, étaient toujours une occasion

de trouble et un sujet d'inquiétudes dans les lieux où ils séjournaient. Mais tant de pauvres, si pacifiques qu'on les puisse supposer, devaient, en certaines circonstances, devenir un embarras sérieux pour la ville. En effet, ces *gueux*, comme on les appelait, épars dans les rues, sur les places publiques, aux portes des églises, se réunissaient au moindre bruit, au moindre événement, et s'en allaient, par bandes, à travers les divers quartiers, qu'ils inquiétaient par leurs clameurs.

La nuit, ces masses déguenillées se retiraient dans leurs bouges ou dans les ruines des vieilles constructions abandonnées ; beaucoup s'entassaient sous les halles, à la Vieille-Tour, au Marché-Neuf, au Vieux-Marché, et maintes fois il arrivait aux marchands, en se rendant le matin à leur étal, d'en trouver plusieurs étendus sous leurs tréteaux, où ils étaient morts pendant la nuit.

Telle était encore la condition des pauvres à la fin du XV^e^ siècle.

Mais, à cette époque, si bien nommée la *Renaissance*, la société française était entrée dans une voie de progrès véritable, non-seulement au point de vue des arts, mais aussi au point de vue du bien-être et de la civilisation. Louis XII, d'accord avec Georges d'Amboise, son ami et son conseiller, venait de doter la Normandie d'un immense bienfait, en déclarant son Echiquier sédentaire et en fixant son siége à Rouen, dans ce magnifique Palais-de-Justice qu'il devait bientôt faire bâtir tout exprès pour lui.

Ce bienfait fut la source de beaucoup d'autres, car l'Echiquier, en entrant franchement dans la voie des

réformes judiciaires, n'eut rien plus à cœur que la réorganisation de la police. On a vu, dans la première partie de cette étude, comment il fut amené à la diviser en trois sections.

Frappé, tout d'abord, des inconvénients graves qui pouvaient résulter de l'agglomération d'un si grand nombre de mendiants, abandonnés à eux-mêmes, il sentit la nécessité de créer un Bureau spécial qui serait chargé de leur police. Pour y parvenir, il fit appel à tous les dévoûments ; il provoqua des assemblées à l'Archevêché, au Chapitre, à l'Hôtel-de-Ville, dans le but d'étudier les projets de règlement qu'il avait préparés. Chacun prit part à cette délibération. Le Bailly et le Vicomte, inspirés par l'Echiquier, qui bientôt devint le Parlement, apportèrent à l'œuvre commune un concours actif et éclairé.

L'enfantement du premier règlement sur la police des pauvres paraît avoir été des plus pénibles, puisque, projeté dès l'année 1511, il ne fut rédigé qu'à dix ans de là et ne fut publié en Parlement qu'à la date du 17 février 1521.

Au point de vue qui nous occupe, il paraît utile de transcrire ici ses dispositions principales, puis qu'il est, par son importance, comme la première pierre de l'édifice élevé par nos ayeux sous le nom de *Bureau des pauvres* et que nous connaissons aujourd'hui sous celui d'*Hospice général*.

En voici le texte :

« Du 17 Février 1521,

« Pour aucunement pourveoir et subvenir à tant de pauvres indigents et souffreteux *étant en grand*

« *et quasi infini nombre*, en ceste ville, et fauxbourgs « d'icelle, allant et tournoyant tant par les églises et « rues que aux portes des maisons de ladite ville et « de jour et de nuict faisant *grands cris*, *pleurs*, *lamen-* « *tations fort douloureuses*, *bien démontrant* la grande « *souffrette*, paouvreté et nécessité qu'ils ont, la Cour « a fait le réglement ci-après :

« Article 1er. Les curés des paroisses de cette ville « ou leurs vicaires, les trésoriers et quelque nombre « de paroissiens des mieux connaissant les pauvres, « feront description et mettront par écrit tous ceux « de leur paroisse, soit hommes, femmes ou petits « enfants qui ne ont de quoy vivre et ne peuvent « gaigner leur vie, par maladie, vieillesse, ou qui « par *honte ou vergongne ne oseraient* demander l'au- « mône.

« Article 2. Feront lesdits curés ou trésoriers un « rôle qui contiendra les noms et surnoms de tous « leurs paroissiens sans exception, mariés ou à « marier, même des veufves, et yront les exhorter de « subvenir aux pauvres et mettront par écrit ce que « chacun aura délibéré de donner par chaque « semaine.

« Article 3. Les deniers provenus desdites aumônes « serviront à substenter les pauvres et à les nourrir « et il sera tenu papier de ce qui sera baillé à chaque « pauvre par jour.

« Article 4. Et comme les paroisses de Saint- « Maclou, Saint-Vivien, *Saint-Nigaise*, Saint-Godard, « Saint-Patrice et Saint-Eloy sont plus grandes que « les autres et qu'y ayant plus de pauvres, les au- « mônes ne seront peut-être pas suffisantes, la Cour

« ordonne que les riches et puissants de ces paroisses « seront admonestés d'élargir leurs aumônes et que « au besoin il sera pris quelque somme honnête et « raisonnable sur l'aumône de l'Archevêque, de son « chapitre et des abbés et prieurs de la ville.

« Article 5. Les commissaires s'entendront avec « l'Archevêque, ses officiers, les doyen et chapitre, « les abbés, religieux et couvents de Saint-Ouen, « Saint-Amant, Sainte-Catherine, Grammont, Mont- « aux-Malades, du Pré, et de Saint-Paul pour savoir « le montant des aumônes qu'ils ont délibéré de « faire ;

« De manière à ce que par authorité de l'Archevêque « et de ses officiers, *et au besoin par ordonnance de « la Court* tout puisse être si bien réglé que les indi- « gents, pauvres et misérables de la ville et des faux- « bourgs puissent être nourris et sustentés s'il est « possible.

« Article 6. Quant aux mendiants forts et valides « qui affluent dans la ville de tous côtés et n'ont « d'autre métier que de jouer aux dés, cartes et autres « jeux illicites, ils seront *apprehendés au corps et en- « ferrés par l'un des pieds* et mis à l'œuvre des for- « tifications, remparts et fossés ; ils y travailleront de « matin et de relevée et seront substantés et alimen- « tés de pain et de bière aux dépens de la ville, et « la nuit seront hébergez et retraictz en lieux « propres et convenables ordonnez par les conseillers « bourgeois de la ville.

« Article 7..... Insignifiant.

« Article 8. Est enjoinct et commandé à tous pau- « vres quels qu'ils soient que depuis neuf heures du

« soir ils aient à eux retirer sans aller, ni tournoyer « par les rues, ne y faire cris et lamentations, ainsi « qu'ils ont accoustumé. »

N'est-on pas étonné, en lisant ce document, de voir le Parlement si bien organiser, du premier coup, le service des pauvres, que, non-seulement il supprima la mendicité, mais que, durant deux siècles, ce règlement servit de loi et qu'il n'y fut jamais, par la suite, apporté que quelques additions, dont le développement même de l'œuvre imposa successivement la nécessité. Durant les premières années, il fut ponctuellement exécuté ; chacun y apporta son zèle et son dévouement. Les exhortations des curés et les sollicitations à domicile excitèrent dans le cœur de tous des sentiments de charité qui, durant trois années, se traduisirent par d'abondantes aumônes.

Mais, dès 1524, le zèle des premiers jours parut se ralentir. La tranquillité publique était déjà troublée. De nombreux émissaires de la Réforme parcouraient la Normandie et semaient avec succès, dans l'esprit des populations, les premiers éléments d'une grande révolte contre l'église et même contre toute autre autorité. A la faveur de ces nouveaux principes, le nombre des pauvres s'était vite augmenté, dans la ville de Rouen, d'une foule d'individus qu'un arrêt du Parlement qualifiait de « vagabonds, marauds, gens « oisifs, filles publiques, aventuriers, mauvais gar- « çons, garnements, pillards et larrons (1). » Il fallut alors aviser au moyen d'empêcher ces pauvres du dehors, ces vagabonds, marauds et autres, de venir

(1) Arrêt du Parlement, 27 juin 1524.

augmenter le nombre des malheureux du dedans, et, en même temps, tâcher de réchauffer le zèle des bourgeois.

Pendant plusieurs années, le Parlement et la Chambre des Pauvres essayèrent de tous les moyens pour assurer aux malheureux des secours réguliers. Des arrêts nombreux montrent la Cour tantôt priant, tantôt menaçant, tantôt cherchant à parler au cœur, pour amener les bourgeois à « élargir » leurs aumônes et surtout à prendre l'engagement de verser chaque semaine une somme fixe proportionnée à leurs ressources. Elle ordonne des quêtes à domicile ; elle *impose* des taxes à ceux qui ne donnent pas. Ces mesures étaient, d'ailleurs, toujours délibérées soit à l'Hôtel-de-Ville, soit au Palais-de-Justice, en présence des Echevins, du Bailly et des membres de la Chambre des Pauvres.

On parvint ainsi, à travers de nombreuses difficultés, jusqu'à l'année 1534. Avant cette époque, la Chambre, ou plutôt la Commission des Pauvres, n'était composée que d'un certain nombre de membres du Parlement, dont la mission était de veiller à la rentrée des aumônes et à leur bon emploi. Mais, en présence des nécessités croissantes et du refroidissement des bourgeois, on sentit qu'il était besoin de donner à cette commission plus de force et, partant, plus d'autorité. On en augmenta le personnel et on le composa d'un président du Parlement, de quatre conseillers, de deux échevins, du lieutenant général du Bailly et de deux chanoines et on lui donna le nom de *Chambre*, ou de *Bureau de la police des Pauvres*.

Mais les aumônes n'en furent pas plus abondantes,

car, à deux ans de là, un nouvel arrêt décida qu'une taxe proportionnée au revenu de chaque habitant serait levée par le Bureau des pauvres et que, en cas de non paiement, les récalcitrants seraient contraints par la saisie et la vente de leur mobilier (1). Un peu plus tard, la Cour disait dans un autre arrêt : « que « deuement advertie que quelqu'ordre et provision « qu'elle ait par ci-devant donné au faict de la sub- « vention des pauvres, l'amour et la charité des par- « ticuliers est tellement refroidie que pour leur faire « faire aucun eslargissement et aumône de leurs « biens, il conviendra par nécessité, *en grand regret « toutefois et déplaisir de la court*, procéder à l'exécu- « tion des arrêts sur ce donnés et faire cotisation et « assiette sur chacune maison des paroisses de la « ville ainsi qu'il a été ci-devant ordonné par l'arrêt « du mois de novembre 1536 (2).

Après comme avant cet arrêt, le Bureau qui ne se trouvait pas plus riche, le nombre des pauvres augmentant toujours, crut avoir découvert que beaucoup d'individus qui n'y avaient pas droit avaient réussi, par fraude, à se faire inscrire à l'aumône et à s'y maintenir. Il dénonça la chose au Parlement qui, sans tarder, croyant sans doute avoir trouvé un remède efficace, décida que « désormais, deux fois par « an, il serait fait monstre, ou procession générale de « tous les pauvres mis et couchés en l'aumône, soient « hommes ou femmes, de quelqu'état ou condition « qu'ils soient ; qu'ils porteraient une chandelle « allumée au poing, pour partir et aller aux lieux

(1) Arrêt du 29 novembre 1536.
(2) Arrêt du 17 août 1538.

« qui seront ordonnés, et ce, afin qu'ils puissent être « veus et congneus et qu'aucune fraude ou abus n'y « puisse être fait ou commis ; que la première pro- « cession se fera le jour de Saint-Thomas, 21e de « décembre prochain et, la seconde, le jour de Saint- « Barnabé suivant, pour continuer ainsi chaque an- « née. Quant à ceux qui se trouveront absents ou dé- « faillant auxdites processions, ils seront rayés et « ôtés du papier de l'aumône, sans espoir d'y être « remis (1). »

Mais il paraît que le moyen imaginé pour empêcher la fraude, n'avait guères réussi qu'à grever la caisse d'une dépense inutile, car en 1540, on reconnut « *que* « *lesdites chandelles étaient de petite utilité et de grand* « *coût* ; » que beaucoup de pauvres, honteux de figurer à la procession, éteignaient leur chandelle et *la muchaient* ; que même, par les temps pluvieux ou de grand vent, il devenait impossible de les tenir allumées ; qu'enfin, malgré l'obligation de porter chandelles aux monstres, « le nombre des pauvres « estoit tellement augmenté, qu'il n'était plus pos- « sible de fournir à leur subvention. » On trouva, ou l'on crut avoir trouvé, le grand secret d'empêcher les fraudes et de faire en même temps l'*économie des chandelles*, en décidant « qu'à l'avenir les pauvres, au lieu « de porter des bougies en leur main, porteraient « journellement sur leurs habits une marque en « drap de couleur, afin d'être congneus tant en « ladite procession que par les rues *laquelle obli-* « *gation* (ajoute malicieusement l'arrêt) *pourra estre*

(1) Arrêt du 13 décembre 1538.

« *occasion que plusieurs voudront plutôt quitter l'au-*
« *mône que porter ladite marque...* (1) »

Depuis sa constitution, en 1534 et en 1536, le Bureau des pauvres, tendant à perfectionner son œuvre, ajoutait toujours, suivant que l'expérience en démontrait la nécessité, quelque disposition nouvelle au réglement de 1521. En l'année 1543, il présenta à l'homologation du Parlement une longue ordonnance, ou plutôt une *instruction*, sur la manière dont les anciens réglements devaient être exécutés et sur les diverses œuvres de charité qu'il avait en vue. Après avoir expliqué comment et pourquoi les trésoriers et les distributeurs des pauvres seraient élus, il signale l'abus que font les pauvres de l'aumône en argent lorsqu'elle leur est distribuée, comme on l'a fait jusqu'ici, pour une semaine entière ; dans ce cas, ils dépensent tellement leur aumône, qu'il « ne leur reste « plus rien ni pour eux ni pour leurs enfants, et « qu'ils se trouvent, par suite, contraints de *mendier* « pendant le reste de la semaine ; à quoi voulant « obvier, il ordonna qu'à l'avenir, au lieu d'une seule « distribution par semaine, comme on avait accou- « tumé depuis l'ordonnance de 1521, il en serait fait « trois, assavoir les lundi, mercredi et samedi ; que « les pauvres seraient tenus de s'y trouver en per- « sonne à une heure après-midi, sous peine pour les « défaillants de perdre leur aumône. »

Quant aux petits enfants, qui venaient très nombreux aux distributions « et ne savaient employer « utilement l'argent de l'aumône, il fut ordonné

(1) Arrêt du 9 juin 1540.

« qu'au lieu d'argent on leur donnerait chaque jour « un pain de quantité et qualité suffisantes pour leur « substantation, eu égard à leur âge et corpulence. »

Puis continuant à s'occuper des enfants, le réglement ajoute : Et afin que les jeunes enfants « inscrits à l'aumône, tant fils que filles, advenant « l'âge, puissent apprendre quelque manière de vivre « à l'advenir, soit métier, marchandise ou autre état « et ne demeurent oisifs ou inutiles à la chose pu- « blique, les distributeurs dresseront un état des « enfants de l'âge de neuf ans et au-dessus et, suivant « l'inclination qu'ils leur reconnaîtront, ils les dis- « tribueront aux gardes des divers métiers qui les « pourvoiront de maîtres ;

« Quant à ceux qu'ils n'auront pu placer, il les « mettront en service ou autres états ;

« Enfin, pour dresser et duire les enfants dès leur « âge puérile à bonnes mœurs et à savoir lire et « écrire et par ce moyen les rendre plustôt en estat « de servir la chose publique, la ville donnera « certains lieux pour recueillir les garçons et les « filles depuis l'âge de cinq ans et illec être instruits « par maîtres et maîtresses, et un autre lieu pour « les loger, nourrir et entretenir jusqu'à l'âge de neuf « à dix ans ; *ensuite de quoi ils seront placés chez les « maîtres* comme il a été dit ci-dessus. »

En homologuant ce règlement, le Parlement ordonna que, pour en assurer la stricte exécution, les députés, sur le fait de la police des pauvres, s'assembleraient désormais de quinzaine en quinzaine (1).

(1) Arrêt du Parlement, 27 juin 1543.

Est-il possible, en lisant ce document, d'échapper aux réflexions qu'il suggère et de n'être pas saisi tout à la fois de respect pour les hommes de ce temps-là et de pitié pour ceux qui, de nos jours, par ignorance ou par esprit de parti, ont pris à tâche de les rapetisser. Avec nos innombrables plans de rénovation sociale, et nos principes humanitaires, qu'avons-nous obtenu qui soit supérieur à ce petit bout d'ordonnance de police. On parle beaucoup de la nécessité de l'instruction pour tous, on étudie la question, on s'épuise à la discuter ; nos aïeux faisaient mieux et plus vite. il s'agit ici, remarquons-le, des plus déshérités. Il s'agit des enfants des pauvres mendiants ; eh bien, la Chambre des pauvres s'en empare, elle les loge, les habille et les nourrit jusqu'à l'âge de cinq ans ; puis, passé cet âge, elle veut qu'ils soient instruits par maîtres et maîtresses jusqu'à ce qu'ils aient atteint leur neuvième ou dixième année ; alors elle les confie à des maîtres pour leur apprendre un métier et les mettre en état « de vivre à l'avenir et de ne demeurer inutiles à la chose publique ! »

Où en sommes-nous aujourd'hui sur cette question du travail des enfants et de leur instruction ? Je laisse à nos économistes et à nos moralistes, libres-penseurs et autres, le soin de répondre à cette question et surtout de faire mieux qu'on ne faisait en 1543.

Cependant, ces heureux résultats n'avaient point été obtenus sans peine. La liberté dont on nous parle tant existait alors plus qu'on ne le croit généralement, et le droit d'élire certains fonctionnaires s'exerçait sans obstacle. Non-seulement les Echevins et les 24 du conseil étaient soumis à l'élection, mais, dans

chaque corps et même dans la moindre corporation, les dignitaires étaient élus. La Chambre des pauvres avait également recours aux voix pour la nomination de son Trésorier, de son Procureur et de plusieurs autres de sès administrateurs. On vient de voir que les distributeurs des seçours étaient, comme le Trésorier, élus par le Conseil de la ville. C'est à cette liberté de discussion qu'il faut attribuer les longs débats qui précédaient ordinairement les délibérations et en retardaient l'exécution. Chacun, connaissant son droit, était jaloux de l'exercer. De là naissaient souvent des conflits, qui nécessitaient presque toujours l'intervention du Parlement. La Chambre des pauvres était peut-être, plus qu'aucune autre compagnie, troublée par des questions de préséance qui nuisaient à l'unité de son action. C'est ce qui détermina le Parlement à en prendre la direction d'une manière plus effective.

Sans toucher aux bases de son organisation primitive, il y apporta certaines modifications. D'abord il changea sa dénomination : de *la Chambre des pauvres* il fit le *Bureau des pauvres*, et détermina d'une manière plus nette le nombre et la qualité des membres qui le composeraient à l'avenir.

Un arrêt du 30 février 1544, contient les dispositions suivantes :

« La Court voyant les difficultés qui chacun jour
« surviennent pour l'exécution de l'arrêt naguères
« par elle donné (1534 et 1536) sur le fait des pauvres
« et voulant y donner ordre,

« Ordonne qu'à l'avenir et jusqu'à ce que par la
« bonté et clémence de Dieu la calamité du temps ait
« pris fin, une fois la semaine s'assembleront à jour

« extraordinaire l'un des Présidents de la Court et dix « conseillers, lesquels, ou six d'iceulx en l'absence « des autres, appelé le Procureur général du Roi, deux « chanoines de Notre Dame et deux des Bourgeois « conseillers de l'Hôtel-de-Ville, aviseront et délibè- « reront des moyens les plus commodes pour l'exé- « cution dudit arrêt et autres choses qu'ils verront « utiles pour subvenir auxdits pauvres ;

« Et une fois le mois, tous les moyens, expéditions « et arrêts qu'ils auront délibérés *seront vus par la* « *Cour*, qui en ordonnera l'exécution définitive, s'il « y a lieu (1). »

Quelques mois plus tard, une nouvelle ordonnance constate que les sages dispositions relatives à l'instruction et à l'apprentissage des enfants pauvres n'étaient point demeurées à l'état de projet ; on y lit ce paragraphe :

« Et pour ce que l'on a vu être procédé un grand « bien d'avoir par ci-devant distribué les jeunes « enfants pauvres à apprendre métier, *lesquels gâgnent* « *de présent argent* par leur industrie et qui autrement « étaient disposés à être toute leur vie en pauvreté « et misère, ordonne que tout maître ou maîtresse « qui aura consenti de prendre un de ces enfants, « pourra nonobstant prendre d'autres aprentis qui ne « seront pas de l'aumône (2). »

Cette dernière disposition était nécessaire, parce que les maîtres, dans chaque état, n'ayant droit de prendre qu'un nombre limité d'apprentis, eussent été

(1) Arrêt du 30 février 1544.

(2) Arrêt du 18 juillet 1544.

privés de cet avantage par la présence des apprentis pauvres, si la Cour n'y avait pas pourvu.

Cependant, en l'année 1545, si le zèle des bourgeois répondait toujours à celui des membres du Bureau, les aumônes ne *s'élargissaient* pas en proportion des besoins, et il arriva que, les secours de la Ville, et ceux dont pouvait disposer le Bureau, étant devenus tout-à-fait insuffisants, la mendicité reparut mieux que jamais ; les pauvres se répandirent de nouveau dans les rues et recommencèrent à faire entendre ces cris, ces lamentations et ces plaintes que le règlement de 1521 avait eu pour but de faire cesser.

Il fallut donc revenir aux mesures rigoureuses. Le Parlement fit publier de nouveau l'arrêt du 18 juillet 1544 et, de plus, il ordonna que les bourgeois qui refuseraient de s'engager à donner chaque semaine une somme fixe en rapport avec leur revenu, seraient taxés d'office, en conscience, par les députés qui, à cet effet, se transporteront à leur domicile, assistés de deux conseillers de la Cour (1).

Presque chaque année le Parlement et le Bureau des pauvres étaient obligés de prendre des mesures semblables, tant pour obliger les bourgeois à verser leurs cotisations volontaires et à payer leurs taxes, que contre les mendiants étrangers qui affluaient sans cesse, et les vagabonds, dont la hardiesse devenait de plus en plus inquiétante. Les arrêts qui prononcent leur expulsion dans les vingt-quatre heures, quelquefois sous trois jours, sont si nombreux, qu'on en trouve au moins un chaque année.

(1 Arrêt du 27 juin 1545.

Cependant, grâce au paiement des cotisations et des taxes hebdomadaires (système assez semblable à l'income taxe des Anglais), le Bureau des pauvres parvenait à régulariser les secours, et même à donner une extension plus grande à son administration. Dans l'un des rapports mensuels qu'il était tenu de faire au Parlement, sur l'ensemble de ses opérations, on trouve, à la date du 26 novembre 1558, les détails intéressants qui suivent : « Pour raison de la grande « affluence de pauvres estant de présent en cette ville, « et pour les frais qui sont grands, mais nécessaires, « tant pour donner pain et argent aux vieilles gens « et petits enfants, qui ne peuvent travailler, que pour « entretenir les *quatre écoles* de filles et fils mendiants, « leurs maîtres et maîtresses, guérir les pauvres « malades des accidents qui leur surviennent, mettre « les enfants en nourrice dont les père et mère sont « décédés, revêtir les pauvres fils et filles mis en « métier, donner l'aumône aux pauvres passants et « pourveoir à autres nécessités qui chacun jour et « heure s'offrent, il n'est possible de satisfaire, de « quelque soin et diligence que y puissent user *les « gens tenant le Bureau établi par la Cour*, par ce que « les bourgeois et manants se trouvent par trop re- « froidis d'eslargir de leurs biens aux pauvres. « Pourquoi la Cour ordonne que nouvelles exhor- « tations seront faites aux prônes des paroisses et « de nouvelles quêtes à domicile.

« Et si aucuns habitants se trouvent qui sans res- « pect aux bonnes et saintes remontrances qui leur « seront faictes, ne voudroient se cotiser volontaire- « ment et raisonnablement, *ni considérer combien ils*

« *sont tenus envers Dieu, qui, par sa grâce et libéralité,*
« *leur a voulu prêter des biens temporels plus que suffi-*
« *sants, à condition de l'en remercier et de lui en être*
« *reconnaissants en la personne des pauvres qui le repré-*
« *sentent, la Cour y pourveoira* et procedera de telle
« façon que les ingrats seront forcés de convertir
« leurs superfluités en aumônes pour subvenir à la
« nécessité de leurs frères chrétiens habitant avec
« eux la même ville (1). »

Ce résumé des différentes œuvres de charité que le Bureau des pauvres avait organisées, dispense d'entrer dans de plus longs détails ; mais plus les résultats qu'il constate sont beaux, plus il est intéressant de faire connaître celui qui, pendant longtemps, dirigea le Bureau et l'anima de sa piété et de son dévouement.

Ce personnage, trop peu connu, est M. Loys de Petremol. Reçu conseiller au Parlement en l'année 1531, et devenu président en 1549, ce magistrat, pieux et bon, avait voué sa vie au service des pauvres. Des premiers il fut désigné par la Cour pour faire partie de la Chambre des pauvres, lors de sa création, en 1534. Il était déjà membre de cette autre société, fondée par le Parlement, pour secourir les pestiférés, sous le nom de Bureau de la santé. Instinctivement les deux bureaux le choisirent pour président ; en sorte que, bientôt, il en devint l'âme ; c'était lui qui les présidait habituellement. Il avait obtenu des administrateurs de la Madeleine une chambre au troisième étage, pour y rassembler, le dimanche, à

(1) Arrêt du 26 novembre 1558.

des heures différentes, le Bureau des pauvres et le Bureau de la santé. Il aimait ces deux sociétés sœurs, et n'était jamais plus heureux que lorsqu'il se trouvait avec elles dans cette salle de leurs délibérations qu'il avait fait décorer à ses frais, et pour laquelle aussi il fit peindre un tableau, qu'on y plaça en l'année 1559. Enfin, il rédigea un règlement pour le service intérieur et l'emploi du temps pendant les séances, et c'est à lui que revient l'honneur d'une partie des améliorations qui furent successivement introduites dans l'administration des pauvres jusqu'à l'année 1560.

Mais alors, les émotions populaires, les troubles religieux et politiques qui les suivirent, suspendirent les séances du Bureau, et la plupart de ses membres furent réduits à se cacher pour échapper aux fureurs de 1562. Il est inutile de rappeler à cette occasion les atrocités dont la ville de Rouen fut le théâtre, les églises et les couvents pillés, ravagés, démolis jusqu'à ce que M. de Montmorency, parvenu à rétablir l'ordre dans la ville, pût y rappeler le Parlement.

Aussitôt le Bureau des pauvres se hâta de reprendre ses séances. On le retrouve assemblé devant le Parlement, dès le 21 février 1562 (vieux style). Mais que de misères sollicitaient à ce moment des secours urgents ; jamais les indigents n'avaient encore été si nombreux ; catholiques et huguenots étaient réduits dans la même nécessité, et, durant de longues années, les uns et les autres durent expier cruellement leurs excès.

Cet état malheureux se prolongea pendant presque toute la seconde partie du XVI^e^ siècle ; tout concourait

à empêcher le retour des temps heureux du passé ; la lutte entre les catholiques et ceux de *la nouvelle opinion*, comme on disait alors, se continuait toujours, malgré les lettres et les édits de pardon et d'oubli ; le commerce en souffrait, et naturellement les pauvres en recevaient le contre-coup. D'un autre côté, le blé était devenu si cher, qu'en l'année 1573, au mois de mai, il ne se trouvait ni grain à la halle ni pain chez les boulangers ; durant plus de huit jours on eut à redouter les excès de la populace ; les pauvres, surtout, se montraient fort exaltés et tenaient des propos menaçants. « On dit qu'il n'y a point de pain, criaient-ils, mais nous savons où il y en a, et nous irons le prendre (1). »

Jamais le nombre des pauvres n'avait été aussi considérable ; il devait y en avoir environ dix-huit à vingt mille, puisque sans y comprendre Saint-Maclou, Saint-Cande et Saint-Eloi, il fut trouvé que *douze mille* étaient inscrits à l'aumône sur les autres paroisses.

Pour faire face à tant de besoins, le Bureau fit des prodiges de patience et de dévouement. Cherchant à calmer les plus mutins par de bonnes paroles, et se mulipliant pour provoquer les dons des bourgeois, il finit par contracter, avec l'autorisation du Parlement, des emprunts qui s'élevèrent à la somme, énorme pour l'époque, de 20,000 livres.

Cependant, les pauvres n'étant point encore calmés, et ne témoignant qu'une foi douteuse aux promesses qui leur étaient faites, on donna l'ordre aux huissiers

(1) Arrêt du 37 mai 1573.

« *de s'en aller doucement par les rues* pour les faire re-
« tirer, et leur dire que la Cour était occupée à les
« pourvoir. » Puis la Cour décida que tous ses membres, présidents et conseillers, se partageraient immédiatement tous les quartiers de la ville et se rendraient, accompagnés de sergents et de bourgeois, dans toutes les maisons; qu'ils les visiteraient du grenier à la cave, et que là où ils trouveraient du blé au-delà de la nécessité, ils mettraient l'excédent sous le scellé.

Cette mesure, exécutée sur l'heure, contribua plus que toute autre à rendre la confiance et à ramener l'ordre. Bientôt le Bureau de la police des pauvres put reprendre son œuvre comme par le passé; mais sa mission était devenue bien plus difficile. Les aumônes étaient moins abondantes, parce que tout le monde avait souffert depuis plusieurs années. Néanmoins, on parvint jusqu'à l'année 1586, sans autre changement que la transformation du Bureau de la police des pauvres en *Bureau des pauvres valides*, nom qu'il a conservé pendant plus de deux siècles.

Cette nouvelle dénomination n'était cependant pas très exacte, car elle pourrait faire supposer que le Bureau n'accordait des secours qu'aux pauvres qui, pouvant travailler, ne gagnaient point assez pour se suffire; tandis qu'en réalité il secourait indistinctement, les valides et les invalides.

Le but qu'il s'était toujours proposé depuis 1521, c'est-à-dire, la suppression de la mendicité, était maintenant atteint, car la distribution régulière des secours et l'organisation du travail étaient assurées. Il avait institué, avec le concours des échevins, des

ateliers que l'on appelait œuvres publiques; les pauvres valides étaient tenus de s'y rendre chaque jour, sous peine de perdre le secours de l'aumône supplémentaire; mais il n'abandonnait pas pour cela les pauvres invalides ou infirmes, ni les vieillards, ni les enfants. Quant aux malades, ils trouvaient à l'Hôtel-Dieu les secours dont ils avaient besoin; ceux qui étaient atteints de contagion ou de peste, étaient gouvernés par le *Bureau de la Santé*. Toutes les misères et toutes les infirmités étaient donc secourues par l'un ou par l'autre de ces Bureaux.

Cependant en l'année 1587, la caisse des Pauvres présentait un déficit effrayant. Par suite d'emprunts successifs, elle était grevée d'une dette de 45,000 livres que les cotisations des bourgeois, qui n'avaient jamais suffi pour couvrir la dépense ordinaire, ne pourraient jamais combler, puisqu'au lieu d'augmenter, elles tendaient toujours à diminuer. L'embarras du Bureau se trouva tel que, dans l'impossibilité de payer les pauvres qui se rendaient chaque jour aux ateliers des œuvres publiques, on fut obligé de suspendre les travaux.

Dans cette extrémité, le premier président Groulart, cherchant un moyen de diminuer la dépense du Bureau, sans diminuer le nombre des pauvres inscrits à l'aumône, fit décider par la Cour du Parlement que « tous bourgeois et habitants de Rouen seraient « admonestés de nourrir certain nombre de pauvres, « soit hommes, femmes ou enfants, selon leurs « facultés, et que ceux qui n'en voudraient prendre « volontairement y seraient contraints. »

Cependant l'arrêt laissait aux bourgeois l'option

entre nourrir les pauvres ou leur donner chacun deux sols par jour ; il recommandait à ceux qui seraient ainsi admis chez les bourgeois d'y donner leur travail en échange, de s'y comporter modestement et avec obéissance sous peine d'être chassés comme fainéants et indignes de l'aumône. Enfin, il les obligeait à porter *en évidence la marque du bourgeois chez qui ils seraient employés* !

Est-il besoin de dire que l'essai du premier président ne réussit pas? Outre cette marque, livrée de l'indigence, qu'on avait alors la manie d'imposer aux pauvres et qu'ils portaient avec une grande répugnance, les bourgeois témoignèrent tant de répulsion à admettre dans leur maison, au sein de leur famille, des mendiants qu'ils ne conaissaient que pour les avoir vus trainer leurs haillons dans les rues, que la tentative échoua sans avoir même reçu un commencement d'exécution.

Malheureusement les événements qui suivirent n'étaient point de nature à enrichir la caisse du Bureau et encore moins à diminuer le nombre des indigents ; car, de 1587 à 1595, la misère fut si grande que le Bureau, sans abandonner tout-à-fait sa mission de charité, se trouva, par la force des choses, empêché de l'exercer. Les cotisations volontaires, aussi bien que les taxes, faisant complètement défaut, les pauvres ne reçurent plus de secours et retournèrent à la mendicité. Mais, aussitôt après le retour du Parlement royaliste à Rouen, le premier président, Claude Groulart, essaya de rétablir la régularité des secours ; il s'entendit avec les membres du Bureau et avec les échevins pour ramener un peu d'argent dans la

caisse des pauvres. Des assemblées eurent lieu à l'Hôtel-de-Ville dans ce but. En attendant, le Bureau reprit ses séances et se réorganisa (1). Enfin les temps devinrent meilleurs ; le séjour du Roi pendant trois mois dans la ville de Rouen, à la fin de 1596, acheva de ramener la confiance et rendit l'activité aux affaires.

Ces heureuses circonstances rendirent aussi la vie au Bureau des pauvres. Non-seulement il reprit toutes les bonnes-œuvres d'autrefois, telles que les distributions régulières, l'instruction des enfants, leur apprentissage, etc., etc., mais encore il voulut les augmenter. Depuis longtemps on était réduit à loger les pauvres un peu partout, faute d'un local assez vaste pour les y réunir tous. Cet éparpillement était fort préjudiciable à l'œuvre, en ce qu'il rendait la surveillance très difficile, et que, par suite, les pauvres travaillaient moins et plus mal. Depuis 1543, le Bureau demandait avec insistance aux Echevins de lui fournir ce local. Fatigué de n'en obtenir que des refus, ou de vagues promesses, il résolut d'entreprendre lui-même la construction qu'on lui refusait. On était alors en l'année 1601. Depuis environ deux ans, la caisse du Bureau s'était relevée ; elle avait payé ses dettes et se trouvait même avoir un modeste actif. Le premier président Groulart n'avait point été étranger à cette prospérité : car, depuis 1595, il n'avait pas cessé de la préparer par ses conseils et de la rendre facile par ses générosités. Ce fut donc à lui que s'adressa le Bureau pour la réalisation de son projet. Sans retard la chose fut décidée et immédiatement commencée. Il existait

(1) Arrêts des 7 et 14 juin 1595.

à la Marêquerie, sur la paroisse Saint-Vivien, de vastes terrains en nature de jardin et plusieurs maisons appartenant à divers propriétaires. On traita à l'amiable avec plusieurs, mais, avec huit autres, il fallut avoir recours à l'expropriation, et cela occasionna de longs retards. Puis, quand la procédure fut terminée et que le Bureau des pauvres se trouva en possession du tout, il ne lui restait point d'argent pour bâtir, et on dut se borner à utiliser les maisons de la Marêquerie dans l'état où elles se trouvaient. On y installa quelques ateliers, mais on fut obligé de continuer à loger les pauvres et à les faire travailler, soit dans les loges de la maison de santé qui étaient inoccupées depuis plusieurs années, soit dans les dépendances du collége des Bons-Enfants, ou dans ceux de la tour Guillaume-Lyon, et même dans la maison des Carmélites.

On gagna ainsi l'année 1617, sans avoir pu construire autre chose, à la Marêquerie, que quelques baraques. Mais au moyen de certaines réparations et aménagements dans les maisons expropriées, on put y établir des manufactures et des ateliers où l'on installa, sans distinction de sexe ni d'âge, les pauvres les plus habiles et les plus capables de gagner leur subsistance. On réserva même une de ces maisons pour renfermer, « sous forme de châtiment, les fai-
« néants et les vagabonds, parce que les tours qui
« avaient servi jusqu'à ce jour étaient trouvées trop
« rigoureuses, incommodes et incapables (1). »

Jusque vers 1625, les pauvres n'eurent d'autre lo-

(1) Arrêt du 7 janvier 1617.

gement ni d'autres ateliers que ces vieilles maisons restaurées. En vain, durant de longues années, le Bureau des valides, et même le Parlement, avaient-ils pressé les Echevins de faire construire les bâtiments dont les plans avaient été arrêtées dès l'année 1601, et de fournir les lits, les habits et les ustensiles nécessaires. Les Echevins se retranchaient derrière l'impossibilité, et prétendaient que les travaux incessants pour la peste avaient épuisé jusqu'aux dernières ressources de la ville.

Convaincu, maintenant, qu'il ne fallait pas compter sur la ville, et que, d'un autre côté, les pauvres ne pourraient, sans inconvénient, demeurer plus longtemps dans ce pêle-mêle qui durait depuis neuf ans au moins, le Parlement, en l'année 1626, eut l'excellente idée d'ouvrir une souscription, dont le produit devait servir à la construction des bâtiments projetés; il s'inscrivit pour 6,000 livres; à sa suite, toutes les compagnies s'inscrivirent; les avocats et les procureurs fournirent à eux seuls 2,000 livres; les officiers de la Table de Marbre et des Eaux et Forêts, le Bailliage, la Vicomté, les Cours des Comptes et des Aides suivirent l'exemple du Parlement.

Malheureusement la peste qui ravageait la ville de Rouen depuis sept ans avait paralysé le commerce et jeté en même temps dans les rues un nombre considérable de mendiants, en sorte que les sommes qu'on avait recueillies pour leur assurer des logements salubres et des ateliers couverts se trouvèrent presqu'absorbées pour leur nourriture; bientôt même on allait être forcé de suspendre les distributions. En cet état, bien que la ville fût déjà fort obérée, le Parle-

ment, qui avait maintes fois insisté auprès des Echevins pour les intéresser aux embarras continuels du Bureau, changea de langage avec eux; il ordonna que « la ville serait contrainte de prendre à sa charge « exclusive un millier de pauvres qu'elle ferait tra- « vailler et auxquels elle fournirait la subsistance et « le logement. » Les Echevins refusèrent d'abord; ils rappelèrent les sacrifices énormes que la ville avait dû faire depuis 1618 pour combattre le fléau de la contagion et subvenir à l'entretien du Bureau de la Santé, sacrifices qui avaient épuisé toutes ses ressources. Puis ils rappelèrent qu'autrefois le Bureau des pauvres avait ordonné que les mendiants valides et les vagabonds seraient employés à battre le ciment, et que l'exécution de cette mesure avait suffi pour décider les pauvres étrangers et les vagabonds à déguerpir de la ville. Ne pourrait-on pas, disaient-ils, recommencer la même épreuve dans la circonstance actuelle? Les Echevins eurent beau dire, le Parlement maintint son arrêt, et la ville ouvrit des ateliers auxquels mille pauvres choisis entre l'âge de quatorze à cinquante-cinq ans furent appelés (1).

Depuis son origine, le Bureau des pauvres avait dû changer souvent le lieu de ses séances; d'abord il avait siégé au Palais, dans une petite salle où se tenait la chancellerie; plus tard, il siégea dans une chambre du troisième étage à l'Hôtel-Dieu de la Madeleine; il vint ensuite au monastère des Carmes, dans une chambre de l'hôpital du Roi. Mais depuis que sous le nom de Bureau des pauvres valides son administration avait

(1) Arrêts des 7 décembre 1622 et 9 février 1623.

pris une plus grande extension, la chambre de l'hôpital du Roi était devenue trop petite. Il demanda au Parlement un lieu plus spacieux et plus commode et, après un assez long examen, il fut enjoint aux Echevins de mettre la halle aux ferronniers à sa disposition. Les Echevins résistèrent pendant deux ans, et ne cédèrent que devant un arrêt très formel de la Cour, qui leur reprochait de ne montrer jamais que du mauvais vouloir pour tout ce qui touche l'intérêt public (1).

Mais cette halle aux ferronniers n'était guères convenable pour y tenir les séances du Bureau, on y était exposé au froid, à la pluie, à tel point qu'au bout de très peu de temps il fallut chercher un autre local et s'adresser encore au Parlement, car ni les Echevins, ni les administrateurs de la Madeleine ne consentirent à en prêter un. Il fallut donc plaider. Le Procureur des pauvres valides, entendu le premier, dit : L'injure du temps, le mauvais état de la halle aux ferronniers, qui est fétide et étroite, où les Blanche œuvre et les ferronniers étalent leurs marchandises, rendent ce lieu inhabitable, et il est impossible d'y transférer les archives ni d'y établir des siéges.

« Etant à considérer que depuis 1533 et durant « 50 ans, le Bureau avait tenu ses séances à l'Hôtel-« Dieu de la Madeleine ; qu'il ne l'avait quitté que « parce que les pestiférés y étaient apportés de toutes « parts ; mais à présent que tous les contagiés sont « portés au Lieu de Santé, le Bureau demande à tenir

(1) Arrêt du 31 mars 1621.

« ses séances en ladite chambre haute ; ajoutant que « les pauvres qui viennent à la halle aux ferronniers, « demeurent exposés à l'intempérie, en sorte qu'af- « fluant de tous côtés en cette année infertile, ils « demeurent dehors, transis et morfondus en atten- « dant réponse à leur requête, dans un lieu puant et « infect; n'est-il pas étonnant qu'un Bureau, ayant « à sa tête l'un des Présidents de la Cour, des con- « seillers d'icelle, des gens de l'église cathédrale, « deux anciens Echevins, quatre quarteniers, les « trésoriers et officiers dudit Bureau, soit rebuté de « toute parts, et qu'on ne veuille lui donner lieu pour « ses séances; il persiste donc à demander ladite « chambre haute de l'Hôtel-Dieu, *dans laquelle est* « *encore le tableau* qui, pour ce sujet fut peint en 1559 « par le commandement de M. Petremol, alors Pré- « sident au Parlement et restaurateur dudit Bureau « et Police des pauvres, et en cas de refus, il de- « mande que les administrateurs des pauvres valides « soient dispensés pour l'avenir de tenir le Bureau. »

Les Echevins, prenant la parole à leur tour, répondirent que sans démentir précisément les administrateurs du Bureau des pauvres, ils leur reprochaient une humeur changeante, qui les a fait quitter successivement l'Hôtel-Dieu, le monastère des Augustins, les Carmes, l'hôpital du Roi, sans avoir jamais songé à demander à la ville un local, si ce n'est dans ces derniers temps, que le Président de Courvaudon leur assigna la halle aux ferronniers, qu'ils trouvaient si commode à ce moment et dont ils ne veulent plus aujourd'hui; ils y ont cependant fait bâtir, sans permission, puis ils ont demandé la halle

aux merciers, et enfin se sont rabattus sur une vide place, où l'on serre les pavés destinés aux quais, laquelle est devant la halle au blé ; aujourd'hui c'est encore autre chose qu'il leur faut. Mais à quoi bon ; n'ont-ils pas les biens du Bureau des pauvres, et entr'autres ne possèdent-ils pas à la Marêquerie des héritages bâtis, où ils peuvent, sans rien demander aux fonds d'autrui, se faire une place commode pour tenir leur Bureau, y ayant là une grande place joignant lesdits héritages, fort commode pour recevoir le peuple venant audit Bureau et où ils pourront faire bâtir comme ils aviseront.

De leur côté, les administrateurs de l'Hôtel-Dieu intervenant au débat, disaient : « D'abord le Bureau « des pauvres de l'Hôtel-Dieu est bien plus ancien « que celui des valides ; son revenu est distinct « comme son administration ; si en 1556 le Bureau « des valides a pu tenir ses séances à l'Hôtel-Dieu, « ce n'a été que par tolérance et à prix d'argent, « et aussi par le respect qui était dû à M. Pe- « tremol, lequel, ayant par une affection pleine de « piété, procuré l'établissement de *l'un* et de *l'autre* « Bureau, en tenait les assemblées où il lui plaisait. « Enfin quand même les valides paieraient fort « cher le loyer de cette chambre haute, elle ne « pourrait leur être livrée, puisqu'elle est occupée « pour l'instruction des procès de la haute justice « de l'Hôtel-Dieu et par MM. les administrateurs « qui y tiennent leurs assemblées trois fois par « semaine. *Du reste, elle est si haute que les valétu-* « *dinaires, impuissants et chargés d'ans n'ont force* « *suffisante pour en monter le degré !* »

Après avoir entendu ces trois plaidoyers, la Cour décida que dans un délai de six mois, les administrateurs du Bureau des valides se procureraient un local pour leurs séances, soit à la Marêquerie, soit à la halle aux ferronniers, qui leur était laissée par les Echevins, mais qu'ils s'y établiraient à leurs frais et que, toutefois, ils pourraient, en attendant, s'assembler à l'Hôtel-Dieu.

En conséquence de cet arrêt, le Bureau fit commencer les travaux à la Marêquerie et continua de tenir ses séances dans la halle aux ferronniers, en attendant son installation définitive, qui ne put avoir lieu qu'en l'année 1624.

Après ce procès contre les Echevins, le Bureau des valides fut obligé d'en soutenir un autre contre les Religieux de l'abbaye de Saint-Ouen.

On se souvient qu'en l'année 1538, il avait été ordonné que deux fois l'an, le jour de Saint-Thomas et le jour de Saint-Barnabé, il serait fait revue des pauvres, et que ceux-ci devaient porter en cette revue ou procession, une chandelle allumée, qui fut bientôt supprimée et remplacée par une marque sur leurs vêtements.

Depuis 1538 la revue avait eu lieu régulièrement aux jours indiqués. Les pauvres se réunissaient à la Vieille-Tour, et de là se rendaient à l'église Saint-Ouen, où ils entendaient la messe suivie d'un sermon; après quoi ils faisaient la procession dans l'intérieur de l'église, et la terminaient extérieurement devant la porte des Marmousets, où, après avoir reçu chacun un pain, ils étaient congédiés. On sait que la porte

des Marmousets est celle qui se trouve aujourd'hui dans le jardin de Saint-Ouen.

Il existait alors et depuis longtemps, entre l'église Saint-Ouen et celle de Sainte-Croix-Saint-Ouen, une *vide place*, close de murs. C'était là qu'on avait accoutumé de réunir les pauvres pour la distribution du pain, les jours de revue ; ce lieu avait été choisi par les distributeurs, parce qu'il rendait toute fraude impossible, en ce que le pauvre qui recevait son pain à la porte de sortie, ne pouvait plus rentrer dans l'enclos pour essayer de prendre une seconde fois part à la distribution, ainsi que cela avait lieu fréquemment aux jours de l'aumône ordinaire.

Mais cette vide place, close de murs, appartenait aux Religieux de Saint-Ouen. Depuis 112 ans, la distribution s'y était faite sous leurs yeux, aux jours solennels de Saint-Thomas et de Saint-Barnabé, sans que jamais ils eussent songé à y trouver à redire ; mais voilà que tout-à-coup l'idée les prit d'affranchir leur enclos de cette servitude plus que centenaire et d'appeler les administrateurs du Bureau des pauvres devant la justice, pour leur faire faire défense de continuer à l'avenir de faire la distribution en ce lieu. Cependant, si l'acte d'assignation était formel dans ses termes, la plaidoierie des Religieux fut plus modérée, et elle donna à penser que les parties pourraient facilement s'entendre. « On pourrait, disaient « les Religieux, faire la distribution en tout autre « lieu et avant d'amener les pauvres à l'église ; *ce* « *qui serait d'ailleurs bien plus séant*, puisqu'on les ver- « rait marcher par les rues et à la procession dans « l'église avec leur pain. » Néanmoins, cette propo-

sition conciliante ne fut point acceptée, et la Cour, devant qui l'affaire avait été plaidée, décida que rien ne serait changé à l'usage ancien ; que l'on continuerait de sortir par la porte des Marmousets et de tenir les pauvres dans l'enclos pendant la distribution. Seulement, les Religieux obtinrent la liberté de s'affranchir de la servitude en litige, en se chargeant de faire eux-mêmes et sous leur responsabilité, la distribution des pains devant la porte du clos, et ce en présence du distributeur et des sergents du Bureau, tenus d'y assister pour le bon ordre (1).

Sauf cette modification, la revue des pauvres aux jours de Saint-Thomas et de Saint-Barnabé continua d'avoir lieu comme par le passé, et le Bureau, débarrassé de ce procès, put enfin presser les travaux de la Marêquerie et s'y installer en l'année 1624, comme je l'ai déjà dit. Pour lui, la question capitale était bien moins de se procurer un local pour ses séances que de bâtir un logement pour abriter ses pauvres ; aussi ne songea-t-il d'abord et avant tout qu'aux moyens de se procurer les fonds nécessaires à la réalisation de son projet.

Les circonstances étaient des plus défavorables. La peste, qui depuis 1627 semblait s'être retirée de la ville, reparut en 1631, en même temps qu'une quasi disette qui jeta la classe ouvrière dans une si grande pauvreté qu'un grand nombre furent réduits à solliciter les secours du Bureau. De leur côté les Echevins, qui depuis nombre d'années avaient épuisé les ressources de la ville au soulagement des pestiférés,

(1) Arrêt du 18 décembre 1624.

parlaient de licencier environ cinq cents pauvres des mille qu'ils occupaient aux œuvres publiques depuis que la Cour les y avait condamnés. Le moment était mal choisi pour cela, car aussitôt que la nouvelle de ce licenciement se fut répandue en ville, elle y produisit « si grande rumeur et scandale » que le Parlement fut obligé, non-seulement de défendre aux Echevins de licencier aucun pauvre, mais de leur ordonner d'ouvrir de nouveaux ateliers pour occuper les ouvriers de la draperie à battre du ciment et de les dresser de manière à ce que les hommes et les femmes fussent séparés. Les Echevins furent bien obligés de se soumettre, mais leur embarras était vraiment extrême, si l'on en croit Pouchet, l'un d'eux, dans la réponse qu'il fit au requisitoire du Procureur général ; il dit, en effet, « que la ville faisait tout son « possible pour empêcher le désordre, mais que « l'affluence des pauvres est telle, tant en hommes « que femmes et filles, qu'il est impossible d'y par- « venir ; que les Echevins ont avisé de faire plu- « sieurs ateliers pour les séparer, qu'ils avaient même « résolu, si la peste n'était pas revenue, de faire ser- « vir la maison de la santé pour y enfermer les « femmes et les filles et les employer à filer avec des « rouets, mais il avait même été impossible de leur « procurer ces rouets en nombre suffisant. »

Si l'on joint à ces difficultés celles que créait chaque jour la cherté du blé qui obligea de taxer le pain blanc à 24 deniers et le bizet à 20 deniers la livre, on comprendra pourquoi, cette fois encore, le Bureau des pauvres valides fut contraint d'ajourner ses constructions de la Marêquerie.

Cependant il n'avait point, pour cela, abandonné, ni l'instruction des enfants, ni l'œuvre de l'apprentissage, ni celle des vieillards et des infirmes; il les soutenait toujours et s'ingéniait sans cesse à les améliorer. Ne pouvant construire les bâtiments, il tâcha d'y suppléer. Les prêtres de l'Oratoire possédaient, au nom de l'hôpital du Roi, une grande maison située à la Marêquerie. Le Bureau traita avec eux et, moyennant certains arrangements, il entra bientôt en possession de la maison, la mit en état et y installa cinq cents enfants qui y trouvèrent, indépendamment du logement, la nourriture, l'instruction et des maîtres pour leur apprendre un état. Les administrateurs rédigèrent ensuite un règlement pour l'administration de cet établissement et le présentèrent au Parlement qui l'approuva. Enfin, des lettres patentes du Roi, enregistrées le 10 septembre 1646, ratifièrent le tout et en ordonnèrent l'exécution.

Si l'on voulait maintenant avoir plus de détails sur l'histoire du Bureau des pauvres jusqu'à l'époque de 1789, nous renverrions à la *Semaine religieuse du diocèse de Rouen*, des 16 et 25 août 1873; mais quant à son origine et aux faits principaux qui constatent son développement, les difficultés qui retardèrent ses progrès et qui trop souvent paralysèrent son action toute de charité, nous croyons les avoir surabondamment indiqués. Nous ne saurions cependant terminer sans marquer d'une manière particulière l'année 1651 qui fut l'époque la plus florissante et la plus décisive de l'histoire du Bureau des pauvres valides, puisqu'elle mit fin aux mesures provisoires, en plaçant les pauvres sous la protection du Roi, du Par-

lement et de la cité tout entière.. Cette époque étant la plus connue, il ne reste que quelques mots à ajouter à ce qui précède. Notons cependant encore ce fait que le but poursuivi par le Bureau des pauvres depuis sa fondation avait été la *suppression de la mendicité*, que ce but il l'atteignit sans autre secours que le zèle de ses membres et les aumônes des habitants.

Aujourd'hui la mendicité est interdite par la loi, mais, en fait, est-elle supprimée?

Mais laissons cela et revenons à l'année 1651. C'est à cette époque que M. Damiens, conseiller au Parlement, reprenant l'œuvre si bien commencée par M. Louis Petremol, de 1531 à 1560, se démit de sa charge pour se dévouer entièrement au service des pauvres et leur apporta ses biens et le secours de son ardente charité. Les résultats de son dévouement ne se firent pas longtemps attendre. Un arrêt du 29 mars 1654 nous montre en effet le Bureau des pauvres valides siégeant à la Marêquerie et s'occupant de la construction des grands bâtiments destinés à recevoir et à loger les pauvres. Les députés de toutes les compagnies siégeaient à côté des administrateurs. Dans cette séance solennelle le greffier Vaignon reçut la mission de faire les marchés avec les entrepreneurs et de surveiller les constructions. On estima que ce grand ouvrage ne coûterait pas moins de 4 à 500,000 livres; et d'une voix unanime on exprima le désir que ces bâtiments fussent assez spacieux et bien distribués pour y pouvoir loger et nourrir tous les pauvres valides; les petites filles et les jeunes garçons y devaient être également admis.

Seulement, au lieu de leur donner un uniforme, comme on l'a fait depuis, il fut décidé que tous porteraient une marque pour les faire reconnaître.

Ce fut alors aussi, et presque en même temps, qu'à l'aide de donations, de souscriptions et d'aumônes, on put faire bâtir la chapelle.

A partir de ce moment, tous les services, réunis dans un même corps de constructions, reçurent une organisation meilleure et plus efficace ; les ateliers de travail, les infirmeries, les logements, l'œuvre des nourrices, la gésine, le service médical, aussi bien que l'œuvre de l'apprentissage, administrés d'une manière plus régulière et plus large, transformèrent en peu de temps l'ancien Bureau des pauvres valides, dont l'existence avait toujours été jusque-là si précaire, en un vaste établissement où toutes les misères étaient admises et secourues, et où, sous la dénomination d'Hospice Général, se devaient continuer jusqu'à nos jours, malgré tous les événements et tous les systèmes, les saintes traditions des Petremol, des Damiens, des Lambert de la Motte et de tant d'autres bienfaiteurs de l'humanité dont l'histoire ne saurait trop signaler les noms.

Bureau de la Santé.

Depuis longtemps la ville de Rouen voyait, chaque année, sa population décimée par la maladie de la peste ; mais personne ne songeait à en rechercher les

causes, ni à étudier les moyens propres à en prévenir le retour.

En l'an 1503, le fléau avait été si violent et si meurtrier que « la plupart des bourgeois, manants et ha-« bitants avaient quitté la ville ; les magistrats de « tous les degrés avaient suspendu le cours de la « justice, et les Etats du pays s'étaient retirés à Lou-« viers (1). » Durant les années qui suivirent et jusqu'à la fin de 1511, la maladie continua de sévir, mais avec moins de rigueur. Les premiers symptômes se manifestaient toujours vers la fin du printemps ou le commencement de l'été, et la plus grande intensité coïncidait ordinairement avec la saison des fruits. Quoique la peste fût une maladie très ancienne, et que, depuis plusieurs siècles, elle eût exercé dans la ville de Rouen les plus tristes ravages, il n'apparaît pas qu'avant le commencement du XVI^e^ siècle, elle eût jamais été étudiée ni combattue. Le premier document qui révèle, de la part de l'autorité, une préoccupation utile à cet égard, est l'ordonnance du 27 mars 1507, par laquelle l'Echiquier, voulant diminuer le grand nombre d'aventuriers et de vagabonds qui affluaient sans cesse dans Rouen, et qui, par leur manière de vivre, y causaient des désordres de toute espèce, ordonna aux *Bélitrès* et *Maraulx* de vider la ville dans les trois jours, et défendit « aux *Taverniers*, « aux *Hostelliers*, *Estuviers* et *Bordeliers* de recevoir au-« cune personne à jouer aux *dés*, aux *cartes*, aux *bibe-« lots* et au *jeu du tablier*. En même temps il défendit « de vendre, acheter ou porter aucun faux visage,

(1) Arrêt du 23 décembre 1503.

« marques, nez ou barbes feintes ou autre chose dé-
« guisant le visage. »

Cette ordonnance de police, qui n'avait eu pour but que d'empêcher les orgies dont les tavernes, les hôtelleries, les étuves et autres lieux étaient depuis très longtemps le théâtre, fut suivie, en 1511, d'un arrêt de l'Echiquier, qui avait plus directement trait à la maladie contagieuse qui sévissait sur les habitants depuis 1503 et dont l'intensité augmentait de jour en jour. Cet arrêt ordonnait « aux religieux de la Made-
« leine d'aller à l'Aunay laver les hardes des malades
« et de les y sécher; défendant de les vendre ou d'en
« faire usage avant Pâques de l'année 1512, sous
« peine de 500 livres d'amende, enjoignant aux car-
« teniers et aux dixainiers de savoir le nombre des
« malades et des maisons de leur dixaine qui seraient
« attaqués de la maladie (1). »

L'année 1512 fut plus désastreuse encore. De toute part et à toute heure parvenaient des détails navrants; des familles entières disparaissaient en un seul jour, en quelques heures même. Ainsi, le 15 novembre, l'Echiquier étant en séance, plusieurs conseillers, arrivés après l'heure, racontèrent « que le maître de
« l'hostel ou pend pour enseigne le Fardeau, sis en la
« rue de ce nom, sa femme, ses enfants, ses servi-
« teurs et la femme d'un épicier qui avait hanté le dit
« hostel étaient allés de vie à trépas depuis quelques
« jours (2). » Immédiatement l'Echiquier rendit un arrêt ainsi conçu : « Pour éviter aux coustaiges et

(1) Parlement, Arrêt du 15 novembre 1511.
(2) Parlement, Reg. du 15 novembre 1512.

« plus grands inconvénients que pour cause de ce ou « de semblable chose il pourrait advenir à la ville, « il sera fait commendement à tous et chacun taver- « niers, hostelliers, bourgeois, épiciers, bouchers et « autres personnes tenant boutique et ouvreur pu- « blics et maisons esquelles serait advenu ou y au- « rait inconvenient pour cause de peste, que incon- « tinent et sans delai ils aient à fermer et serrer leurs « huis, boutiques et ouvreurs. A inhibé et défendu « quant pour le regard des dits hostelliers et taver- « niers qu'ils ne reçoivent ne souffrent aucune per- « sonne de quelqu'état, condition ou qualité qu'elles « soient, pour loger ou boire en leurs dites maisons « et aux bouchers, boulangers, épiciers et autres « gens de mestier tenant ouvreur et boutiques ou- « vertes de clorre leurs échoppes ne exposer aucune « denrée ou marchandise sur peine d'estre banis de « ceste ville et de cent livres d'amende, etc. »

A trois jours de là, une troisième ordonnance décidait que « quatre habitants seraient chargés d'appré- « hender les pestiférés, que les échevins leur paie- « raient un salaire raisonnable et leur fourniraient un « vêtement particulier sur lequel il y aurait une « marque pour les faire reconnaître ; que ces hommes « seraient tenus d'indiquer par une croix les maisons « où seront décédés des pestiférés et de clore celles « où il y aura danger de peste. » (1)

Ces agents reçurent le nom de *marqueurs* et la ville leur assigna un domicile commun et écarté dans une rue qui prit leur nom et qui le conserva.

(1) Arrêt du Parlement, 18 novembre 1512.

En 1512, l'Echiquier résuma, en une seule, toutes les ordonnances qu'il avait rendues depuis quelques années en vue de la peste. Ce résumé contenait 18 articles qui furent lus et publiés par le Bailli de Rouen aux assises du 26 novembre. Puis, le tout fut remis le 12 septembre 1513, à Martin Morin, qui l'imprima avec les ordonnances des 27 mars 1507, 23 juillet 1513 et l'édit rendu par Louis XII, le 9 mars 1510, contre les blasphémateurs (1).

Ces ordonnances n'avaient, dans la pensée des magistrats, d'autre portée ni d'autre but que d'obliger les habitants à se préserver eux mêmes de la contagion, en apportant plus de prudence dans leurs rapports avec les malades; et tout en prescrivant ces mesures de police, elles convoquaient les médecins de la ville et leur donnaient mission d'étudier la maladie et d'en chercher le remède. Mais, il faut le dire, toutes ces recommandations et toutes ces précautions contre les malades, ces costumes bizares des marqueurs, ces croix blanches qui signalaient à chaque pas des maisons atteintes de peste, ces portes closes à l'aide de gros cadenas et de fortes chaînes et ces gens revêtus de la robe perse qui, munis de longues baguettes blanches, éloignaient d'eux les personnes qu'ils rencontraient, tout cet appareil, dis-je, effrayait la population et empirait la situation plutôt que de l'amender; car rien, plus que la peur du mal, ne prédispose à en recevoir les atteintes. Aussi, pendant longtemps, vit-on le fléau s'étendre de plus en plus. Après avoir paru

(1) Ces ordonnances viennent d'être réimprimées par les soins de la société des Bibliophiles normands.

se ralentir de 1518 à 1520, la peste reprit de plus belle de 1521 à 1523 et elle fut si terrible qu'un arrêt du 2 août 1522, nous apprend que « dans les maisons à « l'entour du palais, il était décédé un grand nombre « de gens ; que d'autres étaient malades et qu'enfin il « ne se trouvait en la ville aucun lieu ni endroit « *immuné* du danger de peste. » Ce que voyant le Parlement, non moins effrayé que les autres habitants, ordonna une enquête sur les causes du mal, sur les remèdes à lui opposer et sur le nombre de ses victimes depuis un an.

Cette enquête confiée à deux conseillers de la Cour qui s'adjoignirent les curés et vicaires des paroisses, les religieux de la Madeleine et un grand nombre de médecins, manqua son but, au moins quant à la découverte des remèdes. On ne jugea pas à propos de la publier, mais elle rassura si peu Messieurs de la Cour que, le 9 août, celle-ci déclara que : « en consi- « dération du danger de peste, le Parlement serait « clos et fini pour cette année (1).

Tout cela n'était point de nature à rassurer la population. Aussi la vit-on courir en foule dans les églises, pour demander à Dieu *d'appaiser son ire* et de faire cesser le fléau. Enfin on eut recours à la science ; les médecins devinrent des oracles ; on les sollicitait, on les priait, on les suppliait, on les accablait de dons et surtout de promesses. Il se passait alors des marchés bizarres ; rien ne coûtait pour décider le médecin à venir visiter un fils, une épouse, un père ; on promettait des récompenses magni-

(1) Arrêts des 2 et 9 août 1522.

fiques . . . Mais à l'heure venue, promesse et reconnaissance étaient oubliées. On en citerait cent exemples ; en voici un : c'était en 1523, Jacques de Civile, demeurant à Maromme, était en son lit, malade de la peste ; il n'y avait pas de temps à perdre, car on mourait en douze heures. Sa sœur accourt à Rouen chez deux docteurs en vogue, Laurent de Pacy et Erblanc Bourdon, elle les prie et les supplie de venir au plus vite. Les docteurs résistent ; ils ont femme et enfants qui les retiennent ; eh bien je vous baillerai 100 écus si vous venez avec moi, dit-elle. Ils cédèrent ; trois jours de suite ils allèrent à Maromme soigner le pestiféré. Malheureusement il en mourut et les médecins apprirent ce que valaient les promesses. La demoiselle de Civile ne leur voulut rien payer du tout ; elle prétendit qu'ils n'avaient point visité, touché ni manié son frère, ni vu sa langue et que même ils étaient demeurés à la porte. Il y eut procès, on plaida pendant un an ; enfin des experts ayant affirmé que les visites avaient été bien et loyalement faites, la Cour condamna la sœur du défunt à payer à *chacun* des docteurs 30 écus, soit 90 livres, c'est-à-dire environ 100 fr. de notre monnaie actuelle pour chaque visite ! N'était-ce pas un peu cher pour ce temps-là ?

D'autres gens, plus avisés, traitaient à forfait pour toute leur famille : tout était prévu dans le marché ; la fourniture dès drogues, médicaments, emplâtres, onguents et autres choses était faite par le médecin, mais les médecines « et autres remèdes se prenant « par la bouche, » étaient fournis par l'apothicaire. Souvent aussi les malades traitaient pour être soignés

pendant leur vie, et ceux-là se montraient toujours généreux; ils faisaient don au médecin d'une grosse somme à prendre sur leur succession. Il est vrai que les héritiers refusaient quelquefois de payer et que la justice était appelée à terminer la querelle, mais au moins le malade avait pu mourir tranquillement dans son lit, bien soigné jusqu'à son dernier soupir (1).

Si la persistance de la peste porta très haut la considération des médecins, elle fut en même temps très utile à la science, car elle obligea les docteurs, aussi bien pour répondre á la confiance de leurs clients qu'à celle du Parlement, qui les interpellait très souvent, à étudier cette maladie plus qu'on ne l'avait fait jusque-là. Cependant, malgré leurs efforts, ils n'étaient parvenus ni à pouvoir indiquer les causes du mal et encore moins à en découvrir le remède. En cet état, le Parlement, cherchant partout des lumières, en demanda à tous ceux qui, comme lui, avaient mission de veiller à la chose publique. Il organisa une sorte de conseil de salubrité, dans lequel il fit entrer les Echevins, le Bailly ou son Lieutenant, les Religieux de la Madeleine, les plus notables bourgeois, les curés et un certain nombre de médecins. Ce conseil s'assemblait fréquemment et tenait des séances tantôt au Palais-de-Justice, tantôt à l'Hôtel-de-Ville. Dans ces réunions on étudiait les moyens de combattre le fléau, on prescrivait les mesures de police et l'on organisait les secours à donner aux malades. Ce conseil fut définitivement constitué en 1537 sous le nom de *Bureau de police de la santé;*

(1) Arrêts des 14 février 1535, 17 août 1526 et 19 février 1560.

il fut décidé que ses assemblées auraient lieu de quinzaine en quinzaine, et qu'une fois par mois, l'un de ses membres rendrait compte à la Cour, en assemblée générale, des faits qui se seraient produits pendant la période, du nombre de maisons qui auraient été attaquées de la peste, du nombre des personnes guéries et de celles qui auraient succombé. L'arrêt qui constituait ainsi le Bureau de la santé, ordonnait en même temps plusieurs mesures de police. Il enjoignait de clore les maisons infectées et défendait expressément aux serviteurs de ces maisons de « sortir ni issir, pour aller par la ville, « sans avoir verge longue qui ne se puisse cacher « ni mucher, portant icelle droite, sans la baisser « ni couler soubs ni à l'ombre de leurs habits. »

Enfin cet arrêt ordonnait de veiller à la netteté des rues et à l'honnêteté de la ville ; de nettoyer la renelle, les latrines, les égoûts et de les faire écouler avec les autres immondices (1).

A ces mesures de police, les Religieux de la Madeleine, qui craignaient par-dessus tout l'envahissement de leurs salles par les pestiférés, ce qui, en mettant en danger les autres malades, augmentait considérablement la dépense ordinaire, demandaient à hauts cris que, pour diminuer les dangers de la contagion, la Cour ajoutât l'ordre « de brûler tous les habits contigus à la chair, « tous les ustensiles et meubles qui auraient été « prochains des personnes pestiférées et d'établir « près de la ville sur la rivière de Seine, en aval,

(1) Arrêt du 21 février 1537.

« une maison ou hopital dédié seulement aux ma-
« lades de peste pour les y panser, nourrir et en-
« tretenir jusqu'à leur mort ou à leur guérison. »

Il existait effectivement non loin de la ville, sur les paroisses de Petit Couronne et de Quevilly, une vaste ferme nommée l'Aunay, qui appartenait à l'Hôtel-Dieu, en vertu d'une donation de Richard Cœur-de-Lion, en date du 1er juin 1195.

C'est en ce lieu de l'Aunay que, faisant droit à la demande des Echevins, qui s'étaient joints pour cela aux Religieux de la Madeleine, la Cour, en rappelant son arrêt de l'année 1511, ordonna « de prendre deux
« acres de prairie, de les enclore de pals et de hayes
« et de creuser des rigoles pour faire venir l'eau de
« la Seine, parce que les meubles et vêtements des
« malades y seraient apportés par gens payés par les
« Echevins, et qu'ils seraient netoyez et séchés sur
« l'herbe du dit enclos. »

Ainsi fut constitué, le 21 février 1537, le premier établissement de l'*Event*. Cet établissement n'avait pour but que de combattre la contagion ; on espérait y parvenir, en nettoyant et en éventant avec le plus grand soin tout ce qui avait été mis en contact avec les pestiférés. Dans la même pensée, la Cour défendit « expressément aux prêtres confessant et ad-
« ministrant les malades de peste d'aller vaguer ni
« discourir par la ville, aux églises ni ailleurs » et elle ordonna « au Prieur de l'Hôtel-Dieu de leur fournir
« des chambres d'où ils ne pourraient sortir pour
« aller converser avec gens sains. »

Est-il besoin de le dire ? Malgré tant de précautions la maladie persistait toujours et, sans la suivre

d'année en année, il suffit de signaler les périodes pendant lesquelles elle causa de plus grands ravages. L'année 1537 après 1522 et 1523, fut des plus meurtrières ; 1544, 1545, 1546 furent tellement malheureuses, qu'en une seule semaine on compta jusqu'à 720 personnes atteintes. Après cela, sans disparaître tout-à-fait, le mal se ralentit jusqu'à l'année 1556, où il reprit avec une telle violence, que l'on fut obligé d'évacuer toutes les prisons.

Mais alors, comme à chaque fois que la peste redevenait plus violente, on redoublait de vigilance et de soins, on faisait exécuter plus strictement les ordonnances, et l'on veillait surtout à ce que les maisons attaquées fussent marquées par des croix. Pour cela, il fallait souvent employer la rigueur, à cause de la répugnance et de la mauvaise volonté des bourgeois à laisser marquer leurs maisons. Pour y échapper, ils avaient recours à toutes les ruses et allaient même jusqu'à corrompre les marqueurs, lesquels, souvent ne demandaient pas mieux, car ils trouvaient ainsi le moyen de doubler leurs gages, en recevant des Echevins un salaire pour marquer les maisons, et, des bourgeois, un autre salaire pour ne les pas marquer. Pour comprendre la résistance des bourgeois, il faut savoir que la croix appliquée, sur une maison touchée de la peste, condamnait tous les habitants à une réclusion complète et les obligeait à subir, après guérison, toutes les formalités de l'*évent à domicile*, après quoi, si le médecin de la contagion décidait qu'ils pouvaient sortir, c'était à la condition très expresse de revêtir la robe du pestiféré, marquée d'une croix sur l'épaule et de porter à la main, en

parfaite évidence, la verge blanche qui devait les signaler aux personnes saines. Pour « empêcher les « malades de s'en aller le soir divaguer et discourir « par les rues » on avait été obligé de fermer extérieurement les portes des maisons au moyen de forts cadenas et de grosses chaînes, que les Echevins firent fabriquer exprès.

La recrudescence de la peste en 1555 et 1556, inquiétant fortement le Parlement, le ramena à consulter de nouveau le Bureau de la police de santé et à lui demander un nouvel effort et de nouvelles études, pour découvrir les causes de ces retours presque périodiques de la maladie et les moyens de s'en préserver ou de la guérir. Après un rapport très complet sur ces trois questions, la Cour, ne se trouvant guères plus éclairée qu'elle ne l'avait été jusque-là, délibéra une nouvelle ordonnance, en vingt-deux articles, dont la stricte exécution devait, suivant elle, apporter un grand soulagement à la population (1).

Cette ordonnance n'avait pour but que d'assainir l'air par la propreté des rues qu'elle ordonnait de laver deux fois le jour. A cet effet, elle prescrivit aux propriétaires de construire en leurs maisons, dans un délai de trois mois, des latrines avec siége en chaque étage; elle défendit de nourrir en ville pourceaux ni pigeons, d'avoir volières ni poules; aux bouchers, de tuer en leur maisons bœufs, vaches, veaux ni moutons. Enfin, elle ordonna aux poissonniers, aux poulaillers de fermer le soir leurs étaux: puis, après quelques prescriptions générales de po-

(1) Arrêt du 23 juillet 1557.

lice, elle décida que quatre postes seraient établis dans la ville, au Vieux-Marché, au bout du pont, au pont de Robec et au carrefour de la Rougemare, « en « chacun des quels se tiendront trois sergents, les « quels seront tenus d'y résider depuis le matin jus- « qu'au soir, pour veiller à l'exécution de tous les ar- « ticles de ladite ordonnance. »

Cependant, la peste ne disparut point. En 1559, pendant les mois de mai, juin, juillet, août, septembre et octobre, la mortalité fut si grande que, pour satisfaire aux vœux de la population, on fut obligé d'avoir recours aux processions et aux prières publiques. En même temps, et pour la première fois, le Parlement ordonna que les propriétaires des maisons qui avaient été affectées seraient tenues de les nettoyer et de les purger sans délai par le *feu*, l'*encens*, le *charbon*, le *vinaigre* et la *chaux vive*. De plus, il autorisa les Echevins, à employer cent pauvres, munis d'une brouette et d'une pelle, pour enlever des rues les immondices, et les porter dans deux bateaux qui les verseraient, l'un en amont, l'autre en aval de la rivière de Seine (1).

Mais depuis l'année 1511, le Parlement, et, plus tard, le Bureau de police de la santé, s'étaient préoccupés de l'établissement d'un hôpital quelconque dans lequel, à l'exclusion de tous autres, on recevrait les malades de la peste. On avait bien établi, au Grand-Aulnay, à l'aide de pals et de hayes, un lieu spacieux pour éventer les meubles et les vêtements. Plus tard,

(1) Arrêts des 11 juillet, 26 août, 12 septembre et 11 octobre 1559.

on avait bâti, sur le terrain du Petit-Aulnay, quelques loges en planches dans lesquelles on entassait les convalescents, mais cela n'empêchait pas que, chaque jour, on portât à l'hôpital de la Madeleine tous les contagiés qui ne pouvaient se faire soigner chez eux, de sorte que, en 1566, cet hôpital était tellement encombré de malades qu'il fut impossible d'y en envoyer davantage.

Ce fut alors que, pour la première fois, on songea sérieusement à créer ce qu'on appelait *un lieu de santé*, c'est-à-dire une succursale de l'Hôtel-Dieu.

Tout près du Petit-Aulnay, existaient les ruines d'une splendide demeure, « vulgairement appelée le lieu du Général Preud'homme, » et dans laquelle, en l'année 1531, monseigneur Du Prat, cardinal, grand chancelier de France, archevêque de Sens, évêque d'Alby et abbé de Saint-Benoist-lez-Orléans, faisait son entrée à Rouen, alors qu'en qualité de légat en France, il accompagnait le Roi (1). Cette magnifique propriété, dont plusieurs chroniques ont décrit les merveilles, n'existait plus qu'à l'état de ruines en 1566; elle avait été pillée et saccagée pendant les troubles de 1562, à tel point qu'il n'en restait plus que le terrain nu et une simple maison. Lorsqu'en l'année 1531, monseigneur Du Prat avait eu la pensée d'y descendre, elle appartenait à Loys Preud'homme, sieur de Fontenay en Brie, conseiller du Roy, général de ses finances en Normandie, trésorier de son épargne, et à Marie Lhuillier son épouse. Mais, en 1566, les époux Preud'homme étant décédés, tous

(1) Arrêt du 23 janvier 1531.

leurs biens étaient passés à leurs enfants encore mineurs, et étaient administrés en leur nom par Nicolas Lhuillier, leur oncle et tuteur.

En cet état, les gouverneurs de l'Hôtel-Dieu ayant reconnu que le lieu Preud'homme réunissait toutes les conditions désirables, tant par sa situation hors la ville et sa proximité du Petit-Aulnay, que par les ressources que présentaient encore ses ruines, résolurent d'en faire l'acquisition. Mais Lhuillier, tuteur des enfants, refusa de vendre ou se montra si exigeant qu'il fut impossible de traiter avec lui, et que les gouverneurs furent obligés d'avoir recours au Parlement, qui, le 27 juin 1566, prononça l'expropriation « pour le bien et utilité publique du lieu qui fut Preud'homme ; » ordonna « qu'il serait estimé « par experts, et condamna Lhuillier, ès noms, à en « faire vente à l'Hôtel-Dieu au prix de l'estimation, « pour ensuite y estre bâti, construit et accommodé « le lieu nécessaire pour appliquer en l'hospitalité, « réception et subvention des habitants de Rouen qui « se trouveront touchés et malades de la peste, *afin* « *de les séparer d'avec les personnes saines.* (1) »

S'étant trouvé que deux pièces de prairie, qui appartenaient aux religieux de Fécamp, avaient été comprises dans l'expropriation, l'expertise porta sur le tout et en fixa le prix à 3,650 livres. L'Hôtel-Dieu en obtint l'adjudication à ce prix. (2) » Toute cette procédure avait duré deux ans, mais, au bout de ce temps, l'Hôtel-Dieu et le Bureau de la santé, devenus

(1) Arrêt du 27 juin 1566.

(2) Arrêts des 12 avril 1567 et 21 octobre 1569.

propriétaires, n'avaient plus à s'occuper que de la construction du lieu qui devait « être appliqué en « hospitalité. »

Cependant, en 1580, sur ces vastes terrains où devaient s'élever si promptement les bâtiments destinés aux pestiférés, rien n'avait encore été commencé ! On avait bien, à différentes époques, depuis 1537, bâti quelques baraques en planches et quelques logettes au petit Aulnay : mais ces constructions trop légères pour résister longtemps aux pluies, aux grands vents et aux autres intempéries des saisons, étaient presque continuellement en réparation, ou plutôt en reconstruction. Il faut dire que depuis le commencement du siècle, on avait toujours espéré que la ville finirait par se débarrasser de la peste et, dans cet espoir, ne prenant que des mesures provisoires, on ne construisait que des bâtiments provisoires, à peu de frais, et sans solidité. Ajoutons que si la peste fut à peu près permanente à Rouen, pendant un siècle et demi, elle ne sévissait réellement avec une grande rigueur qu'à des périodes qui revenaient presque régulièrement tous les dix ou douze ans, et qui duraient trois, quatre, cinq, six ans, et même quelques fois plus. Quand la maladie devenait plus meurtrière, comme elle le fut en 1537, en 1566, en 1580, on désespérait, on voulait un hôpital solide, on était prêt à tous les sacrifices, mais si, l'année suivante, la mortalité diminuait sensiblement, l'espoir renaissait et tous les projets étaient abandonnés.

Toutefois, en cette année 1580, on fut réellement pris de peur, ou bien on comprit que le provisoire dans lequel on s'était tenu jusque-là, avait été ruineux

pour l'Hôtel-Dieu et pour le Bureau de la santé et presque inutile aux malades, car, après de très longues délibérations entre tous les pouvoirs publics, le Parlement reprenant les termes de son arrêt de 1566, ordonna « que les maisons, lieu et héritage « Preudhomme et Fécamp seraient immédiatement « réparés, bâtis et accommodés à la plus grande « diligence que faire se pourrait. » Mais comme l'entreprise était considérable et que ni la ville, ni l'Hôtel-Dieu ne possédaient les fonds nécessaires, il décida que « pour de si bonnes et si pitoyables œuvres, » une quête générale serait faite à domicile, et que les curés et les vicaires, dans leurs prônes, exhorteraient leurs paroissiens à se montrer généreux.

En attendant le résultat de ces quêtes et de ces prônes, on employa aux travaux du lieu Preudhomme un legs de 12,000 livres, qu'un bourgeois de Rouen, nommé Thierry Dupont, avait fait antérieurement à l'Hôtel-Dieu ; puis, malgré l'imperfection des réparations, le Bureau décida que les malades qui, faute de moyens, étaient restés dans les maisons cadenassées, seraient provisoirement transportés dans les loges nouvellement restaurées du Petit Aulnay, et que, pour le cas où ces loges seraient insuffisantes, le surplus des malades serait envoyé au Grand Aulnay, dont les granges seraient préalablement vidées du foin qu'on y avait emménagé (1).

La maladie sévissait alors avec tant d'intensité, qu'il fallut créer quatre nouveaux marqueurs et quatre nouveaux chirurgiens, et organiser un ser-

(1) Arrêt du 12 novembre 1580.

vice de quatre bateaux couverts, ferrés et fermant à clé, deux camions et encore deux autres bateaux peints en blanc et noir, pour porter les meubles à l'évent du Grand Aulnay.

C'est à cette époque que le nom de *Lieu de santé* fut définitivement donné aux anciens lieux Preudhomme et Fécamp. On y commença des travaux de terrassement ; et pour niveler les jardins, qui s'élevaient jadis en amphithéâtre, et leurs fontaines aux eaux jaillissantes, le Parlement ordonna « aux manants et « habitants de la banlieue, de fournir des banaux et « des chevaux pour porter des terres auxdits lieux « et maison de santé pour en exhausser le terrain, « et aux habitants de la rue Houllegate, d'enlever les « terres qu'ils avaient étendues le long d'icelle, et de « les porter au lieu qui fut Preudhomme. »

En 1582 les travaux étaient terminés ; mais pour avoir voulu aller vite et avec économie, on n'avait fait encore que des baraques en planches. Le Parlement voulut néanmoins donner à ce pauvre hôpital une administration régulière. Il décida que les Echevins désigneraient trois notables bourgeois, qui seraient chargés de son intendance et gouvernement. Un religieux de la Madeleine fut placé au *Lieu de santé* pour y dire, chanter et célébrer la messe, et le Bailli de l'Hôtel-Dieu reçut la mission de trouver le nombre d'hommes et de femmes nécessaires pour y soigner les malades.

Cependant l'organisation du Lieu-de-Santé n'avait point fait oublier tout à fait l'Event, car indépendamment des réparations qui y étaient devenues indispensables, en 1582 on y avait construit trois nouveaux

hangards de chacun 50 pieds (1). Mais les temps mauvais étaient proches; en 1584, la Ligue commençait déjà à troubler le pays; les événements qui suivirent ne firent qu'empirer le mal. Le Bureau de la santé traversa vaille que vaille la période de 1584 à 1589: mais après la mort d'Henri III et le serment de l'Union, le Parlement royaliste, réfugié à Caen, laissant la ville de Rouen entre les mains de Mayenne et de tout le parti ligueur, il ne pouvait plus être question ni du Bureau des pauvres, ni du Bureau de la santé dont les membres dispersés n'avaient plus ni lieu de réunion, ni autorité, ni ressources, ni bâtiments pour recevoir les pestiférés, le siége de 1591 ayant tout détruit.

Et pourtant durant ces tristes années la peste n'avait pas cessé de sévir. A la faveur des préoccupations publiques, les meilleures ordonnances de police, celles surtout qui avaient eu pour but la propreté de la ville et l'assainissement de l'air, avaient cessé d'être exécutées, si bien qu'après la levée du siége il fut constaté qu'il n'y avait pas moins de quinze mille bannelées d'immondices entassées dans les rues et qu'en employant pour les enlever tout ce qui se trouvait de banneaux, tous les brouettiers et tous les gueux et vagabonds, quinze jours ne suffiraient pas (2).

Enfin de meilleurs jours s'annoncèrent. La rentrée du Parlement royaliste à Rouen, sa réconciliation avec les membres ligueurs et, plus encore, la conver-

(1) Arrêt du 20 février 1584.

(2) Arrêts des 30 mars 1593 et 5 avril 1595.

sion d'Henri IV, ramenèrent, avec la confiance, l'ordre et la reprise des affaires. Le Bureau de la santé reprit ses séances et, comme la peste n'avait point cessé depuis longtemps, on reprit les projets de construction dont la guerre avait empêché la réalisation. L'année 1595 expirait et déjà la possibilité de l'*entrée* du Roi dans sa bonne ville de Rouen se laissait entrevoir. Dans cette prévision une commission fut chargée de préparer les plan, devis et marché d'un hôpital qui remplacerait à jamais les logettes dont personne ne voulait plus. Jusqu'à la fin de l'année 1596, les travaux furent poussés avec une certaine activité, mais, faute d'argent, il fut impossible de suivre les plans, et sans retomber tout à fait dans le système des loges, on ne fit cependant encore que du provisoire, c'est-à-dire des baraques en charpente. Le Bureau de la santé et la Madeleine étaient même si pauvres que pour atteindre un si modeste résultat il fallut imposer sur les bourgeois des taxes pour la somme de 1351 livres deux sols; le Bureau des pauvres fut à lui seul taxé à 867 livres 15 sols. Le nouveau bâtiment se trouva terminé à la fin de 1598; on le meubla et l'on y installa les malades (1).

Depuis longtemps les bourgeois n'avaient pas témoigné autant de zèle pour aider le Bureau de la santé dans son œuvre qu'ils le firent cette année. C'est que depuis dix-huit ans la peste avait fait tant de victimes que le deuil et l'inquiétude étaient partout. Aussi quelles tristesses et quelles angoisses dans les familles! Les rues mêmes présentaient le spectacle d'une profonde

(1) Arrêt du 1er juin 1598.

désolation. Tous les jours et à toute heure, on voyait passer le chariot des pestiférés, peint en noir et en blanc, traîné par deux chevaux, et recueillant de maison en maison les cadavres pour les porter à Saint-Maur. Ce douloureux spectacle, qui avait le double inconvénient d'effrayer la population et de répandre dans la ville des miasmes pestilentiels, ayant provoqué de nombreuses réclamations, fut enfin interdit par un arrêt du 23 septembre 1598 décidant que « doresnavant les corps morts de peste ne pourraient être « transportés dans le chariot ou autrement, si non à « quatre heures du matin et à dix heures du soir par « la porte Cauchoise.....» (1).

Deux hommes portant des torches allumées précédaient ce chariot, afin que le public, prévenu par la clarté, eût le temps d'éviter la rencontre du lugubre cortége.

Il n'est pas étonnant, sans doute, qu'en présence de tels tableaux la peur ait gagné les meilleurs esprits et que les magistrats eux-mêmes n'aient pas toujours réussi à s'en préserver. La contagion était tellement redoutable que le Parlement prit quelques fois pour lui-même des précautions dont l'exagération nous fait sourire aujourd'hui, mais qui, alors, paraissaient très naturelles de la part d'une Cour qui, ayant depuis si longtemps interdit tout contact entre les sains et les malades, devait donner à tous l'exemple de la prudence. C'est ainsi que toutes les fois qu'un *soupçonné de peste* comparaissait devant la justice, il demeurait dans la cour du Palais et répondait de là aux

(1) Arrêt du 1er juin 1598.

questions que nos seigneurs, placés aux fenêtres ouvertes de la chambre du plaidoyer, trouvaient bon de lui adresser. C'est ainsi, entre autres, que Berthelot, l'un des éventeurs, ayant contrevenu aux ordonnances, fut amené dans la cour du Palais et que « Messieurs de grand'chambre s'étant transportés « dans la chambre des Beuvettes, dans le lieu voisin « qui regarde dans la cour, l'interrogèrent par la fe- « nêtre. Après quoi rentrés en la chambre du conseil « et en ayant délibéré revinrent au dit lieu et lui pro- « noncèrent son arrêt, les fenêtres ouvertes » (1).

Cependant à ces grandes inquiétudes succédèrent dix-huit années de tranquillité. De 1600 à 1619, la ville de Rouen put se croire à jamais débarrassée du fléau. C'est à peine si quelques cas isolés se manifestèrent chaque année pendant cette longue période. Mais, en 1617, la petite vérole et la rougeole ayant paru à l'état d'épidémie, les médecins déclarèrent « que ces maladies étaient ordinairement avant-coureurs de la peste (2). »

Ce pronostic se réalisa trop bien. A deux ans de là, en 1619, la maladie reparut avec une violence extrême pour ne se ralentir qu'à la fin de 1626. Depuis dix-huit ans on s'en était cru débarrassé, et l'on avait cessé d'exécuter les ordonnances. Il fallut alors y revenir. On recommença à nettoyer les rues; on les arrosa deux fois par jour; chaque soir entre sept et huit heures, on brûla, dans les rues et sur les places publiques, des bourrées de genièvre, des ba-

(1) Cahier secret, 12 janvier 1601.
(2) Arrêt du 25 février 1617.

riques de brai, de goudron et des bois résineux. Alors aussi, il fallut chercher des locaux pour loger les pestiférés, car depuis 1600, les baraques et les loges du Lieu-de-Santé avaient été tellement négligées qu'il ne restait plus que quelques loges. Le Bureau de la Santé, devenu depuis si longtemps inutile, avait lui-même considéré sa mission comme terminée : se trouvant tout-à-coup en face de deux cents malades qui ne pouvaient être soignés chez eux, il fut contraint d'en entasser cent soixante dans les vingt-cinq lits qu'on avait pu rétablir au Lieu-de-Santé; l'Hôtel-Dieu, malgré le danger de la contagion, consentit à recevoir les quarante autres pestiférés.

La terreur était revenue si rapidement que tous ceux qui pouvaient se sauver de la ville s'empressaient de le faire; certains fonctionnaires même, commencaient à déserter, lorsque le Roi dans le but de diminuer ces émigrations, au moins parmi les gens de justice, ordonna que les veuves et les héritiers des membres du Parlement, ceux des autres officiers de la justice et même des procureurs qui décéderaient à leur poste, rentreraient dans le prix de leurs charges ou offices, soit par vente ou autrement (1).

Cette mesure eut une grande portée : elle retint à leur devoir un grand nombre de fonctionnaires qui, peu fortunés, n'eussent pas affronté le danger dans la crainte de laisser leurs veuves et leurs enfants ruinés par leur mort. Mais nous ne pouvons manquer de

(1) Archives du Parlement, 30 septembre et 22 novembre 1619.

signaler ici combien la conduite du clergé contrastait avec celle des hommes dont nous venons de parler ; c'est le Parlement lui-même qui, au moment où tant d'habitants abandonnaient la ville, se plaît à constater, dans un arrêt du 3 octobre 1619, que « les prêtres et « les religieux, tant réguliers que séculiers, deman- « daient à s'exposer au danger pour le secours des « malades. »

A côté de ce document il faut en citer un autre qui établit le triste état dans lequel était tombé le Lieu-de-Santé. C'est une requête que Romaine Martin, sœur coucheresse à l'Hôtel-Dieu, présente au Parlement le 20 novembre de cette année malheureuse, pour demander que des travaux soient « prompte- « ment exécutés dans cet établissement, où, dit-elle, « il y a sept à huit vingts malades et seulement vingt- « cinq lits, en sorte qu'il y a quatre et même cinq « pestiférés à chaque lit, *un grand nombre dans des* « *paniers d'osier* ou sur des paillasses ; que les admi- « nistrateurs ont fait faire une forme de treille, « couverte de genêt tant par dessus que par les côtés « dans laquelle ils prétendent mettre les malades, ce « à quoi ceux-ci se refusent ; que les croiseurs et « marqueurs de la ville, malgré l'encombrement du « Lieu-de-Santé, ne cessent d'heure en heure d'y « amener des malades... (1). »

Pour la quatrième fois on s'était donc laissé surprendre par la maladie. La charpente du Lieu-de-santé était bien restée debout, mais en si pitoyable état que tout était presque à recommencer et qu'il fallait aussi

(1) Archives de l'Hôtel-Dieu.

en renouveler le mobilier. Que faire ? on alla au plus pressé ; de nouvelles quêtes furent ordonnées ; la reconstruction des loges fut mise en adjudication et l'on se mit promptement à l'œuvre. Cependant tout le monde comprenait maintenant que le système des baraques en planches était plus ruineux qu'économique et qu'il fallait à tout prix y renoncer. Dans cette pensée le Parlement décida « de faire partir immé-
« diatement une députation chargée d'aller solliciter
« du Roi un octroi extraordinaire pour aider à la
« construction d'une maison de santé, solide et telle
« qu'il est besoin pour une si grande ville (1). »

Cette députation eut un plein succès ; elle obtint du conseil privé du Roi, à la date du 13 mai 1620, un arrêt qui ordonnait aux administrateurs de la Madeleine « de faire faire le devis d'un hôpital et maison de « santé » et qui accordait pour sa construction une somme de 30,000 livres à prendre sur les deniers destinés à la construction du pont.

Aussitôt on dressa les plans et devis et l'on commença, sur les restes du Lieu-de-Santé, dont on utilisa les ruines, la construction d'un hôpital qui devait avoir cent quarante pieds de long. Mais, déjà, la pensée qui ne devait se réaliser que beaucoup plus tard s'était fait jour, car, au lieu de bâtir un hôpital pour les malades, on construisit un grand local pour les *convalescents*. Ensuite, le Parlement décida qu'une nouvelle députation se rendrait à Paris pour exposer à Sa Majesté la situation si malheureuse de la ville de Rouen et pour la supplier d'accorder les secours né-

(1) Arrêts du 23 novembre 1619, 10 et 27 mars 1620.

cessaires à l'effet d'établir définitivement un véritable *hôpital des pestiférés*.

Pour rendre sa demande plus favorable, le Parlement ouvrit une souscription à laquelle tous ses membres prirent part : les présidents s'inscrivirent chacun pour 180 livres ; chacun des conseillers, honoraires et titulaires, pour 60 livres ; les greffiers pour 30 ; les avocats et les procureurs souscrivirent également, mais à part. Toutes les compagnies, le clergé, l'archevêque, les chanoines, les abbés, les abbesses, et leurs abbayes suivirent cet exemple. Chacun tint à honneur d'apporter son offrande à l'entreprise projetée.

Mais il paraît que le Roi se montra peu touché de ces manifestations et que la requête des députés courait grand risque d'être rejetée, si le premier président et les administrateurs de l'Hôtel-Dieu n'avaient pas pris le parti de se rendre eux-mêmes à Paris pour appuyer la députation.

Bien leur en prit : après avoir obtenu plusieurs audiences du chancelier, ils parvinrent à se le rendre favorable, et peu de mois après ils rapportèrent à Rouen un arrêt du conseil privé qui accordait à la ville l'autorisation de prélever 100,000 livres sur les deniers destinés à la *construction du pont*.

Cette autorisation n'était qu'un leurre. Jamais ces 100,000 livres ne devaient être versées ni à l'Hôtel-Dieu, ni au Bureau de la Santé. D'ailleurs les Échevins se trouvaient dans l'impossibilité de toucher à cette somme. Ils étaient alors en marché pour la construction du pont de bateaux, qui fut commencée en cette même année 1623 et terminée vers la fin de 1628.

On se trouva donc réduit à faire emploi des deniers provenus de la souscription, et comme les médecins réclamaient sans cesse un lieu pour les *malades de la peste*, on construisit « une grande salle en charpente et aiserie » mais si peu solide qu'elle fut emportée par un coup de vent un jour de tempête (1).

Puis ce fut tout. Découragés à la suite de tant d'efforts demeurés inutiles, ni l'Hôtel-Dieu, ni le Bureau de la Santé, ne songèrent plus à bâtir un hôpital. On tira des baraques et des loges le meilleur parti possible, et l'on attendit du temps et des circonstances, ou d'être débarrassé de la maladie, ou les moyens qui manquaient pour réaliser les plans et les devis qui avaient été dressés.

Et pourtant la peste ne disparaissait pas. Après avoir été très meurtrière de 1619 à 1628, elle se ralentit pendant six ans, et reprit de plus belle en 1634, 35, 36, 37 et 38. Elle faiblit de nouveau en 1639, et pendant dix ans on crut l'avoir vaincue. Cependant elle reparut en 1648, quoique moins intense, et continua jusqu'en 1669. Enfin jusqu'à la fin du XVII^e^ siècle, on la revit encore, mais accidentellement.

Il eut été sans doute intéressant de placer ici quelques considérations sur l'histoire de cette affreuse maladie, d'en étudier l'origine, de dire à quelle époque et dans quelles circonstances elle fit son apparition en France et à quelles causes il convient d'attribuer ses progrès, sa décroissance et sa fin. Mais cette étude est du domaine de la science et j'aurais eu mauvaise grâce à l'essayer. Je reste donc

(1) Arrêt du 20 septembre 1650.

dans mon rôle et je reviens encore, mais pour la dernière fois, aux bâtiments du Lieu-de-Santé.

Avec les constructions en planches, en aiserie, en charpente, et avec les loges cent fois détruites et cent fois relevées, on parvint à l'année 1650. Mais alors il se présenta pour les administrateurs de la Madeleine et pour ceux du Bureau de la Santé une occasion très favorable de remettre en avant la question dont il avait été tant de fois parlé et qui paraissait enterrée depuis l'année 1623. Le jeune Roi Louis XIV, âgé de treize ans, faisait sa joyeuse entrée dans la ville de Rouen ; c'était bien le moment de lui demander quelque chose en échange des fêtes qu'on lui donnait et l'on n'y manqua pas. La très jeune Majesté s'y prêta du reste de fort bonne grâce. Par lettres patentes signées de sa main, au mois de février, elle autorisa la levée d'un impôt de 5 sols par muid de vin et de 2 sols 6 deniers par muid de cidre entrant dans la ville, et ce jusqu'à concurrence de la somme de 100,000 livres !

Cette fois, la chose était sérieuse ; l'impôt fut bel et bien assis et perçu, et sans plus tarder on s'occupa de la construction de cet hôpital, dont le projet remontait à l'année 1537. Une commission, présidée par le Premier Président du Parlement, décida que, pour répondre aux besoins du service des pestiférés, il convenait de construire deux bâtiments, dont l'un serait l'*hôpital des malades*, et l'autre celui des convalescents. On se mit à l'œuvre aussitôt et l'on entreprit en même temps la construction des deux hôpitaux, qui furent nommés, l'un Saint-Louis,

destiné aux pestiférés ; l'autre, Saint-Roch, pour les convalescents. La première pierre de l'hôpital Saint-Louis fut posée le 11 mars 1654; celle de l'hôpital Saint-Roch, le 27 du même mois.

Le vœu depuis si longtemps exprimé se trouvait donc réalisé. Au lieu de baraques et de loges, on allait avoir deux hôpitaux confortables « tels qu'il convenait à une si grande ville. » Mais, par un retour singulier des choses, quand ces hôpitaux se trouvèrent achevés et meublés, il advint que la peste diminua si rapidement qu'au bout de peu d'années ils devinrent inutiles. En effet, de 1655 à 1666, il n'y eut presque pas de malades. On prévoyait même si bien la fin de la contagion en Normandie que, dès 1664, Colbert écrivant au Parlement disait que : « Vu « la cessation de la peste aux pays étrangers, il y « avait lieu de laisser entrer librement les navires « dans les ports de la Normandie. »

Cependant, en 1666, 1668 et 1669, le mal reparut encore et causa d'assez vives inquiétudes. On le signalait dans les campagnes, et notamment à Forges-les-Eaux, où le Père Capucin Martial de Séez fut envoyé. Mais, à dater de 1670, il ne fit que décroître, et c'est à peine si quelques cas furent constatés jusques à la fin du XVII^e^ siècle. Les deux hôpitaux Saint-Louis et Saint-Roch étaient donc devenus tout à fait inutiles. Ils demeurèrent clos ou furent prêtés souvent, dans le cours du XVIII^e^ siècle, soit pour y loger des soldats, soit même pour servir de magasins, jusqu'au moment où l'Hôtel-Dieu de la Madeleine, tombant en ruines, on décida qu'il serait transféré au Lieu-de-Santé, et que les deux hôpitaux

abandonnés seraient englobés dans sa reconstruction.

La disparution de la peste ayant mis fin à la mission du Bureau de police de la Santé, tout serait dit sur cette institution, s'il ne restait à accomplir un devoir de justice envers ceux qui se dévouèrent comme lui pour combattre le fléau. Pour apprécier ces dévouements, il conviendrait aussi de se rendre compte des ravages de la peste durant la période que nous étudions et qui, commençant avec le XVI^e^ siècle, ne finit guères avant la fin du XVII^e^. Mais comment compter les victimes? C'est *au charnier des pestiférés*, c'est au quartier Saint-Maur où elles furent entassées qu'il faudrait les aller chercher. L'historien Farin et M. Floquet sont sobres de détails sur ce point. Le dernier énonce bien un chiffre de *onze mille morts* pour dix mois de l'année 1637, mais il ne peut rien préciser pour l'ensemble de la période qui dura plus de 150 ans. Il était impossible en effet à ces deux historiens d'être plus précis; tout manque pour apprécier même à peu près; si l'on risquait un chiffre ce ne pourrait être que par approximation; et ce chiffre serait effrayant. Ainsi, en réduisant à 10,000 le nombre des morts pour l'année 1637 et en prenant ce chiffre pour moyenne de la mortalité pendant les périodes les plus meurtrières on arriverait sans exagération à plus de 300,000! Quand on a étudié les innombrables documents relatifs à la peste, on sent bien que le nombre de ses victimes a dû atteindre et peut-être dépasser ce chiffre, mais on ne saurait le prouver. Les Registres du Parlement, qui contiennent tant d'autres détails,

sont presque muets sur le nombre des morts ; ce n'est qu'accidentellement que l'on y rencontre un renseignement utile. Par exemple, en 1546, le 24 novembre, le Bailli vient déclarer que, pendant la semaine, quatre-vingts personnes ont été atteintes ; que les unes meurent au bout de six heures, les autres au bout de douze. Quatre-vingts personnes atteintes, c'était, à cette époque, quatre-vingts personnes qui devaient mourir ; c'était tout au plus l'affaire de douze heures. Le 25 février 1574, un arrêt constate qu'il y avait déjà trois cents malades. Or, le mois de novembre est précisément celui durant lequel les cas de peste devenaient habituellement plus rares ; et, ordinairement aussi, c'était après février que la maladie commençait à se manifester. Donc quatre-vingts personnes atteintes en novembre et trois cents malades en février, cela indique pour ces deux années une très grande mortalité. En 1589, du 9 au 12 juin, vingt-six *maisons* furent attaquées. En 1596, l'Event et le Lieu-de-Santé étant tout-à-fait encombrés, on envoya cinquante pestiférés à Saint-Julien ; en 1619, en 1620, et jusqu'en 1628, il y avait tant de malades qu'on fut obligé d'en mettre quatre dans chaque lit ; en 1623, rien qu'en douze jours du mois de septembre, cent quarante maisons avaient été attaquées ; en octobre, époque ordinaire de décroissance, il n'y eut que cent quarante maisons d'atteintes pour tout le mois ; il y avait en outre trois cent cinquante malades au Lieu-de-Santé. En six jours du mois de juillet 1624, la peste atteignit cent *maisons* et en douze jours du mois de septembre, le Bailli eut à constater que deux cent cinquante maisons avaient été frappées. En 1626, il y

eut, en quatre jours du mois d'août, vingt-cinq maisons; en 1627, au mois de mai, il est signalé que la peste a repris si vivement, *qu'en un seul jour, en la maison de Carrel, tailleur, près la Crosse, sept corps morts furent enlevés dans le banneau*, et que le lendemain les deux maisons voisines furent attaquées; c'est dire que le bannellier fit de nouveau son œuvre! Après huit années de repos on constate que durant les huit premiers jours du mois de juillet 1635, la peste a sévi dans quatre-vingts maisons, et que depuis ce mois jusqu'au 11 septembre, sept cent soixante-quinze autres ont été atteintes; en un seul jour du mois d'octobre il y en eut dix-neuf, sans compter trois cent soixante malades entrés au Lieu-de-Santé. L'année 1637 fut plus désastreuse encore; la mortalité atteignit le chiffre effrayant de 11,411. La frayeur avait été générale. Partout les habitants étaient en prières, dans les églises et dans l'intérieur des familles. Ce fut dans cette année que la ville de Rouen, représentée par les Echevins, fit un vœu à la Sainte-Vierge et lui offrit une lampe magnifique, en argent, qui fut placée en grande cérémonie dans l'église métropolitaine, devant la chapelle qui en a conservé le nom de *chapelle du vœu*. Pour exprimer à quel point la maladie était terrible cette année, le Bailli de Rouen dans un rapport qu'il présenta à la Cour le 16 novembre, disait: *C'est un feu qui prend comme un feu de paille*. Enfin, signalons encore l'année 1648, si malheureuse, qu'en septembre les médecins de la contagion ne pouvant suffire, il fallut en augmenter le nombre et bâtir des loges supplémentaires pour placer les malades. En 1649, rien que pendant

le mois de septembre, trois cent cinquante maisons furent attaquées et pendant les vingt-et-un premiers jours du mois d'octobre, il y en eut quatre cent soixante-douze.

Si je continuais cette revue, je n'aurais plus à constater de si tristes ravages, car à partir de 1650, la peste commença à diminuer sensiblement; puis après les années 1667 et 1670 on ne la revit qu'accidentellement et elle disparut enfin tout-à-fait à la fin du XVII^e^ siècle, comme je l'ai dit plus haut.

De la combinaison de tous ces détails il résulte, qu'en fixant à *trois cents mille* le nombre des victimes de la peste à Rouen, pendant le XVI^e^ et le XVII^e^ siècles, on reste au-dessous de la vérité. Pour s'en convaincre, un simple calcul est à faire. Le rapport du Bailli pour l'année 1637, accuse, que depuis le commencement de l'année, jusqu'au 16 novembre, 1,316 maisons ont été atteintes et que onze mille quatre cent onze personnes sont décédées, cela fait *neuf* personnes décédées par *maison* attaquée. Or, en prenant pour base ce chiffre de neuf personnes décédées par *maison* attaquée, on trouve, pour l'année 1635, six mille neuf cent soixante quinze victimes et, pour 1649, qui fut bien moins désastreuse, on n'en compte pas moins sept mille trois cent quatre-vingt-dix-huit. Donc, en calculant d'après les mêmes bases depuis le commencement du XVI^e^ siècle, on dépassera de beaucoup le chiffre déja indiqué, surtout si l'on se souvient que la maladie fut presque en permanence à Rouen, de 1504 à 1594.

Mais si au moyen de ces calculs on peut évaluer à

peu près le nombre des victimes de la peste, comment serait-il possible de signaler les héros qui se dévouèrent, pendant cette longue période, au soulagement des pestiférés ?

Depuis l'humble marqueur, jusqu'aux plus hauts dignitaires de la société rouennaise, il n'en est pas dont le nom n'ait droit à une mention honorable ; cependant il faut distinguer les services salariés de ceux qui n'avaient pour mobile que la charité.

Les marqueurs et les éventeurs étaient des agents subalternes salariés. Quelques médecins et quelques chirurgiens, attachés spécialement au service des pestiférés, recevaient un traitement ; mais salariés ou non les services qu'ils rendirent sont de ceux que l'on ne saurait jamais payer assez. La fonction des marqueurs consistait uniquement à assister chaque jour les enquêteurs dans l'inspection qu'ils faisaient des maisons, à marquer d'une croix celles qui étaient attaquées de la peste et à conduire les malades qui n'avaient pas le moyen de se faire soigner chez eux, soit à l'Hôtel-Dieu, soit à l'Aulnay et, plus tard, à l'Hôtel-Dieu. Au commencement la marque avec de la craie avait suffi pour interdire la maison *croisée* ; mais bientôt on s'aperçut que les gens de la maison, effaçaient les croix, et le Bureau de la Santé décida que désormais ces croix seraient faites d'étoffe blanche et clouées sur les portes. Les maisons ainsi désignées étaient interdites ; ceux qui les habitaient n'en pouvaient sortir qu'avec une autorisation spéciale et dans ce cas ils étaient tenus de porter à la main, droit devant eux et bien en évidence, la longue verge blanche ordonnée par la police. Plus tard on reconnut la

nécessité d'interdire plus strictement encore les maisons marquées ; non-seulement on n'accorda plus aux habitants non encore malades l'autorisation de sortir, mais on ferma ces maisons à l'aide de cadenas et de chaînes et personne, autre que les éventeurs, les marqueurs, les médecins et autres agents de la santé, n'y pouvait pénétrer. Aussitôt qu'il se faisait de la place au Lieu-de-Santé on y transportait les malades ; leurs meubles étaient portés à l'Event. Dans le cas contraire, ils étaient soignés à domicile. Mais soit que les malades fussent transportés au Lieu-de-Santé, soit qu'ils décédassent chez eux, leur maison était immédiatement livrée aux *éventeurs* : l'évent durait six semaines, à partir du moment où les malades, leurs meubles et leurs vêtement en avaient été enlevés ; l'opération consistait à brûler dans les appartements, de l'encens et de la chaux vive ; on y brûlait aussi du charbon sur lequel on versait du vinaigre.

Comme les marqueurs, les éventeurs étaient tenus de porter la longue robe et de marcher dans les rues avec la verge blanche à la main ; mais leurs fonctions avaient plus d'importance : ils étaient non-seulement chargés d'éventer les maisons ; mais encore ils devaient inventorier le mobilier des malades et l'éventer à l'Aulnay ; ils étaient en outre gardiens des clés et des cadenas des maisons marquées. On exigeait qu'ils sûssent lire et écrire, et ils recevaient leurs gages de la ville. Deux éventeurs seulement avaient été créés en 1511, mais il fallut augmenter ce nombre ; on le porta à dix en 1620.

A cette époque néfaste, dix éventeurs eussent été

bien insuffisants, si la charité chrétienne n'était pas venue à leur secours. Il existait alors à Paris une communauté religieuse d'hommes, connue sous le nom de Charité de Paris ; ce n'étaient point des lettrés ; on les appelait vulgairement : *Les Frères ignorants*. Ils ne possédaient effectivement aucune science, sinon celle qui inspire les grands dévouements. Quatre de ces frères ignorants vinrent à Rouen, en l'année 1620, et sollicitèrent chacun un emploi d'éventeur. C'était du reste la mission que leur communauté remplissait à Paris. Le Parlement se hâta de les accueillir et il ordonna aux Echevins de leur fournir un logement hors la ville (1).

En 1623, d'autres religieux vinrent aussi offrir leur dévouement ; leur communauté, qui rendait de grands services dans la capitale, y était connue sous le nom de *Frères de la mort*. Ils furent accueillis comme les premiers et comme eux logés aux frais de la ville. Ils étaient de l'ordre et congrégation de saint Paul I^er^, hermite, ordre fondé en France par Guillaume Callier. En récompense de leur dévouement, le roi approuva leur établissement à Rouen, par lettres patentes, en 1624 (2).

Le cadenassement des maisons et l'évent, étaient, on le pense bien, des mesures fortement redoutées. Pour les éviter, on avait recours à tous les moyens ; aussi donnaient-elles lieu fréquemment à des rébellions et à des scènes de violence, dont la justice disait toujours le dernier mot. Il s'en rencontrait aussi quel-

(1) Arrêt du 6 mai 1620.
(2) Arrêt du 24 août 1624.

ques fois d'assez burlesques. J'en cite une en passant. C'était en 1619, aux premiers jours de cette funeste période qui dura neuf ans, un protestant, dont la maison atteinte de la peste avait été cadenassée, voulut, lui, qui ne se sentait pas encore malade, fuir le danger et sortir. Il se mit à crier par la fenêtre de sa chambre, située au premier étage, qu'il voulait abjurer et mourir catholique. On croyait à une ruse de sa part, lorsque, avisant dans la rue un prêtre qui passait, il le supplia d'entendre sa confession, attendu qu'il voulait mourir catholique. Le prêtre y consentit et, ne pouvant pénétrer dans la maison, puisqu'elle était close de cadenas et de chaînes, il s'installa comme il put dans la rue, et reçut la confession que, de sa fenêtre, le protestant lui fit, en amoindrissant sa voix le plus possible. Tout allait bien ; la confession terminée venait d'être suivie d'une entière absolution, lorsque tout-à-coup le pauvre protestant se remet à sa fenêtre, en criant et en suppliant de lui porter secours. Mais secours contre quoi : on se le demandait dans la rue, et le prêtre lui-même n'y comprenait rien non plus. Cependant le pestiféré parvint à expliquer de sa fenêtre qu'un ministre protestant ayant appris ce qui se passait, s'était introduit par les jardins dans sa chambre, et voulait à tout prix l'empêcher d'abjurer. Tout cela avait naturellement amené beaucoup de monde, et le peuple du quartier commençait à s'émouvoir, lorsque le Bailli criminel, suivi de ses enquêteurs, arriva pour verbaliser. Mais il ne restait plus que le prêtre ; le ministre s'était sauvé par où il était venu.

A côté des Frères ignorants et des Frères de la Mort,

il faudrait placer les religieux capucins, les pénitents, les jésuites, et dire à quel degré s'éleva leur dévouement. Il faudrait également montrer le clergé des paroisses, sans cesse aux prises avec la maladie, et signaler le nombre considérable de religieux et de prêtres, qui périrent victimes de leur dévouement. Qui pourrait l'essayer ? Les documents font défaut ; mais on peut être assuré que si leurs noms sont demeurés inconnus, ils ont cependant été gravés au livre de la Charité, et qu'ils seront révélés au grand jour des récompenses.

Il reste à dire un mot des médecins et de leur rôle pendant la période malheureuse qui nous occupe. Ils étaient nombreux à Rouen dès les premières années du XVI^e^ siècle, mais comme ils n'étaient point encore constitués en collége, il serait difficile de parler de leurs travaux. Les noms les plus saillants de ceux qui exerçaient à Rouen à cette époque, sont Alain de Bourges, Robert Nagerel et Jacques Turgis, que l'on trouve en 1517; Jacques de Bethencourt et Jehan Regnard, qui exerçaient en 1527. Dès 1541, une faculté de médecine était constituée dans notre ville; car un arrêt du Parlement ordonna que Geoffroy Rivière, bachelier de la faculté de Montpellier, serait examiné *par la faculté de médecine de Rouen*, avant de pouvoir exercer dans cette ville (1). Un autre arrêt, de 1545, constate qu'il n'y avait plus qu'un seul médecin, nommé Prevost, lequel, à cause de cela, fut condamné à *médicincr les pestiférés*. Plus tard, en 1553 et 1561, on trouve Marin Lepigny, dont le

(1) Arrêt du 22 mars 1541.

nom devint presque célèbre, et Georges Nagerel, tous deux se qualifiant docteurs en la faculté de médecine de Rouen. En 1574, apparaît Mathieu de Lampérière, père de celui dont les démêlés avec Joyse firent tant de bruit plus tard. Mais à partir de 1574, le nombre des médecins augmenta sensiblement ; et l'on voit, fort occupés auprès des malades de la peste, Réné Delangle, Guillaume Guerente, Martin Romé et beaucoup d'autres. Jusqu'aux premières années du XVII^e^ siècle, les médecins demeurèrent en cet état de liberté, plus nuisible qu'utile au progrès de la science. Tant qu'ils furent en petit nombre, ils n'éprouvèrent pas le besoin de se constituer en collége ; mais quant à Marin Lepigny et à de Lampérière vinrent se joindre Lazare Boete, Charles Bras-de-fer, Dionis Vandœus, Jacques Duval, Claude Lormier, Jean Groult, Michel Jagal, Mathieu Bazire, David Joysse et d'autres, la nécessité d'une association se fit sentir, et l'on s'adressa au Parlement pour lui demander la constitution d'un collége. Lazare Boete et Jean Groult, en leur qualité de gardes des droits de la faculté de Rouen, firent les premières démarches et, dès le 19 juin 1603, la Cour ordonna aux médecins d'ouvrir et de tenir un registre et rôle de leur confrérie. A deux ans de là, sur la demande du nommé Malachie Bernard, tendant à son inscription au registre, les médecins ayant avoué que, malgré l'arrêt de 1603, ce registre n'avait point été tenu, le Parlement ordonna que Bernard prendrait rang du 1^er^ février 1601, et qu'à cette fin, en présence de Philippe Poulagu, il serait dressé un registre qui serait intitulé : *Registre matricule du collége des médecins de Rouen, en tête duquel serait inséré*

le serment d'Hippocrate, et ensuite les statuts qui seront arrêtés par six des plus anciens et présentés à la Cour sous huit jours (1). Au lieu de huit jours, la rédaction des statuts dura six mois ; ils furent présentés à la Cour, en latin. Elle en homologua tous les articles, par un arrêt du 23 août 1605, ordonna leur transcription sur ses registres, et dispensa les médecins de faire transcrire le serment d'Hippocrate sur leur registre matricule (2).

Ainsi se trouva constitué le Collége des médecins de Rouen.

Ce fut un bienfait pour la ville ; car ainsi réunis, ayant leurs assemblées fréquentes, les médecins se trouvèrent dans de meilleures conditions pour étudier la maladie régnante. Le Parlement l'avait bien compris ainsi. Lorsqu'éclata la peste de 1619, il s'adressa immédiatement au corps médical, et chargea Marin Lepigny, doyen de la faculté, de dresser un rapport, et « de dire ce que le Collége ordonnait pour remédier à la peste. » A dater de ce moment et à différentes reprises, le Parlement consulta ainsi le corps médical ; ces marques de confiance éveillèrent parmi les médecins une si grande émulation, que chacun voulut mettre sa science en lumière. De nombreux traités et des mémoires sur la peste se produisirent. Ils furent présentés à la Cour. Plusieurs même eurent les honneurs de l'impression. Jean de Lampérière et David Joysse se montrèrent les plus ardents dans cette lutte ; ils y appor-

(1) Arrêt du 19 février 1605.
(1) Arrêt du 23 août 1605.

tèrent même tant de passion que bientôt la discussion dégénéra en querelle, et que jusque dans leurs livres imprimés ils se livrèrent à des invectives et à des violences de langage telles « *qu'il y eut danger qu'ils n'en vinssent aux mains* » et que la Cour crut devoir les appeler devant elle et les semondre sur ce point (1). Pendant vingt ans, Marin Lepigny et Jean de Lampérière furent les oracles de la science médicale. Ce dernier surtout jouissait d'un grand crédit auprès des magistrats.

Aux termes des ordonnances de police du Bureau de la Santé, ceux-là seuls qui en avaient reçu la mission pouvaient secourir les pestiférés, Le service de la santé ou de la peste, comprenait les prêtres de la contagion, les barbiers, les chirurgiens, l'apothicaire de la contagion. Le service médical étant régi par les mêmes ordonnances, fournissait deux médecins de la santé dont le ministère était forcé. Ces derniers étaient nommés à vie par le Collége des médecins. La Ville était tenue de leur payer des gages; ceux du premier médecin furent portés à 1,200 livres en 1623, et ceux du second à 800. En cas de cessation de la peste, ces gages étaient réduits à 800 livres pour le premier médecin et à 600 pour le second. En outre, la Ville leur fournissait le logement. La veuve d'un médecin, décédé pendant le règne de la maladie, avait droit à une indemnité calculée sur les années de service du défunt.

La violence de la peste et sa longue durée depuis l'année 1619, amenèrent à Rouen un nombre consi-

(1) Arrêt du 21 octobre 1623.

dérable de charlatans et d'empiriques. Tous prétendaient avoir découvert, soit un onguent, soit une liqueur merveilleuse qui devait guérir et même préserver de la peste ; on les désignait par le nom d'opérateurs ; il convient d'en nommer quelques-uns. En 1620, Louis Rotz, se disant habile chirurgien de Joire, en Brie, prétend pouvoir enseigner aux administrateurs du Lieu-de-Santé des remèdes, une méthode et une pratique propres à la guérison des pestiférés. Un autre, Nicolas Froment, est venu, dit-il, tout exprès de Noyon, où il a sa famille, pour panser et guérir les malades de la peste ; il est tellement certain de l'efficacité de ses remèdes qu'il n'a nulle crainte de la contagion et qu'il propose aux malades de venir se faire panser en son domicile. Cependant, au bout de peu de mois, Froment, ne voyant venir personne, fut obligé de retourner à Noyon, plus pauvre qu'il n'était en le quittant.

Tous ces charlatans, avec l'autorisation nécessaire, s'installaient sur les quais, y élevaient un théâtre, et, escortés de leurs pitres et pasquins, à grand renfort de tambour, de fifres et de trompettes, ils amassaient le peuple et lui débitaient leurs drogues, arrachaient des dents et en plantaient, en un mot, faisaient ce que nous voyons faire encore aujourd'hui par leurs successeurs.

Un seul, parmi ces opérateurs, mérite une mention plus spéciale ; c'est un nommé Hamel, se disant médecin à Lisieux. Neveu du curé de Torquesne, il se présenta sous son patronage, en 1649, et demanda l'autorisation d'entrer au Lieu-de-Santé pour appliquer aux malades un sirop thériacal de sa composi-

tion. Il prétendait que ce sirop, administré dans les six heures après la première atteinte de la peste, devait guérir radicalement le malade, et il ajoutait que, pris par les personnes saines, il avait la vertu de les préserver de la maladie. Il ne demandait, pour prix de ses services, que deux choses, à savoir : que les médecins assisteraient à ses opérations, et qu'après l'épreuve de son sirop, les médecins, les religieux et les malades qu'il aurait guéris, seraient tenus de lui en donner des attestations.

La proposition ayant paru sérieuse, le Parlement accorda à Marin Hamel l'entrée au Lieu-de-Santé et à l'Event pendant deux mois, et décida que pendant cette épreuve, il lui serait payé 40 sols par jour. Il paraît que l'épreuve confirma les promesses de Hamel, car, au bout de deux mois, la Cour ordonna aux médecins de lui décerner leurs attestations de guérison, l'autorisa définitivement à vendre et à distribuer son sirop et défendit aux médecins de le troubler (1).

C'était, paraît-il, le moment des découvertes, car, en même temps que Marin Hamel expérimentait son sirop thériacal, un Père cordelier, venu de Meaux, demandait au Parlement la permission de se dévouer au service des pestiférés. Il avait découvert un remède qu'il appelait *modificatif*, *préservatif* et *curatif*; il l'avait, disait-il, employé avec un plein succès au Mans, à Chartres et à Meaux, et depuis quelques mois il en faisait l'expérience à Darnétal, et dans les faubourgs de Martainville et de Cauchoise. Au moyen

(1) Arrêts des 13, 14 octobre, 14 décembre 1649 et 19 mars 1650.

de ce remède, il éventait les maisons, presque sans frais, et si parfaitement, qu'aussitôt les malades pouvaient communiquer avec les personnes saines sans aucun danger pour celles-ci. Le médecin de Lamperière ayant été chargé d'examiner le remède modificatif, préservatif et curatif du Père cordelier, nommé frère Jean Lebaufle, non-seulement le trouva bon, mais encore en recommanda l'usage. Le Lieutenant du Bailli et les Echevins vinrent à leur tour en attester le plein succès. En présence de résultats aussi complétement heureux, le frère Jean Lebaufle fut autorisé à exercer son ministère de charité dans la ville et à éventer partout où il serait demandé (1).

Ainsi, c'était presqu'en même temps que les remèdes contre la peste et contre la contagion paraissaient trouvés, que les administrateurs de la Madeleine et ceux du Bureau de la Santé faisaient dresser les plans des deux hôpitaux Saint-Louis et Saint-Roch, qui devaient bientôt, en remplaçant les anciennes loges du Lieu-de-Santé et de l'Event, assurer enfin aux pestiférés et aux convalescents un asile sain et confortable. Malheureusement, tout cela arrivait bien tard puisque, à dater de 1654, époque de la pose de la première pierre de ces deux hôpitaux, la peste ne reparut plus à Rouen qu'à de longs intervalles. Il y avait lieu néanmoins de s'en féliciter, car, à quelque époque qu'un progrès se réalise, c'est toujours un bienfait, puisqu'il tend à diminuer les maux de l'humanité.

(1) Arrrêt du 20 décembre 1649.

CORRESPONDANCE

A PROPOS DES

FÊTES RÉPUBLICAINES

A ROUEN,

Par M. A. DECORDE.

Le programme des fêtes nationales et décadaires qu'en exécution des décrets de la Convention, le Conseil général de la Commune révolutionnaire de Rouen organisait dans cette ville, comprenait toujours des morceaux de musique ou de chant. C'était le Comité d'instruction publique qui était chargé d'en arrêter le programme, et les morceaux à exécuter devaient lui être soumis. Il avait aussi pour mission de recueillir les souscriptions, plus ou moins volontaires, ouvertes pour subvenir aux dépenses.

Quelquefois des poëtes et des compositeurs rouennais offraient leurs œuvres pour la célébration de ces fêtes. Ce n'étaient pas toujours des œuvres irréprochables ; mais les sentiments républicains qui y étaient

exprimés devaient, au dire des auteurs, faire passer sur leurs défauts. Il faut reconnaître, à l'honneur du Comité, que cette considération que nous voyons signalée dans plusieurs correspondances de l'époque, ne lui paraissait pas néanmoins suffisamment décisive, et le plus souvent il choisissait les morceaux à exécuter dans un recueil périodique qui lui était envoyé de Paris.

Ce recueil, qui contenait les hymnes et les morceaux de musique exécutés dans les fêtes nationales et patriotiques de la capitale, était adressé, moyennant un engagement obligatoire, à toutes les administrations de district. Le compositeur Gossec, dont on a pu dire avec raison qu'il avait été l'Orphée de cette sinistre époque, en était le principal inspirateur. Il avait aussi la charge d'en surveiller l'impression et la distribution.

Nous trouvons, dans les archives de la Ville(1), deux lettres qu'il écrivit, à cette occasion, à la municipalité rouennaise et qui nous paraissent offrir quelque intérêt.

Paris, ce 28 nivôse an 2e de la R. F. une et indivisible.

Au Comité de surveillance du département de la Seine-Inférieure, à Rouen.

Salut et Fraternité.

Citoyens, j'ai le plaisir de vous annoncer que demain 29 nivose, il partira de Paris par la diligence

(1) Archives municipales de la ville de Rouen, Dossier 77 C.

de Rouen un paquet contenant deux hymnes patriotiques et deux belles marches militaires qui ont eté executées à nos fêtes nationales. Les paroles des hymnes sont du citoyen Chenier, deputé à la Convention. Les auteurs de la musique vous seront connus par l'intitulé de chaque morceau. Nous sommes occupé à l'etablissement de la gravure de tous les ouvrages patriotiques qui ont eu et qui auront lieu dans nos fêtes nationales. Ces morceaux seront envoiés, au moyen d'un abonnement, à tous les districts de la Republique. Or, vous les recevrez chaque mois.

Le premier hymne, *Dieu du Peuple*, est d'un mouvement lent et religieux.

Le second, intitulé Rondeau, *Qu'une fête ici s'apprête*, est d'un mouvement gay, sans precipitation, c'est-à-dire, mouvement de pas redoublé, mais moderé. Voila pour le m^tre^ de musique chargé de faire executer.

Quant aux marches, mouvement ordinaire de marche.

Recevés, citoyens, l'assurance des sentimens fraternels avec lesquels je suis

Votre concitoyen
GOSSEC.

La seconde lettre est une réponse à la demande qu'avait adressée à Gossec la municipalité rouennaise d'un ouvrage non compris dans le Recueil officiel. On parlait beaucoup à Rouen du succès obtenu à Paris par une œuvre musicale, ayant pour titre : *La Prise de la Bastille*. Cette pièce, exécutée pour la première fois dans l'église Notre-Dame, le 13 juillet 1790, et à

l'Opéra, le 23 décembre suivant, n'avait pas été gravée. On écrivit à Gossec, croyant qu'elle était de lui, pour la lui demander. La pièce n'était pas de Gossec. Son auteur était Désaugiers, le père du fameux chansonnier. Enthousiaste de la Révolution, Désaugiers avait, comme Gossec, composé divers morceaux de musique qui avaient eu beaucoup de vogue, et sa *Prise de la Bastille* avait mis le comble à sa réputation. La lettre de Gossec, en révélant le nom de l'auteur, confirme, dans les termes de la meilleure confraternité artistique, les éloges donnés à l'œuvre. Gossec ajoute que Désaugiers est mort l'année précédente, et qu'il a laissé un fils « qui honorera la mémoire de « son père. » Le décès du père de Désaugiers est en effet du 10 septembre 1793. Il avait trois fils. Deux suivirent avec succès la carrière diplomatique. Le troisième, qui devait être un jour le joyeux Président du *Caveau Moderne* (1), avait débuté en 1789, à dix-sept ans, dans la carrière dramatique, par une comédie en un acte et en vers, représentée trois ans plus tard sur le théâtre de la rue de Bondy. En 1791, il avait été le collaborateur de son père pour arranger en opéra la comédie de Molière, *le Médecin malgré lui*, dont son père avait écrit la musique. Les désordres de la Révolution allaient bientôt l'obliger à s'expatrier pour chercher un refuge en Amérique. La lettre de Gossec peut même faire supposer qu'à ce moment déjà il avait quitté la France. Il ne devait y rentrer que trois ans plus tard, après avoir couru deux fois, à

(1) Dans l'ordre des naissances, il était le second fils du compositeur.

Saint-Domingue, lors de la révolte des Noirs, et à son débarquement aux Etats-Unis, le risque de la vie, mais pour justifier pleinement ce que Gossec augurait de lui en 1793, en conquérant, pour son nom, une nouvelle et plus large célébrité.

Voici maintenant la lettre de Gossec :

Paris, ce 10 messidor an 3me de la République Française une et indivisible.

Le citoyen Gossec aux citoyens composant le Bureau municipal de la Commune revolutionnaire de Rouen.

Citoyens,

La recompense la plus interessante pour un artiste, le prix le plus glorieux de ses travaux, c'est sans doute le suffrage de ses concitoyens. Il m'est bien doux de recevoir celui des braves citoyens et surtout celui du corps municipal de la Commune revolutionnaire de Rouen. Encouragé par cet avantage, il n'en faut pas douter, je redoublerai de zèle pour en meriter la continuation; mais pourquoi faut-il que la douce satisfaction que me fait eprouver en ce moment votre fraternelle amitié soit troublée par des regrets? Vous me demandés ma *Prise de la Bastille!* Que ne suis-je l'auteur de cette excellente piece de musique! Ce seroit le cas de m'en glorifier et de vous donner une nouvelle preuve de mon empressement. L'auteur de ce bel ouvrage, dont la celebrité est justifiée par un succès toujours soutenu à Paris, est le citoïen *Desaugiers*; mais cet artiste estimable, ce citoyen vertueux et père d'une nombreuse et respectable famille, après s'être distingué dans la cariere des Arts et dans

les sentiments du patriotisme le plus épuré, a emporté, l'année dernière, nos regrets au tombeau. Desaugiers a laissé un fils qui honorera la mémoire de son père; il se distingue dejà dans la carriere des Belles-Lettres. J'ignore la demeure de ce jeune artiste; je crains même que son jeune age ne l'ait compris dans le nombre de nos deffenseurs de la 1re requisition; si je le decouvre, je lui ferai part de votre demande, afin que vous puissiés entrer en composition avec lui pour l'ouvrage que vous desireriés faire executer à votre fête du 14 juillet prochain (v. s.). Recevés, citoyens, le temoignage de ma vive reconnoissance pour toutes les choses obligeantes que vous avés la bonté de m'adresser.

Salut et fraternité.

Votre dévoué concitoyen.

GOSSEC.

Le dossier auquel nous empruntons cette correspondance, nous fournit aussi quelques détails de mœurs curieux à étudier.

Pour donner aux fêtes publiques organisées par la Commune une plus grande solennité, on y invitait, suivant l'ancien usage, les principaux fonctionnaires. Cette invitation pouvait souvent passer pour un ordre. Quelques-uns cependant trouvaient un moyen adroit pour s'y soustraire.

Le 5e jour des Sans-Culotides de l'an 2 avait été désigné par la Convention nationale pour la célébration, dans toute l'étendue de la République, d'une fête en l'honneur de Marat. La Commission rouennaise, chargée des détails d'organisation de la fête,

avait arrêté que le buste de Marat serait déposé sur l'autel élevé dans le Champ-de-Mars et qu'on le transporterait ensuite dans le Temple de l'Être suprême (l'ancienne cathédrale). Alors comme aujourd'hui il ne se faisait guères de fête ou de réunion publique sans discours. Le président de la Commission écrivit, en conséquence, au Représentant du peuple en mission à Rouen, Sautereau, pour lui demander d'assister à la cérémonie et de prononcer un discours « analogue à la fête » : L'annonce de ce discours devait être comprise dans le programme affiché.

« Nos concitoyens verront avec grand plaisir, disait « la lettre d'invitation, la représentation nationale « être un des plus beaux ornements de nos fêtes « républicaines. »

Sautereau répondit dans les termes suivants :

Rouen, le 3e jour supplémentaire, an 2e de la République française une et indivisible.

Sautereau, Représentant du peuple dans les départements de la Seine-Inférieure et de la Somme.

Au Comité d'Instruction publique de la municipalité de Rouen.

Il aurait été bien doux pour moi, Citoyens, de jetter des fleurs sur la tombe de Marat pendant la fête que vous préparés, mais j'ai de grandes fonctions à remplir et je dois preférer mes devoirs à mes plaisirs.

Un orateur qui pourra disposer de lui-même à son gré, célébrera plus dignement les vertus de l'*Ami du peuple*, et si je puis faire quelques bonnes actions

pendant le temps qu'il emploiera à faire un bon discours, je ne serai pas le plus mal partagé.

Salut et fraternité.

SAUTEREAU.

Il paraît qu'on ne trouva pas d'orateur pour remplacer Sautereau et la cérémonie dut se passer de discours. Le programme imprimé comprend le transport du buste de Marat par quatre membres de la Société populaire, de la nouvelle Maison commune, sise alors rue des Bonnetiers, (l'ancien Archevêché), au Champ-de-Mars. Là, ce buste fut posé sur une colonne, « symbole, dit l'affiche, de l'immortalité qui « l'attend. » Du Champ-de-Mars, le cortége se rendit, par les rues de la Liberté et du Citoyen, au Temple de l'Être suprême. Le buste de Marat y fut placé sur un des côtés de la tribune. A défaut de discours, on exécuta un morceau de musique de la composition du citoyen Cordonnier (1), puis un nouvel hymne à la Liberté, de Chénier, mis en musique par Gaveaux. La fête devait se terminer à quatre heures par des danses au Champ-de-Mars.

Quelques années auparavant, Beaumarchais disait : Tout finit par des chansons. On voit qu'en l'an 2 tout finissait par des danses. Il fallait bien en effet, pour amuser le peuple, lui trouver des divertissements publics. On avait organisé dans ce but des orchestres

(1) Cordonnier (Marie-Louis-Urbain), clerc du diocèse d'Amiens, avait été le dernier maître de musique de la cathédrale de Rouen. M. l'abbé Langlois donne sur ce compositeur quelques détails biographiques dans le volume de 1850 du Précis de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Rouen, page 222.

de danses au Champ-de-Mars. Attirés par la gratuité, les citoyens s'y rendaient en grand nombre. Il en résultait parfois quelques désordres, et pour satisfaire aux réclamations qu'ils provoquaient, le Conseil général de la Commune ne négligeait pas d'entrer dans des détails qui paraîtront sans doute bien minutieux.

Tantôt il s'agissait des rubans tricolores, à l'aide desquels on délimitait la place réservée à chaque orchestre, rubans qui se trouvaient bien souvent rompus par la foule et dont on demandait le remplacement par une barrière plus solide. Tantôt on se plaignait que les danseurs se portassent de préférence à un orchestre plutôt qu'à un autre, probablement parce que la musique y était meilleure, et le Conseil général ordonnait les mesures nécessaires pour faire cesser cette préférence « contraire aux principes de l'égalité « et de la fraternité. » (Séance du 26 thermidor, an 2).

D'autres fois, c'étaient les artistes employés à la musique des fêtes publiques et aux orchestres de danses, qui trouvaient insuffisant le salaire de cinq livres par jour qui leur était alloué et qui demandaient une rémunération, « plus en rapport avec leurs talents « et leur zèle patriotique. » (Séance du 26 frimairean 3).

Un jour, un employé au District s'adressait au Maire pour se plaindre « de l'insatiable avarice des « marchands, qui spéculaient sur le civisme des ré- « publicains, » en vendant sept livres les petits pavillons tricolores que l'on invitait les habitants à arborer à leurs maisons les jours de fêtes. Il demandait que « pour arrêter la cupidité de ces âmes « vénales, » le Maire fixât à un maximum de quarante à cinquante sous « ces petits morceaux d'étoffe,

« qui, disait-il, ne valaient pas vingt sous » et pour faire bien voir qu'il n'y mettait, quant à lui, aucun intérêt personnel, il joignait à sa lettre un don de cinq livres, faisant la différence avec le prix qu'il demandait de fixer, et priait le Maire de faire la distribution de cette somme « à ses frères indigents. » L'Agent national appuyait cette demande. Il engageait la Mairie à donner tout son zèle à cette affaire et à fixer pour ces objets un prix à la portée de tous les citoyens. (Lettre du 14 prairial an 2).

En dépit de ces efforts, l'ardeur du public pour ces fêtes trop souvent répétées ne tarda pas à se ralentir.

Le 1^er^ pluviôse an IV, malgré de pressantes convocations, une grande partie de la garde nationale avait refusé de se rendre à la fête, décrétée par le Directoire exécutif, du 2 nivôse. Au spectacle, la Marseillaise ne put pas être chantée. Instruit de ces faits, le Ministre de la police générale, Merlin, écrivait de Paris « qu'il avait vu, avec surprise, cette indiffé-« rence qui ne pouvait être que l'ouvrage du roya-« lisme. » Aussi engageait-il les officiers municipaux à redoubler de zèle pour ranimer l'énergie des républicains.

Les choses allèrent toujours en déclinant. Le dossier que nous avons parcouru contient encore quelques programmes de fêtes publiques célébrées à Rouen dans les années suivantes et jusqu'à l'an VII. Mais la correspondance est bien moins active, et les documents sont bien moins nombreux, pour les dernières années, qu'ils ne l'étaient dans les premiers temps.

NOTES

SUR LE

Voyage de Don Pedro Niño en Normandie,

AUX ANNÉES 1405 ET 1406;

Par M. CHARLES DE ROBILLARD DE BEAUREPAIRE.

Le *Victorial*, chronique de Don Pedro Niño, comte de Buelna, par Gutierre Diaz de Gamez, son alferez, a été publié pour la première fois à Madrid, en 1782, par Eugenio de Llaguno Amirola, de l'Académie royale d'histoire (1).

Cette édition n'a point empêché le *Victorial* de rester à peu près inconnu en France, et c'est assez récemment qu'on a commencé à sentir l'intérêt qu'il présente pour notre histoire nationale. Le savant historiographe de la marine française, M. Jal, l'a mis à profit pour son *Glossaire nautique*. M. Viollet-Leduc, dans son *Dictionnaire du mobilier*, etc., a

(1) Cronica de Don Pedro Niño conde de Buelna por Gutierre Diez de Games su alferez. En Madrid, en la imprenta de Don Antonio de Sancha. Anno de M. DCCCLXXX; in-4° de 236 pages.

emprunté au même document une piquante description de la vie de château, aux premières années du XVe siècle, d'après une traduction due à la plume habile de Mérimée. M. Aurélien de Courson, l'un des écrivains de notre temps, qui ont le mieux connu et le plus aimé la Bretagne, y a puisé d'intéressants renseignements sur les campagnes de messire Charles de Savoisy. Enfin, il y a peu d'années seulement, MM. de Circourt et de Puymaigre ont publié une traduction de la chronique castillane avec de savantes notes qui ne font assurément qu'ajouter à sa haute valeur (1).

Plus que toute autre province de France, nous verrons bientôt pourquoi, la Normandie avait marqué sa trace dans les souvenirs du comte de Buelna, et par une conséquence naturelle, dans ceux de son fidèle écuyer. C'est ce côté essentiellement normand que je veux mettre en relief. Je ne ferai guères, je l'avoue, que reproduire le témoignage du chroniqueur castillan, en l'appuyant toutefois de quelques textes inédits, que le hasard m'a fait découvrir. Je dois aussi déclarer que connaissant peu la langue espagnole, j'ai cru prudent de m'en tenir, le plus souvent, à la traduction de MM. de Circourt et de Puymaigre, dont la compétence, du reste, ne saurait être contestée.

Avant d'en venir à ce qui nous concerne, en qualité de Normands, disons ce qu'étaient Pedro Niño et Gutierre de Gamez, et analysons rapidement la chronique qui porte leurs noms.

(1) Paris, Victor Palmé, libraire éditeur, 1867, in-8° de 590 pages.

L'ouvrage débute par ce titre singulier :

« Este libro ha nombre el *Victorial*, é fabla en él de los quatro Principes que fueron mayores en el mundo, quien fueron, é de algunos otros, brevemente, por enxemplo á los buenos Caballeros é Fidalgos que han de usar oficio de armas, é arte de Caballeria, trayendo à concordanza de fabla de un noble Caballero, alqual fin este Libro fice. »

Les grands princes dont il est question, ne sont ni plus ni moins que Salomon, Alexandre, Nabuchodonosor et Jules César. Mais il n'est parlé d'eux que dans le *prohème* ou la préface. Ce ne sont pas les héros du livre. Le héros véritable est don Pedro Niño, personnage digne de louange, plus que tous les rois et que tous les chevaliers, lequel consacra toute sa vie au métier des armes et à l'art de chevalerie, et dès son enfance ne s'occupa d'autre chose. Et bien que, à vrai dire, il fut par sa condition au-dessous des autres, il s'éleva au-dessus d'eux par ses vertus, et eut cet avantage de ne jamais se laisser vaincre. Il fallut bien reconnaître qu'il y avait en lui une grâce particulière de Dieu, puisque dans aucune des batailles qu'il livra, dans aucune des grandes entreprises auxquelles il se risqua, il ne tourna le dos et ne fut vaincu ni lui, ni les siens. De là le nom de Victorial donné à l'ouvrage, où sont célébrées ses prouesses et ses vaillantises.

Quant à l'auteur, il se fait suffisamment connaître par cette déclaration, qui explique et rend excusable ce qu'il y a d'outré dans les éloges qu'il prodigue.

« Moi Gutierre Diaz de Gamez, domestique du comte don Pedro Niño, comte de Buelna, j'ai vécu

dans ses bonnes grâces, dès son âge de vingt-trois ans, quand j'en avais environ autant, plus ou moins. J'étais de ceux qui marchaient habituellement avec lui, et j'eus ma part dans ses travaux. Je courus mêmes dangers et mêmes aventures. C'était moi qui portais sa bannière... Je l'accompagnai dans les mers du levant et du ponant, et j'ai été le témoin de tous les faits qui sont rapportés dans ce livre.

Le *Victorial* ayant pour objet la glorification de Pedro Niño, comme type du chevalier accompli, il était naturel que Gutierre de Gamez fît l'apologie de la chevalerie. A ce point de vue, ses dissertations et ses tableaux méritent d'être lus et étudiés. On les trouvera en parfait accord avec ce qu'ont écrit tous ceux qui, en France, en Angleterre, en Allemagne et en Italie, ont traité la même matière. Ce sont partout les mêmes traits, et presque les mêmes expressions, ce qui n'offre rien d'extraordinaire, puisque la chevalerie, en ces divers pays, s'est formée et s'est développée dans des circonstances analogues, et qu'elle a été soumise à la même influence, celle de la religion.

Vous qui voulez l'ordre de chevalier,
Il vous convient mener nouvelle vie,
Dévotement en oraison veiller,
Péchié fuir, orgueil et villenie.

L'Eglise devez deffendre,
La vefve, aussi l'orphenin, entreprendre,
Estre hardis et le peuple garder ;
Prodoms, loyaulx, sans rien de l'autruy prendre.
Ainsi se doit chevalier gouverner.

Humble cuer ait ; toudis doit travailler,
Et poursuir fais de chevalerie,
Guerre loyale, estre grand voyagier,
Tournoiz suir et jouster pour s'amie.

Il doit à tout honneur tendre,
Si c'om ne puist de lui blasme reprendre
Ne lascheté en ses œuvres trouver ;
Et entre tous se doit tenir le mendre.
Ainsi se doit chevalier gouverner.

Tels sont les termes du poète Eustache Deschamps, dans une de ses poésies publiées au siècle dernier, par Sainte-Palaye (1).

« Les chevaliers, dit, de son côté, Gutierre de Gamez, n'ont point été choisis pour chevaucher un âne ou une mule ; ils n'ont point été pris parmi les faibles, les timides, les lâches, mais parmi les hommes robustes et énergiques, hardis et sans peur... Quelles qualités sont requises dans le bon chevalier ? Qu'il soit noble. Qu'est-ce à dire noble et noblesse ? Que le cœur soit gouverné par vertus. Le chevalier vertueux doit être avisé et prudent, juste pour rendre la justice, continent et modéré, endurant et courageux ; et avec cela il faut qu'il ait une grande foi en Dieu, espérance de parvenir à la gloire éternelle,... enfin, qu'il ait la charité et l'amour du prochain... Par les

(1) Texte cité par M. Guizot, *Hist. de la civilisation en France*, VI^e^ leçon.— La religion et l'honneur faisaient le fond de la chevalerie.

Fais que dois, aviegne que puet ;
C'hest comandé au chevalier.

L'*Ordene de Chevalerie*, 1759, p. 137.

bons chevaliers, le roi et le royaume sont honorés, redoutés et défendus. Sans bons chevaliers, le roi est comme un corps sans pieds et sans mains... Grand est l'honneur que méritent les chevaliers et grande la faveur que doivent leur faire les rois..! A eux sont réservés, dans le Ciel, les sièges que les mauvais anges ont perdu par leur orgueil. »

Malheureusement pour les chevaliers, les faits sont là pour attester que peu d'entre eux atteignaient à cette haute perfection, surtout dans le temps de décadence où vivait Niño (1). Mais c'était déjà beaucoup, on doit en convenir, d'avoir conçu un idéal aussi élevé et d'avoir réussi à le faire accepter par tous les esprits.

Après avoir fait connaître, en termes parfois éloquents, les mérites des chevaliers, Diaz de Gamez cherche si, parmi eux, il ne s'en trouverait pas de si heureux qu'ils n'eussent jamais été vaincus. Il en signale trois qui portent au front cette auréole d'un bonheur constant : Alexandre, Hercule, Attila, roi des Huns, et encore pour ce dernier doit-on éprouver quelque doute. Mais pour Don Pedro Niño, il n'y a point à balancer : celui-là a été, sans contredit, le plus parfait des chevaliers.

Gamez rappelle alors la noble extraction de son maître et ses premiers combats. Si on veut l'en croire, Niño, qui portait dans ses armes des fleurs de lys, descendait de la famille royale de France, par la branche d'Anjou, et son nom patronymique venait

(1) Voir la contre-partie du tableau dans le *Songe du Vergier*.

d'un terme de familiarité affectueuse qu'un roi de Castille aurait donné à deux enfants de cette maison qu'il faisait élever à sa cour.

Sans contester cette origine illustre, nous nous bornerons à dire que la fortune et le crédit de notre chevalier paraissent tenir principalement à cette circonstance que sa mère Inès Laso avait été choisie pour être nourrice du roi Henri III, dit l'Infirme, « comme bonne, de bon lignage, jeune et accorte. » Grâce à ce choix, Niño fut élevé sous les yeux du Roi. Il fit ses premières armes à Gijon, en 1394, prit part à la campagne du Portugal sous les ordres du connétable Ruy Lopez Davalos, se signala au combat de Pontavedra en 1397, au siège d'Alcantara en la même année, au combat de Pennacomor en 1398.

Il se montra, dès lors, très expert en tournois et en tout ce qui tient à la chevalerie et acquit la réputation du plus habile joûteur de Castille. Mieux que tout autre, il s'entendait en modes nouvelles. Il se connaissait à merveille en armures, en dagues et en épées. Personne n'avait de meilleures selles, plus de caparaçons pour les tournois, autant et de plus beaux chevaux et surtout ne savait mieux les dresser soit pour la guerre, soit pour la parade, soit pour le tournoi. Il excellait dans tous les exercices de force et d'adresse; il bandait sans peine les plus fortes arbalètes et manquait rarement son but.

En 1404, il fut envoyé contre les corsaires du levant; il parcourut, à leur recherche, les côtes du midi de la France, de l'Italie et de la Barbarie, et s'avança jusqu'à l'intérieur de Tunis et de Carthagène. Il n'avait alors que vingt-cinq ans.

Ce fut vers cette époque que, sur la demande de Charles VI, en guerre avec l'Angleterre, il fut envoyé en France avec trois galées.

Depuis que Du Guesclin avait mis fin à la domination de Pierre le Cruel et fait monter sur le trône de Castille Henri de Transtamare, l'alliance avec ce royaume était restée dans les traditions de la politique de la France. Charles V et son successeur avaient accordé les privilèges les plus étendus aux marchands castillans dont les nefs, pendant longtemps, remplirent les ports d'Harfleur et de Rouen.

Niño partit de Santander avec ses trois galées armées de bons marins et des meilleurs arbalétriers qu'il put se procurer, accompagné de Fernando Niño, son cousin, de Gonzalo Gutierre de la Calleja, et de son alferez Gamez. A la Rochelle, il fit rencontre de Charles de Savoisy, et s'entendit avec lui pour une expédition sur les côtes d'Angleterre. Ils s'emparèrent ensemble d'une ville de Cornouailles, mirent à contribution l'île de Portland, incendièrent la ville de Pool. Mais où l'ignorance de notre chevalier devint évidente et véritablement singulière, ce fut lorsque n'étant en vue que de l'île de Wight, il s'imagina être dans les environs de Londres et crut apercevoir, dans le lointain, les murs de cette cité redoutée. De là, il fit voile vers Harfleur, où il ne parvint toutefois qu'après avoir touché terre à Jersey et en longeant avec précaution les rivages de la Normandie.

« Qand les galées arrivèrent à Harfleur, (ici je copie le récit de Gamez) elles furent bien reçues, et ce fut un grand plaisir pour le capitaine et pour ses

gens. Harfleur est une belle ville et a un bon port de haute mer. Les navires entrent dans la ville (1) par une embouchure de rivière qui la traverse. La mer borde la moitié de la ville (2), et sur l'autre moitié (3) il y a une haute muraille et de très fortes tours avec un fossé très bien façonné à pierre et à chaux et rempli d'eau. On entre par des ponts-levis et des doubles-portes. Chacun des ponts est entre deux tours très-fortes, » dont il serait aisé de retrouver les noms. « Cette ville est toujours bien munie, et riche et marchande. On y fabrique beaucoup de draps fins. A une lieue de là est Montivilliers, une bonne ville où il y a un monastère de nonnains. Là se jette dans la mer un grand et fameux fleuve qu'on appelle la Seine. Il n'y en a pas de plus grand en France, au-dessus du Raz. De là jusqu'à Paris, on compte 50 lieues en suivant le fleuve. Les charrois (charruas) et les barques vont et viennent de cette ville à Paris (4). »

(1) C'est-à-dire dans le *Clos aux galées* dont on peut encore, aujourd'hui, juger l'étendue par les murs qui en sont restés.

(2) Nous pensons qu'il doit s'agir ici de la *Fosse de l'Eure* à l'embouchure de la Lézarde, sorte d'avant-port d'Harfleur.

(3) Cette autre moitié nous paraît devoir désigner Harfleur.

(4) Araflor es una fermosa villa, e tiene buen puerto de alta mar. Entran los navios dentro en la villa por una ria que pasa por medio della, è cerca la mar la meitad della; é de la otra parte tiene buen muro, è muy fuertes torres, é tiene la caba labrada muy fermosa de cal è canto, è llena de agua : entran por puentes levadizas, é las puertas dobladas : estan cada una de las puertas entre dos torres muy fuertes. Esta villa es siempre muy bastecida, es muy rica de mercadores, facen en ella muchos finos paños. Es á una legua Mosterville, una buena villa que esta un monasterio honrado de monjas.

La description de l'alferez Gamez est, sans doute, un peu confuse. Cela n'a rien de surprenant puisqu'elle a dû être rédigée de mémoire et assez longtemps après l'excursion de Niño en Normandie. Je suis même plus frappé de ce qu'elle contient d'exact et de précis que de ce qu'elle présente de défectueux, et je trouverais, dans certaines particularités qui y sont relatées, de fortes présomptions pour conclure à l'authenticité de ce récit, si elle était mise en doute. Ainsi, en 1782, savait-on en Espagne et même généralement en France qu'il y avait eu une draperie à Harfleur et à Montivilliers et que les étoffes qui en provenaient étaient renommées pour leur finesse, ce que prouvent pourtant de nombreux documents des XIV^e^ et XV^e^ siècles? Gardait-on le souvenir de ce port dit la Fosse de l'Eure où il abordait plus de vaisseaux qu'à Harfleur même et qui, depuis longtemps, a perdu toute importance par suite de la création du Hâvre de Grâce sous François I^er^.

Du reste, le passage de Niño à Harfleur se trouve clairement établi par deux quittances de sa main, conservées au cabinet des titres à la Bibliothèque nationale et communiquées par M. Lacabane à MM. de Circourt et de Puymaigre. Par une de ces quittances, Pedro Niño, s'intitulant « Capitaine des galées d'Espagne naguères venues et arrivées ou pais de France, » reconnaît avoir reçu du vicomte de Montivilliers 35 tonneaux de biscuit; par l'autre il reconnaît avoir reçu du même fonctionnaire « 65 tonneaux de biscuit faisant le plein de ses galées. » Ces quittances sont des 3 et 7 octobre 1405.

A Harfleur, Pedro Niño se retrouva avec Luiz de

Avendaño, capitaine des nefs de Castille. A la Rochelle, où ils s'étaient rencontrés, il s'était déjà élevé entre eux des altercations assez vives. Elles recommencèrent, et bientôt les choses en vinrent à ce point qu'on eut lieu de craindre un dénouement tragique. Les Français s'interposèrent; il n'y eut pas de combat entre les deux capitaines castillans ; mais ils se séparèrent fort animés l'un contre l'autre. La cause de cette mésintelligence nous est inconnue. On peut cependant la deviner. Avendaño paraît avoir été le chef d'une flotte régulière; Niño n'était guère autre chose qu'un corsaire que pouvaient également redouter et suspecter et le gouvernement qui l'envoyait, et celui dont il prétendait défendre les intérêts.

Après quelques jours de repos passés à Harfleur, Niño et Savoisy se disposèrent à retourner en Angleterre, et, dans cette intention, ils équipèrent leurs galées, firent leurs provisions et s'adjoignirent trois baleiniers de France armés en guerre. Ils sortirent du port et passèrent la nuit sous le Chef de Caux (c'est ainsi qu'on appelait autrefois la paroisse de Sainte-Adresse). Au quart de l'aube, ils prirent leur route vers l'Angleterre. Ils avaient compté sans la tempête. Le vent et la bourrasque les contraignirent de rentrer. Ils se contentèrent de garder la côte que ne cessait de menacer une flotte anglaise. Bientôt les marins espagnols se plaignirent d'avoir trop à souffrir du froid et des grandes pluies; le projet d'une descente en Angleterre fut abandonné et il fut décidé qu'on remonterait la Seine avec les galées et qu'on irait hiverner à Rouen, une très noble ville, bien fournie de toute chose dont on avait besoin. Ainsi on se mit à

remonter la Seine qui était bordée de grands villages et d'un grand nombre de beaux manoirs de hauts seigneurs, entre lesquels, sans doute, Niño ne fut pas sans remarquer Orcher, Tancarville, Etelan, Villequier, Vatteville, où il y avait un fort, la Mailleraye, le Trait et Mauny, sans compter Jumièges dont la chronique fait une mention particulière. Bien que la situation politique fût loin d'être rassurante à cause de la folie du Roi et des dissensions qui régnaient entre les princes, on se livrait partout au luxe le plus insensé. On avait oublié Poitiers, Crécy, les ravages de la Jacquerie, et sans se préoccuper de remédier par la discipline et par la concorde aux malheurs de l'Etat, on marchait, en s'abandonnant aux plaisirs, vers de nouveaux désastres, Azincourt et l'invasion anglaise.

Les seigneurs du pays venaient voir le capitaine et s'empressaient à lui faire fête de leur mieux (1).

Les galées arrivèrent ainsi à la ville de Rouen, après avoir cotoyé de grands bois, de gracieux vergers et de beaux jardins.

« Le roi avait à Rouen, de l'autre côté de la rivière, un arsenal qui contenait des galées et des taforées qui sont de très grandes galées capables de porter sur

(1) ... Roan, una muy noble cibdab que esta en la ribera de aquel rio, é es muy abastada de todas las cosas que avian menester: é subieron el rio arriba. Es aquella ribera muy fermosa: hay en ella muy buenos lugares, è muchas fermosas casas de graudes señores. Esta en aquella ribera una abadia de Monges de Sant Benito muy rica é honrada, é muchos fermosos bosques, é muy graciosas huertas é jardines. Venian alli á vér al Capitan los Señores de aquella tierra, é facianle honradas fiestas. Cronica del Conde Don Pero Niño, p. 114.

mer des chevaux et de nombreux matelots (1) ». Le chroniqueur désigne ainsi et fort exactement un établissement dont j'ai eu l'occasion de signaler l'importance, le *Clos des Galées* de Rouen, l'un des principaux arsenaux de la France, dont le souvenir s'était si bien perdu que le savant auteur de l'Histoire de Rouen pendant l'époque communale s'était mépris sur son emplacement en le fixant à l'endroit où plus tard s'éleva le Vieux-Palais.

Le capitaine fut logé à Rouen dans un hôtel fort beau (lequel, je ne saurais le dire), et ses gens dans d'autres auberges aux environs de sa demeure.

Ici l'alferez place une appréciation assez curieuse du caractère et des mœurs des Français.

« Les Français, dit-il, sont une noble nation. Ils sont sages, entendus et raffinés en tout ce qui concerne la bonne éducation, la courtoisie et noblesse. Ils sont très élégants dans leurs habits et magnifiques en leurs équipages, ils ont leurs modes qu'ils suivent soigneusement. Ils sont larges et grands donneurs de présents ; ils aiment à faire plaisir à tout le monde ; ils honorent beaucoup les étrangers ; ils savent louer et louent volontiers les belles actions ; ils ne sont pas méchants ; ils sont hospitaliers même pour les ennuyeux ; à moins que leur honneur ne soit fort intéressé, ils ne s'emportent ni en parole ni en fait ;

(1) Asi llegaron las galeras á la cibdad de Roan. Tenia alli e Rey de Francia una tarazana de la otra parte del rio, en que avia galeras, é tafurcas que son unas grandes galeras, é llevan sobre mar caballos é mucha gente. Alli fué alojado el Capitan en una grand posada é fermosa, é sus gentez en otras posadas al derredor de aquella.

ils sont très courtois et aimables dans leur conversation ; ils sont très gais et s'amusent de tout cœur ; hommes et femmes sont d'un naturel amoureux et ils s'en font un mérite ». Le chroniqueur attribue cette disposition à ce que leur pays est dans le climat d'une étoile qu'on appelle Vénus. Il croit cependant qu'il est possible, avec la grâce de Dieu, de se soustraire à cette puissante et dangereuse influence, parce que Dieu qui a fait la nature reste le maître de son ouvrage et qu'il accueille les prières des justes qui s'adressent à lui.

Bien que le chroniqueur vante l'hospitalité des Français, on ne voit pas que les Rouennais, du moins au début, aient accueilli les Castillans et leur capitaine avec l'honneur auquel ils croyaient avoir droit. Nous trouvons, au contraire, une preuve non équivoque de l'inquiétude et même de la mauvaise humeur de nos compatriotes dans deux délibérations de l'Hôtel-de-Ville de Rouen, conservées dans nos archives communales. Je crois intéressant de les reproduire dans leur teneur parce qu'elles donnent la date de l'arrivée à Rouen de Pedro Niño et qu'elles fournissent une nouvelle présomption en faveur de l'authenticité de la chronique de Gamez.

« Le XXVII^e^ jour de septembre mil cccc. et cinq, devant nous Guillaume sire de Bellengues etc., cappitaine de Rouen etc... présens Michel De Gaugi, Ric. De Sommeri, Michel Du Tot, Rog. Mustel, Robert Alorge, conseillers ; Simon Du Valrichier, Thomas Bataille, Henri Gueloquet, Jehan Le Vasseur, Pierre Daguenet, Robin Deschamps, Henry Dubosc, Robert Sachin, Emond De Vattetot, Guillaume Gau-

din, Jourdain Piedehuche, Simon de Balli, Thomas Dubreul, Robert La Vasche, Regnaut Cousin, Jehan Bosquet, Simon Delamotte, Jehan Jourdain, Jehan Le Clerc, Jehan de Boesmare, Jehan Cavé, Pierre Pitemen, Robert Haquet, Jehan Marguerie, Colin Toustin, ilec venus, par notre ordonnance et commandement de nous cappitaine, pour leur exposer et dire comme III ou IIII gallées d'Espagnolz devoent arriver bref devant la dicte ville où il y avoit moult de merveilleuses gens, si comme l'en disoit, et pour ce les avyons ilec fait venir pour nous consellier et avoir leurs adviz qui bon estoit sur ce à faire pour le bien du Roy notre sire et la seurté du peuple de la ville, après plusieurs parolles dictes et oyes leurs oppinions, fu deliberé que bon estoit que l'en impetrast un mandement du Roy notre sire adrechant à nous cappitaine, faisant mencion en effect comme, se les gens d'icelles gallées vouloient séjourner devant y celle ville, que l'en leur feist commandement que ilz meissent devers nous leurs armeures, arbalestres et deffence etc...; — item que l'en faist deffence fortifier et clorre et emparer les murs sur la rivière et que l'en n'y lessast que certaines allées pour le fait de la marchandise, et aveuc ce que ycelles allées fussent fermées, quant mestier seroit; — item que l'en faist guet de jour et de nuit; — item que en plusieurs maisons sur la riviere eust garnisons de traict, et semblablement aux gardes, et aussi y fussent mis des arbalestriers de la ville; — item l'on meist en chemin gens ou varlés, à la noet venant, à Harefleu, pour savoir de leur contenance et quand ilz arrive ront à la dicte ville;

— item, par semblable, à Paris, pour savoir des nouvelles etc., (1) ».

Pedro Niño n'arriva à Rouen que 17 jours après, le 14 novembre 1405, comme on le voit par cette autre délibération de l'Hôtel-de-Ville :

« Le XIIII[e] jour de novembre cccc. et cinq, devant nous Hue, sire de Donquerre, bailli de Rouen, ad ce presens Jehan d'Orléans, esleu à Rouen, lieutenant du cappitaine de la dicte ville, Thomas Dubreul, Robert La Vasche, Thomas Le Caron, Ric. De Sommery, Rog. Mustel, Simon Du Valricher, Henri Gueloquet, Rog. Danyel, Simon De la Motte, consselliers de la dicte ville, Jehan Le Tavernier, procureur, Thomas Bataille, Guillaume Dubosc le jeune, Jehan Le Clerc, Denizot Le Clerc, Guillaume Le Tavernier, Guillaume Duhamel, Robert Daniel, Robert Deshayes, Jehannot Le Villain, Ric. Gilles, Adam Vinemer, Jehan Teterel, Jehan Cherisier, Guillaume Saquespée ilec assemblés par l'ordonnance de justice sur certaine requeste que faisoit Peron Igne, cappitaine de trois gallées d'Espaignolz venus et arrivez au jour d'ui en ladicte ville, c'est assavoir que l'en lez souffrist, certain temps à eulx ordonné, pour eulx rescousser pour la saison de l'iver et prendre des vivres en la dicte ville, sur quoy fu deliberé que premierement et avant toute euvre leurs harnas, armeurez, arbalestes et toute deffense estans en leurs dictes III. gallées seroit mise en la main des gens du Roy à quoy ilz se submistrent ; — item que ilz ne pren-

(1) Registre des délibérations de l'hôtel-de-ville de Rouen, à la date indiquée.

droient nulz vivres que ilz ne paiassent et, se ilz ne paioyent, le premier d'eulx trouvé seroit arresté pour la cause ; — item que leurs gallées seroient mises en certaine place à celle fin qu'ilz ne nuisissent à la marchandise ; — item que ilz ne mefferont ne ne prendront vivrez sanz paier en la ville ne ou pays d'environ sur paine de la hart. — Item leur fu deffendu que ilz ne portent point d'armeures aval la ville ; — item qu'ilz ne viendront en la ville que il ne soit soleil levé, et s'en partiront ainçoiz soleil couché. — Item ledit cappitaine submist sez gens à la justice du Roy, se ilz sont trouvez en coulpe ès choses dessus dictes ou en autres et que bonne justice en soit faicte. Et promist ledit cappitaine de baillier par escript tous les noms et sournoms des gens estans èsdictes gallées dedens lundi et aussi de livrer leurs diz armeures et deffences. »

Il faut croire, d'après le récit de Gamez, qu'on ne tarda pas à se rassurer complétement sur le compte de Pedro Niño, probablement par suite des dépêches qu'on reçut de Paris. Ce fut à Rouen, en effet, que commencèrent les aventures galantes du chevalier castillan. Elles sont rapportées longuement comme une partie essentielle de sa vie. Sans cet épisode, le type de la chevalerie, tel que le concevait le chroniqueur, n'eût pas été complet. « Il convenait que son maître, comme il le dit au chapitre XXVII (1), un damoiseau si accompli, fût bien venu en amour. De même qu'il excella en armes, entre tous les cheva-

(1) Chapitre XXVII, qui parle de l'amour, quelle chose c'est, et combien il y a de degrés en l'amour.

liers de son temps, et ne fut jamais vaincu, de même, partout où il aima il fut payé de retour, sans jamais encourir de reproche. »

La dame dont il gagna le cœur ne fut autre que la fille du capitaine de Rouen, M^lle^ de Bellengues, belle, encore jeune, mariée depuis plusieurs années à un vieux chevalier, Renaud de Trie, amiral de France (1). La noce avait eu lieu dans un hôtel qui prit plus-tard le nom d'hôtel du Bec et dont, je crois, la chapelle subsiste encore, quoique étrangement défigurée. On se rappellait que les deux mariés, suivis d'un nombreux cortége, s'étaient rendus à pied et précédés de ménétriers, à l'église de Saint-Lô, leur paroisse, bravant cet usage ridicule et indécent qu'avait adopté la riche bourgeoisie de Rouen, de se marier, à petit bruit et comme en se cachant, dans des chapelles et des oratoires domestiques. « Ma fille, avait dit à cette occasion M. de Bellengues, est trop jolie pour que je ne sois pas heureux de la faire voir à tout le monde » (2).

Il faut maintenant donner le récit de Gamez. Il est

(1) Renaud de Trie, fils de Lohier de Trie, seigneur de Sérifontaine, et de Jeanne de Blarru, sa première femme. Tab. de Rouen, reg. 8, f° 382.

Tout amiral qu'il était, Renaud de Trie paraît s'être occupé de poésie. MM. de Circourt et de Puymaigre lui attribuent une pièce de vers qui se trouve dans le livre des *Cent ballades*. C'est la première des douze réponses faites aux quatre « bons compagnons esliz — qu'Amour a en ses las mis ». V. note p. 571 du *Victorial*.

(2) J'ai rappelé cette particularité intéressante pour notre sujet dans ma notice sur l'hôtel du Bec publiée dans les mémoires de l'Académie de Rouen.

un peu long. Mais on chercherait peut-être vainement ailleurs un tableau aussi circonstancié, et aussi complet des habitudes d'une grande maison seigneuriale sous le règne de Charles VI.

« Le capitaine vivait familièrement avec les chevaliers et les gentilshommes de France comme un homme qui a été nourri et élevé en toute noblesse. Il apprit vite les belles manières de la nation..... Il s'équipa très bien suivant la mode du pays... en intention d'aller à Paris. Il y avait près de Rouen un noble chevalier que l'on appelait messire Renaud de Trie, amiral de France (1). Ce chevalier était vieux. Il envoya prier le capitaine d'aller lui faire visite, et celui-ci partit de Rouen et s'en fut à un lieu qu'on nomme Sérifontaine, où se tenait l'amiral. Et l'amiral lui fit grand accueil, et le pria de rester avec lui et de se reposer quelques jours, car il avait été très fatigué par la mer ; et là le capitaine se reposa trois jours. L'amiral était un chevalier vieux et malade. Il était brisé par le harnais, car il avait toujours guerroyé et avait été un dur chevalier en armes. Il ne pouvait plus fréquenter ni la cour, ni les camps, et vivait retiré dans ses terres. Là il était richement fourni de toutes les choses nécessaires à sa personne et il habitait une maison sise en une plaine, mais forte, arrangée et montée comme s'il eût été dans la ville de Paris. Il y tenait avec lui ses damoiseaux et des serviteurs pour toute sorte d'offices, comme il appartenait à un tel

(1) C'est à tort que les savants traducteurs, MM. de Circourt et de Puymaigre, donnent à Renaud de Trie le titre de capitaine de Rouen. Ce titre appartenait à son beau-père, M. de Bellengues.

seigneur. Dans cette maison, il avait une chapelle très grande, où tous les jours on lui disait la messe et des menestrels et des trompettes qui sonnaient merveilleusement de leurs instruments. Devant la maison passait une rivière, au bord de laquelle il y avoit des vergers et de gracieux jardins. De l'autre côté se trouvait un étang bien peuplé de poissons, entouré de murs et fermé à clé, d'où l'on pouvait chaque jour tirer du poisson à suffisance pour 300 personnes. Quand on voulait prendre le poisson, l'on retenait l'eau pour qu'elle ne vînt pas d'au-dessus, et on ouvrait un conduit par où s'écoulait toute celle du réservoir, qui alors demeurait à sec. On prenait alors le poisson qu'on voulait et on laissait le reste, puis on ouvrait le conduit d'en haut, et en peu d'heures l'étang était rempli. Et ce seigneur avait quarante ou cinquante chiens pour chasser au bois et des hommes qui les soignaient. Il avait là jusqu'à vingt montures pour sa personne, parmi lesquelles il y avait des coursiers, des destriers, des bahagnons et des haquenées. Que vous dirai-je de plus ? Tous les genres d'approvisionnements, toutes les aisances s'y rencontraient. Il avait près de chez lui des forêts dans lesquelles on trouvait de tous les gibiers, grands et petits ; et avec ses quarante ou cinquante chiens qu'il nourrissait, il courait le cerf, le daim et le sanglier, que nous appelons en Espagne *Xabali*. Il avait des faucons néblis qu'en France on appelle gentils, pour chasser sur la rivière et très bons héronniers. Ce chevalier avait une femme, la plus belle dame qui fût alors en France. Elle était de la plus grande maison et du meilleur lignage de la Normandie et était fille du seigneur de

Bellenguy. Elle était très louée pour toutes les choses qui appartiennent à une grande dame et comme elle avait grand sens, elle gouvernait mieux sa maison et la tenait en meilleur point qu'aucune grande dame de sa province. Elle avait son noble logis, séparé de celui de l'amiral; de l'un à l'autre on allait par un pont-levis et tous deux étaient dans une même enceinte. Les meubles de cette habitation étaient en si grand nombre et de si magnifique sorte que ce serait long à raconter. Madame l'amirale avait jusqu'à dix demoiselles de parage, bien richement habillées et entretenues, qui n'avaient charge de nulle chose, sinon de leur personne et de tenir compagnie à leur dame; car, outre cela, il y avait beaucoup d'autres filles de chambre.

« Je vous raconterai l'ordre et la règle que la dame suivait. Le matin, après son lever, la dame allait, avec ses demoiselles à un bosquet, lequel était près de là, chacune avec son livre d'heures et son rosaire. Elles s'asseyaient à l'écart l'une de l'autre et disaient leurs heures, et ne parlaient pas qu'elles n'eussent achevé de prier.

« Ensuite cueillant fleurettes et violettes, elles s'en revenaient au palais et allaient à la chapelle où elles entendaient une messe basse. Sortant de la chapelle, elles prenaient un plat d'argent sur lequel il y avait des poules, des alouettes et autres oiseaux rôtis, et mangeaient et laissaient ce qu'elles voulaient, puis on leur donnait le vin. Madame ne mangeait que rarement le matin, ou ne prenait quelques petites choses que pour complaire à ceux qui l'entouraient. Cela fait, Madame chevauchait avec ses demoiselles

sur des haquenées les mieux harnachées et les meilleures qui pussent être ; et avec elles chevauchaient les chevaliers et gentilshommes qui pouvaient se trouver là, et ils allaient se promener quelque temps par la campagne faisant des chapels de verdure. Là on pouvait entendre chanter, par des voix diverses et bien accordées, lais, deslais, virelais, chants, rondeaux, complaintes et ballades, toutes les sortes de chansons que les Français savent composer par grand art. Je vous déclare que si celui qui s'y voyait eût pu le faire toujours durer, il n'aurait pas voulu autre paradis.

« Là venait avec ses gentilshommes ce capitaine Pero Niño pour qui on faisait toutes ces fêtes ; et de la même façon, ils retournaient au château à l'heure du dîner, mettaient pied à terre et se rendaient dans la salle où ils trouvaient les tables dressées. Le bon vieux chevalier ne pouvait plus chevaucher, mais il les recevait avec tant de grâce que c'était merveille. Pendant le repas il y avait des jongleurs qui jouaient agréablement de divers instruments. Les grâces dites et les tables enlevées, venaient les ménestrels, et Madame dansait avec Pero Niño, et chacun des siens avec sa damoiselle. Cette danse durait une heure. Quand elle était finie, Madame donnait la paix au capitaine, et chacun à celle avec qui il avait dansé. Ensuite on apportait les épices, on servait le vin et on allait faire la sieste.

« Après la sieste, on montait à cheval ; les pages arrivaient avec les faucons.... Si par chères délices et abondance de toutes choses un homme pouvait toujours vivre et échapper à la mort, l'amiral l'eût

fait, car il était pourvu si richement qu'homme de sa condition ne pouvait l'être plus ; mais quand on a compté le nombre des mois que suivant Job Dieu donne à chacun, il n'y a ni présages, ni délices, ni richesses, ni amis, ni parents qui tiennent. Et Pero Niño fut tant aimé, en tout honneur, par Madame, à cause de la prouesse qu'elle voyait en lui, qu'elle lui parlait déjà un peu de ses affaires, et le pria d'aller voir son père qu'on appelait Messire de Bellengues qui vivait en Normandie. Pero Niño partit de là et s'en fut à Paris. Dans tous les lieux où il passait les chevaliers le venaient recevoir et lui faisaient beaucoup d'honneur au bruit de sa renommée. »

A Paris, Niño fut reçu à la cour par les ducs de Bourgogne, de Berry et de Bourbon ; mais celui qui lui fit le meilleur accueil fut le duc d'Orléans ; il prit ouvertement parti pour lui dans le Conseil, lui fit obtenir le paiement des gages de ses marins, lui donna livrées et retenues selon l'usage de France et le pourvut de la charge de chambellan dans sa maison. A Paris, comme en Espagne, Niño se signala dans les joutes et obtint l'avantage, à la Couture Saint-Denis, sur les chevaliers les plus renommés.

Après avoir passé l'hiver à Paris, au milieu des tournois et des fêtes, il revint à Rouen où se trouvaient ses galées et ses gens. Sur ces entrefaites mourut l'amiral Renaud de Trie. La jeune veuve envoya chercher Niño ; elle lui fit connaître sa position, et à partir de ce moment « ils se tinrent pour amoureux l'un de l'autre. »

« S'il est vrai, dit Gamez pour qui tout est admirable dans la vie de son maître, que les hommes

amoureux sont plus vaillants et font de plus grandes choses et sont meilleurs par amour de leurs amies, que devait être celui qui avait une amie telle que Jeanne de Bellengues, Madame de Sérifontaine! Car il n'y a roi, ni duc, ni grand seigneur, en quête d'une dame à aimer, qui ne se fût tenu pour riche et bien heureux d'avoir semblable amie ».

Six chevaliers de la maison du duc d'Orléans le réclamèrent, comme un homme d'une vaillance à toute épreuve, et le prièrent de se joindre à eux dans un combat à outrance qu'ils devaient livrer contre sept autres chevaliers qui les avaient défiés. Ces six chevaliers étaient la fine fleur de la maison d'Orléans : Guillaume de Barbasan, Champagne, Clignet de Braban, amiral de France, Archambaut Carrogier, Guillaume Bataille. C'étaient eux qui, peu de temps auparavant, aidés de Guillaume Du Chastel, avaient tenu le champ clos contre sept chevaliers anglais des plus renommés et avaient remporté la victoire. Depuis, leur compagnon Du Chastel était allé mourir en Cornouaille, et c'était lui que Niño devait remplacer.

Niño ne balança pas, malgré quelques objections de son amie, à accepter une proposition aussi honorable. Il se fit faire une cotte d'armes très riche aux armes d'Orléans, et reçut de la châtelaine de Sérifontaine un heaume et un cheval de la meilleure espèce. Mais le roi, qui avait recouvré son bon sens, fit venir en sa présence tous les chevaliers engagés dans l'affaire et les réconcilia, en apparence du moins.

Il y eut une nouvelle entrevue entre Niño et Mme de Bellengues, et il fut sérieusement question de mariage. Mais de part et d'autre, il y avait un obs-

tacle. Le deuil de la dame n'était pas fini, et elle craignait de manquer aux bienséances en convolant trop tôt à de secondes noces ; Niño partait pour la guerre, et il n'avait point obtenu l'agrément du roi de Castille. Le mariage fut donc différé, et l'on se sépara avec de grandes protestations de tendresse.

Niño reprit la route d'Harfleur où lui avait donné rendez-vous Charles de Savoisy. En sortant du port de Rouen, il y eut une éclipse de soleil et les matelots furent effrayés. Tous étaient d'avis qu'il ne fallait point partir avant la nouvelle lune, parce que, disait-on, le soleil était blessé et qu'il y avait lieu de craindre une grande mortalité dans le monde. Niño essaya de faire comprendre à ses gens ce que c'était qu'une éclipse ; il les rassura de son mieux et continua son voyage.

Nous ne le suivrons pas dans ses expéditions le long des côtes de Picardie, de Flandre, d'Angleterre. Croyons avec Gamez qu'elles furent toujours très glorieuses pour Niño ; il est certain que pour la France elles furent de peu d'utilité.

De retour en Espagne, Niño n'oublia point immédiatement Madame de Bellengues. Ayant eu, dans un combat contre les Maures, son épée ébréchée, tordue et teinte de sang, il l'envoya en France, à sa maîtresse, par un page qui, sans doute, fut favorablement accueilli.

Mais enfin l'absence et l'éloignement eurent raison de son amour. Ayant obtenu une des trois capitaineries de la garde du Roi, il renonça à l'idée de retourner en France, et il envoya à Madame l'amirale un second page chargé de lui rendre sa liberté.

Peu de temps après, il épousa la comtesse Béatrix de Portugal de la maison royale. Il était alors parvenu au comble des honneurs, de la faveur et de la fortune. Il voulut que Gamez fît le récit de sa vie, que le manuscrit en fût conservé dans l'église de Cigales ; il ordonna que son corps fût déposé dans le chœur de cette même église, sous un superbe cénotaphe, avec cette inscription :

DON PEDRO NIÑO, COMTE DE BUELNA,
QUI, PAR LA MISÉRICORDE DE DIEU
ET AVEC L'AIDE DE LA VIERGE SAINTE MARIE SA MÈRE,
FUT TOUJOURS VAINQUEUR ET JAMAIS VAINCU
PAR TERRE ET PAR MER, SELON QUE SON HISTOIRE
LE CONTE PLUS AU LONG,
ET LA COMTESSE DOÑA BÉATRIX SA FEMME, FILLE
D'INFANTS, PETITE-FILLE DE ROIS
DANS LES DEUX LIGNES, ET PAR ELLE-MÊME,
ELLE PEUT ÊTRE COMPTÉE
ENTRE LES MEILLEURES.

Le culte qu'il avait eu pour Béatrix ne l'empêcha pas de se remarier (c'était son troisième mariage) avec Juana de Zuniga. Mais les années se succédèrent, et lui apportèrent plus de chagrins que de jouissances ; sa fortune, après s'être considérablement accrue, fut entamée et même compromise, et de graves dissensions éclatèrent dans sa famille. Il mourut à un âge assez avancé, triste, morose, dégoûté de la gloire, après avoir, par un second testament, prescrit des restitutions, multiplié les dons aux églises, et ordonné d'ensevelir son corps

non plus en le parant de son armure, mais en le couvrant, comme signe de pénitence, de la bure de franciscain.

Quand il mourut vers 1453, il y avait longtemps déjà que Madame de Bellengues était descendue dans la tombe. Après que le page de Niño fût venu la dégager de sa parole, elle n'avait pas tardé à épouser un seigneur d'une des plus grandes et des plus riches familles du royaume, Louis Mallet de Graville, sieur de Montagu, qui devint grand maître des arbalétriers de France (1).

Les Anglais ayant envahi la Normandie dans les funestes années de 1417 et 1418, Louis de Graville s'attacha à la personne de Charles VII; il se signala par sa fidélité et par sa bravoure, et, comme presque toute la haute noblesse de la province, il préféra l'honneur à la fortune. Tous ses biens furent confisqués par les conquérants. Sa femme, il faut bien le dire, fut moins digne dans sa conduite; elle vint habiter Rouen et prêta serment de fidélité au roi d'Angleterre. Ses ancêtres, les Brienchons, avaient fondé en la cathédrale la chapelle de la Trinité. Par un acte du 16 mai 1419, elle augmenta cette fondation et voulut être enterrée dans cette chapelle où elle demanda que l'on rapportât les ossements de son père et de sa mère qui avaient été enterrés à Beuzemouchel.

(1) La famille de Graville était alliée à celle de Trie par le mariage de Guillaume de Trie, sieur de Pléville, avec Isabelle Mallet, fille de Robert Mallet de Graville et veuve de Louis de Creuilly. Tab. de Rouen, R. f° 3v°. — Louis Mallet était fils de Guy Mallet, et beau-frère de Louis de Longny, maréchal de France. Tab. de Rouen, R. 15 f° 10.

Elle survécut, du reste, peu de temps à cette donation, comme on le voit par l'article suivant du compte de la fabrique de la cathédrale, de la Saint-Michel 1419 à Noël de la même année. Cet article équivaut à un acte de décès, ce qui est le dernier mot de toutes les notices :

« Pro duobus lathomis qui laboraverunt, quilibet per duos dies, pro restituando pavimentum quod fuerat levatum pro sepultura domine de Montagu, in capella Sancte Trinitatis pro quolibet die cuilibet quatuor solidos..... (1) »

(1) Arch. de la Seine-Inf., Fonds du Chapitre. G. 2485, f° 6 v°.

APPENDICE.

I.

Lettres comme Madame Johanne de Bellengues de Beuzemonchel et de Montagu donna à la fabrique c. s. de rente.

Mardi 16 mai 1419.

A tous ceulx qui ces lectres verront ou orront, Jehan Lemaçon, garde du seel des obligations de la Viconté de Rouen, salut. Comme ja pieça feu noble et puissant seigneur mon seigneur Guilaume sire de Bellenguez et de Beuzemonchel, chevalier, en son vivant, capitaine de la ville de Rouen, grant temps avant son trespassement, meu de devotion et en augmentation du service divin qui tous les jours continuellement se fait et dit en la grant église Notre-Dame de Rouen, affin que lui et madame sa femme, en la fin de leurs jours, fussent enterrés en la dicte église, en la chappelle Notre-Dame du Gardin nommée la chapelle des Bryenchons, de laquelle ligne la dicte dame yesy, et d'icelle chappelle ses dis prédécesseurs furent fondeurs en partie, et aussi qu'ils eussent perpetuelement et à tous jours, une fois l'an, un obbit solempnel dedens le ceur de la dicte eglise, pour le salut des ames de lui, sa femme, parens, amis et bienfaiteurs, du temps passé et advenir, et eust dès lors donné quicté, cedé, transporté et delessié affin de heritaige, pour lui ses hoiz et aians cause, à honorables et discreptes personnes lez doyen et chappitre dudit lieu de Notre-Dame et à leurs successeurs et aians cause, quinze livres tournois d'anuel et perpetuelle rente, c'est assavoir dix livres pour les diz de chappitre et cent solz pour l'œuvre de la dicte eglise, qui leur eust promis rendre et paier par sa main et de ses hoirs jusques ad ce que lui ou ses diz hoirs leur en eussent fait et

baillié assiette bonne et suffisant, en aiant intencion que assiecte leur fust faicte de certains bois appelé le Grippeel prez Marromme pour aueunes causes, qui ad ce le mouvoient, pour quoy et affin de faire la dicte assiete, noble et puissant dame Madame Jehanne de Bellenguez, fille et heritiere dez dis deffuns, dame des dis lieux et de Montagu, congnoissante ces choses et sa negligence de faire la dicte assiete pour aucunnes occuppations qu'elle a, voullant acquiter et descharger l'ame de ses diz père et mère et d'elle, eust tourné devers lez diz doyen et chapitre en leur requerant qu'ilz vousissent prendre la dicte assiete et aussy qu'elle eust pour elle, ses amis et bienfaicteurs pareil service et obbit, une fois l'an, dedans le ceur de la dicte eglise et enterrement aprez son deceps en la dicte chappelle, laquelle assiete de rente elle leur voust faire et bailler comme dessus et aussi leur augmenter bien et suffisanment pour avoir son dit service et enterrement, tellement que lez diz doyen et chapitre en soient contens, auxquelles choses mes dis seigneurs doyen et chapitre l'ont receue très humblement, Savoir faisons que aujourd'uy, par devant Robert Le Vigneron, clerc tabellion juré en la dicte viconté, fu presente en sa propre personne la dicte Madame Jehanne de Bellengues, demourante à present à Rouen, icelle à present femme de noble homme Monseigneur Jehan de Graville, chevalier, icelluy absent du pais de Normendie contre la volenté et obbeissance du Roy notre souverain seigneur, icelle dame, meue de devocion, de sa bonne et france volonté, en augmentation du service divin, en la reverence de la benoicte Trinité, de Notre-Dame et de toute la court de Paradis, et affin qu'elle et ses hoirs et tous ses autres biens et heritages soient deschargez et quictes d'icelles quinze livres de rente et que les ossemens de ses diz feux pere et mere qui sont enterrés audit lieu de Beuzemonchel puissent estre aportés et enterrés en la dicte chappelle des Bryenchons où elle a vraye congnoissance qu'ilz avoient leur singulliere devocion et l'en avoient chargé, et aussi le corps d'elle, quant elle ira de vie à trespassement, soit enterré en icelle chapelle où elle a esleu sa sépulture, et que ses diz pere et mere et elle aient dès presentement dedens le ceur d'icelle eglise, continuellement et à tous

jours chascun an, le service d'iceux deux obbis par chascun an comme dessus est desclairé, pour les dictes causes et aultres qui ad ce l'ont meu et meuvent, de son propre mouvement, certaine science et par grant et meure deliberacion qu'elle disoit avoir eue sur ce avec ses parens et amis, en continuant la volenté de ses diz feux pere et mere, congnut et confessa, de sa bonne volenté, sans aucune force, erreur ou decepcion, avoir donné, quicté, baillé et assis, et encore par ces présentes donne, baille, quicte et assiet dès maintenant et à tous jours affin d'eritage perpetuel, pour elle, ses hoirs et aians cause, aux diz doyen et chappitre, leurs successeurs et aians cause, c'est assavoir toutes les dismes que ses predecesseurs et elle ont acoustumé prendre et avoir en la terre et seigneurie de Beusemonchel, nommée la disme de l'omome de Fescamp, avec tous les bois dessus diz appellez le Grippeel prez Marromme, iceulx bois frans, liquides et exens de toutes rentes, tiers, dangier, dismes, etc... (1).

II.

Acte constatant que les biens de Madame de Bellengues furent confisqués par Henri V et donnés à Morelet de Béthencourt.

A tous ceuz qui ces lettres verront, Simon Morhier, chevalier, seigneur de Villers, conseiller du Roy notre sire et garde de la prévosté de Paris, salut. Savoir faisons que nous, l'an de grace mil cccc. trente, le lundi xie jour de septembre, veismes une lettre de feu de bonne mémoire Henry, roy d'Angleterre, héritier et régent de France et seigneur de Hybernie, seellées de son grand seel en las de soye et cire verte, desquelles la teneur s'ensuit :

Henricus, Dei gracia, Rex Anglie, heres et Regens regni Francie et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes littere pervene-

(1) Archives de la Seine-Inférieure. Cartulaire de la fabrique de la Cathédrale.

rint salutem. Sciatis quod, de gratia nostra speciali et pro bono servicio quod dilectus nobis Morellet de Bethencourt, miles ligeus, non juratus, nobis impendet in futurum, dedimus et concessimus ei terram de Beusemouchel cum suis pertinentiis infra bailliagium nostrum de Caux, quam nuper Johanna de Bellengues defuncta tenuit, dum vivebat, habendam et tenendam prefato Morelet et heredibus masculis de corpore suo exeuntibus, usque ad valorem quadringentorum francorum per annum, si valorem illum non excedant, per homagium nobis et heredibus nostris faciendum, ac reddendo nobis et eisdem heredibus nostris apud castrum nostrum de Rouen ferrum unius lancee ad festum Sancti Johannis-Baptiste singulis annis, necnon faciendo alia onera et servicia inde debita et consueta imperpetuum, reservatis semper nobis et heredibus nostris alta et suprema justicia ac omni alio jure quod ad nos poterit pertinere, proviso semper quod predictus Morellet et heredes sui predicti unum hominem ad arma et duos balistarios ad equitandum nobiscum seu cum heredibus nostris aut locumtenente nostro, durante presenti guerra, ad custus suos proprios, invenire teneantur, finitaque guerra hujusmodi, idem Morellet et dicti heredes sui ville nostre de Caudebec, cum gentibus et familia suis, bene et competenter pro guerra arraiatis et munitis, ad custus etiam suos, sint intendentes, quociens opus fuerit et super hoc ex parte nostra vel dictorum heredum nostrorum rationabiliter fuerint premuniti, quodque terra predicta seu aliqua parcella ejusdem de dominico ducatus nostri Normannie aut alicui alii persone, per nos, ante hec tempora, data et concessa non existant. In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes. Teste meipso in exercitu nostro apud villam de Meaulx, vicesimo tercio, die marcii, anno regni nostri decimo.

Sign. per ipsum regem : STOPYNDON.

Ausquelles lettres estoit atachée une atache des gens des comptes du Roy notre sire en la duchié de Normendie, sign. de quatre de leurs signes sur cire vermeille, desquelles lettres la teneur s'ensuit :

Les gens des comptes du Roy notre sire en la duchié de Normendie aux bailli de Caux et vicontes d'icellui bailliage et à chacun d'eulx ou à leurs lieuxtenans salut. De la partie de messire Morelet de Bethencourt, chevalier, nous ont été présentées les lettres patentes du Roy notre sire, cy atachées soubz l'un de noz signés que nous avons fait enregistrer en la chambre des d. comptes, pour le contenu èsquelles acomplir nous vous mandons et à chacun de vous, si comme à luy appartiendra, que le dit chevalier vous faictes, souffrez et laissiez joir paisiblement de la terre de Beusemouchel avec ses appartenances ou bailliage de Caulx, que nagueres tenoit Jehanne de Bellengues, ainsi et par la forme et maniere qu'il est contenu et déclaré èsdictes lettres, reservé, au nom d'icellui chevallier, l'ommage et denombrement à cause d'icelle terre, au Roy notre sire à qui il appartient, avec les rentes, services et devoirs deubz et acoustumez, pour lequel denombrement baillier au Roy notredit sr, nous lui avons donné terme, respit et souffrance jusques à Saint-Michiel prouchain venant, pendant lequel temps le faictes, seuffrez et laissiés joir paisiblement, comme dit est, sans sur ce lui donner aucun destourbier ou empeschement pour cause dudit denombrement non baillié, pourveu toutes voies qu'il n'y ait aucune cause raisonnable d'empeschement pour quoy faire ne le doiez et laquelle, s'elle y estoit, nous rescripvez à fin deue. Donné à Caen, le viiie jour de juing l'an 1422. Signe H. Le Ber. Et nous à ce present transcript avons mis le scel de la prevosté de Paris, l'an et jour dessus premiers diz.

Signé, FOULLIES.

Original
Collection de M. Lormier.

NOTE

SUR

Jean LE ROY,

L'UN DES AUTEURS DE LA SATYRE MÉNIPPÉE;

Par M. Charles de Robillard de Beaurepaire.

On rapporte généralement à un ecclésiastique du nom de Le Roy l'honneur d'avoir tracé le plan de la *Satyre Menippée*. Mais ce que l'on a publié sur ce personnage se réduit à quelques lignes, et encore ne sont-elles pas exemptes d'erreurs.

« L'idée première de la *Menippée* (ainsi s'exprime M. Charles Labitte, dans sa Notice sur les auteurs de cette œuvre célèbre) appartient à Pierre Le Roy, chanoine de Rouen et aumônier du nouveau cardinal de Bourbon (1), dont il ne favorisa pas sans doute les projets ambitieux, quand le jeune prélat s'avisa, au

(1) Charles II de Bourbon, nommé coadjuteur de son oncle pour l'archevêché de Rouen en 1582 et cardinal en 1583. Les chanoines de Rouen refusèrent de le recevoir, quand le siège devint vacant, parce qu'il avait adhéré au parti de Henri IV.

milieu des troubles de la Ligue, de vouloir créer un tiers parti. Si de Thou n'avait pas, en passant, loué le caractère probe et la fermeté politique de Pierre Le Roy, on ne saurait absolument rien sur l'homme honorable, qui, après s'être fait écrivain par devoir et satirique par conviction, après avoir conçu l'un des plus anciens chefs-d'œuvre de notre langue, se réfugia humblement dans l'obscurité, et, une fois le succès obtenu, n'essaya pas d'arracher à la gloire, par d'autres travaux, une réputation qu'elle n'aurait pu lui refuser. (1) »

De Thou cité dans ce passage ne nomme pas Le Roy, mais c'est évidemment à lui qu'il fait allusion en parlant de la *Satyre Ménippée* : « Scripti primus auctor creditur sacrificus quidam è Neustria terra, vir bonus et a factione summe alienus, qui coram Borbonio cardinali juniore cottidie sacrum celebrabat. Sed cum is tantum prima theatri vestigia delineasset, succedens alius scenam perfecte struxit. »

Disons tout d'abord qu'on s'est constamment mépris sur le prénom de Le Roy. Il s'appelait Jean et non Pierre.

La première mention que je trouve de lui est de l'année 1591. Le 15 août de cette année, il figure, à Mantes, comme témoin, avec Charles de Balzac, à un acte par lequel Charles II de Bourbon transfère le Vicariat de Pontoise, de cette ville à Limay. (Archives de la Seine-Inférieure, G. 1572.)

Après la chute de la Ligue, mais dans un temps où le chapitre de Rouen n'avait point encore fait sa sou-

(1) *Historiarum liber, C. V.*

mission à Henri IV, le cardinal de Bourbon nomme son secrétaire, Jean Le Roy, à un canonicat vacant en la cathédrale de Rouen par le décès de Jean de Vieupont (Paris, 20 mars 1594). Les lettres de nomination sont présentées au chapitre le 21 mars suivant. Toutefois la nomination du nouveau titulaire fut sursise parce qu'il n'avait pas fait apparoir de ses lettres de tonsure. Cela n'eut lieu, après les formalités requises, que le 23 juin de la même année.

Le 29 septembre 1605, le chapitre accorde à Le Roy une dispense de résidence jusqu'à Noël pour accompagner le sieur de Bourbon jusqu'à l'abbaye de Marmoutiers. Il s'agit ici de Charles III de Bourbon, frère naturel de Henri IV, qui, après avoir occupé l'archevêché de Rouen, quelques années seulement, l'avait résigné en faveur de son cousin, le cardinal de Joyeuse, lequel, de son côté, lui abandonna les abbayes de Saint-Florent de Saumur et de Marmoutiers (G. 2180).

Le 23 mai 1606, Le Roy fut encore dispensé de la résidence de Pâques, en considération de M. de Marmoutiers. Mais on retint qu'à l'avenir ces sortes de dispenses ne seraient plus règlées qu'en chapitre général (G. 2181).

Une délibération, postérieure de quelques années, prouve qu'il avait été attaché au service de Charles de Bourbon, comte de Soissons et de Dreux, fils aîné de Louis de Bourbon, prince de Condé, et de Françoise d'Orléans. Ce seigneur avait été nommé gouverneur-général de Normandie en 1610. Il décéda à Blandy en Brie le 1er novembre 1612, et fut enterré aux Chartreux de Gaillon (Anselme, Hist. gén. des

grands officiers de la Couronne, I, 350). Voici le texte de cette délibération : « Monsieur Le Roy a été dispensé huit jours *per totum*, pour assister aux funérailles de M. le comte de Soissons, à cause qu'il est de la maison. »

Peu de temps auparavant, le 5 septembre 1612, le comte de Soissons avait présidé les Etats de Normandie au manoir abbatial de Saint-Ouen, et Jean Le Roy, qui y assistait, obtint les voix de trois bailliages, Rouen, Gisors et Alençon, pour faire partie de la députation chargée de présenter au roi les cahiers de l'Assemblée.

Les liaisons de notre chanoine, non-seulement avec Passerat, Rapin, Pithou, mais avec deux archevêques alliés à la famille royale et avec un gouverneur de la province, la part qu'il avait prise à la composition d'une œuvre encore plus politique que littéraire, et dont l'influence avait été très considérable, tout semblait le destiner à un poste important, et cependant, on ne voit guère de chanoine dont le rôle ait été plus effacé, ce qu'il me paraît difficile d'expliquer autrement que par un certain mépris des honneurs et de la popularité et par une rare modestie. Les délibérations où il est question de lui sont absolument insignifiantes.

Le 22 septembre 1607, alléguant son âge, il se fait dispenser de l'assistance aux matines, ce que l'on appelait être *jubilé de matines*.

Le 27 décembre 1618, il demande que la maison canoniale dont il jouissait depuis 1604 lui fût accordée *à sa vie naturelle*, et il dément, à cette occasion, le bruit qui avait couru de son projet d'aller se fixer à Paris.

Le 13 décembre 1617, on trouve un acte de donation par lequel il donne à son domestique, Soupplix Hesbert, 600 livres en récompense de ses services. L'acte est signé : *Le Roy*. Le donateur est qualifié « noble et discrète personne Me Jean Le Roy, presbtre, chanoine en l'église cathédrale de Notre-Dame de Rouen et en l'église Notre-Dame d'Andely, demeurant en la paroisse Saint-Nicolas. » (Archives du Tabellionage de Rouen, *Meubles*, à la date indiquée.)

Le 2 mai 1619, après avoir représenté à ses collègues *son antiquité et son indisposition*, il résigne sa prébende en faveur d'un nommé Jacques Lambert, et il prie qu'on lui accorde « les habits et les draps de l'église, » eu égard à ce que, depuis plus de 20 ans, il avait l'honneur d'être chanoine.

Il perdit complétement la vue en 1620 et mourut dans un état qui était voisin de la misère le 21 août 1627. Son corps fut enterré à la cathédrale de Rouen, dans une chapelle située à gauche du chœur, dite la chapelle du collége du pape ou des Clémentins, mais vraisemblablement sans aucune inscription, parce que Jean Le Roy avait déclaré ne vouloir « autre dépense de ses funérailles que celle que l'on pourroit ordonner pour un simple chanoine, lequel a beaucoup de pauvres parents. (1) »

(1) Archives de la Seine-Inférieure : Fonds du Chapitre de la cathédrale.

SUPPLÉMENT

A UNE NOTICE INTITULÉE :

UNE PIERRE TOMBALE

DE LA CATHÉDRALE DE ROUEN,

Par M. DE DURANVILLE.

Depuis la rédaction d'une notice intitulée : *Une pierre tombale de la cathédrale de Rouen*, notice que j'ai communiquée à l'Académie, et qu'elle a insérée dans son *Précis* de 1869-70, on a recherché l'ornementation de cette pierre, ornementation dont on ne distingue plus que quelques linéaments. Il y en a toutefois assez pour qu'on ait pu, avec de l'attention et l'intelligence de ces sortes d'objets, reconstituer sur la pierre un dessin très-complet de ce que nos pères voyaient encore il y a cent ans, de ce que leurs ancêtres avaient considéré, sous le règne de Louis XIII, avec un bien vif intérêt, quand l'innocence fut reconnue solennellement.

On vient d'imprimer récemment, à cent exemplaires.

un opuscule composé entre les années 1628 et 1646 par un prêtre nommé Josse, de la paroisse Notre-Dame-de-la-Ronde, opuscule dont il existe plusieurs copies manuscrites, et qui est intitulé : *Abrégé d'un journal historique de Rouen*. On y lit ce qui suit : 1628.

« Le quatriesme jour d'apvril furent trois jeunes « hommes de ceste ville, l'un desquels s'appeloit « Turgis, l'autre Tallebot, l'autre Lebrasseur, inhu- « més en l'esglise de Nostre-Dame de Rouen, devant « la chappelle des Innocents, sur lesquels inhumés a « esté posée une grande tombe avec grande affluence « de peuple, et furent défouis dedans le cimetière « d'Andely, en laquelle ville ils avoient esté innocem- « ment pendus le vingt-cinq d'octobre 1626, comme « le rapporte le procez, comme de la justice qu'on a « faicte des juges et des amendes imposées aux con- « seillers du dict Andely, privés de leurs estats par « arrest qui fut donné à Poitiers le dernier de dé- « cembre 1627 ».

L'auteur de cette note donne bien moins de détails que n'en donne le sieur de Saint-Lazare dans ses *Histoires tragiques;* mais il parle de la grande affluence de peuple qui se trouva sous les voûtes de la cathédrale de Rouen, lors de l'inhumation, affluence qui se conçoit aisément. Chacun s'imagine quelles réflexions les spectateurs s'entre-communiquaient ; parfois des sanglots servaient d'accompagnement ; car on prenait un grand intérêt à des victimes originaires de Rouen, et dont les familles y étaient connues.

M. Brossard de Ruville, qui a placé dans son *Histoire de la ville des Andelis* le récit inséré dans les *Histoires tragiques*, dit qu'il a cherché vainement l'arrêt

de réhabilitation dans les registres du Conseil d'état, aux archives générales de France, aux archives du parlement de Normandie. Cet arrêt de réhabilitation a été imprimé : j'en ai eu, pendant quelques jours, un exemplaire à ma disposition. Il y en a même eu deux éditions, ainsi qu'on peut le voir dans le *Manuel du bibliographe normand*, de M. Ed. Frère : *Arrest de nosseigneurs du Grand Conseil du Roy pour la déclaration de l'innocence de trois jeunes hommes condamnez et executez à mort par les juges d'Andely*; *Paris chez Jean Bessin, rue de Rheims*, MDCXXVII, et Rouen, *Jean de La Mare*, MDCXXVII, format in-8°. Je pense que cet opuscule est rare et peut-être *rarissime*.

Le texte de l'arrêt de réhabilitation fournit quelques détails qui ne se trouvent pas dans le récit du sieur de Saint-Lazare, et ces détails m'ont paru présenter quelque intérêt.

Au nombre des parents qui se rendaient appelants de la sentence prononcée par les juges d'Andely, je trouve dans le texte de l'arrêt, en sus des noms cités par le sieur de Saint-Lazare, celui de Marie Godefroy, mère de l'un des suppliciés, reprenant le procès au nom de feu Jean Le Brasseur, son mari : tous exerçaient dans la ville la profession de marchands. Le texte indique très clairement que Charles Le Brasseur, l'un des trois suppliciés, était père de famille, puisque sa veuve, Florence Linant, interjette appel *tant en son nom que comme mère et tutrice des enfants mineurs du dict deffunct*. Charles du Val et David Boulloche, l'un et l'autre avocats du roi au siége d'Andely, étaient mis en cause, ainsi que Guillaume Halorge, lieutenant-général, Mathieu Lampérière, lieutenant

particulier, Vincent Dieupart, Nicolas Le Sauvage, Pierre Lavenant, Antoine Dailly, conseiller audit siége, Jacques Le Coq, ci-devant bailli d'Ecouis, et Hélie Varin, commis au greffe du siége d'Andely, contumace. Il y avait une requête formulée. pour un procès-verbal entaché de faux, contre Hubert Jeuffin, archer du prévôt-général de Normandie, également contumace. Un témoin nommé Cavalier était aussi mis en cause. Le présidial des Andelys existait depuis 1551, Henri II ayant supprimé la vicomté de Gisors pour la partager en quatre petites vicomtés, puis ayant aboli le bailliage royal de Gisors en lui substituant un présidial siégeant aux Andelys (1).

Le récit du sieur de Saint-Lazare, d'après lequel j'ai rédigé ma notice précédente, étant incomplet, il est bon de transcrire les dispositions de l'arrêt, afin qu'on sache bien comment et jusqu'à quel point le Grand Conseil satisfit aux justes réclamations des trois familles. Voici d'abord les termes dans lesquels la réhabilitation se trouve exprimée.

« Icelui nostre dit Grand Conseil, par son dit « arrest, faisant droict sur lesdites instances et ayant « esgard ausdites lettres de requeste civile, a remis « et remet les parties en tel estat qu'elles estoient au- « paravant ledit arrest du vingt-quatriesme octobre « 1625, et au principal sur l'appel de ladite sentence « du 25 desdits mois et an, qu'il a esté mal, nulle- « ment et précipitamment procédé, jugé et exécuté, « en emandant et annulant le dict jugement, a déclaré « et déclare lesdits deffuncts Turgis, Talbot et Le

(1) *Histoire de la ville des Andelis*, t. II, p. 169.

« Brasseur innocens du crime pour raison duquel « ils ont esté condamnés et exécutés à mort, les a « remis et remet en la possession et jouyssance de « leurs biens confisqués. A ordonné et ordonne que « les amendes, si aucunes ont esté payées, seront « rendues et restituées, et à ce faire les receveurs « contraints par toutes voyes deues et raisonnables, « quoy faisant ils en demeureront bien et valablement « deschargés. A permis et permet auxdits Turgis, « Talbot, Godefroy et Linant transporter les corps et « ossements desdits deffuncts du lieu où ils ont esté « enterrés, aux sépultures de leurs parents. A « ordonné et ordonne que ledit jugement de mort « sera tiré des registres dudit siége d'Andely, et le « présent arrest mis en place d'icelluy. »

Remarquons, en passant, ce qu'il y a de naïf dans ces termes, par lesquels des gens morts depuis plus de deux ans sont *remis en la possession et jouissance de leurs biens confisqués*. Voici maintenant des peines très sévères décernées contre des hommes très coupables, mais toutefois moins coupables que ceux qui les avaient mis à l'œuvre, l'archer Jeuffin, le commis au greffe Varin, l'un et l'autre contumaces, et Cavalier.

« Et a nostre dit Conseil dit que les dits deffauts « contre le dit Jeuffin sont bien et duement obtenus. « pour le profit desquels, et faisant droit sur les dites « instances de crime, a déclaré et déclare les dits « Jeuffin, Varin et Cavalier atteints et convaincus « des cas et crimes à eux imposés, pour réparation « desquels a condamné et condamne les dits Jeuffin « et Varin a estre pendus et estranglés à une potence, « laquelle, à cette fin, sera dressée en la place pu-

« blique de cette ville de Poictiers, si pris et appré-
« hendés peuvent estre, sinon en figure, en un tableau
« contenant la dite exécution, qui, pour cet effect,
« sera attaché à une potence, tant en la dite place
« qu'au grand Marché de la ville dudit Andely, et
« chacun des dits Jeuffin et Varin en cent livres
« d'amende envers nous, et cent livres en œuvres
« pies, le surplus de leurs biens déclaréz à nous
« acquis et confisqués ou à qu'il appartiendra. »

Les détails de la peine infligée au faux témoin Cavalier sont plus complets que ceux que j'ai transcrits précédemment.

« Et quand au dit Cavalier, l'a condamné et con-
« damne à faire amende honorable en nostre dit Con-
« seil, et illec, l'audience tenante, nud en chemise,
« la corde au col, tenant en sa main une torche de
« cire ardente du poids de deux livres et à genoux,
« dire et déclarer que faussement et contre vérité il
« a rendu les dépositions contenues au procès des
« dits deffunts, dont il se repent, en demande pardon
« à Dieu, à Justice et aux dits Turgis, Talbot, Gode-
« froy et Linant : Ce fait estre le dit Cavalier, par
« l'exécuteur de la haute Justice, battu et fustigé de
« verges devant la porte de nostre dit Conseil en la
« dite place publique et devant les dites prisons de
« cette ville, et l'a nostre dit Conseil banny et bannit
« pour neuf ans de la province de Normandie,
« enjoinct à luy de garder son ban à peine de la hart :
« l'a condamné et condamne en dix livres d'amende
« envers nous et dix livres en œuvres pies. »

Je faisais observer en 1870 que les peines n'avaient aucune proportion avec le fait qui les motivait, les

magistrats coupables de forfaiture ayant été seulement privés de leurs charges et condamnés à une amende. Or, il se trouve dans le texte de l'arrêt des dispositions très flétrissantes, ce qui n'empêche pas de voir une disproportion énorme entre le fait et la peine. Voici les termes de l'arrêt :

« Et pour les cas résultant dudit procès, a banny et « bannist pour trois ans le dit Boulloche, de la dite « province de Normandie, enjoinct à luy de garder « son ban à peine de la vie, et de se démettre de sa « charge dans six mois, autrement et à faute de ce « faire dans ce dit temps, et iceluy passé, dès à pré- « sent comme dès lors l'a déclarée vacante et impé- « trable, l'a condamné et condamne en deux cens « livres d'amende envers nous, deux cens livres en « œuvres pies, et pareille somme à la discrétion de « nostre dit Conseil. Et pour le regard des dits Dailly « et Lecoq, nostre dit Conseil aussi pour les cas « résultant du dit procès, les a bannis et bannit pour « cinq ans du baillage de Gisors, enjoint à eux de « garder leurs bans à peine de la vie, et au dit Dailly « de se démettre de sa charge dans six mois, et le dit « temps passé, déclarée vacante, et a condamné et « condamne chacun des dits Dailly et Lecoq en cent « livres d'amende envers nous, et cent livres en « œuvres pies et pareille somme à la discrétion de « nostre dit Conseil. A déclaré et déclare les dits « Boulloche, Dailly et Lecoq incapables de tenir et « exercer aucun office de judicature : Comme aussi « pour le cas résultant du dit procez, a nostre dit « Conseil suspendu et suspend pour six mois le dit « du Val de l'exercice de sa charge, défences à lui

« de l'exercer à peine de faux, l'a condamné et con-
« damne en cent livres en œuvres pies, ainsi que par
« nostre dit Conseil sera ordonné : et pour réparation
« civile envers les dits Turgis, Talbot et Linant,
« nostre dit Conseil a condamné et condamne les
« dits Jeuffin, Varin, Boulloche, Dailly, Lecoq et
« du Val solidairement en quatre mil livres, sur
« laquelle sera pris la somme de mil livres pour
« estre employée à la fondation d'une messe par
« sepmaine pour le repos des âmes des dits defuncts :
« Et a nostre dit Conseil condamné et condamne les
« dits Halorge, Lemperière, Dieupart, Sauvage et
« Lavenant en six cents livres chacun envers les
« dits Turgis, Talbot et Linant pour tous dommages
» et intérêts, et les dits Jeuffin, Varin, Boulloche,
« Dailly, le Coq et du Val aux deux autres tiers des
« dits dépens, envers les dits sieurs Turgis, Talbot,
« Godefroy et Linant. »

On voit que les peines ne sont pas égales, tant s'en faut. Ceux envers lesquels le Grand Conseil se montre le plus sévère sont l'avocat du roi Boulloche, le conseiller Dailly et Lecoq, ancien bailli d'Ecouis : tous trois sont déclarés incapables de remplir aucune fonction de judicature; le premier est banni de la province de Normandie; les deux autres le sont du baillage d'Andely. L'avocat du Roi, du Val, n'est suspendu que pour six mois. Enfin, le lieutenant-général, le lieutenant particulier, et trois conseillers, Dieupart, Le Sauvage et Lavenant, sont condamnés à une amende collective, mais demeurent dans leurs fonctions, et, par conséquent, ne sont pas flétris.

Le lieutenant particulier d'Andely se nommait Lempérière. Or, en 1640, le lieutenant, non particulier, mais général, d'Andely, était Mathieu de Lempérière, dont les deux filles, Marie et Marguerite, épousèrent Pierre et Thomas Corneille. « Ma-« thieu de Lempérière, » dit M. Taschereau, « n'ayant « pas une grande fortune, répugnait à unir sa fille à « un homme qui n'en avait aucune » (Pierre Corneille). « *Le cardinal*, » ajoute Fontenelle, « *voulut* « *que ce père si difficile vint à Paris : il y vint tout* « *tremblant d'un ordre si imprévu, et s'en retourna* « *bien content d'en être quitte pour avoir donné sa* « *fille à un homme qui avait tant de crédit.* » (1) Soit que ce Mathieu de Lempérière doive être considéré comme l'ancien lieutenant particulier, soit qu'il fût seulement de la même famille, il me semble que, quoique les dispositions du Grand Conseil eussent été moins sévères à l'égard du lieutenant particulier qu'à l'égard d'autres magistrats, ne le flétrissant en aucune manière et le laissant en possession de sa charge, néanmoins, cet arrêt du Grand Conseil pouvait bien entrer pour quelque chose dans l'appréhension de Mathieu de Lempérière.

Vient ensuite l'ordre d'arrestation d'un nommé Saint-Just, de Limoges, accusé de faux témoignage dans l'affaire en question ; « *si non abjourné* à trois « briefs afin de ban et cry public, ses biens saisis et annotez, et à iceux establis bons et suffisants com-« missaires qui en rendront compte et en paieront

(1) *Histoire de la vie et des ouvrages de Pierre Corneille*, édition elzévirienne, p. 98.

« les reliquat quand et à qui par nostre dit Conseil « sera ordonné. »

On lit ce qui suit à la page 16, après le texte de l'arrêt.

Observation du Conseil en l'exécution dudit arrest.

« Il faut remarquer que ledit Cavalier fut con- « damné le dernier décembre, et l'exécution fut « diférée jusqu'au quatriesme de janvier, qui est « l'octave de la feste des Innocens, à cause que sa « malheureuse déposition avait servi à faire mourir « traîtreusement trois innocens. »

La Commission pour la recherche des antiquités de la Seine-Inférieure possède un dessin de la pierre tombale. Ce dessin, qui lui a été offert par M. l'abbé Robert, est de petite dimension, mais exécuté avec une grande finesse, et porte la signature d'E. Charpentier. En le voyant, on déplore la détérioration de la pierre tombale, détérioration qui va toujours en augmentant. Ceux qui firent placer cette dalle voulurent qu'elle fût en relation avec leur profond chagrin : sans y prodiguer cette richesse d'ornementation qui se voit ailleurs, ils voulurent que ce monument de réhabilitation eût quelque poésie. Ainsi l'on voit à la partie supérieure les trois jeunes cavaliers en costume militaire. Le vent agite les panaches de leurs casques : étant sur le point de se grouper autour des drapeaux avec d'autres frères d'armes, ils parlaient peut-être gloire, et montraient dans leurs propos cette ardeur belliqueuse si naturelle aux Français ; un d'eux pouvait être pensif en

songeant à ceux dont il allait s'éloigner. On voit à droite et à gauche deux vases remplis de cet encens que jadis les chrétiens aimaient à placer dans les tombeaux, afin que son parfum, touchant emblême, imprégnât des restes chéris. Les têtes de mort sont au nombre de trois, une au-dessous du groupe des cavaliers, les deux autres dans l'encadrement de l'épitaphe. Ce dessin pourra servir si l'on restaure la pierre tombale; et, dans le cas contraire, il ne sera pas sans utilité, puisqu'il fera regretter que cette restauration n'ait pas eu lieu.

NOTA. — Depuis la redaction de ces pages, la pierre tombale a été restaurée à l'aide de fonds départementaux obtenus par M. l'abbé Cochet.

ÉTUDE

SUR

FARIN,

PAR M. L'ABBÉ LOTH.

S'il est un nom qui doive être cher aux amis des traditions locales, c'est assurément celui de Farin, le zélé et consciencieux auteur de l'histoire de Rouen. Rien de ce qui touche à sa mémoire ne peut nous être indifférent, et les recherches entreprises pour mettre en lumière sa vie modeste et presqu'ignorée sont assurées par avance de la sympathie générale. En effet, si les œuvres de Farin sont entre toutes les mains, il s'en faut de beaucoup que leur laborieux auteur soit aussi connu. Les plus érudits ne pouvaient donner même, avec assurance, le lieu et la date de sa naissance. « On tient, disent-ils, qu'il est né à Rouen » et jusqu'ici la preuve était à faire. Nous sommes heureux de venir enfin combler cette lacune et d'offrir au public quelques détails sur cette vie si digne d'intérêt. Nous n'avons pas la prétention de faire l'histoire proprement dite du Prieur de Notre-Dame du Val. Son humble existence ne justifierait

peut-être pas une entreprise de ce genre, et sa modestie répugnerait à un piedestal disproportionné. C'est une simple notice que nous avons en vue, laissant volontiers à de plus habiles ou à de plus savants l'honneur de tracer un jour une biographie complète de cet auteur.

Rendons d'abord justice à qui de droit. Si nous pouvons maintenant déterminer d'une manière précise le lieu et la date de la naissance de Farin, c'est grâce à M. Gosselin, dont la bienveillance, tant de fois éprouvée, égale l'érudition toujours sûre et puisée aux sources. C'est lui, cet infatigable chercheur, qui a découvert dans les archives du Parlement, bientôt sans secrets pour lui, cette date fortunée, et qui a daigné, avec un rare désintéressement, nous la communiquer.

François Farin est né le 17 mai 1604, à Rouen, sur la paroisse S. Denis, de Pierre Farin et de Anne Doucet. Pierre Farin, le père de notre historien, avait été employé dans la maison de M. Claude Eudes de Bérengeville, (1) conseiller au parlement, et il est qualifié dans un acte du tabellionage de ser-

(1) Farin mentionne la sépulture de ce Conseiller au chapitre consacré à l'église S. Sauveur, (Tome II, p. 316,) en ces termes :

« Tout proche le tombeau de Messieurs de Brévedent, reposent Claude Eude Ecuyer, sire de Bérengeville, Bacquepuis et Vielmanoir en partie, Conseiller du Roy en sa Cour de Parlement à Rouen et commissaire aux Requestes du Palais, lequel mourut le 30 janvier 1619 et Gilles Eudes Escuyer, sieur des terres susdites et trésorier de France en la généralité de Rouen, qui décéda le 14 décembre 1645. Porte d'or à un lyon rampant de gueules. »

viteur domestique en la maison de noble homme, etc, ce qui n'implique pas l'idée de domesticité telle que nous la comprenons aujourd'hui. On donnait cette appellation, selon M. Littré, aux individus attachés à une grande maison, même quand ils étaient gentilshommes et que l'emploi était important. Ce qui prouve que Pierre Farin avait une position supérieure à celle de domestique proprement dit, ou qu'en tout cas, il jouissait au plus haut point de l'estime et de la considération de ses maîtres, c'est qu'il fut choisi par eux pour être le parrain de l'un de leurs fils, comme nous l'apprend un acte de baptême de la paroisse S. Sauveur du 23 mai 1600. Ce simple fait est le plus bel éloge qu'on puisse faire du père de notre historien et de ses dignes maîtres. S'il était dans une condition inférieure, il a su la relever par son mérite et ses vertus jusqu'à obtenir de la part de son maître ce témoignage de confiance et d'honneur. Toutefois, nous inclinons à croire qu'il se trouvait, dans la maison de Bérengeville, plutôt comme intendant que comme serviteur.

Le père du conseiller, Nicolas Eudes, chanoine de Rouen et curé de Foville, avait en 1600 légué 120 écus à Pierre Farin, et cette somme servit sans doute à son établissement, car nous le voyons s'unir, l'année suivante, à Anne Doucet, et se fixer sur la paroisse S. Denis.

C'est de cette union, formée sous de si favorables auspices, que naquit, nous le répétons, le 17 mars 1604, notre historien. Il eut à son tour pour parrain l'un des fils du conseiller, François Eudes de Bérengeville, qui lui donna son prénom, et, comme second

parrain, selon l'usage du temps, le fils d'un homme des plus considérables, Jacques Dubusc, fils d'un conseiller au Parlement ; pour marraine enfin mademoiselle Isabeau Turgot, fille de M. Turgot, conseiller en la cour. Ce brillant parrainage entoura le berceau de François des plus radieuses espérances. Nul doute que son enfance ne fut entourée de soins délicats et pieux, et que sa jeunesse ne répondit à de si heureux commencements, car nous le voyons jugé digne de l'honneur du sacerdoce. Dans quelle école et auprès de quels maîtres puisa-t-il l'instruction solide et étendue dont il donnera dans la suite des preuves irrécusables, nous ne pouvons le dire. On voit dans ses ouvrages, par les allusions ou les citations qu'on y rencontre, que Farin connaissait Homère, Cicéron, Tacite et Sénèque, c'est-à-dire les maîtres de l'antiquité, et l'on trouve dans les réflexions préliminaires qui ouvrent plusieurs de ses chapitres une science sérieuse de l'histoire. Ce qui est certain, c'est qu'il fut formé, non-seulement aux lettres humaines et aux sciences ecclésiastiques par des mains exercées, mais encore au goût et à la connaissance de l'art le plus aimable et le plus élevé, de la musique ; qu'il s'exerça à la poésie, et qu'il eut de bonne heure comme érudit une notoriété bien établie.

Nous avons dit que Farin était né sur la paroisse S. Denis. Nous en avions le soupçon avant que la découverte de M. Gosselin nous en eût donné l'assurance. Nous avions remarqué en effet, à l'article consacré à l'église S. Denis dans l'histoire de Rouen, les paroles suivantes :

« L'an 1613, comme on faisoit les fondements de

quelques pilliers, on trouva des ossements de jambes et des côtes d'hommes qui estoient de la moitié plus grandes que celles qu'on voit en ce siècle. On les alloit voir par admiration, et on ne pouvoit dire autre chose sinon que quelque géant avoit esté inhumé en ce lieu. J'ÉCRIS CE QUE J'AI VU. »

Or, à ce moment Farin n'avait que neuf ans. S'il a vu cette curieuse découverte, c'est qu'il habitait la paroisse. En tout cas, le souvenir qu'il garda de ce fait prouve qu'il en avait été frappé et qu'il avait déjà, à un âge où d'ordinaire on s'arrête peu aux impressions, l'esprit d'observation qui le guida dans toute sa carrière, et qui est assurément la première condition de la science.

Il commença par être prêtre habitué et organiste de la paroisse S. Godard. A Noël 1636, il était élu clerc matriculier de cette paroisse. Les fonctions de clerc matriculier variaient un peu selon les usages des lieux, mais en général ces prêtres étaient chargés de l'administration du temporel du clergé paroissial, et en étaient constitués les économes.

C'était une mission de confiance si l'on en juge par le soin qu'on apportait à l'élection du titulaire. A Saint-Godard, Farin faisait en cette qualité, les registres nous l'apprennent, les distributions manuelles, tenait mémoire de certaines quêtes, prenait soin des fournitures de la sacristie, de l'entretien du mobilier et des affaires contentieuses du trésor. St-Godard, ne l'oublions pas, était alors une des paroisses les plus importantes de la ville, son clergé était nombreux (1),

(1) Farin, *Histoire de Rouen*, St-Godard.

sa population riche et ses ressources considérables.

La première fonction remplie par Farin, celle d'organiste, qu'il continua du reste toute sa vie, mérite d'abord notre attention. Il ne nous déplaît pas, nous l'avouons, de voir ce savant qui devait se consumer dans des recherches si laborieuses et doter notre ville de l'histoire la plus complète qu'elle possède, cultiver avec succès cet art profond, délicat, idéal entre tous de la musique religieuse. Pour qui a lu attentivement les ouvrages de Farin, il ne peut y avoir de doute sur les qualités de son cœur sensible, fidèle, ouvert aux nobles émotions et aux généreux sentiments. Farin, qui comprenait si bien la poésie des souvenirs, et qui s'adonna, comme toutes les natures tendres, au culte des Muses, était bien préparé à aimer et à goûter les grâces de la mélodie, et plus encore selon nous, les larges et religieuses études de l'harmonie, ses lois mystérieuses et ses profondeurs infinies. Nous aimons à le contempler, traduisant sur son orgue les aspirations de son âme, célébrant par ses accents la gloire et les grandeurs de ce Dieu au service duquel il avait voué sa vie, prêtant aux supplications et aux élans sublimes de la liturgie les puissantes ressources de son royal instrument.

Il faut le rappeler, Messieurs, à l'époque où Farin exerçait les fonctions d'organiste, la musique religieuse était, dans notre ville, en pleine prospérité. Jean Titelouze, chanoine et organiste de la cathédrale, illustrait depuis plus de quarante ans de son merveilleux talent, célébré à l'envi par tous les contemporains, les offices de notre basilique. Il avait fait

école. C'est lui qui avait formé tant de virtuoses et d'artistes épris du bel art religieux et qui devaient en perpétuer les pures et austères traditions. Ses élèves, comme André Raison et Nicolas Gigault, devenus des maîtres à leur tour, remplissaient les principales orgues de Paris. Il n'est pas défendu de penser que Farin put suivre comme jeune clerc ses doctes leçons. Il devait en tout cas profiter des ressources qu'offrait alors notre ville à ceux qui voulaient se former à l'art musical. Tantôt c'étaient les puys de Ste-Cécile qui réunissaient une telle affluence de musiciens que quatre grands théâtres dressés dans la nef de la métropole suffisaient à peine à les contenir ; tantôt c'étaient des auditions d'artistes célèbres qui tenaient à honneur de venir, comme en 1629 le célèbre Annibal Gantez, toucher notre grand orgue, l'un des plus complets de la France. Après Titelouze, notre cathédrale possédait des musiciens comme François de Minorville, Michel et Germain Yart, Jacques Boivin, Jacques Lesueur, François Lalouette le secrétaire de Lully, Michel Lamy et plusieurs autres dont M. Fétis n'a dédaigné ni les noms ni les œuvres. On trouverait difficilement une époque où la musique religieuse ait été plus dignement et plus sérieusement étudiée.

C'était le temps où Dumont éditait chez Robert Ballard ses œuvres magistrales ; où Chambonnière et l'illustre famille des Couperin traitaient en France l'orgue avec le même respect, la même science, les mêmes succès que la grande race des Bach en Allemagne. L'influence des Couperin fut considérable parmi nous et dota la France d'une génération d'or-

ganistes et de clavecinistes dont il est superflu de célébrer le mérite. Sans aller aussi loin, les organistes de Rouen trouvaient, je le répète, auprès d'eux, des modèles accomplis.

En parlant des œuvres de Titelouze, Fétis s'empresse de reconnaître « qu'il y a beaucoup de talent dans ses pièces d'orgue, et ajoute que son style a de l'analogie avec celui de Froberger, » Froberger, l'élève de Frescobaldi, c'est-à-dire le plus savant organiste de l'Europe au commencement du XVII^e^ siècle, le roi de l'orgue avant Sébastien Bach.

Je ne prétends pas assurément que Farin procède de ces maîtres, mais il n'est pas téméraire de penser que leur influence et leurs exemples arrivèrent jusqu'à lui. D'ailleurs nous avons, sur ce sujet, mieux que des conjectures à vous proposer, nous trouvons dans les archives de St-Godard, quelques faits instructifs.

Je ne vous ferai pas remarquer combien, dans son histoire de Rouen, Farin porte d'attention à tout ce qui touche aux orgues et à la musique religieuse. Vous avez dû être frappé du soin qu'il met à rappeler la date de la construction et de la réparation des orgues de chaque paroisse. Ces détails, sans importance pour la masse des lecteurs, s'expliquent par ses prédilections personnelles.

Je m'en tiens aux seules archives de St-Godard.

Elle nous apprennent que l'orgue ayant été ruiné par les Huguenots en 1562, on s'occupa, en 1632, de l'achat d'un nouvel instrument. Quelques paroissiens généreux donnèrent d'abord 1,000 livres, puis on fit une collecte abondante, et le trésor se chargea du surplus. On s'occupa de dresser le plan de l'instru-

ment. Qui chargea-t-on de ce soin ? Les registres nous l'apprennent formellement, ce fut le chanoine Titelouze. Avais-je tort de conjecturer que Farin avait été en rapport avec ce célèbre maître qui fut probablement le sien. Titelouze fit lui-même le devis, le dernier qu'il signa, car il mourait l'année suivante. Il devait s'élever à 5,000 livres plus 200 livres « de vin, » on en confia l'exécution à Guillaume Lesselier, facteur à Rouen.

Tous les détails de cette construction nous ont été conservés. Pierre Hastin, maître charpentier, fit la plate-forme, Guillaume Le Thuillier, maître menuisier, le buffet, Etienne Mazeline, maître sculpteur, les sculptures. Commencées en 1633, les orgues furent achevées en 1641, et le 9 septembre de cette année reçues solennellement. Elles furent trouvées parfaites, nous disent les registres, sur le rapport du père Isaïe Le Prevost, prêtre, organiste et religieux du couvent des Cordeliers de Rouen, Jacques Lefébure (aliàs Lefèvre), organiste de la Cathédrale, Nicolas Roussel, organiste de St-Ouen, Pierre Mollet, organiste de St-Maclou. Ce fut Farin qui étrenna ce bel instrument, les registres de la paroisse nous l'apprennent. En vain réclama-t-il ses gages d'organiste, il lui fut répondu que « pour l'advenir ne sera payé aucun gage au dit Farin comme organiste, attendu qu'il est clerc matriculier. » Deux ans plus tard, il fait venir de la musique pour la fête de Saint-Godard, il paie pour cela 18 livres que le Trésor se refuse à lui rembourser. On était bien sévère pour lui, et les marguilliers de ce temps se montraient peu sensibles aux justes exigences de l'artiste. Il faut

croire que la place de clerc matriculier était reconnue bien importante, puisqu'en septembre 1675, lorsqu'il fallut donner un successeur à Farin, l'élu Thomas Vallée ne pouvant, disent les registres, le remplacer comme organiste, fut obligé de payer sur ses propres gages le nouvel organiste, Martin Couture, prêtre habitué de la paroisse.

Avec quelle tendresse Farin soignait son instrument, les registres de la fabrique de St-Godard nous le révèlent. Il fatigue les administrateurs de ses instances, soit pour augmenter l'instrument d'un jeu de cornet, soit pour obtenir que le facteur Claude de Villers soit chargé d'en repasser en 1648 tous les tuyaux, et de l'accorder à l'avenir toutes les veilles des fêtes solennelles.

Ces humbles faits ont leur intérêt. Ils nous montrent l'historien de Rouen sous un côté aimable et touchant. Il m'est doux, quant à moi, de penser que Farin, fatigué de ses longues recherches et de ses travaux d'érudition, aimait à se délasser sur son bel instrument; et là, répandant devant Dieu les effusions de son âme éprise de tout ce qui était beau et vrai, il songeait à ces jours éternels où la vérité est sans voiles et l'amour sans limites.

Il nous faut descendre en grande hâte, je le sens, de ces hauteurs sur le terrain historique et revenir aux événements qui marquèrent la vie de notre écrivain.

Le 5 juillet 1646, il avait la douleur de perdre son digne père, Pierre Farin, qui mourait dans une vieillesse avancée, et était inhumé à Saint-Godard, gratis, disent les registres, en considération de son

fils. Cet homme de bien avait donné deux fils à l'Eglise : car un autre de ses enfants, Gilles Farin, était prêtre-sacristain de l'église métropolitaine. Il est probable qu'il avait voulu finir ses jours auprès du clerc matriculier, dans sa maison hospitalière, où il trouva les soins pieux et dévoués de François, aussi bon fils qu'excellent prêtre. En 1648, il fut quetion de mettre en ordre les titres de l'église. Farin fut chargé de ce travail, en raison de sa capacité comme archiviste, et de sa charge, qui comprenait les affaires contentieuses du trésor. D'ailleurs, il avait suivi avec un zèle tout particulier le célèbre procès débattu pendant près de quarante ans entre les curés de Saint-Godard et de Saint-Patrice, à propos du Vieux-Château-Fortifié. On sait que ces deux curés revendiquaient les maisons construites sur l'emplacement du Vieux-Château, comme faisant partie de leurs paroisses, et qu'un arrêt du Parlement de Paris, en date du 31 mars 1643, donna gain de cause à la paroisse Saint-Godard.

Ce procès donna lieu à un ouvrage de Farin, demeuré manuscrit et conservé dans les archives du département, signalé pour la première fois à l'attention de l'Académie par M. de Stabenrath. (Séance du 30 juillet 1841.) Ce manuscrit porte pour titre : « Le Château-Fortifié, ou éclaircissements sur le chapitre de la Normandie chrétienne : Description du Vieux-Château de Rouen, établissement de la Cour du Parlement en iceluy, antiquités de l'église de Saint-Godard, et plusieurs autres remarques curieuses. » Il comprend, comme la copie également conservée, trente-huit pages d'une écriture fine et serrée. M. de

Stabenrath a prouvé suffisamment l'authenticité de ce manuscrit et l'intérêt qu'il présente aux amis de notre histoire. Il fait remarquer qu'il ne paraît pas avoir été destiné à l'impression, car il règne, dit-il, « dans la rédaction des éclaircissements un laisser-aller qui permet de juger l'auteur tout entier, avec ses passions ; il était possédé à un haut degré de l'esprit de parti et de corps. » Qui pourrait l'en blâmer en cette circonstance ? Il remplissait de bonne foi et avec zèle une mission qui lui avait été confiée et qui lui paraissait, comme elle a paru à ses juges, assurément désintéressés puisqu'ils habitaient Paris, fondée sur la justice et la vérité. M. de Stabenrath mentionne les dernières lignes du manuscrit, assez curieuses en effet. « Je pense, dit Farin, avoir donné assez d'éclaircissements au chapitre de ma Normandie chrétienne dont il est question, et *que mon château est assez fortifié pour soutenir* les attaques et les assauts des ennemis de la vérité. » Chose étonnante, ce travail que Farin dut commencer aux débuts de sa carrière, puisqu'il réunit les pièces nécessaires au procès de 1643, fut aussi le dernier qui occupa sa pensée. Il achevait son manuscrit du « Château-Fortifié » un an avant sa mort, ainsi que l'indique une note écrite sur le verso de la dernière page. « Pièces curieuses et décisives de l'ancien château... les quelles pièces, moy P. Farin pbre et cler de la par. de Saint Godard j'ay mises dans le sac du proceds du dit chateau, pour en donner une parfaite intelligence et pour les mettre au jour, si jamais on remuoit le dit proceds. Fait ce 15 juillet 1674. »

Le manuscrit de 1674 contient quelques pièces

inédites que Farin avait rencontrées au cours de ses études, mais dans sa substance, il se retrouve dans la Normandie chrétienne.

Qui sait si le procès de 1643 ne fut pas le point de départ des travaux d'érudition auquel notre clerc consacrera désormais ses studieux loisirs ?

Le premier ouvrage que fit paraître Farin est la *Normandie Chrestienne*, publiée à Rouen chez Lovys Du Mesnil, en 1659. Le Chapitre, toujours empressé à encourager les travaux littéraires et historiques, avait accordé, par une délibération du 15 mars 1659, la somme de 200 livres pour aider à l'impression du dit livre qui devait lui être dédié.

C'est en effet « à Très Illustres et Vénérables messieurs les doyen, chanoines et chapitre de l'Eglise de Rouen, » que Farin offrit son ouvrage. « L'Epistre dédicatoire, » et surtout la Préface de ce livre, nous sont une précieuse révélation des sentiments qui guidèrent notre auteur dans ses minutieuses et incessantes recherches, et animèrent toute sa vie d'érudit. Elles nous initient aussi aux soins, aux labeurs, à la méthode même qu'il apporta dans ses travaux. Il fait d'abord dans sa préface cette observation très judicieuse qui indique un esprit élevé et pénétrant, et que bon nombre d'entre nous ont souvent répétée depuis.

« On reprocha autrefois aux Grecs, dit-il, qu'ils estoient estrangers en Grèce, d'autant qu'ils sçavoient les histoires estrangères, et qu'ils ignoroient la leur. Je puis dire que les Normands sont estrangers en Normandie; ils ont la curiosité de sçavoir tout ce qui se fait dans les provinces les plus recu-

lées, et ne peuvent rendre raison de ce qui s'est passé autrefois dans leur pays; ils ne sçavent pas mesme le nombre ny le nom de leurs pères. » Si cette remarque était exacte du temps de Farin, pouvons-nous dire qu'elle soit sans application parmi nous? A la vérité, un certain réveil s'est produit dans l'opinion à ce sujet, mais il s'en faut que le culte de l'histoire locale ait pénétré dans les masses, que dis-je? dans les classes lettrées elles-mêmes. Elles ne cessent de montrer une indifférence obstinée pour la science, dont elles devraient être le plus avides, celle de leur propre histoire, de leurs traditions nationales, de la vie, des coutumes, des épreuves, des gloires et des actions de leurs aïeux. Farin comprenait toute la tristesse de cette lacune et s'efforça de la combler. Il était possédé de ce noble tourment de la vérité, passion des âmes élevées, et il la cherchait dans les plus humbles détails. Sa méthode, qu'il nous révèle, est celle des esprits les plus honnêtes, des plus consciencieux historiens. Citons ses belles paroles, elles font son meilleur éloge en même temps qu'elles nous fournissent un exemple et un enseignement dont nous sentons tout le prix.

« Si j'ay, dit Farin, une généreuse ambition de chercher la vérité, j'en ai encore une plus grande de la dire; c'est pourquoy je n'ay pas seulement fouillé dans les archives et les vieux parchemins qu'on avoit ensevelis, mais aussi j'ay feuilleté plusieurs chroniques, chartes et registres irréprochables, et j'ay consulté plusieurs autheurs fidelles et authentiques qui me pouvoient apprendre quelque chose : de sorte

que je n'ajouste rien du mien, comme on peut voir à la marge, et mesme j'ay si peu d'inclination à déguiser les choses que je serois fort empesché de feindre pour plaire. »

N'est-ce pas là, Messieurs, le langage du vrai savant, et qui honore tous ceux, petits ou grands, qui ont voué leur vie à la recherche et au culte de la vérité.

Dans son « Epistre » dédicatoire, on trouve à travers l'emphase et les métaphores outrées, encore trop communes à son époque, les mêmes sentiments. « J'ai crû, Messieurs, dit-il, que je rendrois un petit service à la Normandie, si je luy remettois en mémoire ces grands hommes qui sont si connus dans le Ciel, et si peu connus sur la Terre. Ayant pris les belles vérités de cette histoire dans vos Archives que vous gardez avec tant d'amour et de fidélité, j'aurois tort si je les commettois à une autre protection qu'à la vostre. Ces vieux parchemins qui n'ont jamais veu le Soleil, verront le jour sous vostre nom, et je me promets que vous les conserverez avec le même soin que lorsqu'ils estoient sous la clef, et qu'ils vous auront cette obligation, que des chaînes où ils estoient attachez depuis mille ans, ils passeront dans une pleine liberté par la faveur que vous aurez accordée. »

Ainsi, Farin entend sérieusement l'histoire. Il puise aux sources, travaille sur les manuscrits, compulse les archives ; il est un érudit de première main, et ne doit pas être confondu avec ces chroniqueurs naïfs et crédules, amis du merveilleux, qui se contentaient de recueillir des traditions plus ou moins

précises, sans se donner la peine de les contrôler.

Est-ce à dire qu'il soit sans défaut, et qu'il possède à proprement parler, le génie de l'histoire? Dieu me garde de l'affirmer. Je ferai plus tard mes réserves. Qu'il me suffise pour le moment de constater que nous avons affaire à un érudit de bon aloi et bien informé. Je n'analyserai pas la *Normandie chrestienne*. Une telle entreprise serait ici deux fois superflue, et parce que tous vous connaissez ce livre, et que vous avez plus de compétence et d'autorité que moi pour en discerner les mérites et les défauts.

Les protecteurs de Farin, témoins de son application et de son zèle, et mis sans doute au courant de ses études, avaient voulu les lui faciliter, selon toute apparence, en lui donnant un bénéfice, modeste quant à la renommée, mais d'un rapport assez avantageux. Farin, au moment où parut son premier ouvrage, était déjà Prieur de Notre-Dame-du-Val.

Ce prieuré de Notre-Dame-du-Val, longtemps contesté entre l'abbaye de Fécamp et les archevêques de Rouen, a exercé les recherches du savant et toujours regretté M. Pottier, dans sa Revue rétrospective. Nous fournissons plus loin une preuve incontestable qu'il s'agit du Prieuré ou chapelle de Notre-Dame-du-Val-de-Veules. M. l'abbé Cochet, dans ses églises de l'arrondissement d'Yvetot, nous a décrit avec un charme particulier, ce modeste bénéfice.

« Au fond du vallon de Veules, dit-il, sur le bord du grand chemin qui conduit à Fontaine-le-Dun, on voit une vieille chapelle dédiée à Notre-Dame de Bon-secours. Elle porte depuis des siècles les noms de

chapelle du Val. de Notre-Dame-du-Val ou du Val-de-Veules. Assise dans une verte prairie, entourée de jeunes ormeaux, elle semble une hôtellerie de l'âme. Elle est annoncée de loin par une croix de pierre, plantée en 1790. C'est probablement la dernière que le XVIII^e^ siècle ait plantée dans nos contrées. Une tradition mystérieuse entoure le berceau de cette chapelle champêtre. On dit qu'elle fut autrefois fondée par un seigneur renversé par la foudre ou égaré en chassant le cerf dans la forêt de Fécamp. L'histoire, plus sévère dans ses origines, pense avec raison que ce fut une ancienne maladrerie, fondée vers le XII^e^ siècle pour les lépreux de plusieurs paroisses. »

En effet, M. Renault, dans ses nouvelles recherches sur les Léproseries en Normandie, publiées par la Société des Antiquaires de Normandie en 1869, classe Notre-Dame-du-Val au nombre de ces institutions charitables, et cite même un arrêt du 14 juillet 1410, qui a trait au droit de présentation à cette chapelle. Une pièce des archives départementales (doyenné de Cauville-Veules) la qualifie également de *Leprosaria Beatæ Mariæ de Valle*. Nous apprenons enfin, par les registres du Parlement, qu'il y avait encore quelques lépreux au Prieuré du temps de Farin.

Dans son Répertoire archéologique, M. Cochet constate que l'édifice actuel garde des parties en tuf et un cintre du XII^e^ siècle, ainsi que des ogives du XIII^e^, et qu'il a été visité en 1713, par Mgr d'Aubigné.

Ajoutons, avec M. Cochet, « que cette chapelle est encore assez fréquentée par les habitants des campagnes. On y dit la messe tous les vendredis (1854);

les paroisses voisines y viennent aux processions des Rogations. Le lendemain de la première communion on y amène les enfants, qui viennent faire leur consécration à la Sainte Vierge. Toute l'année il y vient des pélerins, surtout au mois de mai. A cette époque, il s'y tient une foire très fréquentée, connue sous le nom de foire du Val. »

Nous avons découvert, dans le livre des provisions, conservé aux archives du secrétariat de l'archevêché, la date exacte de la nomination de Farin au prieuré du Val. C'est en 1650, le 13 novembre, que fut signée la provision archiépiscopale, qui instituait François Farin, titulaire de la chapelle de Notre-Dame-du-Val, à Veules, Doyenné-de-Cauville, exemption de Fécamp, vacante par la démission de M. Guillaume Ameline. Farin avait été présenté à l'archevêque, par le seigneur du fief du Bosc. C'est François Ier de Harlay, qui signa la provision de Farin. Nous aimons à penser que ce prélat, bienfaiteur et ami de tous les hommes d'étude, eût récompensé plus dignement notre historien, s'il eût encore vécu au moment où ses ouvrages furent connus du public.

Farin ne fut pas plutôt en possession de son bénéfice, que les religieux de l'abbaye de Fécamp lui cherchèrent querelle, et lui contestèrent même la légitimité de sa nomination. De telles discussions n'étaient pas rares au XVIIe siècle et n'avaient rien de personnel. L'abbaye de Fécamp se croyait en droit de présenter à ce bénéfice, et ne voulait pas reconnaître de droit contraire. Farin mit en œuvre toute sa science d'archiviste, et obtint du Parlement un

arrêt, en date du 12 juin 1654, qui déboutait l'abbaye de Fécamp de ses prétentions, et le confirmait dans sa paisible et légitime possession.

La fabrique de Veules conserve encore une lettre de Farin, en date du 25 mai 1662, écrite aux frères de la charité de Saint-Clair, établis dans la chapelle de Notre-Dame-du-Val. Qui croirait que ce prieuré, presqu'inconnu, a été l'objet d'interminables différends. Nous voyons que vingt ans après la mort de Farin, Louis XIV, par un arrêt du Conseil, en date du 24 décembre 1695, annexe les biens de la chapelle du Val à l'hôpital de Grainville-la-Teinturière, et qu'enfin, l'abbaye de Fécamp était rentrée en 1738 en possession de cette chapelle, puisque le pouillé de cette année la comprend au nombre des bénéfices appartenant à ladite abbaye. Le revenu de ce bénéfice est estimé en 1738 à 1400 livres. En tenant compte de la différence des temps, on voit qu'il devait être pour l'humble fortune de Farin une ressource précieuse.

Notre écrivain, après la publication de la *Normandie chrestienne* en 1659, n'était pas demeuré oisif. Pendant les huit années qui suivirent, il s'était appliqué à de nouvelles recherches, et le sujet s'étant, comme il arrive d'ordinaire, étendu sous ses investigations, il préparait les matériaux d'un ouvrage plus considérable, qui allait devenir l'histoire même de Rouen. Nous n'avons ici qu'à le laisser parler lui-même. Ses propres confidences au lecteur, dans la préface de son histoire de Rouen, expriment mieux que nous ne pourrions le faire, la marche de cet important travail.

« Il me semble, dit Farin, qu'avant de commencer

cette histoire, je ne sçaurais me dispenser de dire en peu de mots, de quelle manière je me suis engagé à l'entreprendre. La vénération que j'ay toujours eue pour les saints évesques qui ont fondé et gouverné l'église de Rouen, me porta il y a sept ou huit ans, à écrire leur vie sous le nom de la Normandie chrétienne. Cet ouvrage a esté mieux reçeu du public que je n'eusse osé l'espérer, ce que je n'attribue pas à ce que j'y ai mis du mien, mais à la dévotion des peuples envers ces glorieux saints. Comme je ne le pus composer sans m'instruire de plusieurs antiquitez et de points assez remarquables qui regardent la ville de Rouen, et que même j'y en eus inséré quelques-uns, ce petit essay a depuis fait croire à mes amys que j'y estois fort versé et fort profond, et que si je continuais à m'y appliquer, je pourrois facilement donner l'histoire entière de cette capitale de Normandie ; ils m'en ont sollicité plusieurs fois, et insensiblement je me suis laissé persuader, et ay formé le dessein de tâcher de les satisfaire. Comme il estoit plus convenable à ma profession d'étudier particulièrement les antiquitez ecclésiastiques, j'avais commencé par l'histoire des archevesques, mais j'ay esté heureusement prévenu par un sçavant et vertueux Bénédictin qui l'a mise au jour, et qui l'a déduite si amplement, qu'on peut assurer qu'il a épuisé cette matière, et qu'il n'a rien laissé à dire aux autres ; ainsi j'ai esté obligé de tourner mes pensées ailleurs, et de traiter les autres parties de l'histoire de Rouen, que ce religieux n'a point touchées. »

On voit avec quel respect et quelle bienveillance Farin parle ici de Dom Pommeraye. En vrai savant

qu'il était malgré sa profonde modestie, Farin savait rendre hommage au mérite et aux travaux de ses confrères. Il ne connaissait pas cette passion des âmes vulgaires, l'envie ; au contraire, en toute occasion, il se plaît à rendre justice à qui de droit. On fut loin d'en user ainsi à son égard, et pour ne parler que de son dernier continuateur, c'est à peine s'il prononce son nom dans la préface de son édition. Farin, fidèle à ses procédés de bienveillance, ne tombe pas en parlant de ses prédécesseurs en érudition, dans cette manie de dénigrement qui caractérise d'ordinaire les compilateurs. Il semble, en effet, à ces tard venus qu'ils ne peuvent conquérir leur place au soleil sans écarter dédaigneusement ceux qui les ont devancés, et c'est dans ce but qu'ils se donnent le malin plaisir de rechercher non-seulement les fautes de leurs prédécesseurs, ce qui est légitime, mais de les étaler, de les grossir, de les généraliser, et d'en prendre occasion de leur contester, pour quelques taches inséparables des œuvres humaines, leur mérite et leur renommée. Hélas ! Messieurs, ce n'est pas là malheureusement un travers chimérique, et tous ceux qui ont écrit en ont plus ou moins souffert.

Farin, nous sommes heureux de le constater, a su l'éviter. Il mentionne avec les éloges que vous avez entendus le travail de Don Pommeraye; il ne se montre pas sévère pour Taillepied, dont l'œuvre manque complètement de critique et de science. Voici comment il s'exprime sur ce bon Cordelier qui n'eut le malheur que d'écrire avec les défauts de son temps.

« Il y a environ quatre-vingts ans qu'un religieux

de Saint-François tâcha de l'écrire (cette histoire), et mit au jour ce qu'il en put remarquer, mais comme d'un costé il est juste de louer sa bonne volonté et son zèle, de l'autre on ne sçauroit nier que son ouvrage ne soit fort imparfait, fort défectueux et nullement proportionné à l'éminence d'une ville capitale de province. » La critique existe sans doute, elle était nécessaire, mais convenable et modérée.

Notre historien avait, ai-je dit, la modestie du vrai savoir. Sa préface nous en fournit une preuve manifeste. « Le père Taillepied, Cordelier, dit-il, et Monsieur du Chesne ont commencé avant moy ce tableau de la ville de Rouen ; j'y adjoute de nouveaux traits et de nouvelles couleurs, mais je ne prétends pas le pouvoir finir, ny luy donner sa dernière perfection, il faut plus de génie et plus d'art que je n'ay pas. Je ne doute point que dans la suite du temps, quelqu'un plus habile, plus laborieux et mieux fourny de mémoires que moy, ne retouche encor ce que j'ay fait, et ne traite selon toute leur étendue quantité de choses dont je ne parle qu'en abrégé. Bien loin d'appréhender cela, je le souhaite, et je ne serais point fâché que son ouvrage fust si ample et si beau qu'il obscurcist le mien. » Et ce n'était pas dans la bouche de Farin une vaine déclaration ou une simple précaution oratoire. Il pense ce qu'il dit ; on le sent à son accent. Il y a dans la parole d'un homme comme dans son visage un air, une expression, une physionomie qui ne trompent pas. Aussi nous croyons Farin quand il ajoute. « Je n'escris point pour acquérir de l'honneur, outre que je ne suis point capable de rien faire qui soit digne de l'estime

des hommes, je croirois ne point agir en chrestien ny encore moins en Prestre, si je me proposois cette fin... Comme donc ce n'est pas cette vaine réputation qui est mon object, mais que c'est pour la gloire de Dieu et l'utilité du prochain, que j'ay entrepris cette histoire, si je me suis trompé en quelque chose, j'honorerai Dieu qui est la vérité première, et j'empêcheray, autant qu'il sera en moy, que le prochain ne soit mépris, par la docilité que j'apporteroy à corriger mon erreur si on a la charité de me la faire connoître. »

Tels sont les sentiments qui animèrent Farin dans son œuvre capitale, l'histoire de la ville de Rouen. Cette œuvre lui coûta d'incessants labeurs.

Qand on pense aux matériaux immenses qu'il a dû recueillir avant de les mettre en œuvre, aux recherches, aux démarches, aux investigations auxquelles il a dû se livrer pour réunir et contrôler de si nombreux documents, on a peine à comprendre comment neuf années lui ont suffi pour mener à bonne fin ce vaste travail. Il en paraît lui-même comme étonné. Il nous dit en terminant son livre qu'il le regardait « au commencement comme un grand labyrinthe d'où il n'espérait jamais sortir. » Aussi après avoir écrit sa dernière ligne éprouve-t-il le besoin de rendre grâces au ciel, et laisse-t-il échapper cette exclamation partie du cœur : *Laus Deo!* Il avait alors soixante-quatre ans. On ne peut se défendre d'une sympathique admiration en voyant ce vieillard consacrer, au milieu des occupations multipliées de son obscur et laborieux ministère, les restes de son ardeur à élever un monument à l'honneur de sa ville où il tenait lui-

même si peu de place. Les personnages investis alors des dignités de l'Eglise et de la Cité ne se souciaient guères assurément de l'humble clerc matriculier. Peut-être en le voyant traverser à pas pressés les rues de la ville, les bras chargés de manuscrits, souriaient-ils de la manie de ce bonhomme, et cependant la postérité a laissé dans le plus profond oubli les noms de ces puissants d'un jour, et le nom de Farin vivra dans notre pays tant qu'il y aura des cœurs amis des traditions et des gloires nationales.

L'histoire de la ville de Rouen parut à Rouen, en trois parties ou volumes, chez Jacques Hérault (dans la cour du Palais) en 1668. C'était à proprement parler le premier ouvrage de ce genre en Normandie, aussi dut-il faire sensation. Les éditions successives qui en furent données prouvent qu'il eut du succès, et qu'il fut vite épuisé. Il venait d'ailleurs à un bon moment. Rouen était plus prospère que jamais. Farin nous l'apprend dans son épître dédicatoire : « Jamais nostre ville ne fut dans un estat plus florissant, jamais elle ne fut plus remplie de peuples, plus superbe dans les bâtimens, plus réglée dans sa police. » Le goût des arts, des lettres et des sciences régnait dans toutes les classes de la société. Pendant que le Chapitre comptait des érudits tels que Dadré, Nagerel, d'Eudemare, Behotte, Ridel, Mallet, Lebrun, Pierre Acarie, Barthelemy Hallé, Jean Leprevost, des poètes comme François Métel de Boisrobert ; les abbayes des savants comme Dom Pommeraye ; des rangs du clergé inférieur sortaient des hommes comme Hercule Grisel et François Farin. Ai-je besoin de rappeler que c'était l'heure où le grand Cor-

neille remplissait la France et le monde de ses accents immortels. Les femmes elles-mêmes, et des femmes telles que Jacqueline Pascal, prenaient part au mouvement littéraire dont notre cité était le théâtre. Si mon sujet me le permettait, il y aurait un tableau brillant à tracer de cet épanouissement merveilleux du génie normand au XVII^e^ siècle, et dût notre modeste historien n'y figurer que dans un rang secondaire, il y aurait du moins sa place.

Farin n'a pas seulement, selon moi, le mérite, et il n'est pas à dédaigner, d'avoir le premier écrit l'histoire de Rouen en des proportions qui n'ont jamais été dépassées depuis, mais il me paraît avoir bien compris la vraie mission de l'historien local. Il recueille tous les documents, interroge les monuments, contrôle les traditions, ne néglige aucune source d'informations. Chartes, archives, inscriptions, tombeaux, il comprend tout dans ses investigations, autant sans doute que le comportait la science historique de son temps, encore à son enfance. Aussi quelle distance entre Taillepied et lui ! Il a, de plus, le sens de l'histoire populaire, celle qui ne consiste pas tant dans le récit des faits et gestes des rois, des guerriers, des diplomates, que dans l'histoire des institutions, des mœurs, des coutumes, des événements les plus modestes de la vie locale. Il l'entend bien ainsi dans son Epistre aux maire et eschevins de la ville de Rouen. « Si on s'arreste à voir les plans des villes, dit-il, tracés par la main du graveur ou du peintre....., il me semble qu'on doit avoir beaucoup plus de curiosité pour les discours qui nous en dépeignent l'origine et les antiquitez, l'accroissement et le progrès, les di-

vers événements, les usages et les coutumes particulières, la fondation et la forme des lieux sacrez, le négoce et les emplòys des habitans, et la police qui s'y observe à l'égard du gouvernement ecclésiastique et civil... » Que si il n'a pas rempli complétement toutes les parties de son programme, il faut en accuser bien plus l'état de la science historique de son temps que lui-même. Assurément, il n'a pas tout dit sur l'histoire de Rouen, il a laissé bien des lacunes et commis bien des inexactitudes, mais on peut affirmer, sans crainte d'être contredit par aucun esprit sérieux, qu'il a fait plus et mieux que ses contemporains en érudition nationale.

Je n'entrerai pas dans l'examen de l'histoire de la ville de Rouen devant des hommes qui en ont depuis longtemps la lecture et la connaissance familières. Vous savez tous ce qu'il faut penser de ce vaste travail, de ses ressources, de ses qualités, comme aussi de ses imperfections, de ses erreurs et de ses nombreux desiderata. Notre cadre biographique ne comporterait pas d'ailleurs une telle critique.

Nous ne faisons nulle difficulté de l'avouer. Farin a peu de style, ou du moins un style peu châtié. Ses narrations et descriptions sentent l'abus des métaphores, la pompe déclamatoire en usage encore dans la première moitié du XVII^e^ siècle. La *Normandie Chrestienne* fourmille de naïvetés, de comparaisons forcées, d'images de mauvais goût. Ne lui demandez pas de vues d'ensemble, de jugements critiques, d'aperçus philosophiques. C'est un annaliste plutôt qu'un historien, un érudit plutôt qu'un savant. L'*Histoire de la ville de Rouen*, qui marque un progrès réel dans sa

manière d'écrire, est plus sobre, mieux conduite que son premier ouvrage, mais elle est à proprement parler sans mérite littéraire. Exceptons toutefois la Préface, qui décèle une plume plus maîtresse d'elle-même et plus exercée. Evidemment Farin n'est pas un littérateur. Il n'a en vue que de secouer de l'oubli les traditions et les documents qui lui paraissent intéresser la cité. Toutefois, on sent de temps à autre percer l'émotion de son âme. Il se complaît dans certaines descriptions, il trouve devant des souvenirs augustes et chéris l'éloquence du cœur. Il avait la passion de la patrie, de sa grandeur, de ses monuments, de son glorieux passé, et par moments cette passion donne des flammes à sa parole.

Par un instinct supérieur au goût et aux procédés ordinaires de son temps, il aimait « les vieilles chartes » qu'il appelle « les plus fidèles témoins des choses passées. » Il avait des idées larges et généreuses. Il félicite le maire et les échevins de la ville de Rouen d'être appelés à leur charge « par le choix et le commun suffrage des peuples, et l'on sçait, ajoute-t-il, pour l'ordinaire que ce choix est judicieux et qu'il s'adresse au plus digne, *optimum quemque electio invenit* (Tacite). » Il parle de la justice en penseur et en chrétien. « La justice, dit-il, a pris sa naissance avec le monde, et a toujours esté nécessaire pour terminer les différends qui naissent entre les hommes. C'est un rayon de la toute puissance de Dieu : c'est le bras droit des monarques, la seureté des provinces, et pour dire en un mot, c'est un beau feu qui éclaire, qui entretient la paix et qui réduit toutes sortes de personnes à leur devoir. » Il comprenait le devoir

sous sa forme même la plus austère. Dans sa Normandie chrétienne, il félicite saint Ouen de ce qu'il « n'estoit pas de ces sages condescendants qui s'accomodent à l'humeur des princes pour entrer en possession des plus riches bénéfices du royaume. Il n'estoit pas de ces esprits rafinés qui trouvent des raisons pour colorer leurs vues, et qui font dire à la théologie tout ce que leur dicte l'intérêt et la fortune.» Il lui met dans la bouche des maximes de la plus haute sagesse que n'auraient pas désavouées les orateurs les plus apostoliques et les plus courageux de son temps.

Il dit en plein dix-septième siècle « que les monarques doivent estre des objets d'amour plutôt que de crainte, puisqu'ils sont les images de Dieu : que les richesses estoient les biens des particuliers, mais que l'honneur estoit le trésor des Roys : qu'ils devaient avoir de la tendresse pour leurs subjets, et mesme qu'ils estoient obligés de quitter leur félicité pour entrer quelquefois dans leurs misères ; enfin que Dieu n'avait point acception des personnes ; qu'il avait chargé le roi d'un diadème, mais que c'estoit *afin qu'il fut le plus homme de bien de son Royaume*, et que cet appareil de grandeur qui l'environnait n'estoit qu'un faux éclat, que tromperie et que vanité. »

Quand Farin parle « du bien public, des pauvres, de la charité, » c'est toujours avec l'émotion d'un cœur généreux. La Normandie chrestienne est remplie, à ces différents points de vue, de passages très significatifs. Il s'y mêle quelquefois des allusions transparentes aux événements présents. Il est impossible de ne pas voir un reflet des émotions populaires

qu'avaient excitées à Rouen les édits fiscaux de 1639 et l'expédition du maréchal de Gassion dans l'exclamation suivante : « Heureux siècle où l'on ne voyait point de vexation, point d'imposts, point de violences : heureux monarque qui n'avait point à ses côtés ces harpies et ces griffons abominables qui ont inventé des mots nouveaux pour colorer leurs rapines effroyables. » Mais, s'il lui échappe quelquefois des plaintes et des ressouvenirs amers, il s'attache de préférence à louer ce qui est bien, et à donner à son langage des formes et une onction évangéliques. Aucun de ceux qui ont lu attentivement ses ouvrages ne me démentira : les sentiments qui y dominent, ce sont la bonté, l'amour de la justice, le souci du bien public, la reconnaissance envers les services rendus, le culte du pays.

Ce digne prêtre enfin aimait par-dessus tout l'église. Tout ce qui la touche le trouve ardent, plein de zèle et de dévouement. C'est elle qui le préoccupe par-dessus tout, ce sont ses intérêts, son histoire, ses joies et ses douleurs qui lui inspirent ses accents les plus vifs et les plus chaleureux. On voit qu'il la chérit comme un fils, du plus profond de ses entrailles.

Quoiqu'il en soit et malgré toutes ses taches, l'œuvre de Farin est devenue populaire, et jusqu'à ce que, selon son touchant désir, « quelqu'un plus habile, et mieux fourny de mémoires ne retouche ce » qu'il a fait, « ne traite selon toute leur étendue quantité de choses dont » il « ne parle qu'en abrégé » et qui « en un ouvrage plus ample et plus beau n'obscursisse » le sien, son histoire demeurera l'histoire classique de la ville de Rouen.

Les travaux d'érudition n'absorbaient pas notre clerc matriculier au point de lui faire négliger les devoirs de sa charge. Les registres des comptes de la fabrique de Saint-Godard, dépouillés par feu M. l'abbé Lanchon de pieuse mémoire, et dont nous avons eu les notes sous les yeux, sont remplis de mentions qui le concernent.

Toutes les fois qu'il s'agissait de procès ou d'affaires contentieuses on recourait à ses connaissances d'archiviste ; toutes les fois aussi qu'on entreprenait des travaux d'art, on demandait son avis, on envoyait même l'affaire à son rapport. C'est ainsi, entr'autres faits, qu'en 1664 il fit un rapport au Conseil pour demander le remplacement de Besoche par Le Vieil pour l'entretien des vitraux de l'église. Ni Besoche ni Le Vieil ne sont pour nous des inconnus. Jean Besoche était maître verrier de Saint-Maclou, ainsi que Guillaume-le-Vieil l'ancien, et Hyacinthe Langlois a conservé leur souvenir dans son bel ouvrage sur la peinture sur verre. On ne pouvait confier à de meilleures mains le soin des trésors de peinture sur verre dont se glorifie à juste titre l'église Saint-Godard. L'un des descendants de Guillaume-le-Vieil, Guillaume-le-Viel le jeune a loué dans son docte traité les vitres merveilleuses de Saint-Godard. « On admire particulièrement, dit-il, la vivacité des vitres de Saint-André, et encore plus de celles de Saint-Godard. La beauté éclatante du verre employé à celles-ci a donné lieu dans Rouen, à l'aspect d'un vin rouge velouté, de dire ce proverbe : Il est de la couleur des vitres de Saint-Godard.

Les peintures de deux vitraux de cette église, dont

un au-dessus de la chapelle de la Sainte-Vierge, connu communément sous la dénomination de l'arbre de Jessé, sur lequel sont peints les rois de Juda, dont elle est descendue et dont Jessé est la tige, et l'autre, au-dessus de la chapelle de Saint-Nicolas, représentant la vie de Saint-Romain, sont regardées comme les plus belles qui soient en France ; les connaisseurs croient y reconnaître le crayon de Raphaël ou plutôt celui de Lucas Penny (Il Fattore), son élève, qui fournit en grande partie les cartons de celles de la Sainte-Chapelle de Vincennes. »

Farin comprenait la valeur de ce trésor artistique, et il a fait preuve de tact et de goût en désignant Le Vieil l'ancien au choix des marguilliers.

Il semble que Guillaume-le-Vieil (le jeune) se soit souvenu de ce goût de Farin et ait voulu lui rendre hommage dans son livre lorsqu'il dit :

« Ce qui m'a surpris, c'est que l'auteur de l'histoire de cette ville célèbre, qui, par une continuité de ce goût, (il fait allusion au goût des Rouennais pour les verrières qu'il vient de célébrer), est entré dans des détails assez étendus sur la beauté des vitres peintes de ces églises, paraisse avoir négligé autant ses recherches sur les noms de ceux qui les ont peintes, qu'il a apporté d'application à nous transmettre ceux des particuliers qui les ont fait peindre. »

Ce léger reproche est fondé. Quant à l'application de Farin à recueillir les noms des bienfaiteurs des églises, elle est évidente et tient au système qu'il avait adopté. Il s'en ouvre dans la préface de son Histoire de Rouen. Ce passage est curieux à plus d'un titre.

« Je demande encore cette grâce, dit-il, que si dans le dénombrement que je fais des sépultures, des épitaphes et des fondations, je fais aucunes fois mention de personnes de familles assez médiocres, et qui n'ont éclaté dans le monde ni par leur noblesse ni par les grands employs, on ne s'en choque pas aussitost comme si j'avilissois la dignité de l'histoire ; je le fais par raison et même par quelque sorte de justice, encore que ceux qui consacrent leur bien à Dieu et qui le mettent dans le trésor du Ciel par des fondations et des aumônes, ne le fassent pas ou du moins ne le doivent pas faire afin qu'on parle d'eux après leur mort, car cette intention ne seroit pas bonne, et ruineroit le mérite de leurs bonnes œuvres, il est toutes fois juste de conserver leur souvenir et de leur déférer un honneur qui leur est dû d'autant plus légitimement qu'ils l'ont moins prétendu. Si donc des personnes de condition commune et ordinaire se sont montrez libérales et même magnifiques envers les hôpitaux et les églises de Rouen, et ont en cela surpassé les grands seigneurs qui bien loin d'enrichir les lieux sacrez souvent les dépouillent, se servent de tout leur crédit pour en posséder les revenus, et au lieu de les employer en des œuvres de piété selon l'intention des fondateurs sur laquelle Dieu les jugera, en abusent honteusement pour en accroistre et entretenir leur faste et leur luxe, j'ay rendu justice à ces premiers en tâchant de conserver leur mémoire, et en tirant de l'obscurité de l'oubly des actions de vertu qui peuvent édifier la postérité. »
Ou je me trompe fort, ou il y a là une critique trop justifiée de certains abus du XVII^e^ siècle qui ont dû

frapper une âme droite comme celle de notre historien. Ces belles et antiques abbayes, ces riches bénéfices, dont la haute noblesse convoitait les revenus, souffraient plus qu'on ne peut imaginer de l'état d'abandon où les laissaient leurs titulaires, plus occupés de les pressurer « pour entretenir leur faste et leur luxe » que d'entrer dans l'esprit de leurs pieux fondateurs en travaillant à leur prospérité ou en employant leurs revenus à des œuvres de charité. Farin avait raison, et il faut voir dans ses reproches le cri d'un cœur vraiment sacerdotal, plutôt qu'une récrimination de caste ou de parti.

Notre clerc matriculier aimait les arts, il en goûtait les charmes et les splendeurs. Comme il pratiquait la musique, il voulut cultiver aussi ses sœurs les Muses.

Il est peu d'âmes bien douées qui n'aient été, à certains moments de la vie, possédées du noble et doux tourment de la poésie. Qui n'a senti le besoin de chanter, ne fût-ce qu'un jour? Qui n'a tenté de parler le langage supérieur des vers? Que ceux qui sont sur ce point sans péché, jettent à Farin la première pierre, car lui aussi, l'érudit, l'historien, a sacrifié aux Muses. Il nous a laissé dans la *Normandie chrestienne* des stances de sa façon. Quand on pense qu'il imprimait ces essais dans la patrie du grand Corneille, et presqu'au moment où ce génie donnait au monde le *Cid*, on le trouvera bien téméraire ou bien naïf. Encore une fois, qu'on lui pardonne. Il s'exerçait d'ailleurs à paraphraser quelques cantiques sacrés, et ne sortait pas de l'enceinte du temple. Ses vers, ai-je besoin de le dire, sont à peine

dignes de la critique. Ce n'est pas qu'il ne rencontre quelquefois des images heureuses et des accents émus. Témoin cette traduction de l'épitaphe de Maurille.

Semez peuples de Rouen une moisson de fleurs
Mais plutôt arrosez le tombeau de vos pleurs,
On pleure justement quand on pleure son père.
Mais Maurille est vivant, donc ne le pleurez pas.
Puisqu'il naît dans le Ciel tout rempli de lumière
Célébrez sa naissance au lieu de son trépas.

Ou encore, cette invocation à Dieu en faveur de Raoul, premier duc de Normandie.

O grand Dieu, portez-le dans le chœur de vos anges,
Honorez ses travaux d'un bienheureux séjour.
Afin que pour jamais il chante vos louanges
Enyvré des douceurs de votre saint amour.

Mais à côté de ces vers et de quelques autres qui peuvent soutenir la lecture, ses essais poétiques sont informes et au-dessous du médiocre. Sa pièce la plus longue est une sorte d'hymne au Saint-Sacrement. On y retrouve la manie des subtilités métaphysiques, qui avaient cours dans les sermons du XVI^e^ siècle et aussi au commencement du XVII^e^. Que d'exemples n'en pourrait-on pas citer dans les orateurs sacrés contemporains de Farin ? Notre clerc veut établir en vers « les Merveilles du Saint-Sacrement, rapportées aux dix ordres de la nature, appelez catégories, savoir : la substance, la quantité, la qualité, le rapport, l'action, la passion, le lieu, le temps, la si-

tuation, l'avoir. » C'était à faire envie au bon évêque de Belley, Camus, qui lui, du moins, s'exprimait en prose. Je vous laisse à penser comment la poétique de Farin put suffire à pareille tâche.

Mais c'est trop nous arrêter à cette partie si minime de son œuvre. Nous n'en avons parlé que pour vous montrer tous les côtés de cette âme si pieuse au demeurant, et si digne de sympathie.

C'était en effet un bon prêtre que Farin. Content de ses fonctions de clerc matriculier et d'organiste, il y était fort appliqué. On peut suivre presque jour par jour, dans les divers registres de la fabrique de Saint-Godard, l'emploi de son temps. Il administrait les sacrements, faisait les inhumations dans les dernières années, avec autant d'assiduité qu'aux premiers jours, et ses mains affaiblies par l'âge, retrouvaient encore leur vigueur pour chanter sur son orgue les louanges de Dieu. Il ne paraît pas avoir été infecté en rien par les erreurs du Jansénisme, alors en crédit auprès de quelques membres de notre clergé. Ses livres, la *Normandie chrestienne* surtout, respirent la plus tendre dévotion au Saint-Sacrement de l'autel, à la Sainte Vierge et aux saints patrons. Nous n'avons trouvé dans ses écrits aucune proposition équivoque, et nous sommes en droit de conclure à sa parfaite orthodoxie.

Les années s'accumulaient ainsi sur sa tête, lorsqu'il eut la douleur de voir mourir en avril 1674, son frère, Gilles Farin, le sacriste de la Cathédrale. Ce coup dut lui être très sensible. Il recueillit la modique succession de son frère, inventoriée dans les archives du chapitre. Gilles possédait une *mandole*,

ce qui donnerait à penser qu'il cultivait comme François la musique. L'heure du repos allait sonner aussi pour notre clerc matriculier ; et nous mettons fin à ce travail déjà trop long, par ce mot qui est le dernier de toute vie ici-bas. Farin, après être parvenu à une vieillesse assez avancée, mourut le dimanche, 8 septembre 1675, fête de la Nativité de la Sainte Vierge, vers quatre heures du matin. Ce fidèle serviteur de Marie put célébrer dans les Cieux cette douce solennité, dont il avait salué l'aurore sur la terre. Il fut inhumé solennellement le lendemain, 9 septembre, par le clergé de Saint-Godard, qui accompagna son corps au cimetière de la paroisse, où il repose, en attendant la résurrection bienheureuse, confondu avec la foule des morts, sans qu'aucun monument paraisse avoir conservé son souvenir. Farin était âgé de soixante-onze ans : il les avait, on peut le dire, laborieusement et dignement employés au service de Dieu, des âmes, de la science et de la patrie. Modeste et humble dans sa vie, il ne reçut après sa mort aucune glorification. Nous avons cherché en vain parmi ses contemporains un mot d'éloge sur son œuvre, sur ses travaux, sur sa personne. Assurément, ce prêtre zélé, ce savant consciencieux n'a pas reçu ici-bas sa récompense. Celle que lui a réservée sans doute le divin Maître n'en aura été que plus magnifique.

La ville de Rouen s'est souvenue tardivement de son historien, en donnant il y a quelques années son nom à l'une de ses plus modestes rues. Ce chétif hommage ne peut être qu'un commencement de réparation et de justice.

Si Farin eut vécu un siècle plus tard, nul doute que l'Académie ne se fût empressée de lui ouvrir ses portes. Que du moins, sa mémoire demeure toujours en honneur parmi nous ! Que son œuvre trouve un jour, dans les rangs de cette compagnie, un nouvel éditeur qui en corrige les imperfections, en comble les lacunes, en achève le dessein, et en fasse d'une manière définitive la digne et complète histoire de la ville de Rouen !

IMPORTATIONS

DE

VERRES TEINTS ET BLANCS,

FAITES DANS LE XIII^{e} SIÈCLE,

DU PORT DE ROUEN EN ANGLETERRE;

Traduction, par M. Ed. FRÈRE, d'une lettre adressée par M. Stuart A. Moore à l'éditeur du *Times*.

Greenhithe, 19 octobre 1872.

MONSIEUR,

La très heureuse découverte de verres anciens faite ici par M. Drake m'a amené à fouiller dans les registres de la fabrique de la cathédrale d'Exeter, en vue de m'assurer à quel moment les fenêtres de cette église avaient été vitrées. Ces registres apprennent que les fenêtres des ailes et de la travée du chœur furent construites entre les années 1300 et 1310; ils indiquent aussi le nombre de pieds carrés de verre employés pour les vitrer. Les croisées des tours et de la majeure partie de la nef du côté de l'Orient furent vitrées en 1316, et il est d'autant plus intéressant d'y rencontrer ces détails sur les verrières que, par cela même, on y trouve la proportion du verre teint (ou coloré) placé dans chaque fenêtre. Cette proportion du coloré, avec le blanc ou le gri-

saille, n'excède pas beaucoup un quart de la fenêtre entière, c'est-à-dire 440 pieds pour deux croisées sans couleur; 120 pieds pour une autre croisée également sans couleur. C'est dans cette proportion que furent vitrées quatre croisées dans les chapelles St-Paul et St-Jean. Deux autres croisées (probablement celles qui se trouvent dans la partie supérieure du transept) avaient demandé 120 pieds de verre dont 16 pieds seulement étaient colorés.

Mais le renseignement le plus intéressant remonte à l'année 1317-18, à un moment où la chapelle de la Vierge paraît avoir été, comme nous allons le voir, décorée à nouveau et garnie de quatre croisées latérales, avec des vitraux.

« Item (disent les registres de la fabrique), 629 pieds de verre blanc acheté à Rouen, 15 liv., 14 sols, 6 den. (6 den. par pied), et 203 pieds de verre teint (ou coloré), 10 liv. 3 sols (1 sh. par pied); et pour le transport du dit verre, de Sulton (Plymouth) à Exeter, 10 shel.

« Item, au vitrier pour l'emploi de 240 pieds de verre pour le chapitre... et il y a, parmi ceux-ci, 66 pieds de verre teint destiné, notons-le, à l'une des fenêtres de la chapelle de la Vierge, au chevet de l'église. »

Le verre nécessaire pour compléter une des croisées occidentales de la chapelle de la Vierge devait être acheté en gros à Rouen : 832 pieds devaient à peine suffire à la clôture des quatre croisées de ce côté.

M. Drake a découvert des fragments de ce verre suffisants pour donner une idée du caractère des croisées; c'étaient des figures placées sous des dais,

appliquées sur des fonds grisailles et éclairées par des bordures de fleurs. Ainsi, on pourra constater que dans la cathédrale d'Exeter, même dans la chapelle de la Vierge, où le verre est généralement des plus riches, la proportion du verre coloré avec le verre blanc ne dépassait pas un quart. Cette découverte ultérieure est extrêmement heureuse et je comprends que le revitrage de ces fenêtres soit aujourd'hui universellement admiré. M. Drake est dernièrement revenu du continent où il a recherché des vestiges de verres de la même époque que ceux d'Exeter. A Rouen (d'où est venu tout le verre employé dans la cathédrale du sud de l'Angleterre), il a trouvé beaucoup des mêmes dessins, quoique maladroitement mutilés par des restaurateurs modernes; à Auxerre et ailleurs, ses opinions ont été complétement confirmées. Maintenant, il ne peut y avoir aucun doute quant au caractère de toute la vitrerie de la cathédrale d'Exeter. Il était (le verre) d'une exquise blancheur et d'un grisaille délicat, parfaitement et richement exécuté sur un blanc verdâtre, accompagné d'ombres variées présentant une belle proportion de couleurs savamment disposées et n'ayant aucun point de ressemblance avec les travaux brillants, mais défectueux, de l'école moderne des peintres verriers.

Sous le Doyen et le Chapitre (dont le soin intelligent pour la vraie et parfaite restauration de leur cathédrale est au-dessus de tout éloge), et sous les yeux de Gilbert Scott, nous pouvons être certain que ces reliques d'un art glorieux du moyen-âge (désormais ressuscité) ne souffriront pas de dété-

rioration, mais que nous verrons encore la cathédrale d'Exeter, comme nos grands-pères la virent, dans la grande harmonie de son unité et la délicatesse de sa construction. Toutefois, pour arriver à ces fins, des fonds sont et seront nécessaires. On doit espérer que les vrais amis de l'art, s'associant aux efforts du Doyen et du Chapitre, qui ont déjà fait tant de choses par leur munificence personnelle pour l'embellissement de la cathédrale d'Exeter, parviendront à la rendre ce qu'elle doit être, c'est-à-dire le modèle des cathédrales, le bijou de l'art du moyen-âge.

Je suis, monsieur, votre très humble serviteur.

STUART A. MOORE.

Traduit et extrait du Journal The Times, *22 octobre* 1872 (1).

(1) Cent cinq ans avant la lettre de M. Stuart A. Moore, le Dr Ducarel avait fait connaître l'existence à Rouen, dans le XIVe siècle, de verres peints fabriqués à Rouen et leur exportation pour l'Angleterre, où ils étaient destinés à l'ornementation de la cathédrale d'Exeter.

Voici ce que disait le savant antiquaire anglais, en 1767, en parlant de la cathédrale de Rouen : « Tout ce vaste triangle reçoit la lumière par 130 croisées avec des vitraux peints, dont plusieurs sont de la plus grande beauté. On croit généralement qu'ils ont été peints dans cette même ville. » Et il ajoute en note : « Il est plus que probable qu'il existait une grande manufacture de verre peint à Rouen, car, d'après les registres de la fabrique d'Exeter, on voit que, sous le règne d'Edouard II et d'Edouard III, on exporta de Rouen pour Exeter une quantité considérable de verres peints destinés à décorer la cathédrale de cette ville. »

(Ducarel, anglo-norman. antiquities, London, 1767, in-f°, p. 13 et 14 = et trad. par M. Lechaudé d'Anisy, Caen, 1823, gr. in-8°, p. 20.)

ÉTUDE CRITIQUE

D'un drame de M. Frédéric Deschamps:

SŒUR ISABELLE,

PAR M. DE LÉPINOIS.

MESSIEURS,

Notre honorable confrère, M. Frédéric Deschamps, a fait hommage à l'Académie d'un drame en cinq actes et en vers, intitulé *Sœur Isabelle*, tiré de Shakespeare. Cette œuvre importante a été renvoyée à mon rapport, et je vais essayer de vous édifier sur sa valeur dramatique, littéraire et morale.

Sœur Isabelle a vu le jour dans un moment que l'on eût cru peu propice à l'inspiration poétique, pendant l'occupation de Rouen par l'armée prussienne. « Dans « les grandes calamités publiques comme dans les « fortes douleurs privées, dit M. F. Deschamps, « dans sa préface, je ne connais qu'un refuge, c'est « l'étude. » Oui, c'est bien là le vrai refuge, et, pour ma part, à la fin de l'année 1871 de néfaste mémoire, je signais un travail de longue haleine, destiné à l'Institut, de cette épigraphe, triste parodie du poëte latin :

Heu! Guillelmus atrox nobis hæc otia fecit.

Plût à Dieu que ces loisirs nous eussent été épargnés !

Le drame de notre confrère est une imitation de *Mesure pour Mesure*, pièce assez peu connue de l'illustre dramaturge anglais, dont voici l'analyse :

Le duc Vicentio qui règne à Vienne voit avec douleur la corruption la plus effrénée envahir ses Etats. Des lois terribles existent contre les débauchés, mais elles sont tombées en désuétude, et le duc ne pourrait les appliquer sans se faire haïr, lui qui, jusqu'à présent, a usé d'indulgence envers les coupables. Pour concilier sa justice avec son intérêt, Vicentio prend un moyen terme. Il feint un voyage politique et remet, en partant, l'autorité ducale à son principal ministre Angelo, homme de fer, qui fera certainement fonctionner les lois dans toute leur rigueur, et assumera ainsi l'odieux de l'inauguration du nouveau régime pénal. Le duc, toutefois, ne va pas plus loin qu'un couvent voisin de son palais, et là, caché sous le froc, il observe la conduite de son ministre. Celui-ci ne tarde pas à se mettre à l'œuvre, et, pour inaugurer son rôle de justicier, il fait démolir toutes les maisons de prostitution de la ville, et condamne au dernier supplice un jeune patricien du nom de Claudio, qui a séduit Juliette, jeune fille à laquelle il avait fait, d'ailleurs, une promesse de mariage. Claudio a pour sœur, Isabelle, novice au couvent de Sainte-Claire; instruite de la condamnation de son frère par Lucio, ami de ce dernier, elle se décide à aller implorer la clémence du ministre Angelo en faveur du condamné. Le ministre qui a déjà résisté aux représentations du conseiller Escalus et du geôlier de la prison chargé

de faire exécuter la sentence, est d'abord inflexible, mais peu à peu les charmes, la grâce et l'émotion d'Isabelle agissent sur son cœur; la glace se fond, et la passion la plus ardente s'empare à un tel point de toute sa personne qu'il ose, à la fin d'une seconde entrevue, offrir à la jeune novice la grâce de son frère, si elle consent à se livrer à lui. Isabelle repousse avec indignation la proposition du ministre et le menace de divulguer sa conduite infâme; mais lui, répond : « Qui te croira? Si demain tu ne te rends pas « à mes désirs, ton frère périra dans les tourments « les plus affreux. » Cependant, le duc, auquel sa robe de moine ouvre les couvents et les prisons, est venu visiter le condamné Claudio dans son cachot et le disposer à la résignation. Il en sort lorsqu'Isabelle se présente, et, caché dans un coin obscur, il entend la conversation du frère et de la sœur. Celle-ci raconte à son frère les deux démarches qu'elle a faites pour le sauver, la condition honteuse que le ministre a mise à sa grâce et le refus indigné qu'elle lui a jeté au visage. Claudio aime la vie; il ne peut s'empêcher de trouver que sa sœur a été bien sévère pour Angelo... Mais cette insinuation révolte Isabelle, et elle quitte brusquement Claudio en lui disant que puisqu'il ne la comprend pas, elle n'a plus rien pour lui, même de la pitié. Du fond de sa cachette, le duc-moine, ému du sort de Claudio, et un peu ébranlé dans sa confiance en la vertu du ministre, imagine un moyen de connaître la vérité et peut-être de sauver le jeune homme, sans porter atteinte à la vertu de sa sœur. Ce moyen, dont il fait immédiatement part à Isabelle, est celui-ci : Angelo n'a pas toujours été aussi scru-

puleux qu'il le paraît. Il a accepté pour fiancée, il y a cinq ans, une jeune dame nommée Marianne, et il l'a abandonnée, parce que sa dot avait été engloutie dans un naufrage. Cette malheureuse demeure au monastère de Saint-Luc. Qu'Isabelle aille trouver Angelo et que, feignant de condescendre à sa passion, elle lui accorde un rendez-vous ce soir, à nuit close; Marianne prendra sa place, vêtue en habit de religieuse, et, grâce à ce subterfuge, la vie de Claudio sera épargnée. — Isabelle trouve ce stratagème excellent et se hâte, d'après le conseil du duc-moine, de porter à Angelo des paroles de soumission et de complaisance. De son côté, le duc va trouver Marianne et n'a pas de peine à obtenir son consentement au complot prémédité. Heureuse de revoir l'ingrat qu'elle aime encore malgré sa perfidie, elle prendra volontiers le rôle d'Isabelle et fera en sorte de le jouer au naturel. Les choses se passent selon les désirs du duc-moine. Angelo accepte avec empressement le rendez-vous que lui donne Isabelle, mais avant de partir, il envoie au geôlier l'ordre de faire exécuter Claudio à quatre heures du matin et de lui envoyer sa tête. Cet acte infâme procurera au ministre scélérat un triple bénéfice : sa passion sera satisfaite; la justice suivra son cours et Claudio ne pourra lui reprocher plus tard sa lubricité. Quant aux plaintes d'Isabelle, elles ne sont pas à craindre; elle n'osera pas dévoiler sa propre infamie, et, le ferait-elle, il est assez puissant et assez haut placé dans l'estime publique pour lui fermer la bouche. Heureusement que le duc-moine fait échouer ce plan infernal; présent à la prison lorsque l'ordre d'Angelo est apporté

au geôlier, il persuade à ce dernier, en lui montrant le sceau ducal, de suspendre l'exécution de Claudio ; un pirate ragusain, dont les traits ont quelque ressemblance avec ceux du condamné, est mort le matin, ce sera sa tête qu'on portera au ministre. Sur ces entrefaites, Isabelle revient à la prison pour savoir si Angelo a envoyé l'ordre d'élargir son frère. « Il l'a « élargi de ce monde, » dit le duc-moine, qui veut exciter au plus haut degré l'indignation et la haine de la jeune fille contre le juge inique ; « la tête de « Claudio a été tranchée par son ordre et vient de lui « être envoyée. » A cette révélation Isabelle éclate en imprécations contre l'exécrable Angelo. »

« Il ne s'agit pas de récriminer, reprend le moine, « mais de venger votre frère. Le duc rentre demain « à son palais, présentez-vous à son tribunal et « accusez Angelo de luxure et de meurtre ; le frère « Pierre, religieux de mon ordre et confesseur du « prince, sera là pour vous soutenir. » Le lendemain, en effet, au moment où le duc, entouré de ses ministres, franchit les portes de la ville, Isabelle, accompagnée du religieux Pierre, se jette à ses pieds en criant : Justice ! Elle implore la toute puissance de son Altesse contre Angelo, ce monstre qui, après lui avoir promis pour prix de ses faveurs la grâce de son frère Claudio, l'a fait condamner à mort. Le duc feint de ne pas croire à cette accusation ; son ministre est incapable d'un pareil forfait. Quelle est cette femme ? a-t-elle des témoins ? Marianne se présente voilée : « Oui, dit-elle, la novice Isabelle accuse jus- » tement cette homme ; mais ce n'est pas elle qui a « été au rendez-vous promis à Angelo ; c'est moi, sa

« légitime épouse, qui ai passé la nuit avec lui. — « C'est trop fort, s'écrie Angelo ; que cette femme se « découvre ! » Marianne retire son voile. « J'ai, en « effet, connu cette femme il y a cinq ans, dit le « ministre, et quelques paroles de mariage ont été « échangées entre nous ; mais ce projet ne s'est pas « réalisé et je jure, sur mon honneur, que je ne l'ai « pas vue depuis cette époque. » — Le duc contrefait l'indignation : « C'est évidemment un complot ourdi « contre mon excellent ministre, dit-il ; mais, pour « prouver la confiance que son prince a dans son « intégrité, je veux qu'il soit dans cette cause juge « et partie et qu'on amène en sa présence un certain « moine de Saint-Luc qui est, dit-on, l'instigateur de « cettre trame infâme. » Et le duc quitte la salle, laissant au tribunal Angelo et le conseiller Ascalus. Quelques instants après, le religieux de Saint-Luc est amené ; il a la tête couverte de son capuchon, et répond par des moqueries aux questions qui lui sont faites. Cette attitude exaspère les juges, et l'un des assistants, le seigneur Lucio, se faisant l'interprète de leur indignation, se précipite sur le moine et lui arrache son capuchon en criant : « Coquin, « montre ta face de loup, et au gibet sur l'heure. » — « Tu es le premier coquin qui ait jamais fait un « duc ! » dit le prince décapuchonné. Coup de théâtre, anéantissement d'Angelo, excuses d'Ascanius, etc., etc. « *Mesure pour mesure*, *mort pour mort*, *Angelo* « *pour Claudio* ; que le prêtre unisse Angelo à Ma- « rianne et qu'aussitôt après le bourreau fasse son « office ; » telle est la sentence du duc. Marianne embrasse ses genoux et le prie de revenir sur cette

cruelle décision. Il ne peut l'unir à Angelo pour la rendre veuve dans la même matinée; ce serait la punir d'une manière trop barbare, elle qui n'a fait que de se conformer à ses ordres. « Qu'il meure si « Claudio est mort, qu'il vive si Claudio existe, « répond le duc.; » Or Claudio existe; le geôlier l'amène au palais et le duc lui accorde sa grâce, à la condition qu'il épousera son amante Juliette. Quant à Angelo, il vivra obscur et honteux avec sa femme Marianne, rude châtiment, mais qu'il a bien mérité; et pour terminer dignement l'affaire, le duc, touché de la vertu et des charmes d'Isabelle, lui fait l'offre de sa main qu'elle ne refuse pas. Ainsi finit le drame shakespearien.

La pièce de l'auteur anglais offre, comme on le voit, des situations dramatiques d'un puissant intérêt, mais sa facture toute primitive la rend impossible au théâtre. C'est une suite de scènes sans liaison, un va et vient de personnages hétéroclites qui traversent l'action et désorientent l'auditeur, un changement continuel de lieu, ; c'est en un mot la tragi-comédie dans ce qu'elle a de plus rudimentaire et de moins acceptable. Redresser cette machine compliquée et faire jouer ses ressorts selon le goût du jour, c'est à coup sûr une lourde tâche, et il fallait toute l'habileté de notre confrère pour la mener à bien. Je me hâte de dire qu'il a pleinement réussi.

M. Deschamps n'a emprunté à Shakespeare que l'idée de la pièce, idée que celui-ci avait prise comme son bien dans l'*Histoire de Promos et Cassandre*, de Georges Whetstone, et dans la nouvelle intitulée *Juriste et Viro*, de l'italien Giraldi Cynthio : l'ordre,

la méthode, l'agencement, la charpente, appartiennent presque complètement à notre confrère. Il a commencé par dégager la scène des personnages parasites dont Shakespeare l'avait embarrassée. Cette première opération a laissé sur le carreau deux citoyens, un courtisan, un geolier, deux religieux, un juge, un commissaire burlesque, un jeune fou, le bourreau, un débauché prisonnier, une femme de mauvaise vie et une tête de ragusain. Deux rôles accessoires : une supérieure de couvent et une religieuse confidente, remplacent dans l'œuvre de M. Deschamps cette étrange compagnie. Dans Shakespeare, le drame commence au moment où le duc remet le pouvoir à Angelo et le spectateur assiste aux coups d'autorité du ministre, à la mise en prison de Claudio, à l'arrivée du duc au couvent et à son déguisement en moine. M. Deschamps suppose ces préliminaires accomplis, et son action part de la scène où Isabelle, qui vient de prononcer ses vœux, apprend l'arrestation de son frère. Ce premier acte, qui se passe au couvent de Sainte-Claire, est fort court, comme il convient à une exposition. Le second acte, consacré aux deux entrevues d'Isabelle avec Angelo, est précédé chez Shakespeare par deux ou trois scènes épicées dans le goût des matelots de Black Friars, que notre confrère a eu grandement raison de supprimer. Puis, l'auteur anglais, après la première scène d'Isabelle et d'Angelo, transporte brusquement son monde dans la prison de Juliette, amante de Claudio, pour le ramener ensuite au palais du gouverneur. Cette scène intermédiaire est un hors d'œuvre tellement discordant que les critiques anglais croient à une in-

terpolation ou tout au moins à une interversion dans les rôles de la part des premiers éditeurs de Shakespeare. Fidèle à l'unité de lieu, M. Deschamps ne fait pas sortir le spéctateur du palais d'Angelo et il remplit l'intervalle des deux entrevues par les plaidoyers successifs d'Escalier, second ministre, du prévôt et du bouffon du duc, en faveur de Claudio. C'est une heureuse préparation à la scène suivante, dans laquelle l'homme d'Etat fléchit et dévoile sa passion à Isabelle. Le troisième acte est peut-être celui qui a dû exercer le plus laborieusement le talent de charpentier de notre confrère, qu'il me passe le mot. Il a été forcé de supprimer cinq scènes de cet acte et d'en emprunter plusieurs à l'acte suivant. J'aurais été encore plus radical : j'aurais supprimé la scène du duc avec Juliette, la maîtresse de Claudio. Notre confrère, en le conservant, me paraît avoir cédé à ses préoccupations de jurisconsulte ; il a voulu que le duc-moine instruisit le procès dans toutes les règles et qu'il sut en pleine audience, de la partie intéressée elle-même, s'il y avait eu viol ou simple entraînement. Mais était-il bien nécessaire que Juliette comparut en personne ? Un mot du duc n'eut-il pas fait comprendre au public qu'il était édifié sur ce point délicat ? — Outre que la scène est pénible pour la jeune femme et scabreuse pour l'auditoire, il y a toujours un certain inconvénient à introduire au milieu d'une pièce un personnage qui n'est pas indispensable et qui disparaît complètement une fois sa scène débitée. Cet acte qui se passe au couvent d'Isabelle et dans lequel se noue l'intrigue qui doit sauver Claudio, est d'ailleurs très bien conduit. L'action se consomme au quatrième

acte ; c'est là que le duc-moine voit son coupable ministre traverser, au clair de lune, le jardin du chapelain et entrer au lieu du rendez-vous. Je chicanerais peut-être un peu notre confrère sur la scène du duc et de Lucio qui n'a d'autre raison d'être (car elle n'apprend rien de nouveau) que de donner à la messagère d'Isabelle le temps d'avertir Angelo et à celui-ci le loisir de se déguiser en coureur d'aventures.

Il me semble que le dialogue d'Isabelle et de Marianne, le monologue du duc-moine, le retour de Marianne, déguisée en religieuse et son monologue en attendant l'amant dupé, il me semble, dis-je, que ces diverses scènes suffisaient amplement aux exigences des pendules de théâtre qui avalent facilement les heures, surtout lorsqu'il s'agit de seconder l'impatience d'un amoureux. Quant à Shakespeare, il allonge cet acte de dix-neuf scènes d'un sel plus ou moins attique, que M. Deschamps a très légitimement supprimées. Tout est préparé pour le cinquième acte, l'acte de la vengeance ; notre confrère va au but plus rapidement que Shakespeare, toujours fidèle à ses habitudes d'excursions excentriques, et son coup de tonnerre éclate à point sur la tête de l'infâme ministre. A quoi bon tergiverser quand tout est prévu?

Vous pouvez apprécier, Messieurs, le travail auquel s'est livré notre honorable confrère pour conduire à bien cet imbroglio, italien de naissance. Aucune situation dramatique n'a été sacrifiée ; dans sa pièce, l'action marche avec rapidité et l'intérêt toujours croissant suspend l'attention du spectateur

jusqu'à la dernière scène. C'est un mérite que l'original n'a pas.

A la rigueur, on pourrait n'exiger d'une pièce d'action qu'un style ferme et net ; la langue poétique de M. Deschamps nous donne mieux. Malgré quelques négligences peu voulues, ses vers appartiennent à la pure école classique. Point de néologismes, de grands mots, d'effets sonores et vides ; point d'antithèses ; rien de cette langue à facettes et à images outrées qui faisait le bonheur de notre printemps littéraire et que nous sommes tentés d'appeler aujourd'hui du *Guignol olympique*. La muse de notre confrère est sobre, technique, élégante à ses heures et suffisamment variées dans ses notes. Chez elle, la parole reflète la pensée ; elle a des cordes pour la douleur d'Isabelle, pour la passion monstrueuse d'Angelo, pour la légéreté de Lucio, pour la froide raison du duc. Il n'est pas jusqu'à l'ironie extravagamment sage du Bouffon de la cour qui ne trouve l'accent qui convient à sa chanson.

Je pourrais, Messieurs, faire de nombreuses citations à l'appui de cette appréciation. Je me bornerai à vous donner quelques vers, ne voulant pas défloreer l'œuvre et enlever une parcelle au plaisir que la lecture et surtout la représentation vous feront éprouver.

Ecoutez cette confession d'Isabelle à l'abbesse :

ISABELLE.

Vous qui devez vers Dieu guider mes destinées.....
Mère, connaissez-moi. Dès mes jeunes années,
Je conçus un instinct de haine pour le mal,
Et le juste et le bien furent mon idéal.

Pour m'en rapprocher mieux, j'aurais voulu des ailes
Qui m'eussent transportée aux sphères éternelles ,
Océans éthérés, sublimes régions,
Qu'habitent avec Dieu les saintes légions.
J'aurais voulu grossir les célestes phalanges,
Mêlant ma voix d'enfant au grand concert des anges
Et puisant au séjour de paix, de vérité ,
Toute perfection et toute pureté.
A ces désirs de vie étoilée et sereine
Je résistai pourtant ; je redevins humaine ;
Je consultai mon cœur, et je pus concevoir
Que, sur la terre, il est aussi plus d'un devoir.
Au foyer du logis, où j'avais vu ma mère
Avant l'âge frappée, était resté mon père,
Seul, chargé d'ans. Ma place était auprès de lui,
Et je lui consacrai mes soins et mon appui,
Hélas ! trop peu de temps. La mort, que rien ne lasse,
Bravant tous mes efforts, ne lui fit point de grâce.
Malgré les jours, les nuits passés à son chevet,
Malgré mes pleurs, bientôt elle me l'enlevait.

Ce fut mon tour alors de rester délaissée.
J'avais des frères; mais leur jeunesse insensée
S'abreuvait à longs traits aux coupes du plaisir.
Il en est un pourtant que j'eus voulu choisir
Pour protecteur : l'aîné, l'ami de mon enfance,
Claudio, généreux, bon, mais sans résistance
Contre les passions qui maîtrisaient son cœur.
Ses désordres ont mis le comble à mon malheur.
M'infligeant sans pitié le plus dur des supplices;
Il ne me cachait pas le secret de ses vices.
J'osai pourtant de près envisager le mal,
L'affronter, lui livrer un combat inégal.
Mais je n'obtins, pour prix de ce lourd sacrifice,
Que l'odieux soupçon d'en paraître complice.
Quand j'eus beaucoup souffert, quand j'eus tout épuisé,
Quand mon espoir fut mort, mon courage brisé,

Mon âme s'élança vers ce séjour austère,
Où du ciel je crus voir l'image sur la terre,
Et la foi, m'éclairant et me guidant vers vous,
Je vins vous demander le repos à genoux.

Cette tirade n'est-elle pas noble et pure comme celle qui la débite !

Le passage suivant de la première scène d'Angelo et d'Isabelle appelle aussi, Messieurs, vos bravos les plus sympathiques.

ANGELO.

Le mal est sans remède...

ISABELLE.

Oh ! si vous le vouliez,
Certes, vous le pourriez, sans que votre indulgence,
Sur terre plus qu'au ciel, causât la moindre offense.

ANGELO.

Eh bien ! je ne veux pas !

ISABELLE.

Vous le pourriez pourtant ?

ANGELO.

Ce que je ne veux pas, je ne le puis... partant
Tout est dit. — Ce n'est plus le moment de la lutte;
Vous connaissez l'arrêt, il faut qu'il s'exécute.

ISABELLE.

Si l'arrêt en entier ne peut être effacé,
L'horrible châtiment peut être remplacé.

ANGELO.

Trop tard !

ISABELLE.

Non pas pour vous ; vous êtes l'homme sage
Qui, sur un parti pris, revient avec courage.
Après l'arrêt qui venge, il est digne de vous,
Ce retour généreux aux sentiments plus doux.
Est-il pour votre front de plus pure auréole?
Tous les pouvoirs humains ont un brillant symbole ;
Tels sont sceptre de roi, toge de magistrat,
Bâton de maréchal ou mître de prélat ;
Ces hochets radieux, dont l'orgueil se décore,
Tout ce vernis doré, tout ce clinquant sonore,
Tous ces vains ornements d'une fausse splendeur
Ne sont point ce qui fait chez les grands la grandeur ;
Parmi les attributs de la toute-puissance,
Un seul est noble et vrai, seigneur, c'est la clémence.

Il y a beaucoup de verve et d'ironie plaisante dans le dialogue d'Angelo et du Bouffon du roi, dont je citerai les vers suivants :

LE BOUFFON.

..... Ici, les fous ont le droit de séjour.
Maître absolu de tout, comme en terre conquise,
Le palais est à vous, ma personne comprise.
Je viens donc vous l'offrir...

ANGELO.

Merci ! Ma gravité,
Bien loin de l'appeler, fuirait votre gaîté.

LE BOUFFON.

C'est à tort. J'ai mon rôle ; il est souvent utile,
Et même sérieux, sous sa forme futile.
Par ci, par là, semant un mot de vérité,
Moi seul, je représente un peu la liberté.

Je fustige l'abus sans foudres d'éloquence,
Et, comme rien de moi ne tire à conséquence,
On m'écoute, on m'entend, me tolère, et parfois
Je souffle un bon avis dans l'oreille des rois.
Bouffon, je puis ainsi, sur le ton drôlatique,
Satisfaire un besoin éternel : la critique.

Je terminerai par ces deux passages de la seconde scène d'Isabelle et d'Angelo :

ANGELO.

Un mot peut arrêter le tranchant du couteau.....
Décidez... Voulez-vous ou qu'il meure ou qu'il vive ?...

ISABELLE, à part.

O lâcheté !...

ANGELO.

Telle est la dure alternative.
Choisissez... Vous pouvez, seule, fixer son sort.
Consentez... il vivra !... Résistez... il est mort !...
Dites... que feriez-vous ?...

ISABELLE.

Pour un frère que j'aime,
Sachez-le, je puis faire autant que pour moi-même...:
Or, pour moi, si j'étais condamnée à mourir,
Et qu'un pareil marché vînt devant moi s'offrir,
Ma résolution serait facile et prompte.
Plutôt que condescendre à ce pacte de honte,
Plutôt que me souiller, plutôt que m'avilir,
Sans tache et sans regrets, j'irais m'ensevelir
Dans la crypte funèbre, à la lueur des cierges,
Couverte, avant la mort, du blanc linceul des vierges !...

Et plus loin :

ANGELO.

Je vous aime, Isabelle, et par vous transformé
J'aime comme un impie.

ISABELLE.

Et pour avoir aimé,
Sans remord à mourir vous condamnez mon frère!...

ANGELO.

Non... il ne mourra pas. Cet arrêt de colère,
Si vous voulez m'aimer, j'en jure sur l'honneur,
Je le brise d'un mot...

ISABELLE.

L'honneur du gouverneur!...
L'honneur!... L'expression est vraiment bien choisie!...
L'honneur!. . Non! C'est débauche, astuce, hypocrisie
Qu'il faut dire!... Voilà les noms de vos vertus!...
Et j'ai pu l'implorer!... mais je n'implore plus;
Je me relève enfin, j'ordonne, je menace.
De mon frère à l'instant vous signerez la grâce,
Ou bien je vous démasque, et vais, à haute voix,
De l'austère Angelo proclamer les exploits.

ANGELO.

Et qui donc te croira?... Ma grande renommée,
Ma vie irréprochable, et de tous estimée,
Mon témoignage sûr, en qui chacun a foi,
Ma voix prépondérante, organe de la loi,
Etoufferont la tienne, et tu seras honnie
Pour avoir essayé sur moi la calomnie...
Car, seule, tu sais tout; je t'ai tout confessé;
Mais j'irai jusqu'au bout dès que j'ai commencé.
Ma continence est morte à mes sens asservie,
Ma passion éclate et veut être assouvie.
Plus de scrupule étroit!... Plus de vaine pudeur!
Je te le jure, il faut contenter mon ardeur.

Rachète ainsi ton frère, ou bien, si mon instance
Vient encor se briser contre ta résistance,
Non seulement demain il subira la mort,
Mais je sais des secrets pour aggraver son sort.
Je saurai, qu'on m'accuse ou non de tyrannie,
Lui ménager l'horreur d'une lente agonie.
Vas... tu peux essayer de tes témérités,
Mes mensonges vaudront plus que tes vérités..

N'avais-je pas raison de dire, Messieurs, que la muse de notre confrère n'avait pas absolument besoin du prestige de la scène pour se faire écouter ?

M. Deschamps dit dans sa préface : « On sait « quelle est la supériorité de Shakespeare dans la « création des types féminins. Quelle variété et « quelle vérité ! Miranda, Juliette, Desdemone, « Ophélie, Titania et tant d'autres, éparses dans les « trente-cinq pièces qui forment son théâtre. A côté « de ces types profanes, Shakespeare a créé Isabelle, « *la Vierge chrétienne.* »

Est-ce bien une création de ce genre, que l'illustre dramaturge a voulu donner au public ? Je me permettrai d'en douter. L'Isabelle de Shakespeare n'est pas une religieuse dans la rigueur du mot ; c'est une novice qui se souvient encore du monde, qu'elle n'a peut-être pas quitté volontairement, et qui peut parler et entendre parler, sans sourciller beaucoup, des pompes et des œuvres de Satan. Elle est chaste et pure, c'est vrai ; elle se révolte à la pensée du crime ; mais elle trouve tout naturel un stratagème qui compromet moralement, sinon activement, sa réputation ; bien plus, rassurée par le succès possible de sa ruse, elle va, elle-même et sans rougir, se mettre à la discrétion du ministre. Enfin, lorsque le

dénoûment arrive, elle paraît accepter sans objection la main du duc. Non, ce n'est pas là le fait d'une *vierge chrétienne*, et si Shakespeare a voulu peindre ce type surnaturel, il n'y a pas réussi. Notre confrère a bien compris les défauts de son modèle, et il a su répandre sur la figure d'Isabelle un parfum de pudeur monacale qui manque à l'héroïne du drame anglais. Son Isabelle vient de prononcer ses vœux, le sacrifice est accompli et elle ne regrette rien. Ce n'est pas sans hésitation qu'elle se décide à écouter Lucio, dont les premiers mots l'effarouchent, et qu'elle franchit la clôture du cloître pour aller implorer Angelo. Il faut plus d'une parole au religieux, pour la convaincre qu'elle peut consentir, sans scrupule, au moyen de salut proposé, et loin de porter sa réponse à Angelo, c'est par un message qu'elle communique avec l'infâme ministre. Quand l'heure de la récompense a sonné, elle refuse le trône que lui offre le duc et retourne à son couvent, en disant :

Mes amours sont ailleurs ; mon fiancé, c'est Dieu !

Et cependant, ces tons adoucis, ces nuances délicates, ces lignes suaves, transforment-ils en vierge chrétienne le sympathique personnage de M. Deschamps ? J'en doute encore. Malgré les habiletés oratoires de notre confrère, il existe dans son tableau un point noir que rien ne peut faire disparaître, c'est l'adhésion d'Isabelle, à cette ruse qui flétrit son honneur aux yeux d'Angelo. Une vierge chrétienne, moins scrupuleuse que la femme de César ! ce n'est pas admissible. Fouillez les cloîtres, vous ne trouverez pas une religieuse qui ne donnât cent fois sa

vie pour sauver son frère, mais vous n'en trouverez pas une seule qui consentit à sacrifier, une minute, l'ombre de son honneur pour sauver son père. Certes, dirai-je à notre honorable confrère, votre Isabelle, et je l'en félicite, n'est pas une héroïne à la Salambò, mais elle n'appartient pas non plus à la race sacro-sainte des Agathe, des Agnès et des Lucie.

Cette critique est bien subtile, penserez-vous, Messieurs. On ne raffine pas en pareille matière ; et le monde du théâtre se voit par le gros bout de la lorgnette. Je le reconnais tout le premier, car je sais quelles capitulations il faut faire avec les immunités et les exigences de la scène ; mais j'ai tenu, en rapporteur fidèle, à communiquer à la compagnie, toutes les impressions que m'a fait ressentir l'examen approfondi de l'œuvre de notre confrère. Je m'en réfère à son jugement.

Toutefois, il est un sentiment que j'ai puisé dans cette étude, et qui, j'en ai la conviction, sera compris de tous. Par ce temps de dépravation théâtrale, où les auteurs les plus autorisés, je pourrais presque dire les plus scrupuleux, vont chercher l'honnêteté dans les bagnes, et la vertu chez les femmes perdues et les épouses infidèles, il est consolant de voir un homme de cœur et de talent réagir contre cette sophistique de la décadence, en montrant au public corrompu la sagesse sous la robe du moine et la pureté sous le voile de la religieuse. C'est une tentative courageuse qui fait le plus grand honneur à notre confrère et à laquelle notre compagnie ne marchandera pas ses applaudissements.

ÉTUDE BIOGRAPHIQUE

SUR

LOUIS-ALEXANDRE PIEL,

Par M. H. FRÈRE.

Pour l'esprit qui, à un point de vue exclusivement historique, veut étudier, dans la jeunesse française, le mouvement catholique dont elle fut agitée de 1830 à 1840, les dernières années de la Restauration ne peuvent demeurer indifférentes. Curieuses pour tous les philosophes qui suivent, sous ses formes multipliées, l'élaboration de la pensée humaine, elles présentent un intérêt plus grand encore à l'historien qui veut la saisir dans ses applications religieuses pour exposer avec exactitude les faits d'une partie de ce siècle. C'est le temps où, presque sur la place publique, à Paris, en plein XIX^e^ siècle, en face d'une administration soupçonneuse et d'un enseignement officiel mécontent, se tenaient des écoles de philosophie qui par l'ardeur et le nombre rappelaient celles d'Athênes et d'Alexandrie. Le Saint-Simonisme, le Fouriérisme, le Buchézisme envahissaient les salons des gens lettrés, y dressaient pour

un soir leur chaire ambulante, et fondaient des revues, des sociétés, des journaux pour répandre leurs doctrines. A côté de cette propagande audacieuse et passionnée, d'autres sectes, moins en vue, fomentaient aussi la leur, avec plus de prudence, mais avec non moins d'activité.

Entraînés par le courant des idées, tous les faiseurs de systèmes posaient la question sociale, et prétendaient la résoudre avec des moyens qui, malgré de grandes différences de détail, avaient un point commun de ressemblance qu'il importe de bien remarquer. C'était d'être faits, tout à la fois, de religion, de politique et d'économie politique. Dans la combinaison de ces trois éléments, inégalement répartis, suivant le dosage de chaque prédicateur, la religion, une religion quelconque bien entendu, entrait pour la plus grande part. C'est la seule observation que nous ayons à retenir ici du coup d'œil qu'il serait si intéressant de jeter sur le mouvement général des esprits à cette époque.

Le mouvement catholique de 1830 à 1840 que nous voulons étudier dans un de ses apôtres normands est beaucoup plus circonscrit. Mais, ne nous y trompons pas, c'est de là qu'il est parti.

La transition s'est faite par une transformation bien inattendue.

Le Saint-Simonisme avait eu pour adepte Buchez, savant médecin, écrivain distingué, caractère un peu mou, mais esprit cultivé et, peut-être sans en avoir conscience, profondément chrétien. Choqué par les égarements du Saint-Simonisme, qui du rôle de tentative de solution à un problème social, voulait

s'élever à la hauteur d'une religion, — sincèrement épris de la morale de l'Evangile où il espérait trouver les bases du véritable socialisme, Buchez fonda l'*Européen* et ouvrit, rue Chabannais, une école libre, devenue célèbre sous le nom d'école *néo-catholique*. Nous aurons l'occasion d'expliquer sa doctrine, lorsque nous verrons assis sur ses bancs le jeune homme dont nous voulons raconter la courte vie. Nous verrons alors que du néo-catholicisme au journal l'*Avenir*, à la société de Saint Vincent-de-Paul, et à l'ordre des Dominicains, il n'y avait pas très loin. Or, arrivés là, nous sommes en plein dans cette révivis-cence catholique qui s'empara de la jeunesse fran-çaise de 1830 à 1840, et qui lui imprima, toutes les opinions en conviennent, un noble caractère et un généreux élan.

En effet, en 1829, l'Association pour la défense de la religion, présidée par le duc d'Havré, dirigée par l'abbé Desgenettes, le géomètre Cauchy, et d'autres hommes d'un grand talent, fonde le *Correspondant* pour résister au *Globe* de M. Pierre Leroux. Les deux organes semi-hebdomadaires se combattent avec une rare énergie. Trop à l'étroit dans le *Mémorial catho-lique* qui paraissait seulement une fois par mois, M. de Lamennais, avec les abbés Gerbet et Lacordaire et plusieurs laïques enthousiastes, jette dans les co-lones de l'*Avenir* les flammes d'un incendie qui fit malheureusement plus de ravages que de lumières. Le premier numéro paraît en mars 1831. Deux ans après, au moi de mai, Ozanam pose les bases de la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Le 19 janvier 1834, l'abbé Lacordaire, séparé de M. Lamennais, verse dans la

modeste chaire du collége Stanislas les premières gouttes du torrent qui, du haut de Notre-Dame, devait plus tard envoyer sur la France entière ses eaux fortifiantes. Enfin, le 11 avril 1839, le même orateur entre à la Quercia dans sa cellule de novice, revêtu de l'habit de l'ordre de Saint Dominique, dont la restauration en France devait clore, par un heureux coup d'audace chrétienne, cette histoire de dix ans dont je détache une page.

Louis-Alexandre Piel est né à Lisieux, le 20 août 1808. Ses parents faisaient dans cette ville un commerce de détail. A six ans, il perdit sa mère. A l'âge qu'on juge en France être celui de l'éducation publique, on le mit au collége de Lisieux où il n'a pas laissé de souvenirs. En 1826, son père fut ruiné. Obligé de gagner sa vie, Louis-Alexandre fut heureux d'être admis, comme simple employé, chez un droguiste de Paris, ami de son père. Trop tôt arraché à Horace et à Virgile, le jeune commis fit des vers. Il en envoya à Béranger qui lui répondit la lettre suivante, datée du 24 septembre 1830.

« Je vous remercie beaucoup, Monsieur, de la jolie chanson que vous avez bien voulu m'adresser. Les éloges que vous me donnez sont de nature à flatter vivement mon amour propre. Je ne les mérite pas tous sans doute ; mais il en est qui s'adressent à mes sentiments dont je ne crois pas être indigne. Après ces remerciements, pardonnez-moi, Monsieur, quelques remarques pédantesques. Vos rimes de *flatteur* avec *malheur* et de *souffrance* avec *espérance* devraient être corrigées. Le vers : *la Patrie accablée de souffrance*, doit être refait comme faux. Ces critiques

vous prouvent le prix que j'attache à votre production.

Recevez-en le témoignage de ma reconnaissance et l'assurance de ma considération distinguée.

« BÉRANGER. »

Cette réponse n'enthousiasma pas beaucoup le jeune correspondant de Béranger. Dégoûté du commerce, dégoûté de la poésie, il vint travailler dans l'étude de son oncle, notaire à Orbec. Il ne s'y plut pas davantage.

En 1832, il obéit définitivement à la vocation qu'il aurait eue dans le monde, s'il y fut resté : il étudia l'architecture. L'âme déjà remplie de sentiments pieux, et tourmenté du désir d'élever à un dieu innommé qu'il ne connut bien que plus tard, mais qu'il adorait déjà dans la nature, un temple digne de sa souveraineté, il se livra surtout à l'architecture religieuse. Il commença par suivre, à Paris, les ateliers de M. Debret. Il n'y passait que ses heures de travail. Ses heures de loisir s'écoulaient avec les élèves de M. Ingres, dont il admirait le génie et dont il aimait les doctrines. Le respect des anciens maîtres, le culte de l'idéal, le dédain des succès factices obtenus par le seul effet des procédés matériels, tous ces principes le séduisaient, et dans la pratique de son art, il se promettait de marcher à leur vive lumière.

Ses sentiments artistiques avaient trouvé leur direction. Ses aspirations philosophiques demandaient encore la leur. C'est alors qu'il fit la connaissance de M. Buchez, chez qui ses nouveaux amis le condui-

sirent. Il rencontra dans son salon un grand nombre de jeunes hommes distingués que les leçons de M. Cousin avaient élevés dans le spiritualisme, et qui dépassant les limites de la philosophie pure, cherchaient au socialisme une solution spiritualiste.

Parmi eux se faisaient remarquer, par leur intelligence et leur ardeur, Hyppolyte Requédat et Hyacinthe Besson avec lesquels il devait former plus tard, autour du P. Lacordaire, le premier groupe des Dominicains français. L'un appartenait à une famille riche de Nantes, qui l'avait envoyé à Paris achever ses études. L'autre était de Besançon. Il commençait à se livrer à la peinture, dans l'atelier de Paul Delaroche. Nous les retrouverons bientôt dans les dernières années de la vie de Piel qui furent si proches des premières et dont ils charmèrent le sacrifice et l'immolation.

Quelle était la doctrine de M. Buchez? C'est ici le lieu de l'analyser brièvement.

Sa base fondamentale était la *conception du progrès.* La géologie révèle une série d'époques bien tranchées dans lesquelles on reconnaît une marche continue; la physiologie, une série d'organisations de plus en plus compliquées; toutes les autres sciences, la succession d'étapes ascendantes vers un but. L'histoire de l'humanité contient la même révélation. Le progrès vers lequel se dirige l'humanité, c'est la fraternité universelle. C'est la France qui la conduit. Pendant tous les siècles de son histoire, la France n'a eu qu'un but : la fraternité universelle. C'est là l'explication de toutes ses conquêtes et de toutes ses révolutions. Les évêques ont fait la France

en lui enseignant la fraternité. Clovis a combattu pour elle, et la seconde race l'a défendue contre les Saxons et les Normands. Elle a inspiré les croisades. Pour briser la féodalité qui voulait l'étouffer, la France a produit Louis XI et Richelieu. La Révolulution de 1789 était faite pour concourir à cette œuvre suprême et peut-être pour la couronner. Elle a échoué, parce que, avec des ressources immenses, elle n'a pas su appliquer à la fraternité son véritable code : l'Evangile. C'est l'œuvre que veut répandre l'Ecole.

La loi du progrès dans la nature et dans l'humanité existe donc. Mais le progrès suppose une force qui pousse; une loi suppose un législateur. Cette force, c'est la puissance divine ; ce législateur, c'est Dieu.

Voilà un pas considérable franchi. Jusque-là, le système suivait la route où s'est engagée de nos jours l'école transformiste de Darwin. Mais tandis que Darwin explique les mêmes constatations du progrès en zoologie par les transformations inconscientes et accidentelles des espèces, sans faire intervenir le Créateur, Buchez voyait la main de Dieu dans la création et dans les progrès des créatures.

Il allait beaucoup plus loin et faisait un dernier pas qui le rapprochait du catholicisme, aux frontières duquel il a presque touché.

La loi du progrès est révélée par l'Evangile qui seul pouvait en donner la formule divine, car c'est un livre divin. La formule divine de la loi du progrès, c'est la fraternité. Jésus a dit : « Aimez-vous les uns les autres, » et il a fait plus. Joignant l'exemple au précepte, il est mort pour sauver l'humanité qu'il aimait.

Si M. Buchez avait continué en admettant que l'Eglise catholique avait été établie par Jésus-Christ pour faire régner la fraternité, il aurait commencé à entrer dans la pensée même du Christianisme. Mais à l'Eglise il substitue la France. C'est à elle que Dieu a donné cette mission. De là, un amour exalté de la France, un patriotisme passionné, presque farouche, caractère de l'école qui se retrouvera chez les adeptes lors même que, convertis à l'Eglise catholique, ils seront devenus ses plus fervents apôtres.

Pour réaliser cette fraternité universelle enseignée par la loi du progrès et révélée par l'Evangile, l'instrument dont se servait le Buchézisme est l'association. Plusieurs ouvriers devaient s'assembler par spécialité de métiers, mettre en commun leurs outils, leur argent, leur travail et se faire un capital inaliénable qui n'aurait appartenu qu'à l'association. Le capital augmenterait chaque année du dixième des bénéfices. Puis l'Etat s'organisait sur le même modèle.

Tel est le système développé dans le *Traité complet de philosophie au point de vue du catholicisme et du progrès*, et dans l'*Introduction de la science et de l'histoire*. Tel était aussi le sujet de tous les articles de fonds de l'*Européen*. Mais l'*Européen* tomba faute d'abonnés, l'association faute d'associés, et le néo-catholicisme pour être resté sur les frontières indécises du socialisme, de la philosophie et du catholicisme. La doctrine de Buchez n'en est pas moins la plus généreuse et la plus désintéressée de toutes celles que le socialisme a produites. Du phalanstère de Fourier à l'association de Buchez il y a un espace

considérable. La différence qui le mesure est au moins celle du spiritualisme le plus sincère au sensualisme le plus grossier.

Dès 1835, l'école de Buchez était bien dispersée. Piel l'avait déjà quittée pour faire en Allemagne un voyage d'explorations artistiques se rattachant à l'architecture religieuse. Il a publié ses impressions, disons mieux, ses études, dans l'*Européen*. Il a cru trouver la preuve que, développé de meilleure heure en France qu'en Allemagne, l'art catholique a péri plus tôt en Allemagne qu'en France. Son patriotisme ne l'empêche cependant pas de rendre justice aux deux écoles de Dusseldorf et de Munich.

« Un fait avant tout est digne de remarque : c'est que les deux écoles allemandes, dont les productions attirent aujourd'hui l'attention de la France, se sont élevées toutes les deux dans deux centres catholiques, l'une à Dusseldorf, l'autre à Munich. Vouloir expliquer ce fait par le hasard, ce serait l'avouer inexplicable, ce serait accuser son ignorance, surtout relativement à l'école d'architecture de Munich. Si des peintres indignes s'accommodent volontiers de l'approbation intéressée des coteries et des louanges menteuses de quelques salons, s'ils se contentent dans le temps d'un salaire matériel jeté à l'ouvrier, d'un travail nul pour l'avenir, il n'en est pas de même d'un architecte. Il n'élève pas, lui, son œuvre pour un jour, mais pour des siècles. Il ne la pense pas pour les plaisirs intimes d'une famille, mais pour le bien de la société entière. Aussi n'est-ce pas l'assentiment d'une cabale qu'il demande, ni les applaudissements d'une coterie, c'est la voix de tout un peuple

qu'il lui faut, cette voix rude, franche, que nul artiste ne saurait acheter qu'au prix de son dévouement et de son génie.

Mais ces juges que le sentiment, ne trompe jamais, l'artiste ne les trouvera pas parmi des peuples dont on a façonné la logique à confondre l'art avec l'idolâtrie, en les abusant du mot de simplicité, et en interprétant à sa guise les paroles du Christ à la Samaritaine : « Le temps vient, et il est déjà venu, que les vrais adorateurs adoreront le père en esprit et en vérité. » Nous pensons que l'art religieux, chez des nations dont la doctrine religieuse le nie, est une manie ou une mode pour les classes aisées qui peuvent la satisfaire, et que le peuple ne partagera jamais. Nous croyons que l'architecture religieuse, qui est le véritable art du peuple, y sera toujours un non-sens, une contradiction que sa logique ne pourra accepter ? Voilà pourquoi trois églises s'élèvent à la fois à Munich, et qu'une seule n'a pu être achevée à Berlin. D'autres expliqueront cela par des raisons de climat et de température ; mais on ne se donne plus la peine de répondre à ces raisons. D'autres attribueront le fait à la volonté du prince Louis ; mais c'est encore un fleuron qu'il faut ôter de la couronne des rois, que ce prétendu pouvoir d'improviser des arts, et de faire des artistes par des moyens qui avilissent l'art et qui dégradent ceux qui les cultivent (1). »

Beaucoup de ces appréciations ne peuvent être admises sans réserve. Mais elles font voir avec quelle

(1) L.-A. Piel, religieux. Paris, 1843, p. 172.

élévation Piel comprenait le sacerdoce artistique et avec quel zèle énergique et presque impétueux il faisait et racontait ses explorations.

Il eut bientôt l'occasion de mettre en pratique ses théories sur l'architecture religieuse. Après avoir, en 1836, achevé la restauration de la préfecture d'Auxerre, il obtint, au concours, en 1837, la construction d'une grande église catholique à Nantes, sous le vocable de Saint-Nicolas. Mais avant qu'il ait pu poser la première pierre, nous verrons tout-à-l'heure que la vocation religieuse l'enleva à l'architecture. On put seulement apprécier ses plans et ratifier le jugement favorable que la ville de Nantes avait porté sur eux. Il est malheureux qu'ils n'aient pas été suivis. On ne fut pas très content de ceux que diverses influences leur substituèrent. De là, une grande lenteur dans la construction. L'église Saint-Nicolas n'est pas encore finie, à l'heure où nous écrivons.

A Nantes, où l'appelèrent de fréquents voyages, Piel retrouva Hyppolite Requédat, un condisciple de la rue Chabannais. Il fut présenté par lui à un réfugié italien d'une très haute intelligence et d'un vaste savoir, Niccolo Tommaséo. C'est le même qui en 1848 fut nommé ambassadeur de Venise à Paris. Cet étranger, fervent catholique, faisait de la *Somme de Saint-Thomas d'Aquin* sa lecture quotidienne. Avec lui, Piel et Requédat demandèrent au saint docteur la solution des problèmes qu'ils avaient posés à Buchez. Comment saint Thomas comprenait-il le progrès ? Quelles étaient les idées de saint Thomas sur le droit naturel, sur l'esclavage, sur le progrès matériel, sur

la propriété, sur les droits et les devoirs des révolutions ? Quelles étaient les théories politiques de saint Thomas ? Le docteur Teyssier, leur ami et qui a publié une notice biographique sur Piel, a conservé écrites de la main de ce dernier et de Requédat, dictées par Tommaséo, les solutions de ces bizarres questions (1).

M. Teyssier a aussi conservé de nombreuses lettres de Piel. Il en est une qui se rattache à cette époque de sa vie, 5 novembre 1837, et dans laquelle le jeune architecte raconte à son père, toujours fixé à Lisieux, l'emploi de son temps à Nantes. « Voilà à peu près la vie que je mène ; outre mon projet et mon devis, j'ai fait plusieurs articles pour l'Encyclopédie. J'en ai préparé un sur Vitruve, que j'enverrai bientôt à mon cher *Européen*. Je dispose un autre travail sur les nombres impairs de l'Ancien-Testament, qui me servira plus tard pour une symbolique des nombres de toutes les anciennes traditions, et qui conduira à dévoiler un des mystères encore cachés de la synthèse des cathédrales catholiques. Pour ne point perdre l'habitude d'écrire, je jette sur le papier les bonnes pensées qui me viennent. Je traduis quelquefois; comme exercice, du latin en français, de l'italien en latin. Ce sont des discussions d'Origène, traduites du grec, par Rufin, qui nous a laissé aussi quelques vers des Pères du désert. Quant à l'italien, ce sont des strophes du Purgatoire ou du Paradis de Dante. Voilà, à peu près, comme mon temps est employé... » Un peu plus loin, en parlant de la visite

(1) Teyssier, p. 30.

que lui avait faite, à Nantes, M. Decoux, professeur d'économie politique à l'Université de Louvain, et rédacteur de l'*Université catholique*, il s'exprime ainsi : « Je n'étais pas fâché de le voir ; j'avais lu quelques-uns de ses travaux, et je suis toujours curieux de connaître les hommes dont les ouvrages m'ont intéressé. Il a examiné mes projets attentivement, m'a fait des éloges que tu me dispenseras de répéter, puis il est parti en me manifestant le bonheur qu'il aurait à prier dans une église aussi chrétienne. Ensuite, j'ai reçu M. Rio. Il est auteur d'un livre publié cet hiver à Paris, sur l'art chrétien. Il m'a fait quelques observations de détail sur mon église ; j'y ai répondu par des faits qui l'ont contenté. Mon idée générale lui a beaucoup plu, et il en a manifesté sa satisfaction à l'abbé Fournier. Il est parti en faisant des vœux pour la réussite de mon entreprise. »

Piel alla bientôt porter ses plans à son père et à sa sœur à Lisieux. A la fin de la lettre dont je viens de citer quelques extraits, il leur annonce cette aimable nouvelle, à laquelle on ne peut s'empêcher de trouver quelque chose de touchant. Il entre avec beaucoup de bonhomie dans les détails de l'exhibition qu'il projette. Il cherche d'avance dans la maison paternelle quelle sera la chambre assez grande pour lui permettre d'ouvrir commodément ses vastes feuilles. Et toutes ces préoccupations de l'artiste déjà célèbre, pour quels juges ! Pour un épicier de Lisieux et pour une jeune fille, dont l'instruction se borne aux grains de son chapelet. Mais dans ces juges, il ne voit que son père et sa sœur, les survivants du foyer domestique, images chères et vénérées de cette divinité

mystérieuse qui règne au vieux logis où l'enfant a grandi, et qui dans les villes lointaines où l'a envoyé sa gloire naissante, lui jette, comme un appel, les souvenirs de ses premières tendresses, et les rêves embaumés de son jeune âge. Les applaudissements des savants, les éloges de la presse, les succès du concours, oui, c'est glorieux et beau. Mais combien est plus doux et plus profond dans le cœur le triomphe du jeune artiste, lorsque dans la chambre de son père, sous ses regards bénis, sous les yeux de sa sœur et de quelques anciens amis du quartier, entre ces vieux murs qui l'ont vu naître, il décrit sa cathédrale à son auditoire émerveillé, qui l'acclame sans comprendre, mais qui l'aime sans compter !

Sa sœur revint avec lui à Paris. Ils habitèrent ensemble, rue du Cloître-Notre-Dame, au dernier étage d'une haute maison, un appartement dont les fenêtres avaient vue sur l'antique basilique, et sur l'Hôtel-Dieu. C'est là qu'ils vécurent pendant toute l'année 1838. Piel s'éloignait souvent pour surveiller les travaux de plus en plus nombreux qu'on lui confiait. Il dota d'une belle chaire gothique la cathédrale de Sens, et construisit une petite église dans le style du XIII^e^ siècle aux environs de Pontarlier. Il mettait en même temps la dernière main aux dessins de Saint-Nicolas, et dans une correspondance suivie avec M. l'abbé Fournier, curé de la paroisse, il discutait vigoureusement des contre-projets qu'on lui opposait. Sa joie était de revenir rue du Cloître-Notre-Dame, d'où il veillait avec amour sur sa monumentale voisine, dont il s'était fait le conservateur officieux. Il ne se commettait pas une dégradation dans la cathé-

drale, par négligence ou par maladresse, sans qu'il écrivit au préfet, à l'archevêque, au ministre. Embarrassé et presque timide pour ses affaires personnelles, il devenait audacieux et intraitable quand il s'agissait de Notre-Dame. On avait fini par s'incliner devant cette respectueuse passion, et on l'écoutait volontiers dans le choix des réparations. C'est qu'une église était pour lui, suivant ses propres expressions, une prière bâtie. Il comprenait comme Don Guéranger, l'architecture catholique « le plus divin des arts liturgiques. »

Dans plusieurs de ses écrits, notamment dans la lettre à M. Fournier, imprimée à Caen, il a longuement exposé ses principes en cette matière. Je résume les principaux. Il veut d'abord que la configuration adoptée soit la croix latine, parce qu'elle comprend tout l'espace dans ses quatre angles droits, et que l'Eglise catholique doit s'étendre sur toute la terre. Il n'admet ni le style roman, ni le style byzantin, parce qu'ils ne sont pas nationaux. Il veut un style français, et il en trouve les caractères dans l'architecture gothique. Toutes les époques gothiques ne lui conviennent pas également. C'est le XIII^e^ siècle qu'il préfère, comme étant le plus pur et le moins dispendieux. Par ses sculptures et ses statues, par les peintures de ses murailles et de ses vitraux, l'Eglise doit résumer l'enseignement de l'humanité toute cultivée. En levant les yeux autour de lui dans le lieu saint, le fidèle doit embrasser d'un coup-d'œil l'éternité des temps gravitant autour de Dieu. Les plus grandes pages de l'Ancien et du Nouveau-Testament, les principales scènes des persécutions et

des martyrs, doivent se dérouler sous ses yeux pour élever son âme et pour toucher son cœur. Maintes fois, il revient sur cette idée. Une église ne peut rester muette : il faut qu'elle parle de Dieu.

Un sentiment aussi profond de la religion chrétienne ne pouvait pas, dans une nature aussi ardente, ne pas être poussé à ses dernières conséquences. Piel, déjà si voisin de l'orthodoxie catholique, s'y soumit complétement et reçut ses lois. Déjà Requédat lui avait montré la route, dont il avait promptement fait la première étape, et dont il allait faire la seconde à travers de bien autres sacrifices, sur les pas de l'abbé Lacordaire. Le 7 mars 1839, le jeune Nantais partit pour Rome avec le célèbre auteur du Mémoire pour le rétablissement des Frères Prêcheurs. C'étaient les deux premiers volontaires français de la nouvelle armée de Saint-Dominique.

En disant adieu à Piel, Requédat lui dit ces paroles prophétiques : — à un an, frère Piel, je vous attends comme novice.

L'abbé Lacordaire et Requédat trouvèrent à Rome Besson, qui avait fait de grands progrès dans la peinture, et qui les mit en relations avec les élèves de l'Académie de France, parmi lesquels la parole du grand orateur français avait déjà de nombreux admirateurs, et fit bientôt d'importants disciples. Le peintre Cabat, le sculpteur Bonassieu, le musicien Gounod, se joignirent à Besson, pour organiser, sous les auspices du P. Lacordaire, la confrérie de Saint Jean l'Evangéliste. Piel, leur correspondant à Paris, se dévoua tout entier à leur œuvre. La confrérie fut bientôt formée : il eut l'honneur d'en être le premier

prieur. Le P. Lacordaire en écrivit lui-même le réglement dont voici les premiers mots :

« Des artistes français, touchés du spectacle que présente le monde, ont désiré contribuer à sa régénération, par l'emploi chrétien de l'art, et comme l'isolement créé par des lois contre nature est aujourd'hui une des grandes plaies dont souffrent les hommes, ils ont cru bon d'établir entre eux une de ces confraternités nommées *Confrérie* dans le langage doux et profond de l'église. Les règles qui suivent sont l'expression de cette volonté qu'ils ont eue dans leur jeunesse, et qu'ils espèrent garder toute leur vie, de travailler ensemble, sous Jésus-Christ et son Eglise, à la rédemption de l'humanité.

« Plaise à Dieu, source unique des choses qui durent et qui profitent, de bénir leur dessein. Si quelques âmes, attirées à leur commerce, recouvrent assez de lumière pour passer de la vie des intérêts à la vie du dévouement, ils ne l'attribueront point à eux-mêmes, mais à celui qui ressuscite les morts, et dont la main, toujours étendue, ne s'ennuie jamais de chercher les cœurs las pour les rafraîchir, les cœurs vides pour y mettre le goût de l'infini, les cœurs brisés pour les mettre à l'abri des coups qui ne sont que mortels.

« Ils ont, du reste, placé leur confrérie sous la protection de saint Jean, parce que saint Jean, apôtre, évangeliste, prophète, fut, de tous les amis du Christ, celui qui pénétra le plus avant dans les mystères de la beauté et de l'amour divin, ces objets éternels de la contemplation des vrais artistes (1). »

(1) E. Cartier, vie du R. P. Hyacinthe Besson, I, p. 73.

Vers la même époque, les médecins organisaient la confrérie de S. Luc, présidée par le docteur Jean-Paul Tessier, les avocats celle de Saint-Yves, les graveurs celle d'Angelico de Fiesole. Toutes ces confréries s'absorbèrent plus tard dans le Tiers-Ordre de Saint Dominique qui, malgré les efforts du P. Lacordaire, ne paraît avoir pris en France, à aucun moment, aucun développement. Des personnes compétentes, notamment MM. Cartier et Foisset pensent qu'il eut été préférable pour ces confréries de garder leur forme primitive sous laquelle elles vivraient peut-être encore aujourd'hui, tandis qu'elles ne vivent plus sous aucune.

La sœur de Piel mourut à la fin de 1839. Ce fut, pour le malheureux artiste, le coup suprême. Le lundi de Pâques 1840, il prit la route de Rome avec un élève de l'école normale qui voulait aussi se donner à Dieu, M. Hercheim. Le sacrifice était complet, car si le départ de Requédat et la mort de sa sœur lui avaient brisé le cœur, le premier éclat de sa réputation déjà faite, les promesses d'une brillante carrière pouvaient le raffermir. MM. Guizot et Vitet l'avaient pris sous leur protection. De grands travaux allaient lui être confiés par le gouvernement. Il ne voulut rien entendre, et entra au couvent de Sainte-Sabine, à Rome, où il précéda de peu le P. Besson.

Le 1er avril 1840, le P. Lacordaire écrivait à Mme Swetchine : « Parmi ceux qui nous viennent à Rome vous apprendrez avec plaisir que se trouve M. Piel, artiste distingué, qui connaît bien Montalembert. C'était le plus fort et plus illustre disciple de M. Buchez, et c'est un protégé actuel de M. Guizot qui

va être bien surpris à Londres. L'un des nôtres, M. l'abbé Jandel, prêche en ce moment à Rome, à Saint-Louis-des-Français avec beaucoup de succès. Si la venue de M. Piel n'est pas publique encore, n'en parlez qu'à Montalembert. (1). »

Dans une autre lettre à Mme Swetchine, le P. Lacordaire parle une deuxième fois du courageux novice, mais ce n'est plus hélas que pour annoncer la maladie à laquelle il devait promptement succomber, comme l'avait fait le jeune Requédat, qui venait de mourir à vingt cinq ans. « Le pauvre Piel se meurt « de la poitrine, écrit le Père, dans une lettre datée du « couvent de Bosco, 20 septembre 1841. Sa mère, sa « sœur sont mortes du même mal. La maladie a fait « des progrès affreux en quatre mois. Piel lui oppose « une douceur, une résignation et même une gaieté « quevous ne sauriez imaginer. On voit qu'il n'y a « pas même un regret, tant la conformité à la volonté « de Dieu l'emporte sur la nature. C'est un spectacle « qui attendrit. Cette perte est grande pour nous au « point de vue de l'homme. Mais Dieu sait ce qu'il « fait... Sa volonté soit faite jusqu'au bout ! (2). »

Piel mourut le 19 décembre suivant.

En 1843, M. Tessier a raconté sa courte et noble vie dans une notice à laquelle il a joint, sous le titre de Reliquiæ, les principaux écrits de cet architecte de trente ans. Ce sont : les fragments d'un voyage architectural en Allemagne, le salon de 1837, revue des nouvelles Eglises de Paris, la Madeleine, déclamation contre

(1) Correspondance du R. P. Lacordaire et de Mme Swetchine, p. 229.

(2) P. 293.

l'art païen, lettre de Piel à M. Trébutien. Ces différentes œuvres, sauf la dernière qui est une simple pièce de correspondance intime, sont extraites de l'*Européen*. On possède encore de Piel une étude sur Vitruve et une lettre à M. Fournier qui ont été imprimées à part.

En 1844, M. le comte de Beaurepaire et M. de la Sicotière ont, chacun de leur côté, publié de nouvelles biographies de Louis-Alexandre Piel. Enfin, dans les importants ouvrages qui ont été publiés depuis sur le P. Lacordaire, des pages entières, pleines de reconnaissance et d'admiration, sont consacrées au dominicain normand, son second disciple et peut-être le premier de ses collaborateurs ; de même, dans les ouvrages sur le P. Besson.

En ce qui nous concerne, nous avons cherché à grouper, autour de sa mémoire quelques-unes des manifestations remarquables qui éclatèrent dans la jeunesse catholique et lettrée du second quart de ce siècle et auxquelles sa vie fut mêlée, plutôt qu'à multiplier les détails sur sa modeste et pieuse existence.

Il est bon de suivre ainsi les mouvements de l'esprit humain aux époques voisines de la nôtre. Ces simples constatations peuvent être faites avec quelque utilité par les plumes les moins savantes et les moins habiles. Il ne faut pour cela que de l'impartialité et de la bonne foi. Il reste ensuite aux philosophes et aux politiques à déduire les causes et les effets de ces mouvements et à les rapprocher des agitations contemporaines. Ces comparaisons donnent quelquefois des enseignements dont il est sage de profiter.

FRANÇOISE & MARGOT,

CONTE EN VERS,

Par M. de LÉPINOIS.

« Faut de la science, et pas trop n'en faut,
« Car l'excès en tout est un grand défaut. »
De ces vérités j'ai la bouche pleine ;
Ecoutez moi donc :
Aux bords de la Seine,
Dans ces prés fleuris dont les gros moutons
Du bon Florian suçaient les boutons,
Françoise et Margot, petites fillettes
De huit à dix ans, fraîches, gentillettes,
Sans souci du jour et du lendemain,
Gardaient les dindons, la gaule à la main.
Des chantres de l'air entendre l'orchestre
Du premier janvier à la saint Sylvestre,
Dans le foin fauché se creuser un lit,
Cueillir la prunelle et le pissenlit,
La charmante vie et l'heureuse enfance !
Mais voici quinze ans : partout, même en France,

A cet âge il faut entrer bien ou mal
Dans le turf où court l'humain animal.
Or, quel fut l'effet de la Bucolique
Sur ces jeunes cœurs ?
Esprit didactique,
La brune Françoise échangea gaiement,
Le livre de Dieu contre un rudiment :
— Du vieux magister elle était la nièce —
Le savoir de l'oncle, extrait pièce à pièce,
La nourrit d'abord ; puis elle eut recours
Aux gens de la ville, à messieurs des cours,
Grands dispensateurs de doctes diplômes.
L'enfant sans mâcher avala les tômes,
Et fit de sa tête un vaste bazar
Où se coudoyaient assez au hasard
Physique, chimie et littérature,
Sciences et arts en *ique*, *ie*, ou *ture*,
Allemand, anglais, chinois, hottentot,
Tous les rois du monde et ceux d'Yvetot.
Bref, à dix-huit ans, grande, sèche, blême,
Sachant calculer comme feu Barême,
Françoise, superbe à l'intérieur,
Obtint le brevet dit supérieur.

Que faisait Margot, la blonde rieuse,
Pendant ce temps-là ? Son humeur joyeuse
La poussait d'instinct vers le cidre doux,
La tartine au beurre et le lard aux choux.
Puis, quand l'âge vint, son œil, ô merveille
Dans la Seine vit l'alose à l'oseille,
Et dans les moutons le filet rosé,
Les rognons au vin, le gigot braisé.

La vocation était bien patente.
Dieu sait ce qu'il fait : de Margot la tante,
Certaine Florence au triple menton,
Servait le curé-doyen du canton.
Elle avait du sens, quoique vieille et laide ;
Comprenant sa nièce, elle en fit une aide
Et lui dévoila les secrets fameux
Que le fourneau cache en son sein fumeux.
Sauces et coulis doux, capilotades,
Hachis, liaisons, croûtes et croustades,
Les mille travaux d'un fin cuisinier,
L'art de dégourdir l'anse du panier,
Tout charme et séduit la jeune aspirante.
Aussi, dès seize ans, forte comme à trente,
Grâce à son labeur jamais démenti,
Margot enlevait friture et rôti,
Et deux ans plus tard, le poing sur la hanche,
Franchissait le cap de la sauce blanche.
O joie ineffable, ô jour de bonheur,
Quand lui décernant un couteau d'honneur
En plein grand dîner de la conférence,
Le doyen lui dit : *tu seras Florence* !

Ainsi parcourant les sentiers divers
L'une de la prose et l'autre des vers,
Françoise et Margot, filles de génie,
Rêvaient les trésors de Californie,
Et teignaient en bleu, glorieux guerdon !
Françoise son bas, Margot son cordon.

Vogue la galère ! où les conduit-elle ?
Vers Victoria, la terre nouvelle,

Où pousse en lingots l'or australien,
Où Melbourne rive au même lien
Les aventuriers partis des deux mondes,
Les vaillants *squatters*, les *convicts* immondes,
Les mineurs ardents, revolver en main,
Tous n'ayant qu'un Dieu, qu'une loi : le gain.
Françoise et Margot, par un sort étrange,
Allaient augmenter cette âpre phalange.
Et vendre au lord-maire, à beaux ducatons,
Le pain des enfants et des marmitons,
Pain de la science humaine et divine
Qu'on pétrit en classe et dans la cuisine.
Le même vaisseau les menait au port ;
Mais, rassurez-vous, le moindre rapport
N'exista jamais d'aucune manière
De l'institutrice à la cuisinière.
Françoise, fidèle à son parchemin,
Marchait sans broncher par le droit chemin.
Rabaisser son rang devant l'équipage,
Shocking ! Au milieu d'un aréopage
De forts gentlemen ravis, confondus,
Elle discutait tous les cas ardus
De l'art du marin, citant Maury, Taine,
Et Bontemps-Beaupré. Gare au capitaine !
Sur son dos, souvent, le rire pleuvait.
Mais, quant à Margot, la pauvrette avait,
Pour se récréer, le coq du navire
Avec la chanson de la poële à frire.

Cependant la nef dévorait les mers :
Déjà surgissaient les archipels verts

Aux coraux aigus, rudes sentinelles
Du pays de l'or ; déjà les prunelles
Du Tongariro, l'Etna zélandais,
Lançaient leurs éclairs, lorsqu'un sombre dais
De nuages lourds, foyers électriques,
Couvre le vaisseau des feux des Tropiques.
Soudain l'ouragan siffle avec fracas,
La foudre serpente et frappe les mâts,
Le vent fouette au nez des vapeurs de soufre,
L'eau se dresse en pic ou se creuse en goufre,
Et sur son coursier l'humble bâtiment
Par monts et par vaux bondit follement.
En vain l'équipage à lutter s'épuise,
La vague l'étreint... que Dieu le conduise,
Car voici la côte !... Un horrible choc
Entr'ouvre la quille et la cloue au roc.
— D'un récif caché cruelle morsure ! —
Le flot la déchire et par sa blessure
Entre en mugissant,... la calle s'emplit...
— « *Canots à la mer !* » — Françoise pâlit...
Mais Margot la voit, d'un sabord de poupe
Lestement la glisse en une chaloupe
Et s'y jette après... Quelle nuit ! quel bain !
Que de fois songeant au doux sol urbain
Où de son esprit jaillit l'étincelle,
Françoise maudit steamer et nacelle !
Que de fois Margot regretta son pré,
Ses dindons, sa tante et le vieux curé !
Souvenirs d'enfance, ombres fugitives,
Vous qui visitez les âmes plaintives

Au moment fatal, charmez leur trépas...
Mais que dis-je là ? — Dieu n'en voulut pas.
Dans ces lieux d'horreur, tout comme au village,
L'aurore parut. Gisaient sur la plage,
Quinze naufragés meurtris, morfondus,
Pleurant leurs péchés et leurs biens perdus.
Françoise et Margot, les mains enlacées,
Joignaient au concert des notes grincées
Et d'autres soupirs, quand des cris stridents
Sortis d'une bouche à trente-deux dents,
Les font tressaillir. Margot se redresse ;
Un monsieur tout noir, rempli d'allégresse,
Peu vêtu d'ailleurs, vers elle penché,
Dansait un menuet assez déhanché.
A ses hurlements trente camarades
Sautent d'un buisson, lançant des tirades
D'un langage dur, mais très expressif,
Egayé d'un rire aigre, convulsif,
Et de moulinets d'un gros casse-tête.
Quels drôles de corps ! Quelle étrange fête !
Nos tristes noyés n'y comprenaient rien...
Un geste brutal leur apprit trop bien
Qu'au lieu de sauveurs ils trouvaient des maîtres,
Des ogres... qui sait ? — Tous leurs pauvres êtres
Frissonnent d'effroi des pieds aux cheveux...
Pénible moment pour les gens nerveux !

Au signal d'un chef à mine de singe,
Tatoué de rouge en guise de linge,
Il fallut marcher, marcher nuit et jour.
La bande, un matin, atteignit la cour

Du roi Totambo, l'auguste monarque
Qui règne en despote ami de la Parque
Sur les Maoris. Un long chapelet
De crânes luisants ornait son chalet,
Et de ses vizirs la noire cohorte
Gardait, lance au poing, sa sublime porte.
Ce n'était pas gai ! — Les nouveaux venus
Du sexe vilain, maigres, demi nus,
Furent mis en mue au fond d'une cave ;
Françoise et Margot, la fleur de l'épave,
Seules entre tous subirent l'honneur
De baiser la main du puissant seigneur,
Juge souverain de leurs destinées.
Ce charmant duo de filles bien nées
Fit au grand monarque un profond salut
Brodé d'un sourire, et cela lui plut.
Il aimait les blancs, ce roi débonnaire,
Amour qu'il tenait d'un saint missionnaire,
Un homme parfait, qu'il avait mangé,
Et son sentiment n'avait pas changé.
En voyant Margot et son teint de pêche,
Le fin moricaud sentit la chair fraîche ;
Il se dit qu'un mets aussi savoureux
Ne pouvait avoir qu'un effet heureux
Sur son estomac tant soit peu débile.
Tel fut son verdict. Le ministre habile,
Fricoteur en titre au fourneau royal,
Eut à préparer ce joli régal.
C'était fort bien. Mais... qui fut étonnée ?
Une cuisinière être cuisinée ?

Ventrebleu ! Margot n'y consentait pas.
Elle arrache au chef son grand coutelas,
Saisit une viande, et montre par geste
Qu'en fait de cuisine elle en sait de reste.
La voyant agir, Totambo sourit,
Il la laisse faire, en homme d'esprit.
Tudieu ! Quelle ardeur, quel zèle à l'ouvrage !
Elle larde, poivre et sale avec rage,
Puis fait mijoter... grand est son émoi
Enfin tout est prêt. Margot sert au Roi
Un gigot d'Anglais cuit à l'étuvée.
Totambo le flaire... Elle était sauvée !

Bon doyen, Florence, au ciel réunis,
Voyez votre ouvrage et soyez bénis !

A ce beau succès dans son coin Françoise
Soudain applaudit, parle, s'apprivoise.
« Oh ! oh ! dit le Roi qui la voit au jour,
« Songeons à demain. La brune, à ton tour !
« Tu n'es certes pas blanche comme l'aube,
« Mais Margot saura t'arranger en daube.
« J'eus toujours du goût pour la venaison. »
Françoise à ces mots tombe en pamoison ;
Elle fait en vain des frais d'éloquence
En pur Maoris ; son omni-science
Manque d'à-propos. Le monarque noir
N'était pas grand clerc, et dans son manoir
Il hébergeait peu la littérature.
Françoise en son tems savait la couture,
Mais le Roi n'avait jamais emmanchié
Que l'habit d'Adam avant le péché...

C'en était donc fait de l'institutrice,
Quand Margot se pose en médiatrice,
Et sur son fausset le prenant de haut :
« Françoise est à moi, sire ; il me la faut.
« Touchez-y, dit-elle, adieu la popotte !
« Qui m'éplucherait navet et carotte
« A la Parisienne ! Ainsi, de son sort
« Dépend le fricot... Françoise ou la mort ! »
Et Margot se tut, belle, calme et digne.
Totambo d'abord se cabre, s'indigne,
Puis, de son gigot sentant le fumet,
Le gourmand chez lui fait place au gourmet :
« Tu le veux ? dit-il, allons pas de noise :
« Pour plaire à Margot je garde Françoise. »
Sauvée ! ô mon Dieu ! sauvée !... et de deux.

Le Roi prit Margot ; un nègre hideux.
Fut l'heureux époux de la pauvre brune ;
Et quand, savourant sa double fortune,
Reine et cuisinière, au dîner Margot
Avec son vainqueur mangeait le gigot,
Françoise, la docte et l'universelle,
Françoise *au brevet*... lavait la vaisselle.

Que votre Excellence, ô monsieur Simon,
Prenne en bonne part ce petit sermon.
Histoire, chimie, algèbre, physique,
Anglais, allemand, logique, musique,
Couture, dessin... tout, dans un cerveau
De seize printemps, c'est, ma foi ! fort beau ;
Mais, si vous voulez la dose complète,
Joignez-y, de grâce, un cours *d'omelette*.

PRIX

PROPOSÉS

POUR LES ANNÉES 1874, 1875 ET 1876.

1874.

LEGS BOUCTOT.

L'Académie décernera un prix de 500 fr. à l'auteur de la meilleure *Étude sur les Fabulistes nés en Normandie.*

PRIX DE LA REINTY.

L'Académie décernera un prix de 500 fr. à toute personne appartenant au pays de Caux, et, par préférence, aux communes de ce même pays, où ont résidé les familles *Belain*, *Dyel* et *Baillardel*, et qui se sera distinguée par ses vertus, par une action d'éclat ou par des services qui, sans avoir nécessairement un caractère maritime, auront été utiles au pays de Caux. Les lieux déjà connus pour avoir été habités par ces familles sont, sauf omission, Esnambuc près de Sainte-Marie-des-Champs, Allouville, Bec-de-Mortagne, Hautot-Saint-Sulpice, Cailleville près de Saint Valery-en-Caux, Canouville près d'Allouville, Crosville-la-Mallet, Limpiville, Dieppe et Venesville.

1875.

LEGS BOUCTOT.

L'Académie décernera un prix de 500 fr. à la meilleure OEuvre d'art, peinture, sculpture ou gravure, dont

l'auteur sera né ou domicilié en Normandie et dont le sujet est laissé au choix des concurrents. Les ouvrages envoyés resteront la propriété de leurs auteurs, mais le lauréat devra remettre une esquisse de son œuvre à l'Académie.

1876.

LEGS BOUCTOT.

L'Académie décernera un prix de 500 fr. à l'auteur du meilleur mémoire sur le sujet suivant :

Rechercher quels avantages pourraient être obtenus pour la conservation et l'amélioration des cidres par l'emploi des procédés de chauffage appliqués aux vins.

LEGS GOSSIER.

L'Académie décernera un prix de 700 fr. à l'auteur du meilleur *Recueil critique des inscriptions antérieures au* XVI^e^ *siècle, et qui existent encore aujourd'hui dans le département de la Seine-Inférieure.*

PRIX DE LA REINTY.

L'Académie décernera un prix de 500 fr. au meilleur ouvrage manuscrit ou imprimé, écrit en français, ou de la meilleure œuvre d'art, faisant connaître, par un travail d'une certaine importance, soit l'histoire politique et sociale, soit le commerce, soit l'histoire naturelle des Antilles présentement possédées par la France, ou qui ont été jadis occupées par elle pendant un temps plus ou moins long.

OBSERVATIONS COMMUNES A CES CONCOURS.

Chaque ouvrage manuscrit portera en tête une devise qui sera répétée sur un *billet cacheté* contenant *le nom et le domicile de l'auteur*. Pour les tableaux ou autres œuvres

d'art, la désignation du sujet remplacera la devise. Les billets ne seront ouverts que dans le cas où le prix serait remporté.

Les académiciens résidants sont seuls exclus du concours.

Les ouvrages envoyés devront être adressés *francs de port*, avant le 1er MAI DE L'ANNÉE OÙ LE CONCOURS EST OUVERT (TERME DE RIGUEUR), soit à M. MALBRANCHE, soit à M. l'abbé LOTH, *Secrétaires de l'Académie*.

1874, 1875, 1876.

LEGS DUMANOIR.

L'Académie décerne, chaque année, dans sa séance publique, un prix de 800 fr. à l'auteur d'une *Belle Action*, accomplie à Rouen ou dans le département de la Seine-Inférieure.

Les renseignements fournis à l'Académie doivent, pour le PRIX DE LA REINTY, de 1874, comme pour le PRIX DUMANOIR, comprendre une *Notice circonstanciée* des faits qui paraîtraient dignes d'être récompensés. Cette notice, accompagnée de l'attestation légalisée des autorités locales, doit être adressée *franco* à l'un des Secrétaires de l'Académie, avant le 1er juin de l'année où ces prix seront décernés.

Extrait du Règlement de l'Académie.

« Les manuscrits envoyés au concours appartiennent à « l'Académie, sauf la faculté laissée aux auteurs d'en faire « prendre des copies à leurs frais. »

TABLE DES OUVRAGES

REÇUS PENDANT L'ANNÉE ACADÉMIQUE 1872-73,

Dressée conformément à l'art. 63 des nouveaux Statuts,
(*Voir* le volume de 1848.)

Allard (Paul). *Rome souterraine.* Paris, 1872.

Beaurepaire (Ch. de). *Recherches sur les Etablissements d'Instruction publique du diocèse de Rouen.* — *Recherches sur la population dans l'ancien diocèse de Rouen.*

Besnou (Léon). *Catalogue raisonné des plantes composant l'Ecole botanique du Jardin d'Avranches.*

Billuci. *De la prétendue émission de l'ozone par les plantes.*

Bonissent. *Essai géologique sur le département de la Manche.* Cherbourg, 1870.

Bonnel (J.-F.). *Essai sur les définitions géométriques.* Paris, 1871.

Bourdin. *Etudes médico-psychologiques.* Paris, 1872.

Buchère (Ambroise). *Discours sur le développement du crédit et de la fortune mobilière.* 1872.

Castan (Aug.). *Les sceaux de la commune, l'Hôtel-de-Ville et le Palais-de-Justice de Besançon.* 1872.

Chatel (Eug.). *Notice sur la mosaïque de Lillebonne*, 1873.

Cloüet (J.). *Réflexions sur les champignons.* — *Un cas curieux de calculs biliaires.* Plus sept autres brochures.

Cochet (M. l'abbé). *Répertoire archéologique du département de la Seine-Inférieure.* In-4°, Paris, 1872.

Delisle (Léopold). *Anciennes traductions françaises de la Consolation de Boëce.* 1869.

Deschamps (Frédéric). *Sœur Isabelle*, drame en cinq actes, en vers, tiré de Shakespeare.

Duchesne (Léon). *Rapport général sur les crèches du département de la Seine.* 1873.

Estaintot (M. d'). *Nicolas Mesnager*, 1658-1714.

Estaintot et Loth (MM. d'). *Robert Le Roux d'Esneval et les deux Grémonville.* 1873.

Foville (Dr Achille). Douze brochures sur divers points de médecine, spécialement sur l'aliénation mentale.

Garbiglietti (Antonio). Mémoires sur la génération des anguilles et sur des sujets d'anatomie.

Girault (Ch.). *Cinématique. De la transmission de l'accélération par contact immédiat entre corps solides.* — *Les Etoiles et l'hypothèse de La Place.* Caen, 1872.

Guibert (Louis). *Notes de voyage. Mauvais jours. Ex Intimo. Poésies diverses.* Paris, 1872.

Haug (Dr Martin), *Brahma und die Brahmanen.* 1871.

Haughton (Samuel). *On the constituent minerals of the granites of Scotland.* — *On some elementary principes in animal mechanics.*

Henriet (Frédéric). *Un peintre rouennais : Frédéric Le Grip, sa vie et ses ouvrages.* Rouen, 1872.

Lamaëstre Espiau (Dr de). *Rapport sur le service médical de l'Asile public d'aliénées de Bailleul (Nord).*

Lamaëstre Espiau (Dr de). *De l'organisation du service médical et pharmaceutique dans les sociétés de prévoyance.*

Lecadre (Dr Ad.). *Etude biographique sur M. Millet Saint-Pierre. — La première conférence au Havre.*

Légal (Eugène). *Essai sur les fièvres intermittentes et continues de la Basse-Seine.* 1871.

Le Prévost (Auguste). *Mémoires et notes.* Tome III, 2e partie.

Liais (Emmanuel). *Climat, géologie, faune et géographie botanique du Brésil.* Paris, 1872 (Don du gouvernement brésilien).

Malbranche. *Notice sur M. de Brébisson.*

Neymarck (Alfred). *Aperçus financiers.* 1872-1873.

— *La Rente française, son origine et ses développements.* Paris, 1873.

Patrouillard (Ch.). *Des Aconits et de l'Aconitine,* thèse. 1872.

Pierre (Isidore). *Recherches sur les produits de la distillation des alcools de fermentation.* Paris, 1871.

Preger (Wil.). *Der Entfaltung der Idee des Menschen durch die Weltgeschichte.* 1870.

Quételet (A.). *Annales météorologiques de l'Observatoire royal de Bruxelles.*

Revoil (Henry). *Fouilles archéologiques* n° 4.

Sainte-Beuve (E.). *Robert de Floques, bailli d'Evreux et capitaine de Conches.*

Thielens (Armand). *Les Orchidées de la Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg.* Gand, 1873.

— *Relation de l'excursion faite par la Société malacologique de Belgique.* Bruxelles, 1872.

— *Voyage botanique et patéontologique en Eifel.*

TABLEAU

DE

L'ACADÉMIE

DES SCIENCES, BELLES-LETTRES ET ARTS DE ROUEN,

Pendant l'année 1873-1874.

OFFICIERS EN EXERCICE :

M. DECORDE, *Président.*
M. RIVIÈRE, *Vice-Président.*
M. MALBRANCHE, *Secrétaire pour la Classe des Sciences.*
M. l'abbé LOTH, *Secrétaire pour la Classe des Belles-Lettres et des Arts.*
M. HELLIS ✻, *Trésorier.*
M. DE BEAUREPAIRE ✻, *Bibliothécaire-Archiviste.*

Changements survenus pendant l'année 1872-1873.

ACADÉMICIEN HONORAIRE DÉCÉDÉ :

M. POUCHET ✻, professeur d'histoire naturelle à l'Ecole préparatoire à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres de Rouen, membre correspondant de l'Institut.

ACADÉMICIENS RÉSIDANTS DÉCÉDÉS :

MM. HÉLOT ✻, chirurgien en chef à l'Hospice-Général, rue des Bons-Enfants, 78, à Rouen.
MOREL ✻, médecin en chef de l'Asile des aliénées de Saint-Yon, rue d'Elbeuf, 47.

ACADÉMICIENS CORRESPONDANTS, DÉCÉDÉS :

M. BRUNIER ✻, ingénieur civil, à Paris.

S. E. Mgr BILLIET ✻, cardinal, archevêque de Chambéry (Savoie.)

ACADÉMICIENS RÉSIDANTS NOUVEAUX :

MM. DANZAS, juge de paix du 1er canton de Rouen, rue Jouvenet.

BUCHÈRE ✻, avocat général à la Cour d'appel de Rouen, rue Jeanne-d'Arc, 35.

ALLARD (Paul), juge suppléant au Tribunal civil de Rouen, rue du Rempart, 1er.

ACADÉMICIENS CORRESPONDANTS NOUVEAUX :

MM. PERIAUX (Nicétas), ancien imprimeur, à Querqueville (Manche.)

REVOIL, architecte, à Nîmes.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE PRÉSENT VOLUME.

Pages.

Procès-verbal de la séance publique du 4 août 1873. 1

Discours d'ouverture, par M. Prosper Pimont, *président*. 5

Rapport sur le prix Bouctot, par M. le Dr Blanche. 15

Rapport sur le Concours pour le prix Gossier (Etude sur les ouvrages des peintres rouennais du XVIIIe siècle), par M. de Lépinois. 22

Rapport sur le prix Dumanoir, par M. Paul Allard. 42

CLASSE DES SCIENCES.

Rapport sur les travaux de la Classe des Sciences pendant l'année 1872-1873, par M. Malbranche, *secrétaire de cette Classe*. 55

Note sur le Calorifuge plastique de M. Prosper Pimont. 56

Rapport par M. Blanche, *sur le Catalogue descriptif des Lichens de la Normandie*, de M. Malbranche. *ibid.*

Le Transformisme, par M. Malbranche. 57
Le Chauffage des vins, par M. Pasteur ; *Rapport de* M. Homberg. . . . . *ibid.*
Rapport par M. P. Levasseur *sur des brochures offertes* par M. Foville. 58
Rapport par M. Malbranche *sur les Bulletins de la Société Linnéenne du Nord*. 59
Autres Rapports par le même membre : 1° *sur des brochures offertes* par M. J. Clouet. 60
2° *Sur l'Aconit et l'Aconitine*, par M. Patrouillard. 61
Notice nécrologique sur M. Pouchet, *membre honoraire*, par M. Malbranche. 62
Autre notice sur M. le Dr Morel, *membre résidant*, par le même. 73
Autre sur M. le Dr Hélot, par le même. 80
Autre sur M. Brunier, par le même. 86

MÉMOIRE DONT L'ACADÉMIE A ORDONNÉ L'IMPRESSION DANS SES ACTES.

Le Transformisme; ses origines, ses principes, ses impossibilités, par M. Malbranche. 91

CLASSE DES BELLES-LETTRES ET DES ARTS.

Rapport sur les travaux de la Classe des Lettres et des Arts pendant l'année 1872-1873, par M. Henri Frère, *Secrétaire de cette Classe*. 166
Discours de réception de M. Danzas, *sur l'Histoire de l'Alsace*. 167
Discours de réception de M. Buchère, *sur les institutions judiciaires anglaises*. . . . . *ibid.*

Discours de réception de M. Paul Allard, *sur le Socialisme dans l'Empire Romain*. . . . . *ibid*
Une correspondance à propos des fêtes républicaines à Rouen, par M. Decorde. 170
Le Bureau des Pauvres et le Bureau de la Santé à Rouen, par M. Gosselin. . . . . *ibid.*
Voyage à Rouen de Don Pedro Nino en 1405, par M. de Beaurepaire. . . . . *ibid.*
Notice sur Jean Le Roy, l'un des auteurs de la Satire Ménippée, par le même. 171
Notice additionnelle sur une pierre tombale de la cathédrale de Rouen, par M. de Duranville. . *ibid.*
Renseignements sur des vitraux d'origine rouennaise, existant en Angleterre, par M. Edouard Frère. . *ibid.*
Etude biographique sur Farin, par M. l'abbé Loth. 172
Autre sur M. Piel, par M. Henri Frère. . . . *ibid.*
Françoise et Margot, conte en vers, par M. de Lépinois. *ibid.*
Rapport sur le prix Gossier, par le même. . . . *idid.*
Rapport sur le drame de M. Deschamps : *Sœur Isabelle*, par le même. . . . . *ibid.*
Table du Précis de l'Académie de 1831 *à* 1870, par M. Decorde. 173
Nouvelle Etude sur la Bazoche, par M. Gosselin. . *ibid.*
Note sur la connaissance par Bossuet de la langue hébraïque, par M. l'abbé Loth. 176
Etude sur les Assemblées provinciales de Normandie et d'Alsace, par M. Semichon 177
Un Voyage artistique en Normandie : Féret et Hyacinthe Langlois, par M. de Lérue. 178
Rapport, par le même, *sur une brochure de M. Neymarck : La Rente française ; son origine et son développement*. 179
Considérations sur les Sociétés protectrices de l'Enfance, par le même 180

Rapport sur les Mémoires de l'Académie de Lyon, par M. Hellis 182
Rapport par M. d'Estaintot, *sur la Rome souterraine de M. P. Allard.* 183
Rapport sur une étude du régime pénitentiaire en France de M. Léon Vidal, par M. Homberg. . 184
Rapport sur le compte général de l'administration de la Justice en France, par le même. 185
Rapport sur les Mémoires de l'Académie de Caen et de la Société académique de l'Aube, par M. de Lépinois 186
Rapport sur un volume de Poésies de M. Guibert, par M. H. Frère . . . . . *ibid.*
Rapport sur un ouvrage de M. de la Ferrière : la Normandie à l'Etranger, par M. de Lérue. . . 187
Rapport sur les Travaux de la Société d'Emulation de Rouen, et des Sociétés académiques de Douai, de Saint-Quentin et de Brest, par le même. . . *ibid.*
Rapport sur les Annales de la Société académique de Nantes, de l'Académie du Gard, et de la Société d'Emulation de l'Allier par M. de Duranville. . 188
Rapport sur les Travaux de la Société géographique de Paris, des Sociétés d'Emulation du Jura et de l'Ain et de la Société académique de Cherbourg, par M. Gosselin. 189

MÉMOIRES DONT L'ACADÉMIE A ORDONNÉ L'IMPRESSION DANS SES ACTES.

Discours de réception de M. Danzas : *la France et l'Alsace dans le passé.* 193
Réponse à ce discours par M. Pimont. 254
Discours de réception de M. Buchère : *de l'Organisation judiciaire en France et en Angleterre.* . . 269
Réponse à ce discours par M. Decorde. 312

Discours de réception, par M. Paul Allard : *le Socialisme dans l'Empire romain*. 330
Réponse à ce discours, par M. Pimont 373
Recherches sur les anciens Bureaux de Police de Rouen (Suite) : Le Bureau de la Police des Pauvres et le Bureau de la Santé, par M. Gosselin. 385
Correspondance à propos des fêtes républicaines à Rouen, par M. Decorde. 466
Notes sur le voyage de Don Pedro Nino en Normandie, pendant les années 1405 *et* 1406, par M. de Beaurepaire. 476
Note sur Jean Le Roy, l'un des auteurs de la Satyre Ménippée, par M. de Beaurepaire. 509
Supplément à une Notice intitulée : Une pierre tombale de la Cathédrale de Rouen, par M. de Duranville. 514
Etude sur Farin, auteur de l'Histoire de Rouen, par M. l'abbé Loth. 525
Importation de verres peints et blancs faite au XIII^e^ siècle du port de Rouen en Angleterre, par M. Edouard Frère. 562
Etude critique du Drame de M. J. Deschamps : *Sœur Isabelle*, par M. de Lépinois. 566
Louis-Alexandre Piel, Etude biographique, M. H. Frère 585
Françoise et Margot, conte en vers, par M. de Lépinois 685
Prix proposés pour les années 1874, 1875 *et* 1876. 614
Table des ouvrages reçus pendant l'année académique 1872-1873. 617
Tableau de l'Académie pour l'année 1873-1874. . 620

Rouen. — Imp. de H. Boissel.